

Histoire de la Révolution  
russe. T. 3 / Léon Trotsky ;  
traduction de Maurice  
Parijanine, revue et  
approuvée par l'auteur

Trockij, Lev Davydovi (1879-1940). Auteur du texte. Histoire de la Révolution russe. T. 3 / Léon Trotsky ; traduction de Maurice Parijanine, revue et approuvée par l'auteur. 1933-1934.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).

1917  
LÉON TROTSKY

10433

**HISTOIRE**  
**DE LA**  
**RÉVOLUTION**  
**RUSSE**

**TOME III**

**LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE**



**Traduction de MAURICE-PARIJANINE**

**LES ÉDITIONS RIEDER**



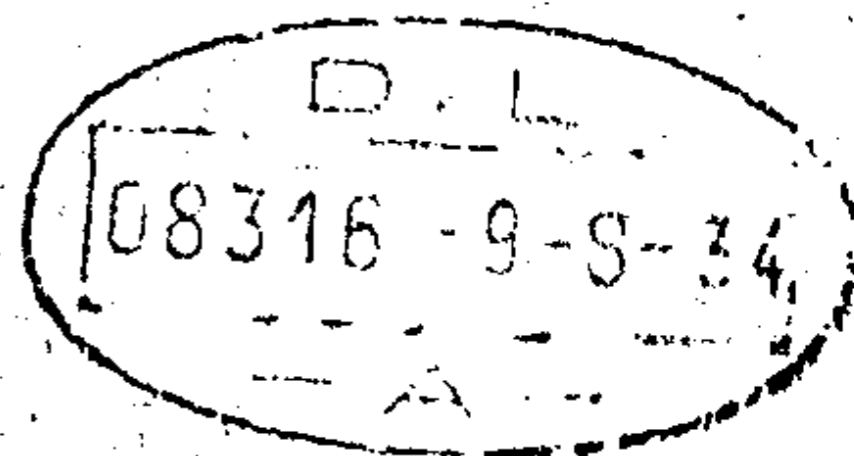
HISTOIRE  
DE LA  
RÉVOLUTION RUSSE

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

8° M

24172

(3)



DU MÊME AUTEUR

AUX ÉDITIONS RIEDER :

*La Révolution défigurée.*

*Ma Vie* (essai autobiographique), traduction  
de Maurice-Parijanine.

I. — 1879-1905.

II. — 1905-octobre 1917.

III. — Octobre 1917-fin 1929.

*L'Internationale communiste après Lénine.*

*La Révolution Permanente.*

*Histoire de la Révolution russe (la Révolution de  
février).* Tomes I et II.

A LA LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

« 1905 », traduction de Maurice-Parijanine.

A LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL

*Lénine*, traduction de Maurice-Parijanine et  
de X\*\*\*.

ÉDITÉ PAR « LA LUTTE DE CLASSES »

(Librairie du Travail)

*Vers le Capitalisme ou vers le Socialisme ?*



LÉON TROTSKY

# HISTOIRE

DE LA

# RÉVOLUTION RUSSE

TOME III

## LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

TRADUCTION DE  
MAURICE-PARIJANINE

revue et approuvée par l'Auteur

★



LES ÉDITIONS RIEDER

7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

PARIS

—  
MCMXXXIV

**IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE UNE  
ÉDITION ORIGINALE QUI COMPREND :  
50 EXEMPLAIRES SUR VELIN PUR FIL  
BLANC DES PAPETERIES LAFUMA, DE  
VOIRON, NUMÉROTÉS DE 1 A 50.**

**Tous droits réservés**



## PRÉFACE

**L**A RUSSIE a accompli si tard sa révolution bourgeoise qu'elle s'est trouvée forcée de la transformer en révolution prolétarienne. Autrement dit : la Russie était tellement en retard sur les autres pays qu'elle a été obligée, du moins dans certains domaines, de les dépasser. Cela semble absurde. Cependant, l'histoire est pleine de ces paradoxes. L'Angleterre capitaliste a tellement devancé les autres pays qu'elle s'est trouvée forcée de céder le pas. Les pédants se figurent que la dialectique est un vain jeu d'esprit. En réalité, elle reproduit seulement le processus de développement qui vit et se meut dans des contradictions.

Les deux premiers tomes de cet ouvrage devaient expliquer pourquoi le régime démocratique, tardivement arrivé dans l'histoire à remplacer le tsarisme se trouva absolument non viable. Le tome présent traite de la conquête du pouvoir par les bolchéviks. Le fond de l'exposé est encore ici constitué par une narration. Le lecteur doit trouver dans les faits mêmes une base suffisante pour les déductions.

L'auteur ne veut pas dire par là qu'il évite les généralisations sociologiques. L'histoire n'aurait point de valeur si elle ne nous enseignait quelque chose. Le puissant déterminisme de la Révolution russe, l'enchaînement de ses étapes, l'invincibilité de l'élan des masses, la formation achevée des groupements politiques, la netteté des mots

d'ordre — tout cela facilite extrêmement la compréhension de la révolution en général et, par conséquent aussi de la société humaine. Car on peut estimer prouvé par toute la marche de l'histoire, qu'une société, déchirée par des antagonismes internes, dévoile complètement non pas seulement son anatomie, mais aussi son « âme », précisément dans une révolution.

Plus immédiatement, le présent ouvrage doit aider à comprendre le caractère de l'Union soviétique. Notre thème est d'actualité non point en ceci que l'insurrection d'Octobre s'est produite sous les yeux d'une génération encore vivante — ce qui, bien entendu, ne manque pas d'importance — mais en ceci que le régime issu de l'insurrection est vivant, se développe et pose à l'humanité de nouvelles énigmes. Dans le monde entier, le problème que présente le pays des Soviets reste constamment à l'ordre du jour. Or, on ne peut concevoir ce qui est sans avoir élucidé préalablement comment ce qui existe s'est formé. Les grandes évaluations politiques exigent une perspective historique.

Pour huit mois de révolution, de février à octobre 1917, il a fallu quatre volumes. La critique, en règle générale, ne nous a pas accusé d'être prolix. L'ampleur de l'ouvrage s'explique plutôt par la façon de considérer les matériaux. On peut donner la photographie d'une main : cela prendra une page. Mais pour exposer les résultats d'une étude microscopique des tissus de la main, il faut un tome. L'auteur ne se fait aucune illusion au sujet de la plénitude et du fini de la recherche accomplie par lui. Néanmoins, en bien des cas, il a dû employer des méthodes qui sont plutôt celles du microscope que de l'appareil photographique.

A certains moments, quand il nous semblait que nous abusions de la longanimité du lecteur, nous biffions large-

ment des dépositions de témoins, des aveux de participants, des épisodes secondaires ; mais, ensuite, fréquemment, nous rétablissions beaucoup de ce qui avait été biffé. Dans cette lutte pour les détails, nous étions guidé par l'intention de montrer le plus concrètement possible le processus même de la Révolution. Impossible notamment de ne pas tenter d'utiliser à fond cet avantage que cette histoire a été écrite sur le vif, d'après nature.

Des milliers et des milliers de livres sont, chaque année, jetés sur le marché pour présenter une nouvelle variante d'un roman personnel, le récit des incertitudes d'un mélancolique ou de la carrière d'un ambitieux. Telle héroïne de Proust a besoin de plusieurs pages raffinées pour arriver à sentir qu'elle ne sent rien. Nous pensons que l'on peut, au moins à droit égal, réclamer de l'attention pour des drames collectifs qui, dans l'histoire, sortent du néant des centaines de millions d'êtres humains, transforment le caractère des nations et s'insèrent pour toujours dans la vie de l'humanité.

L'exactitude des références et des citations des deux premiers tomes n'a été contestée jusqu'à présent par personne : au surplus, cela eût été difficile. Les adversaires se bornent le plus souvent à des considérations sur ce thème que la partialité personnelle peut se manifester dans une sélection artificielle et unilatérale des faits et des textes. Indiscutable en soi, cette considération ne dit rien du présent ouvrage et encore moins de ses procédés scientifiques. Or, nous nous permettons d'insister résolument sur ce point que le coefficient du subjectivisme est déterminé, limité et contrôlé non point tant par le tempérament de l'historien que par le caractère de sa méthode.

L'école purement psychologique qui considère le tissu des événements comme un enchevêtrement des

libres activités des individus ou de leurs groupements, laisse la plus grande marge à l'arbitraire, même en admettant les meilleures intentions du chercheur. La méthode matérialiste institue une discipline en vous obligeant à partir des faits écrasants de la structure sociale. Les forces essentielles du processus historique sont pour nous les classes ; sur elles s'appuient les partis politiques ; les idées et les mots d'ordre apparaissent comme la petite monnaie des intérêts objectifs. Toute la marche de l'étude conduit de l'objectif au subjectif, du social à l'individuel, de ce qui est capital à la conjoncture. Ainsi, à l'arbitraire de l'auteur, s'opposent de rigoureuses limites.

Si un ingénieur des mines, dans un rayon non prospecté, découvre, par un sondage, du minerai de fer magnétique, on peut toujours supposer que c'est un heureux hasard : il n'est pas encore indiqué de creuser un puits. Si le même ingénieur, se basant, disons, sur les déviations de l'aiguille aimantée, en vient à conclure que la terre doit recéler des gisements de minerai, et si, ensuite, en divers endroits de la même région, il découvre effectivement du minerai de fer, même le sceptique le plus pointilleux n'osera plus parler d'un hasard. Ce qui est convaincant, c'est le système qui met à l'unisson le général et le particulier.

Les preuves de l'objectivité scientifique doivent être recherchées non dans les yeux de l'historien ou dans les inflexions de sa voix, mais dans la logique intime de la narration même : si les épisodes, les témoignages, les chiffres, les citations coïncident avec les indications générales de l'aiguille aimantée de l'analyse sociale, le lecteur a la plus sérieuse garantie de la solidité scientifique des conclusions. Plus concrètement : l'auteur est exactement fidèle à l'objectivité dans la mesure où le présent ouvrage

découvre effectivement l'inéluctabilité de l'insurrection d'Octobre et les causes de sa victoire.

Le lecteur sait que dans une révolution, nous recherchons avant tout l'intervention directe des masses dans les destinées de la société. Derrière les événements, nous essayons de découvrir les modifications de la conscience collective. Nous écartons les allégations grossières, concernant un mouvement des « forces élémentaires », allégation qui, dans la plupart des cas, n'explique rien et n'enseigne rien. Les révolutions s'accomplissent d'après certaines lois. Cela ne signifie pas que les masses agissantes se rendent clairement compte des lois de la révolution ; mais cela signifie que les modifications de la conscience des masses, au lieu d'être fortuites, sont subordonnées à une nécessité objective qui est sujette à un éclaircissement théorique et crée par là une base pour les prévisions et pour la direction.

Certains historiens soviétiques officiels ont essayé, si inattendu que soit le fait, de critiquer notre conception comme idéaliste. Le professeur Pokrovsky insistait par exemple sur ce point que nous aurions sous-estimé les facteurs objectifs de la Révolution : « Entre Février et Octobre s'est produite une formidable désorganisation économique » ; « pendant ce temps, la paysannerie... s'est soulevée contre le Gouvernement provisoire » ; c'est précisément dans ces « déplacements objectifs », et non pas dans les processus psychiques variables qu'il conviendrait de voir la force motrice de la Révolution. Grâce à une louable netteté dans sa manière de poser les questions, Pokrovsky dévoile au mieux l'inconsistance d'une explication vulgairement économique de l'histoire que l'on fait assez fréquemment passer pour du marxisme.

Les changements radicaux qui se produisent au cours

d'une révolution sont provoqués, en réalité, non point par les ébranlements épisodiques de l'économie qui ont lieu au cours des événements mêmes, mais par les modifications capitales qui se sont accumulées dans les bases mêmes de la société pendant toute l'époque précédente. Qu'à la veille du renversement de la monarchie, de même qu'entre Février et Octobre, le désarroi économique se soit constamment aggravé, entretenant et aiguillonnant le mécontentement des masses, c'est absolument incontestable et nous n'avons jamais détourné de cela notre attention. Mais ce serait une très grossière erreur que de penser que la deuxième Révolution s'est accomplie, huit mois après la première, parce que la ration de pain avait été diminuée pendant ce temps, passant d'une livre et demie à trois quarts de livre. Dans les années qui suivirent de tout près l'insurrection d'octobre, la situation des masses, au point de vue ravitaillement, continua à empirer. Pourtant, les espérances des politiciens contre-révolutionnaires dirigées vers une nouvelle insurrection subissaient à chaque coup un échec. Le fait peut sembler énigmatique seulement à celui qui se figure le soulèvement des masses comme un mouvement des « forces élémentaires », c'est-à-dire comme l'émeute d'un troupeau habilement utilisée par des meneurs. En réalité, les privations ne suffisent pas à expliquer une insurrection, — autrement, les masses seraient en soulèvement perpétuel ; il faut que l'incapacité définitivement manifeste du régime social ait rendu ces privations intolérables et que de nouvelles conditions et de nouvelles idées aient ouvert la perspective d'une issue révolutionnaire. Ayant pris conscience d'un grand dessein, les masses se trouvent ensuite capables de supporter des privations doubles et triples.

L'allusion faite à un soulèvement de la classe pay-

sanne comme deuxième « facteur objectif », accuse un malentendu encore plus évident. Pour le prolétariat, la guerre paysanne était, cela se comprend, une circonstance objective, dans la mesure où, en général, les actes d'une classe deviennent des impulsions extérieures pour la formation de la conscience d'une autre classe. Mais la cause immédiate de l'insurrection paysanne même fut en des modifications dans l'état d'esprit de la campagne ; un des chapitres de ce livre est consacré à rechercher la nature de ces modifications. N'oublions pas que les révolutions sont accomplies par des hommes, fût-ce par des anonymes. Le matérialisme n'ignore pas l'homme sentant, pensant et agissant, mais l'explique. En quoi d'autre peut être la tâche de l'historien (1) ?

Certains critiques du camp démocratique, enclins à opérer au moyen de preuves indirectes, ont vu dans l'attitude « ironique » de l'auteur à l'égard des chefs conciliateurs l'expression d'un subjectivisme inadmissible qui vicie le caractère scientifique de l'exposé. Nous nous permettons d'estimer que ce critère n'est pas convaincant. Le principe spinoziste : « Ne pas pleurer, ne pas rire, mais comprendre », nous met en garde seulement contre un rire déplacé et des larmes inopportunes ; mais ce principe n'enlève pas à l'homme, fût-ce un historien, son droit à sa part de larmes et de rires quand cela

(1) La nouvelle de la mort de M. N. Pokrovsky avec qui nous avons eu l'occasion de mener plus d'une fois une polémique dans cet ouvrage nous est parvenue lorsque notre travail était achevé. Venu au marxisme du camp libéral quand il était déjà un savant complètement formé, Pokrovsky a enrichi la littérature historique contemporaine de travaux et d'initiatives précieuses, mais il n'a pas pris complètement possession de la méthode du matérialisme dialectique. Il est d'une simple justice d'ajouter que Pokrovsky était un homme doué non seulement d'une érudition exceptionnelle et de très grands talents, mais profondément dévoué à la cause qu'il servait.

est justifié par une juste compréhension de leur objet même. Une ironie purement individualiste qui, en un léger nuage d'indifférence, s'étend sur toutes les œuvres et conceptions de l'humanité, donne le pire aspect du snobisme : elle est aussi fautive dans une œuvre d'art que dans un travail historique. Mais il y a une ironie qui réside à la base même des rapports vitaux. L'obligation de l'historien, comme celle de l'artiste, est de l'extérioriser.

La rupture de la corrélation entre le subjectif et l'objectif est, à généralement parler, la source essentielle du comique comme du tragique, dans la vie et dans l'art. Le domaine de la politique échappe moins que tout autre à l'effet de cette loi. Les hommes et les partis sont héroïques ou ridicules non en soi et pour soi mais par leur attitude devant les circonstances. Lorsque la Révolution française entra dans la phase décisive, le plus éminent Girondin faisait figure lamentable et ridicule à côté d'un tout ordinaire Jacobin. Jean-Marie Roland, personnage respectable en tant qu'inspecteur des manufactures à Lyon, apparaît comme une vivante caricature sur le fond de 1792. Par contre, les Jacobins sont à la hauteur des circonstances. Ils peuvent provoquer l'hostilité, la haine, l'épouvante, mais non point l'ironie.

L'héroïne de Dickens qui essaye avec un balai d'empêcher la marée de monter, est, par suite d'une fatale incompatibilité entre le moyen et le but, un type notoirement comique. Si nous disons que ce personnage symbolise la politique des partis conciliateurs dans la Révolution, cela semblera exagéré. Or, Tsérételli, l'effectif animateur du régime de la dualité de pouvoirs, avouait, après l'insurrection d'Octobre, à Nabokov, un des leaders libéraux : « Tout ce que nous avons alors fait n'était qu'une vaine tentative d'arrêter avec quelques



malheureux copeaux le torrent destructeur des éléments déchaînés. » Il y a ici le ton d'une méchante satire ; or, ce sont les paroles les plus véridiques que les conciliateurs aient prononcées sur eux-mêmes. S'abstenir d'ironie en décrivant des « révolutionnaires » qui essaient, avec des copeaux, de contenir la révolution, ce serait, pour le plaisir des pédants, escroquer la réalité et manquer à l'objectivité.

Pierre Strouvé, monarchiste, jadis marxiste, écrivait dans l'émigration : « Il n'y eut, dans la Révolution, de logique, de fidèle à son essence que le bolchévisme, et c'est pourquoi, dans la révolution, il a vaincu. » C'est à peu près dans les mêmes termes que parlait aussi des bolchéviks Milioukov, leader du libéralisme : « Ils savaient où ils allaient et marchaient dans une seule direction, adoptée une fois pour toutes, vers le but qui, à chaque nouvelle expérience manquée des conciliateurs, se rapprochait davantage. » Enfin un des émigrés blancs les moins connus, ayant tenté de comprendre à sa façon la Révolution, s'exprima ainsi : « Pour marcher dans cette voie, il ne pouvait y avoir que des hommes de fer... révolutionnaires « de profession », ne craignant point d'appeler à la vie un dévorant esprit de rébellion. » On peut dire des bolchéviks à plus forte raison encore que des Jacobins : ils sont adéquats à l'époque et à ses tâches ; les malédictions leur ont été adressées en quantité suffisante, mais l'ironie ne les atteignait pas : elle n'avait pas à quoi s'accrocher.

Dans la préface au tome premier, il est expliqué pourquoi l'auteur a jugé plus approprié de parler de lui-même, participant aux événements, à la troisième personne et non à la première : ce procédé littéraire, conservé dans les tomes suivants, n'est pas en soi, bien entendu, une garantie contre le subjectivisme ; mais, du moins, il ne

fait pas du subjectivisme une obligation. Bien plus : il rappelle la nécessité de l'éviter.

En bien des cas, nous nous sommes arrêté hésitant à savoir si nous citerions tel ou tel jugement d'un contemporain sur le rôle de l'auteur de ce livre dans la marche des événements. Il eût été facile de renoncer à certaines citations s'il ne s'était point agi de quelque chose de plus grand que les règles conventionnelles du bon ton. L'auteur de ce livre a été président du Soviet de Pétrograd après que les bolchéviks y eurent conquis la majorité ; ensuite, président du Comité révolutionnaire militaire qui organisa l'insurrection d'Octobre. Il ne peut et ne veut effacer de tels faits de l'histoire. La fraction actuellement gouvernante en U. R. S. S. a eu le temps, dans ces dernières années, de consacrer une multitude d'articles et pas mal de livres à l'auteur du présent ouvrage, en se donnant pour tâche de démontrer que son activité était invariablement dirigée contre les intérêts de la Révolution : la question de savoir pourquoi le Parti bolchévik plaça un « adversaire » si acharné, pendant les années les plus critiques, aux postes les plus lourds de responsabilités reste dans ce cas ouverte. Passer tout à fait sous silence des discussions rétrospectives serait, dans une certaine mesure, renoncer à rétablir dans sa vérité la marche des événements. Dans quel but ? Il n'est besoin de simuler le désintéressement qu'à celui qui a dessein de suggérer, en sourdine, à son lecteur, des conclusions qui ne découlent point des faits. Nous préférons appeler les choses par leur nom, et conformément au vocabulaire.

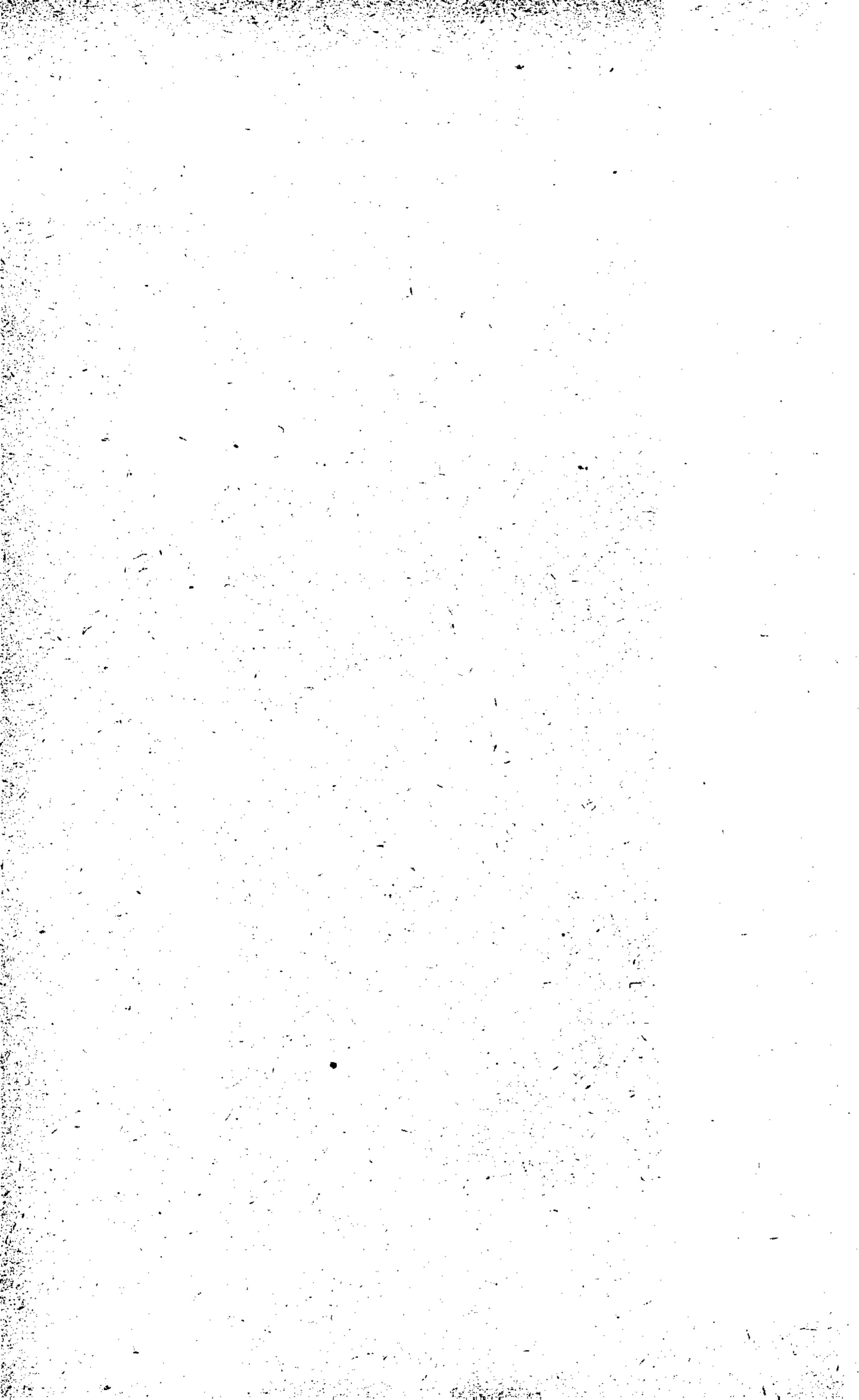
Nous ne cacherons pas qu'en cette affaire, il ne s'agit pas seulement pour nous du passé. De même que les adversaires, attaquant la personne, s'efforcent de frapper le programme, ainsi la lutte pour un programme déterminé oblige la personne à rétablir sa place réelle dans les

événements. Si quelqu'un dans la lutte pour de grandes tâches et pour sa place sous le drapeau n'est pas capable de voir autre chose que de la vanité personnelle, nous pouvons le regretter, mais nous ne nous chargeons point de le convaincre. En tout cas, nous avons pris toutes mesures pour que les questions « personnelles » n'occupent pas dans ce livre plus de place que celle à laquelle elles sont en droit de prétendre.

Certains des amis de l'Union soviétique, — fréquemment ce ne sont que les amis des autorités soviétiques d'aujourd'hui, et tout juste pour le temps où subsisteront ces autorités — ont fait grief à l'auteur de son attitude critique à l'égard du Parti bolchévik ou de tels de ses leaders. Aucun, cependant, n'a même essayé de réfuter ou de corriger le tableau que nous donnions de l'état du Parti au cours des événements. Pour la gouverne de ces « amis » qui se croient appelés à défendre contre nous le rôle des bolchéviks dans l'insurrection d'Octobre, nous les prévenons que notre ouvrage n'enseigne pas comment on peut aimer après coup une Révolution victorieuse, sous la figure de la bureaucratie qui en est sortie, mais seulement comment une Révolution se prépare, comment elle se développe et comment elle remporte la victoire. Le Parti pour nous n'est pas un appareil dont l'infaillibilité serait protégée par des répressions gouvernementales, mais c'est un organisme complexe qui, comme toute chose vivante, se développe dans des contradictions. La découverte de ces contradictions, et, dans ce nombre, des hésitations et des erreurs de l'état-major, n'affaiblit pas le moins du monde, à notre avis, l'importance du gigantesque travail historique dont le Parti bolchévik a assumé le faix pour la première fois dans l'histoire mondiale.

*Prinkipo, 13 mai 1932.*

L. TROTSKY.



## « LES JOURNÉES DE JUILLET » LA PRÉPARATION ET LE DÉBUT

EN 1915, la guerre avait coûté à la Russie 10 milliards de roubles ; en 1916, 19 milliards ; pour le premier semestre de 1917, déjà 10 milliards 500 millions. La dette publique devait, au début de 1918, s'élever à 60 milliards, c'est-à-dire égaler presque la totalité de la fortune nationale que l'on évaluait à 70 milliards. Le Comité exécutif central élaborait un projet d'appel pour un emprunt de guerre au nom sirupeux d' « Emprunt de la Liberté », tandis que le Gouvernement en venait à cette déduction simpliste qu'à moins d'un nouvel et formidable emprunt extérieur, non seulement il ne pourrait solder les commandes passées à l'étranger, mais ne saurait faire face à ses obligations intérieures. Le passif de la balance commerciale s'accroissait constamment. L'Entente, évidemment, se disposait à abandonner définitivement le rouble à son propre sort. Le jour même où l'appel pour l'Emprunt de la Liberté remplit la première page des *Izvestia* soviétiques, le *Vestnik Pravitelstva* (*Messenger du Gouvernement*) annonça une brusque chute du cours du rouble. La planche à billets ne suffisait déjà plus à suivre le rythme de l'inflation. Après les vieilles et solides devises qui avaient gardé quelque lustre de leur ancien pouvoir d'achat, on se préparait à adopter les étiquettes rouges, bonnes à coller sur des bouteilles, que le public

appela bientôt des « kérenski ». Et le bourgeois comme l'ouvrier, chacun à sa façon, donnaient à cette appellation une intonation dédaigneuse.

En paroles le Gouvernement acceptait le programme d'une réglementation étatique de l'économie générale et il créa même à cette fin, dans les derniers jours de juin, d'encombrants organes. Mais la parole et l'action sous le Régime de Février, de même que l'esprit et la chair d'un chrétien dévot, se trouvaient en conflit incessant. Les organes de réglementation, sélectionnés à souhait, se préoccupaient de protéger les entrepreneurs contre les caprices d'un pouvoir gouvernemental chancelant et vacillant plutôt que de refréner les intérêts privés. Le personnel administratif et technique de l'industrie se différenciait ; les sommets, épouvantés par les tendances égalitaires des ouvriers, passaient résolument du côté des entrepreneurs. Les ouvriers considéraient avec répulsion les commandes de guerre dont les usines, en désarroi, étaient assurées pour une ou deux années d'avance. Mais les entrepreneurs, eux aussi perdaient le goût d'un travail producteur qui promettait plus de tracas que de bénéfices. L'arrêt, prémédité par les patrons, de la marche des entreprises prit un caractère systématique. La production métallurgique fut réduite de 40 %, le textile de 20 %. Tout ce qui était nécessaire à l'existence commençait à manquer. Les prix montaient à mesure de l'inflation et de la décadence économique. Les ouvriers bataillaient pour établir un contrôle sur le mécanisme administratif et commercial qu'on leur dissimulait et duquel dépendait leur sort. Le ministre du Travail, Skobélev, dans des manifestes prolixes, prêchait aux ouvriers l'inadmissibilité d'une intervention dans la direction des entreprises. Le 24 juin, les *Izvestia* annoncèrent que l'on projetait encore de

fermer un certain nombre d'usines. Des nouvelles identiques venaient de la province. Le trafic des chemins de fer était encore plus lourdement touché que l'industrie. La moitié des locomotives avaient besoin de grosses réparations, une grande partie du matériel roulant se trouvait au front, le combustible venait à manquer. Le ministère des Voies et Communications ne parvenait pas à sortir de ses conflits avec les ouvriers et les employés des chemins de fer. Le ravitaillement devenait constamment plus défectueux. Il ne restait plus à Pétrograd de stocks de blé que pour dix ou quinze jours ; dans les autres centres, cela n'allait guère mieux. Étant donné la demi-paralysie du matériel roulant et la menace pressante d'une grève des chemins de fer, cela signifiait que le danger d'une famine était constant. On n'avait devant soi aucune perspective d'éclaircie. Ce n'était pas cela que les ouvriers avaient attendu de la Révolution.

Il en était pis encore, si possible, dans la sphère de la politique. L'irrésolution est l'état le plus pénible dans la vie des gouvernements, des nations, des classes, comme dans celle de l'individu. La révolution est le plus implacable des moyens que l'on ait de résoudre les questions historiques. Les échappatoires, dans une révolution, sont d'une politique ruineuse entre toutes. Un parti de révolution ne doit pas plus hésiter qu'un chirurgien qui vient d'enfoncer le scalpel dans un corps malade. Or, le régime du double pouvoir qui était sorti de l'insurrection de Février était l'irrésolution organisée. Tout se tournait contre le gouvernement. Les amis sous condition devenaient des adversaires, les adversaires — des ennemis, les ennemis s'armaient. La contre-révolution se mobilisait tout à fait ouvertement, inspirée par le Comité central du parti cadet, par l'état-major politique de tous ceux qui avaient quelque chose à perdre. Le

Comité principal de l'Union des Officiers, au Grand Quartier Général, à Mohilev, représentant environ cent mille officiers mécontents et le Soviet de l'Union des troupes cosaques à Pétrograd constituaient les deux leviers militaires de la contre-révolution. La Douma d'État, malgré la décision prise en juin par le Congrès des soviets, décida de continuer ses « séances privées. » Son Comité provisoire couvrait légalement l'activité contre-révolutionnaire que finançaient largement les banques et les ambassades de l'Entente. Les conciliateurs étaient menacés de droite et de gauche. Regardant de côté et d'autre avec inquiétude, le gouvernement décida secrètement d'assigner des fonds pour l'organisation d'un contre-espionnage social, c'est-à-dire pour une police politique secrète. C'est à peu près à la même époque, au milieu de juin, que le gouvernement fixa pour le 17 septembre les élections à l'Assemblée constituante. La presse libérale, malgré la participation des cadets au gouvernement, menait une campagne acharnée contre la date officiellement fixée, échéance à laquelle personne ne croyait et que personne ne défendait sérieusement. L'image même d'une Assemblée constituante, si brillante dans les premiers jours de mars, se ternissait et se voilait. Tout se retournait contre le gouvernement, même ses anémiques bonnes intentions. C'est seulement le 30 juin qu'il trouva le courage de supprimer les tuteurs nobles du village, les *zemskié natchalniki* (surveillants-chefs des terres) dont le nom même était odieux au pays depuis le jour où les avait institués Alexandre III. Et cette réforme partielle, forcée et tardive, jetait sur le Gouvernement provisoire l'empreinte d'une humiliante lâcheté. La noblesse, pendant ce temps, se remettait de ses terreurs, les propriétaires de biens-fonds se regroupaient et prenaient l'offensive. Le Comité provi-



soire de la Douma réclama du gouvernement, à la fin de juin, qu'il prît des mesures décisives pour protéger les propriétaires contre les paysans excités par « des éléments criminels ». Le 1<sup>er</sup> juillet s'ouvrit à Moscou le congrès panrusse des propriétaires fonciers, en écrasante majorité composé de nobles. Le gouvernement se démenait, s'efforçant d'hypnotiser par des phrases tantôt les moujiks, tantôt les propriétaires. Mais c'est surtout au front que les choses allaient mal. L'offensive sur laquelle misait définitivement Kérénsky lui-même pour la lutte à l'intérieur, n'accusait plus que des mouvements convulsifs. Le soldat ne voulait pas continuer la guerre. Les diplomates du prince Lvov n'osaient plus regarder en face les diplomates de l'Entente. On avait à toute force besoin de l'emprunt. Pour montrer de la poigne, le gouvernement impuissant et condamné d'avance, menait une offensive contre la Finlande, la réalisant, comme toutes les affaires les plus malpropres, par les mains des socialistes. En même temps, le conflit avec l'Ukraine s'aggravait et menait à une rupture déclarée. Bien loin en arrière restaient les jours où Albert Thomas avait chanté le los de la radieuse Révolution et de Kérénsky. Au début de juillet, l'ambassadeur de France Paléologue, trop imprégné des senteurs des salons raspoutiniens, fut remplacé par le « radical » Noulens. Le journaliste Claude Anet fit au nouvel ambassadeur un rapport introductif sur Pétersbourg. En face de l'ambassade de France, de l'autre côté de la Néva, s'étend le rayon de Vyborg. « C'est le rayon des grandes usines qui appartient tout entier aux bolchéviks. Lénine et Trotsky y règnent en maîtres. » Dans le même rayon se trouvent les casernes du régiment de mitrailleurs, comptant environ 10.000 hommes et plus de 1.000 mitrailleuses : ni les socialistes-révolutionnaires, ni les menché-

viks n'ont accès dans les casernes du régiment. Les autres régiments sont soit bolchéviks, soit neutres. « Si Lénine et Trotsky veulent prendre Péetrograd, qui les en empêchera ? » Noulens écoutait avec étonnement. « Comment donc le gouvernement tolère-t-il cette situation ? » « Mais que lui reste-t-il à faire ? » répondit le journaliste. « Il faut comprendre que le gouvernement n'a qu'une force morale, et encore, me semble-t-il, très faible... »

Ne trouvant pas d'issue, l'énergie réveillée des masses se fractionnait en mouvements spontanés, en actes de partisans, en saisies arbitraires. Les ouvriers, les soldats, les paysans tentaient de résoudre partiellement ce que leur refusait le pouvoir qu'ils avaient eux-mêmes créé. L'irrésolution des dirigeants est ce qui débilite le plus les masses. Une attente stérile les pousse à frapper, de plus en plus opiniâtrément aux portes que l'on ne veut pas leur ouvrir, ou bien les amène à de véritables explosions de désespoir. Déjà, durant le Congrès des soviets, quand les provinciaux avaient à peine retenu la main de leurs leaders, levée sur Péetrograd, les ouvriers et les soldats avaient suffisamment pu constater quels étaient à leur égard les sentiments et les intentions des dirigeants des soviets. Tsérételli, après Kérénsky, était devenu un personnage non seulement étranger, mais odieux à la majorité des ouvriers et des soldats de Péetrograd. Dans la périphérie de la Révolution s'accroissait l'influence des anarchistes qui jouaient le rôle principal au sein d'un Comité révolutionnaire arbitrairement créé dans la villa Dournovovo. Mais même les couches les plus disciplinées de la classe ouvrière, même les larges sphères du Parti bolchévik, commençaient à perdre patience ou bien à prêter l'oreille à ceux qui ne patientaient plus. La manifestation du 18 juin découvrit à tous que le gouvernement n'avait aucun appui. « Qu'est-ce qu'ils

attendent donc, ceux de là-haut ? » demandaient les soldats et les ouvriers, songeant non plus seulement aux leaders conciliateurs, mais aussi aux institutions dirigeantes des bolchéviks.

La lutte pour les salaires, en raison des prix d'inflation, énervait et exténuait les ouvriers. Cette question se posa avec une acuité particulière, au cours de juin, dans l'usine géante de Poutilov où travaillaient 36.000 hommes. Le 21 juin, dans plusieurs ateliers de l'usine, éclata une grève. La stérilité de ces explosions partielles n'était que trop claire pour le Parti. Le lendemain, la réunion, dirigée par les bolchéviks, des représentants des principales organisations ouvrières et de 70 usines, déclara que « l'affaire des travailleurs de Poutilov était la cause de tout le prolétariat de Pétrograd » et invita les travailleurs de Poutilov à « contenir leur légitime indignation ». La grève fut ajournée. Cependant les 12 journées qui suivirent n'apportèrent aucun changement. La masse ouvrière des usines était en fermentation profonde, cherchant une issue. Dans chaque entreprise il y avait un conflit, et tous ces conflits portaient en haut, vers le gouvernement. Un rapport du syndicat des mécaniciens chemins (brigades attachées aux locomotives), adressé au ministre des Voies de Communications, disait : « Pour la dernière fois, nous déclarons que toute patience arrive à bout. Nous n'avons plus la force de vivre dans une pareille situation... » C'était une plainte portant non seulement sur la misère et la famine, mais aussi sur la duplicité, le manque de caractère, l'imposture. Le mémoire protestait avec une particulière indignation contre « les incessants appels au devoir civique et à l'abstinence des ventres creux ».

En mars, le pouvoir avait été remis au Gouvernement provisoire par le Comité exécutif sous condition que les

troupes révolutionnaires ne seraient point évacuées de la capitale. Mais ces journées-là étaient d'un passé déjà lointain. La garnison avait évolué vers la gauche, — les cercles dirigeants du Soviet vers la droite. La lutte contre la garnison était constamment à l'ordre du jour. Si les contingents n'étaient pas en totalité éloignés de la capitale, les plus révolutionnaires, sous prétexte de nécessité stratégique, étaient systématiquement affaiblis par des prélèvements de compagnies destinées au front. Des bruits de constants remaniements sur le front d'unités, pour insoumission, pour refus d'exécuter des ordres de combat, parvenaient à tout instant à la capitale. Deux divisions sibériennes, — naguère encore les chasseurs sibériens n'étaient-ils pas considérés comme les meilleurs ? — furent dissoutes, avec emploi de la force armée. Dans la seule affaire de la V<sup>e</sup> armée, la plus proche de la capitale, qui avait en masse refusé d'obéir aux ordres de combat, 87 officiers et 12.725 soldats furent mis en accusation. La garnison de Pétrograd, accumulateur du mécontentement du front, du village, des quartiers ouvriers et des casernes, ne cessait de s'agiter. Des quadragénaires barbus demandaient avec une insistance hystérique, à rentrer dans leurs foyers pour les travaux des champs. Les régiments cantonnés dans le rayon de Vyborg, le 1<sup>er</sup> de mitrailleurs, le 1<sup>er</sup> de grenadiers, le régiment Moscovite, le 180<sup>e</sup> d'infanterie et d'autres, se trouvaient constamment sous le jet brûlant de leur entourage prolétarien. Des milliers d'ouvriers passaient devant les casernes, parmi lesquels un bon nombre d'infatigables agitateurs du bolchévisme. Sous les murailles sales, devenues odieuses, s'improvisaient presque continuellement des meetings. Le 22 juin alors que les manifestations patriotiques provoquées par l'offensive n'étaient pas encore éteintes, une auto du Comité exécu-

tif eut l'imprudence de s'engager sur la Perspective Sampsonievsky, promenant des pancartes : « En avant pour Kérensky ! » Le régiment Moscovite mit en arrestation les agitateurs, déchira leurs appels et expédia l'auto des patriotes au régiment des Mitrailleurs.

Les soldats étaient en général plus impatients que les ouvriers : d'abord parce qu'ils étaient sous la menace directe d'un envoi au front, ensuite parce qu'ils avaient beaucoup plus de mal à s'assimiler les motifs de la stratégie politique. En outre, chacun d'eux avait le fusil à la main, et, après Février, le soldat était enclin à surestimer le pouvoir spécifique de cette arme. Un vieil ouvrier bolchévik, Lizardine, racontait plus tard comment des soldats du 180<sup>e</sup> de réserve lui avaient parlé : « Alors, quoi ? Ils s'endorment, les nôtres, là-bas dans le Palais de Kérensky ?... Allons chasser Kérensky !... » Dans les réunions de régiments, des motions étaient constamment votées sur la nécessité d'agir enfin contre le gouvernement. Des délégations de certaines usines se présentaient dans les casernes, demandant aux soldats s'ils sortiraient dans la rue. Les mitrailleurs envoient leurs représentants à d'autres unités de la garnison, les invitant à s'insurger contre la prolongation de la guerre. Certains délégués, plus impatients, ajoutent : le régiment Pavlovsky, le régiment Moscovite et 40.000 ouvriers de Poutilov marcheront « demain ». Les remontrances officielles du Comité exécutif n'ont pas d'effet. De plus en plus se précise le danger de voir Pétrograd, non soutenu par le front et la province, être défait en détail. Le 21 juin, Lénine, dans la *Pravda*, invitait les ouvriers et les soldats de Pétrograd à attendre le jour où les événements amèneraient à la cause de la capitale les grosses réserves. « Nous comprenons l'amertume, nous comprenons l'effervescence des ouvriers de Piter. Mais nous leur disons ;

camarades, une action directe ne serait pas rationnelle pour le moment. » Le lendemain, une conférence privée de bolchéviks dirigeants, qui se tenaient apparemment « plus à gauche » que Lénine, en vint à conclure que, malgré l'état d'esprit des soldats et des masses ouvrières, il ne fallait pas encore accepter la bataille : « Mieux vaut attendre que les partis gouvernants se soient définitivement couverts de honte par un début d'offensive. Nous aurons alors partie gagnée. » C'est ce que rapporte Lazis, organisateur de rayon, un des plus impatients en ces jours-là. Le Comité est de plus en plus souvent forcé d'envoyer des agitateurs aux casernes et aux entreprises pour les garder d'une action prématurée. Hochant la tête, confus, les bolchéviks de Vyborg se plaignent entre eux : « Nous devons servir de lances de pompiers. » Cependant, les appels à sortir dans la rue n'arrêtent pas, de jour en jour. Il y en eut qui étaient d'évidentes provocations. L'organisation militaire des bolchéviks se trouva contrainte d'adresser aux soldats et aux ouvriers un manifeste : « Ne croyez à aucun appel à sortir dans la rue qui serait lancé au nom de l'Organisation militaire. L'Organisation militaire ne vous appelle pas à manifester. » Et plus loin, avec plus d'insistance : « Exigez de tout agitateur ou orateur qui vous demanderait d'agir au nom de l'Organisation militaire un certificat signé par le président et le secrétaire. »

Sur la fameuse place de l'Ancre, à Cronstadt, où les anarchistes élèvent de plus en plus hardiment la voix, on élabore ultimatum sur ultimatum. Le 23 juin, des délégués de la place de l'Ancre, sans l'assentiment du Soviet de Cronstadt, exigeaient du ministère de la Justice l'élargissement d'un groupe d'anarchistes pétersbourgeois, sous menace d'un raid de matelots qui attaqueraient la prison. Le lendemain, des représentants d'Oranienbaum déclaraient

rèrent au ministre de la Justice que leur garnison était, elle aussi, émue des arrestations faites à la villa Dournovo, comme à Cronstadt, et que, chez eux, « on astiquait déjà les mitrailleuses ». La presse bourgeoise saisit au vol ces menaces et les agita sous le nez de ses alliés les conciliateurs. Le 26 juin arrivèrent du front à leur bataillon de réserve des délégués du régiment de Grenadiers de la Garde, avec cette déclaration : le régiment est contre le Gouvernement provisoire et exige que le pouvoir passe aux Soviets ; le régiment refuse de participer à l'offensive commencée par Kérensky ; il se demande avec inquiétude si le Comité exécutif, avec les ministres socialistes n'a point pris parti pour les bourgeois. L'organe du Comité exécutif publia, sur cette visite, un compte rendu plein de reproches.

L'ébullition était grande, non seulement à Cronstadt, mais dans toute la flotte de la Baltique dont la principale base était Helsingfors. Le plus actif agent des bolchéviks dans la flotte, était incontestablement Antonov-Ovsénko qui, déjà, comme jeune officier, avait participé au soulèvement de Sébastopol en 1905 ; menchévik pendant les années de la réaction, émigré internationaliste pendant les années de guerre, collaborateur de Trotsky pour la publication à Paris du journal *Naché Slovo (Notre Parole)*, il s'était joint aux bolchéviks après son retour de l'émigration. Peu ferme en politique, mais personnellement courageux, impulsif, désordonné, mais capable d'initiative et d'improvisation, Antonov-Ovsénko, encore peu connu à l'époque, prit ensuite dans les événements de la Révolution une place qui était loin d'être la dernière. « A Helsingfors, au Comité du Parti — raconte-t-il dans ses mémoires — nous comprenions la nécessité de patienter et de nous préparer sérieusement. Nous avions aussi des instructions en ce

sens du Comité central. Mais nous avons parfaitement conscience de l'inéluctabilité d'une explosion et nous regardions avec anxiété du côté de Piter. » Or, de ce côté-là, les éléments explosifs s'accumulaient de jour en jour. Le 2<sup>e</sup> régiment de Mitrailleurs, plus arriéré que le 1<sup>er</sup>, vota une résolution sur la transmission du pouvoir aux soviets. Le 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie refusa de laisser partir pour le front 14 compagnies désignées. Les réunions dans les casernes prenaient un caractère de plus en plus orageux. Un meeting au régiment des Grenadiers, le 1<sup>er</sup> juillet, donna lieu à l'arrestation du président du Comité et à de l'obstruction à l'égard des orateurs menchéviks : A bas l'offensive ! A bas Kérénsky ! Au centre même de la garnison se tenaient les mitrailleurs qui ouvrirent les écluses au torrent de Juillet. Le nom du 1<sup>er</sup> régiment de Mitrailleurs nous est déjà tombé sous les yeux au cours des événements des premiers mois de la Révolution. Arrivé bientôt après l'insurrection, sur sa propre initiative, d'Oranienbaum à Pétrograd, « pour défendre la Révolution », ce régiment rencontra immédiatement la résistance du Comité exécutif, lequel prit la décision suivante : remercier le régiment et le renvoyer à Oranienbaum. Les mitrailleurs refusèrent carrément de quitter la capitale : « Les contre-révolutionnaires peuvent tomber sur le soviet et rétablir l'ancien régime. » Le Comité exécutif céda et plusieurs milliers de mitrailleurs restèrent à Pétrograd avec leurs mitrailleuses. S'étant installés à la Maison du Peuple, ils ne savaient ce qu'il adviendrait d'eux. Dans leur milieu, cependant, il y avait un bon nombre d'ouvriers de Pétrograd, et ce n'est donc point par hasard que le Comité des bolchéviks se chargea de s'occuper des mitrailleurs. Son intervention leur assura un ravitaillement prélevé à la forteresse de Pierre-et-Paul. L'amitié était faite. Bientôt elle devint



indéfectible. Le 21 juin, les mitrailleurs prirent, en assemblée générale, la décision suivante : « Dans la suite, n'envoyer des effectifs au front que dans le cas où la guerre aurait un caractère révolutionnaire. » Le 2 juillet, le régiment organisa à la Maison du Peuple un meeting d'adieux pour la « dernière » compagnie envoyée au front. Lounatcharsky et Trotsky y prirent la parole : les autorités essayèrent plus tard d'attribuer à cet incident une importance exceptionnelle. Au nom du régiment répondirent le soldat Jiline et un vieux bolchévik, le sous-officier Lachévitch. La surexcitation était très grande, on stigmatisait Kérensky, on jurait fidélité à la Révolution, mais personne ne proposa de résolutions pratiques pour l'avenir le plus prochain. Cependant, depuis quelques jours, en ville, on espérait avec ténacité des événements. Les « journées de Juillet », d'avance, projetaient leur ombre. « De toutes parts, dans tous les coins — écrit Soukhanov dans ses mémoires — au Soviet, au Palais Marie, chez l'habitant, sur les places et les boulevards, dans les casernes et les usines, on parlait de certaines manifestations à prévoir d'un jour à l'autre... Personne ne savait exactement qui devait manifester, comment et où. Mais la ville se sentait à la veille de quelque explosion. » Et la manifestation, effectivement, éclata. L'impulsion vint d'en-haut, des sphères dirigeantes.

Le jour même où Trotsky et Lounatcharsky parlaient, chez les mitrailleurs, de l'incapacité de la coalition, quatre ministres cadets, faisant sauter cette coalition, quittèrent le gouvernement. Comme prétexte, ils choisirent le fait inacceptable, pour eux, en raison de leurs prétentions à jouer un rôle de grande puissance, du compromis sur lequel leurs collègues conciliateurs avaient traité avec l'Ukraine. La véritable cause de cette

rupture démonstrative était en ceci que les conciliateurs tardaient à refréner les masses. Le choix du moment fut suggéré par l'échec de l'offensive, non encore avoué officiellement, mais ne faisant déjà plus de doute pour les initiés. Les libéraux jugèrent opportun de laisser leurs alliés de gauche face à face avec la défaite et avec les bolchéviks. La rumeur de la démission des cadets se répandit immédiatement dans la capitale et donna une généralisation politique de tous les conflits en cours dans un mot d'ordre, plus exactement dans un cri de détresse : il faut en finir avec toutes ces chinoiseries de coalition ! Les soldats et les ouvriers estimaient que de la solution donnée au problème du pouvoir, selon que le pays serait gouverné par la bourgeoisie ou par leurs propres soviets, toutes autres questions dépendaient : salaires, prix du pain, obligation de se faire tuer au front pour des fins ignorées. Il y avait dans ces expectatives une certaine dose d'illusion, dans la mesure où les masses espéraient en venir, par un changement de pouvoir, à la solution immédiate de tous les problèmes angoissants. Mais, en fin de compte, elles avaient raison : la question du pouvoir déterminait la direction de toute la révolution et, par suite, fixait le sort de chacun en particulier. Supposer que les cadets pouvaient ne pas prévoir les répercussions de leur acte de sabotage déclaré à l'égard des soviets, ce serait résolument sous-estimer Milioukov. Le leader du libéralisme s'efforçait évidemment d'entraîner les conciliateurs dans une situation critique qui n'aurait d'issue que par l'emploi des baïonnettes : en ces jours-là, il croyait fermement que par une audacieuse saignée, l'on pourrait sauver la situation.

Le 3 juillet, dès le matin, plusieurs milliers de mitrailleurs, interrompant brusquement une réunion des comités de leurs compagnies et du régiment, élurent un président

des leurs et exigèrent que l'on discutât immédiatement d'une manifestation armée. Le meeting prit aussitôt un cours tumultueux. La question du départ pour le front se croisait avec la crise gouvernementale. Le président de l'assemblée, le bolchévik Golovine, essayait de freiner, proposant une entente préalable avec les autres unités de l'armée et avec l'Organisation militaire. Mais toute allusion à un ajournement mettait les soldats en fureur. A la réunion surgit l'anarchiste Bleichmann, petit personnage, mais haut en couleur sur le fond de 1917. Possédant un très modeste bagage d'idées mais un flair certain devant la masse, sincère en son esprit borné mais toujours enflammé, la blouse déboutonnée sur la poitrine, la chevelure bouclée et hirsute, Bleichmann rencontrait dans les meetings un bon nombre de sympathies à demi ironiques. Les ouvriers le considéraient, à vrai dire, avec réserve, avec une certaine impatience — surtout les métallurgistes. Mais les soldats souriaient gaîment à ses discours, échangeant entre eux des coups de coude et émoustillant l'orateur par des mots épicés : ils étaient évidemment prédisposés en sa faveur par son apparence excentrique, par son ton résolu d'homme qui raisonne peu, par son accent judéo-américain, mordant comme du vinaigre. A la fin de juin, Bleichmann nageait dans toutes sortes de meetings improvisés comme un poisson dans l'eau. Il avait toujours la même décision sur lui : sortir, les armes à la main. L'organisation ? « C'est la rue qui nous organisera. » La tâche ? « Renverser le Gouvernement provisoire comme on a renversé le tsar, bien qu'alors pas un seul parti n'ait fait appel dans ce sens. » Des harangues de ce genre correspondaient au mieux, pour le moment, aux dispositions des mitrailleurs et non seulement de ces derniers. Nombreux étaient les bolchéviks qui ne cachaient pas leur satisfaction de voir la base passer outre à

leurs remontrances officielles. Les ouvriers d'avant-garde se rappelaient qu'en Février les dirigeants s'étaient préparés à donner le signal de la retraite juste à la veille de la victoire ; qu'en mars, la journée de huit heures avait été conquise sur l'initiative de la base ; qu'en avril, Milioukov avait été renversé par des régiments spontanément sortis dans la rue. Le rappel de ces faits allait au-devant de l'opinion des masses, tendue et impatiente.

L'Organisation militaire des bolchéviks, immédiatement informée de l'effervescence qui régnait au meeting des mitrailleurs, envoya à la réunion, l'un après l'autre, des agitateurs. Bientôt arriva Nevsky en personne, dirigeant de l'Organisation militaire que les soldats estimaient beaucoup. Il semble qu'il fut écouté. Mais, comme le meeting se prolongeait interminablement, les dispositions de l'auditoire changeaient, de même que sa composition. « Ce fut pour nous une très grande surprise — raconte Podvoïsky, autre dirigeant de l'Organisation militaire — quand à sept heures du soir, arriva au galop une estafette pour nous annoncer que... les mitrailleurs avaient de nouveau décidé de manifester. » A la place de l'ancien Comité de régiment, ils avaient élu un Comité révolutionnaire provisoire, comptant deux hommes par compagnie, sous la présidence du sous-lieutenant Sémachko. Des délégués spécialement désignés faisaient déjà la tournée des régiments et des usines pour leur demander leur appui. Les mitrailleurs n'oublièrent pas, bien entendu, d'envoyer aussi des émissaires à Cronstadt. Ainsi, à un étage au-dessous des organisations officielles, partiellement sous leur couverture, se tendaient de nouveaux liens temporaires entre les régiments et les usines les plus exaspérées. Les masses n'avaient pas l'intention de rompre avec le Soviet, au contraire elles voulaient qu'il s'emparât du pouvoir. Moins encore

elles étaient disposées à rompre avec le Parti bolchévik. Mais ce Parti leur paraissait irrésolu. Elles voulaient donner un coup d'épaule, menacer le Comité exécutif, pousser en avant les bolchéviks. On improvise des délégations, on crée de nouveaux points de liaison et des centres d'action, non permanents, mais adaptés au cas présent. Les circonstances et les états d'opinion se modifient si rapidement et brusquement que même une organisation des plus souples, telle que les soviets, retarde inévitablement et que les masses sont chaque fois obligées de créer des organes auxiliaires pour les besoins du moment. En de telles improvisations se glissent par surprise, assez souvent, des éléments de hasard, et non point toujours très sûrs. Les anarchistes jettent de l'huile sur le feu, mais certains des novices du bolchévisme, également impatients, font comme eux. Sans aucun doute s'incorporent dans l'affaire des provocateurs, peut-être des agents de l'Allemagne, mais, bien plus sûrement, des agents du contre-espionnage de la réaction russe. Comment débrouiller le tissu complexe des mouvements de masses, fil par fil ? Le caractère général des événements se dessine néanmoins en toute clarté. Pétrograd sentait sa force, prenait son élan sans jeter un regard en arrière ni sur la province, ni sur le front, et le Parti bolchévik lui-même était déjà incapable de modérer la capitale. Ici, l'expérience seule pouvait aider.

En appelant les régiments et les ouvriers à descendre dans la rue, les délégués des mitrailleurs n'oubliaient pas d'ajouter que la manifestation devait être armée. Oui, et comment faire autrement ? On ne va tout de même pas s'exposer sans armes aux coups des adversaires. En outre, et ceci est probablement l'essentiel, il faut montrer sa force ; or, un soldat qui n'a pas son fusil n'est pas

une force. Mais sur ce point encore, tous les régiments et toutes les usines étaient du même avis : si l'on manifestait, ce ne pouvait être qu'avec une provision de plomb. Les mitrailleurs ne perdaient point de temps : ayant engagé une grosse partie ils devaient la mener à bout le plus vite possible. Les procès-verbaux de l'instruction caractérisèrent plus tard les actes du sous-lieutenant Sémachko, un des principaux dirigeants du régiment, dans les termes que voici : « ...Il a demandé des automobiles aux usines, a armé les voitures de mitrailleuses, les a envoyées au Palais de Tauride et en d'autres endroits, en fixant les itinéraires, il a personnellement fait sortir le régiment de la caserne pour le mener en ville, s'est rendu au bataillon de réserve du régiment Moscovite dans le but de le déterminer à manifester, à quoi il est arrivé, il a promis aux soldats du régiment de Mitrailleurs l'appui des régiments de l'Organisation militaire, il est resté en constante liaison avec cette Organisation, sise dans la maison de Kczesinska, et avec le leader des bolchéviks, Lénine, il a envoyé des escouades pour garder le siège de la dite Organisation. » L'insinuation poussée ici contre Lénine est destinée à compléter le tableau : Lénine, ni ce jour-là, ni dans les jours précédents, ne s'était trouvé à Pétrograd : depuis le 29 juin, étant souffrant, il résidait dans une villa en Finlande. Mais pour le reste, le style concis du fonctionnaire de la justice militaire traduit assez bien la fièvre qui s'était emparée des mitrailleurs dans leurs préparatifs. Dans la cour de la caserne l'on travaillait avec non moins d'ardeur. Aux soldats non armés l'on distribuait des fusils, à certains — des grenades, et sur chaque auto-camion fourni par les usines, on installait trois mitrailleuses avec leurs servants. Le régiment devait sortir dans la rue en ordre de bataille.

Dans les usines, il se passait à peu près la même chose : des délégués arrivaient, soit de la caserne des mitrailleurs, soit de quelque usine voisine, et appelaient à manifester. On eût dit qu'on les attendait depuis longtemps : on débrayait immédiatement. Un ouvrier de l'usine Renault raconte : « Après déjeuner, plusieurs mitrailleurs accoururent chez nous et nous demandèrent de leur livrer des autos-camions. Malgré la protestation de notre collectivité (bolchéviks), il fallut donner les autos... En toute hâte ils chargèrent sur les voitures des « Maxims » (mitrailleuses) et filèrent vers la Nevsky. Alors, il devint impossible de retenir nos ouvriers... Tous en vêtements de travail, en salopettes, désertant les métiers, sortirent des ateliers... » Les protestations des bolchéviks dans les usines n'étaient pas toujours, doit-on penser, très insistantes. Là où la lutte se prolongea le plus, ce fut aux usines Poutilov. Vers deux heures de l'après-midi, le bruit courut dans les ateliers qu'une délégation de mitrailleurs était arrivée et convoquait un meeting. Environ 10.000 ouvriers s'assemblèrent devant les locaux de l'administration. Acclamés, les mitrailleurs racontèrent qu'ils avaient reçu l'ordre de partir le 4 juillet pour le front, mais qu'ils avaient résolu « de marcher non du côté du front allemand, contre le prolétariat allemand, mais bien contre leurs propres ministres-capitalistes ». L'état des esprits fut monté. « En avant ! en avant ! » — crièrent les ouvriers. Le secrétaire du Comité d'usine, un bolchévik, faisait des objections, proposant de demander l'avis du Parti. Protestations de toutes parts : « A bas, à bas ! vous voulez encore traîner l'affaire en longueur !... On ne peut pas continuer à vivre comme ça ! » ...Vers six heures arrivèrent des représentants du Comité exécutif, mais ils réussirent encore moins à influencer les ouvriers. Le meeting conti-

nuait, l'interminable, nerveux, obstiné meeting d'une masse de milliers d'hommes qui cherche une issue et n'admet pas qu'on lui suggère que cette issue est inexistante. On propose d'envoyer une délégation au Comité exécutif : encore un atermoiement. L'assemblée restait en permanence. Sur ces entrefaites, un groupe d'ouvriers et de soldats vient annoncer que le rayon de Vyborg s'est déjà mis en marche vers le Palais de Tauride. Il devient impossible de faire obstacle plus longtemps. On décide de marcher. Un certain Éfimov courut au Comité de rayon du parti pour demander « ce qu'on allait faire ». On lui répondit : « Nous ne manifesterons pas, mais nous ne pouvons abandonner les ouvriers à leur sort, c'est pourquoi nous marchons avec eux. » A ce moment apparut Tchoudine, membre d'un comité de rayon, annonçant que dans tous les rayons, les ouvriers se mettaient en marche et que les militants du Parti devaient « maintenir l'ordre ». C'est ainsi que les bolchéviks étaient saisis et entraînés dans le mouvement, tout en cherchant à justifier leurs actes qui allaient à l'encontre de la décision officielle du Parti.

La vie industrielle de la capitale, vers sept heures du soir, avait complètement cessé. L'une après l'autre, les usines se soulevaient, formaient les rangs, des détachements de gardes-rouges s'armaient. « Dans une masse de milliers d'ouvriers — raconte Métélev, militant de Vyborg — allaient et venaient, faisant claquer les culasses de leurs fusils, des centaines de jeunes gardes. Les uns introduisaient des chargeurs dans leurs armes, d'autres sanglaient des courroies, d'autres encore attachaient à leurs ceinturons musettes et cartouchières, ou bien mettaient baïonnette au canon, et les ouvriers qui n'avaient pas d'armes aidaient les gardes à s'équiper... » La Perspective Sampsonievsky, principale artère du



rayon de Vyborg, regorge de monde. Sur la droite et sur la gauche — des colonnes serrées de travailleurs. Au milieu de la chaussée défile le régiment de Mitrailleurs, épine dorsale du cortège. En tête de chaque compagnie, — les autos-camions avec les « Maxims ». Derrière le régiment des Mitrailleurs, les ouvriers ; en arrière-garde, couvrant la manifestation, les unités du régiment Moscovite. Au-dessus de chaque détachement, un drapeau : « Tout le pouvoir aux soviets ! » Le cortège de funérailles en Mars ou la manifestation du Premier Mai avaient été probablement plus nombreux. Mais le défilé de Juillet est incomparablement plus impétueux, plus menaçant et... d'une composition plus homogène. « Sous les drapeaux rouges marchent des ouvriers et des soldats, — écrit un des participants. On n'aperçoit ni cocardes de fonctionnaires, ni les étincelants boutons des étudiants, ni les chapeaux de « dames sympathisantes » — tout cela se voyait quatre mois auparavant, en Février — mais, dans le mouvement de ce jour-ci rien de pareil, aujourd'hui marchent seulement les sombres esclaves du capital. » Par les rues filaient en diverses directions des autos chargées d'ouvriers et de soldats armés : délégués, agitateurs, éclaireurs, hommes de liaison, effectifs chargés de racoler les ouvriers et les régiments. Tous croisent le fusil. Les camions-automobiles, hérissés de baïonnettes, reproduisaient le tableau des journées de Février, électrisaient les uns, terrifiaient les autres. Le cadet Nabokov écrit : « Ce sont les mêmes faces démentes, abruties, bestiales, que nous nous rappelons tous depuis les journées de Février », c'est-à-dire depuis les journées de cette même Révolution que les libéraux avaient officiellement appelée glorieuse et non sanglante. Vers neuf heures, sept régiments se dirigeaient déjà vers le Palais de Tauride. En route s'adjoignirent des colonnes

venues des usines et de nouvelles unités militaires. Le mouvement du régiment de mitrailleurs révélait une formidable puissance contagieuse. Les « journées de Juillet » s'étaient ouvertes.

Çà et là s'improvisèrent des meetings. De côté et d'autre on entendait des coups de feu. D'après l'ouvrier Korotkov, « sur la Liteïny, on sortit d'une cave une mitrailleuse et un officier qui fut abattu sur place ». Des rumeurs de toutes sortes devançant la manifestation, elle diffuse autour d'elle l'épouvante dans toutes les directions. Que ne transmettent pas seulement les téléphones des quartiers du centre, apeurés ! On communique que vers huit heures du soir une auto armée arriva à toute vitesse à la gare de Varsovie, recherchant pour l'arrêter, Kérénsky qui partait justement ce jour-là pour le front ; mais il était trop tard, le train était parti et l'arrestation n'eut pas lieu. Cet épisode fut mentionné dans la suite plus d'une fois comme une preuve du complot. Qui précisément se trouvait dans l'automobile et qui avait découvert les mystérieuses intentions de ses occupants, on ne l'a jamais su. Ce soir-là, des autos chargées d'hommes armés, couraient dans toutes les directions, probablement aussi aux alentours de la gare de Varsovie. Des invectives salées à l'adresse de Kérénsky retentissaient en de nombreux endroits. Ce fut, vraisemblablement, l'origine de la légende, en supposant qu'elle n'ait pas été totalement inventée d'un bout à l'autre.

Les *Izvestia* dessinaient le schéma suivant des événements du 3 juillet : « A cinq heures de l'après-midi sont sortis en armes : le 1<sup>er</sup> de Mitrailleurs, un contingent du régiment Moscovite, un contingent de Grenadiers, un contingent aussi du régiment Pavlovsky. A eux se sont jointes des masses d'ouvriers... Vers huit heures du soir ont commencé à s'assembler autour du Palais Kczesinska

différentes unités de régiments, armées de pied en cap, avec des drapeaux rouges et des pancartes exigeant la transmission du pouvoir aux soviets. Du haut du balcon, des discours sont prononcés... A dix heures et demie, sur la place qui est devant le Palais de Tauride a lieu un meeting... Les unités ont élu une députation au Comité exécutif central panrusse, laquelle a formulé en leur nom les revendications suivantes : A bas les dix ministres bourgeois ! Tout le pouvoir au Soviet ! Arrêter l'offensive ! Confiscation des imprimeries des journaux bourgeois ! La nationalisation de la terre ! Contrôle sur la production ! » Si l'on met de côté quelques retouches d'intérêt secondaire : « des unités de régiments » au lieu de : « des régiments », — « des masses d'ouvriers », au lieu de « des usines entières », on peut dire que l'organe officieux de Tsérételli-Dan, dans l'ensemble, n'altère point ce qui se passa et en particulier, signale exactement les deux foyers de la manifestation : l'hôtel privé de Kczesinska et le Palais de Tauride. Moralement et matériellement, le mouvement tournait autour de ces deux centres antagonistes : à la maison Kczesinska on vient chercher des indications, une direction, la parole inspiratrice ; au Palais de Tauride on vient formuler des revendications et même faire menace de la force que l'on représente.



A trois heures de l'après-midi, devant la conférence générale des bolchéviks de la capitale, réunie ce jour-là dans l'hôtel de Kczesinska, deux délégués des Mitrailleurs étaient venus communiquer la décision prise par leur régiment de manifester. Personne ne s'attendait à cela, personne ne voulait de cela. Tomsky déclara : « Les

régiments qui se sont mis en mouvement n'ont pas agi en bonne camaraderie, n'ayant pas invité le comité de notre Parti à discuter la question. Le comité central propose à la conférence : 1° de publier un manifeste pour contenir les masses ; 2° d'élaborer une adresse au Comité exécutif, lui proposant de prendre le pouvoir en mains. On ne peut parler en ce moment d'une manifestation sans désirer une nouvelle révolution.» Tomsky, vieil ouvrier bolchévik, ayant marqué sa fidélité au Parti par des années de bague, connu dans la suite comme dirigeant des syndicats, était, par caractère, généralement plus enclin à empêcher les manifestations qu'à les provoquer. Mais, cette fois-ci il développait seulement la pensée de Lénine : « On ne saurait parler pour l'instant d'une manifestation si l'on n'a le désir d'une nouvelle révolution. Car enfin même la tentative de manifestation pacifique du 10 juin avait été réputée par les conciliateurs comme un complot ! L'écrasante majorité de la Conférence était solidaire de Tomsky. Il faut à tout prix différer le dénouement. L'offensive sur le front tient en haleine tout le pays. L'échec est aussi prévu que l'intention du Gouvernement de rejeter la responsabilité de la défaite sur les bolchéviks. Il faut donner aux conciliateurs le temps de se compromettre définitivement. Volodarsky répondit aux Mitrailleurs, au nom de la conférence, en ce sens que le régiment devait se soumettre à la décision du Parti. Les Mitrailleurs sortirent en protestant. A quatre heures, le Comité central confirme la décision de la conférence. Ses membres se dispersent dans les rayons et les usines pour empêcher la manifestation des masses. Un manifeste dans le même sens est expédié à la *Pravda* pour qu'elle l'imprime en première page le lendemain matin. Staline est chargé d'informer de la décision du Parti l'assemblée

unifiée des Comités exécutifs. Les intentions des bolchéviks ne laissent ainsi place à aucun doute. Le Comité exécutif adressa aux ouvriers et aux soldats un manifeste : « Des inconnus... vous appellent à descendre en armes dans la rue, » certifiant par là que l'appel ne provenait d'aucun des partis soviétiques. Mais les comités centraux, de partis et de soviets, proposaient, tandis que les masses disposaient.

Vers huit heures du soir, le régiment de Mitrailleurs et, à sa suite, le régiment Moscovite s'approchèrent du Palais de Kczesinska. Des bolchéviks populaires, Nevsky, Lachévitch, Podvoïsky, essayèrent, du haut du balcon, de déterminer les régiments à rentrer chez eux. On leur répondait d'en dessous : A bas ! Du balcon des bolchéviks l'on n'avait pas encore entendu de tels cris venant des soldats, et c'était un symptôme inquiétant. A l'arrière des régiments apparurent les usines : « Tout le pouvoir aux soviets ! » « A bas les dix ministres capitalistes ! » C'étaient les drapeaux du 18 juin. Mais maintenant, ils étaient encadrés de baïonnettes. La manifestation était devenue un fait imposant. Que faire ? Pouvait-on concevoir que les bolchéviks resteraient à l'écart ? Les membres du comité de Pétrograd, avec les délégués de la conférence et les représentants des régiments et des usines, décident ceci : reviser la question, mettre fin à des tiraillements stériles, diriger le mouvement qui s'est déclenché en ce sens que la crise gouvernementale serait résolue dans l'intérêt du peuple ; dans ce but, inviter les soldats et les ouvriers à marcher pacifiquement vers le Palais de Tauride, à élire des délégués, et, par leur intermédiaire, à formuler leurs revendications devant le Comité exécutif. Les membres du Comité central qui sont présents sanctionnent la modification de tactique. La nouvelle décision, annoncée du haut du balcon, était accueillie

par des acclamations et par le chant de la *Marseillaise*. Le mouvement est légalisé par le Parti : les mitrailleurs peuvent pousser un soupir de soulagement. Une partie du régiment entre aussitôt dans la forteresse Pierre-et-Paul pour agir sur sa garnison et, en cas de besoin, protéger contre un mauvais coup le Palais Kczesinska qui est séparé de la forteresse par l'étroit canal de Kronwerk.

Les détachements qui étaient en tête de la manifestation s'engagèrent sur la Nevsky, artère de la bourgeoisie, de la bureaucratie et du corps des officiers, comme en pays étranger. Des trottoirs, des fenêtres, des balcons, des milliers de regards malveillants les guettent avec circonspection. Tel régiment déferle sur une usine, telle usine sur un régiment. Sans cesse surviennent de nouvelles masses. Tous les drapeaux, or sur fond rouge, clament le même appel : « Tout le pouvoir aux soviets ! » « Le défilé possède la Nevsky et, en courant irrésistible, se déverse vers le Palais de Tauride. Les pancartes « A bas la guerre ! » provoquent la plus vive hostilité chez les officiers, parmi lesquels il y a bon nombre d'invalides. Gesticulant, s'époumonnant, l'étudiant, l'étudiante, le fonctionnaire essaient de persuader aux soldats que les agents de l'Allemagne qui se tiennent derrière leur dos veulent donner accès dans Pétrograd aux troupes de Guillaume pour étouffer la liberté. Les orateurs jugent leurs propres arguments irrésistibles. « Ils sont trompés par des espions ! » disent les fonctionnaires au sujet des ouvriers, qui ripostent d'un ton morose. « Entraînés par des fanatiques ! » reprennent de plus indulgents. « Des ignorants ! » et sur ce point, les uns et les autres sont d'accord. Mais les ouvriers ont leur manière de mesurer les choses. Ce n'est pas chez des espions allemands qu'ils ont appris les idées qui les poussent aujourd'hui dans la rue. Les manifestants écartent sans urbanité les sermon-

neurs importuns et vont de l'avant. Cela exaspère les patriotes de la Nevsky. Des groupes de choc, commandés en majorité par des invalides et des chevaliers de Saint-Georges se jettent sur certains détachements de manifestants pour leur arracher leurs drapeaux. Des bagarres ont lieu çà et là. L'atmosphère s'échauffe. Des coups de feu partent, de côté et d'autre. D'une fenêtre ? Du Palais Anitchkine ? La chaussée répond par une salve en l'air, sans destination. Pendant un certain temps, toute la rue est dans l'affolement. Vers minuit, raconte un ouvrier de l'usine Voulkan, au moment où passait par la Nevsky le régime de Grenadiers, dans les alentours de la Bibliothèque publique, une fusillade partit on ne sait d'où, qui dura quelques minutes. La panique éclata. Les ouvriers s'éparpillèrent dans les rues adjacentes. Les soldats, sous le feu, se couchèrent : ce n'est point en vain qu'un bon nombre d'entre eux avaient passé par l'école de la guerre. Cette Nevsky de minuit où des grenadiers de la Garde étaient allongés ventre à terre sur la chaussée, sous la fusillade, donnait un spectacle fantastique. Ni Pouchkine ni Gogol, qui ont célébré la Nevsky, ne se l'étaient représentée ainsi ! Pourtant, cette fantasmagorie était une réalité : sur la chaussée il resta des morts et des blessés.



Le Palais de Tauride vivait ce jour-là de sa vie particulière. Les cadets ayant donné leur démission du Gouvernement, les deux Comités exécutifs, celui des ouvriers-soldats et celui des paysans, discutaient en commun le rapport de Tsérételli sur la question de savoir comment nettoyer la pelisse de la coalition sans en mouiller le poil. Le secret de cette opération eût été probablement décou-

vert enfin s'il n'y avait eu empêchement du côté des turbulents faubourgs. Les communications téléphoniques annonçant la mise en marche du régiment de Mitrailleurs qui se prépare font grimacer de colère et de contrariété les dirigeants. Se peut-il que les soldats et les ouvriers ne soient pas capables d'attendre que les journaux leur apportent une décision salutaire ? La majorité regarde de travers les bolchéviks. Mais la manifestation était, cette fois, également imprévue pour ces derniers. Kaménev et autres représentants du Parti qui sont là consentent même à se rendre, après la séance du jour, dans les usines et les casernes, pour contenir les masses. Plus tard, ce geste fut interprété par les conciliateurs comme un stratagème. Les Comités exécutifs adoptent d'urgence un manifeste déclarant comme d'ordinaire que toutes manifestations trahissent la révolution. Mais, pourtant, comment se tirer de la crise du pouvoir ? L'issue est trouvée : maintenir le cabinet tronqué tel qu'il est, ajournant l'examen de la question dans l'ensemble jusqu'à la convocation des membres provinciaux du Comité exécutif. Atermoyer, gagner du temps pour sortir d'hésitation, n'est-ce pas la plus sage de toutes les politiques ?

C'est seulement dans la lutte contre les masses que les conciliateurs jugeaient inadmissible de perdre du temps. L'appareil officiel fut immédiatement mis en branle-*bas* contre l'insurrection — car c'est ainsi que la manifestation fut dénommée dès le début. Les leaders cherchaient partout une force armée pour la protection du Gouvernement et du Comité exécutif. Sous les signatures de Tchkhéidzé et d'autres membres du présidium furent expédiées, à diverses institutions militaires, des mises en demeure d'envoyer au Palais de Tauride des autos-blindées, des canons de 3 pouces, des munitions.



En même temps, presque tous les régiments reçurent l'ordre d'envoyer des détachements armés pour la défense du Palais. Mais on ne s'en tint pas là. Le Bureau se hâta, le jour même, de télégraphier au front, à la V<sup>e</sup> armée, la plus proche de la capitale, l'injonction « d'envoyer à Pétrograd une division de cavalerie, une brigade d'infanterie et des autos-blindées ». Le menchévik Voïtinsky qui avait été chargé de pourvoir à la sécurité du Comité exécutif, déclarait rondement, plus tard, dans un exposé rétrospectif : « Toute la journée du 3 juillet fut employée à rassembler des troupes pour fortifier le Palais de Tauride... Notre tâche était de réunir au moins quelques compagnies... Pendant un moment les forces nous manquèrent complètement. A l'entrée du Palais de Tauride, il y avait un poste de six hommes qui n'étaient pas en état de contenir la foule... » Puis il reprend : « Le premier jour de la manifestation, nous n'avions à notre disposition que cent hommes, — nous n'avions pas d'autres forces. Nous expédiâmes des commissaires à tous les régiments, les priant de nous donner des soldats pour monter la garde... Mais chaque régiment tournait les yeux du côté d'un autre pour voir comment il se conduirait. Il fallait à tout prix en finir avec ce scandale et nous appelâmes des troupes du front. » Il serait difficile, même intentionnellement, d'inventer une plus méchante satire contre les conciliateurs. Des centaines de milliers de manifestants exigent que le pouvoir passe aux soviets. Tchkhéidzé, placé à la tête des soviets et, par suite, candidat au rôle de premier ministre, cherche une force armée contre les manifestants. Le mouvement grandiose pour le pouvoir de la démocratie est déclaré par ses leaders une attaque de bandes armées contre la démocratie.

Dans le même Palais de Tauride s'était assemblée,

après une longue intersession, la section ouvrière du Soviet qui, pendant les deux derniers mois, par des élections partielles dans les usines, avait tellement pu renouveler son effectif que le Comité exécutif, non sans raison, craignait d'y voir la prédominance des bolchéviks. Artificiellement retardée, la réunion de la section, fixée enfin par les conciliateurs eux-mêmes quelques jours auparavant, coïncida par hasard avec la manifestation armée : les journaux virent encore là la main des bolchéviks. Zinoviev développa d'une façon convaincante dans son rapport à la section cette idée que les conciliateurs, alliés de la bourgeoisie, ne voulaient et ne pouvaient lutter avec la contre-révolution, car, sous ce nom, ils comprenaient diverses manifestations de la voyouterie des Cent-noirs, mais non pas le resserrement politique des classes possédantes visant à écraser les soviets comme centres de résistance des travailleurs. Le rapport tombait à point. Les menchéviks, se sentant pour la première fois, sur le terrain soviétique, en minorité, proposaient de ne prendre aucune décision mais de se répartir dans les rayons pour maintenir l'ordre. Pourtant, il est trop tard ! L'annonce de l'arrivée devant le Palais de Tauride d'ouvriers armés et de mitrailleurs cause la plus grande surexcitation dans la salle. A la tribune se lève Kaménev. « Nous n'avons pas appelé à une manifestation, — dit-il, — mais les masses populaires sont elles-mêmes descendues dans la rue... Et du moment que les masses sont sorties, notre place est au milieu d'elles... Notre tâche, maintenant, est de donner au mouvement un caractère organisé. » Kaménev termine en proposant d'élire une commission de 25 personnes pour diriger le mouvement. Trotsky soutint cette proposition. Tchkhéidzé redoute la commission bolchévique et insiste vainement pour que la question soit transmise au Comité exécutif. Les débats pren-

ment un caractère tumultueux. S'étant définitivement convaincus de ne constituer ensemble que tout au plus le tiers de l'assemblée, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires quittent la salle. Cela devient, en général, la tactique favorite des démocrates : ils commencent à boycotter les soviets à partir du moment où ils y perdent leur majorité. La résolution appelant le Comité exécutif central à prendre en mains le pouvoir est adoptée par 276 voix, en l'absence de l'opposition. Sur l'instant, l'on procède aux élections de 15 membres de la commission : 10 places sont laissées à la minorité ; elles resteront inoccupées. Le fait de l'élection de la commission bolchévique signifiait pour les amis et les ennemis que la section ouvrière du Soviet de Pétrograd était désormais devenue la base du bolchévisme. Un grand pas en avant ! En avril, l'influence des bolchéviks s'étendaient à peu près sur un tiers des ouvriers de Pétrograd ; au Soviet, ils occupaient en ces jours-là, un secteur tout à fait insignifiant. Maintenant, au début de juillet, les bolchéviks donnaient à la section ouvrière environ les deux tiers des délégués : cela signifie que, dans les masses, leur influence était devenue décisive.

Dans les rues qui joignent le Palais de Tauride, avec des drapeaux, des chants, de la musique, convergent des colonnes d'ouvriers, d'ouvrières, de soldats. Et survient l'artillerie légère dont le commandant suscite l'enthousiasme en annonçant que toutes les batteries de leur division font cause commune avec les ouvriers. La grand'rue et le square devant le Palais de Tauride sont remplis de monde. Tous essayent de se serrer autour de la tribune, devant l'entrée principale du Palais. Aux manifestants se présente Tchkhéidzé, de l'air morose d'un homme que l'on vient de distraire inutilement de ses occupations. Le populaire président du Soviet est accueilli par un silence

malveillant. La voix fatiguée et enrouée de Tchkhéidzé répète des lieux communs, de vieilles rengaines. Voïtinsky qui vient à son aide n'est pas mieux reçu. « Par contre Trotsky, — d'après Milioukov, — ayant déclaré que le moment était venu pour que le pouvoir passât aux soviets, fut accueilli par de bruyants applaudissements... » Cette phrase est, à dessein, équivoque. Aucun des bolchéviks n'avait dit que « le moment était venu ». Un serrurier de la petite usine Duffon, du rayon dit de Pétrograd, a raconté ce qui s'était passé au meeting sous les murs du Palais de Tauride : « Je me rappelle le discours de Trotsky qui disait que le temps n'était pas encore venu de prendre le pouvoir. » Le serrurier reproduit le sens du discours plus exactement que le professeur d'histoire. Des lèvres des orateurs bolchéviks, les manifestants apprenaient la victoire tout récemment obtenue dans la section ouvrière, et ce fait leur donnait une satisfaction presque palpable, comme une introduction dans l'époque du pouvoir soviétique.

La séance commune des Comités exécutifs se rouvrit peu avant minuit : pendant ce temps, les grenadiers se mettaient à plat ventre sur la Nevsky. Sur la proposition de Dan il est décidé que ne peuvent rester à l'assemblée que ceux qui s'engagent d'avance à défendre et à faire exécuter les décisions adoptées. Nouvelle façon de parler ! Ce parlement d'ouvriers et de soldats, comme les menchéviks désignaient le Soviet, ils essayaient de le transformer en un organe administratif de la majorité conciliatrice. Quand ils resteront en minorité, — il n'y a plus que deux mois à attendre, — les conciliateurs défendront passionnément la démocratie soviétique. Mais aujourd'hui, comme, en général, dans tous les moments décisifs de la vie sociale, la démocratie est mise en disponibilité. Un certain nombre de délégués interrayonnoux quittèrent la

séance en protestant; les bolchéviks étaient tous absents : ils discutaient au Palais Kczesinska de la conduite à tenir le lendemain. La séance se poursuivant, les délégués interrayonnoux se présentent dans la salle pour déclarer que personne ne peut leur retirer un mandat qu'ils tiennent des électeurs. La majorité garde le silence et la motion de Dan est oubliée sans qu'on s'en aperçoive. La séance traîne en longueur comme une agonie. D'une voix défaillante, les conciliateurs cherchent à se prouver les uns aux autres qu'ils ont raison. Tsérételli, en qualité de ministre des Postes et Télégraphes, se plaint du petit personnel : « Je viens seulement d'apprendre la grève des postes et télégraphes... En ce qui concerne les revendications politiques, leur mot d'ordre est le même : tout le pouvoir aux soviets ! »... Les délégués des manifestants qui cernaient le Palais de Tauride de tous côtés exigèrent leur admission à la séance. On les laissa entrer avec inquiétude et hostilité. Or, les délégués croyaient sincèrement que les conciliateurs ne pourraient, cette fois, se dispenser d'aller à leur rencontre. Car, ce jour-là, les journaux des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, surexcités par la démission des cadets, dénoncent eux-mêmes les intrigues et le sabotage de leurs alliés bourgeois. En outre, la section ouvrière s'était prononcée pour le pouvoir des soviets. Qu'attendre encore ? Mais d'ardents appels, dans lesquels l'indignation garde encore un souffle d'espoir, tombent, impuissants et inopportuns, dans le marasme du parlement conciliateur. Les leaders ne sont préoccupés que d'une seule chose : comment se défaire le plus vite possible des intrus ? On invite ces derniers à monter aux galeries : les rejeter dans la rue, vers les manifestants, serait d'une trop grande imprudence. Du balcon, les mitrailleurs entendirent avec stupéfaction les débats qui se développèrent, dont le

seul but était de gagner du temps : les conciliateurs attendaient des régiments sûrs. « Dans les rues, il y a un peuple révolutionnaire — déclare Dan — mais ce peuple se livre à une action contre-révolutionnaire... » Dan est soutenu par Abramovitch, un des leaders du Bund juif, pédant conservateur, dont tous les instincts sont offensés par la révolution. « Nous sommes témoins d'un complot, » affirme-t-il, contre toute évidence, et il invite les bolchéviks à déclarer franchement que « c'est leur œuvre ». Tsérételli approfondit le problème : « Descendre dans la rue avec cette revendication : tout le pouvoir aux soviets, est-ce là soutenir les soviets ? Si les soviets le désiraient, le pouvoir pourrait leur être transmis. Il n'y a d'obstacles d'aucun côté à la volonté des soviets... De telles manifestations vont non dans le sens de la révolution, mais dans le sens de la contre-révolution. » Les délégués ouvriers n'arrivaient pas à comprendre ce raisonnement. Il leur semblait que les grands leaders battaient la campagne. En fin de compte, l'assemblée, encore une fois, confirme, à la presque unanimité, contre 11 voix, que la manifestation armée est un coup porté dans le dos de l'armée révolutionnaire, etc. La séance est levée à cinq heures du matin.

Les masses, peu à peu, se résorbaient dans leurs rayons. Les autos armées coururent toute la nuit, maintenant la liaison entre les régiments, les usines, les centres de rayons. De même qu'à la fin de février, les masses faisaient, la nuit, le bilan de la bataille livrée dans la journée. Mais à présent elles faisaient cela avec la participation d'un système complexe d'organisations : celles des usines, du parti, des troupes, qui conféraient en permanence. Dans les rayons l'on jugeait chose admise que le mouvement ne pouvait s'arrêter à mi-chemin. Le Comité exécutif avait ajourné sa décision sur le

pouvoir. Les masses interprétèrent cela comme des tergiversations. La déduction était claire ; il fallait encore faire pression. La séance de nuit des bolchéviks et des délégués interrayeronniaux qui eut lieu au Palais de Tauride parallèlement avec la séance des Comités exécutifs, résumait aussi les résultats de la journée et essayait de prévoir ce qu'apporterait le lendemain. Les rapports des rayons témoignaient que la manifestation du jour avait seulement ébranlé les masses, en plaçant devant elles pour la première fois dans toute son acuité la question du pouvoir. Demain, les usines et les régiments exigeront une réponse, et aucune force ne les contiendra dans les faubourgs. Les débats portèrent non sur la question de savoir si l'on en appellerait ou non à la prise du pouvoir, comme l'affirmèrent plus tard les adversaires, mais si l'on essaierait de liquider la manifestation ou bien si l'on en prendrait la tête le lendemain matin.

Tard dans la nuit, vers les quatre heures, devant le Palais de Tauride se groupa l'usine Poutilov, une masse de 30.000 individus, parmi lesquels étaient nombreux les femmes et les enfants. Le cortège s'était mis en marche vers onze heures du soir, et, en route, s'étaient jointes à lui d'autres usines en retard. Aux portes de Narva, si avancée que fût l'heure, il y avait tellement de monde que personne ne semblait rester dans le quartier. Des femmes criaient : « Tous doivent y aller... Nous garderons les logements... » Après un tocsin du clocher de l'église du Sauveur (*Spass*), des coups de feu déferlèrent, comme partant d'une mitrailleuse. D'en bas, une salve fut donnée sur le clocher. « Devant le Gostiny Dvor (*Galerie des Marchands*), une bande de *junkers* et d'étudiants tomba sur les manifestants et leur arracha une pancarte. Les ouvriers résistaient, il y eut une bousculade,

quelqu'un tira, l'auteur de ces lignes fut contusionné à la tête et brutalement piétiné aux flancs et à la poitrine. » C'est ce que raconte l'ouvrier Efimov que nous connaissons déjà. Ayant traversé toute la ville, déjà muette, les ouvriers de Poutilov arrivèrent enfin au Palais de Tauride. Grâce à l'instante intervention de Riazanov, qui était, à ce moment-là, étroitement lié avec les syndicats, une délégation d'usine fut admise aux Comités exécutifs. La masse ouvrière, famélique et exténuée, s'était étendue dans la rue et dans le jardin, le plus grand nombre des manifestants s'étaient allongés sur place dans l'espoir d'une réponse. L'usine de Poutilov, couchée par terre à trois heures du matin autour du Palais de Tauride dans lequel les leaders démocrates attendent l'arrivée de troupes du front — voilà un des tableaux les plus émouvants de la Révolution sur le point de démarcation entre Février et Octobre. Douze ans auparavant, un bon nombre de ces mêmes ouvriers avaient participé à la procession de Janvier, dirigée vers le Palais d'Hiver, avec des icones et des bannières d'église. Des siècles s'étaient écoulés après ce dimanche. De nouveaux siècles passeront dans les quatre mois qui vont suivre.

Sur la conférence des leaders et organisateurs bolchéviks qui discutent du lendemain pèse lourdement l'ombre de l'usine Poutilov couchée au dehors. Demain, les travailleurs de Poutilov n'iront pas au travail : et en effet quel travail serait possible après cette veillée ? Zinoviev, pendant ce temps, est appelé au téléphone ; de Cronstadt c'est Raskolnikov qui sonne pour dire que demain, à la première heure, la garnison de la forteresse marchera sur Pétrograd ; personne et rien ne peuvent la retenir. Le jeune enseigne de vaisseau restait accroché au bout du fil téléphonique : se peut-il que le Comité cen-



tral lui ordonne de se détacher des matelots et de se perdre à leurs yeux ? A cette image de l'usine Poutilov qui se tient là en troupeau s'en joint une autre, non moins imposante, celle de l'île des matelots qui, en ces heures nocturnes d'insomnie, se prépare à soutenir les ouvriers et les soldats de Péetrograd. Non, la situation est trop claire. Il n'y a plus de place pour des hésitations. Trotsky demande pour la dernière fois : peut-être essaierait-on tout de même d'obtenir de cette manifestation qu'elle ne soit pas armée ? Non, et il ne peut être question de cela. Une escouade de *junkers* suffira à chasser des dizaines de milliers d'hommes désarmés, comme un troupeau de moutons. Les soldats et les ouvriers aussi vont considérer avec indignation une pareille invite comme un piège. La réponse est catégorique et convaincante. Tous à l'unanimité décident d'appeler le lendemain les masses à continuer la manifestation au nom du Parti. Zinoviev délivre de son anxiété Raskolnikov qui est accroché au téléphone. Sur place on rédige une adresse aux ouvriers et aux soldats : dans la rue ! L'appel du Comité central pour arrêter la manifestation est échoppé ; mais il est déjà trop tard pour le remplacer par un nouveau texte. La page blanche de la *Pravda* deviendra demain une preuve accablante contre les bolchéviks : évidemment, effrayés au dernier moment, ils ont retiré leur appel à l'insurrection ; ou bien peut-être, au contraire, auraient-ils renoncé à leur premier appel pour une manifestation pacifique afin de pousser l'affaire jusqu'à l'insurrection ? Pourtant, l'authentique résolution des bolchéviks parut en tract. Elle invitait les ouvriers et les soldats « à faire connaître leur volonté, par une manifestation pacifique et organisée, aux Comités exécutifs actuellement en séance ». Non, ce n'est pas un appel à l'insurrection !

## LES « JOURNÉES DE JUILLET » LE POINT CULMINANT ET L'ÉCRASEMENT

**L**A direction immédiate du mouvement passe définitivement, à partir de cet instant, aux mains du Comité pétersbourgeois du Parti, dont le principal agitateur était Volodarsky. La mobilisation de la garnison est confiée à l'Organisation militaire. Elle avait à sa tête deux vieux bolchéviks auxquels elle doit beaucoup pour son développement ultérieur. Podvoïsky — brillante et originale figure dans les rangs du bolchévisme, avec des traits de révolutionnaire russe de l'ancien type, sorti du séminaire, homme de grande envergure, quoique d'une énergie indisciplinée, doué d'une fantaisie créatrice qui, à vrai dire, se perdait facilement en conjectures. « Ça, c'est du Podvoïsky, » disait par la suite Lénine avec une bonhomie ironique et circonspecte. Mais les côtés faibles de cette nature bouillonnante devaient ressortir surtout après la conquête du pouvoir, lorsque l'abondance des possibilités et des moyens donna trop d'impulsions à la prodigieuse énergie de Podvoïsky et à sa passion pour les entreprises décoratives. Dans les conditions de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir, sa résolution optimiste, son abnégation, son infatigabilité faisaient de lui un irremplaçable dirigeant de la masse réveillée des soldats. Nevsky, en son passé, *privat-docent*, d'une constitution plus prosaïque que Podvoïsky, mais non moins que lui dévoué au Parti, pas du tout organisateur et, seulement par un malheureux hasard, tombé un an après, pour peu

de temps, au poste de ministre soviétique des Voies et Communications, attirait à lui des soldats par sa simplicité, sa sociabilité et de délicates intentions. Autour de ses dirigeants se rassembla un groupe d'assistants très proches, soldats et jeunes officiers, parmi lesquels plusieurs devaient bientôt jouer un rôle non sans importance. Dans la nuit du 3 au 4 juillet, l'Organisation militaire passe brusquement au premier plan. Auprès de Podvoïsky qui, sans peine, a pris les fonctions du commandement, se crée un état-major improvisé. A tous les effectifs de la garnison sont envoyés de brefs appels et des instructions. Pour protéger les manifestants contre les attaques, il est ordonné de disposer, près des ponts qui mènent des faubourgs au centre et aux principaux carrefours des grandes artères, des autos blindées. Les mitrailleurs, dès la nuit, avaient déjà placé leur corps de garde devant la forteresse Pierre-et-Paul. Par téléphone et par des estafettes, on informe de la manifestation du lendemain les garnisons d'Oranienbaum, de Peterhof, de Krasnoïé-Sélo et d'autres points proches de la capitale. La direction politique générale reste, bien entendu, dans les mains du Comité central.

Les mitrailleurs ne rentrèrent dans leurs baraques que le matin, fatigués et grelottants, bien qu'on fût en juillet. Par suite de la pluie de la nuit, les ouvriers de Poutilov étaient trempés jusqu'aux os. Les manifestants ne se rassemblent que vers onze heures de matin. La troupe sort encore plus tard. Le 1<sup>er</sup> régiment de Mitrailleurs est encore aujourd'hui tout entier dans la rue. Mais il ne joue plus comme la veille le rôle d'instigateur. La première place a été prise par les usines. Dans le mouvement se sont aussi engagées des entreprises qui, la veille, restaient à l'écart. Là où les dirigeants hésitent ou font de l'opposition, la jeunesse ouvrière contraint le membre

du comité d'usine qui est de service à donner le coup de sirène pour l'arrêt du travail. A l'usine de la Baltique où prédominaient les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, sur 5.000 ouvriers, environ 4.000 se mirent en marche. A la fabrique de chaussures Skorokhod, qui avait été longtemps considérée comme la citadelle des socialistes-révolutionnaires, l'état d'opinion s'était si brusquement modifié qu'un ancien député de la fabrique, un socialiste-révolutionnaire, dut renoncer pendant quelques jours à se montrer. Toutes les usines étaient en grève, des meetings se tenaient. On élisait des dirigeants pour la manifestation et des délégués qui présenteraient des revendications au Comité exécutif. De nouveau des centaines de milliers d'hommes s'alignèrent, convergeant vers le Palais de Tauride, et de nouveau des dizaines de milliers se détournèrent en route vers l'hôtel particulier de Kczesinska. Le mouvement de ce jour est plus imposant et mieux organisé que celui de la veille : on aperçoit la main du Parti qui le guide. Mais l'atmosphère est aujourd'hui plus échauffée : les soldats et les ouvriers cherchent à obtenir un dénouement de la crise. Le gouvernement est dans les transes, vu que, le deuxième jour de la manifestation, son impuissance est encore plus évidente que la veille. Le Comité exécutif attend des troupes sûres et reçoit de partout des rapports annonçant que des contingents hostiles marchent sur la capitale. De Cronstadt, de Novy-Peterhof, de Krasnoïé-Sélo, du fort de Krasnaia-Gorka, de toute la périphérie environnante, par mer et par terre, s'avancent des matelots et des soldats, musique en tête, armés, et, bien pis, avec des pancartes bolchéviques. Certains régiments, tout à fait comme pendant les journées de Février, mènent avec eux leurs officiers en faisant semblant de manifester sous leur commandement.

« Le conseil des ministres n'avait pas encore pris fin — raconte Milioukov — quand on fit savoir de l'état-major que, sur la Nevsky, avait lieu une fusillade. Il fut décidé de transférer la séance à l'état-major. Là se trouvèrent le prince Lvov, Tsérételli, le ministre de la Justice Péréverzev, deux secrétaires d'État au ministère de la Guerre. Il y eut un moment où la situation du Gouvernement parut désespérée. Les régiments Préobrajensky, Séménovsky, Ismaïlovsky, qui ne s'étaient pas joints aux bolchéviks, déclarèrent au Gouvernement qu'ils gardaient aussi « la neutralité ». Sur la place du Palais, pour défendre l'état-major il n'y avait que des invalides et quelques centaines de Cosaques. » Le général Polovtsev, le matin du 4 juillet, fit afficher un avertissement, annonçant que Péetrograd serait débarrassé des bandes armées : les habitants étaient sévèrement prévenus d'avoir à fermer les portes cochères et de ne pas sortir, sauf le cas d'extrême besoin. Cette ordonnance menaçante s'avéra comme un coup de feu tiré à blanc. Le commandant du corps d'armée ne réussit à jeter sur les manifestants que de petits détachements de Cosaques et de *junkers*. Pendant la journée, ils provoquèrent des fusillades ineptes et des escarmouches sanglantes. Un cornette du 1<sup>er</sup> régiment du Don qui gardait le Palais d'Hiver, fit ce rapport à la Commission d'instruction : « l'ordre avait été donné de désarmer les petits groupes de gens qui passaient devant nous, quelle que fût leur composition, de même que les automobiles armées. Exécutant cet ordre, nous sortions de temps à autre, au pas de course, du Palais, en ordre de bataille, et nous nous occupions du désarmement... » Le récit ingénu du cornette de Cosaques dessine sans erreurs et les rapports de forces et le tableau de la lutte. Les troupes « mutinées » sortent des casernes par compagnies et par bataillons

tiennent les rues et les places. Les troupes du Gouvernement agissent par guet-apens, par incursions, par petits détachements, c'est-à-dire précisément de la façon qui est d'usage chez des francs-tireurs. Le changement des rôles s'explique par ce fait que presque toute la force armée du Gouvernement lui est hostile, ou, dans le meilleur cas, reste neutre. Le Gouvernement vit sur la confiance du Comité exécutif, lequel se maintient lui-même avec cet espoir des masses qu'il réfléchira enfin et prendra le pouvoir.

La manifestation prit sa plus grande ampleur quand parurent sur le terrain de Péetrograd les matelots de Cronstadt. Déjà, la veille, dans la garnison de la forteresse maritime, des délégués des mitrailleurs avaient agi. Sur la Place de l'Ancre, d'une façon inattendue pour les organisations locales, un meeting s'était assemblé, sur l'initiative d'anarchistes arrivés de Péetrograd. Les orateurs appelaient au secours de Péetrograd. Rochal, étudiant en médecine, un des jeunes héros de Cronstadt et favori de la Place de l'Ancre, essaya de prononcer un discours apaisant. Des milliers de voix lui coupèrent la parole. Rochal, habitué à être reçu autrement, dut quitter la tribune. Ce n'est que dans la nuit que l'on sut que les bolchéviks, à Péetrograd, appelaient à une descente dans la rue. Cela décidait de la question. Les socialistes-révolutionnaires de gauche — il n'y en avait et il ne pouvait y en avoir, à Cronstadt, de droite ! — déclarèrent qu'eux aussi avaient l'intention de participer à la manifestation. Ces gens appartenaient au même parti que Kérénsky qui, pendant ce même temps, groupait des troupes sur le front pour l'écrasement des manifestants. L'état d'esprit à la séance de nuit des organisateurs de Cronstadt fut tel que même le timide commissaire du Gouvernement provisoire Partchevsky vota pour la

marche sur Péetrograd. Un plan est établi, on mobilise une flottille, pour les besoins d'une descente d'ordre politique ; l'arsenal délivre plus d'une tonne de munitions. Sur des remorqueurs et des vapeurs pour passagers, environ 10.000 matelots, soldats et ouvriers armés entrèrent dans l'estuaire de la Néva à midi. Descendus sur les deux berges du fleuve, ils s'unissent en un seul cortège, le fusil à la bretelle, musique en tête. Derrière les détachements de matelots et de soldats — des colonnes d'ouvriers, des rayons de Péetrograd et de Vassili-Ostrov, mêlées à des compagnies de combat de la garde rouge. Sur les flancs, des autos-blindées, au-dessus des têtes d'innombrables drapeaux et pancartes.

Le Palais de Kczesinska est à deux pas. Tout petit, malingre, noir comme goudron, Sverdlov, un des principaux organisateurs du Parti, introduit, à la conférence d'avril, au Comité central, se tenait au balcon et en homme affairé comme toujours, donnait de là-haut des ordres, d'une puissante voix de basse : « Faire avancer la tête de la manifestation, serrer les rangs, rassembler les retardataires. » Les manifestants furent salués du haut du balcon par Lounatcharsky, toujours prêt à se laisser contaminer par l'ambiance, sachant en imposer par sa tenue et sa voix, éloquent déclamateur, pas très certain, mais souvent irremplaçable. Il fut accueilli d'en-bas par une tempête d'applaudissements. Mais les manifestants désiraient avant tout entendre Lénine lui-même — que, justement, ce matin-là, l'on avait fait venir de son asile provisoire en Finlande — et les matelots insistèrent tellement que, malgré son mauvais état de santé, Lénine ne put se dérober. Un flot irrésistible, tout simplement le flot de Cronstadt, enthousiaste, rencontra, d'en-bas, l'apparition du chef au balcon. Impatiemment et, comme toujours, un peu confus, attendant la fin des applaudis-

sements, Lénine commença à parler avant que les voix ne se fussent apaisées. Son discours que, dans la suite, pendant des semaines, sous toutes les formes, la presse adverse tourna et retourna, consista en quelques simples phrases : salut aux manifestants ; expression de l'assurance que le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » finalement serait vainqueur ; appel à la persévérance et à la fermeté. Avec de nouveaux cris, la manifestation se déroule aux sons de la musique. Entre cette ouverture de fête et l'étape la plus proche où du sang fut versé, s'introduit un épisode curieux. Les dirigeants des socialistes-révolutionnaires de Cronstadt, à peine eurent-ils remarqué au Champ-de-Mars, à la tête de la manifestation, l'immense panneau du Comité central des bolchéviks qui apparut après un arrêt devant la maison de Kczesinska, brûlant d'une jalousie de parti, exigèrent que ce panneau fût supprimé. Les bolchéviks refusèrent. Alors les socialistes-révolutionnaires déclarèrent qu'ils s'en allaient tout à fait. Aucun des matelots ni des soldats ne suivit cependant les leaders. Toute la politique des socialistes-révolutionnaires de gauche consistait en ces hésitations capricieuses, tantôt comiques, tantôt tragiques.

Au coin de la Nevsky et de la Liteïny, l'arrière-garde des manifestants essuya soudainement une fusillade, il y eut quelques victimes. Une fusillade plus violente se produisit au coin de la Liteïny et de la rue Pantéléïmonovskaïa. Celui qui guidait les hommes de Cronstadt, Raskolnikov, se rappelle quelle fut la violente impression des manifestants devant « l'inconnu : où était l'ennemi ? D'où, de quel point tirait-on ? » Les matelots se saisirent de leurs fusils, un tir désordonné commença dans toutes les directions, plusieurs personnes furent tuées ou blessées. C'est seulement à grand'peine que l'on réussit à



rétablir un semblant d'ordre. Le cortège continua à avancer aux sons de la musique, mais il ne restait pas trace de son enthousiasme de fête. « Partout l'on croyait apercevoir un ennemi dissimulé. Les fusils n'étaient plus pacifiquement portés sur l'épaule gauche, mais étaient croisés. »

Dans la journée, sur divers points de la ville, il n'y eut pas peu d'escarmouches sanglantes. En partie, l'on ne peut se dispenser d'accuser des malentendus, des imbroglios, des coups de feu partis à tort et à travers, une panique. Ces aléas tragiques entrent dans les faux frais inévitables d'une révolution qui est elle-même un faux frais dans le développement historique. Mais aussi l'élément de provocation sanguinaire dans les événements de juillet, absolument incontestable, a été dévoilé dans ces journées mêmes et confirmé par la suite. « ...Lorsque les soldats manifestants — raconte Podvoïsky — se mirent à passer par la Nevsky et par les rues adjacentes, peuplées surtout de bourgeois, des symptômes sinistres de collisions se manifestèrent : d'étranges coups de feu qui partaient on ne savait d'où ni de qui... Les colonnes se sentirent d'abord troublées, ensuite les moins fermes et les moins modérées ouvrirent une fusillade désordonnée. » Dans les *Izvestia* officiels, le menchévik Kantorovitch décrivait la fusillade dirigée sur une des colonnes ouvrières dans les termes suivants : « Dans la rue Sadovaïa marchait une foule de 60.000 ouvriers venus de nombreuses usines. Au moment où ils passaient devant l'église, les cloches sonnèrent, et, comme d'après un signal, du haut des toits commença une fusillade, à coups de fusils et de mitrailleuses. Lorsque la foule des ouvriers se fût jetée de l'autre côté de la rue, du haut des toits d'en face partirent aussi des coups de feu. » Sur les greniers et les toits où, en Février, s'étaient installés

avec des mitrailleuses les *pharaons* de Protopopov, maintenant agissaient les membres des organisations d'officiers. En tirant sur les manifestants, ils tentaient, non sans succès, de répandre la panique et de provoquer des collisions entre les unités de l'armée. Des perquisitions faites dans les maisons d'où l'on avait tiré amenèrent la découverte des nids de mitrailleuses, parfois aussi des mitrailleurs.

Les principaux fauteurs de l'effusion de sang étaient, cependant, des troupes du gouvernement, impuissantes à maîtriser le mouvement, mais suffisantes pour la provocation. Vers huit heures du soir, comme la manifestation battait son plein, deux sotnias de Cosaques, avec de l'artillerie légère, étaient en route pour aller protéger le Palais de Tauride. Refusant obstinément, en chemin, de lier conversation avec les manifestants, ce qui déjà était de mauvais augure, les Cosaques se saisissaient, là où c'était possible, des autos armées et désarmaient de petits groupes. Les pièces d'artillerie des Cosaques dans les rues occupées par des ouvriers et des soldats, semblaient une intolérable provocation. Tout faisait présager une collision. Près du pont Liteïny, les Cosaques arrivent en présence des masses compactes de l'adversaire qui a eu le temps d'édifier ici, sur le chemin menant au Palais de Tauride, quelques barrages. Une minute d'un silence sinistre, déchiré par des coups de feu venus des maisons voisines. « Les Cosaques vident des chargeurs entiers — écrit l'ouvrier Métélev — les ouvriers et les soldats, dispersés derrière leurs abris ou simplement couchés sur les trottoirs, répliquent, sous le feu, du même au même. La fusillade dirigée par les soldats oblige les Cosaques à reculer. Ayant fait une percée sur le quai de la Néva, ces derniers ouvrent un feu d'artillerie — trois salves qui ont été signalées également par les *Izvestia* — mais,

atteints par la fusillade, battent en retraite dans la direction du Palais de Tauride. Une colonne d'ouvriers qu'ils rencontrent leur porte le coup décisif. Abandonnant leurs canons, leurs chevaux, leurs carabines, les Cosaques se cachent dans les vestibules des maisons bourgeoises ou bien se dispersent. La collision sur la Liteïny, véritable petite bataille, fut le plus gros épisode de guerre des journées de Juillet et il s'en trouve des récits dans les souvenirs de nombreux participants de la manifestation. Bourssine, ouvrier de l'usine Erikson, qui avait marché avec des mitrailleurs, raconte que se trouvant face à face avec eux, « les Cosaques ouvrirent immédiatement la fusillade. De nombreux ouvriers restèrent morts sur le terrain. Moi aussi, à cet endroit je reçus une balle qui me transperça une jambe et pénétra dans l'autre... Je garde comme vivant souvenir des journées de Juillet une jambe invalide et une béquille »... Dans la collision sur la Liteïny, 7 Cosaques furent tués, 19 furent blessés ou contusionnés. Parmi les manifestants, il y eut 6 tués, environ 20 blessés. De-ci de-là, gisaient des cadavres de chevaux.

Nous possédons un intéressant témoignage du camp opposé. Avérine, ce cornette qui, dès le matin, se livrait à des attaques brusquées de partisans sur les insurgés réguliers, raconte ceci : « A huit heures du soir, nous reçûmes du général Polovtsev l'ordre d'avancer, au nombre de deux sotnias, avec deux canons à tir rapide, vers le Palais de Tauride... Nous atteignîmes le pont Liteïny, sur lequel j'aperçus des ouvriers, des soldats et des matelots armés... Avec mon détachement de tête, je m'approchai d'eux et les priai de rendre les armes. Mais il ne fut pas tenu compte de mon invitation, et toute cette bande se mit à fuir par le pont dans la direction du quartier de Vyborg. Je n'avais pas eu le temps de les poursuivre quand un soldat de petite taille, sans galons, se

retourna vers moi et tira, mais il me manqua. Ce coup de feu servit en quelque sorte de signal et, de partout, s'ouvrit sur nous une fusillade désordonnée. Des cris montèrent de la foule : « Les Cosaques tirent sur nous ! » En réalité, il en était bien ainsi : les Cosaques étaient descendus de leurs montures et s'étaient mis à tirer, il y eut même des tentatives de canonnade, mais les soldats ouvrirent une fusillade en rafale qui obligea les Cosaques à reculer et à se disperser dans la ville. » Rien d'impossible à ce qu'un soldat ait tiré sur les cornettes : un officier de Cosaques devait s'attendre plutôt à une balle qu'à des compliments dans la foule de Juillet. Mais beaucoup plus vraisemblables sont des témoignages nombreux disant que les premiers coups de feu partirent non de la rue mais de certaines embuscades. Un Cosaque du rang, appartenant à la même sotnia que le cornette, déposa avec assurance que les Cosaques avaient essuyé des coups de feu partis du Palais de Justice et ensuite d'autres édifices, dans la rue Samoursky et sur la Liteïny. Dans la gazette officieuse du Soviet, il était mentionné que les Cosaques, avant d'arriver au pont Liteïny, avaient subi un feu de mitrailleuses parti d'une maison en pierres de taille. L'ouvrier Métélev affirme que, lorsque les soldats perquisitionnèrent dans cette maison, on trouva, dans l'appartement d'un général, des munitions de tir, et notamment deux mitrailleuses avec des rubans de cartouches. Il n'y a rien là d'invraisemblable. Le commandement, par tous les moyens licites et illicites, collectionnait, en temps de guerre, beaucoup d'armes de toute sorte. La tentation d'arroser d'une pluie de plomb la « canaille » était trop grande. Il est vrai que les coups de feu atteignirent des Cosaques. Mais, dans la foule des journées de Juillet, l'on tenait pour certain que les contre-révolutionnaires tiraient consciemment sur les

troupes gouvernementales pour les provoquer à des représailles impitoyables. Le corps des officiers qui, la veille encore, avait une autorité illimitée, ne connaît point, dans la guerre civile, de bornes à la perfidie et à la cruauté. Péetrograd fourmillait d'organisations secrètes et à demi secrètes d'officiers qui jouissaient d'un haut patronage et de généreux appuis. Dans une information confidentielle que donnait le menchévik Liber presque un mois avant les Journées de Juillet, il était noté que les officiers conspirateurs avaient leurs entrées auprès de Buchanan. Et, en effet, les diplomates de l'Entente ne pouvaient-ils point se soucier de l'instauration la plus rapide possible d'un pouvoir fort ?

Les libéraux et les conciliateurs cherchaient, dans tous les excès, la main des « anarcho-bolchéviks » et des agents de l'Allemagne. Les ouvriers et les soldats imputaient en toute certitude, la responsabilité des escarmouches de Juillet qui avaient causé des victimes aux provocateurs patriotes. De quel côté est la vérité ? Les jugements de la masse, bien entendu, ne sont pas exempts d'erreurs. Mais on commet une faute grossière si l'on pense que la masse est aveugle et crédule. Là où elle est touchée au vif, c'est par des milliers d'yeux et d'oreilles qu'elle enregistre les faits et les suppositions, qu'elle vérifie par l'épreuve les rumeurs, adoptant les unes, éliminant les autres. Là où les versions concernant des mouvements de masse sont contradictoires, plus proche de la vérité sera l'interprétation que s'est assimilée la masse elle-même. C'est pourquoi sont si stériles pour la science les sycophantes internationaux du type d'Hippolyte Taine qui, étudiant les grands mouvements populaires, ignorent les voix de la rue, recueillant avec soin les cancans des salons, engendrés par l'isolement et la peur.

Les manifestants assiégeaient de nouveau le Palais de

Tauride et exigeaient une réponse. Au moment où survinrent les hommes de Cronstadt, un certain groupe demanda à Tchernov de venir à eux. Sentant l'état d'esprit de la foule le ministre disert prononça cette fois une courte harangue, glissant sur la crise du pouvoir et montrant du mépris pour les cadets qui avaient quitté le gouvernement : « Bon voyage ! » Il fut interrompu par des exclamations : « Mais pourquoi ne nous avez-vous pas dit cela plus tôt ? » Milioukov assure même qu' « un ouvrier de haute taille, tendant le poing à la face du ministre, cria, en fureur : « Prends donc le pouvoir, fils de chienne, quand on te le donne ! » S'il n'y a là rien de plus qu'une anecdote, elle n'en exprime pas moins avec une précision un peu rude l'essentiel de la situation de Juillet. Les réponses de Tchernov sont sans intérêt ; en tout cas, elles ne lui conquièrent pas les cœurs de Cronstadt... Deux ou trois minutes après, quelqu'un faisait irruption dans la salle des séances du Comité exécutif, criant que Tchernov avait été arrêté par les matelots qui avaient l'intention de lui faire un mauvais parti. Dans une agitation indescriptible, le Comité exécutif expédia, pour tirer d'affaire le ministre, quelque-uns de ses membres les plus en vue, exclusivement des internationalistes et des bolchéviks. Tchernov déposa par la suite à la Commission gouvernementale que, descendant de la tribune, il avait remarqué, derrière des colonnes, près de l'entrée, le mouvement hostile de quelques individus. « Ils m'ont entouré, m'empêchant d'atteindre la porte... Un louche individu, commandant les matelots qui m'avaient arrêté, indiquait constamment une auto qui se trouvait à proximité... En ce moment s'approcha de l'automobile, sortant du Palais de Tauride, Trotsky, qui, montant sur le capot de la voiture dans laquelle je me trouvais prononça un bref discours. » Proposant de

relâcher Tchernov, Trotsky demandait à ceux qui n'étaient pas d'accord de lever la main. « Pas une main ne se leva ; alors le groupe qui m'avait conduit à l'automobile s'écarta avec des airs mécontents. Trotsky, autant qu'il me semble, avait dit : Personne, citoyen Tchernov, ne vous empêche de rentrer librement chez vous... Le tableau général que voilà ne me laisse pas douter qu'une tentative a été faite, préparée d'avance, par de sombres individus, agissant en dehors de la masse des ouvriers et des matelots, pour me faire sortir et m'arrêter. »

Une semaine avant son arrestation, Trotsky disait à la séance unifiée des Comités exécutifs : « Ces faits entreront dans l'histoire et nous essaierons de les établir tels qu'ils ont été... J'ai vu que, près de l'entrée, se tenait un petit groupe de coquins. J'ai dit à Lounatcharsky et à Riazanov que c'étaient des gens de l'*Okhrana* qui essayaient de pénétrer dans le Palais de Tauride. (Lounatcharsky, de sa place : « C'est juste ! ») ...J'aurais pu les distinguer dans une foule de 10.000 personnes. » Dans ses dépositions du 24 juillet, étant déjà enfermé dans sa cellule à la prison de Kresty, Trotsky écrivait : « ...J'avais d'abord décidé de sortir de la foule avec Tchernov et ceux qui voulaient l'arrêter, dans la même auto, pour éviter des conflits et une panique dans la multitude. Mais l'enseigne de vaisseau Raskolnikov, accourant vers moi, extrêmement ému, s'écria : « C'est impossible... Si vous partez en voiture avec Tchernov, demain l'on prétendra que les matelots de Cronstadt voulaient l'arrêter. Il faut délivrer Tchernov immédiatement. » Dès qu'un clairon eut invité la foule au silence et me donna la possibilité de prononcer un court discours en terminant par cette question : « Que celui qui est pour la violence lève la main ! » — Tchernov eut aussitôt la possibilité de rentrer sans obstacle dans le palais. »

Les dépositions de deux témoins qui furent en même temps les principaux acteurs, dans l'incident, relatent intégralement ce qui est ici matière de fait. Mais cela n'empêcha nullement la presse hostile aux bolchéviks d'exposer l'affaire Tchernov et la « tentative » d'arrestation de Kérensky comme les preuves les plus convaincantes de l'organisation par les bolchéviks d'une insurrection armée. On ne manqua point d'alléguer, surtout dans l'agitation verbale, que l'arrestation de Tchernov aurait été dirigée par Trotsky. Cette version parvint même au Palais de Tauride. Tchernov lui-même qui raconta d'une façon approximativement vraie les circonstances de son arrestation d'une demi-heure, dans un document secret d'instruction, s'abstint cependant de toute manifestation publique à ce sujet pour ne pas empêcher son parti de fomenter l'indignation contre les bolchéviks. En outre, Tchernov faisait partie du Gouvernement qui avait incarcéré Trotsky dans la prison de Kresty. Les conciliateurs auraient pu, il est vrai, faire observer qu'une petite bande de louches conspirateurs n'eût pas osé en venir à un si téméraire dessein d'arrêter un ministre dans la foule en plein jour, sans l'espoir que l'hostilité de la multitude à l'égard de la « victime » serait un suffisant camouflage. C'est ainsi qu'il en fut jusqu'à un certain point. Personne autour de l'automobile, ne fit, de sa propre initiative, l'essai d'obtenir la liberté de Tchernov. Si, pour comble, Kérensky avait été arrêté quelque part, ni les ouvriers, ni les soldats ne s'en seraient fait un chagrin. Dans ce sens, la participation morale des masses aux attentats réels et imaginaires sur les ministres socialistes était acquise et donnait motif d'accuser les hommes de Cronstadt. Mais, pour sortir franchement cet argument, les conciliateurs étaient gênés par le soin qu'ils avaient de sauver quelque chose



de leur prestige démocratique : se gardant avec hostilité des manifestants, ils n'en continuaient pas moins à tenir la tête du système des soviets ouvriers, soldats et paysans dans le Palais de Tauride assiégé.

Vers huit heures du soir, le général Polovtsev, par téléphone, donna quelque espoir au Comité exécutif : deux sotnias de Cosaques, avec des canons, se dirigeaient vers le Palais de Tauride. Enfin, enfin ! Mais les espérances, cette fois encore, furent trompées. Les coups de téléphone à droite et à gauche aggravaient seulement la panique : les Cosaques avaient disparu sans laisser de traces, comme s'ils s'étaient volatilisés avec leurs chevaux, leurs selles et leurs canons à tir rapide. Milioukov écrit que, vers le soir, commencèrent à se révéler « les premières suites des appels adressés par le Gouvernement aux troupes » : c'est ainsi que, pour délivrer le Palais de Tauride, le 176<sup>e</sup> régiment serait parti en toute hâte. Cette allégation si précise en apparence caractérise d'une façon très curieuse les quiproquos qui se produisent inévitablement dans la première période d'une guerre civile lorsque les camps commencent seulement à se départager. En effet, un régiment arriva au Palais de Tauride en tenue de campagne : sac au dos, la capote roulée en bandoulière, bidon et gamelle au flanc. Les soldats, en chemin, avaient été trempés jusqu'aux os et étaient exténués : ils arrivaient de Krasnoïé-Sélo. C'était bien le 176<sup>e</sup>. Mais il ne se disposait nullement à tirer d'affaire le Gouvernement : en liaison avec les délégués interrayonnoux, le régiment s'était mis en marche sous la direction de deux soldats bolchéviks, Levinson et Medvédev pour exiger la remise du pouvoir aux soviets. Les dirigeants du Comité exécutif qui étaient sur les dents, furent immédiatement avertis qu'en bas des fenêtres, s'allongeait pour prendre un repos mérité

un régiment venu de loin, en ordre parfait, avec ses officiers. Dan, qui portait l'uniforme de médecin major, pria le commandant d'établir des postes de garde pour la protection du palais. Des sentinelles furent en effet bientôt placées. Dan, faut-il croire, en référa avec satisfaction au présidium, et, de là, le fait fut inséré dans les comptes rendus des journaux. Soukhanov raille dans ses mémoires la docilité avec laquelle le régiment bolchévik accepta d'exécuter l'ordre du leader menchévik : une preuve de plus de « l'absurdité » de la manifestation de Juillet ! En réalité, l'affaire était et plus simple et plus complexe. Invité à placer des sentinelles, le chef du régiment s'adressa à un adjoint de service, le jeune lieutenant Prigorovsky. Par malheur, Prigorovsky était bolchévik, membre de l'organisation interrégionnale, et il vint aussitôt demander conseil à Trotsky, lequel, avec un petit groupe de bolchéviks, occupait un poste d'observation dans une des salles latérales du Palais. On conseilla, bien entendu, à Prigorovsky de placer immédiatement, là où il le fallait, des sentinelles : il est beaucoup plus avantageux d'avoir, aux entrées et aux issues, des amis que des ennemis. C'est ainsi que le 176<sup>e</sup>, venu pour manifester contre le pouvoir, protégeait ce pouvoir contre les manifestants. S'il avait été effectivement question d'une insurrection, le lieutenant Prigorovsky, avec seulement quatre soldats, eût arrêté sans difficulté tout le Comité exécutif. Mais personne ne songeait à une arrestation, les soldats du régiment bolchévik montèrent la garde consciencieusement.

Lorsque les sotnias de Cosaques, unique obstacle sur le chemin du Palais de Tauride, eurent été balayées, bien des manifestants s'imaginèrent que la victoire était assurée. En réalité, le principal obstacle résidait à l'intérieur même du Palais de Tauride. A la séance unifiée des

Comités exécutifs, qui commença vers six heures du soir, étaient présents 90 représentants de 54 fabriques et usines. Cinq orateurs, auxquels il fut convenu de donner la parole, commencèrent par protester contre ce fait que les manifestants étaient calomniés dans les appels du Comité exécutif, en tant que contre-révolutionnaires. « Vous voyez ce qu'on lit sur les pancartes, — déclare l'un. — Telles sont les décisions prises par les ouvriers... Nous exigeons le départ des dix ministres capitalistes. Nous faisons confiance au Soviet, mais non point à ceux en qui le Soviet place ses espoirs... Nous exigeons que la terre soit saisie immédiatement, qu'un contrôle de la production soit immédiatement établi, nous exigeons qu'on lutte contre la famine qui nous menace... » Un autre ajoutait : « Vous avez devant vous non une émeute, mais une manifestation parfaitement organisée. Nous exigeons que la terre soit remise aux paysans. Nous exigeons que l'on abroge les ordonnances dirigées contre l'armée révolutionnaire... Maintenant que les cadets ont refusé de travailler avec vous, nous vous demandons avec qui vous aurez encore des tractations. Nous exigeons que le pouvoir passe aux mains des soviets. » Les mots d'ordre de propagande de la manifestation du 18 juin étaient maintenant devenus l'ultimatum de combat des masses. Mais les conciliateurs étaient déjà enchaînés trop lourdement au char des possédants. Le pouvoir des soviets ? Mais cela signifie avant tout une hardie politique de paix, la rupture avec les Alliés, la rupture avec la bourgeoisie du pays, une complète isolation, la catastrophe dans quelques semaines. Non, la démocratie consciente de son devoir ne s'engagera point dans la voie des aventures ! « Les circonstances présentes, — disait Tsérételli, — ne permettent point que, dans l'ambiance de Péetrograd, l'on mette en œuvre de nouvelles solutions. » Reste donc

ceci : « Reconnaître le gouvernement tel qu'il est resté constitué... convoquer un Congrès extraordinaire des soviets dans quinze jours... en un lieu où il puisse travailler sans obstacles, et le mieux serait à Moscou. »

Mais la séance est constamment interrompue. A la porte du Palais de Tauride cognent les ouvriers de Poutilov : ils ne s'étaient mis en branle que vers le soir, fatigués, courroucés, surexcités. « Tsérételli ! Amène par ici Tsérételli ! » Une masse de trente mille hommes envoie au Palais ses délégués, quelqu'un crie par derrière que si Tsérételli ne veut pas sortir de bon gré, l'on sera obligé de le sortir de force. De la menace à l'action il y a encore loin, mais l'affaire tourne déjà trop mal et les bolchéviks s'empressent d'intervenir. Zinoviev, par la suite, racontait ceci : « Nos camarades m'invitèrent à sortir au-devant des ouvriers de Poutilov... Un océan de têtes tel que je n'en ai jamais vu. Plusieurs dizaines de milliers d'hommes amassés. Les cris : « Tsérételli ! » continuaient... Je commençai : « Au lieu de Tsérételli, c'est moi qui sors. » (*Des rires.*) Cela fit un revirement dans les esprits. Je pus prononcer un discours assez long... En conclusion, je priai aussi cet auditoire de se disperser aussitôt, pacifiquement, en maintenant un ordre parfait et en ne se laissant, en aucun cas, provoquer à des gestes agressifs. (*Tempête d'applaudissements.*) Les hommes rassemblés se mettent en rangs et commencent à se disperser. » Cet épisode illustre au mieux et l'acuité du mécontentement des masses, et l'absence en elles d'un plan d'offensive, et le rôle réel du Parti dans les événements de Juillet.

Tandis que Zinoviev s'expliquait au dehors avec les ouvriers de Poutilov, dans la salle des séances intervint véhémentement un groupe très nombreux de leurs délégués, quelques-uns avec des fusils. Les membres des Comi-

tés exécutifs sursautent sur leurs sièges. « Certains ne montrèrent pas suffisamment de bravoure et de possession d'eux-mêmes », écrit Soukhanov qui a laissé une vive description de ce moment dramatique. Un des ouvriers, « le sans-culotte classique, coiffé d'une casquette, portant une courte blouse bleue sans ceinture, le fusil au poing », bondit sur la tribune, tremblant d'émotion et de colère... « Camarades ! Allons-nous longtemps tolérer, nous, les ouvriers, la trahison ? Vous vous entendez avec la bourgeoisie et les propriétaires fonciers... Nous, ceux de Poutilov, nous sommes ici trente mille... On obtiendra ce qu'on veut !... » Tchkhéidzé qui avait sous le nez un fusil, sut se contenir. Se penchant tranquillement de son estrade, il glissait dans la main tremblante de l'ouvrier un appel imprimé : « Tenez, camarade, prenez ça, je vous en prie, et lisez. On dit là-dedans ce que doivent faire les camarades de l'usine Poutilov... » L'appel ne disait rien sinon que les manifestants devaient rentrer chez eux et qu'autrement ils seraient traîtres à la Révolution. Et que pouvaient dire encore les menchéviks ?

Dans le remuement sous les murs du Palais de Tauride, de même qu'en général dans le tourbillon d'agitation de cette période, une grande place fut occupée par Zinoviev, orateur d'une puissance exceptionnelle. Sa haute voix de ténor étonnait au premier moment et ensuite conquérait par une musicalité originale. Zinoviev était l'agitateur né. Il savait céder à la contagion de la masse, s'émouvoir de ses émotions et trouver pour ses sentiments et ses pensées une expression peut-être un peu diffuse, mais saisissante. Les adversaires disaient de Zinoviev qu'il était le plus grand démagogue parmi les bolchéviks. Par là, ils payaient d'ordinaire tribut au plus fort de ses traits, c'est-à-dire à sa capacité de péné-

trer dans l'âme du Démos et de jouer sur ses cordes. On ne peut pourtant nier qu'étant seulement un agitateur, non théoricien, non stratège révolutionnaire, Zinoviev, quand il n'était pas retenu par une discipline du dehors, glissait facilement dans la voie de la démagogie, non dans le sens vulgaire, mais dans le sens scientifique de ce mot, c'est-à-dire montrait une inclination à sacrifier des intérêts lointains aux succès du moment. Le flair d'agitateur de Zinoviev faisait de lui un conseiller extrêmement précieux dans la mesure où il s'agissait d'évaluation politique pour une circonstance, mais pas plus profondément. Dans les réunions du Parti, il savait convaincre, conquérir, ensorceler, quand il arrivait avec une idée politique toute confectionnée, vérifiée dans des meetings de masses et comme qui dirait toute saturée des espoirs et des haines des ouvriers et des soldats. Zinoviev était capable, d'autre part, dans une assemblée hostile, même dans le Comité exécutif d'alors, de donner aux pensées les plus extrêmes et les plus explosives une forme enveloppante, insinuante, pénétrant les cervelles de ceux qui le considéraient avec une méfiance préconçue. Pour arriver à ces résultats inappréciables, il n'avait pas assez de se sentir seulement dans son droit ; pour se rassurer, il avait besoin de savoir en toute certitude qu'il était exempté de la responsabilité politique par une poigne résistante et solide. Cette assurance lui venait de Lénine. Armé d'une formule de stratégie toute faite, révélant le fond même de la question, Zinoviev, ingénieusement et avec du flair, la remplissait d'exclamations toutes fraîches, de protestations, de revendications, ramassées à l'instant même dans la rue, à l'usine ou dans une caserne. En de pareils moments, il était un idéal mécanisme de transmission entre Lénine et la masse, partiellement entre la masse et Lénine. Zinoviev suivait toujours son maître, exception

faite de cas très peu nombreux ; mais l'heure des dissensions arrivait juste au moment où se décidait le sort du Parti, de la classe, du pays. L'agitateur de la Révolution n'avait pas suffisamment le caractère révolutionnaire. Tant qu'il ne s'agissait que de conquérir les têtes et les âmes, Zinoviev restait un militant infatigable. Mais il perdait tout de suite son assurance combative quand il se trouvait devant la nécessité d'agir. Alors il reculait brusquement devant la masse, comme devant Lénine, il n'avait de réactions que devant les voix indécises, recueillait les doutes, ne voyait que des obstacles, et sa voix insinuante, presque féminine, cessant d'être persuasive, trahissait sa faiblesse intime. Sous les murs du Palais de Tauride, pendant les journées de Juillet, Zinoviev fut extrêmement actif, inventif et fort. Il poussait aux plus hautes notes l'excitation des masses — non point pour les appeler à des actes décisifs, mais, au contraire, pour les en empêcher. Cela répondait aux circonstances et à la politique du Parti. Zinoviev était tout à fait dans son élément.

Le combat sur la Liteïny occasionna dans le développement de la manifestation une brusque brisure. Personne déjà ne regardait plus le cortège du haut des fenêtres ou des balcons. Les gens d'importance, assiégeant les gares, désertaient la ville. La lutte dans les rues se transformait en escarmouches, çà et là, sans but déterminé. Pendant les heures nocturnes, il y eut des corps-à-corps entre manifestants et patriotes, on désarma les gens au petit bonheur, des fusils passèrent d'une main à l'autre. Des groupes de soldats de régiments qui avaient rompu les rangs agissaient de côté et d'autre. « Des éléments louches et des provocateurs qui s'étaient insérés parmi eux les incitaient à commettre des actes anarchiques », ajoute Podvoïsky. A la recherche des coupables de la

fusillade partie des maisons, des groupes de matelots et de soldats procédaient à de rigoureuses perquisitions. Sous prétexte de perquisitionner, des pillages avaient lieu de çà, de là. D'autre part des pogromes commencent. Des commerçants, dans les quartiers de la ville où ils se sentaient en force, se jetaient avec fureur sur les ouvriers et les rouaient de coups impitoyablement. « Aux cris de « cognez sur les youpins et sur les bolchéviks, foutez-les à l'eau ! » — raconte Afanassiev, ouvrier de l'usine Novy-Lessner — la foule tomba sur nous et elle cogna dur. » Une des victimes mourut à l'hôpital. Afanassiev lui-même, meurtri et ensanglanté, fut retiré par les matelots du canal Ekarininsky...

Des collisions, des victimes, une lutte sans résultat, dont le but pratique n'était pas saisissable — à cela se bornait le mouvement. Le Comité central des bolchéviks décida d'inviter les ouvriers et les soldats à arrêter la manifestation. Maintenant cet appel, immédiatement porté à la connaissance du Comité exécutif, ne rencontrait presque plus de résistance dans les milieux de la base. Les masses refluèrent vers les faubourgs et ne se disposaient pas à recommencer la lutte le lendemain. Elles avaient senti que la question du pouvoir du Soviet se présentait d'une façon beaucoup plus compliquée qu'elles ne l'avaient cru.

Le siège du Palais de Tauride fut définitivement levé, les rues avoisinantes restèrent désertes. Mais les Comités exécutifs continuaient à veiller, avec des suspensions de séances, des discours traînants, sans signification et sans objet. On découvrit seulement plus tard que les conciliateurs restaient dans l'attente de quelque chose. Dans les locaux d'à-côté, les délégués des usines et des régiments se morfondaient encore. « Minuit est déjà largement dépassé, — raconte Métélev, — et nous attendons tou-



jours une « solution »... Endoloris de fatigue et de faim, nous rôdions dans la salle Alexandrovsky... A quatre heures du matin, le 5 juillet, nos espérances prirent fin... Par la porte grande ouverte de l'entrée principale du Palais firent bruyamment irruption des officiers et des soldats armés. » Tout l'édifice retentit des sons de cuivre de la *Marseillaise*. Le tapotement des bottes et le vacarme des instruments à cette heure matinale provoquent dans la salle des séances une extraordinaire émotion. Les députés se lèvent brusquement de leurs places. Un nouveau danger ? Mais, à la tribune, Dan... — « Camarades, annonce-t-il, — calmez-vous ! Il n'y a aucun danger ! Ce sont des régiments fidèles à la Révolution qui arrivent. » Oui, elles arrivaient enfin, les troupes sûres, longtemps attendues. Elles occupent les passages, se jettent rageusement sur les quelques ouvriers qui se trouvent encore dans le Palais, enlèvent leurs armes à ceux qui en ont, les arrêtent, les emmènent. A la tribune monte le lieutenant Koutchine, menchévik bien connu, en tenue de campagne. Dan qui préside lui donne l'accolade aux accents de victoire de l'orchestre. Haletants d'enthousiasme et foudroyant les gauches de regards triomphants, les conciliateurs s'étreignent les mains, et, à gorge déployée, mêlent leur enthousiasme aux sons de la *Marseillaise*. — « C'est la scène classique d'un début de contre-révolution ! » gronde Martov qui savait observer et comprendre bien des choses. Le sens politique de la scène relatée par Soukhanov deviendra encore plus significatif si l'on rappelle que Martov était du même parti que Dan, pour lequel cette scène marquait un triomphe suprême de la Révolution.

C'est seulement alors, en remarquant la joie débordante de la majorité, que l'aile gauche commença à comprendre exactement à quel point l'organe suprême de

la démocratie officielle s'était trouvé isolé lorsque l'authentique démocratie était descendue dans la rue. Ces gens, pendant trente-six heures, avaient tour à tour disparu dans la coulisse pour se mettre, par la cabine téléphonique, en rapport avec l'état-major, avec Kérénsky au front, pour réclamer des troupes, appeler, convaincre, supplier, envoyer encore et encore des agitateurs, et attendre de nouveau. Le danger était passé, mais la peur subsistait par inertie. Et le bruit de bottes des « fidèles » vers la cinquième heure du matin retentit à leurs oreilles comme une symphonie de délivrance. De la tribune partirent enfin de francs discours sur l'heureux écrasement de l'émeute armée et sur la nécessité d'en finir, cette fois-ci, avec les bolchéviks. Le détachement qui avait pénétré dans le Palais de Tauride n'était pas arrivé du front comme beaucoup le crurent dans leur premier saisissement : il avait été prélevé sur la garnison de Pétrograd, principalement sur trois des bataillons de la Garde les plus arriérés : ceux des régiments Préobrajensky, Séménovsky et Ismaïlovsky. Le 3 juillet, ils s'étaient déclarés neutres. C'est en vain qu'on essayait de leur en imposer avec l'autorité du gouvernement et du Comité exécutif : les soldats restaient, moroses, enfermés dans leurs casernes, dans l'expectative. C'est seulement l'après-midi du 4 juillet que les autorités découvrirent, enfin, un puissant moyen d'action : on montra aux hommes du régiment Préobrajensky des documents qui prouvaient comme deux et deux font quatre que Lénine était un espion de l'Allemagne. Cela réussit. La nouvelle se répandit dans les régiments. Les officiers, les membres des Comités de régiments, les agitateurs du Comité exécutif redoublèrent d'ardeur à la besogne. L'opinion des bataillons neutres fut brusquement modifiée. Vers l'aube, alors que l'on n'avait plus du tout besoin d'eux,

on réussit à les réunir et à les faire marcher par les rues désertes vers le Palais de Tauride qui s'était vidé. La *Marseillaise* fut exécutée par l'orchestre du régiment Ismaïlovsky, de celui-là même qui, étant le plus réactionnaire, avait été chargé, le 3 décembre 1905, de mettre en arrestation le premier Soviet des députés ouvriers de Pétrograd, siégeant sous la présidence de Trotsky. L'aveugle metteur en scène de l'histoire obtient à chaque pas de surprenants coups de théâtre sans les avoir nullement cherchés : il lâche tout simplement la bride à la logique des choses.



Lorsque les rues furent débarrassées des masses, le jeune Gouvernement de la Révolution détendit ses membres de podagre : des représentants d'ouvriers furent arrêtés, des armes saisies, des rayons de la ville coupés l'un de l'autre. Vers six heures du matin, devant le local occupé par la rédaction de la *Pravda*, s'arrêta une automobile chargée de *junkers* et de soldats, avec une mitrailleuse qui fut immédiatement braquée sur la fenêtre. Après le départ des intrus, la rédaction présentait un spectacle de démolition : les tiroirs des tables avaient été forcés, le plancher était jonché de manuscrits déchirés, les fils téléphoniques rompus. Les hommes de garde et les employés de la rédaction et de l'administration avaient été bourrés de coups et arrêtés. Le saccage avait été encore plus grand dans l'imprimerie pour laquelle les ouvriers, dans les trois derniers mois, avaient collecté des fonds : détruites les rotatives, abîmées les monotypes, démolies les linotypes. C'est à tort que les bolchéviks accusaient de manque d'énergie le gouvernement de Kérénsky !

« Les rues, à généralement parler, sont redevenues normales — écrit Soukhanov. Il n'y a presque pas de rassemblements et de meetings au dehors. Les magasins sont presque tous ouverts. » Dès le matin se répand l'appel des bolchéviks, invitant à cesser de manifester, c'est la dernière production de l'imprimerie démolie. Les Cosaques et les *junkers* arrêtent dans les rues des matelots, des soldats, des ouvriers, et les expédient soit aux prisons, soit aux salles de police. Dans les boutiques et sur les trottoirs, on parle de l'argent allemand. On arrête quiconque ose dire un mot en faveur des bolchéviks. « On ne peut déjà plus déclarer que Lénine est un honnête homme : sinon, l'on est conduit au commissariat. » Soukhanov, comme toujours, se montre attentif observateur de ce qui se passe dans les rues de la bourgeoisie, de l'*intelligentsia*, des petits bourgeois. Mais il en est autrement dans les quartiers ouvriers. Les fabriques et les usines ne travaillent pas encore. L'état des esprits est anxieux. D'après des rumeurs, des troupes seraient arrivées du front. Les rues du rayon de Vyborg se peuplent de groupes qui discutent de la conduite à tenir en cas d'attaque. « Les gardes-rouges et, en général, la jeunesse des usines — raconte Métélev — se préparent à pénétrer dans la forteresse Pierre-et-Paul pour soutenir les détachements qui y sont assiégés. Dissimulant des grenades dans leurs poches, dans leurs bottes, sur leur poitrine, ils passent le fleuve en barque, quelques-uns par les ponts. » L'ouvrier compositeur Smirnov, du quartier de Kolomna, raconte dans ses souvenirs : « Je vis arriver par la Néva des remorqueurs chargés de gardes-marine, venant de Duderhof et d'Oranienbaum. Vers deux heures, la situation commença à se dessiner dans un mauvais sens... Je vis comment, isolément, par des chemins écartés, des matelots s'en retournaient à Cronstadt...

On répandait cette version que tous les bolchéviks étaient des espions de l'Allemagne. Des persécutions infâmes étaient entreprises... » L'historien Milioukov résume avec satisfaction : « L'état d'opinion et la composition du public dans les rues s'étaient complètement modifiés. Vers le soir, Péetrograd était absolument calme. »

Tant que des troupes du front n'eurent pas eu le temps d'arriver, l'état-major de l'arrondissement, avec le concours politique des conciliateurs, réussit à masquer ses intentions. Dans la journée s'étaient présentés au Palais Kczecinska, pour conférer avec les leaders des bolchéviks, des membres du Comité exécutif, Liber en tête : cette seule visite témoignait des sentiments les plus pacifiques. L'accord obtenu obligeait les bolchéviks à renvoyer les matelots à Cronstadt, à retirer de la forteresse Pierre-et-Paul, la compagnie de mitrailleurs, à relever de leurs postes les autos-blindées et les détachements de garde. Le gouvernement promettait de son côté de ne tolérer aucun pogrome, aucunes représailles à l'égard des bolchéviks et de relaxer tous ceux que l'on avait arrêtés, à l'exception des criminels de droit commun. Mais l'accord ne fut pas maintenu longtemps. A mesure que se répandaient des bruits sur l'argent allemand et sur l'arrivée prochaine de troupes du front, il se découvrait dans la garnison de plus en plus de contingents grands ou petits qui se souvenaient de leur fidélité à la démocratie et à Kérénsky. Ils envoyaient des délégués au Palais de Tauride ou bien à l'état-major de l'arrondissement. Enfin, des échelons du front commencèrent à arriver effectivement. L'état d'esprit dans les sphères concilia-trices devenait d'heure en heure plus féroce. Les troupes arrivées du front se préparaient à délivrer la capitale, dans une lutte sanglante, des agents du Kaiser. Maintenant que l'on n'avait plus aucun besoin des troupes il

fallait se justifier de les avoir appelées. De crainte de tomber eux-mêmes en suspicion, les conciliateurs faisaient tous leurs efforts pour démontrer aux chefs militaires que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires étaient avec eux d'un seul et même bord et que les bolchéviks étaient l'ennemi commun. Lorsque Kaménev essaya de rappeler aux membres du Présidium du Comité exécutif l'accord conclu quelques heures auparavant, Liber répondit du ton de fer d'un homme d'État : « Maintenant, le rapport des forces est modifié. » D'après les discours de vulgarisation de Lassalle, Liber savait qu'un canon est un important élément pour une Constitution. La délégation des matelots de Cronstadt, ayant à sa tête Raskolnikov, fut plusieurs fois appelée à la Commission militaire du Comité exécutif où les exigences, d'heure en heure plus élevées, aboutirent à un ultimatum de Liber : consentir immédiatement au désarmement des hommes de Cronstadt. « En sortant de la séance de la Commission militaire — raconte Raskolnikov — nous reprîmes notre conciliabule avec Trotsky et Kaménev. Lev Davydovitch (Trotsky) conseilla de renvoyer immédiatement et en secret chez eux les matelots de Cronstadt. La décision fut prise d'expédier des camarades dans les casernes et de prévenir les matelots du désarmement par force qui se préparait. » La plupart des hommes de Cronstadt étaient partis en temps utile, il ne restait que de petits détachements dans la maison Kczesinska et dans la forteresse Pierre-et-Paul. Au su et du consentement des ministres socialistes, le prince Lvov, dès le 4 juillet, avait donné au général Polovtsev l'ordre écrit « d'arrêter les bolchéviks qui occupaient la maison Kczesinska, de faire évacuer cette maison et d'y mettre des troupes. » A présent, après le saccage de la rédaction et de l'imprimerie, la question du sort du quartier général des

bolchéviks se posait avec une extrême acuité. Il fallait mettre l'hôtel particulier en état de défense. Comme commandant des locaux, l'Organisation militaire désigna Raskolnikov. Il comprit sa tâche largement, à la façon de Cronstadt, réclama l'envoi de canons et même la présence à l'embouchure de la Néva d'un petit navire de guerre. Raskolnikov expliqua plus tard cette démarche de la manière suivante : « Bien entendu, de mon côté, des préparatifs militaires furent faits, mais seulement pour le cas où nous aurions à nous défendre, vu que, dans l'air, il y avait une odeur non seulement de poudre mais aussi de pogromes... J'estimai, non sans raison, me semble-t-il, qu'il suffirait de faire venir dans l'estuaire de la Néva un bon vaisseau pour que le Gouvernement provisoire perdît considérablement de sa résolution. » Tout cela est assez imprécis et pas très sérieux. Il convient plutôt de supposer que, dans la journée du 5 juillet, les dirigeants de l'Organisation militaire, et Raskolnikov avec eux, n'avaient pas encore apprécié complètement le revirement de la situation et, au moment où la manifestation armée devait se hâter de battre en retraite pour ne pas se transformer en un soulèvement armé imposé par l'adversaire, certains des dirigeants militaires firent en avant quelques pas hasardeux et irréfléchis. Ce n'était pas la première fois que les jeunes leaders de Cronstadt dépassaient la mesure. Mais peut-on faire une révolution sans la participation d'hommes qui dépassent la mesure ? Et n'y a-t-il pas nécessairement un certain pourcentage d'étourderie dans toutes les grandes entreprises humaines ? Pour cette fois, tout se borna à des ordres qui, d'ailleurs, furent bientôt annulés par Raskolnikov lui-même. Dans l'hôtel particulier affluaient cependant des nouvelles de plus en plus inquiétantes : l'un avait vu, aux fenêtres d'une maison située sur la berge d'en face, des

mitrailleuses braquées sur la maison Kczesinska ; l'autre avait observé qu'une colonne d'autos-blindées s'avancait dans la même direction ; un troisième annonçait l'approche de patrouilles de Cosaques. Deux membres de l'Organisation militaire furent envoyés en pourparlers au commandant de l'arrondissement. Polovtsev assura aux parlementaires que le saccage de la *Pravda* avait été effectué à son insu et qu'il ne préparait nullement des représailles contre l'Organisation militaire. En réalité, il attendait seulement d'avoir reçu du front des renforts suffisants.

Tandis que Cronstadt battait en retraite, la flotte de la Baltique, dans l'ensemble, n'en était encore qu'à préparer son offensive. C'est dans les eaux finnoises que se tenait la plus grosse partie de la flotte, comptant au total jusqu'à 70.000 marins ; en outre, en Finlande, était cantonné un corps d'armée et l'usine du port d'Helsingfors occupait jusqu'à 10.000 ouvriers russes. C'était impressionnant, le poing de la Révolution. La pression des matelots et des soldats était tellement irrésistible qu'à Helsingfors même le comité des socialistes-révolutionnaires se prononça contre la coalition, en suite de quoi tous les organes soviétiques de la flotte et de l'armée, en Finlande, exigèrent unanimement que le Comité exécutif central prît le pouvoir en mains. Pour appuyer leur revendication, les hommes de la Baltique étaient prêts à avancer, à n'importe quel moment, vers l'estuaire de la Néva ; ce qui les retenait cependant, c'était la crainte d'affaiblir la ligne de défense maritime et de faciliter à la flotte allemande une attaque sur Cronstadt et Pétrograd. Mais là se produisit quelque chose d'absolument imprévu. Le Comité central de la flotte de la Baltique — dénommé *Tsentrobalt* — convoqua, le 4 juillet, les Comités de vaisseaux en une séance extraordinaire,



dans laquelle le président Dybenko révéla publiquement deux ordres secrets tout récemment reçus par le commandant de la flotte, sous la signature de Doudarev, ministre-adjoint à la Marine : le premier enjoignait à l'amiral Verdérevsky d'envoyer à Pétrograd quatre torpilleurs pour empêcher par la force une descente de révoltés venant de Cronstadt : le second exigeait du commandant de la flotte que sous aucun prétexte, il ne permît à des vaisseaux de quitter Helsingfors pour Cronstadt et qu'il n'hésitât point à couler, à l'aide de sous-marins, les vaisseaux insoumis. Se trouvant entre deux feux et étant préoccupé avant tout de sauver sa peau, l'amiral avait pris les devants et avait transmis les télégrammes au *Tsentrobalt* en déclarant qu'il n'exécuterait pas les ordres, même si le *Tsentrobalt* les confirmait de son cachet. La lecture des télégrammes bouleversa les marins. A vrai dire, en toute occasion, ils invectivaient impitoyablement Kérénsky et les conciliateurs. Mais c'était là, à leurs yeux, une lutte intime dans les soviets. Car enfin, dans le Comité exécutif central, la majorité appartenait aux mêmes partis que dans le Comité régional de Finlande qui venait de se prononcer pour le pouvoir des soviets. C'est clair : ni les menchéviks, ni les socialistes-révolutionnaires ne peuvent approuver qu'on coule des navires qui se prononcent pour le pouvoir du Comité exécutif. Comment donc se fait-il que le vicil officier de marine Doudarev ait pu se mêler d'une discussion de famille dans les soviets pour la transformer en bataille navale ? La veille encore, les gros vaisseaux étaient officiellement considérés comme l'appui de la Révolution, différemment des torpilleurs d'esprit arriéré et des sous-marins à peine touchés par la propagande. Se peut-il donc que les autorités se disposent maintenant, sérieusement, avec le concours des sous-marins, à couler

des vaisseaux ! De tels faits ne pouvaient se loger dans les esprits obstinés des matelots. L'ordre qui leur semblait à juste raison venu d'un mauvais rêve était pourtant, en juillet, la pousse légitime des semailles de mars. Dès avril, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires avaient commencé à en appeler à la province contre Pétrograd, aux soldats contre les ouvriers, à la cavalerie contre les mitrailleurs. Ils avaient donné aux compagnies une représentation dans les soviets plus avantagée que celle des usines ; ils avaient patronné les petites entreprises disséminées plutôt que les usines géantes de la métallurgie. Représentant le passé d'hier, ils cherchaient un appui chez les retardataires de toute espèce. Perdant pied, ils excitaient l'arrière-garde contre l'avant-garde. La politique a sa logique, surtout en temps de révolution. Contraints de tous côtés, les conciliateurs se trouvèrent forcés d'imposer à l'amiral Verdérevsky le soin de couler les vaisseaux où régnait un esprit plus avancé. Par malheur pour les conciliateurs, les esprits arriérés sur lesquels ils voulaient prendre appui, s'efforçaient de plus en plus de s'aligner avec les esprits avancés ; les équipages des sous-marins ne furent pas moins indignés de l'ordre de Doudarev que les équipages des cuirassés.

A la tête du *Tsentrobalt* se trouvaient des hommes dont le tempérament n'était pas du tout celui d'un Hamlet : d'accord avec les membres des Comités de vaisseaux, sans perdre de temps, ils prirent la résolution suivante : le torpilleur d'escadre *Orphée*, désigné pour envoyer par le fond les hommes de Cronstadt, serait d'urgence expédié à Pétrograd, en premier lieu pour obtenir des renseignements sur ce qui se passait, en second lieu « pour arrêter l'adjoint au ministre de la Marine Doudarev ». Si imprévue que puisse sembler cette résolution, elle prouve avec une force particulière à quel point les matelots de la

Baltique étaient encore enclins à considérer les conciliateurs comme l'adversaire intérieur, pensant tout autrement d'un Doudarev qu'ils jugeaient comme l'ennemi commun. L'*Orphée* entra dans l'estuaire de la Néva vingt-quatre heures après qu'eurent abordés en cet endroit 10.000 marins armés de Cronstadt. Mais « le rapport des forces s'était modifié ». Toute la journée, il fut interdit à l'équipage de débarquer. C'est seulement le soir qu'une délégation composée de 67 marins, du *Tsentrobalt* et des équipages de la flotte, fut admise à la séance unifiée des Comités exécutifs, où l'on faisait le total des premiers résultats des journées de Juillet. Les vainqueurs baignaient dans la joie de leur récente victoire. Le rapporteur Voïtinsky décrivait, non sans satisfaction, les heures de faiblesse et d'humiliation pour donner d'autant plus de relief au triomphe qui avait suivi. « La première unité qui est venue à notre secours, — disait-il, — ce sont les autos-blindées. Nous avons pris la ferme résolution, pour le cas où la bande armée nous ferait violence, d'ouvrir le feu... Voyant tout le danger qui menaçait la révolution, nous avons donné l'ordre à certains contingents (du front) de monter en wagon et de venir à nous... » La majorité de la haute assemblée respirait la haine à l'égard des bolchéviks, particulièrement des matelots. C'est dans cette ambiance que tombèrent les délégués de la Baltique, munis d'un mandat d'arrêt contre Doudarev. C'est par des hurlements sauvages, par un vacarme de coups de poing sur les tables, par des trépignements de pieds, que les vainqueurs accueillirent la lecture de la résolution de la flotte baltique. Arrêter Doudarev ? Mais le valeureux capitaine de vaisseau avait simplement rempli un devoir sacré à l'égard de la Révolution à laquelle ceux-ci, ces matelots, mutins, contre-révolutionnaires, portaient un coup dans le dos. Par une résolution spéciale

l'assemblée unifiée se solidarisa solennellement avec Doudarev. Les matelots ouvraient de grands yeux à considérer les orateurs et à s'entre-regarder. Maintenant seulement ils commençaient à comprendre ce qui se passait devant eux. Toute la délégation fut arrêtée le lendemain et acheva son éducation politique en prison. Ensuite l'on arrêta le président du *Tsentrobalt* qui était arrivé à la rescousse, le quartier-maître Dybenko, et encore aussi l'amiral Verdérevsky convoqué à la capitale pour explications.

Le matin du 6, les ouvriers rentrent au travail. Il n'y a dans les rues, comme manifestants, que les troupes appelées du front. Les agents du contre-espionnage vérifient les passeports et procèdent à des arrestations à droite et à gauche. Un jeune ouvrier, Voinov, qui distribuait le *Listok Pravdy* (*Tract de la Pravda*) paru à la place du journal bolchévik saccagé la veille, est assassiné dans la rue par une bande, peut-être par les mêmes agents du contre-espionnage. Les éléments de la réaction, les *Cent-Noirs*, prennent goût à l'écrasement de l'émeute. Pillages, violences, çà et là des fusillades continuent dans différentes parties de la ville. Dans le courant de la journée arrivent, échelon par échelon, une division de cavalerie, le régiment des Cosaques du Don, une division de uhlans, le régiment Izborsky, le régiment Petit-Russien, un régiment de Dragons, et d'autres. « Les contingents de Cosaques qui sont survenus en grande quantité — écrit le journal de Gorki — sont dans des dispositions très agressives. » Sur le régiment Izborsky qui venait d'arriver, un feu de mitrailleuses fut ouvert en deux endroits de la ville. Dans les deux cas, on découvrit que les mitrailleuses avaient été installées dans des greniers, les coupables ne furent pas découverts. On tira sur les contingents qui débarquaient en d'autres endroits encore. La

folie calculée de cette fusillade bouleversait profondément les ouvriers. Il était clair que des provocateurs expérimentés accueillait les soldats avec du plomb dans le but de les vacciner contre le bolchévisme. Les ouvriers faisaient tous leurs efforts pour expliquer cela aux soldats qui arrivaient, mais on ne les laissait pas approcher : pour la première fois, depuis les journées de Février : entre l'ouvrier et le soldat se plaçait le *junker* ou l'officier.

Les conciliateurs accueillait avec allégresse les régiments qui survenaient. A l'assemblée des représentants des troupes, en présence d'un grand nombre d'officiers et de *junkers*, le même Voïtinsky s'écriait pathétiquement : « Voici maintenant que par la rue Millionnaïa défilent des troupes et des autos-blindées dans la direction de la place du Palais, pour se mettre à la disposition du général Polovtsev. Voilà la force réelle sur laquelle nous nous appuyons. » Comme couverture politique, on adjoignit au commandant de l'arrondissement quatre socialistes : Avksentiev et Gotz du Comité exécutif, Skobélev et Tchernov du Gouvernement provisoire. Mais cela ne sauva point le commandant. Kérensky, dans la suite, s'est vanté devant les gardes-blancs d'avoir, à son retour du front, au cours des journées de Juillet, limogé le général Polovtsev « pour manque de décision ».

Maintenant l'on pouvait enfin résoudre le problème si longtemps ajourné : détruire le nid de guêpes des bolchéviks dans la maison de Kczesinska. Dans la vie sociale en général, et en temps de révolution en particulier, prennent parfois une grosse importance des faits de second ordre qui agissent sur l'imagination par leur sens symbolique. C'est ainsi que l'on attribuait une importance disproportionnée, dans la lutte contre les bolchéviks, à la « saisie » par Lénine du Palais de Kczesinska, ballerine de la Cour, moins fameuse par son art que par

ses rapports avec les représentants masculins de la dynastie des Romanov. Son hôtel particulier était le bénéfice de tels rapports, inaugurés vraisemblablement par Nicolas II quand il était encore le tsarévitch héritier. Avant la guerre, les petits bourgeois cancanaient sur le repaire situé en face du Palais d'Hiver, rendez-vous de luxe, de bottes à éperons, de diamants, avec une nuance de respect envieux ; pendant la guerre, on disait plus souvent : « c'est du vol » ; les soldats en parlaient encore plus raide. Approchant de l'âge limite, la ballerine se réfugia dans la carrière patriotique. Le candide Rodzianko raconte à ce propos : « Le généralissime (le grand-duc Nicolas Nicolaïévitch) mentionna qu'il connaissait l'action et l'influence, dans les affaires de l'artillerie, de la ballerine Kczesinska par l'entremise de laquelle diverses firmes obtenaient des commandes. » Il n'est pas étonnant qu'après l'insurrection le Palais déserté de Kczesinska n'ait point éveillé dans le peuple de vives sympathies. Alors que la Révolution requérait insatiablement des locaux, le gouvernement n'osait mordre sur aucune maison particulière. Réquisitionner les chevaux des paysans pour la guerre — c'est une chose. Réquisitionner pour la Révolution des hôtels particuliers qui sont vides — c'en est une toute autre. Mais les masses populaires raisonnaient autrement.

A la recherche d'un local qui lui conviendrait, la division de réserve des autos-blindées tomba, dans les premiers jours de mars sur l'hôtel de Kczesinska et l'occupa : la ballerine avait un bon garage. La division céda volontiers au Comité des bolchéviks de Pétrograd l'étage supérieur de l'édifice. L'amitié faite entre les bolchéviks et les équipes d'autos-blindées compléta leur amitié avec les mitrailleurs. L'occupation du Palais, effectuée quelques semaines avant l'arrivée de Lénine,

passa d'abord à peu près inaperçue. L'indignation contre les ravisseurs s'accroissait au fur et à mesure qu'augmentait l'influence des bolchéviks. Les racontars des journaux affirmant que Lénine se serait logé dans le boudoir de la ballerine et que tout le mobilier de l'hôtel aurait été saccagé ou volé, étaient tout simplement des bobards. Lénine vivait dans le modeste petit logement de sa sœur, et, quant au mobilier de la ballerine, le commandant des locaux l'avait fait ranger et mettre sous scellés. Soukhanov, qui visita le palais le jour de l'arrivée de Lénine, a laissé une description de l'endroit qui ne manque pas d'intérêt. « Les appartements de la fameuse ballerine avaient un aspect assez bizarre et saugrenu. Les plafonds et les murs, féeriques, ne s'harmonisaient pas du tout avec le mobilier rudimentaire, avec des tables, des chaises et des bancs primitifs, disposés n'importe comment aux seules fins d'utilité. Les pièces en somme peu garnies. Le mobilier de Kczesinska avait été enlevé... » Érudant prudemment l'affaire de la division d'autos-blindées, la presse représentait Lénine comme le responsable de la saisie, à main armée, d'une maison appartenant à une inoffensive prêtresse de l'art. Ce thème alimentait les éditoriaux et les feuilletons. Des ouvriers et soldats crottés parmi les velours, les soies et les tapisseries ! Tous les entresols de la capitale frémissaient d'indignation. De même que jadis les Girondins avaient imputé aux Jacobins la responsabilité des massacres de Septembre, une disparition de matelas dans une caserne et la propagande en faveur de la loi agraire, — maintenant, les cadets et les démocrates accusaient les bolchéviks de saper les bases de la morale humaine et de cracher sur les parquets dans l'hôtel de Kczesinska. La ballerine de la dynastie devint le symbole d'une culture foulée aux pieds par les bottes à gros clous de

la barbarie. Cette apothéose donna des ailes à la propriétaire qui porta plainte en justice, et le tribunal décida que les bolchéviks seraient expulsés des lieux. Mais ce n'était point du tout si simple. « Les autos-blindées qui veillaient dans la cour avaient un air suffisamment imposant », note dans ses souvenirs Zalejsky, membre du Comité de Pétrograd à l'époque. En outre, le régiment des Mitrailleurs, ainsi que d'autres unités, était prêt, en cas de besoin, à soutenir les équipes d'autos-blindées. Le 25 mai, le bureau du Comité exécutif, sur plainte de l'avocat de la ballerine, reconnut que « les intérêts de la Révolution exigeaient le respect des décisions des tribunaux ». Les conciliateurs n'allèrent pourtant pas au delà de cet aphorisme platonique, au grand chagrin de la ballerine qui n'était nullement inclinée au platonisme.

Dans l'hôtel particulier continuaient à travailler coude à coude le Comité central, le Comité de Pétrograd et l'Organisation militaire. « Dans la maison de Kezesinska, — raconte Raskolnikov, — il y avait constamment foule. Les uns visitaient pour affaires tel ou tel secrétariat, d'autres allaient au dépôt de librairie..., d'autres à la rédaction de la *Soldatskaïa Pravda* (*Pravda des Soldats*), d'autres enfin à quelque séance. Des réunions avaient lieu très souvent, parfois en permanence — soit dans la vaste salle d'en-bas, soit en haut, autour d'une longue table, dans une pièce qui avait été vraisemblablement la salle à manger de la ballerine. » Du haut du balcon de l'hôtel particulier, au-dessus duquel flottait l'imposant drapeau du Comité central, des orateurs menaient continuellement des meetings, non seulement dans la journée, mais même la nuit. Souvent, dans une obscurité complète, s'avancait vers l'édifice un contingent de soldats, ou bien une foule d'ouvriers, réclamant un orateur. Devant le balcon s'arrêtaient aussi, à l'occasion, des groupes de



petits-bourgeois dont la curiosité était périodiquement éveillée par les racontars des journaux. Pendant les journées critiques s'avancèrent vers l'édifice des manifestations, hostiles pour peu de temps, exigeant l'arrestation de Lénine et l'expulsion des bolchéviks. Sous les torrents d'hommes qui déferlaient au pied du palais, l'on sentait bouillonner les profondeurs de la Révolution. L'affaire de la maison Kczesinska arriva à son apogée pendant les journées de Juillet. « Le grand état-major du mouvement, — dit Milioukov, — se trouva non point au Palais de Tauride, mais dans la citadelle de Lénine, la maison de Kczesinska, au balcon classique. » L'écrasement de la manifestation menait fatalement à la destruction du quartier général des bolchéviks.

A trois heures du matin, vers la maison de Kczesinska et la forteresse Pierre-et-Paul, séparées par un ruban d'eau, marchèrent : le bataillon de réserve du régiment de Pétrograd, un effectif de mitrailleurs, une compagnie du régiment Séménovsky, une compagnie du régiment Préobrajensky, l'effectif des élèves-officiers du régiment de Volhynie, deux pièces de canon et un détachement de huit autos-blindées. A sept heures du matin, l'adjoint au commandant des troupes de l'arrondissement, Kouzmine, socialiste-révolutionnaire, exigea l'évacuation de l'hôtel particulier. Ne voulant pas rendre les armes, les matelots de Cronstadt, qui n'étaient plus guère dans le palais qu'au nombre de 120, se mirent à gagner au pas de course la forteresse Pierre-et-Paul. Lorsque les troupes du gouvernement occupèrent l'hôtel, elles n'y trouvèrent personne, exception faite de quelques employés... Restait la question de la forteresse. Du rayon de Vyborg, comme on s'en souvient, s'étaient portés sous les remparts de jeunes gardes-rouges pour prêter main-forte aux marins, en cas de nécessité. « Sur les murs de la forteresse, —

raconte l'un d'eux, — quelques pièces de canon sont braquées, vraisemblablement par les marins, à tout hasard... Cela commence à sentir le sang... » Mais des pourparlers diplomatiques donnèrent une solution pacifique. Sur mandat du Comité central, Staline proposa aux leaders conciliateurs de prendre en commun des mesures pour liquider sans effusion de sang les manifestations des hommes de Cronstadt. A deux, avec le menchévik Bogdanov ils persuadèrent sans grande difficulté les matelots de se soumettre à l'ultimatum lancé la veille par Liber. Lorsque les autos-blindées du Gouvernement s'approchèrent de la forteresse, une députation sortit de la grand'porte pour déclarer que la garnison se soumettait au Comité exécutif. Les armes rendues par les matelots et les soldats furent emportées en camions. Les matelots désarmés gagnaient les barges pour retourner à Cronstadt. La reddition de la forteresse peut être considérée comme l'épisode final du mouvement de Juillet. Les équipes d'autos-blindées arrivées du front occupèrent le Palais Kczesinska et le fort, évacués par les bolchéviks, et elles devaient passer à leur tour, à la veille de l'insurrection d'Octobre, du côté de ces derniers.

## LES BOLCHÉVIKS POUVAIENT-ILS PRENDRE LE POUVOIR EN JUILLET ?

**I**NTERDITE par le Gouvernement et par le Comité exécutif, la manifestation eut un caractère grandiose ; dans la deuxième journée, elle ne compta pas moins de 500.000 personnes. Soukhanov, qui ne trouve pas de mots assez violents pour condamner « le sang et la boue » des journées de Juillet, écrit pourtant : « Indépendamment des résultats politiques, on ne pouvait considérer autrement qu'avec admiration ce stupéfiant mouvement des masses populaires. On ne pouvait, tout en le jugeant néfaste, ne pas s'enthousiasmer devant son ampleur gigantesque d'éléments déchaînés. » D'après les calculs de la commission d'enquête, il y eut 29 morts, 114 blessés, approximativement à égalité de côté et d'autre.

Que le mouvement ait commencé d'en-bas, indépendamment des bolchéviks, dans une certaine mesure contre eux, — ce fut, aux premières heures, avoué même par les conciliateurs. Mais déjà vers la nuit du 3 juillet, et plus particulièrement le lendemain, l'appréciation officielle se modifie. On déclare que le mouvement est une insurrection dont les bolchéviks sont les organisateurs. « Sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets », — écrivait dans la suite Stankévitch, proche de Kérénsky, — se produisait formellement une insurrection des bolchéviks contre la majorité soviétique d'alors, composée des partis de la défense nationale. »



L'accusation d'avoir fomenté un soulèvement n'est pas seulement un procédé de lutte politique : ces gens, dans le courant de juin, ne s'étaient que trop convaincus de la force d'influence des bolchéviks sur les masses et, maintenant, refusaient tout simplement de croire que le mouvement des ouvriers et des soldats eût pu déferler par-dessus les têtes des bolchéviks. Trotsky essaya de donner une explication à la séance du Comité exécutif : « On nous accuse de créer l'opinion de masses ; ce n'est pas vrai, nous tentons seulement de la formuler. » Dans les livres qui ont été publiés par des adversaires après l'insurrection d'Octobre, notamment chez Soukhanov, on peut rencontrer cette affirmation que les bolchéviks auraient, uniquement à la suite de la défaite du soulèvement de Juillet, dissimulé leur véritable but, alléguant le mouvement spontané des masses. Mais peut-on cacher, comme un trésor, un plan d'insurrection armée entraînant dans son remous des centaines de milliers d'hommes ? Est-ce que, à la veille d'Octobre les bolchéviks ne se trouvèrent pas forcés d'en appeler tout à fait ouvertement à l'insurrection et de s'y préparer au vu et au su de tous ? Si personne ne découvrit un pareil plan en Juillet, c'est seulement parce qu'il n'existait pas. L'irruption des mitrailleurs et des matelots de Cronstadt dans la forteresse Pierre-et-Paul, du consentement de la garnison permanente (c'est surtout sur cette « incursion » que s'appesantissaient les conciliateurs !) n'était nullement un acte d'insurrection armée. Le bâtiment situé sur une petite île — plutôt prison que position militaire — pouvait encore à la rigueur servir de refuge à des gens battant en retraite, mais ne donnait rien pour une offensive. Cherchant à gagner le Palais de Tauride, les manifestants défilaient avec indifférence devant les plus importants édifices gouvernementaux pour l'occupation

desquels il eût suffi d'un détachement des gardes-rouges de Poutilov. La forteresse Pierre-et-Paul fut prise par les manifestants tout ainsi qu'ils s'étaient emparés des rues, de divers postes, des places. Il y eut un stimulant de plus dans le fait que le Palais Kczesinska, se trouvant dans le voisinage, pouvait être secouru par la forteresse en cas de danger.

Les bolchéviks firent tout pour réduire le mouvement de Juillet à une manifestation. Mais, tout de même, par la logique des choses, le mouvement ne dépassa-t-il point ces bornes ? A cette question de politique il est plus difficile de répondre qu'à un acte d'accusation en matière criminelle. Appréciant les journées de Juillet aussitôt après leur achèvement, Lénine écrivait : « Une manifestation anti-gouvernementale, telle serait formellement la plus exacte description des événements. Mais le fond de l'affaire est en ceci que nous n'avons pas une manifestation ordinaire, c'est quelque chose de beaucoup plus qu'une manifestation et c'est moins qu'une révolution. » Lorsque les masses se sont assimilé quelque idée, elles veulent la réaliser. Se fiant au Parti des bolchéviks, les ouvriers et, d'autant plus, les soldats n'avaient pas encore eu le temps, néanmoins, d'élaborer cette conviction qu'il ne fallait marcher autrement que d'après l'appel du Parti et sous sa direction. L'expérience de Février et d'Avril enseignait plutôt autre chose. Lorsque Lénine disait, en mai, que les ouvriers et les paysans étaient cent fois plus révolutionnaires que notre Parti, il généralisait indubitablement l'expérience de Février et d'Avril. Mais les masses aussi généralisaient cette expérience à leur façon. Elles se disaient dans leur for intérieur : même les bolchéviks traînaient et attermoient. Les manifestants étaient tout disposés dans les journées de Juillet, — si la marche de l'affaire l'avait

nécessité, — à liquider le pouvoir officiel. En cas de résistance de la bourgeoisie, ils étaient prêts à employer les armes. Dans cette mesure, il y avait ici un élément d'insurrection armée. Si, néanmoins, le mouvement ne fut pas poussé même jusqu'à moitié, loin d'aller jusqu'au bout, c'est que les conciliateurs brouillaient le tableau.

Dans le tome premier de cet ouvrage nous avons caractérisé en détail le paradoxe du régime de Février. Le pouvoir fut obtenu des mains du peuple révolutionnaire par les démocrates petits-bourgeois, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Ils n'avaient pas envisagé cette tâche. Ils n'avaient pas conquis le pouvoir. A leur corps défendant, ils s'y trouvèrent placés. Malgré la volonté des masses, ils firent tout pour transmettre le pouvoir à la bourgeoisie impérialiste. Le peuple n'avait pas confiance dans les libéraux, mais se fiait aux conciliateurs qui, cependant, ne se fiaient pas à eux-mêmes. Et ces derniers avaient raison à leur manière. Même après avoir totalement cédé le pouvoir à la bourgeoisie, les démocrates fussent restés quelque chose. Ayant pris le pouvoir en mains, ils devaient être réduits à néant. Des mains des démocrates, le pouvoir eût presque automatiquement glissé aux mains des bolchéviks. Le malheur était irréparable, car il résidait dans la nullité organique de la démocratie russe.

Les manifestants de Juillet voulaient remettre le pouvoir aux soviets. Pour cela il était indispensable que les soviets consentissent à le prendre. Or, même dans la capitale où la plupart des ouvriers et des éléments actifs de la garnison suivaient déjà les bolchéviks, la majorité dans le Soviet, en vertu de la loi d'inertie, spécifique à toute assemblée de représentants, appartenait encore aux partis petits-bourgeois qui considéraient un attentat au pouvoir de la bourgeoisie comme un attentat contre

eux-mêmes. Les ouvriers et les soldats ressentait vivement la contradiction entre leur état d'esprit et la politique du Soviet, c'est-à-dire entre ce qu'ils avaient été hier et ce qu'ils étaient aujourd'hui. En se soulevant pour le pouvoir des soviets, ils n'apportaient nullement leur confiance à la majorité conciliatrice. Mais ils ne savaient comment s'en débarrasser. La renverser par la violence, c'eût été dissoudre les soviets au lieu de leur transmettre le pouvoir. Avant de trouver la voie vers un renouvellement des soviets, les ouvriers et les soldats essayèrent de les soumettre à leur volonté par la méthode de l'action directe.

Dans une proclamation issue des deux Comités exécutifs au sujet des journées de Juillet, les conciliateurs en appelèrent avec indignation aux ouvriers et aux soldats contre les manifestants qui, prétendaient-ils, « ont essayé d'imposer par la force des armes leur volonté à vos élus. » Comme si manifestants et électeurs n'étaient pas, sous deux dénominations différentes, les mêmes ouvriers et soldats ! Comme si les électeurs n'avaient pas le droit d'imposer leur volonté aux élus ! Et comme si cette volonté consistait en autre chose qu'à réclamer l'exécution des engagements : prendre le pouvoir dans l'intérêt du peuple. En se concentrant autour du Palais de Tauride, les masses criaient aux oreilles du Comité exécutif la phrase même qu'un anonyme ouvrier avait servie à Tchernov en lui tendant un poing rude : « Prends le pouvoir quand on te le donne. » Comme réponse, les conciliateurs appelèrent les Cosaques. Messieurs les démocrates préféraient ouvrir la guerre civile contre le peuple plutôt que de prendre le pouvoir sans effusion de sang. Les gardes-blancs furent les premiers à tirer. Mais l'atmosphère politique de la guerre civile fut créée par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires.

Se heurtant à la résistance armée de l'organe même auquel ils voulaient remettre le pouvoir, les ouvriers et les soldats perdirent conscience de leur but. Du puissant mouvement des masses l'axe politique se trouva arraché. La campagne de Juillet se réduisit à une manifestation partiellement effectuée avec les moyens d'une insurrection armée. On peut dire tout aussi bien que ce fut une demi-insurrection pour un but qui n'admettait pas d'autres méthodes qu'une manifestation.

Tout en renonçant au pouvoir, les conciliateurs ne le livraient pas tout à fait aux libéraux : d'abord parce qu'ils craignaient ces derniers, — le petit bourgeois a peur du gros, — et parce qu'ils avaient peur pour ces derniers, — un ministère purement cadet eut été immédiatement renversé par les masses. Bien plus : comme l'indique justement Milioukov, « dans la lutte contre les manifestations armées spontanées, le Comité exécutif du Soviet consolide son droit, déclaré pendant les troubles des 20 et 21 avril, de disposer à son gré des forces armées de la garnison de Pétrograd. » Les conciliateurs continuent comme naguère à se dérober à eux-mêmes le pouvoir qu'ils ont sous l'oreiller. Pour opposer une résistance armée à ceux qui réclament sur leurs pancartes le pouvoir des soviets, le Soviet se trouve forcé de concentrer en fait le pouvoir entre ses mains.

Le Comité exécutif va encore plus loin : il proclame formellement, en ces jours-là, sa souveraineté. « Si la démocratie révolutionnaire reconnaissait indispensable que tout le pouvoir passât aux mains des soviets — disait la résolution du 4 juillet — c'est seulement à l'assemblée plénière des Comités exécutifs que peut appartenir la solution de cette question. » Ayant déclaré que la manifestation pour le pouvoir des soviets était un soulèvement contre-révolutionnaire, le Comité exécutif



se constituait en même temps pouvoir suprême et décidait du sort du gouvernement.

Quand, à l'aube du 5 juillet, les troupes « fidèles » pénétrèrent dans l'édifice du Palais de Tauride, leur commandant fit savoir que son détachement se subordonnait intégralement et sans réserve au Comité exécutif central. Pas un mot sur le Gouvernement ! Mais les rebelles, eux aussi, consentaient à se soumettre au Comité exécutif en tant que pouvoir. Quand la forteresse Pierre-et-Paul se rendit, la garnison n'eut qu'à déclarer qu'elle obéissait au Comité exécutif. Personne n'exigeait qu'elle se soumit aux autorités officielles. Mais même les troupes appelées du front se mettaient entièrement à la disposition du Comité exécutif. De quelle utilité, dans ce cas, avait été le sang versé ?

Si la lutte avait eu lieu vers la fin du moyen-âge, les deux parties, en se massacrant mutuellement, auraient cité les mêmes proverbes bibliques. Les historiens formalistes en seraient ensuite venus à conclure que la lutte avait eu lieu pour des questions d'exégèse : les artisans et les paysans illettrés du moyen-âge mettaient, comme on sait, une étrange passion à se faire tuer pour des subtilités philologiques dans les révélations de Jean l'Évangéliste, de même que les dissidents de l'Église russe se faisaient exterminer à propos de savoir si l'on devait faire le signe de la croix avec deux ou trois doigts. En réalité, au moyen-âge non moins qu'à présent, sous les formules symboliques, se dissimulait une lutte d'intérêts vitaux qu'il convient de discerner. Un seul et même verset de l'Évangile signifiait pour les uns le servage et pour les autres la liberté.

Mais il existe des analogies beaucoup plus récentes, plus proches. Pendant les journées de Juin 1848, en France, des deux côtés des barricades, retentissait un

seul et même cri : « Vive la République ! » Les idéalistes petits-bourgeois se représentaient par conséquent les combats de Juin comme un malentendu provoqué par une bévue des uns, par l'exaltation des autres. En réalité, les bourgeois voulaient la république pour eux, les ouvriers voulaient la république pour tous. Les mots d'ordre politiques servent plus souvent à masquer des intérêts qu'à les désigner par leur vrai nom.

Si paradoxal que soit le régime de Février, que les conciliateurs décoraient d'ailleurs d'hiéroglyphes marxistes et populistes, les véritables rapports de classes sont suffisamment transparents. Il faut seulement ne pas perdre de vue la nature hybride des partis conciliateurs. Les petits-bourgeois instruits s'appuyaient sur les ouvriers et les bourgeois, mais fraternisaient avec les propriétaires de noble condition et les gros fabricants de sucre. En s'insérant dans le système soviétique, à travers lequel les revendications de la base s'élevaient jusqu'à l'État officiel, le Comité exécutif servait aussi de paravent politique à la bourgeoisie. Les classes possédantes se « soumettaient » au Comité exécutif dans la mesure où il poussait le pouvoir de leur côté. Les masses se soumettaient au Comité exécutif dans la mesure où elles espéraient qu'il deviendrait l'organe de la domination des ouvriers et des paysans. Au Palais de Tauride s'entre-croisaient des tendances de classes contraires, dont l'une et l'autre se couvraient du nom du Comité exécutif : l'une par manque de compréhension et par crédulité, l'autre par froid calcul. Or, dans la lutte, il ne s'agissait ni plus ni moins que de savoir qui gouvernerait le pays : la bourgeoisie ou le prolétariat ?

Mais, si les conciliateurs ne voulaient pas prendre le pouvoir, et si la bourgeoisie n'avait pas assez de force pour le détenir, peut-être, en juillet, les bolchéviks

pouvaient-ils se saisir du gouvernail ? Durant les deux journées critiques, le pouvoir à Pétrograd était complètement tombé des mains des institutions gouvernementales. Le Comité exécutif avait senti pour la première fois son impuissance complète. Prendre dans ces conditions le pouvoir n'aurait présenté aux bolchéviks aucune difficulté. On pouvait s'emparer de l'autorité même en certains points de la province. En ce cas, le Parti bolchévik avait-il raison de renoncer à la prise du pouvoir ? Ne pouvait-il pas, s'étant fortifié dans la capitale et dans quelques régions industrielles, étendre ensuite sa domination à tout le pays ? La question est d'importance. Rien ne contribua, à la fin de la guerre, au triomphe de l'impérialisme et de la réaction en Europe autant que les quelques mois si courts du kérenskysme qui exténuèrent la Russie révolutionnaire et causèrent un préjudice incalculable à son autorité morale aux yeux des armées belligérantes et des masses laborieuses de l'Europe qui espéraient de la Révolution une parole nouvelle. Si les bolchéviks avaient réduit de quatre mois — formidable laps de temps ! — les douleurs de l'accouchement de l'insurrection prolétarienne, ils se seraient trouvés devant un pays moins épuisé, l'autorité de la Révolution en Europe eût été moins compromise. Cela n'eût pas seulement donné aux soviets d'énormes avantages dans la conduite des pourparlers avec l'Allemagne, cela aurait exercé une très grosse influence sur la marche de la guerre et de la paix en Europe. La perspective était trop séduisante ! Et, cependant, la direction du Parti avait absolument raison de ne pas s'engager dans la voie de l'insurrection armée. Prendre le pouvoir, ne suffit pas. Il faut le garder. Quand, en Octobre, les bolchéviks estimèrent que leur heure avait sonné, la période la plus difficile pour eux survint *après* la prise du pouvoir. Il

fallut la plus haute tension des forces de la classe ouvrière pour résister aux innombrables attaques des ennemis. En juillet cette disposition à une lutte intrépide n'existait pas encore, même chez les ouvriers de Péetrograd. Ayant la possibilité de prendre le pouvoir, ils le proposaient cependant au Comité exécutif. Le prolétariat de la capitale qui, en son écrasante majorité, était déjà porté vers les bolchéviks, n'avait pas encore coupé le cordon ombilical de Février, qui le liait aux conciliateurs. Il y avait encore pas mal d'illusions en ce sens que, par la parole et par une manifestation, l'on pourrait arriver à tout; qu'en intimidant les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, l'on pourrait les stimuler à suivre une politique commune avec les bolchéviks. Même l'avant-garde de la classe ne se rendait pas clairement compte des voies par lesquelles on peut arriver au pouvoir. Lénine écrivait bientôt : « La réelle faute de notre Parti, pendant les journées des 3-4 juillet, révélée à présent par les événements, était seulement en ceci... que le Parti croyait encore possible un développement pacifique des transformations politiques au moyen d'un changement de politique dans les soviets, tandis qu'en réalité les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires s'étaient déjà tellement fourvoyés et liés par leur entente avec la bourgeoisie, et celle-ci était devenue tellement contre-révolutionnaire qu'il ne pouvait plus être question d'un développement pacifique quelconque. »

Si le prolétariat n'était politiquement pas homogène ni suffisamment résolu, il en était de même et d'autant plus de l'armée paysanne. Par sa conduite pendant les journées des 3-4 juillet, la garnison avait créé l'absolue possibilité pour les bolchéviks de prendre le pouvoir. Mais il y avait pourtant dans les effectifs de la garnison des contingents neutres qui, déjà vers le soir du 4 juillet, pen-

chèrent résolument vers les partis patriotes. Le 5 juillet, les régiments neutres se rangent du côté du Comité exécutif, tandis que les régiments enclins au bolchévisme s'efforcent de prendre une teinte de neutralité. Cela rendait les mains libres aux autorités beaucoup plus que l'arrivée tardive des troupes du front. Si les bolchéviks, par un excès d'ardeur s'étaient saisis du pouvoir le 4 juillet, la garnison de Pétrograd non seulement ne l'aurait pas conservé, mais elle aurait empêché les ouvriers de le maintenir dans le cas inévitable d'un coup porté du dehors.

Moins favorable encore se présentait la situation dans l'armée sur le front. La lutte pour la paix et la terre, surtout depuis l'offensive de juin, la rendait extrêmement accessible aux mots d'ordre des bolchéviks. Mais ce que l'on appelle le bolchévisme « élémentaire » chez les soldats ne s'identifiait nullement dans leur confiance avec un parti déterminé, avec son Comité central et ses leaders. Les lettres de soldats de cette époque traduisent très clairement cet état d'esprit de l'armée. « Rappelez-vous ça, Messieurs les ministres et tous les principaux dirigeants, — écrit du front la main rugueuse d'un soldat, — nous, on comprend mal les partis, seulement il n'est pas loin l'avenir et le passé, le tsar vous envoyait en Sibérie et vous mettait en prison, mais nous, on vous embrochera à la baïonnette. » Un extrême degré d'irritation contre les sphères supérieures qui les dupent se joint dans ces lignes à un aveu d'impuissance : « Nous, on comprend mal les partis. » Contre la guerre et le corps des officiers, l'armée était en révolte continue, utilisant à ce propos des mots d'ordre du vocabulaire bolchévik. Mais quand à se mettre en insurrection pour transmettre le pouvoir au Parti bolchévik, l'armée n'y était pas encore prête, loin de là. Les contingents sûrs, destinés à écraser Pétrograd,

furent prélevés par le gouvernement sur les troupes les plus proches de la capitale, sans résistance active des autres effectifs, et ils furent transportés par échelons sans aucune résistance des cheminots. Mécontente, rebelle, facilement inflammable, l'armée restait politiquement amorphe ; dans sa composition, il y avait trop peu de solides noyaux bolchéviks capables de donner une direction uniforme aux pensées et aux actes de l'inconsistante masse des soldats.

D'autre part, les conciliateurs, pour opposer le front à Pétrograd et aux ruraux de l'arrière, utilisaient, non sans succès, l'arme empoisonnée dont la réaction, en mars, avait vainement tenté de se servir contre les soviets. Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks disaient aux soldats du front : la garnison de Pétrograd, sous l'influence des bolchéviks, ne vient pas vous faire la relève ; les ouvriers ne veulent pas travailler pour les besoins du front ; si les paysans écoutent les bolchéviks et s'emparent tout de suite de la terre, il ne restera rien pour les combattants. Les soldats avaient encore besoin d'une expérience supplémentaire pour comprendre si le Gouvernement préservait la terre au bénéfice des combattants ou bien des propriétaires.

Entre Pétrograd et l'armée du front se plaçait la province. Sa réaction devant les événements de Juillet peut en elle-même servir de très important critère *a posteriori* dans la question de savoir si les bolchéviks eurent raison en juillet d'éluder la lutte immédiate pour la conquête du pouvoir. Déjà, à Moscou, le pouls de la Révolution battait bien plus faiblement qu'à Pétrograd. Dans une séance du Comité moscovite des bolchéviks, il y eut des débats tumultueux : certains, appartenant à l'extrême gauche du Parti, comme, par exemple, Boubnov, proposaient d'occuper la poste, le télégraphe, la

centrale téléphonique, la rédaction du *Rousskoïé Slovo*, c'est-à-dire de prendre le chemin de l'insurrection. Le Comité, très modéré dans son état d'esprit général, repoussait résolument de telles propositions, estimant que les masses moscovites n'étaient pas du tout prêtes à agir ainsi. Malgré l'interdiction du Soviet, il fut néanmoins décidé d'organiser une manifestation. Vers la place Skobélev s'avancèrent des foules considérables d'ouvriers, ayant les mêmes mots d'ordre qu'à Pétrograd, mais loin d'avoir le même entrain. La garnison ne répondit point du tout avec ensemble, certains contingents donnèrent leur adhésion, un seul vint en armes. Un soldat d'artillerie, Davydovsky, qui devait prendre une part sérieuse aux combats d'Octobre, certifie dans ses souvenirs que Moscou n'était pas prête pour les journées de Juillet et que, chez les dirigeants de la manifestation, il resta, à cause de l'insuccès, « un mauvais relent ».

A Ivanovo-Voznessensk, capitale du textile, où le Soviet se trouvait déjà sous la direction des bolchéviks, la nouvelle des événements de Pétrograd parvint en même temps qu'une rumeur d'après laquelle le Gouvernement provisoire serait tombé. Dans la séance de nuit du Comité exécutif, il fut décidé, comme mesure préparatoire, d'établir un contrôle sur le téléphone et le télégraphe. Le 6 juillet, les travaux furent suspendus dans les fabriques ; à la manifestation participèrent jusqu'à 40.000 hommes, dont beaucoup étaient armés. Quand on apprit que la manifestation de Pétrograd n'avait pas conduit à la victoire, le Soviet d'Ivanovo-Voznessensk se hâta de battre en retraite.

A Riga, sous l'influence des nouvelles concernant les événements de Pétrograd, il y eut, dans la nuit du 5 au 6 juillet une échauffourée entre les chasseurs lettons, animés de l'esprit bolchévik, et le « bataillon de la Mort »,

— et celui-ci, bataillon de patriotes, fut forcé de reculer. Le Soviet de Riga adopta dans la même nuit une résolution en faveur du pouvoir des soviets. Deux jours plus tard, une résolution identique fut votée à Ekaterinbourg, capitale de l'Oural. Ce fait que le mot d'ordre du pouvoir des soviets, lancé dans les premiers mois seulement au nom du Parti, devenait désormais le programme de différents soviets locaux, marquait incontestablement un grand pas en avant. Mais, d'une résolution pour le pouvoir des soviets jusqu'à l'insurrection sous le drapeau des bolchéviks, le chemin à parcourir était encore considérable.

En certains points du pays, les événements de Péetrograd furent la commotion qui provoqua la décharge de violents conflits particuliers. A Nijni-Novgorod, où les soldats évacués avaient longtemps regimbé contre leur envoi au front, des *junkers* envoyés de Moscou provoquèrent par leurs actes de violence la révolte de deux régiments. En résultat d'une fusillade où il y eut des tués et des blessés, les *junkers* se rendirent et furent désarmés. Les autorités s'éclipsèrent. De Moscou partit une expédition punitive, composée de trois armes différentes. A la tête se trouvaient : le commandant des troupes de l'arrondissement de Moscou, l'impulsif colonel Verkhovsky, futur ministre de la Guerre de Kérénsky ; et le président du Soviet de Moscou, le vieux menchévik Khintchouk, homme de tempérament peu belliqueux, futur dirigeant des coopératives et ensuite ambassadeur des Soviets à Berlin. Cependant ils ne trouvèrent personne à châtier, car un Comité élu par les soldats révoltés avait déjà eu le temps de rétablir complètement l'ordre.

A peu près aux mêmes heures nocturnes et sur le même terrain, refusant de partir pour le front, se mutinèrent, à Kiev, les soldats du régiment de l'hetman



Poloubotko, au nombre de 5.000 hommes, ils se saisirent de l'arsenal, occupèrent la forteresse, l'état-major de l'arrondissement, arrêtaient le commandant et le chef de la milice. La panique dans la ville dura plusieurs heures jusqu'au moment où, par les efforts combinés des autorités militaires, du comité des organisations sociales et des organes de la Rada centrale ukrainienne, les personnages arrêtés furent relaxés, tandis que la plupart des révoltés étaient désarmés.

Dans le lointain Krasnoïarsk, les bolchéviks, grâce à l'état d'esprit de la garnison, se sentaient si solides que, malgré la vague de réaction qui commençait déjà à passer sur le pays, ils organisèrent, le 9 juillet, une manifestation à laquelle prirent part 8 ou 10.000 personnes, des soldats pour la plupart. Contre Krasnoïarsk fut envoyé d'Irkoutsk un détachement de 400 hommes avec de l'artillerie, sous la direction du commissaire de l'arrondissement militaire, le socialiste-révolutionnaire Krakovetsky. Pendant les deux jours que durèrent les conférences et les pourparlers inévitables pour un régime de double pouvoir, l'expédition punitive se trouva tellement contaminée par l'agitation des soldats que le commissaire se hâta de la ramener à Irkoutsk. Mais Krasnoïarsk constituait plutôt une exception.

Dans la majorité des villes de gouvernement et de district, la situation était infiniment moins favorable. A Samara, par exemple, l'organisation bolchévique locale, à la nouvelle des combats livrés dans la capitale, « attendait un signal, bien que l'on ne pût guère compter sur personne ». Un des membres du Parti de l'endroit raconte que « les ouvriers commençaient à sympathiser avec les bolchéviks », mais qu'il était impossible d'espérer qu'ils se jetteraient dans la bataille ; encore moins pouvait-on compter sur les soldats ; en ce qui concerne l'organisation

des bolchéviks, « les effectifs étaient très faibles, nous n'étions qu'une poignée d'hommes ; au Soviet des députés ouvriers il y avait quelques bolchéviks, et, au Soviet des soldats, il n'y en avait, semble-t-il, pas un ; d'ailleurs, ce Soviet se composait presque exclusivement d'officiers. » La cause principale de la faible et incohérente réaction du pays était en ceci que la province, ayant accepté sans coup férir la Révolution de Février des mains de Pétrograd, digérait beaucoup plus lentement que la capitale les nouveaux faits et les nouvelles idées. Il fallait un délai supplémentaire pour que l'avant-garde eût le temps d'amener à elle, politiquement, les grosses réserves.

L'état de conscience des masses populaires, en tant qu'instance décisive de la politique révolutionnaire, excluait ainsi la possibilité pour les bolchéviks de prendre le pouvoir en Juillet. En même temps, l'offensive sur le front incitait le Parti à s'opposer aux manifestations. Le krach de l'offensive était absolument inévitable. En fait, il avait déjà commencé. Mais le pays n'en savait rien encore. Le danger résidait en ceci que, par une imprudence du Parti, le gouvernement eût pu faire retomber sur les bolchéviks la responsabilité des conséquences de ses propres folies. Il fallait donner à l'offensive le temps d'arriver à épuisement. Les bolchéviks ne doutaient pas que le revirement dans les masses serait très violent. On verrait alors ce qu'on devait entreprendre. Le calcul était absolument juste. Cependant, les événements ont leur propre logique qui ne tient pas compte des calculs politiques, et, pour cette fois, la logique tomba rudement sur la tête des bolchéviks.

L'insuccès de l'offensive sur le front prit un caractère de catastrophe le 6 juillet, lorsque les troupes allemandes rompirent le front russe sur une étendue de plus de

12 kilomètres en largeur et de 10 en profondeur. Dans la capitale, la rupture du front fut connue le 7 juillet, au moment où la répression, accompagnée d'expéditions punitives, battait son plein. Bien des mois après, quand les passions auraient dû s'apaiser un peu, ou du moins, prendre un caractère plus sensé, Stankévitch, qui n'était pas le plus acharné des adversaires du bolchévisme, écrivait encore au sujet d' « un mystérieux enchaînement de faits », tels que la rupture du front à Tarnopol, immédiatement à la suite des journées de Juillet à Pétrograd. Ces gens-là ne voyaient pas ou ne voulaient pas voir l'enchaînement réel des événements, résidant en ceci que l'offensive désespérée entreprise sous la férule de l'Entente ne pouvait que conduire à une catastrophe militaire et, en même temps, ne pouvait que faire exploser l'indignation dans les masses dupées par la Révolution. Mais importe-t-il de savoir comment il en fut en réalité ? Il était trop séduisant d'établir un rapport entre la manifestation de Pétrograd et l'échec sur le front. La presse patriote, loin de dissimuler la défaite, l'exagérait au contraire tant qu'elle pouvait, n'hésitant pas à dévoiler des secrets militaires : elle nommait les divisions et les régiments, indiquait leurs emplacements. « A partir du 8 juillet — avoue Milioukov — les journaux commencèrent à imprimer à dessein des télégrammes véridiques du front, qui furent un coup de foudre pour l'opinion russe. » Le but était là : bouleverser, épouvanter, abasourdir, pour rattacher d'autant plus facilement les bolchéviks aux Allemands.

La provocation joua indubitablement un certain rôle dans les événements du front comme dans les rues de Pétrograd. Après l'insurrection de Février, le Gouvernement avait jeté sur la ligne du feu un grand nombre d'anciens gendarmes et de sergents de ville. Pas un

d'entre eux, bien entendu, ne voulait combattre. Ils avaient plus peur des soldats russes que des Allemands. Pour faire oublier leur passé, ils affectaient les opinions les plus extrémistes de l'armée, excitaient en tapinois les soldats contre les officiers, s'élevaient plus que personne contre la discipline et l'offensive, et, fréquemment, se donnaient tout net pour des bolchéviks. Entretenant entre eux une liaison naturelle de complices, ils constituaient une originale confrérie de la poltronnerie et de la lâcheté. Par leur intermédiaire pénétraient dans les troupes et se répandaient rapidement les bruits les plus fantastiques, dans lesquels des termes ultra-révolutionnaires se combinaient avec l'esprit réactionnaire des Cent-Noirs. Aux heures critiques, ces individus étaient les premiers à donner le signal de la panique. L'œuvre démoralisatrice des policiers et des gendarmes fut plus d'une fois mentionnée dans la presse. Non moins souvent l'on trouve des indications de cet ordre dans les documents secrets de l'armée elle-même. Mais le haut commandement gardait le silence, préférant assimiler les provocateurs Cent-Noirs aux bolchéviks. Maintenant, après le krach de l'offensive, ce procédé était légalisé et le journal des menchéviks rivalisait de zèle avec les plus ignobles feuilles chauvines. En criant à « l'anarcho-bolchévisme », aux agents de l'Allemagne et aux ex-gendarmes, les patriotes, non sans succès, étouffèrent pour un temps la question de l'état général de l'armée et d'une politique de paix. » Notre profonde percée sur le front de Lénine — déclarait avec une franche vantardise le prince Lvov — a, d'après mon intime conviction, une importance infiniment plus grande pour la Russie que la percée des Allemands sur le front Sud-Ouest... » L'honorable chef du Gouvernement ressemblait au chambellan Rodzianko en ceci qu'il ne discernait pas quand il était bon de se taire.

Si, les 3-4 juillet, l'on avait réussi à retenir les masses d'une manifestation, celle-ci aurait inévitablement éclaté en résultat de la percée de Tarnopol. Un délai de quelques jours seulement aurait cependant apporté d'importantes modifications dans la situation politique. Le mouvement, d'emblée, eût pris un plus large essor, gagnant non seulement la province, mais, dans une considérable mesure, le front aussi. La politique du gouvernement eût été mise à nu et il eût été infiniment plus difficile de rejeter la faute sur les « traîtres » de l'arrière. La situation du Parti bolchévik eût été plus avantageuse sous tous les rapports. Cependant, même dans ce cas, il ne pouvait être question d'une conquête immédiate du pouvoir. On ne peut affirmer avec certitude qu'une chose : si le mouvement avait éclaté huit jours plus tard, la réaction n'aurait pas réussi à se déployer en juillet si victorieusement. C'est précisément « le mystérieux enchaînement » des dates de la manifestation et de la rupture du front qui fut entièrement exploité contre les bolchéviks. Le flot d'indignation et de désespoir qui se déversa du front se heurta au flot des espoirs brisés venant de Péetrograd. La leçon reçue par les masses dans la capitale était trop sévère pour qu'il fût possible de songer à une reprise immédiate de la lutte. Cependant, la vive irritation provoquée par la stupide défaite cherchait une issue. Et les patriotes réussirent dans une certaine mesure à la diriger contre les bolchéviks.

En avril, en juin et en juillet, les principaux personnages en scène étaient toujours les mêmes : libéraux, conciliateurs, bolchéviks. Les masses s'efforçaient, à toutes ces étapes, d'écarter la bourgeoisie du pouvoir. Mais la différence entre les conséquences politiques de l'intervention des masses dans les événements était énorme. En résultat des « journées d'Avril », c'est la

bourgeoisie qui avait pâti : la politique d'annexions avait été condamnée, du moins en paroles, le parti cadet avait été humilié, on lui avait enlevé le portefeuille des Affaires étrangères. En juin, le mouvement donna partie nulle : on leva seulement le poing sur les bolchéviks, mais le coup ne fut pas porté. En juillet, le Parti des bolchéviks fut accusé de trahison, disloqué, on lui interdit l'eau et le feu. Si, en avril, Milioukov avait sauté du Gouvernement, Lénine, en juillet, dut chercher un refuge clandestin.

Qu'est-ce qui avait donc déterminé un si brusque changement en dix semaines ? Il est absolument évident que, dans les cercles dirigeants, une évolution sérieuse s'était produite dans le sens de la bourgeoisie libérale. Or, c'est précisément pendant cette période, avril-juillet, que l'opinion des masses s'était brusquement modifiée dans le sens des bolchéviks. Ces deux processus opposés se développaient dans une étroite dépendance entre eux. Plus les ouvriers et les soldats se resserraient autour des bolchéviks, plus les conciliateurs étaient obligés de soutenir résolument la bourgeoisie. En avril, les leaders du Comité exécutif, se souciant de leur influence, pouvaient encore faire un pas dans la direction des masses et jeter par-dessus bord Milioukov, muni, à vrai dire, d'une solide ceinture de sauvetage. En juillet, les conciliateurs en commun avec la bourgeoisie et le corps des officiers, cognaient sur les bolchéviks. La modification des rapports de forces était provoquée, par conséquent, encore cette fois, par le revirement du moins stable des éléments politiques, la démocratie petite-bourgeoise, par sa brusque évolution dans le sens de la contre-révolution bourgeoise.

Mais, s'il en est ainsi, les bolchéviks agissent-ils justement en se joignant à la manifestation et en en

prenant la responsabilité ? Le 3 juillet, Tomsy commentait la pensée de Lénine : « Parler en ce moment d'une manifestation armée sans vouloir une nouvelle révolution, on ne le peut. » Comment donc, en ce cas, le Parti, quelques heures plus tard, se mettait-il à la tête de la manifestation armée sans appeler aucunement une nouvelle révolution ? Un doctrinaire verra là de l'inconséquence ou, pis encore, de la légèreté politique. C'est ainsi que considérait l'affaire, par exemple, Soukhanov qui, dans ses mémoires, consacre un bon nombre de lignes ironiques aux oscillations de la direction bolchévique. Or, les masses interviennent dans les événements non d'après les instructions des doctrinaires, mais quand cela procède de leur propre développement politique. La direction bolchévique comprenait que la situation politique ne pouvait être modifiée que par une nouvelle révolution. Cependant, les ouvriers et les soldats ne comprenaient pas encore cela. La direction bolchévique voyait clairement qu'il fallait donner aux grosses réserves le temps de tirer leurs conclusions de l'aventure de l'offensive. Mais les couches avancées se ruaient vers la rue précisément par l'effet de cette aventure. Un radicalisme des plus profonds dans les desseins se combinait d'ailleurs chez elles avec des illusions au sujet des méthodes. Les avertissements des bolchéviks n'agissaient pas. Les ouvriers et les soldats de Pétrograd ne pouvaient vérifier la situation que d'après leur propre expérience. La manifestation armée fut justement cette vérification. Mais, indépendamment de la volonté des masses, l'expérience pouvait se transformer en une bataille décisive et, par suite, en une défaite décisive. Devant une telle situation, le Parti ne pouvait rester à l'écart. Se laver les mains dans la coupelle d'un prédicat stratégique eût simplement signifié qu'on abandonnait les ouvriers et les soldats à

leurs ennemis. Le Parti des masses devait se mettre sur le terrain où s'étaient placées les masses afin de les aider, sans partager nullement leurs illusions, à s'assimiler les déductions indispensables avec le moins de pertes possibles. Trotsky répondait dans la presse aux innombrables critiques de ces journées : « Nous n'estimons pas nécessaire de nous justifier devant qui que ce soit pour ne nous être pas tenus à l'écart, dans l'expectative, laissant au général Polovtsev la possibilité de « causer » avec les manifestants. En tout cas, notre intervention ne pouvait en aucune manière accroître le nombre des victimes, ni transformer une manifestation armée chaotique en une insurrection politique. »

Nous retrouvons la préfigure des « journées de Juillet » dans toutes les anciennes Révolutions, avec diverses issues, en règle générale défavorables, fréquemment catastrophiques. Une étape de ce genre est inhérente au mécanisme d'une révolution bourgeoise dans la mesure où la classe qui se sacrifie le plus pour sa réussite et y place le plus d'espairs, en bénéficie moins. La logique du processus est absolument claire. La classe possédante, inféodée au pouvoir par l'insurrection, est encline à penser que dès lors la révolution a totalement rempli sa mission, et elle se préoccupe surtout de prouver sa bonne foi aux forces de réaction. La bourgeoisie « révolutionnaire » suscite l'indignation des masses populaires par les mesures mêmes avec lesquelles elle essaye de conquérir la bienveillance des classes renversées par elle. La désillusion des masses apparaît bientôt, bien avant que leur avant-garde n'ait eu le temps de reprendre souffle après les combats révolutionnaires. Le peuple croit qu'il peut, par un nouveau coup, parachever ou corriger ce qu'il a accompli auparavant avec une insuffisante fermeté. De là un élan vers une nouvelle Révolution, sans préparation,



sans programme, sans un coup d'œil sur les réserves, sans réflexion sur les conséquences. D'autre part, la couche bourgeoise parvenue au pouvoir semble seulement épier un élan tumultueux d'en-bas pour essayer de régler définitivement ses comptes avec le peuple. Telle est la base sociale et psychologique de la demi-révolution complémentaire qui, plus d'une fois dans l'histoire, devint le point de départ d'une contre-révolution victorieuse.

Le 17 juillet 1791, La Fayette fit tirer, au Champ de Mars, sur une manifestation pacifique de républicains qui venaient essayer de présenter une pétition à l'Assemblée nationale, celle-ci dissimulant la félonie du pouvoir royal, de même que les conciliateurs russes, 126 ans plus tard, ont dissimulé la félonie des libéraux. La bourgeoisie royaliste espérait, au moyen d'un bain de sang en temps opportun, en finir pour toujours avec le parti de la révolution. Les républicains, ne se sentant pas encore assez forts pour remporter la victoire, esquivèrent le combat, ce qui était tout à fait raisonnable. Ils se hâtèrent même de se désolidariser des pétitionnaires, ce qui était, en tout cas, une indignité et une erreur. Le régime de la terreur bourgeoise contraignit les Jacobins à se tenir cois durant quelques mois. Robespierre trouva un refuge chez le menuisier Duplay, Desmoulins se cacha, Danton passa plusieurs semaines en Angleterre. Mais la provocation royaliste, néanmoins, ne réussit point : la répression au Champ de Mars, n'empêcha pas le mouvement républicain de parvenir à la victoire. La grande Révolution française eut ainsi ses « journées de Juillet » aussi bien dans le sens politique que sur le calendrier.

Cinquante sept ans plus tard, les « journées de Juillet » tombèrent en France en juin et prirent un caractère incalculablement plus grandiose et tragique. Les

journées dites « de Juin 1848 » procédèrent avec une force irrésistible de l'insurrection de Février. La bourgeoisie française proclama, aux heures de sa victoire, « le droit au travail », de même qu'elle avait annoncé, depuis 1789, bien des choses magnifiques, de même qu'en 1914 elle jura que sa guerre était la dernière. Du droit au travail pompeusement proclamé sortirent les misérables Ateliers nationaux où 100.000 ouvriers, ayant conquis le pouvoir pour leurs patrons, touchaient 23 sous par jour. Quelques semaines après, la bourgeoisie républicaine, généreuse en paroles, mais avare de monnaie, ne trouvait déjà plus d'expressions assez insultantes pour « les fainéants » qui vivaient de la ration nationale de famine. Dans la profusion des promesses de Février et dans les provocations conscientes qui précèdent Juin, s'accusent les traits nationaux de la bourgeoisie française. Mais, même à défaut de cela, les ouvriers parisiens, qui portaient le fusil depuis Février, n'auraient pu se dispenser de réagir devant la contradiction entre le pompeux programme et la lamentable réalité, devant l'intolérable contraste qui, journellement, les atteignait à l'estomac comme à la conscience. Avec quelle malignité tranquille et à peine dissimulée, au vu et au su de toute la société dirigeante, Cavaignac laissait grandir le soulèvement, pour l'écraser d'une façon d'autant plus définitive ! Il n'y eut pas moins de 12.000 ouvriers massacrés par la bourgeoisie républicaine, pas moins de 20.000 emprisonnés, afin de dégoûter les autres de leur croyance en ce « droit au travail » qu'elle avait proclamé. Dépourvues de plan, de programme, de direction, les journées de Juin 1848 ressemblent à un réflexe, puissant et inéluctable, du prolétariat coincé dans ses besoins les plus élémentaires et offensé dans ses plus hauts espoirs. Les ouvriers insurgés furent non seulement écrasés, mais aussi calomniés. Un démo-

crate de gauche, Flocon, camarade d'idées de Ledru-Rollin (celui-ci précurseur de Tsérételli), assurait à l'Assemblée nationale que les insurgés avaient été achetés par les monarchistes et par les gouvernements étrangers. Les conciliateurs de 1848 n'avaient même pas besoin de l'atmosphère de la guerre pour découvrir dans les poches des émeutiers l'or de l'Angleterre et de la Russie. C'est ainsi que les démocrates frayaient la route au bonapartisme.

L'explosion formidable de la Commune avait, avec le coup d'État de septembre 1870, un rapport analogue à celui des journées de Juin vis-à-vis de la Révolution de Février 1848. L'insurrection de Mars du prolétariat parisien n'était pas le moins du monde le résultat d'un calcul stratégique. Elle sortit d'une combinaison tragique de circonstances, complétée par une de ces provocations pour lesquelles la bourgeoisie française est si ingénieuse lorsque la peur aiguillonne sa perfide volonté. Contre les plans de la clique dirigeante qui s'efforçait avant tout de désarmer le peuple, les ouvriers voulaient assurer la défense de Paris qu'ils essayaient pour la première fois de transformer en « leur » Paris. La garde nationale leur donnait une organisation armée, très proche du type soviétique, et une direction politique, sous la forme de son Comité central. Par suite de conditions objectives défavorables et de fautes politiques, Paris se trouva opposé à la France ; ni compris, ni soutenu, partiellement trahi directement par la province, il tomba aux mains des Versaillais exaspérés qu'appuyaient par derrière Bismarck et Moltke. Les officiers corrompus et battus de Napoléon III furent des bourreaux inégalables au service de la tendre Marianne que les Prussiens aux lourdes bottes venaient de délivrer des embrassements du pseudo-Bonaparte. Dans la Commune de Paris, la protes-

tation par réflexe du prolétariat contre l'imposture de la révolution bourgeoise atteignit pour la première fois le niveau d'une insurrection prolétarienne, mais ne s'y éleva que pour retomber tout de suite.

La semaine spartakiste, en janvier 1919, à Berlin, appartient au type des demi-révolutions intermédiaires à l'instar des journées de Juillet à Pétrograd. Par suite de la situation prédominante du prolétariat dans la composition de la nation allemande, principalement dans son économie, l'insurrection de Novembre livra automatiquement à un Conseil d'ouvriers et de soldats la souveraineté d'État. Mais le prolétariat politiquement s'identifiait à la social-démocratie qui, elle-même, s'identifiait au régime bourgeois. Le parti indépendant occupait, dans la révolution allemande, la place qui appartenait, en Russie, aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks. Ce qui manquait, c'était un parti bolchévik.

Chaque journée, après le 9 novembre, éveillait chez les ouvriers allemands la vive sensation de quelque chose s'échappant de leurs mains, se dérochant, fuyant entre leurs doigts. L'effort pour garder les positions conquises, s'y fortifier, opposer de la résistance, s'accroissait de jour en jour. Cette tendance à la défensive était à la base des combats de janvier 1919. La semaine spartakiste commença non point d'après un calcul stratégique du Parti, mais sous la pression de la base révoltée. Elle se déclencha à propos d'une question de troisième ordre, au sujet du maintien à son poste du Préfet de Police, bien que, par ses tendances, elle représentât le début d'une nouvelle insurrection. Les deux organisations qui participaient à la direction, les spartakistes et les indépendants de gauche, furent prises à l'improviste, allèrent plus loin qu'elles ne voulaient et, cependant, n'allèrent pas jusqu'au bout. Les spartakistes étaient encore trop

faibles pour prendre d'eux-mêmes la direction. Les indépendants de gauche s'arrêtaient devant les seules méthodes qui pouvaient mener au but, hésitaient et jouaient avec l'insurrection, la combinant avec des pourparlers diplomatiques.

La défaite de Janvier, quant au nombre des victimes, est loin d'atteindre les chiffres formidables des « journées de Juillet » en France. Cependant, la signification politique d'une défaite ne se mesure pas seulement par la statistique des hommes tués et fusillés. Il suffit de voir que le jeune Parti communiste se trouva physiquement décapité, et que le Parti indépendant se montra, par la nature même de ses méthodes, incapable de mener le prolétariat à la victoire. D'un point de vue historique plus large, les « journées de Juillet » se déroulèrent en Allemagne en plusieurs phases : la semaine de Janvier 1919, les journées de Mars 1921, la retraite d'Octobre 1923. Toute l'histoire ultérieure de l'Allemagne découle de ces événements. La révolution non menée jusqu'au bout a été branchée sur le fascisme.

Au moment où sont écrites ces lignes, — début de mai 1931, — la Révolution non sanglante, pacifique, glorieuse (la liste de ces adjectifs est toujours la même), en Espagne, prépare sous nos yeux ses « journées de Juin », si l'on prend le calendrier français, ou bien ses « journées de Juillet », selon le calendrier russe. Le Gouvernement provisoire de Madrid, nageant dans des phrases qui semblent souvent traduites du russe, promet de prendre de larges mesures contre le chômage et la pénurie agraire, mais n'ose toucher à aucune des vieilles plaies sociales. Les socialistes de coalition aident les républicains à saboter les problèmes de la révolution. Est-il difficile de prévoir un accroissement fiévreux de l'exaspération des ouvriers et des paysans ? Le manque de

concordance entre la révolution des masses et la politique des nouvelles classes dirigeantes, voilà la source du conflit irréductible qui, dans son développement, ou bien enterrera la première révolution, celle d'Avril, ou bien en amènera une deuxième.

Bien que le gros des forces bolchéviques russes sentît en juillet 1917, qu'il était encore impossible d'aller au delà d'un certain point, l'état des esprits n'était cependant pas homogène. Bien des ouvriers et des soldats étaient enclins à apprécier les actes en cours de développement comme un dénouement décisif. Métélev, dans ses souvenirs rédigés cinq ans plus tard, s'exprime sur le sens des événements dans les termes suivants : « Dans ce soulèvement, notre grosse faute fut de proposer au Comité exécutif des conciliateurs de prendre le pouvoir... Au lieu d'offrir, nous eussions dû prendre le pouvoir nous mêmes. Notre deuxième faute fut, peut-on dire, que, presque durant quarante-huit heures, nous défilâmes dans les rues, au lieu d'occuper d'emblée toutes les institutions, les palais, les banques, les gares, le télégraphe, de mettre en arrestation tout le Gouvernement provisoire », etc. A l'égard d'une insurrection, ce serait incontestable. Mais transformer le mouvement de Juillet en insurrection, c'eût été presque à coup sûr enterrer la Révolution.

Les anarchistes qui appelaient à la bataille alléguaient que « l'insurrection de Février, elle aussi, s'était produite indépendamment de la direction des partis. » Mais l'Insurrection de Février avait des tâches toutes faites, élaborées par la lutte des générations, et, au-dessus de ce soulèvement, se dressaient la société libérale d'opposition et la démocratie patriote, héritiers désignés du pouvoir. Le mouvement de Juillet, par contre, devait se frayer une voie historique toute nouvelle. Toute la

société bourgeoise, y compris la démocratie soviétique, lui était irréductiblement hostile. Cette différence radicale entre les conditions d'une révolution bourgeoise et celles d'une révolution ouvrière, les anarchistes ne la voyaient pas ou ne la comprenaient pas.

Si le Parti bolchévik, s'entêtant à juger en doctrinaire le mouvement de Juillet « inopportun », avait tourné le dos aux masses, la demi-insurrection serait inévitablement tombée sous la direction dispersée et non concertée des anarchistes, des aventuriers, d'interprètes occasionnels de l'indignation des masses, et aurait épanché tout son sang dans de stériles convulsions. Mais aussi, par contre, si le Parti, s'étant placé à la tête des mitrailleurs et des ouvriers de Poutilov, avait renoncé à son jugement sur la situation dans l'ensemble et avait glissé dans la voie des combats décisifs, l'insurrection aurait indubitablement pris une audacieuse ampleur, les ouvriers et les soldats, sous la direction des bolchéviks, se seraient emparés du pouvoir, toutefois et seulement pour préparer l'effondrement de la Révolution. La question du pouvoir à l'échelle nationale n'eût pas été comme en Février résolue par une victoire à Pétrograd. La province n'eût pas suivi de près la capitale. Le front n'eût pas compris et n'aurait pas accepté le changement de régime. Les chemins de fer et le télégraphe auraient servi les conciliateurs contre les bolchéviks. Kérensky et le Grand Quartier Général auraient créé un pouvoir pour le front et la province. Pétrograd eût été bloqué. Dans ses murs aurait commencé une désagrégation. Le gouvernement aurait eu la possibilité de lancer sur Pétrograd des masses considérables de soldats. L'insurrection aurait abouti, dans ces conditions, à la tragédie d'une Commune de Pétrograd.

En juillet, à la bifurcation des voies historiques,

c'est seulement l'intervention du Parti des bolchéviks qui élimina les deux variantes d'un danger fatal : soit dans le genre des journées de Juin 1848, soit dans le genre de la Commune de Paris de 1871. C'est en prenant hardiment la tête du mouvement que le Parti obtint la possibilité d'arrêter les masses au moment où la manifestation commençait à se transformer en un engagement général de forces armées. Le coup porté en Juillet aux masses et au Parti fut très grave. Mais ce n'était pas un coup décisif. On compta les victimes par dizaines, mais non point par dizaines de milliers. La classe ouvrière sortit de l'épreuve non décapitée et non exsangue. Elle conserva intégralement ses cadres de combat, et ces cadres avaient beaucoup appris.

Au cours des journées de Février, se révéla tout le travail antérieurement accompli pendant de longues années par les bolchéviks, et les ouvriers avancés, éduqués par le Parti, trouvèrent leur place dans la lutte ; mais il n'y avait pas encore de direction immédiate venant du Parti. Dans les événements d'Avril, les mots d'ordre du Parti découvrirent leur force dynamique, mais le mouvement lui-même se déroula spontanément. En Juin s'extériorisa l'énorme influence du Parti, mais les masses marchaient encore dans les cadres d'une manifestation officiellement organisée par les adversaires. C'est seulement en Juillet qu'ayant éprouvé sur lui-même la force de la pression des masses, le Parti bolchévik descend dans la rue, contre tous les autres partis, et détermine le caractère essentiel du mouvement non seulement par ses mots d'ordre mais par sa direction organisatrice. L'importance d'une avant-garde aux rangs serrés apparaît pour la première fois dans toute sa force au cours des journées de Juillet, lorsque le Parti — le payant cher — préserve le prolétariat d'un écrase-



ment, assure l'avenir de la Révolution et le sien propre.

« A titre d'épreuve technique — écrivait Milioukov sur l'importance des journées de Juillet pour les bolchéviks — l'expérience fut pour eux, sans aucun doute, extrêmement utile. Elle leur montra avec quels éléments ils devaient avoir affaire ; comment ils devaient organiser ces éléments ; enfin quelle résistance pouvait être opposée par le Gouvernement, le Soviet et les troupes... Il était évident que, le moment venu de répéter l'expérience, ils l'effectueraient plus systématiquement et plus consciemment. » Ces termes donnent une juste appréciation de l'importance de l'épreuve de Juillet pour le développement ultérieur de la politique des bolchéviks. Mais avant d'utiliser les enseignements de Juillet, le Parti devait passer par quelques semaines extrêmement pénibles au cours desquelles des adversaires myopes s'imaginèrent que la force des bolchéviks était définitivement brisée.

## LE MOIS DE LA GRANDE CALOMNIE

**L**E 4 juillet, déjà en pleine nuit, alors que deux cents membres environ des deux Comités exécutifs, celui des ouvriers et des soldats et celui des paysans, se morfondaient entre deux séances également infructueuses, un bruit mystérieux se répandit parmi eux : on a découvert des indications sur la liaison de Lénine avec l'état-major général allemand ; demain, les journaux publieront des documents dénonciateurs. Les sombres augures du Présidium, traversant la salle pour gagner les coulisses où se tiennent des conciliabules incessants, répondent à contre-cœur et évasivement aux questions, même à celles de leurs plus proches. Au Palais de Tauride, déjà presque déserté par le public du dehors, c'est un nouvel émoi. Lénine au service de l'état-major allemand ? La stupéfaction, l'effroi, la malveillance rapprochent les députés en de petits groupes surexcités. « Bien entendu — remarque Soukhanov, très hostile aux bolchéviks dans les journées de Juillet — personne, parmi les hommes effectivement liés avec la Révolution, ne douta un seul instant de l'absurdité de ces rumeurs. » Mais les hommes ayant un passé révolutionnaire constituaient parmi les membres du Comité exécutif une infime minorité. Les révolutionnaires de Mars, éléments accidentels, entraînés par le premier flot, prédominaient même dans les organes dirigeants du Soviet. Parmi les provinciaux, greffiers de

canton, boutiquiers, syndics, se trouvaient des députés qui fleuraient sensiblement l'esprit Cent-noir. Ces derniers, du coup, se déboutonnèrent : ils avaient bien prévu la chose, c'est bien à ça qu'il fallait s'attendre !

Épouvantés par la tournure imprévue et trop brusque de l'affaire, les leaders avaient essayé de gagner du temps. Tchkhéidzé et Tsérételli invitèrent par téléphone les rédactions des journaux à s'abstenir d'imprimer les révélations sensationnelles, comme « non vérifiées ». Aucune rédaction n'osa contrevenir à « l'invite » du Palais de Tauride, à l'exception d'une seule : le petit journal sur papier jaune d'un des fils de Souvorine, le puissant éditeur du *Novoïé Vrémia* (*Nouveau Temps*) servit le lendemain à ses lecteurs un document d'une tonalité officieuse affirmant que Lénine recevait des directives et de l'argent du Gouvernement allemand. La brèche était faite et, malgré l'interdiction, toute la presse, un jour plus tard, était remplie de l'information sensationnelle. C'est ainsi que s'ouvrit l'épisode le plus invraisemblable d'une année fertile en événements : les leaders d'un parti révolutionnaire qui, pendant des dizaines d'années, avaient consacré leur vie à lutter contre les puissants de ce monde couronnés ou non, se trouvèrent présentés au pays et à l'univers comme des agents appointés du Hohenzollern. La calomnie d'une envergure inouïe fut lancée au plus profond des masses populaires dont l'écrasante majorité entendit pour la première fois après l'insurrection de Février les noms des leaders bolchéviks. La diffamation devint un facteur politique de premier ordre. C'est pourquoi il est indispensable d'en étudier plus attentivement le mécanisme.

Le document sensationnel avait pour première source les dépositions d'un certain Ermolenko. La figure de ce héros est complètement dessinée par des renseignements

officiels : dans la période qui va de la guerre russo-japonaise à 1913 — agent du contre-espionnage ; en 1913, mis en disponibilité, pour motifs inconnus, avec le grade de sous-lieutenant ; en 1914, appelé au front ; vaillamment, il se fait faire prisonnier et s'occupe de la surveillance policière de ses camarades. Le régime du camp de concentration ne répondait pourtant pas à ses goûts de mouchard et, « sur les instances de ses camarades » — telles sont ses déclarations — il entra au service des Allemands, dans des intentions, bien entendu, patriotiques. Un nouveau chapitre s'ouvrit dans sa vie. Le 25 avril, le sous-lieutenant fut « expédié » par les autorités militaires allemandes à travers le front russe, avec mission de faire sauter les ponts, d'envoyer des rapports d'espion, de militer pour l'indépendance de l'Ukraine et de faire de l'agitation en faveur d'une paix séparée. Des officiers allemands, les capitaines Schidizki et Libers qui avaient acheté Ermolenko à ces intentions, lui apprirent en outre, comme par hasard, sans aucune utilité pratique, simplement, de toute évidence, pour lui donner du cœur, qu'en plus de lui, sous-lieutenant, il y aurait aussi pour travailler dans le même sens en Russie... Lénine. Telle est la base de toute l'affaire.

Quoi ou qui suggéra à Ermolenko sa déposition sur Lénine ? Ce ne sont pas, en tout cas, des officiers allemands. Un simple rapprochement de dates et de faits nous introduit dans le laboratoire mental du sous-lieutenant. Le 4 avril, Lénine publia ses fameuses thèses qui signifiaient une déclaration de guerre au régime de Février. Le 20 et le 21 eut lieu une manifestation armée contre la prolongation de la guerre. La persécution contre Lénine prit un train d'enfer. Le 25, Ermolenko fut « expédié » de l'autre côté du front et, dans la première quinzaine de mai, il prit vent avec le service d'es-

pionnage russe du Grand Quartier Général. Dans les journaux, des articles équivoques, démontrant que la politique de Lénine était avantageuse au Kaiser, donnaient à penser que Lénine était un agent de l'Allemagne. Sur le front, les officiers et les commissaires, luttant contre l'insurmontable « bolchévisme » des soldats, faisaient encore moins de cérémonies dans le choix de leurs expressions quand on en venait à parler de Lénine. Ermolenko plongea tout de suite dans ce courant. Que lui-même ait inventé une phrase tirée par les cheveux au sujet de Lénine, qu'un instigateur quelconque la lui ait soufflée ou bien qu'elle ait été confectionnée, en accord avec Ermolenko, par les agents du contre-espionnage, cela n'a pas d'importance. La demande en diffamations concernant les bolchéviks s'était tellement renforcée que l'offre ne pouvait manquer de se produire. Le chef d'état-major du grand quartier général, le général Dénikine, futur généralissime des blancs dans la guerre civile, qui n'était guère supérieur, pour la largeur de vues, aux agents du contre-espionnage tsariste, attribua ou affecta d'attribuer aux dépositions d'Ermolenko une grande importance et les communiqua avec une lettre appropriée, le 16 mai, au ministre de la Guerre. Kérensky, doit-on penser, eut un échange de vues avec Tsérételli et Tchkhéidzé, lesquels ne purent se dispenser de contenir sa noble fougue : ainsi s'explique, évidemment, que l'affaire n'ait pas suivi son cours. Kérensky a écrit plus tard que, si Ermolenko avait signalé la liaison de Lénine avec l'état-major allemand, c'était « sans preuves suffisamment convaincantes ». Le rapport Ermolenko-Dénikine, pendant six semaines, resta sous le boisseau. Le contre-espionnage congédia Ermolenko comme brûlé et le sous-lieutenant partit en vitesse pour l'Extrême-Orient où il devait boire l'argent touché à deux sources différentes.

Les événements des journées de Juillet, ayant montré dans toute son ampleur le formidable danger du bolchévisme, ravivèrent pourtant le souvenir des dénonciations d'Ermolenko. Il fut convoqué d'urgence de Blagovéchtchensk, mais, faute d'imagination, ne put, malgré toutes les incitations, ajouter un seul mot à ses premières dépositions. Entre temps, la Justice et le contre-espionnage étaient, cependant, déjà en plein travail. Sur les possibles relations criminelles des bolchéviks, on interrogeait des politiciens, des généraux, des gendarmes, des marchands, une multitude de gens de diverses professions. Les agents avisés de la Sûreté tsariste, se conduisirent, au cours de cette instruction, beaucoup plus prudemment que les représentants tout frais émoulus de la Justice démocratique ! « Des renseignements — écrivait l'ancien chef de l'Okhrana de Pétrograd, l'imposant général Globatchev — d'après lesquels Lénine aurait travaillé en Russie pour nuire au pays et à l'aide de l'argent allemand, ne se sont point trouvés dans les services de l'Okhrana, du moins tant que j'y fus en fonctions. » Un autre haut policier, Iakoubov, chef de la section de contre-espionnage de l'arrondissement militaire de Pétrograd, déposait : « Je ne sais rien d'une liaison de Lénine et de ses affidés avec l'état-major général allemand, de même que je ne sais rien des ressources avec lesquelles travaillait Lénine. » Des services de mouchardage du tsar, qui avaient surveillé le bolchévisme dès sa naissance, l'on ne put rien tirer d'utile.

Cependant, quand des hommes, surtout armés du pouvoir, persévèrent à chercher, ils trouvent toujours quelque chose à la fin des fins. Un certain Z. Burstein, officiellement classé comme marchand, ouvrit les yeux au Gouvernement provisoire sur « une organisation allemande d'espionnage à Stockholm, à la tête de laquelle se

trouvait Parvus », social-démocrate allemand bien connu, d'origine russe. A en croire les dépositions de Burstein, Lénine se trouvait en relations avec cette organisation par l'intermédiaire des révolutionnaires polonais Ganetzki et Koslowski. Kérénsky écrivait dans la suite : « Des données extrêmement sérieuses qui, par malheur, n'étaient pas de caractère judiciaire, mais provenaient d'agences d'espionnage, devaient obtenir une confirmation absolument incontestable quand arriva en Russie Ganetzki, objet d'un mandat d'arrêt à la frontière, et se transformer en un dossier judiciaire suffisamment convaincant contre l'état-major bolchévik. » Kérénsky savait d'avance en quoi ceci devait se transformer.

Les dépositions du marchand Burstein concernaient des opérations commerciales de Ganetzki et de Koslowski entre Pétrograd et Stockholm. Ce négoce du temps de guerre, qui recourait vraisemblablement à une correspondance conventionnelle, n'avait aucun rapport avec la politique. Le parti bolchévik n'avait aucun rapport avec ce commerce. Lénine et Trotsky dénonçaient dans la presse Parvus qui s'étendait à combiner de bonnes affaires avec une mauvaise politique, et invitaient les révolutionnaires russes à rompre toutes relations avec lui. Qui donc, cependant, avait la possibilité de débrouiller tout cela dans le tourbillon des événements ? Une organisation d'espionnage à Stockholm — cela sonnait clair. Et la lumière, maladroitement allumée par le sous-lieutenant Ermolenko, se ranima d'un autre côté. A vrai dire, là encore, l'on tomba sur des difficultés. Le chef de la section du contre-espionnage de l'état-major général, le prince Tourkestanov, interrogé par le juge instructeur Alexandrov, commis aux affaires d'importance spéciale, répondit que « Z. Burstein était un individu ne méritant

aucune confiance. Burstein est le type du brasseur d'affaires véreux qui ne répugne à aucun emploi ». Mais la mauvaise réputation de Burstein pouvait-elle empêcher que l'on tentât de salir la réputation de Lénine ? Non, Kérensky n'hésita pas à déclarer les dépositions de Burstein « extrêmement sérieuses ». L'instruction s'orienta dès lors sur la piste de Stockholm. Les dénonciations du sous-lieutenant qui servait deux états-majors à la fois et du louche homme d'affaires « qui ne méritait aucune confiance » servirent de base à la plus fantastique des accusations contre un parti révolutionnaire qu'un peuple de 160 millions d'hommes se préparait à élever au pouvoir.

Comment, cependant, les matériaux de l'instruction préalable tombèrent-ils dans la presse, et juste au moment où l'offensive ratée de Kérensky commençait à tourner en catastrophe, tandis que la manifestation de Juillet à Pétrograd révélait l'irrésistible montée des bolchéviks ? Un des initiateurs de l'entreprise, le procureur Bessarabov, raconta plus tard tout franchement dans la presse que, l'absence complète de forces militaires sûres ayant été mise en évidence du côté du Gouvernement provisoire à Pétrograd, l'on avait résolu à l'état-major de l'arrondissement de provoquer si possible un revirement psychologique dans les régiments en employant les grands moyens. « Les représentants du régiment Préobrajensky qui était le plus attaché à l'état-major reçurent communication de l'essentiel des documents : les assistants purent se convaincre de l'impression formidable produite par cette divulgation. A partir de ce moment l'on vit clairement de quelle arme puissante disposait le Gouvernement. » Après une vérification expérimentale si réussie, les conspirateurs de la Justice, de l'état-major et du contre-espionnage se hâtèrent de mettre le ministre



de la Justice au courant de leur découverte. Péréverzev répondit que l'on ne pouvait faire de communiqué officiel, mais que, du côté des membres actuels du Gouvernement provisoire, « l'on ne susciterait pas d'obstacles à l'initiative privée ». Les noms des officiers d'état-major ou des fonctionnaires de la Justice furent, non sans raison, reconnus peu compatibles avec les intérêts de la cause : pour mettre en circulation une calomnie sensationnelle, il fallait « un homme politique ». Dans l'ordre de l'initiative privée, les conspirateurs découvrirent sans peine l'homme qu'il leur fallait justement. Ancien révolutionnaire, député à la II<sup>e</sup> Douma, orateur criard et calomniateur passionné, Alexinsky avait été pendant un certain temps à l'extrême-gauche des bolchéviks. Lénine était à ses yeux un incorrigible opportuniste. Pendant les années de la réaction, Alexinsky avait créé un petit groupe particulièrement ultra-gauche à la tête duquel il se maintint dans l'émigration jusqu'à la guerre, pour prendre ensuite, dès le début des hostilités, une position ultra-patriotique et se faire aussitôt une spécialité de dénoncer tout le monde et n'importe qui comme vendus au Kaiser. Sur ce terrain, il se livra à Paris à une large activité de mouchard, en connivence avec des patriotes russes et français du même acabit. L'Association parisienne des journalistes étrangers, c'est-à-dire des correspondants des pays alliés et neutres, très patriote et nullement rigoriste, se trouva forcée de déclarer par une motion spéciale, Alexinsky « malhonnête calomniateur » et de l'exclure de son milieu. Revenu avec cette attestation à Pétrograd après l'insurrection de Février, Alexinsky avait essayé, en qualité d'ancien homme de gauche, de s'introduire au Comité exécutif. Malgré toute leur indulgence, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires décidèrent, le 11 avril, de lui fermer la porte

au nez, l'invitant à essayer de se réhabiliter. C'était facile à dire ! Ayant conclu qu'il était beaucoup plus facile de diffamer autrui que de se réhabiliter soi-même, Alexinsky se mit en liaison avec le contre-espionnage et assura à ses instincts calomniateurs une expansion sur le plan de l'État. Dès la seconde quinzaine de juillet, il commençait à encercler dans les anneaux de sa calomnie les menchéviks également. Le leader de ces derniers, Dan, sortant de l'expectative, imprima, dans les *Izvestia* officielles du Soviet (22 juillet) une lettre de protestation : « ...Il est temps de mettre fin aux exploits d'un homme que l'on a officiellement déclaré malhonnête calomniateur. » N'est-il pas clair que Thémis, inspirée par Ermolenko et Burstein, ne pouvait trouver entre elle et l'opinion publique de meilleur intermédiaire qu'Alexinsky ? La signature de ce dernier orna donc le document dénonciateur.

Dans la coulisse, les ministres socialistes protestaient contre la communication des documents à la presse, de même, d'ailleurs, que deux ministres bourgeois : Nékrassov et Téréchtchenko. Le jour même de la publication, le 5 juillet, Péréverzev, dont le Gouvernement était déjà, depuis un temps, assez disposé à se défaire, se trouva forcé de donner sa démission. Les menchéviks donnaient à entendre que c'était leur victoire. Kérensky affirma dans la suite que le ministre avait été évincé pour avoir fait beaucoup trop tôt des révélations qui avaient gêné la marche de l'instruction. Si ce n'est par son séjour au pouvoir, Péréverzev donna, en tout cas par son départ, satisfaction à tout le monde.

Le jour même, à la séance du Bureau du Comité exécutif, se présenta Zinoviev et, au nom du Comité central des bolchéviks, il exigea que l'on prît immédiatement des mesures pour réhabiliter Lénine et pour préve-

nir les conséquences possibles de la calomnie. Le Bureau ne put refuser de constituer une commission d'enquête. Soukhanov écrit : « La commission comprenait d'elle-même qu'il s'agissait de savoir non si Lénine avait vendu la Russie, mais bien quelle était la source de la calomnie. » Mais la commission se heurta à la rivalité jalouse des organes de la Justice et du contre-espionnage qui avaient toutes raisons de ne pas désirer des intrusions dans leur métier. A vrai dire, les organes soviétiques, jusqu'à ce moment, réglaient sans difficulté les comptes avec les organes gouvernementaux quand ils s'y voyaient obligés. Mais les journées de Juillet avaient produit un sérieux déplacement du pouvoir vers la droite ; en outre, la commission soviétique ne se hâtait nullement de résoudre une tâche évidemment contraire aux intérêts politiques de ses mandants. Les plus sérieux des leaders conciliateurs, à proprement parler les seuls menchéviks, se préoccupaient de démontrer qu'ils n'étaient formellement pour rien dans la calomnie, mais n'allaient pas au delà. Toutes les fois qu'il était impossible d'éluder une franche réponse, ils déclinaient en quelques mots toute responsabilité d'accusation ; mais ils ne firent pas œuvre de leurs dix doigts pour détourner la lame empoisonnée qui menaçait la tête des bolchéviks. Une image universellement connue de cette politique, c'est, au temps jadis, la conduite du proconsul romain Ponce-Pilate. Oui, et pouvaient-ils agir autrement sans se trahir eux-mêmes ? C'est seulement la calomnie lancée contre Lénine qui, dans les journées de Juillet, détacha des bolchéviks une partie de la garnison. Si les conciliateurs avaient mené une lutte contre la calomnie, le bataillon du régiment Ismaïlovsky eût cessé, doit-on penser, de jouer *La Marseillaise* en l'honneur du Comité exécutif

et serait rentré dans ses casernes, à moins qu'il ne fût allé au Palais Kczesinska.

Conformément à la ligne générale des menchéviks, le ministre de l'Intérieur Tsérételli, ayant pris sur lui la responsabilité des arrestations de bolchéviks qui eurent lieu bientôt, estima nécessaire, à vrai dire sous la pression de la fraction bolchévique, de déclarer, en séance du Comité exécutif, que personnellement il ne soupçonnait pas d'espionnage les leaders bolchéviks, mais qu'il les accusait de complot et d'insurrection armée. Le 13 juillet, Liber, déposant une motion qui mettait en somme le Parti bolchévik hors la loi, jugea indispensable de faire une réserve : « J'estime personnellement que l'accusation portée contre Lénine et Zinoviev ne repose sur rien. » De telles déclarations étaient accueillies par tous dans un silence maussade : aux bolchéviks elles semblaient indignement évasives, pour les patriotes elles étaient superflues, car désavantageuses.

Le 17, parlant à la séance unifiée des deux Comités exécutifs, Trotsky disait : « Il se crée une atmosphère insupportable dans laquelle vous serez suffoqués tout aussi bien que nous. On lance d'immondes accusations contre Lénine et Zinoviev. (*Une voix* : « C'est la vérité. » *Bruit. Trotsky continue.*) Il se trouve qu'il y a dans la salle des hommes qui approuvent ces accusations. Il y a ici des hommes qui se sont seulement ingérés dans la Révolution. (*Bruit. La sonnette du président a beaucoup de peine à rétablir le calme*)... Lénine a combattu pour la Révolution pendant trente ans. Je lutte contre l'oppression des masses populaires depuis vingt ans. Et nous ne pouvons avoir que de la haine pour le militarisme allemand... Un soupçon à notre égard dans ce domaine peut être seulement proféré par celui qui ignore ce qu'est un révolutionnaire. J'ai été condamné par un tribunal.

allemand à huit mois de prison pour avoir combattu le militarisme allemand... et cela, tous le savent. Ne permettez à personne dans cette salle de dire que nous sommes les mercenaires de l'Allemagne, car ce n'est point la voix de révolutionnaires convaincus, c'est la voix de la lâcheté. (*Applaudissements.*) »

C'est ainsi que cet épisode est présenté dans les publications anti-bolchéviques de l'époque ; — les publications bolchéviques étaient déjà interdites. Il est nécessaire, cependant, d'expliquer que les applaudissements venaient seulement d'un petit secteur de gauche ; un certain nombre de députés vociféraient leur animosité, la majorité gardait le silence. Personne, pourtant, même parmi les agents directs de Kérénsky, ne monta à la tribune pour soutenir la version officielle de l'accusation ou, du moins, pour la couvrir indirectement.

A Moscou, où la lutte entre bolchéviks et conciliateurs avait en général un caractère plus tempéré qui devait prendre des formes plus farouches en Octobre, la séance unifiée des deux Soviets, celui des ouvriers et celui des soldats, décida le 10 juillet « de publier et d'afficher un manifeste dans lequel on indiquerait que l'accusation d'espionnage portée contre la fraction des bolchéviks était une calomnie et provenait d'une cabale de la contre-révolution ». Le Soviet de Pétrograd, plus immédiatement dépendant des combinaisons gouvernementales, n'entreprenait aucune démarche, attendant les conclusions de la commission d'enquête, laquelle, toutefois, ne se mit pas au travail.

Le 5 juillet, Lénine, dans un entretien avec Trostky, posait la question : « Ne vont-ils pas nous fusiller tous ? » Seule, une intention de ce genre pouvait en somme expliquer le contreseing officieux sur la monstrueuse calomnie. Lénine jugeait les ennemis capables d'aller jusqu'au

bout dans l'affaire engagée par eux et arrivait à cette conclusion : ne nous rendons pas entre leurs mains. Le 6 au soir, arriva du front Kérénsky, tout farci de suggestions par les généraux, et il exigea des mesures décisives contre les bolchéviks. Vers deux heures du matin, le Gouvernement ordonna de traduire en justice tous les dirigeants de « l'insurrection armée » et de dissoudre les régiments qui avaient participé à l'émeute. Le détachement de troupes envoyé au logement de Lénine pour perquisitionner et pour l'arrêter dut se borner à la perquisition, vu que le locataire n'était déjà plus chez lui. Lénine résidait encore à Pétrograd, mais se cachait dans un logement ouvrier et exigeait que la commission d'enquête du Soviet l'entendît, ainsi que Zinoviev, dans des conditions excluant tout guet-apens du côté de la contre-révolution. Dans la déclaration envoyée à la commission, Lénine et Zinoviev écrivaient : « Ce matin (vendredi 7 juillet) on a fait savoir de la Douma à Kaménev que la commission viendrait dans le logement convenu aujourd'hui même à midi. Nous écrivons ces lignes à six heures et demie du soir, le 7 juillet, et nous constatons que, jusqu'à présent, la commission ne s'est pas présentée et n'a rien donné à savoir... La responsabilité pour le retardement de l'interrogatoire ne tombe pas sur nous. » L'abstention de la commission soviétique après promesse d'enquête convainquit définitivement Lénine que les conciliateurs se lavaient les mains, laissant aux gardes-blancs le soin de la répression. Les officiers et les *junkers* qui pendant ce temps avaient déjà saccagé l'imprimerie du Parti, brutalisaient et arrêtaient dans la rue quiconque protestait contre l'accusation d'espionnage intentée aux bolchéviks. Alors Lénine décida définitivement de se dérober non à l'instruction, mais à des sévices possibles.

Le 15, Lénine et Zinoviev expliquaient dans le jour-

nal bolchévik de Cronstadt, que les autorités n'avaient pas osé interdire, pourquoi ils ne jugeaient pas possible de se remettre entre les mains du pouvoir : « D'après une lettre de l'ex-ministre de la Justice Péréverzev, publiée dimanche dans le journal *Novoïé Vrémia*, il est devenu parfaitement clair que « l'affaire » d'espionnage imputée à Lénine et à d'autres a été bâtie de toutes pièces, tout à fait consciemment, par le parti de la contre-révolution. Péréverzev avoue tout à fait ouvertement qu'il a mis en cours des accusations non vérifiées dans le but de provoquer la fureur (c'est littéralement son expression) des soldats contre notre Parti. C'est l'aveu de celui qui était hier ministre de la Justice !... Il n'y a pas une garantie de justice en Russie au moment présent. Se livrer aux mains des autorités, ce serait se remettre entre les mains des Milioukov, des Alexinsky, des Péréverzev, aux mains de contre-révolutionnaires forcenés pour lesquels toutes les accusations lancées contre nous sont un simple épisode dans la guerre civile. » Pour dégager le sens de la phrase sur « un épisode » dans la guerre civile, il suffit de se rappeler le sort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Lénine savait prévoir.

Tandis que les agitateurs du camp ennemi racontaient avec maintes variantes que Lénine s'était enfui en Allemagne, soit sur un torpilleur, soit dans un sous-marin, la majorité du Comité exécutif s'empressa de condamner Lénine pour s'être dérobé à l'instruction. Laissant de côté la question du contenu politique essentiel de l'accusation et des circonstances de pogrome dans lesquelles et pour lesquelles cette accusation fut formulée, les conciliateurs se prononçaient en avocats de la pure justice. C'était, de toutes les positions qui leur restaient à envisager, la moins désavantageuse. La résolution du Comité exécutif du 13 juillet non seulement déclarait la conduite

de Lénine et de Zinoviev « absolument inadmissible », mais exigeait de la fraction bolchévique « une condamnation immédiate, catégorique et claire » de ses leaders. La fraction repoussa à l'unanimité la sommation du Comité exécutif. Cependant, parmi les bolchéviks, du moins au sommet, il y eut des fluctuations du fait que Lénine s'était soustrait à l'instruction. D'autre part, chez les conciliateurs, même ceux qui étaient le plus de gauche, la disparition de Lénine provoqua une indignation générale, pas toujours hypocrite, comme on le voit par l'exemple de Soukhanov. Le caractère calomnieux des documents du contre-espionnage ne faisait pour lui, comme on sait, aucun doute dès le début. « L'absurde accusation — écrivait-il — se dissipa comme une fumée. Personne ne la confirma en rien et on cessa d'y croire. » Mais, pour Soukhanov, restait une énigme : comment Lénine avait-il pu se décider à esquiver l'enquête ? « C'était quelque chose de tout à fait particulier, d'inouï, d'incompréhensible. N'importe quel mortel eût exigé un jugement et une instruction à son sujet dans les conditions les plus défavorables. » Oui, n'importe quel mortel. Mais n'importe quel mortel n'aurait pu devenir l'objet de la haine enragée des classes dirigeantes. Lénine n'était point n'importe quel mortel et n'oubliait pas une minute la responsabilité qu'il avait assumée. Il savait tirer d'une situation toutes les déductions, il savait ignorer les oscillations de « l'opinion publique » en raison des tâches auxquelles était subordonnée sa vie. Le don-quichottisme et la pose lui étaient également étrangers.

Avec Zinoviev, Lénine passa quelques semaines dans les environs de Pétrograd, près de Sestroretsk, dans une forêt ; il leur fallait gîter la nuit et s'abriter de la pluie dans une meule de foin. Camouflé en chauffeur de locomotive, Lénine passa sur une machine la frontière de



Finlande et se cacha dans le logement du chef de la police d'Helsingfors, ancien ouvrier de Pétrograd ; ensuite il se rapprocha de la frontière russe, s'installant à Vyborg. A partir de la fin de septembre, il vécut clandestinement à Pétrograd où il devait, le jour de l'insurrection, après une absence de près de quatre mois, réparaître sur l'arène, au grand jour.

Juillet devint le mois de la calomnie effrénée, éhontée et victorieuse ; en août, elle commençait déjà à perdre du souffle. Exactement un mois après que la diffamation eut été lancée, Tsérételli, fidèle à lui-même, jugea nécessaire de répéter dans une séance du Comité exécutif : « Le lendemain même des arrestations, j'ai donné une réponse ouverte à la question des bolchéviks, et j'ai dit : les leaders des bolchéviks, accusés d'être les instigateurs du soulèvement des 3-5 juillet, je ne les soupçonne pas de liaison avec l'état-major allemand. » Il ne pouvait pas dire moins. Dire plus eût été désavantageux. La presse des partis conciliateurs n'alla pas au delà des paroles de Tsérételli. Mais étant donné qu'en même temps elle dénonçait avec acharnement les bolchéviks comme auxiliaires du militarisme allemand, la voix des journaux conciliateurs se confondait du point de vue politique avec les hurlements de tout le reste de la presse qui traitait les bolchéviks non en « auxiliaires » mais en mercenaires de Ludendorff. Les plus hautes notes dans ce chœur étaient poussées par les cadets. Les *Rousskia Védomosti* (*Informations russes*), journal des professeurs libéraux de Moscou, communiquaient qu'au cours d'une perquisition à la rédaction de la *Pravda*, l'on aurait trouvé une lettre en allemand, reçue de Haparanda, dans laquelle un baron, « félicitait les bolchéviks de leur action » et prévoyait « la joie qu'on en aurait à Berlin. » Le baron allemand de la frontière finlandaise savait bien de quelles lettres

avaient besoin les patriotes russes. Des informations de ce genre remplissaient la presse de la société cultivée qui se défendait contre la barbarie bolchévique.

Les professeurs et les avocats croyaient-ils à ce qu'ils affirmaient ? Admettre cela, du moins en ce qui concerne les leaders de la capitale, ce serait sous-estimer infiniment trop leur jugement politique. A défaut de considérations de principe et de psychologie, de simples motifs pratiques devaient leur révéler l'absurdité de l'accusation, et, avant tout, des considérations financières. Bien sûr, le Gouvernement allemand aurait pu aider les bolchéviks, non avec des idées, mais avec de l'argent. Or, précisément, c'était l'argent qui manquait aux bolchéviks. Le centre du Parti à l'étranger, pendant la guerre, s'était débattu dans une cruelle indigence, une centaine de francs lui semblait une grosse somme, l'organe central paraissait une fois par mois ou deux et Lénine comptait avec soin les lignes pour ne pas dépasser le budget. Les dépenses de l'organisation de Pétrograd pendant les années de guerre se calculaient à quelques milliers de roubles employés surtout pour l'impression de feuilles illégales : en deux ans et demi, il n'en parut guère à Pétrograd que 300.000 exemplaires. Après l'insurrection, l'afflux des adhésions et des ressources, bien entendu, augmenta extraordinairement. Les ouvriers souscrivaient avec beaucoup d'entrain au profit du Soviet et des partis soviétiques. « Des dons, des versements de toutes sortes, des collectes et des cotisations au profit du Soviet — disait, dans un rapport au I<sup>er</sup> Congrès des soviets, l'avocat Bramson, travailliste — affluèrent le lendemain même du jour où éclata notre Révolution... On pouvait observer le tableau extrêmement touchant d'un incessant pèlerinage vers nous, au Palais de Tauride, depuis la première heure jusque tard dans la soirée

pour effectuer ces versements. » Plus on allait, plus les ouvriers se montraient empressés à se cotiser au profit des bolchéviks. Cependant, malgré la croissance rapide du Parti et de ses recettes, la *Pravda* était, de tous les journaux de partis celui qui avait le plus petit format. Peu après son arrivée en Russie, Lénine écrivait à Radek, à Stockholm :

« Écrivez des articles pour la *Pravda* sur la politique extérieure — archi-courts et dans l'esprit de la *Pravda* (nous avons très, très peu de place, nous nous démenons pour agrandir). » En dépit du régime spartiate d'économie appliqué par Lénine, le Parti ne sortait pas de la pénurie. Quand il s'agissait d'assigner deux ou trois mille roubles du temps de guerre au profit de l'organisation locale, c'était chaque fois un sérieux problème pour le Comité central. Pour envoyer des journaux au front, il fallait ouvrir constamment de nouvelles collectes parmi les ouvriers. Et, néanmoins, les journaux bolchéviks atteignaient les tranchées en quantités infiniment moindres que les gazettes des conciliateurs et des libéraux. Il en résultait des plaintes continuelles. « On vit seulement du bruit qui se fait sur votre journal », écrivaient des soldats. En avril, la conférence locale du Parti à Pétrograd appela les ouvriers de la capitale à collecter en trois jours les 75.000 roubles qui manquaient pour l'achat d'une imprimerie. Cette somme fut largement couverte et le Parti acquit enfin une imprimerie à lui, celle-là même que les *junkers* saccagèrent de fond en comble en juillet. L'influence des mots d'ordre bolchéviks prenait de l'extension comme un incendie dans la steppe. Mais les ressources matérielles de la propagande restaient très médiocres. Individuellement, le genre de vie des bolchéviks donnait encore moins de prise à la calomnie. Que restait-il donc ? Rien, en fin de compte, sauf le passage

de Lénine par l'Allemagne. Mais justement ce fait qui fut le plus souvent soulevé devant des auditoires peu avertis, comme une preuve des accointances de Lénine avec le Gouvernement allemand, démontrait en réalité le contraire : un agent de l'Allemagne eût traversé le pays ennemi en cachette et en pleine sécurité ; pour se décider à fouler ouvertement aux pieds les lois du patriotisme en temps de guerre, il ne pouvait y avoir qu'un révolutionnaire absolument sûr de lui.

Le ministère de la Justice ne s'arrêta pourtant point devant l'exécution d'une tâche ingrate : ce n'est pas en vain qu'il avait hérité du passé des cadres éduqués dans la dernière période de l'autocratie, lorsque les assassinats commis sur des députés libéraux par des Cent-Noirs dont tout le pays connaissait les noms, n'étaient systématiquement pas divulgués ; et qu'en revanche, à Kiev, un Juif, commis de magasin, était accusé d'avoir bu du sang d'un enfant chrétien. Sous la signature du juge instructeur Alexandrov, préposé aux affaires d'une importance spéciale, et de Karinsky, procureur au Palais de Justice, le 21 juillet, fut publiée une citation à comparaître, sous accusation de haute trahison, visant Lénine, Zinoviev, Kollontai, et un certain nombre d'autres personnes parmi lesquelles le social-démocrate allemand Helphand (Parvus). Les mêmes articles 51, 100 et 108 du Code criminel furent ensuite appliqués aussi à Trotsky et à Lounatcharsky, arrêtés par des détachements de troupe le 23 juillet. D'après le texte de l'ordonnance, les leaders des bolchéviks, « vu qu'étant citoyens russes, par entente préalable entre les susdits et autres personnes, aux fins de coopération avec des États se trouvant avec la Russie en état d'hostilités contre cette dernière, ils sont entrés avec les agents des susdits États en accord pour contribuer à la désorganisation de l'armée russe et de l'arrière pour

l'affaiblissement de la capacité combative de l'armée. Pour ce quoi, avec les ressources financières reçues de ces États, ils ont organisé une propagande dans la population et les troupes, les invitant à refuser immédiatement les opérations militaires contre l'ennemi, et, également dans les mêmes buts, dans la période des 3-5 juillet, ont organisé à Pétrograd une insurrection armée... » Quoique toute personne sachant lire, du moins dans la capitale, connût, en ces jours-là les conditions dans lesquelles Trotsky était arrivé de New-York, par Christiania et Stockholm, à Pétrograd, le juge d'instruction portait au compte de ce dernier le crime d'avoir traversé l'Allemagne. La Justice ne voulait évidemment laisser subsister aucun doute sur la valeur des documents que le contre-espionnage avait mis à sa disposition.



L'institution du contre-espionnage n'est nulle part une pépinière de moralité. Mais en Russie, elle était le cloaque du régime raspoutinien. Les rebuts du corps des officiers, de la police, de la gendarmerie, des agents éconduits de l'*Okhrana* constituaient les cadres de cette institution ignare, infâme et toute-puissante. Des colonels, des capitaines et des sous-lieutenants, inaptes aux exploits de combattants, avaient inséré dans leurs attributions tous les domaines de la vie sociale et politique, en créant dans tout le pays une féodalité du contre-espionnage. « La situation devint véritablement catastrophique — déclare, se lamentant, l'ancien directeur de la police Kourlov — lorsque, dans la direction des affaires civiles commença à intervenir le fameux contre-espionnage. » Kourlov lui-même avait à son actif un bon nombre d'affaires ténébreuses, notamment une participation

indirecte à l'assassinat du premier ministre Stolypine ; néanmoins, l'activité du contre-espionnage lui donnait à frémir, même avec son imagination experte. Alors que « la lutte contre l'espionnage ennemi... était menée très faiblement », écrit-il, on suscitait constamment des affaires sciemment inventées, qui retombaient sur des individus parfaitement innocents dans un simple but de chantage. Kourlov tomba sur une de ces affaires : « A mon effroi — dit-il — j'entendis le pseudonyme d'un agent secret que je connaissais, comme congédié pour chantage depuis le temps où j'avais exercé au département de la police. » Un des chefs du contre-espionnage en province, un certain Oustinov, notaire avant la guerre, retrace dans ses souvenirs les mœurs du contre-espionnage à peu près dans des termes identiques à ceux de Kourlov : « Les agents, dans leurs enquêtes, fabriquaient eux-mêmes la documentation. » Il n'en est que plus édifiant de vérifier le niveau de l'institution d'après le dénonciateur lui-même. « La Russie est perdue — écrit Oustinov au sujet de Février — étant tombée victime de la Révolution provoquée par des agents de l'Allemagne avec de l'or allemand. »

L'attitude du notaire patriote vis-à-vis des bolchéviks n'a pas besoin d'explications. « Les rapports du contre-espionnage sur l'activité antérieure de Lénine, sur sa liaison avec l'état-major allemand, sur le fait qu'il avait touché de l'or allemand étaient si convaincants qu'on aurait dû le pendre tout de suite. » Kérensky ne s'y décida point, uniquement parce que lui-même, se trouve-t-il, était un traître. « En particulier, l'on était stupéfait et même simplement indigné de voir gouverner un mauvais petit avocat, le petit youpin Sachka Kérensky. » Oustinov témoigne que Kérensky « est bien connu comme un provocateur qui trahissait ses camarades ».

Le général français Anselme, comme on l'explique plus loin, évacua en mars 1919 Odessa non point sous la pression des bolchéviks, mais parce qu'il avait reçu un considérable pot-de-vin. De qui ? Des bolchéviks ? Non, « les bolchéviks n'y sont pour rien. Ce sont ici les francs-maçons qui travaillent. » Tel est ce monde.

Bientôt après l'insurrection de Février, la même institution, composée d'aigrefins, de faussaires et de maîtres-chanteurs, fut placée sous la surveillance d'un socialiste-révolutionnaire patriote, rentré de l'émigration, nommé Mironov, que le sous-secrétaire d'État Démianov, « socialiste-populiste », caractérise en ces termes : « Extérieurement, Mironov produisait une bonne impression... Mais je ne m'étonnerai pas si j'apprends que cet homme n'était pas tout à fait normal. » On peut ajouter foi à ce témoignage : il est douteux qu'un homme normal eût consenti à prendre la tête d'une institution qu'il fallait tout simplement dissoudre, en arrosant les murs de sublimé corrosif. Par suite du gâchis administratif provoqué par l'insurrection, le contre-espionnage se trouva subordonné au ministre de la Justice, Péréverzev, homme d'une étourderie inconcevable et peu embarrassé quant au choix des moyens. Le même Démianov dit dans ses mémoires que son ministre « ne jouissait au Soviet de presque aucun prestige ». Sous l'égide de Mironov et de Péréverzev, les agents du contre-espionnage, épouvantés par la révolution, revinrent bientôt à eux et adaptèrent leur ancienne activité à la nouvelle situation politique. En juin, l'aile gauche même de la presse gouvernementale commença à publier des informations sur des exactions et autres crimes commis par les hauts fonctionnaires du contre-espionnage, y compris les deux directeurs de l'institution, Chtchoukine et Broï, adjoints directs de l'infortuné Mironov. Huit jours avant la crise de Juillet,

le Comité exécutif, sous la pression des bolchéviks, exigea du Gouvernement qu'il procédât à une immédiate révision du contre-espionnage, avec la participation de représentants du Soviet. Les agents du contre-espionnage avaient donc des raisons de service, plus exactement de couardise, pour frapper au plus vite et le plus fort possible sur les bolchéviks. Le prince Lvov venait justement de signer un décret donnant au contre-espionnage le droit de détenir en prison tout prévenu pendant trois mois.

Le caractère de l'accusation et des accusateurs eux-mêmes amène inévitablement cette question : comment en général des hommes d'une mentalité normale pouvaient-ils accorder foi ou du moins faire semblant de croire à un mensonge patent et totalement absurde ? Le succès du contre-espionnage eût été, effectivement, inconcevable en dehors de l'ambiance générale créée par la guerre, les défaites, le désarroi, la révolution et l'exaspération de la lutte sociale. Rien ne réussissait, depuis l'automne de 1914, aux classes dirigeantes de Russie, le sol croulait sous leurs pieds, tout leur tombait des mains, les calamités s'abattaient de tous côtés : comment ne pas rechercher le coupable ? L'ex-procureur au Palais de Justice Zavadsky mentionne dans ses souvenirs que « des personnes tout à fait saines d'esprit pendant les alarmantes années de guerre, étaient enclines à soupçonner la trahison là où, vraisemblablement ou bien indubitablement, elle n'existait pas. La plupart des affaires de ce genre qui furent soulevées du temps où j'étais procureur, se trouvèrent exagérément grossies. » L'initiative de pareilles affaires, indépendamment de l'espion mal-faisant, venait du petit-bourgeois qui avait perdu la tête. Mais déjà, de très bonne heure, la psychose de la guerre se combina avec la fièvre politique prérévolutionnaire et commença à donner des résultats d'autant plus baroques.



Les libéraux, d'accord avec les généraux malchanceux, cherchaient partout et en tout la main de l'Allemagne. La camarilla était jugée germanophile. La clique de Raspoutine, en son entier, était considérée, ou du moins déclarée, par les libéraux comme agissant sur les instructions de Potsdam. La tsarine était largement et ouvertement accusée d'espionnage : on lui imputait, même dans les sphères de la Cour, la responsabilité d'avoir fait couler par les Allemands le navire sur lequel le général Kitchener se rendait en Russie. Les hommes de droite, bien entendu, n'étaient pas en reste. Zavadsky raconte comment le sous-secrétaire d'État à l'Intérieur Biéletsky tenta, au début de 1916, de créer une affaire contre l'industriel nationalo-libéral Goutchkov, l'accusant « d'actes qui, en temps de guerre, touchaient de près à la haute trahison... » Dénonçant les exploits de Biéletsky, Kourlov, lui aussi ancien secrétaire d'État à l'Intérieur, demande à son tour à Milioukov : « Pour quel honnête travail au service de la patrie, a-t-il reçu deux cent mille roubles en argent « finlandais », par mandat-poste adressé à son concierge ? » Les guillemets qui encadrent le mot « finlandais » à propos d'argent doivent montrer qu'il s'agissait d'argent allemand. Or, Milioukov avait une réputation tout à fait méritée de germanophobe ! Dans les cercles gouvernementaux, on estimait généralement prouvé que tous les partis d'opposition agissaient avec l'argent de l'Allemagne. En août 1915, comme on s'attendait à des troubles à l'occasion de la dissolution projetée de la Douma, le ministre de la Marine Grigoro-vitch, considéré comme presque libéral, disait en conseil de cabinet : « Les Allemands font une propagande renforcée et couvrent d'argent les organisations anti-gouvernementales. » Les octobristes et les cadets, indignés devant des insinuations de ce genre, n'hésitaient pour-

tant pas à les rejeter sur la gauche. Au sujet d'un discours à demi-patriotique du menchévik Tchkhéidzé au début de la guerre, le président de la Douma Rodzianko écrivait : « Les suites ont démontré les accointances de Tchkhéidzé avec les sphères allemandes. » On attendrait en vain une ombre de preuve !

Dans son *Histoire de la seconde Révolution russe*, Milioukov dit ceci : « Le rôle des « sources obscures » dans l'insurrection du 27 février n'est pas du tout clair, mais, à en juger par tout ce qui a suivi, il est difficile de le nier. » Plus résolument s'exprime un ex-marxiste, actuellement slavophile réactionnaire, d'origine allemande, Peter von Struve : « Quand la révolution russe, manigancée et méditée par l'Allemagne, réussit, la Russie en somme sortit de la guerre. » Chez Struve comme chez Milioukov, il s'agit non de la Révolution d'Octobre, mais de la Révolution de Février. Au sujet du fameux *Prikaz n° 1*, la grande Charte des libertés du soldat, élaborée par les délégués de la garnison de Pétrograd, Rodzianko écrivait : « Je ne doute pas un instant de l'origine allemande du *Prikaz n° 1*. » Le chef d'une des divisions, le général Barkovsky, racontait à Rodzianko que le *Prikaz n° 1* « avait été distribué, en quantités formidables, à ses troupes par des hommes des tranchées allemandes ». Devenu ministre de la Guerre, Goutchkov, que l'on avait essayé, du temps du tsar, d'incriminer de haute trahison, se hâta de refiler à gauche cette accusation. Le *Prikaz* d'avril de Goutchkov à l'armée disait : « Des gens qui détestent la Russie et qui indubitablement sont au service de nos ennemis, se sont insinués dans l'armée du front avec une persévérance qui caractérise nos adversaires, et, vraisemblablement, obtempérant aux exigences de ces derniers, prêchent la nécessité de terminer la guerre le plus tôt possible. » Au sujet de la manifestation

d'Avril dirigée contre la politique impérialiste, Milioukov écrit : « La tâche d'éliminer les deux ministres [Milioukov et Goutchkov] fut nettement posée en Allemagne. » Les ouvriers, pour participer à la manifestation, auraient touché des bolchéviks 15 roubles par jour. La source d'or allemand expliquait à l'historien libéral toutes les énigmes sur lesquelles il se cassait le nez comme politicien.

Les socialistes patriotes qui persécutaient les bolchéviks en tant qu'alliés involontaires, sinon agents de l'Allemagne dirigeante, se trouvaient eux-mêmes sous le coup de pareilles accusations venant de la droite. On a vu le jugement de Rodzianko sur Tchkhéidzé. Le même Rodzianko n'épargna pas non plus Kérénsky : « C'est lui, indubitablement, qui, par sympathie secrète pour les bolchéviks, mais peut-être aussi en vertu d'autres considérations, a engagé le Gouvernement provisoire à admettre les bolchéviks en Russie. » Les « autres considérations » ne peuvent signifier rien d'autre qu'une prédilection pour l'or de l'Allemagne. Dans de curieux mémoires qui ont été traduits en langues étrangères, un général de gendarmerie, Spiridovitch, signalant le grand nombre de Juifs dans les cercles dirigeants des socialistes-révolutionnaires, ajoute : « Parmi eux étincelaient aussi des noms bien russes, tels que celui du futur ministre du village, espion allemand, Victor Tchernov. » Le leader du Parti socialiste-révolutionnaire n'était pas seulement suspecté par le gendarme, loin de là. Après le pogrome contre les bolchéviks en Juillet, les cadets, ne perdant pas leur temps, engagèrent une campagne serrée contre le ministre de l'Agriculture Tchernov, comme suspect de relations avec Berlin, et l'infortuné patriote dut donner pour un temps sa démission afin de se laver des accusations qui pesaient sur lui. Se prononçant, pendant

l'automne de 1917 au sujet du mandat délivré par le Comité exécutif patriote au menchévik Skobélev pour sa participation à la conférence socialiste internationale, Milioukov, du haut de la tribune du Préparlement, démontrait, par une analyse scrupuleusement syntaxique du texte, « l'origine » évidemment « allemande » du document. Le style du mandat, comme d'ailleurs celui de toute la littérature des conciliateurs, était effectivement mauvais. La démocratie attardée, dépourvue d'idées, de volonté, regardant avec effroi à droite et à gauche, entassait dans ses écrits réserves sur réserves, dont elle faisait la mauvaise traduction d'une autre langue, tout comme elle-même n'était que l'ombre d'un passé étranger. Ludendorff, cependant, dans cette affaire, n'a rien à voir.

Le passage de Lénine par l'Allemagne ouvrit à la démagogie chauvine des possibilités inépuisables. Mais comme pour montrer plus clairement le rôle docile du patriotisme dans sa politique, la presse bourgeoise, qui avait accueilli avec une feinte bienveillance Lénine dans les premiers temps, ne souleva contre sa « germanophilie » une campagne effrénée qu'après avoir élucidé son programme social. « La terre, le pain et la paix ? » Il ne pouvait apporter de tels mots d'ordre que d'Allemagne. A cette époque, on ne parlait pas encore des révélations d'Ermolenko.

Quand Trotsky et plusieurs autres émigrés qui revenaient d'Amérique eurent été arrêtés par le contrôle militaire du roi George, à la hauteur de Halifax, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Pétrograd donna à la presse un communiqué officiel dans un inimitable langage anglo-russe : « Ces citoyens russes sur le vapeur *Christianiafjord* ont été retenus à Halifax, parce qu'il a été communiqué au Gouvernement anglais qu'ils avaient rapport avec un plan subventionné par le Gouvernement alle-

mand — de renverser le Gouvernement provisoire russe... Le communiqué de sir Buchanan était daté du 14 avril : à ce moment, non seulement Burstein, mais même Ermolenko n'avaient pas encore paru à l'horizon. Milioukov, en qualité de ministre des Affaires étrangères, se trouva cependant forcé de demander au Gouvernement anglais, par l'intermédiaire de Nabokov, ambassadeur de Russie, l'élargissement de Trotsky et l'autorisation pour lui de gagner la Russie. « Connaissant Trotsky d'après son activité en Amérique — écrit Nabokov — le Gouvernement anglais était stupéfait : Qu'est-ce que cela ? De la malveillance ou de l'aveuglement ? Les Anglais haussaient les épaules, comprenaient le danger, nous mettaient en garde. » Lloyd-George dut pourtant céder. En réponse à la question posée à l'ambassadeur de Grande-Bretagne par Trotsky dans la presse de Pétrograd, Buchanan retira piteusement sa première explication, déclarant cette fois-ci : « Mon Gouvernement a retenu un groupe d'émigrés à Halifax seulement en vue et dans l'attente d'une reconnaissance de leurs personnalités par le Gouvernement russe... A cela se réduit toute l'affaire de l'arrestation des émigrés russes. » Buchanan n'était pas seulement un gentleman, c'était aussi un diplomate.

A la conférence des membres de la Douma d'État, au début de juin, Milioukov expulsé du Gouvernement par la manifestation d'Avril, réclamait l'arrestation de Lénine et de Trotsky, indiquant en termes non équivoques leur liaison avec l'Allemagne. Trotsky déclara, le lendemain, au Congrès des Soviets : « Tant que Milioukov n'aura pas retiré cette accusation, il portera sur le front le stigmate d'un infâme calomniateur. » Milioukov répondit dans la *Rietch* qu'il était « effectivement mécontent de voir MM. Lénine et Trotsky se promener en liberté », mais qu'il avait motivé la nécessité de leur arrestation

« non point sur ce fait qu'ils seraient des agents de l'Allemagne, mais par ceci qu'ils avaient suffisamment péché contre le code criminel ». Milioukov était diplomate sans être gentleman. La nécessité de l'arrestation de Lénine et de Trotsky était pour lui absolument claire avant les révélations d'Ermolenko ; comment présenter juridiquement l'arrestation, — c'était une question de technique. Le leader des libéraux se jouait en politique d'une accusation grave bien longtemps avant qu'elle ne fût mise en œuvre sous sa forme « juridique ».

Le rôle de la légende sur l'or allemand apparaît le plus évident dans un épisode mirifique raconté par le secrétaire général du Gouvernement provisoire, le cadet Nabokov (qu'il ne faut pas confondre avec l'ambassadeur de Russie à Londres mentionné ci-dessus). A une des séances du Gouvernement, Milioukov, saisissant l'occasion, remarqua : « Ce n'est un secret pour personne que l'argent allemand a joué son rôle au nombre des facteurs qui ont contribué à la Révolution... » C'est bien là du Milioukov, quoique sa formule soit évidemment atténuée. Kérénsky — raconte Nabokov — se fâcha tout rouge. Il saisit son portefeuille et, le jetant violemment sur la table, hurla : « Dès lors que M. Milioukov a osé, en ma présence, calomnier la cause sacrée de la grande Révolution russe, je ne veux pas rester ici une seule minute. » Cela ressemble beaucoup à du Kérénsky, quoique les gestes soient peut-être rapportés d'une façon exagérée. Un proverbe russe conseille de ne pas cracher dans le puits d'où l'on aura peut-être à boire. Quand il eut été vexé par la Révolution d'Octobre, Kérénsky ne trouva rien de mieux que d'articuler contre elle le mythe de l'or allemand. Ce qui, de la part de Milioukov était « une calomnie lancée contre une cause sacrée », devint chez

Burstein-Kérensky la cause sacrée de la calomnie contre les bolchéviks.

La chaîne ininterrompue des préventions de germanophilie et d'espionnage qui s'allongeait depuis la tsarine, Raspoutine, les cercles de la Cour, passant par les ministères, les états-majors, la Douma, les rédactions libérales, jusqu'à Kérensky et une partie des sommets soviétiques, étonne surtout par son uniformité. Les adversaires politiques semblaient avoir fermement résolu de ne pas se fatiguer les méninges : ils font tout simplement passer et repasser une seule et même accusation d'un point à un autre, de préférence de la droite vers la gauche. La calomnie de Juillet lancée contre les bolchéviks, moins que toute autre, ne tombait d'un ciel serein ; elle était le résultat naturel de la panique et de la haine, le dernier anneau de la honteuse chaîne, la transmission d'une formule calomnieuse toute faite, à une nouvelle adresse définitive qui réconciliait les accusateurs et les accusés de la veille. Toutes les vexations subies par les dirigeants, toutes leurs appréhensions, toutes leurs exaspérations se tournèrent contre le parti qui se situait le plus à gauche et incarnait le plus intégralement la force écrasante de la révolution. Les classes possédantes pouvaient-elles en effet céder la place aux bolchéviks sans avoir fait une dernière tentative désespérée pour les écraser dans le sang, et dans la boue ? La pelote de la calomnie, bien resserrée à force d'usage, devait fatalement tomber sur la tête des bolchéviks. Les révélations d'un sous-lieutenant du contre-espionnage n'étaient que la matérialisation du délire des classes possédantes quand elles se virent coincées dans une impasse. C'est pourquoi la calomnie prit tant de virulence.

L'espionnage allemand n'était pas, bien entendu, une rêverie. Il était infiniment mieux organisé en Russie que

l'espionnage russe en Allemagne. Il suffit de rappeler que le ministre de la Guerre Soukhomlinov avait été déjà, sous l'ancien régime, arrêté comme affidé de Berlin. Il est hors de doute également que des agents de l'Allemagne s'infiltraient non seulement dans les milieux de la Cour et parmi les Cent-Noirs, mais aussi dans les milieux de gauche. Les autorités autrichiennes et allemandes, dès les premiers jours de la guerre, s'étaient évertuées à coqueter avec les tendances séparatistes, en commençant par les émigrés de l'Ukraine et du Caucase. Il est curieux de noter qu'Ermolenko, engagé par elles en avril 1917, avait mission de militer pour l'émancipation de l'Ukraine. Dès l'automne de 1914, Lénine ainsi que Trotsky, en Suisse, invitaient publiquement à rompre avec ceux des révolutionnaires qui se laissaient prendre à l'amorce du militarisme austro-allemand. Au début de 1917, Trotsky renouvela dans la presse, à New-York, cet avertissement à l'adresse des social-démocrates allemands de gauche, partisans de Liebknecht avec lesquels des agents de l'ambassade britannique essayaient de se lier. Mais tout en coquetant avec les séparatistes dans le but d'affaiblir la Russie et d'intimider le tsar, le Gouvernement allemand était loin de la pensée de renverser le tsarisme. Le meilleur témoignage en est dans une proclamation répandue par les Allemands après l'insurrection de Février, dans les tranchées russes, et qui fut lue publiquement, le 11 mars, en séance du Soviet de Pétrograd : « Au début, les Anglais marchaient avec votre tsar, mais maintenant ils se sont soulevés contre lui, car il n'était pas d'accord avec leurs exigences intéressées. Ils ont renversé votre tsar, oint du seigneur. Pourquoi cela est-il arrivé ? Parce qu'il a compris et dévoilé l'intrigue mensongère et perfide de l'Angleterre. » Dans la forme comme au fond, ce document donne une



garantie d'authenticité. De même que l'on ne saurait contrefaire un lieutenant prussien, il est impossible de falsifier sa philosophie historique. Hoffmann, lieutenant prussien promu au grade de général, estimait que la Révolution russe avait été combinée et machinée en Angleterre. Il y a néanmoins en cela moins d'absurdité que dans la théorie des Milioukov-Struve, car Potsdam continua jusqu'au bout à espérer une paix séparée avec Tsarskoïé-Sélo, tandis qu'à Londres l'on craignait surtout cette paix séparée. C'est seulement lorsque l'impossibilité d'une restauration du tsar fut patente que l'état-major allemand reporta des espoirs sur une action corruptrice du processus révolutionnaire. Mais même dans la question du passage de Lénine par l'Allemagne, l'initiative venait non des cercles allemands, mais de Lénine lui-même, et, dans sa forme primitive, du menchévik Martov. L'état-major allemand alla seulement à sa rencontre, probablement non sans hésitations. Ludendorff se dit : ce sera peut-être un soulagement de ce côté.

Pendant les événements de Juillet, les bolchéviks eux-mêmes cherchaient à discerner derrière différents excès inattendus et provoqués avec une évidente préméditation, l'œuvre d'une main étrangère et criminelle. Trotsky écrivait en ces jours-là : « Quel rôle a joué ici la provocation contre-révolutionnaire, ou bien le service d'espionnage allemand ? Il est présentement difficile de dire là-dessus quelque chose de certain... Il reste à attendre les résultats d'une véritable instruction... Mais, dès maintenant, l'on peut déjà déclarer avec assurance : les résultats d'une pareille enquête peuvent jeter une vive lumière sur les agissements des bandes de Cent-Noirs et sur le rôle clandestin de l'or, qu'il soit allemand, anglais ou celui de la réaction russe, ou qu'il soit enfin

de la première, de la deuxième et de la troisième source en même temps ; mais le sens politique des événements ne peut être altéré par aucune instruction judiciaire. Les masses ouvrières et les troupes de Pétrograd n'ont pas été et ne pouvaient être achetées. Elles ne sont au service ni de Guillaume II, ni de Buchanan, ni de Milioukov... Le mouvement a été préparé par la guerre, par la famine imminente, par la réaction qui relève la tête, par le Gouvernement qui n'a pas de tête, par une offensive aventureuse, par la défiance politique et les inquiétudes révolutionnaires des ouvriers et des soldats... » Tous les dossiers des archives, les documents, les mémoires dont on a eu connaissance après la guerre et les deux insurrections démontrent d'une façon indubitable que l'ingérence de l'espionnage allemand dans les processus révolutionnaires de la Russie ne s'est pas un seul moment élevée au-dessus de la sphère militaire et policière dans le domaine de la haute politique. Est-il d'ailleurs nécessaire d'insister là-dessus après la révolution qui s'est produite en Allemagne même ? Combien lamentable et impuissant s'est révélé ce service d'espionnage prétendu tout-puissant du Hohenzollern, pendant l'automne de 1918, en face des ouvriers et des soldats allemands ! « Le calcul de nos ennemis qui avaient expédié Lénine en Russie était parfaitement juste », déclare Milioukov. C'est tout autrement que Ludendorff lui-même juge des résultats de l'entreprise : « Je ne pouvais pas supposer, — dit-il de la Révolution russe, pour se justifier, — qu'elle deviendrait le tombeau de notre puissance. » Cela signifie seulement que, des deux stratèges : Ludendorff autorisant le passage de Lénine, et Lénine acceptant l'autorisation, c'était Lénine qui voyait mieux et plus loin.

« La propagande ennemie et le bolchévisme, — écrit plaintivement Ludendorff dans ses mémoires, — visaient,

dans les limites, de l'État allemand à un seul et même but. L'Angleterre a donné l'opium à la Chine, nos ennemis nous ont donné la révolution... » Ludendorff impute à l'Entente ce dont Milioukov et Kérénsky accusaient l'Allemagne. C'est ainsi que se venge cruellement le sens déformé de l'histoire ! Mais Ludendorff ne s'arrêta pas là. En février 1931, il a révélé à l'univers que, derrière le dos des bolchéviques, se dressait le capital financier mondial, principalement juif, unifié dans la lutte contre la Russie tsariste et l'Allemagne impérialiste. « Trotsky arriva d'Amérique, par la Suède, à Pétersbourg, pourvu de grosses sommes fournies par le capital mondial. D'autres fonds furent transmis d'Allemagne aux bolchéviques par le Juif Solmssen. » (*Ludendorffs Volkswarte*, 15 février 1931.) Si contradictoires que soient les témoignages de Ludendorff et ceux d'Ermolenko, ils coïncident cependant en un point : une partie de l'argent, se trouve-t-il, venait effectivement d'Allemagne, non de Ludendorff, il est vrai, mais de son mortel ennemi Solmssen. Il ne manquait que ce témoignage pour donner à toute la question un certain fini esthétique.

Mais ni Ludendorff, ni Milioukov, ni Kérénsky n'ont inventé la poudre, bien que le premier en ait fait grand usage. « Solmssen » a eu bien des précurseurs dans l'histoire, aussi bien comme Juif que comme agent allemand. Le comte de Fersen, ambassadeur de Suède en France pendant la grande Révolution, partisan zélé du pouvoir royal, du roi et surtout de la reine, expédia plus d'une fois à son Gouvernement, à Stockholm, des rapports de ce genre : « Le Juif Efraïm, émissaire de M. Herzberg, de Berlin (ministre prussien des Affaires étrangères), leur envoie (aux Jacobins) de l'argent ; il n'y a pas longtemps, il a encore reçu 600.000 livres. » Un journal modéré, *Les Révolutions de Paris*, exprimait cette

hypothèse que, pendant l'insurrection républicaine, « des émissaires de la diplomatie européenne, tels par exemple que le Juif Efraïm, agent du roi de Prusse, pénétraient dans la foule mobile et versatile... » Le même Fersen disait dans un rapport : « Les Jacobins... seraient perdus sans l'aide de la plèbe qu'ils achètent. » Si les bolchéviks versèrent des allocations quotidiennes aux participants des manifestations, ils ne faisaient que suivre l'exemple des Jacobins, et, dans les deux cas, l'argent destiné à acheter « la plèbe » était également de source berlinoise. La similitude dans la manière d'agir des révolutionnaires du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle et du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> serait étonnante si elle n'était revêtue d'une identité encore plus frappante de la calomnie venant des ennemis. Mais il n'est point nécessaire de se borner aux seuls Jacobins. L'histoire de toutes les révolutions et des guerres civiles prouve invariablement qu'une classe menacée ou renversée est encline à chercher la cause de ses malheurs non en elle-même mais chez des agents et des émissaires de l'étranger. Non seulement Milioukov, en sa qualité de savant historien, mais même Kérénsky en sa qualité de lecteur superficiel, ne peuvent l'ignorer. Cependant, en tant que politiciens, ils sont les victimes de leur propre fonction contre-révolutionnaire.

En dessous des théories sur le rôle révolutionnaire des agents étrangers, il y a pourtant, comme sous toutes les erreurs typiques des masses, une indirecte base historique. Consciemment ou non, tout peuple fait, dans les périodes critiques de son existence, des emprunts particulièrement étendus et hardis au trésor des autres peuples. Il n'est pas rare, en outre, que le rôle dirigeant soit joué dans un mouvement progressiste par des personnes qui ont vécu à l'étranger ou bien par des émigrés rentrés dans leur patrie. Les idées et les institutions nouvelles se

présentent par suite aux couches conservatrices avant tout comme des produits exotiques, étrangers. Le village se dresse contre la ville, le trou de province contre la capitale, le petit-bourgeois contre l'ouvrier, se défendant en qualité de forces nationales contre les influences étrangères. Le mouvement des bolchéviks était présenté comme « un mouvement allemand », par Milioukov, en fin de compte pour les raisons mêmes qu'a eues le moujik russe, pendant des siècles, d'appeler allemand (1) tout homme habillé en citadin. Avec cette différence que, dans ce cas, le moujik restait de bonne foi.

En 1918, par conséquent après l'insurrection d'Octobre, le Bureau de la Presse du Gouvernement américain publia solennellement un recueil de documents sur la liaison des bolchéviks avec les Allemands. Cette grossière falsification qui ne résiste même pas à un souffle de la critique, fut admise par bien des personnes instruites et perspicaces jusqu'au moment où l'on découvrit que les originaux des documents, provenant, prétendait-on, de divers pays, avaient été tapés sur une seule et même machine. Les falsificateurs ne se mettaient pas en frais avec les consommateurs : ils étaient, évidemment, convaincus que le besoin politique de dénoncer les bolchéviks l'emporterait sur la voix de la critique. Et ils ne se trompèrent pas, car les documents leur furent bien payés. Et pourtant, le Gouvernement américain, éloigné du théâtre de la lutte par l'Océan, n'était intéressé qu'au deuxième ou troisième degré.

Mais pourquoi donc, néanmoins, la calomnie politique est-elle en soi si indigente et monotone ? Parce que le

(1) Le mot « németz » (allemand) signifie dans le langage populaire « le muet », « celui qui ne parle pas la langue du pays » et le moujik l'appliquait indifféremment à tous les étrangers. — N. d. Trad.

psychique social est économe et conservateur. Il ne dépense pas plus d'efforts qu'il ne lui en faut pour arriver à ses buts. Il préfère emprunter du vieux quand il n'est pas forcé de bâtir du neuf ; mais, même dans ce dernier cas, il agglomère des éléments du vieux. Chaque religion nouvelle qui a surgi, au lieu de se refaire une mythologie toute neuve, a seulement démarqué les superstitions du passé. C'est d'après le même type que se sont constitués les systèmes philosophiques, les doctrines du droit et de la morale. Les individus, même doués de génie, se développent non plus harmonieusement que la société qui les éduque. La fantaisie hardie s'accommode dans un même cerveau d'un attachement servile aux modèles tout faits. De téméraires envols s'arrangent avec de grossiers préjugés ; Shakespeare alimentait ses créations de sujets qui lui étaient venus du profond des siècles. Pascal démontrait l'existence d'un dieu au moyen de la théorie des probabilités. Newton découvrit les lois de l'attraction et avait foi en l'Apocalypse. Depuis que Marconi a installé un poste de T. S. F. au Vatican, le Vicaire du Christ diffuse par radio la grâce mystique. En temps ordinaire, ces contradictions ne sortent pas d'un état de torpeur. Mais, en temps de catastrophe, elles acquièrent une violence explosive. Quand il s'agit d'intérêts matériels menacés, les classes instruites mettent en mouvement tous les préjugés et les erreurs que l'humanité traîne dans son convoi. Peut-on s'en prendre trop aux patrons déchus de l'ancienne Russie s'ils ont bâti la mythologie de leur chute en empruntant sans discernement aux classes qui ont été renversées avant eux ? A vrai dire, ce fait que Kérénsky, bien des années après les événements, reproduit, dans ses mémoires, la version Ermolenko, apparaît en tout cas superflu.

La calomnie des années de guerre et de révolution,

avons-nous dit, est frappante par son uniformité. Cependant il y a là une différence. D'une quantité accumulée résulte une nouvelle qualité. La lutte des autres partis entre eux ressemblait presque à une querelle de famille, comparativement à la persécution qu'ils menaient en commun contre les bolchéviks. Dans leurs conflits entre eux, ils semblaient simplement s'entraîner pour une autre lutte décisive. Même en s'accusant gravement l'un l'autre d'être en liaison avec les Allemands, ils ne poussèrent jamais l'affaire jusqu'au bout. Juillet donne un autre tableau. Dans la poussée contre les bolchéviks, il y a toutes les forces dominantes : le Gouvernement, la Justice, le contre-espionnage, les états-majors, les fonctionnaires, les municipalités, les partis de la majorité soviétique, leur presse, leurs orateurs constituent un ensemble grandiose. Leurs dissensions mêmes, ainsi que des instruments différents dans un orchestre, renforcent seulement l'effet général. L'absurde imposture de deux individus méprisables est élevée au niveau d'un facteur historique. La calomnie se déverse comme un Niagara. Si l'on prend en considération les circonstances, — la guerre et la Révolution, — et le caractère des accusés, — les leaders révolutionnaires de millions d'hommes qui menaient leur Parti au pouvoir, — on peut dire sans exagération que Juillet 1917 fut le mois de la plus grande calomnie connue dans l'histoire mondiale.

## LA CONTRE-RÉVOLUTION RELÈVE LA TÊTE

**D**URANT les deux premiers mois, alors que, formellement, le pouvoir était mis au compte du Gouvernement de Goutchkov-Milioukov, il était en fait concentré tout entier dans les mains du Soviet. Durant les deux mois qui suivirent, le Soviet faiblit : une partie de l'influence sur les masses passa aux bolchéviks, une parcelle du pouvoir fut transférée, dans les portefeuilles des ministres socialistes, au Gouvernement de coalition. Dès le début des préparatifs de l'offensive se renforça automatiquement l'importance du commandement militaire, des organes du capital financier et du parti cadet. Avant de verser le sang des soldats, le Comité exécutif procéda à une considérable transfusion de son propre sang dans les artères de la bourgeoisie. En coulisse, les fils étaient ramassés entre les mains des ambassades et des gouvernements de l'Entente.

A la Conférence interalliée qui s'ouvrit à Londres, les amis d'Occident « oublièrent » d'inviter l'ambassadeur de Russie ; c'est seulement quand il se fut rappelé à leur souvenir qu'on l'appela, dix minutes avant l'ouverture de la séance, et encore n'y avait-il plus de place pour lui autour de la table, de sorte qu'il fut obligé de se faufiler entre les Français. Cette brimade infligée à l'ambassadeur du Gouvernement provisoire et la démonstrative démission des cadets du ministère se produisirent le 2 juillet : les deux événements avaient un seul et même but :



obliger les conciliateurs à baisser pavillon. La manifestation armée qui se déploya ensuite devait d'autant plus exaspérer les leaders soviétiques que, sous le double coup, ils concentraient toute leur attention dans un sens opposé. Dès lors qu'il fallait porter le joug sanglant à la suite de l'Entente, l'on n'aurait su trouver de meilleurs intercesseurs que les cadets. Tchaïkovsky, un des plus anciens révolutionnaires russes, qui s'était transformé, au cours de longues années d'émigration, en un libéral modéré du type britannique, moralisait ainsi : « Il faut de l'argent pour la guerre, or les Alliés ne donneront pas d'argent aux socialistes. » Les conciliateurs étaient gênés par cet argument, mais en comprenaient tout le poids.

Le rapport des forces s'était nettement modifié au désavantage du peuple, mais personne ne pouvait dire dans quelle mesure. Les appétits de la bourgeoisie s'étaient accrus en tout cas beaucoup plus que ses possibilités. Dans cette indétermination se trouvait la source des conflits, car les forces des classes se vérifient par l'action et les événements d'une révolution se ramènent à de telles vérifications renouvelées. Quel que fut cependant, dans son étendue, le déplacement du pouvoir de la gauche vers la droite, il touchait peu le Gouvernement provisoire qui restait un néant. On peut compter sur les doigts les hommes qui, dans les journées critiques de juillet, s'intéressèrent au cabinet ministériel du prince Lvov. Le général Krymov, celui-là même qui, naguère, avait mené des pourparlers avec Goutchkov au sujet de la déposition de Nicolas II, — nous reverrons bientôt ce général pour la dernière fois, — envoya au prince un télégramme qui se terminait par cette admonition : « Il est temps de passer des paroles aux actes. » Le conseil avait une résonance de plaisanterie et n'en soulignait

que plus nettement l'impuissance du Gouvernement.

« Au début de juillet, — écrivait dans la suite le libéral Nabokov, — il y eut un bref moment où le pouvoir sembla reprendre de l'autorité ; c'était après l'écrasement de la première offensive bolchévique. Mais le Gouvernement provisoire ne sut pas profiter du moment, et les conditions favorables d'alors ne furent pas utilisées. Elles ne se représentèrent pas. » C'est dans le même esprit que s'exprimèrent d'autres représentants du camp de droite. En réalité, pendant les journées de Juillet, de même qu'en général dans tous les moments critiques, les parties composantes de la coalition poursuivaient des buts différents. Les conciliateurs eussent été tout à fait disposés à permettre le définitif écrasement des bolchéviks s'il n'avait été évident qu'ayant réglé leur compte à ces derniers, les officiers, les Cosaques, les chevaliers de Saint-Georges et les bataillons de choc écraseraient les conciliateurs eux-mêmes. Les cadets voulaient aller jusqu'au bout pour balayer non seulement les bolchéviks, mais les soviets. Cependant, ce n'est pas par hasard que les cadets se trouvaient, à tous les moments graves, hors du gouvernement. En fin de compte, ils en étaient expulsés par la pression des masses, irrésistible, en dépit de tous les tampons conciliateurs. Même si les libéraux avaient réussi à s'emparer du pouvoir, ils n'auraient pu le garder. Les événements l'ont démontré dans la suite avec une parfaite plénitude. L'idée d'une possibilité que l'on aurait laissée échapper en Juillet est une illusion rétrospective. En tous cas, la victoire de Juillet, loin d'affermir le pouvoir, ouvrit au contraire une période de crise gouvernementale prolongée qui n'eut formellement sa solution que le 24 juillet et fut en somme une entrée en agonie, pour quatre mois, du régime de Février.

Les conciliateurs étaient déchirés entre la nécessité de rétablir une demi-amitié avec la bourgeoisie et le besoin de modérer l'hostilité des masses. Le louvoiement devient pour eux une forme d'existence, les zigzags se transforment en oscillations fiévreuses, mais la ligne essentielle tourne brusquement vers la droite. Le 7 juillet, le gouvernement décide toute une série de mesures de répression. Mais, à la même séance, comme en catimini, profitant de l'absence des « anciens », c'est-à-dire des cadets, les ministres socialistes proposèrent au gouvernement d'entreprendre la réalisation du programme établi en juin par le Congrès des soviets. Cela amena immédiatement une nouvelle dislocation du gouvernement. Le prince Lvov, grand propriétaire de biens-fonds, ancien président de l'Union des Zemstvos, accusa le gouvernement de « saper » par sa politique agraire « la conscience juridique du peuple ». Les propriétaires nobles s'inquiétaient non d'avoir peut-être à perdre leurs patrimoines, mais de voir les conciliateurs « s'efforcer de placer l'Assemblée constituante devant le fait accompli. » Tous les piliers de la réaction monarchiste devinrent dès lors des partisans enflammés de la pure démocratie ! Le gouvernement décida de confier le poste de ministre-président à Kérénsky, en maintenant par devers lui les portefeuilles de la Guerre et de la Marine. Tsérételli, nouveau ministre de l'Intérieur, dut répondre devant le Comité exécutif au sujet des arrestations de bolchéviks. L'interpellation venait de Martov, et Tsérételli répliqua, sans cérémonie, à son ancien camarade de parti, qu'il préférerait avoir affaire à Lénine plutôt qu'à Martov : avec le premier il savait comment se conduire, tandis que l'autre lui liait les mains... « Je prends sur moi la responsabilité de ces arrestations ! » — tel fut le défi du ministre devant un auditoire qui dressait l'oreille.

Tout en portant des coups à gauche, les conciliateurs allèguent le danger de droite. « La Russie se trouve devant une dictature militaire, — déclare Dan dans son rapport à la séance du 9 juillet. — Nous avons l'obligation d'arracher la baïonnette des mains de la dictature militaire. Et nous ne pouvons le faire qu'en reconnaissant le Gouvernement provisoire comme Comité de Salut public. Nous devons donner au Gouvernement des pouvoirs illimités pour qu'il puisse extirper l'anarchie de gauche et la contre-révolution de droite... » Comme si le gouvernement lui-même, qui luttait contre les ouvriers, les soldats, les paysans, avait pu avoir dans les mains une autre baïonnette que celle de la contre-révolution ! Par 252 voix, devant 47 abstentions, l'Assemblée unifiée prit cette résolution. « 1° Le pays et la révolution sont en danger. 2° Le Gouvernement provisoire est déclaré Gouvernement de salut de la Révolution ; 3° On lui reconnaît des pouvoirs illimités. » Cette décision résonnait comme un tonneau vide. Les bolchéviks qui assistaient à la séance s'abstinrent de voter, ce qui témoigne d'une indubitable perplexité dans les sommets du Parti en ces jours-là.

Des mouvements de masses, même écrasés, ne passent jamais sans laisser des traces. La place du grand seigneur fut occupée, à la tête du gouvernement, par un avocat radical ; le ministère de l'Intérieur eut à sa tête un ancien forçat. On constate un remaniement plébéien du pouvoir. Kérensky, Tsérételli, Tchernov, Skobélev, leaders du Comité exécutif, déterminaient dès lors la physionomie du gouvernement. N'est-ce pas là la réalisation du mot d'ordre des journées de Juin : « A bas les dix ministres capitalistes » ? Non, c'est seulement la révélation de l'inconsistance de ce mot d'ordre. Les ministres démocrates ne prirent le pouvoir que pour le

restituer aux ministres capitalistes. « La coalition est morte, vive la coalition ! » (1)

On joue solennellement la honteuse comédie du désarmement des mitrailleurs sur la Place du Palais. Plusieurs régiments sont dissous. Des soldats sont expédiés, par petits détachements, comme renforts au front. Des quadragénaires sont ramenés à la discipline et chassés vers les tranchées. Ce sont tous des agitateurs contre le régime du kérenskysme. Ils sont quelques dizaines de mille et ils accompliront jusqu'à l'automne un gros travail. Parallèlement, on désarme les ouvriers, quoique avec un moindre succès. Sous la pression des généraux, — nous verrons bientôt quelles formes elle prit, — la peine de mort est rétablie sur le front. Mais, le même jour, le 12 juillet, est promulgué un décret limitant les achats et ventes de terres. La demi-mesure tardive, sous la menace de la hache du moujik, provoqua à gauche des sarcasmes, à droite des grincements de dents. Ayant interdit tout cortège dans la rue — menace pour la gauche, — Tsérételli leva la main contre les arrestations arbitraires, — tentative pour intimider la droite. Kérensky, ayant révoqué le commandant en chef de l'arrondissement militaire, donna pour motif à la gauche que cet officier avait détruit des organisations ouvrières, à la droite que cet homme avait manqué de résolution.

Les Cosaques devinrent les authentiques héros du Pétrograd bourgeois. « Il arriva parfois, — raconte l'officier cosaque Grékov, — que l'un des nôtres, en uniforme, entrant dans un lieu public, dans un restaurant où il y avait beaucoup de monde, tout le public se levait et accueillait le nouveau venu par des applaudissements. »

(1) En français dans le texte. — N. du Trad.

Les théâtres, les cinématographes et les jardins de divertissements organisèrent plusieurs soirées de bienfaisance au profit des Cosaques blessés et des familles de Cosaques tués. Le Bureau du Comité exécutif se trouva forcé d'élire une commission, ayant à sa tête Tchkhéidzé, pour participer à la direction des funérailles « des guerriers tombés dans l'accomplissement de leur devoir révolutionnaire pendant les journées des 3-5 juillet. » Les conciliateurs durent vider jusqu'à la lie la coupe de l'humiliation. Le cérémonial commença par un service religieux à la cathédrale Saint-Isaac. Les cercueils furent portés par Rodzianko, Milioukov, le prince Lvov et Kérénsky, et processionnellement furent acheminés pour l'inhumation vers le monastère Alexandre-Nevsky. Sur le passage du cortège, la milice était absente, les Cosaques s'étaient chargés de maintenir l'ordre : la journée des obsèques fut celle de leur entière domination sur Pétrograd. Les ouvriers et les soldats que les Cosaques avaient massacrés, frères de sang des victimes de Février, furent enterrés en tapinois, tout ainsi que, du temps du tsar, l'on avait inhumé les victimes du 9 janvier 1905.

Le Comité exécutif de Cronstadt reçut du gouvernement la sommation d'avoir à livrer immédiatement à la disposition des autorités judiciaires Raskolnikov, Rochal et le sous-lieutenant Remnev, sous menace d'un blocus de l'île de Cronstadt. A Helsingfors furent aussi arrêtés, avec des bolchéviks, pour la première fois des socialistes-révolutionnaires de gauche. Le prince Lvov qui avait donné sa démission, se plaignait dans les journaux de ce que « les soviets, inférieurs à la morale générale de la haute politique, ne s'étaient même pas débarrassés des léninistes, — ces agents de l'Allemagne. » Ce fut une affaire d'honneur pour les conciliateurs que de démontrer leur morale d'État ! Le 13 juillet, les Comités exécutifs adoptent

dans une séance unifiée une motion présentée par Dan : « Toutes personnes inculpées par le pouvoir judiciaire sont écartées des Comités exécutifs jusqu'au jugement du tribunal. » Les bolchéviks étaient ainsi placés effectivement hors la loi. Kérénsky interdit toute la presse bolchévique. En province on procédait à des arrestations de Comités agraires. Les *Izvestia* se lamentaient dans l'impuissance : « Il y a seulement quelques jours, nous avons été témoins des débordements de l'anarchie dans les rues de Pétrograd. Aujourd'hui dans les mêmes rues, se déversent sans retenue des discours contre-révolutionnaires, des discours de Cent-Noirs. »

Les régiments les plus révolutionnaires ayant été dissous et les ouvriers désarmés, le centre de gravité se déplaça plus encore vers la droite. Dans les mains des quelques hauts dirigeants militaires, des groupes industriels bancaires et cadets, se concentra manifestement une importante partie du pouvoir réel. L'autre partie restait comme devant dans les mains des soviets. La dualité de pouvoirs était évidente, mais ce n'était déjà plus la dualité de pouvoirs légalisée, basée sur un contact ou une coalition, des mois précédents, c'était la dualité de pouvoirs explosive de deux cliques : celle des militaires et bourgeois et celle des conciliateurs qui se redoutaient entre elles mais en même temps avaient besoin l'une de l'autre. Que restait-il à faire ? Ressusciter la coalition. « Après l'insurrection des 3-5 juillet, — écrit avec justesse Milioukov, — l'idée de la coalition non seulement ne fut pas abandonnée, mais, au contraire, acquit pour un temps plus de force et de signification qu'elle n'en avait eu auparavant. »

Le Comité provisoire de la Douma d'État se réveilla inopinément et adopta une violente résolution contre le Gouvernement de salut. Ce fut le dernier coup. Tous les

ministres remirent leurs portefeuilles à Kérénsky, faisant ainsi de lui le centre de la souveraineté nationale. Dans les destinées ultérieures de la Révolution de Février, de même que dans le sort personnel de Kérénsky, ce moment prit une importance considérable : dans le chaos des groupements, des démissions, des nominations, se dessina quelque chose dans le genre d'un point immuable autour duquel tournaient tous les autres. La démission des ministres ne servit que d'introduction à des pourparlers avec les cadets et les industriels. Les cadets posèrent leurs conditions : responsabilité des membres du gouvernement « exclusivement devant leur conscience » ; accord absolu avec les alliés ; rétablissement de la discipline dans l'armée ; aucune réforme sociale avant l'Assemblée constituante. Un article qui n'était point écrit, c'était l'exigence de différer les élections pour l'Assemblée constituante. Cela s'appelaient « un programme indépendant des partis et national ». Dans le même sens répondirent les représentants du commerce et de l'industrie que les conciliateurs essayaient vainement d'opposer aux cadets. Le Comité exécutif confirma encore sa résolution d'octroyer au Gouvernement de salut « de pleins pouvoirs » ; cela signifiait que l'on consentait à l'indépendance du gouvernement à l'égard du Soviet. Le même jour, Tséré-telli, en qualité de ministre de l'Intérieur, lança une circulaire invitant à prendre « des mesures urgentes et résolues pour mettre fin à tous actes d'arbitraire dans le domaine des rapports agraires. » Le ministre des Approvisionnement, Péchékhonov, réclamait de son côté que l'on mît fin « aux violences et aux actes criminels contre les propriétaires de terres ». Le gouvernement du salut de la Révolution se recommandait, avant tout, comme un gouvernement de salut pour les propriétaires de domaines. Mais il n'était pas seulement cela. Un brasseur d'affaires,



l'ingénieur Paltchinsky, qui cumulait les fonctions de directeur au ministère du Commerce et de l'Industrie, de préposé principal au combustible et au métal et de chef de la Commission de la défense nationale, appliquait énergiquement la politique du capital trusté. L'économiste menchévik Tchérévanine se plaignait à la section économique du Soviet de ce que les heureuses initiatives de la démocratie se brisaient au sabotage de Paltchinsky. Le ministre de l'Agriculture, Tchernov, sur lequel les cadets avaient reporté l'accusation d'intelligences avec les Allemands, se vit obligé « aux fins de réhabilitation » de démissionner. Le 18 juillet, le gouvernement dans lequel prédominaient les socialistes, promulgue un manifeste de dissolution de l'indocile Diète finlandaise où les social-démocrates sont en majorité. Dans une note solennellement adressée aux Alliés à l'occasion du 3<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration de la guerre mondiale, le gouvernement, non content de renouveler le serment de fidélité rituel, annonce qu'il a eu le bonheur d'écraser l'émeute provoquée par les agents de l'ennemi. Document inouï de platitude ! En même temps est publiée une loi draconienne contre les infractions à la discipline chez les cheminots. Après que le gouvernement eut ainsi démontré sa maturité politique, Kérénsky se décida enfin à répondre à l'ultimatum du Parti cadet en ce sens que les exigences formulées par celui-ci « ne pouvaient faire obstacle à une entrée dans le Gouvernement provisoire ». Cette capitulation déguisée ne suffisait pourtant déjà plus aux libéraux. Il leur fallait contraindre les conciliateurs à s'agenouiller. Le Comité central du parti cadet précisa que la déclaration gouvernementale du 8 juillet, publiée après la rupture de la coalition, — ramassis de lieux communs démocratiques, — n'était pas acceptable pour lui et... rompit les pourparlers.

L'attaque était convergente. Les cadets agissaient en étroite liaison non seulement avec les industriels et les diplomates alliés, mais aussi avec le corps des généraux. Le Comité principal de l'Union des officiers au Grand Quartier Général se trouvait sous la direction effective du parti cadet. Par l'intermédiaire du haut commandement, les cadets pesaient sur les conciliateurs du côté le plus sensible. Le 8 juillet, le général Kornilov, commandant en chef du front Sud-Ouest, donna l'ordre d'ouvrir sur les soldats qui reculeraient le feu des mitrailleuses et de l'artillerie. Soutenu par Savinkov commissaire au front, ancien chef de l'organisation terroriste des socialistes-révolutionnaires, — Kornilov avait déjà précédemment exigé le rétablissement de la peine de mort sur le front, menaçant en cas contraire d'abandonner de son propre gré le commandement. Le télégramme secret parut immédiatement dans la presse : Kornilov avait pris soin qu'il fût connu. Le généralissime Broussilov, plus circonspect et évasif, moralisait en écrivant à Kérensky : « Les leçons de la grande Révolution française que nous avons partiellement oubliées se rappellent pourtant à nous impérieusement... » Ces leçons consistaient en ceci que les révolutionnaires français, ayant vainement essayé de reconstituer l'armée « sur des bases humanitaires », s'étaient ensuite ralliés à la peine de mort, et que « leurs drapeaux victorieux avaient fait la moitié du tour du monde ». A part cela, les généraux n'avaient rien lu du livre de la Révolution. Le 12 juillet, le gouvernement rétablit la peine de mort, « en temps de guerre, pour les militaires coupables de certains crimes des plus graves. » Cependant, le général Klembovsky, commandant en chef du front Nord, écrivait trois jours plus tard : « L'expérience a montré que les contingents auxquels étaient affectées de nombreuses

forces de complément devenaient absolument incapables de combattre. L'armée ne peut être saine si la source de ses renforts est pourrie. » La source corrompue des renforts, c'était le peuple russe.

Le 16 juillet, Kérénsky convoqua au Grand Quartier Général une conférence des grands chefs de guerre avec la participation de Téréchtchenko et de Savinkov. Kornilov était absent : le recul sur son front battait son plein et n'arrêta que quelques jours après, lorsque les Allemands eux-mêmes suspendirent leur avance à l'ancienne frontière de la Russie. Les noms des participants à la conférence : Broussilov, Alexéiev, Rouzsky, Klembovsky, Dénikine, Romanovsky, tintaient comme l'écho d'une époque précipitée dans un abîme. Pendant quatre mois, les grands généraux s'étaient sentis à demi-morts. Maintenant ils ressuscitaient et, considérant le ministre-président comme l'incarnation de la Révolution qui les avait molestés, lui infligeaient impunément d'acribes camouflets.

D'après les données du Grand Quartier Général, les armées du front Sud-Ouest, entre le 18 juin et le 6 juillet, avaient perdu environ 56.000 hommes. Insignifiants sacrifices à l'échelle de la guerre ! Mais deux insurrections celle de Février et celle d'Octobre, ont coûté beaucoup moins cher. Qu'a donné l'offensive des libéraux et des conciliateurs, si ce n'est des morts, des dévastations et des calamités ? Les bouleversements sociaux de 1917 ont modifié la face de la sixième partie du monde et ont ouvert à l'humanité de nouvelles possibilités. Les cruautés et les horreurs de la Révolution, que nous ne voulons ni nier, ni atténuer, ne tombent pas du ciel : elles sont inséparables de tout le développement historique.

Broussilov, rapportant les résultats de l'offensive entreprise un mois auparavant, déclarait : « échec com-

plet ». La cause en était que « les chefs, depuis le simple capitaine jusqu'au généralissime, n'avaient pas d'autorité. » Comment et pourquoi l'avaient-ils perdue, il ne le dit pas. En ce qui concerne des opérations ultérieures, « nous ne pouvons en préparer avant le printemps ». Insistant avec les autres sur les mesures de répression, Klembovsky exprimait aussitôt ses doutes sur leur efficacité. « La peine de mort ? — Mais peut-on exécuter des divisions entières ? Les mettre en jugement ? — Mais alors la moitié de l'armée se trouvera en Sibérie... » Le chef d'état-major général rapportait : « Cinq régiments de la garnison de Péetrograd ont été dissous. Les instigateurs sont traduits devant la justice... Au total environ 90.000 hommes seront évacués de Péetrograd. » Cette mesure fut adoptée avec satisfaction. Personne ne songeait à se demander quelles conséquences aurait l'évacuation de la garnison de Péetrograd.

Les comités ? disait Alexéiev. « Il est indispensable de les supprimer... L'histoire militaire, qui compte des milliers d'années, a établi ses lois. Nous avons voulu les violer et nous avons subi un fiasco. » Cet homme entendait par lois de l'histoire le règlement du service en campagne. « Derrière les anciens drapeaux, — disait Rouzsky d'un ton vantard, — les hommes marchaient comme derrière une chose sacrée et savaient mourir. Mais que nous ont amené les drapeaux rouges ? Ceci, que les troupes, dès lors, se rendaient par corps d'armée entiers. » Le vétuste général avait oublié comment lui-même, en août 1915, avait fait un rapport au conseil des ministres : « Les exigences contemporaines de la technique militaire sont au-dessus de nos forces ; en tout cas, nous ne saurions nous mesurer avec les Allemands. » Klembovsky soulignait malignement que l'armée avait été détruite à proprement parler non par les bolchéviks mais « par

d'autres » qui avaient institué une néfaste législation militaire, « par des hommes qui ne comprenaient pas le genre de vie et les conditions d'existence d'une armée. » C'était une allusion directe à Kérensky. Dénikine attaquait les ministres encore plus résolument : « Vous avez piétiné dans la boue nos glorieux drapeaux de combat, c'est vous qui les ramasserez s'il y a en vous une conscience... » Mais Kérensky ? Soupçonné de manquer de conscience, il remercie basement le soudard d'avoir « exprimé ouvertement et sincèrement son opinion ». La déclaration des droits du soldat ? « Si j'avais été ministre au moment où on l'élaborait, la déclaration n'eût pas été promulguée. Qui donc le premier a sévi contre les chasseurs sibériens ? Qui le premier a versé son sang pour châtier les rebelles ? Un homme que j'avais placé, un commissaire à moi. » Le ministre des Affaires étrangères Téréchtchenko minaude en manière de consolation : « Notre offensive, même manquée, a relevé la confiance en nous des alliés. » La confiance des alliés ! Est-ce pour cela que la terre tourne autour de son axe ?

« Au moment présent, les officiers sont le seul contrefort de la liberté et de la Révolution, » prêche Klembovsky. « Un officier n'est pas un bourgeois, — explique Broussilov, — il est le véritable prolétaire. » Le général Rouzsky ajoute : « Les généraux aussi sont des prolétaires. » Supprimer les comités, rétablir le pouvoir des vieux chefs, chasser de l'armée la politique, c'est-à-dire la Révolution — tel est le programme des prolétaires galonnés en généraux. Kérensky n'objecte rien au programme même ; ce qui le trouble, c'est seulement la question des délais. « En ce qui concerne les mesures proposées, — dit-il, — je pense que le général Dénikine lui-même n'insistera pas sur leur application immédiate... » Les généraux étaient tous de parfaites médio-

crités. Mais ils ne pouvaient s'empêcher de se dire : « Voilà le langage qu'il faut tenir à ces messieurs ! »

Le résultat de la conférence fut un changement dans le haut commandement. Le condescendant et souple Broussilov, nommé à la place du circonspect officier de bureau Alexéiev qui avait fait des objections à l'offensive, était maintenant destitué et remplacé par le général Kornilov. La permutation était motivée de différentes manières : aux cadets, on promettait que Kornilov établirait une discipline de fer ; aux conciliateurs, on affirmait que Kornilov était l'ami des comités et des commissaires ; Savinkov lui-même garantissait les sentiments républicains du général. En réplique à cette haute nomination, Kornilov expédia au gouvernement un nouvel ultimatum : il n'acceptait son poste qu'aux conditions suivantes : « responsabilité devant sa propre conscience et devant le peuple ; interdiction d'intervenir dans les nominations aux postes élevés du commandement ; rétablissement de la peine de mort à l'arrière. » Le premier point suscitait des difficultés : « répondre devant sa propre conscience et devant le peuple », Kérénsky s'en était déjà chargé et c'est une affaire qui ne souffre pas de concurrence. Le télégramme de Kornilov fut publié dans le journal libéral le plus répandu. Les prudents politiciens de la réaction faisaient la grimace. L'ultimatum de Kornilov était celui du parti cadet, traduit seulement dans le langage immodéré d'un général de Cosaques. Mais le calcul de Kornilov était juste : par l'outrance des prétentions et l'insolence du ton, l'ultimatum provoqua l'enthousiasme de tous les ennemis de la Révolution, et, avant tout, des officiers du cadre. Kérénsky fut bouleversé et voulut immédiatement destituer Kornilov, mais il ne trouva point d'appui dans son gouvernement. A la fin des fins, sur le conseil

de ses inspireurs, Kornilov consentit, dans une explication verbale, à reconnaître qu'il entendait par responsabilité devant le peuple une responsabilité devant le Gouvernement provisoire. Pour le reste, l'ultimatum, sauf quelques petites réserves, fut accepté. Kornilov devint généralissime. En même temps un officier du génie, Filonenko lui était attaché comme commissaire, et l'ex-commissaire du front Sud-Ouest Savinkov était placé à la tête du ministère de la Guerre. L'un — personnage accidentel, parvenu ; l'autre — ayant un grand passé révolutionnaire ; tous deux — aventuriers achevés, prêts à tout comme Filonenko, ou du moins à beaucoup comme Savinkov. Leur liaison étroite avec Kornilov, contribuant à la rapide carrière du général, joua, comme nous le verrons, son rôle dans le développement ultérieur des événements.

Les conciliateurs cédaient sur toute la ligne. Tsérételli allait répétant : « La coalition, c'est une union de salut. » Dans les coulisses, les pourparlers, en dépit de la rupture formelle, allaient leur train. Pour accélérer le dénouement, Kérensky, en accord évident avec les cadets, recourut à une mesure purement théâtrale, c'est-à-dire tout à fait dans l'esprit de sa politique, mais en même temps très efficace pour les buts qu'il poursuivait : il donna sa démission et quitta la ville, abandonnant les conciliateurs à leur désespoir. Milioukov dit à ce sujet : « Par sa sortie démonstrative... il montra et à ses adversaires, et à ses rivaux, et à ses partisans que, nonobstant leur appréciation sur ses qualités personnelles, il s'avérait indispensable dans la minute présente, simplement par la situation politique qu'il occupait au milieu de deux camps en lutte. » La partie était enlevée à qui-perd-gagne. Les conciliateurs se précipitèrent vers le « camarade Kérensky », étouffant leurs malédictions, avec

de franches supplications. Des deux côtés, cadets et socialistes, sans peine, imposèrent au cabinet décapité la résolution de se désister, en confiant à Kérensky la tâche de reconstituer un gouvernement à son gré.

Pour intimider définitivement les membres des Comités exécutifs déjà suffisamment apeurés, on leur fait parvenir les dernières informations sur la situation qui empire sur le front. Les Allemands poussent sur les troupes russes, les libéraux poussent sur Kérensky, Kérensky pousse sur les conciliateurs. Les fractions des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires siègent toute la nuit du 23 au 24 juillet, se morfondant dans leur impuissance. A la fin des fins, les Comités exécutifs, par une majorité de 147 voix contre 46, devant 42 abstentions, — opposition inouïe ! — approuvent que le pouvoir soit remis à Kérensky sans conditions et sans limitations. Au Congrès des cadets qui avait lieu en même temps, des voix s'élevèrent pour le renversement de Kérensky, mais Milioukov remit à leur place les impatients, proposant de se borner pour l'instant à une simple pression. Cela ne signifie pas que Milioukov se fût fait des illusions au sujet de Kérensky. Mais il voyait en lui un point d'application pour les forces des classes possédantes. Le gouvernement étant débarrassé des soviets, il n'y aurait alors aucune difficulté à le débarrasser de Kérensky.

Pendant ce temps, les dieux de la coalition avaient toujours soif. L'ordre d'arrêter Lénine précéda la formation du gouvernement transitoire du 7 juillet. Maintenant il était nécessaire de signaler par un acte de fermeté la renaissance de la coalition. Dès le 13 juillet avait paru dans le journal de Gorki, — la presse bolchévique n'existait déjà plus, — une lettre ouverte de Trotsky au Gouvernement provisoire. La lettre disait : « Vous ne pouvez avoir aucun motif logique de m'excepter du décret en



vertu duquel les camarades Lénine, Zinoviev et Kaménev font l'objet d'un mandat d'arrestation. En ce qui concerne le côté politique de l'affaire, vous ne pouvez avoir de motifs de douter que je sois un adversaire de la politique générale du Gouvernement provisoire tout aussi irréconciliable que les camarades ci-dessus nommés. » Dans la nuit où se constituait le nouveau ministère, Trotsky et Lounatcharsky furent arrêtés à Pétrograd, tandis qu'au front l'on arrêtait le sous-lieutenant Krylenko, futur commandant en chef des bolchéviks.

Le Gouvernement qui vint au monde après une crise de trois semaines avait l'air étique. Il se composait de personnages de deuxième et de troisième plan, sélectionnés d'après le principe du moindre mal. Le vice-président fut l'ingénieur Nékrassov, cadet de gauche, qui, le 27 février, avait proposé, pour l'écrasement de la Révolution, de confier le pouvoir à l'un des généraux du tsar. L'écrivain Prokopovitch, sans parti et sans personnalité, domicilié sur la lisière entre les cadets et les menchéviks, devint ministre de l'Industrie et du Commerce. Ancien procureur, ensuite avocat radical, Zaroudny, fils du ministre « libéral » d'Alexandre II, fut appelé à la Justice. Le président du Comité exécutif paysan, Avksentiev, obtint le portefeuille de ministre de l'Intérieur. Le menchévik Skobélev resta ministre du Travail, le socialiste populiste Péchékhonov ministre de l'Approvisionnement. Du côté des libéraux entrèrent dans le cabinet des figures tout aussi secondaires, n'ayant joué ni avant ni après des rôles dirigeants. Au poste de ministre de l'Agriculture revint inopinément Tchernov : dans les quatre jours qui s'étaient écoulés entre sa démission et la nouvelle nomination, il avait déjà eu le temps de se réhabiliter. Dans son *Histoire*, Milioukov note impassiblement que le caractère des rapports de Tchernov avec

les autorités allemandes « n'avait pas été élucidé ; il est possible, — ajoute-t-il, — que les indications du contre-espionnage russe ainsi que les soupçons de Kérénsky, de Téréchtchenko et d'autres à cet égard fussent allés trop loin. » La réintégration de Tchernov dans les fonctions de ministre de l'Agriculture n'était rien de plus qu'un tribut au prestige du parti dirigeant des socialistes-révolutionnaires dans lequel Tchernov, d'ailleurs, perdait de plus en plus de son influence. En revanche, Tsérételli eut la prévoyance de rester en dehors du cabinet ministériel : en mai, l'on avait estimé qu'il serait utile à la Révolution au sein du gouvernement ; maintenant il se disposait à être utile au gouvernement au sein du Soviet. A partir de ce temps, Tsérételli remplit effectivement les obligations d'un commissaire de la bourgeoisie dans le système des soviets. « Si les intérêts du pays étaient contrecarrés par la coalition, — disait-il en séance du Soviet de Pétrograd, — notre devoir serait d'inviter nos camarades à sortir du gouvernement. » Il ne s'agissait déjà plus d'éliminer, après épuisement, les libéraux, comme Dan l'avait promis naguère, mais bien, se sentant à bout, d'abandonner en temps opportun le gouvernail. Tsérételli préparait la remise intégrale du pouvoir à la bourgeoisie.

Dans la première coalition, formée le 6 mai, les socialistes étaient en minorité ; mais ils étaient en fait les maîtres de la situation ; dans le cabinet ministériel du 24 juillet, les socialistes étaient en majorité, mais ils n'étaient que l'ombre des libéraux... « Malgré une petite prépondérance nominale des socialistes — avoue Milioukov — la prédominance effective dans le cabinet appartenait incontestablement aux partisans convaincus de la démocratie bourgeoise. » Il serait plus exact de dire : de la propriété bourgeoise. Quant à la démocratie,

l'affaire se présentait moins nettement. Dans le même esprit, bien qu'avec une argumentation inattendue, le ministre Péchékhonov comparait la coalition de juillet à celle de mai : en mai, la bourgeoisie avait besoin du soutien de la gauche ; à présent, sous la menace d'une contre-révolution, l'appui de la droite nous est indispensable ; « plus nous amènerons à nous de forces de la droite, moins il en restera pour attaquer le pouvoir. » Formule incomparable de stratégie politique : pour faire lever le siège de la forteresse, le mieux est d'ouvrir de l'intérieur la grand'porte. Telle était la formule de la nouvelle coalition.

La réaction prenait l'offensive, la démocratie battait en retraite. Les classes et les groupes que la Révolution avait épouvantés dans les premiers temps, relevaient la tête. Les intérêts qui, la veille, se dissimulaient encore, se déclaraient ouvertement aujourd'hui. Les négociants et les spéculateurs réclamaient l'extermination des bolchéviks et la liberté du commerce ; ils élevaient la voix contre toutes les limitations du trafic, même contre celles qui avaient été établies du temps du tsar. Les services d'approvisionnements qui avaient tenté de lutter contre la spéculation étaient déclarés coupables du manque de produits alimentaires. De ces services, la haine se reportait sur les soviets. L'économiste menchévik Gromann déclarait que la campagne des commerçants « s'était particulièrement intensifiée après les événements des 3-4 juillet. » On rendait les soviets responsables des défaites, de la vie chère et des cambriolages nocturnes.

Inquiété par les machinations monarchistes et redoutant une explosion par choc en retour de la gauche, le gouvernement expédia, le 1<sup>er</sup> juillet, Nicolas Romanov avec sa famille, à Tobolsk. Le lendemain fut interdit

le nouveau journal des bolchéviks *Rabotchi i Soldat* (*Ouvrier et Soldat*). De toutes parts l'on apprenait des arrestations en masses de comités d'armées. Les bolchéviks ne purent, à la fin de juillet, réunir leur congrès qu'à demi légalement. Les congrès d'armée étaient interdits. Et commencèrent à se rassembler ceux qui, auparavant, restaient terrés chez eux : propriétaires de terres, commerçants et industriels, chefs de la cosaquerie, clergé, chevaliers de Saint-Georges. Leurs voix étaient toutes du même ton, ne différant que par le degré de l'insolence. Le concert était dirigé indiscutablement, quoique non toujours ouvertement, par le parti cadet.

Au congrès du commerce et de l'industrie qui réunit, au début du mois d'août, environ 300 représentants des plus importantes organisations de Bourse et d'entreprises, le discours-programme fut prononcé par le roi du Textile Riabouchinsky qui ne mit pas son flambeau sous le boisseau. « Le Gouvernement provisoire n'avait qu'une apparence de pouvoir... En fait s'y est installé une bande de charlatans de la politique... Le Gouvernement pressure d'impôts, en tout premier lieu, et rigoureusement, la classe des commerçants et des industriels... Est-il rationnel de donner de l'argent au dissipateur ? Ne vaudrait-il pas mieux, pour le salut de la patrie, mettre en tutelle les gaspilleurs ?... » Et, enfin, pour conclure, cette menace : « La main squelettique de la famine et de la misère populaire saisira à la gorge les amis du peuple ! » La phrase sur la main squelettique de la famine, donnant son sens général à la politique des lock-out, s'inséra dès lors fortement dans le vocabulaire politique de la Révolution. Elle coûta cher aux capitalistes.

A Pétrograd s'ouvrit le congrès des commissaires provinciaux. Les agents du Gouvernement provisoire qui, d'après la conception première, devaient se dresser

autour de lui comme un rempart, se groupèrent en réalité contre lui et, sous la direction de leur centre cadet, passèrent au fil de l'épée l'infortuné ministre de l'Intérieur Avksentiev. « On ne peut s'asseoir entre deux chaises : Le gouvernement doit gouverner et non pas être une marionnette. » Les conciliateurs cherchaient à se justifier et protestaient à mi-voix, appréhendant que leur querelle avec les alliés ne fût entendue des bolchéviks. Le ministre socialiste sortit échaudé du congrès.

La presse des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks prit peu à peu le langage des lamentations et des récriminations. Dans ses colonnes commencèrent à paraître des révélations inattendues. Le 6 août, le journal socialiste-révolutionnaire *Diélo Naroda* (*La Cause du Peuple*) publia une lettre d'un groupe de *junkers* de gauche, expédiée par eux en route vers le front : les signataires « étaient frappés du rôle joué par les *junkers*... Pratique régulière des torgnioles, participation des *junkers* aux expéditions punitives, s'accompagnant de l'envoi au poteau sans jugement ni instruction, sur l'ordre simple d'un commandant de bataillon... Les soldats exaspérés se sont mis à tirer, en guet-apens, sur certains *junkers*... » C'est ainsi que se présentait l'œuvre d'assainissement de l'armée.

La réaction progressait, le Gouvernement reculait. Le 7 août furent relaxés les Cent-Noirs les plus fameux, complices des cercles raspoutiniens et des pogromes antisémites. Les bolchéviks restaient à la prison de Kresty où s'annonçait la grève de la faim des ouvriers, soldats et matelots détenus. La section ouvrière du Soviet de Pétrograd envoya, ce jour-là, une adresse de félicitations à Trotsky, à Lounatcharsky, à Kollontai et aux autres emprisonnés.

Industriels, commissaires provinciaux, le congrès des

Cosaques de Novotcherkask, la presse patriote, généraux, libéraux — tous estimaient qu'il était absolument impossible de procéder aux élections pour l'Assemblée constituante en septembre ; mieux eût valu les différer jusqu'à la fin de la guerre. A cela, le Gouvernement ne pouvait cependant se résoudre. Mais un compromis fut trouvé : la convocation de l'Assemblée constituante fut remise au 28 novembre. Ce n'est pas sans maussaderie que les cadets acceptèrent le délai : ils comptaient fermement que, dans les trois mois qui restaient, devaient se produire des événements décisifs qui transposeraient la question même de l'Assemblée constituante sur un autre plan. Ces espérances se rattachaient de plus en plus ouvertement au nom de Kornilov.

La réclame faite autour du nouveau « généralissime » se situa désormais au centre de la politique bourgeoise. La biographie du « premier généralissime populaire » était répandue à un nombre formidable d'exemplaires, avec le concours actif du Grand Quartier Général. Lorsque Savinkov, en qualité de ministre de la Guerre, disait aux journalistes : « Nous estimons », le « nous » signifiait non point Savinkov et Kérénsky, mais Savinkov et Kornilov. Le bruit fait autour de Kornilov contraignait Kérénsky à se tenir sur ses gardes. Il circulait des rumeurs encore plus persistantes au sujet d'un complot au centre duquel se tiendrait le Comité de l'Union des officiers près le Grand Quartier Général. Une entrevue personnelle du chef du gouvernement et du chef de l'armée, au début du mois d'août, ne fit qu'attiser leur antipathie réciproque. « Cet étourdi, ce bavard veut me commander ? » devait se dire Kornilov. « Ce Cosaque borné et inculte se dispose à sauver la Russie ? » dut forcément penser Kérénsky. Chacun d'eux avait raison à sa manière. Le programme de Kornilov, comprenant la militarisation des usines et

des chemins de fer, l'extension de la peine de mort à l'arrière, et la subordination au Grand Quartier Général de l'arrondissement militaire de Pétrograd avec la garnison de la capitale, avait été entre temps connu des cercles conciliateurs. Derrière le programme officiel, l'on en devinait sans peine un autre, non exprimé mais d'autant plus effectif. La presse de gauche donna l'alarme. Le Comité exécutif proposait une nouvelle candidature au poste de généralissime en la personne du général Tchérémissov. On se mit à parler ouvertement de la démission prochaine de Kornilov. La réaction fut en émoi.

Le 6 août, le Soviet de l'Union des douze formations cosaques, celles du Don, du Kouban, du Térék, etc., décida, non sans la participation de Savinkov, de porter « hautement et fermement » à la connaissance du Gouvernement et du peuple qu'il déclinait toute responsabilité pour la conduite des troupes cosaques sur le front et à l'arrière au cas où le général Kornilov, « héros et chef », serait destitué. La conférence de l'Union des chevaliers de Saint-Georges fut encore plus fermement menaçante pour le gouvernement : si Kornilov est destitué, l'Union donnera immédiatement « comme cri de guerre à tous les chevaliers de Saint-Georges l'ordre d'agir en commun avec la Cosaquerie. » Pas un des généraux ne protesta contre cette infraction à la discipline et la presse de l'Ordre imprima avec enthousiasme des décisions qui marquaient une menace de guerre civile. Le Comité principal de l'Union des officiers de l'armée et de la flotte expédia un télégramme dans lequel il disait placer tous ses espoirs « sur le bien-aimé chef, le général Kornilov », priant « toutes les honnêtes gens » de manifester à celui-ci leur confiance. La conférence des « hommes publics » de droite qui siégeait en ces jours-là à Moscou envoya à Kornilov un télégramme dans lequel elle joignait sa voix

à celle des officiers, des chevaliers de Saint-Georges et de la Cosaquerie : « Toute la Russie pensante vous regarde avec espérance et foi. » On ne pouvait parler plus clairement. A la conférence prenaient part des industriels et des banquiers comme Riabouchinsky et Trétiakov, les généraux Alexéiev et Broussilov, des représentants du clergé et du professorat, les leaders du parti cadet, Milioukov en tête. A titre de camouflage figuraient des représentants d'une « Union paysanne » à demi fictive qui devait assurer aux cadets un soutien dans les sphères supérieures de la paysannerie. Au fauteuil présidentiel se dressait la figure monumentale de Rodzianko qui remercia la délégation d'un régiment cosaque pour avoir réprimé le mouvement bolchévik. La candidature de Kornilov au rôle de sauveteur du pays était ainsi ouvertement posée par les représentants les plus autorisés des classes possédantes et instruites de la Russie.

Après une pareille préparation, le généralissime se présente derechef chez le ministre de la Guerre, aux fins de pourparlers sur le programme qu'il a présenté pour le salut du pays. « Dès son arrivée à Pétrograd, — dit le général Loukomsky, chef de l'état-major de Kornilov, relatant cette visite, — le généralissime se rendit au Palais d'Hiver, accompagné de Cosaques du Tek, avec deux mitrailleuses. Dès que le général Kornilov entra dans le Palais, ces mitrailleuses furent descendues de l'automobile, et les Cosaques du Tek montèrent la garde devant le portail pour venir, en cas de nécessité, au secours du généralissime. « On supposait qu'il pourrait avoir besoin de cette aide contre le ministre-président. » Les mitrailleuses du Tek étaient les armes de la bourgeoisie, braquées sur les conciliateurs qui se jetaient dans ses jambes. Ainsi se présentait le Gouvernement de salut, indépendant des soviets !



Immédiatement après la visite de Kornilov, Kokochkine, membre du Gouvernement provisoire, déclara à Kérénsky que les cadets donneraient leur démission « si le programme de Kornilov n'était pas accepté le jour même ». Bien que sans mitrailleuses, les cadets tenaient au Gouvernement le langage péremptoire de Kornilov. Et cela réussissait. Le Gouvernement provisoire s'empressa d'examiner le rapport du généralissime et admit en principe la possibilité d'appliquer les mesures proposées par lui, « jusques et y compris la peine de mort à l'arrière ».

Dans la mobilisation des forces de la réaction s'inséra naturellement le Concile panrusse de l'Église qui, officiellement, avait pour but d'achever l'émancipation de l'Église orthodoxe jusque-là captive de la bureaucratie, mais au fond devait protéger l'Église contre la Révolution. Depuis l'abolition de la monarchie, l'Église avait perdu son chef officiel. Ses rapports avec l'État, multiséculaire défenseur et protecteur, restaient en suspens. A vrai dire, le Saint-Synode, dans un mandement du 9 mars, s'était empressé de bénir la Révolution accomplie et avait invité le peuple « à faire confiance au Gouvernement provisoire ». Néanmoins, l'avenir était lourd de menaces. Le Gouvernement gardait le silence sur la question de l'Église comme sur d'autres problèmes. Le clergé avait complètement perdu la tête. De temps à autre, d'un point quelconque de la périphérie, de la ville de Verny sur la frontière de la Chine, de quelque paroisse locale, arrivait un télégramme assurant au prince Lvov que sa politique répondait entièrement aux commandements de l'Évangile. S'accommodant de l'insurrection, l'Église n'osait pas se mêler aux événements. Cela se sentait plus nettement qu'ailleurs sur le front où l'influence du clergé tomba en même temps que la discipline de la peur. Dénikine l'avoue :

« Si le corps des officiers lutta néanmoins pour ses droits de commandement et son autorité militaire, la voix des pasteurs se tut dès les premiers jours de la Révolution et ils cessèrent de participer en quelque façon à la vie active des troupes. » Les Congrès du clergé au Grand Quartier Général et dans les états-majors des armées passèrent complètement inaperçus.

Le Concile, qui était avant tout une affaire de caste pour le clergé lui-même, surtout pour son étage supérieur, ne resta cependant point enfermé dans les cadres de la bureaucratie ecclésiastique : la société libérale s'y raccrocha de toutes ses forces. Le parti cadet, n'ayant trouvé dans le peuple aucune racine politique, rêvait que l'Église, après réforme, lui servirait de truchement auprès des masses. Dans la préparation du Concile, un rôle actif fut joué à côté et au-devant des princes de l'Église, par des politiciens laïcs de diverses nuances, tels que le prince Troubetskoï, le comte Olsoufiev, Rodzianko, Samarine, des professeurs et des écrivains libéraux. Le parti cadet essaya vainement de créer autour du Concile une ambiance de réformation ecclésiastique, craignant, en même temps, d'ébranler par un mouvement imprudent, l'édifice vermoulu. Il ne fut pas question d'une séparation de l'Église et de l'État, ni chez le clergé, ni parmi les réformateurs laïcs. Les princes de l'Église étaient naturellement enclins à affaiblir le contrôle de l'État sur leurs affaires intérieures, mais à condition que l'État continuât non seulement à protéger leur situation privilégiée, leurs terres et revenus, mais continuât aussi à couvrir la part de lion de leurs dépenses. De son côté, la bourgeoisie libérale était disposée à garantir à l'orthodoxie le maintien de sa situation d'Église dominante, mais sous condition qu'elle apprît à desservir d'une nouvelle façon dans les masses les intérêts des classes dirigeantes.

Mais ici commençaient de grosses difficultés. Le même Dénikine note avec consternation que la Révolution russe « ne créa pas un seul mouvement religieux populaire plus ou moins perceptible. » Il serait plus exact de dire qu'à mesure que de nouvelles couches populaires étaient entraînées dans la Révolution, elles tournaient presque automatiquement le dos à l'Église, même si auparavant elles avaient été liées avec celle-ci. Dans les campagnes, certains prêtres pouvaient encore avoir une influence personnelle dépendant de leur attitude à l'égard de la question agraire. Dans les villes, personne, non seulement dans les milieux ouvriers, mais même dans la petite bourgeoisie, n'avait idée de s'adresser au clergé pour obtenir la solution des problèmes soulevés par la Révolution. La préparation du Concile rencontra l'entière indifférence du peuple. Les intérêts et les passions des masses trouvaient leur expression dans le langage des mots d'ordre socialistes, mais non dans les textes de théologiens. La Russie arriérée suivait son histoire en brûlant les étapes : elle se trouva forcée de sauter non seulement l'époque de la Réformation, mais aussi celle du parlementarisme bourgeois.

Conçu pendant les mois du flux de la Révolution, le Concile coïncida avec les semaines de son reflux. Cela accentua encore sa teinte réactionnaire. La composition du Concile, le cercle des problèmes abordés par lui, même le cérémonial de son ouverture, — tout témoignait de modifications radicales dans l'attitude des différentes classes à l'égard de l'Église. A l'office divin, dans la cathédrale de l'Assomption, à côté de Rodzianko et des cadets, se trouvèrent présents Kérénsky et Avksentiev. Le maire de Moscou, Roudnev, socialiste-révolutionnaire, déclara dans son discours d'ouverture :

« Tant que vivra le peuple russe, la foi chrétienne

brûlera dans son âme. » La veille encore, ces gens-là se considéraient comme des descendants directs de l'éducateur russe Tchernychevsky.

Le Concile expédiait dans toutes les directions des appels imprimés, réclamait un pouvoir fort, dénonçait les bolchéviks et, dans le même ton que le ministre du Travail Skobélov, conjurait « les ouvriers de travailler sans ménager leurs forces et de subordonner leurs revendications au bien de la patrie. » Mais le Concile réserva une attention particulière à la question agraire. Les métropolitains et les évêques n'étaient pas moins que les propriétaires nobles épouvantés et exaspérés par l'ampleur du mouvement agraire, et leurs appréhensions au sujet des terres de l'Église et des monastères les prenaient à l'âme beaucoup plus violemment que le problème de la démocratisation des paroisses. Sous menace de la colère divine et de l'excommunication, le mandement du Concile exige « la restitution immédiate aux églises, aux couvents, aux paroisses et aux particuliers des terres, des bois, et des récoltes qui ont été pillés ». C'est ici qu'il convient de rappeler la voix clamant dans le désert ! Le Concile traîna de semaine en semaine et ne parvint à l'apogée de son œuvre, le rétablissement du patriarcat, aboli par Pierre le Grand deux cents ans auparavant, qu'après la Révolution d'Octobre.

A la fin de juillet le gouvernement décida de convoquer pour le 13 août, à Moscou, une conférence d'État, comprenant toutes les classes et les institutions publiques du pays. La composition de la conférence fut fixée par le gouvernement lui-même. En complète contradiction avec les résultats de toutes les élections démocratiques qui avaient eu lieu dans le pays, aucune n'étant exceptée, le gouvernement prit des mesures pour assurer d'avance à l'assemblée un nombre égal de représentants des classes

possédantes et du peuple. C'est seulement sur la base de cet équilibre artificiel que le gouvernement de salut de la Révolution espérait encore se sauver lui-même. Ces États généraux n'étaient dotés d'aucun droit défini. « La conférence... n'obtenait, — d'après Milioukov, — tout au plus qu'une voix consultative » : les classes possédantes voulaient donner à la démocratie un exemple d'abnégation, pour s'emparer ensuite, d'autant plus sûrement, de la totalité du pouvoir. On présenta comme but officiel de la Conférence « l'union du pouvoir d'État avec toutes les forces organisées du pays ». La presse parlait de la nécessité de resserrer, de réconcilier, de stimuler, de remonter les esprits. En d'autres termes les uns n'avaient pas le désir et les autres n'étaient pas capables de dire clairement dans quels buts, à proprement parler, se réunissait la Conférence. Donner aux choses leur nom devint encore ici la tâche des bolchéviks.

## KÉRENSKY ET KORNILOV

### LES ÉLÉMENTS DE BONAPARTISME DANS LA RÉVOLUTION RUSSE

**O**N n'a pas peu écrit pour dire que les malheurs qui suivirent, y compris l'avènement des bolchéviks, eussent pu être évités, si, à la place de Kérénsky, s'était trouvé à la tête du pouvoir un homme doué d'une pensée claire et d'un caractère ferme. Il est incontestable que Kérénsky manquait de l'un et de l'autre. Mais pourquoi donc certaines classes sociales se trouvèrent-elles forcées de hisser précisément Kérénsky sur le pavois ?

Comme pour rafraîchir nos souvenirs d'histoire, les événements d'Espagne nous montrent une fois de plus comment une révolution, délavant les limites habituelles de la politique, obnubile dans les premiers temps d'une rose brume tous et tout. Même ses ennemis s'efforcent, dans cette phase, de prendre sa couleur : en ce mimétisme s'exprime la tendance à demi instinctive des classes conservatrices à s'adapter à des transmutations menaçantes, pour en souffrir le moins possible. La solidarité de la nation, basée sur une phraséologie inconsistante, transforme l'activité conciliatrice en une fonction politique indispensable. Les idéalistes petits-bourgeois, qui regardent par-dessus les classes, qui pensent en phrases toutes faites, qui ne savent ce qu'ils veulent et adressent à tout le monde leurs vœux les meilleurs, sont,

dans ce stade, les seuls leaders concevables de la majorité. Si Kérénsky avait eu une pensée claire et une volonté ferme, il eût été absolument inutilisable dans son rôle historique. Ceci n'est point une appréciation rétrospective. C'est ainsi qu'en jugeaient les bolchéviks dans le feu des événements. « Avocat d'affaires politiques, social-révolutionnaire qui se trouvait à la tête des travaillistes, radical dépourvu de la moindre doctrine socialiste, Kérénsky reflétait le plus complètement la première époque de la Révolution, son amorphie « nationale », l'idéalisme flamboyant de ses espérances et de ses attentes — écrivait l'auteur de ces lignes, dans la prison de Kérénsky, après les journées de Juillet. Kérénsky parlait de la terre et de la liberté, de l'ordre, de la paix des peuples, de la défense de la patrie, de l'héroïsme de Liebknecht, disait que la Révolution russe devait étonner le monde par sa magnanimité et agitait en cette occasion, un mouchoir de soie rouge. Le petit bourgeois, à demi réveillé, écoutait avec enthousiasme de tels discours : il lui semblait que c'était lui-même qui parlait du haut de la tribune. L'armée accueillit Kérénsky comme celui qui la délivrait de Goutchkov. Les paysans entendirent parler de lui comme d'un travailliste, d'un député des moujiks. Les libéraux étaient séduits par l'extrême modération des idées sous l'informe radicalisme des phrases... »

Mais la période des embrassades générales ne dure pas longtemps. La lutte des classes ne s'apaise au début de la Révolution que pour se réveiller sous la forme de la guerre civile. Dans la montée féérique du mouvement conciliateur est d'avance inclus son inévitable écroulement. Que Kérénsky ait rapidement perdu sa popularité, un journaliste français, personnage officieux, Claude Anet, l'expliquait par ce fait que le manque de tact

poussait le politicien socialiste à des actes qui « s'harmo-  
nisaient peu » avec son rôle. « Il fréquente les loges impé-  
riales. Il habite le Palais d'Hiver ou celui de Tsarskoïé.  
Il couche dans le lit des empereurs de Russie. Un peu  
trop de vanité, et qui s'étale ; cela choque dans ce pays  
le plus simple du monde. » [Claude ANET, *La Révolution  
russe* (juin-novembre 1917, p. 15-16)]. Le tact dans les  
petites comme dans les grandes choses suppose l'intelli-  
gence de la situation et de la place qu'on y occupe. Il n'y  
en avait pas apparence chez Kérénsky. Élevé par la  
confiance des masses, il leur était absolument étranger,  
ne les comprenait pas et ne s'intéressait nullement à  
savoir comment elles prenaient la Révolution et quelles  
déductions elles en tiraient. Les masses attendaient de  
lui des actes audacieux, mais il demandait aux masses  
de ne pas le gêner dans sa magnanimité et son éloquence.  
A l'époque où Kérénsky rendait une visite théâtrale à  
la famille du tsar en détention, des soldats qui gardaient  
le Palais, disaient au commandant : « Nous, on couche sur  
des planches, on est mal nourris, mais le Nikolachka, bien  
qu'il soit arrêté, il a de la viande, même qu'il en fait jeter  
aux ordures. » Ces mots-là n'étaient pas « magnanimes »,  
mais ils exprimaient ce que ressentaient les soldats.

S'étant arraché à ses entraves séculaires, le peuple,  
à chaque pas, franchissait la limite que lui avaient indi-  
quée les leaders cultivés. Kérénsky éjaculait à ce propos,  
à la fin d'avril : « Se peut-il que le libre État russe soit  
un État d'esclaves révoltés ?... Je regrette de n'être pas  
mort il y a deux mois : je serais mort avec un grand  
rêve », etc. Par cette mauvaise rhétorique, il espérait  
influer sur les ouvriers, les soldats, les matelots, les  
paysans. L'amiral Koltchak raconta par la suite, devant  
le tribunal soviétique, comment le ministre de la Guerre  
radical avait fait en mai la tournée des bâtiments de la



flotte de la mer Noire, pour réconcilier les matelots avec les officiers. L'orateur, après chaque discours, croyait avoir atteint son but : « Eh bien, vous voyez, Monsieur l'Amiral, tout est arrangé... » Mais rien n'était arrangé : la débâcle de la flotte commençait seulement.

Plus on allait, plus Kérénsky irritait les masses par ses coquetteries, ses vantardises, sa forfanterie. Au cours d'un voyage sur le front, il criait avec emportement, dans son wagon, à son aide-de-camp, calculant peut-être qu'il serait entendu par les généraux : « Foutez-moi dehors ces maudits Comités ! » Se présentant à la flotte de la Baltique, Kérénsky ordonna au Comité central des marins de se présenter à lui sur le vaisseau-amiral. Le *Tsentrobalt*, en tant qu'organe soviétique, n'était pas subordonné au ministre et considéra cet ordre comme un outrage. Le président du Comité, le matelot Dybenko, répondit : « Si Kérénsky veut causer avec le *Tsentrobalt*, qu'il vienne nous voir ». N'est-ce pas une intolérable insolence ? Sur les navires où Kérénsky engagea avec les matelots des causeries politiques, l'affaire n'allait pas mieux, particulièrement sur le vaisseau *Respoublika*, animé de sentiments bolchéviks, où le ministre fut interrogé point par point. Pourquoi, à la Douma d'Empire, avait-il voté pour la guerre ? Pourquoi avait-il ajouté sa signature à la note impérialiste de Milioukov du 21 avril ? Pourquoi avait-il assigné aux sénateurs du tsar 6.000 roubles de pension par an ? Kérénsky refusa de répondre à ces questions perfides que lui posaient des hommes « qui n'étaient pas de ses amis ». L'équipage déclara sèchement que les explications du ministre « n'étaient pas satisfaisantes... » C'est dans un silence sépulcral que Kérénsky descendit du vaisseau. « Des esclaves en révolte ! » disait l'avocat radical en grinçant des dents. Mais les matelots éprou-

vaient un sentiment de fierté : « Oui, nous étions des esclaves, et nous nous sommes soulevés ! »

Par le sans-gêne de son attitude à l'égard de l'opinion démocratique, Kérénsky provoquait à chaque pas des demi-conflits, avec les leaders soviétiques qui marchaient dans la même voie que lui, mais en se retournant plus souvent vers les masses. Dès le 8 mars, le Comité exécutif, effrayé par les protestations de la base, déclara à Kérénsky que la mise en liberté des policiers détenus était inadmissible. Quelques jours après, les conciliateurs se virent obligés de protester contre l'intention qu'avait le ministre de la Justice d'expédier la famille impériale en Angleterre. Et encore deux ou trois semaines plus tard, le Comité exécutif posait la question générale d'une « régularisation des rapports » avec Kérénsky. Mais ces relations ne furent pas et ne pouvaient être régularisées. Tout aussi malencontreuse se présentait l'affaire sur la ligne du parti. Au congrès socialiste-révolutionnaire du début de juin, Kérénsky fut mis en ballottage dans les élections du Comité central, ayant obtenu 135 voix sur 270. Combien se démenaient les leaders, expliquant à droite et à gauche que « bien des suffrages avaient été refusés au camarade Kérénsky parce qu'il était déjà surchargé d'occupations ». En réalité, si les socialistes-révolutionnaires d'état-major et de départements ministériels adoraient Kérénsky, en tant que source de profits, les vieux socialistes-révolutionnaires liés avec les masses, le considéraient sans confiance et sans estime. Mais ni le Comité exécutif, ni le Parti socialiste-révolutionnaire ne pouvaient se passer de Kérénsky : il était indispensable comme anneau de liaison de la coalition.

Dans le bloc soviétique, le rôle dirigeant appartenait aux menchéviks : ils imaginaient les décisions,

c'est-à-dire les moyens d'éluder les actes. Mais, dans l'appareil gouvernemental, les populistes avaient sur les menchéviks une évidente prépondérance qui se traduisait le plus clairement par la situation dominante de Kérensky. Demi-cadet, demi-socialiste-révolutionnaire, Kérensky était dans le Gouvernement non point le représentant des soviets comme Tsérételli ou Tchernov, mais un lien vivant entre la bourgeoisie et la démocratie. Tsérételli — Tchernov représentaient un des aspects de la coalition. Kérensky était l'incarnation personnelle de la coalition même. Tsérételli se plaignait de la prédominance en Kérensky des « motifs individuels », ne comprenant pas qu'ils étaient inséparables de sa fonction politique. Tsérételli lui-même, en qualité de ministre de l'Intérieur, émit une circulaire sur le thème du commissaire provincial qui doit s'appuyer sur toutes « les forces vives » locales, c'est-à-dire sur la bourgeoisie et les soviets, et appliquer la politique du Gouvernement provisoire sans céder « aux influences des partis ». Ce commissaire idéal, s'élevant au-dessus des classes et des partis hostiles pour puiser en lui-même et dans la circulaire sa vocation, — c'est bien en effet un Kérensky à la mesure d'une province ou d'un district. Pour couronner le système, on avait absolument besoin de l'indépendant commissaire panrusse au Palais d'Hiver. A défaut de Kérensky, le système conciliateur eût été comme une coupole d'église sans croix.

L'histoire de la montée de Kérensky est pleine d'enseignements. Il était devenu ministre de la Justice grâce à l'insurrection de Février qu'il redoutait. La manifestation d'Avril des « esclaves révoltés » le fit ministre de la Guerre et de la Marine. Les combats de Juillet, provoqués par « les agents de l'Allemagne », le placèrent à la tête du Gouvernement. Au début de septembre, le

mouvement des masses fait encore du chef du Gouvernement un généralissime. La dialectique du régime conciliateur et, en même temps, sa méchante ironie consistaient en ceci que, par leur pression, les masses devaient élever Kérénsky à la cime extrême avant de le renverser.

Écartant avec mépris le peuple qui lui avait donné le pouvoir, Kérénsky n'en recherchait que plus avidement les signes d'approbation de la société cultivée. Dès les premiers jours de la Révolution, le docteur Kichkine, leader des cadets de Moscou, racontait, à son retour de Pétrograd : « N'était Kérénsky, nous n'aurions pas ce que nous avons. Son nom sera inscrit en lettres d'or sur les tables de l'histoire. » Les éloges des libéraux devinrent un des plus importants critères politiques de Kérénsky. Mais il ne pouvait et ne voulait déposer simplement sa popularité aux pieds de la bourgeoisie. Au contraire, il prenait de plus en plus le goût de voir toutes les classes à ses propres pieds. « L'idée d'opposer et d'équilibrer entre elles la représentation de la bourgeoisie et celle de la démocratie, — témoigne Milioukov, — n'était pas étrangère à Kérénsky dès le début de la Révolution. « Cette orientation procédait naturellement de tout le cours de son existence qui avait passé entre le barreau libéral et les cercles clandestins. Assurant obséquieusement à Buchanan que « le Soviet mourrait de sa mort naturelle », Kérénsky, à chaque pas donnait à craindre à ses collègues bourgeois la colère du Soviet. Mais, dans les cas, fréquents, où les leaders du Comité exécutif étaient en désaccord avec Kérénsky, il les menaçait de la plus effroyable catastrophe : la démission des libéraux.

Lorsque Kérénsky répétait qu'il ne voulait pas être le Marat de la Révolution russe, cela signifiait qu'il refusait de prendre des mesures de rigueur contre la réaction,

mais non point du tout contre « l'anarchie ». Telle est en général la morale des adversaires de la violence en politique : ils la repoussent tant qu'il s'agit de modifier ce qui existe ; mais, pour la défense de l'ordre, ils ne reculent pas devant la répression la plus implacable.

Dans la période de la préparation de l'offensive sur le front, Kérénsky devint le personnage particulièrement favori des classes possédantes. Téréchtchenko racontait à droite et à gauche combien nos alliés appréciaient hautement « les efforts de Kérénsky » ; très sévère pour les conciliateurs, la *Rietch* des cadets soulignait invariablement sa prédilection pour le ministre de la Guerre ; Rodzianko lui-même reconnaissait que « ce jeune homme... ressuscite chaque jour avec une vigueur redoublée, pour le bien de la patrie et pour le travail constructeur ». Par de tels jugements, les libéraux voulaient cajoler Kérénsky. Mais en somme, ils ne pouvaient ne pas voir que Kérénsky travaillait pour eux. « ...Pensez un peu — demandait Lénine — ce qui arriverait si Goutchkov se mettait à donner des ordres d'offensive, à dissoudre des régiments, à arrêter des soldats, à interdire des congrès, à crier après les hommes de troupe, les tutoyant et les traitant de « lâches », etc. Mais Kérénsky peut encore se payer ce « luxe », tant qu'il n'a pas dilapidé la confiance, à vrai dire vertigineusement décroissante, dont le peuple lui a fait crédit... »

L'offensive qui avait relevé la réputation de Kérénsky dans les rangs de la bourgeoisie, mina définitivement sa renommée dans le peuple. Le krach de l'offensive fut en somme le krach de Kérénsky dans les deux camps. Mais, chose frappante : ce qui le rendait « irremplaçable » désormais, c'était précisément qu'il fût compromis des deux côtés. Sur le rôle de Kérénsky dans la création de la deuxième coalition, Milioukov s'exprime ainsi :

« Le seul homme qui fût possible, » mais hélas ! « non celui dont on avait besoin... » Les dirigeants de la politique libérale n'avaient d'ailleurs jamais pris Kérénsky trop au sérieux. Et les larges cercles de la bourgeoisie faisaient de plus en plus retomber sur lui la responsabilité de tous les coups du sort. « L'impatience des groupes animés d'esprit patriotique » les incitait, d'après le témoignage de Milioukov, à rechercher un homme fort. Pendant un temps, l'amiral Koltchak fut désigné pour ce rôle. L'installation d'un homme fort au gouvernail « se concevait selon d'autres procédés que ceux de pourparlers et d'accords ». On peut y croire sans peine. « Sur un régime démocratique, sur la volonté populaire, sur l'Assemblée constituante — écrit Stankévitch au sujet du parti cadet — les espoirs étaient déjà abandonnés : les élections municipales dans toute la Russie n'avaient-elles pas déjà donné une écrasante majorité de socialistes ?... Et alors l'on se met à rechercher dans les tranches un pouvoir qui serait capable non point de persuader, mais seulement d'ordonner. » Plus exactement parlant : un pouvoir qui serait capable de prendre la Révolution à la gorge.

Dans la biographie de Kornilov et dans les particularités de son caractère, il n'est pas facile de déceler des traits qui auraient justifié sa candidature au poste de sauveteur. Le général Martynov qui, en temps de paix, avait été le chef de service de Kornilov, et, pendant la guerre, son compagnon de détention dans une forteresse autrichienne, caractérise Kornilov dans les termes suivants : « Se distinguant par sa persévérance laborieuse et par une grande présomption, il était, pour, les capacités intellectuelles un homme de la moyenne ordinaire dénué de larges vues. » Martynov inscrit à l'actif de Kornilov deux traits : la bravoure personnelle et le

désintéressement. Dans un milieu où l'on se préoccupait avant tout de sécurité personnelle et où l'on chapardait sans retenue, de telles qualités sautaient aux yeux. Quant aux capacités stratégiques, surtout celle d'apprécier une situation dans son ensemble, dans ses éléments matériels et moraux, Kornilov n'en avait pas l'ombre. « Au surplus, il lui manquait le talent d'organisateur — dit Martynov — et son caractère aussi irascible que déséquilibré le rendait peu apte à des actes rationnels. » Broussilov qui avait observé toute l'activité militaire de son subordonné au cours de la guerre mondiale, parlait de lui avec un absolu dédain : « Chef d'un intrépide détachement de partisans, et rien de plus... » La légende officielle qui fut créée autour de la division de Kornilov était dictée par le besoin qu'avait l'opinion patriotique de découvrir des taches claires sur un fond sombre. « La 48<sup>e</sup> division — écrit Martynov, fut anéantie uniquement par suite de la détestable direction... de Kornilov lui-même, qui... ne sut pas organiser la retraite et qui surtout modifia à plusieurs reprises ses décisions et perdit du temps... » Au dernier moment, Kornilov abandonna à la merci du sort de la division qu'il avait jetée dans le panneau, pour tenter d'échapper lui-même à la captivité. Cependant, après avoir erré pendant quatre jours, le général malchanceux se rendit aux Autrichiens et ne s'évada que plus tard. « Rentré en Russie, dans des interviews données à divers correspondants de journaux, Kornilov enjoliva l'histoire de son évasion des fleurs vives de la fantaisie. » Sur les prosaïques rectifications apportées à la légende par des témoins bien informés, nous n'avons point motif de nous arrêter. Apparemment dès alors, Kornilov prend goût à la réclame journalistique.

Avant la Révolution, Kornilov était un monarchiste de la nuance réactionnaire Cent-Noir. Prisonnier, lisant

les gazettes, il répéta à plus d'une reprise qu'il aurait « fait pendre avec plaisir tous ces Goutchkov et Milioukov. » Mais les idées politiques ne l'occupaient, comme en général les hommes de cette sorte, que dans la mesure où elles le touchaient directement lui-même. Après la Révolution de Février, Kornilov se déclara très aisément républicain. « Il débrouillait très mal — dit encore le même Martynov — les intérêts enchevêtrés des différentes couches de la société russe, ne connaissait ni les groupements de partis, ni les personnalités. « Menchéviks, socialistes-révolutionnaires et bolchéviks se confondaient pour lui en une seule masse hostile qui empêchait les commandants de commander, les propriétaires de jouir de leurs propriétés, les fabricants de poursuivre la production, les marchands de commercer.

Le Comité de la Douma d'État, dès le 2 mars, s'était raccroché au général Kornilov, et, sous la signature de Rodzianko, insistait auprès du Grand Quartier Général pour qu'il nommât « le noble héros, illustre dans toute la Russie » commandant en chef des troupes de l'arrondissement militaire de Pétrograd. Sur le télégramme de Rodzianko, le tsar qui avait déjà cessé d'être tsar, écrivit : « Approuvé. » C'est ainsi que la capitale révolutionnaire fut dotée de son premier général rouge. Dans les procès-verbaux du Comité exécutif du 10 mars est consignée cette phrase sur Kornilov : « Général de vieille formation, qui veut mettre fin à la Révolution. » Dans les premiers jours, le général essaya d'ailleurs de se montrer du beau côté et, non sans quelque bruit, accomplit le rite de l'arrestation de la tsarine : cela lui fut compté un bon point. D'après les souvenirs du colonel Kobylinsky, qu'il nomma commandant de Tsarskoïé-Sélo, il se découvre cependant que Kornilov jouait deux cartes différentes. Après avoir été présenté à la tsarine,



raconte Kobylinsky, en termes discrets, « Kornilov me dit : « Colonel, laissez-nous seuls. Allez et mettez-vous de l'autre côté de la porte. » Je sortis. Cinq minutes après, Kornilov me rappela. Je rentrai. La souveraine me tendit la main... » C'est clair ; Kornilov avait recommandé le colonel comme un ami. Par la suite, nous avons connaissance de scènes d'embrassades entre le tsar et son « geôlier » Kobylinsky. En qualité d'administrateur, Kornilov s'avéra à son nouveau poste le dernier des derniers. « Ses collaborateurs immédiats à Péetrograd, — écrit Stankévitch — se plaignaient constamment de son inaptitude au travail et à la direction des affaires. » Kornilov ne se maintint pourtant pas longtemps dans la capitale. Pendant les journées d'Avril, il essaya, non point sans incitations de la part de Milioukov, d'effectuer une première saignée de la Révolution, mais se heurta à la résistance du Comité exécutif, démissionna, obtint le commandement d'une armée, et, ensuite du front Sud-Ouest. Sans attendre l'institution légale de la peine de mort, Kornilov donna l'ordre de fusiller les déserteurs et d'exposer les cadavres avec des écriteaux sur les routes, menaça de peines rigoureuses les paysans qui s'attaqueraient aux droits de la propriété domaniale, forma des bataillons de choc et, en toute occasion propice, menaça du poing Péetrograd. Ainsi se dessina autour de son nom une auréole aux yeux du corps des officiers et des classes possédantes. Mais aussi bien des commissaires de Kérénsky se dirent : il ne reste plus d'autre espoir qu'en Kornilov. Quelques semaines après, le combatif général, avec sa triste expérience de commandant de division, devenait le généralissime de nombreux millions d'hommes, d'une armée en décomposition que l'Entente voulait forcer à combattre jusqu'à la victoire totale.

La tête en tourna à Kornilov. Son ignorance politique et l'étroitesse de ses perspectives faisaient de lui une proie facile pour les chercheurs d'aventures. Défendant obstinément ses prérogatives personnelles, « l'homme au cœur de lion et à la cervelle de mouton », comme l'ont caractérisé le général Alexéiev et, ensuite, Verkhovsky, — cédait facilement à l'influence d'autrui, du moment qu'elle convenait à son ambition particulière. Amicalement disposé pour Kornilov, Milioukov note en lui « une confiance puérile dans les gens qui savaient le flatter ». Le plus proche inspirateur du généralissime, portant le modeste titre d'officier d'ordonnance, fut un certain Zavoïko — personnage louche, ancien propriétaire, spéculateur en pétroles et aventurier, dont la plume en imposait particulièrement à Kornilov : Zavoïko possédait en effet le style sémillant du flibustier que rien n'arrête. L'officier d'ordonnance était l'impresario de la réclame, l'auteur d'une biographie « populaire » de Kornilov, le rédacteur de rapports, d'ultimatums et, en général, de tous documents, qui, selon l'expression du général, exigeaient « un style vigoureux, artistique ». A Zavoïko se joignait un autre chercheur d'aventures, Aladiine, ancien député de la première Douma, ayant passé plusieurs années dans l'émigration, qui avait toujours sa pipe anglaise à la bouche et qui, pour cela, se considérait comme un spécialiste des questions internationales. L'un et l'autre étaient à main droite de Kornilov, assurant sa liaison avec les foyers de contre-révolution. Son flanc gauche était couvert par Savinkov et Filonenko : soutenant par tous les moyens l'opinion exagérée que le général se faisait de lui-même, ils se souciaient de l'empêcher de se rendre prématurément impossible aux yeux de la démocratie. « A lui venaient honnêtes et malhonnêtes gens, sincères et intrigants, poli-

ticiens, militaires et aventuriers — écrit dans son pathos le général Dénikine — et tous disaient d'une seule voix : « Sois le sauveteur ! » Quelle était la proportion des honnêtes et des malhonnêtes — il n'est pas facile de l'établir. En tout cas, Kornilov se considérait sérieusement comme appelé au « sauvetage » et se trouva par suite le concurrent direct de Kérénsky.

Les rivaux se détestaient tout à fait sincèrement l'un l'autre. « Kérénsky — selon Martynov — s'était assimilé un ton altier dans ses rapports avec les vieux généraux. Le modeste et laborieux Alexéiev, et Broussilov le diplomate, se laissaient traiter de haut en bas, mais cette tactique était inapplicable au vaniteux et susceptible Kornilov qui... de son côté, regardait de haut l'avocat Kérénsky. » Le plus faible des deux était disposé à des concessions et offrait de sérieuses avances. Du moins, à la fin de juillet, Kornilov déclara à Dénikine, que, des sphères gouvernementales, des invites lui étaient faites à entrer dans le cabinet ministériel. « Ah ! non ! ces messieurs sont trop liés avec les soviets... Je leur dis : donnez-moi le pouvoir et je mènerai une lutte décisive. »

Sous les pieds de Kérénsky, le sol était mouvant comme celui des tourbières. Il cherchait une issue, ainsi que toujours, dans le domaine des improvisations oratoires : réunir, proclamer, déclarer. Le succès personnel du 21 juillet, quand il s'éleva au-dessus des camps hostiles de la démocratie et de la bourgeoisie, en qualité d'homme irremplaçable, suggéra à Kérénsky l'idée d'une Conférence d'État à Moscou. Ce qui se passait à huis clos au Palais d'Hiver devait être reporté sur une scène ouverte. Que le pays voie de ses propres yeux que tout craque par toutes les coutures si Kérénsky ne prend en mains les guides et le fouet !



Furent invités à participer à la Conférence d'État, d'après la liste officielle, « les représentants des organisations politiques, sociales, démocratiques, nationales, commerciales et industrielles, coopératives, les dirigeants des organes de la démocratie, les hauts représentants de l'armée, des institutions scientifiques, des universités, les membres de la Douma d'État des quatre législatures. » On prévoyait environ 1.500 participants ; il s'en rassembla environ 2.500, et l'élargissement était tout à l'avantage de l'aile droite. Le journal moscovite des socialistes-révolutionnaires écrivait avec reproche à l'adresse de son gouvernement : « Contre 150 représentants du travail surgissent 120 représentants de la classe commerçante et industrielle. Contre 100 députés paysans sont invités 100 représentants de propriétaires de terres. Contre 100 représentants du Soviet il y aura 300 membres de la Douma d'État... » Le journal du parti de Kérénsky mettait en doute qu'une pareille Conférence donnât au Gouvernement « l'appui qu'il cherchait. »

Les conciliateurs se rendirent à la Conférence à contre-cœur : il faut, se disaient-ils pour se convaincre entre eux, tenter honnêtement d'arriver à un accord. Mais comment faire avec les bolchéviks ? Il était indispensable de les empêcher à tout prix d'intervenir dans le dialogue entre la démocratie et les classes possédantes. Par une décision spéciale du Comité exécutif, les fractions des partis étaient privées du droit de se prononcer sans l'assentiment de son Présidium. Les bolchéviks décidèrent de lire, au nom du Parti, une déclaration et de quitter la Conférence. Le Présidium qui surveillait de près chacun de leurs mouvements exigea d'eux qu'ils renoncassent à une intention criminelle. Alors, les bol-

chéviks, sans aucune hésitation, rendirent leurs cartes d'entrée. Ils préparaient une réponse différente, plus convaincante : la parole était à Moscou prolétarienne.

Presque dès les premiers jours de la Révolution, les partisans de l'ordre opposaient, en toute occasion convenable, le « pays » calme au turbulent Pétrograd. La convocation de l'Assemblée constituante à Moscou était un des mots d'ordre de la bourgeoisie. Le « marxiste » Potressov, nationalo-libéral, proférait des malédictions sur Pétrograd qui s'imaginait être « un nouveau Paris. » Comme si les Girondins n'avaient pas menacé de leurs foudres le vieux Paris et ne lui avaient pas proposé de réduire son rôle à 1/83 ! Un menchévik de province disait, en juin, au Congrès des soviets : « N'importe quel Novotcherkask reflète beaucoup plus justement les conditions d'existence dans toute la Russie que Pétrograd. » Au fond, les conciliateurs, de même que la bourgeoisie, cherchaient un appui non dans les réelles dispositions d'esprit du « pays », mais dans l'illusion consolante qu'ils se créaient eux-mêmes. Maintenant qu'ils allaient avoir à tâter le pouls de l'opinion politique de Moscou, les organisateurs de la Conférence étaient promis à une cruelle désillusion.

Les conférences contre-révolutionnaires qui se succédaient depuis les premiers jours du mois d'août, à commencer par le Congrès des propriétaires fonciers et en finissant par le Concile ecclésiastique, ne mobilisèrent pas seulement les sphères possédantes de Moscou, mais mirent également sur pied les ouvriers et les soldats. Les menaces de Riabouchinsky, les appels de Rodzianko, la fraternisation des cadets avec les généraux cosaques — tout cela avait lieu sous les yeux des basses couches moscovites, tout cela était interprété par les agitateurs bolchéviks sur les traces toutes chaudes

des comptes rendus des journaux. Le danger d'une contre-révolution prit, cette fois, des formes tangibles, et même personnelles. Dans les fabriques et les usines passa une vague d'indignation. « Si les soviets sont impuissants — écrivait le journal moscovite des bolchéviks — le prolétariat doit se resserrer autour de ses organisations viables. » Au premier rang s'avancèrent les syndicats qui se trouvaient déjà en majorité, sous une direction bolchévique. L'état d'esprit dans les usines était tellement hostile à la Conférence d'État que l'idée, venue d'en bas, d'une grève générale, fut adoptée presque sans opposition à la réunion des représentants de toutes les cellules de l'organisation moscovite des bolchéviks. Les syndicats se saisirent de l'initiative. Le Soviet moscovite, par une majorité de 364 voix contre 304, se prononça contre la grève. Mais comme dans les séances de fractions, les ouvriers menchéviks et socialistes-révolutionnaires votaient pour la grève et ne se soumettaient qu'à la discipline de parti, la décision du Soviet dont la composition n'avait pas été renouvelée depuis longtemps, décision prise, d'ailleurs, contre la volonté de sa réelle majorité, n'était guère faite pour arrêter les ouvriers de Moscou. L'assemblée des directions de 41 syndicats décida d'appeler les ouvriers à une grève protestataire d'un jour. Les soviets de rayons se trouvèrent en majorité du côté du Parti et des syndicats, les usines réclamèrent immédiatement de nouvelles élections au Soviet de Moscou qui s'était non seulement laissé distancer par les masses, mais était tombé dans un grave antagonisme avec elles. Dans le Soviet de rayon de Zamoskvorietchié (Faubourg de Moscou au sud de la Moscova), en accord avec les comités d'usine, on exigea que les députés qui avaient marché « contre la volonté de la classe ouvrière », fussent remplacés,

et cela par 175 voix contre 4, devant 19 abstentions !

La nuit qui précéda la grève, fut néanmoins pleine d'alarmes pour les bolchéviks de Moscou. Le pays marchait sur les traces de Pétrograd, mais avec du retard. La manifestation de Juillet avait échoué à Moscou : non seulement la majorité de la garnison, mais celle des ouvriers ne s'était pas hasardée à descendre dans la rue, contre la voix du Soviet. Qu'arriverait-il cette fois-ci ? Le matin apporta la réponse. L'opposition des conciliateurs n'empêcha pas la grève de devenir une puissante manifestation d'hostilité à l'égard de la coalition et du gouvernement. Deux jours auparavant, le journal des industriels de Moscou écrivait présomptueusement : « Que le gouvernement de Pétrograd vienne bien vite à Moscou, qu'il prête l'oreille à la voix des lieux sacrés, des cloches, des saintes tours du Kremlin.. » Aujourd'hui, la voix des lieux sacrés se trouvait étouffée par le silence qui précède un orage.

Un membre du comité moscovite des bolchéviks, Piatnitsky, écrivit dans la suite : « La grève... se passa magnifiquement. Ni lumière, ni tramways ; les fabriques, les usines, les ateliers et les dépôts des chemins de fer ne travaillaient pas, et même les garçons de restaurant étaient en grève. » Milioukov a ajouté à ce tableau un trait pris sur le vif : « Les délégués qui s'étaient rassemblés pour la Conférence... ne pouvaient voyager en tramway ou déjeuner dans un restaurant » : cela leur permit, de l'aveu de l'historien libéral, d'apprécier d'autant mieux la force des bolchéviks qui n'étaient pas admis à la Conférence. Les *Izvestia* du Soviet de Moscou définirent intégralement l'importance de la manifestation du 12 août : « En dépit de la décision des soviets... les masses suivirent les bolchéviks. » 400.000 ouvriers firent grève à Moscou et dans la banlieue sur l'appel du Parti

qui, depuis cinq semaines, avait subi tous les coups et dont les leaders étaient encore retirés dans la vie clandestine ou bien emprisonnés. Le nouvel organe du Parti à Pétrograd, le *Prolétarii*, avant d'être interdit, avait eu le temps de poser aux conciliateurs cette question : « De Pétrograd à Moscou, mais de Moscou — où irez-vous ? »

Les maîtres de la situation devaient eux-mêmes se poser cette question. A Kiev, à Kostroma, à Tsaritsyne, eurent lieu des grèves protestataires d'un jour, générales ou partielles. L'agitation s'empara de tout le pays. Partout, dans les coins les plus retirés, les bolchéviks avertissaient que la Conférence d'État avait un caractère bien prononcé de complot contre-révolutionnaire : vers la fin d'août, le contenu de cette formule se découvrit intégralement aux yeux du peuple entier.

Les délégués de la Conférence, de même que la bourgeoisie moscovite, s'attendaient à une manifestation armée des masses, à des escarmouches, à des combats, à « des journées d'Août ». Mais pour les ouvriers, descendre dans la rue, c'eût été s'exposer aux coups des chevaliers de Saint-Georges, des détachements d'officiers, des *junkers*, de certains contingents de cavalerie qui brûlaient du désir de prendre leur revanche sur la grève. Appeler la garnison à descendre dans la rue, c'eût été y introduire une scission et faciliter l'œuvre de la contre-révolution qui se dressait, le doigt sur la détente. Le Parti ne demandait pas qu'on sortît dans la rue et les ouvriers eux-mêmes, justement guidés par leur flair, évitaient une collision ouverte. La grève d'un jour répondait le mieux du monde à la situation : on ne pouvait la dissimuler comme la Conférence avait mis au panier la déclaration des bolchéviks. Lorsque la ville fut plongée dans les ténèbres, toute la Russie aperçut la main bolchévique sur le



commutateur. Non, Péetrograd n'est point isolé ! « A Moscou, sur l'esprit patriarcal et la résignation duquel étaient placées de nombreuses espérances, les rayons ouvriers montrèrent tout à coup les dents » ; c'est ainsi que Soukhanov a déterminé l'importance de cette journée. C'est en l'absence des bolchéviks, mais devant une révolution prolétarienne montrant les dents, que la Conférence de coalition fut obligée de siéger.

Les Moscovites blaguaient Kérénsky venu chez eux pour « se faire couronner ». Mais, le lendemain, arriva du Grand Quartier Général, dans le même but, Kornilov, qui fut reçu par de nombreuses délégations, dont celle du Concile ecclésiastique. Sur le quai devant lequel le train s'arrêta sautèrent des Cosaques du Tek, en caf-tans d'un rouge vif, sabres courbés mis au clair, qui firent la haie de deux côtés. Des dames enthousiastes couvrirent de fleurs le héros qui passa en revue la garde et les députations. Le cadet Roditchev termina son discours d'accueil par cette exclamation : « Sauvez la Russie et le peuple reconnaissant vous couronnera. » Des sanglots patriotiques éclatèrent. Morozova, négociante millionnaire, se précipita à genoux. Des officiers portèrent à bras tendus Kornilov vers le peuple. Tandis que le généralissime passait en revue les chevaliers de Saint-Georges, les *junkers*, l'école des sous-lieutenants, la sotnia de Cosaques qui s'étaient alignés sur la place devant la gare — Kérénsky, en qualité de ministre de la Guerre et de rival, passait en revue les troupes de la garnison de Moscou. De la gare, Kornilov se dirigea, sur le chemin traditionnel des tsars, vers la chapelle de la Vierge *Iverskaïa* où il y eut un service religieux en présence de l'escorte des musulmans du Tek coiffés d'énormes bonnets à poils. « Cette circonstance — écrit au sujet de l'office religieux l'officier cosaque Grékov —

disposa encore mieux en faveur de Kornilov tous les croyants de Moscou. » La contre-révolution, pendant ce temps, s'efforçait de s'emparer de la rue. Des autos répandaient largement une biographie de Kornilov avec son portrait. Les murs étaient couverts d'affiches invitant le peuple à prêter son aide au héros. Comme investi du pouvoir, Kornilov recevait dans son wagon les politiciens, les industriels, les financiers. Les représentants des banques lui firent un rapport sur la situation financière du pays. « De tous les membres de la Douma — écrit significativement l'octobriste Chidlovsky — se rendit chez Kornilov dans son wagon le seul Milioukov qui eut avec lui une conversation dont la teneur m'est inconnue. » Sur cet entretien, nous saurons plus tard de Milioukov lui-même ce qu'il jugera utile de raconter.

La préparation d'un coup d'État militaire battait alors son plein. Quelques jours avant la Conférence, Kornilov avait ordonné, sous prétexte de soutenir Riga, d'apprêter quatre divisions de cavalerie pour marcher sur Pétrograd. Le régiment de Cosaques d'Orenbourg fut expédié par le Grand Quartier Général sur Moscou pour « maintenir l'ordre », mais, sur l'injonction de Kérensky, se trouva retenu en cours de route. Dans ses dépositions ultérieures à la commission d'enquête sur l'affaire Kornilov, Kérensky déclara : « Nous avons été avertis que, pendant la Conférence de Moscou, la dictature serait proclamée. » Ainsi, pendant les journées solennelles de l'Union nationale, le ministre de la Guerre et le généralissime s'occupaient de se contrebalancer stratégiquement. Mais le décorum était gardé dans la mesure du possible. Les rapports des deux camps oscillaient entre des assurances officiellement amicales et la guerre civile.

A Pétrograd, malgré la réserve des masses — l'expé-

rience de Juillet ne passa pas sans laisser des traces — d'en haut, des états-majors et des rédactions, avec une persistance enragée, se répandaient des bruits sur le soulèvement prochain des bolchéviks. Les organisations du Parti à Pétrograd, par un manifeste public, prévinrent les masses de la possibilité d'appels provocateurs venant des ennemis. Le Soviet de Moscou prit, entre temps, ses mesures. On créa un comité révolutionnaire non déclaré publiquement, de six personnes, comprenant deux délégués de chacun des partis soviétiques, y compris les bolchéviks. Un ordre secret interdit de laisser faire la haie aux chevaliers de Saint-Georges, aux officiers et aux *junkers* dans les rues où passait Kornilov. Aux bolchéviks qui, depuis les journées de Juillet, n'avaient plus officiellement accès dans les casernes, l'on distribuait maintenant avec un grand empressement des laissez-passer : sans les bolchéviks, il était impossible de conquérir les soldats. Tandis que, sur la scène, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires menaient des pourparlers avec la bourgeoisie au sujet de la création d'un pouvoir fort contre les masses dirigées par les bolchéviks — les mêmes menchéviks et socialistes-révolutionnaires, dans la coulisse, d'accord avec les bolchéviks qu'ils n'avaient pas admis à la Conférence, préparaient les masses à la lutte contre le complot de la bourgeoisie. S'étant opposés la veille à une grève démonstrative, les conciliateurs appelaient aujourd'hui les ouvriers et les soldats à des préparatifs de lutte. L'indignation méprisante des masses n'empêchait pas celles-ci de répondre à l'appel dans des dispositions combatives qui effrayaient les conciliateurs plus qu'elles ne les réjouissaient. Une criante duplicité, ayant pris un caractère de trahison presque ouverte à l'égard des deux parties, eût été inconvenable si les conciliateurs avaient continué consciemment à mener

leur politique ; en réalité, ils en subissaient **seulement** les conséquences.

De gros événements étaient, évidemment, en suspens dans l'atmosphère. Mais durant les journées de la Conférence, personne, apparemment, ne visait à un coup d'État. En tout cas, il n'existe aucune confirmation des bruits allégués plus tard par Kérénsky, ni dans les documents, ni dans la littérature des conciliateurs, ni dans les mémoires de l'aile droite. Il ne s'agissait encore que de préparatifs. D'après Milioukov — et son témoignage est conforme au développement ultérieur des événements — Kornilov lui-même s'était déjà fixé avant la Conférence une date pour agir : le 27 août. Cette date restait, bien entendu, connue de peu de personnes. Les demi-initiés, comme toujours dans des cas pareils, anticipaient le jour du grand événement et les rumeurs qui le devançaient de tous côtés confluaient vers les autorités : il semblait que le coup dût être porté d'une heure à l'autre.

Mais, précisément, la mentalité exaltée des sphères bourgeoises et du corps des officiers pouvait facilement amener à Moscou, sinon une tentative de coup d'État, du moins une manifestation contre-révolutionnaire dans le but d'un essai de forces. Encore plus probable était la tentative de détacher des éléments de la Conférence quelque centre de salut de la patrie qui eût fait concurrence aux soviets : de cela la presse de droite parlait ouvertement. Mais l'on n'en arriva point là : les masses gênèrent. Si quelqu'un eut un moment l'idée de rapprocher l'heure des actes décisifs, il fallut se dire, sous le coup de la grève : nous ne réussirons pas à prendre la révolution à l'improviste, les ouvriers et les soldats sont sur leurs gardes, il faut différer. Et même une procession populaire vers l'icône *Iverskaïa*, organisée

par les popes et les libéraux en accord avec Kornilov, fut décommandée.

Dès qu'il devint clair qu'un danger direct n'existait pas, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks s'empressèrent d'affecter que rien de particulièrement grave ne s'était produit. Ils refusèrent même de renouveler aux bolchéviks leurs laissez-passer pour les casernes, bien que, de là, l'on continuât à réclamer avec insistance des orateurs bolchéviks. « Le Maure a fait son œuvre », devaient se dire entre eux d'un air malin Tsérértelli, Dan et Khintchouk qui était alors président du Soviet de Moscou. Mais les bolchéviks ne se disposaient nullement à occuper la position du Maure. Ils n'en étaient encore qu'à préparer l'accomplissement de leur propre tâche.



Toute société de classes a besoin d'une unité de volonté gouvernementale. La dualité de pouvoirs est, en son essence un régime de crise sociale : marquant un extrême fractionnement de la nation, elle comporte, en potentiel ou bien ouvertement, la guerre civile. Personne ne voulait plus de la dualité de pouvoirs. Au contraire, tous désiraient avidement un pouvoir solide, unanime, une autorité « de fer ». En juillet le gouvernement de Kérensky était investi de pouvoirs illimités. La conception était de placer, au-dessus de la démocratie et de la bourgeoisie qui se paralysaient entre elles, d'après un accord mutuel, une « véritable » autorité. L'idée d'un maître du destin s'élevant au-dessus des classes n'est pas autre chose que l'idée du bonapartisme.

Si l'on plante symétriquement deux fourchettes dans un bouchon, celui-ci après avoir fortement oscillé, finira

par tenir en équilibre même sur la tête d'une épingle : nous avons là, le modèle mécanique du suprême arbitre bonapartiste. Le degré de solidité d'un pareil pouvoir, si l'on fait abstraction des conditions internationales, est déterminé par la stabilité de l'équilibre des classes antagonistes à l'intérieur du pays. Au milieu de mai, Trotsky désignait Kérénsky, en séance du Soviet de Pétrograd, comme « le point mathématique du bonapartisme russe ». L'immatérialité de la définition montre qu'il s'agissait non de l'individu mais de la fonction. Au début de juillet, l'on s'en souvient, tous les ministres, sur injonction de leurs partis, démissionnèrent, laissant à Kérénsky le soin de constituer le pouvoir. Le 21 juillet, cette expérience se renouvela sous une forme plus démonstrative. Les parties hostiles entre elles en appelaient à Kérénsky, chacune voyait en lui quelque chose d'elle-même, toutes deux lui juraient fidélité. Trotsky écrivait de la prison : « Dirigé par des politiciens qui craignent tout, le Soviet n'a pas osé prendre le pouvoir. Représentant toutes les cliques de la propriété le parti cadet n'a pas encore pu s'emparer du pouvoir. Restait à chercher un grand conciliateur, un intermédiaire, un arbitre. »

Dans le manifeste que Kérénsky publia sous son propre nom, il proclamait devant le peuple : « Moi, en qualité de chef du Gouvernement... je ne me crois pas en droit de m'arrêter devant ce fait que des modifications [dans la structure du pouvoir]... accroîtront ma responsabilité dans les affaires de la direction suprême. » C'est là, sans mélange, la phraséologie du bonapartisme. Et pourtant, malgré l'appui de la droite et de la gauche, l'affaire n'alla pas au delà de la phraséologie. Où en est la cause ?

Pour qu'un petit Corse pût s'élever au-dessus de la

jeune nation bourgeoise, il avait fallu que la Révolution réglât préalablement son problème essentiel : la répartition des terres entre les paysans, et que, sur la nouvelle base sociale, se constituât une armée victorieuse. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la Révolution ne pouvait aller plus loin : elle pouvait seulement refluer. Dans ces reculs, cependant, ses conquêtes essentielles étaient mise en danger. Il fallait les maintenir à tout prix. L'antagonisme approfondi, mais encore très loin de sa maturité entre la bourgeoisie et le prolétariat tenait la nation, ébranlée jusqu'aux assises, dans une extrême tension. Un « arbitre » national dans ces conditions était indispensable. Napoléon garantissait aux grands bourgeois la possibilité de réaliser des bénéfices, aux paysans la possession de leurs lotissements, aux fils de paysans et aux va-nu-pieds la possibilité du pillage pendant la guerre. Le juge avait le sabre au poing et remplissait lui-même les obligations de l'huissier. Le bonapartisme du premier Bonaparte était solidement basé.

Le coup d'État de 1848 ne donna point et ne pouvait donner des terres aux paysans : ce n'était pas une grande Révolution substituant un régime social à un autre, c'était un remaniement politique sur les bases d'un même régime social. Napoléon III n'avait pas derrière lui une armée victorieuse. Les deux éléments principaux du bonapartisme classique étaient inexistants. Mais il y avait d'autres conditions propices, non moins efficaces. Le prolétariat qui, en cinquante ans, avait grandi, montra en juin sa force menaçante ; cependant, il se trouva encore incapable de saisir le pouvoir. La bourgeoisie redoutait et le prolétariat, et la victoire sanglante qu'elle avait remportée sur lui. Le paysan propriétaire avait pris peur devant l'insurrection de juin et voulait que l'État le protégeât contre les partageux. Enfin,

le puissant essor industriel qui dura, avec de courtes interruptions pendant deux dizaines d'années, ouvrait à la bourgeoisie des sources inégalées d'enrichissement. Ces conditions se trouvèrent suffisantes pour un bonapartisme d'épigone.

Dans la politique de Bismarck, qui s'élevait lui aussi « au-dessus des classes », il y avait, comme on l'a plus d'une fois indiqué, des traits indubitables de bonapartisme, bien que sous des apparences de légitimisme. La stabilité du régime de Bismarck était assurée par ce fait que, né après une révolution impotente, il avait donné la solution ou la demi-solution d'un aussi grand problème national que celui de l'unité allemande, qu'il avait apporté la victoire dans trois guerres, une contribution et une puissante floraison capitaliste. Cela suffit pour des dizaines d'années.

Le malheur des Russes qui se posaient en candidats aux Bonaparte n'était pas du tout en ceci qu'ils ne ressemblaient ni au premier Napoléon, ni même à Bismarck : l'histoire sait se servir de succédanés. Mais ils avaient contre eux une grande Révolution qui n'avait pas encore résolu ses propres problèmes ni épuisé ses forces. Le paysan qui n'avait pas encore obtenu la terre était contraint par la bourgeoisie de guerroyer pour les domaines des nobles. La guerre n'amenait que des défaites. Il n'était même pas question d'un essor industriel : au contraire, le désarroi causait constamment de nouvelles dévastations. Si le prolétariat recula, ce ne fut seulement que pour resserrer ses rangs. La classe paysanne se mettait seulement en branle pour une dernière poussée contre les maîtres. Les nationalités opprimées passaient à l'offensive contre le despotisme russificateur. A la recherche de la paix, l'armée se liait de plus en plus étroitement avec les ouvriers et leur Parti. En bas l'on



se massait, en haut l'on faiblissait. Il n'y avait point d'équilibre. La Révolution restait en pleine verdure. Il n'est pas étonnant que le bonapartisme se soit trouvé anémique.

Marx et Engels comparaient les rôles du régime bonapartiste dans la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat à celui de l'ancienne monarchie absolue dans la lutte entre les féodaux et la bourgeoisie. Les traits de ressemblance sont indubitables, mais ils ne subsistent plus, précisément là où se manifeste le contenu social du pouvoir. Le rôle d'arbitre entre les éléments de l'ancienne et de la nouvelle société était, en une certaine période, réalisable dans la mesure où les deux régimes d'exploitation avaient besoin de se défendre contre les exploités. Mais, déjà, entre les féodaux et les serfs, il ne pouvait y avoir d'intermédiaire « impartial ». En conciliant les intérêts des propriétaires nobles de domaines et ceux du jeune capitalisme, l'autocratie tsariste agissait à l'égard des paysans non comme un intermédiaire, mais comme un fondé de pouvoir des classes exploiteuses.

Et le bonapartisme n'était pas un arbitre entre le prolétariat et la bourgeoisie : il était en réalité le pouvoir le plus concentré de la bourgeoisie sur le prolétariat. Ayant mis la botte sur la nuque de la nation, le Bonaparte qui vient à son tour ne peut que mener une politique de protection de la propriété, de la rente, du profit. Les particularités du régime ne vont pas au delà des moyens de protection. Le garde ne se tient pas devant la porte, il est assis sur le pinacle ; mais sa fonction est la même. L'indépendance du bonapartisme est, à un formidable degré, toute d'apparence, de simulacre, de décor : elle a pour symbole le manteau impérial.

Exploitant adroitement la terreur du bourgeois devant l'ouvrier, Bismarck, dans toutes ses réformes poli-

tiques et sociales, restait invariablement le fondé de pouvoir des classes possédantes qu'il ne trahit jamais. En revanche, la pression croissante du prolétariat lui permit indubitablement de s'élever au-dessus du corps des *junkers*, au-dessus des capitalistes, en qualité d'accablant arbitre bureaucratique : en cela consistait sa fonction.

Le régime soviétique admet une très considérable indépendance du pouvoir par rapport au prolétariat et à la paysannerie, par conséquent aussi « un arbitrage » entre l'un et l'autre, dans la mesure où leurs intérêts, bien qu'ils engendrent des frottements et des conflits, ne sont pourtant pas inconciliables au fond. Mais il ne serait pas facile de trouver un arbitre « impartial » entre l'État soviétique et l'État bourgeois, du moins dans la sphère des intérêts essentiels des deux parties. Ce qui empêche d'adhérer à la Société des Nations l'Union soviétique, ce sont, sur le terrain international, les mêmes causes sociales qui, dans les cadres nationaux, excluent la possibilité d'une « impartialité » effective et non affectée du pouvoir entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Sans avoir les forces du bonapartisme, le kérenskysme en avait tous les vices. Il ne s'élevait au-dessus de la nation que pour la corrompre par sa propre impuissance. Si, en paroles, les leaders de la bourgeoisie et de la démocratie avaient promis « d'obéir » à Kérensky, en réalité le tout-puissant arbitre obéissait à Milioukov et surtout à Buchanan. Kérensky poursuivait la guerre impérialiste, protégeait les domaines des nobles contre les attentats, différant les réformes sociales jusqu'à des temps meilleurs. Si son gouvernement était faible, c'était pour cette raison même que la bourgeoisie ne pouvait du tout placer au pouvoir des gens à elle. Cependant, quelle que fût la nullité du « gouvernement de salut », son caractère conser-

vateur-capitaliste s'accroissait évidemment à mesure qu'augmentait son « indépendance ».

Comprendre que le régime de Kérensky était, pour la période donnée, une forme inévitable de la domination bourgeoise, n'excluait pas, du côté des politiciens bourgeois un extrême mécontentement à l'égard de Kérensky, ni des préparatifs pour se débarrasser de lui le plus vite possible. Dans le milieu des classes possédantes il n'y avait pas de désaccord sur la nécessité d'opposer à l'arbitre national, mis en avant par la démocratie petite-bourgeoise, un personnage choisi dans leurs propres rangs. Pourquoi précisément Kornilov ? Le candidat aux Bonapartes devait correspondre au caractère de la bourgeoisie russe, arriérée, isolée du peuple, décadente, inapte. Dans l'armée qui n'avait guère connu que des défaites humiliantes, il n'était pas facile de trouver un général populaire. Kornilov fut préconisé par sélection entre d'autres candidats encore moins recevables.

Ainsi, les conciliateurs ne pouvaient s'unir dans une coalition avec les libéraux, ni s'accorder avec eux sur un candidat au rôle de sauveteur : ce qui les en empêchait, c'étaient les problèmes non résolus de la Révolution. Les libéraux ne faisaient pas confiance aux démocrates. Les démocrates n'accordaient pas leur confiance aux libéraux. Kérensky, à vrai dire, ouvrait largement les bras à la bourgeoisie ; mais Kornilov donnait à comprendre sans équivoque que, dès la première possibilité, il tordrait le cou à la démocratie. Découlant inéluctablement de l'évolution précédente, le conflit entre Kornilov et Kérensky était la traduction des incompatibilités du double pouvoir dans le langage explosif d'ambitions personnelles.

De même que parmi le prolétariat et la garnison de Pétrograd s'était formée, au début de juillet, une aile

impatiente, mécontente de la politique trop circonspecte des bolchéviks, il s'accumula, chez les classes possédantes, au début du mois d'août, des impatiences à l'égard de la politique temporisatrice de la direction cadette. Cet état d'esprit se traduisit par exemple au Congrès des cadets, où certains réclamèrent le renversement de Kérensky. Plus violemment encore, l'impatience politique se manifestait en dehors des cadres du parti cadet, dans les états-majors militaires où l'on ressentait une crainte continuelle devant les soldats, dans les banques submergées par l'inflation, dans les propriétés où le toit brûlait sur la tête du maître. « Vive Kornilov ! » devint le mot d'ordre de l'espoir, du désespoir, de la soif de vengeance.

D'accord en tout sur le programme de Kornilov, Kérensky discutait les délais : « On ne peut pas faire tout cela d'un coup. » Reconnaisant la nécessité de se séparer de Kérensky, Milioukov répliquait aux impatients : « Il est peut-être encore trop tôt. » De même que de l'élan des masses de Pétrograd était sortie la demi-insurrection de juillet, l'impatience des propriétaires suscita le soulèvement de Kornilov en août. Et de même que les bolchéviks s'étaient vus contraints de se placer sur le terrain d'une manifestation armée pour en garantir, si possible, le succès, et en tout cas, pour la protéger contre un écrasement, les cadets se trouvèrent forcés, dans les mêmes buts, de se mettre sur le terrain de l'insurrection de Kornilov. Dans ces limites, on observe une étonnante symétrie. Mais dans les cadres de cette symétrie il y a une complète opposition des buts, des méthodes — et des résultats. Elle se découvrit à nous tout à fait par la suite des événements.

## LA CONFÉRENCE D'ÉTAT A MOSCOU

**S**i un symbole est une image condensée, la Révolution est la plus grande créatrice de symboles, car elle présente tous les phénomènes et les rapports sous un aspect concentré. Il faut seulement observer que le symbolisme d'une révolution est trop grandiose et rentre mal dans les cadres de la création individuelle. De là résulte une si pauvre reproduction artistique des drames les plus massifs de l'humanité.

La Conférence d'État de Moscou s'acheva par un échec qui était sûr d'avance. Elle ne créa rien, ne résolut rien. En revanche elle laissa à l'histoire un cliché inestimable, quoique négatif, de la révolution, où la lumière apparaît comme une ombre, où la faiblesse parade comme une force, la cupidité comme du désintéressement, la félonie comme la plus haute vertu. Le plus puissant parti de la Révolution, qui déjà dans dix semaines devait arriver au pouvoir, se trouva relégué au seuil de la Conférence comme une quantité négligeable. En revanche on prenait au sérieux « le parti du socialisme d'évolution » que personne ne connaissait. Kérénsky se présentait comme l'incarnation de la force et de la volonté. Sur la coalition, qui s'était totalement vidée de contenu dans le passé, l'on parlait comme d'un moyen de salut pour l'avenir. Kornilov, que des millions de soldats haïssaient, était salué comme le chef bien-aimé de l'armée et du peuple. Les monarchistes et les Cent-

Noirs signaient des déclarations d'amour pour l'Assemblée constituante. Tous ceux qui devaient bientôt disparaître de l'arène politique semblaient avoir convenu de jouer pour la dernière fois leurs meilleurs rôles sur l'estrade. Ils s'évertuaient de toutes leurs forces à dire : voici ce que nous voudrions être, voici ce que nous pourrions être si l'on ne nous gênait pas. Mais on les gênait : les ouvriers, les soldats, les paysans, les nationalités opprimées. Des dizaines de millions d'« esclaves révoltés » les empêchaient de manifester leur fidélité à la Révolution. A Moscou où ils avaient cherché un refuge, ils étaient talonnés par la grève. Persécutées par « l'inintelligence », « l'ignorance », « la démagogie », les 2.500 personnes qui remplissaient le théâtre s'engagèrent tacitement entre elles à ne pas dissiper l'illusion scénique. Il ne fut pas question de la grève. On prit soin de ne pas désigner les bolchéviks par leur nom. Plékhanov mentionna seulement, en passant, « le Lénine de triste mémoire », comme s'il s'agissait d'un adversaire définitivement liquidé. Les caractéristiques du négatif étaient ainsi maintenues jusqu'au bout : dans un royaume d'ombres à demi sépulcrales, qui se donnaient pour « les forces vives du pays », le véritable leader populaire ne pouvait figurer autrement qu'en qualité de défunt politique.

« La brillante salle de spectacle — écrit Soukhanov — se partageait assez nettement en deux moitiés : à droite la bourgeoisie et, à gauche, la démocratie. A droite, à l'orchestre et dans les loges, on voyait un bon nombre d'uniformes de généraux, mais à gauche, c'étaient des sous-lieutenants, des sous-officiers, des soldats. En face de la scène, dans l'ancienne loge impériale, s'étaient installés les hauts représentants diplomatiques des puissances alliées et amies... Notre groupe, l'extrême-gauche, occupait un petit coin de l'orchestre. » L'extrême-gau-

che, en l'absence des bolchéviks, fut constituée par des partisans de Martov.

Entre trois et quatre heures, le rideau levé, apparut Kérénsky accompagné de deux jeunes officiers, l'un de l'armée, l'autre de la marine. Figurant la puissance du pouvoir révolutionnaire, ils se tinrent tout le temps, comme cloués sur place, derrière le dos du président. Pour ne pas agacer les hommes de droite en nommant la république — c'était convenu d'avance — Kérénsky salua, « les représentants de la terre russe » au nom du gouvernement de « l'État russe ». « Le ton général du discours — écrit un historien libéral, — au lieu d'être celui de la dignité et de la certitude, sous l'influence des dernières journées... trahissait une peur mal dissimulée que l'orateur semblait vouloir étouffer en lui-même en prenant les hautes notes de la menace. » Sans désigner directement les bolchéviks, Kérénsky commença cependant par essayer de les intimider : de nouvelles tentatives contre le pouvoir « seront nettement réprimées par le fer et dans le sang ». En une tempête d'applaudissements fusionnèrent les deux ailes de la Conférence. Une menace ajoutée à l'adresse de Kornilov qui n'était pas encore arrivé. « Quels que soient les ultimatums qui me viendraient de quiconque, je saurai soumettre cet homme à la volonté du pouvoir suprême et à moi qui en suis le chef, » — provoqua bien des applaudissements enthousiastes, mais déjà seulement dans la moitié gauche de la Conférence. Kérénsky en revient sans cesse et sans cesse à lui-même, « chef suprême » : il a besoin de ces rappels. « Vous qui êtes venu ici du front, je vous le dis, moi, votre ministre de la Guerre et votre chef suprême... il n'y a point de volonté et de pouvoir dans l'armée au-dessus de la volonté et du pouvoir du Gouvernement provisoire. » La démocratie est dans l'enthousiasme de ces menaces

tirées à blanc, car elle s'imagine que, de cette manière, on esquivera la nécessité de recourir au plomb.

« Toutes les meilleures forces du peuple et de l'armée, assure le chef du gouvernement — ont attaché le triomphe de la révolution russe à la cause de notre victoire sur le front. Mais nos espérances ont été foulées aux pieds et on a craché sur notre foi. » Telle est la conclusion lyrique de l'offensive de juin. Lui, Kérénsky, se dispose en tout cas à guerroyer jusqu'à la victoire. Au sujet du danger d'une paix aux frais de la Russie — cette voie était indiquée par la proposition de paix du Pape, en date du 4 août — Kérénsky fait l'éloge de la noble fidélité des alliés. « Et moi, au nom du grand peuple russe, je ne dirai qu'une chose : nous ne nous attendions et ne pouvions nous attendre à rien d'autre. » Une ovation dirigée vers la loge des diplomates alliés met tout le monde debout, à l'exception de quelques internationalistes et des rares bolchéviks présents en tant que délégués de syndicats. D'une loge occupée par des officiers, un cri : « Martov, debout ! » Martov, il faut le dire à son honneur, eut assez de fermeté pour ne pas se mettre à genoux devant le désintéressement de l'Entente.

A l'adresse des nationalités opprimées de la Russie qui cherchaient à refaire leurs destinées, Kérénsky expédiait des leçons de morale mêlées de menaces. « Torturés et exterminés dans les chaînes de l'autocratie tsariste — disait-il, se vantant d'avoir porté les chaînes d'autrui — nous n'avons pas ménagé notre sang au nom du bonheur de tous les peuples. » Dans un sentiment de gratitude envers les nationalités opprimées, il leur recommandait de patienter sous un régime qui déniait leurs droits.

Où est l'issue ? «... Sentez-vous en vous cette grande ardeur... sentez-vous en vous la force et la volonté



d'ordre, de sacrifices et de travail ?... Donnez-vous ici le spectacle d'une grande force nationale solidement soudée ?... » Ces paroles étaient prononcées le jour de la grève de protestation à Moscou, et en des heures où la cavalerie de Kornilov procédait à des déplacements mystérieux. « Nous y perdrons la vie, mais nous sauverons l'État. » C'est tout ce que pouvait déclarer au peuple le gouvernement de la Révolution.

« Bien des provinciaux, — écrit Milioukov, — voyaient, dans cette salle, Kérénsky pour la première fois, — et en sortirent partiellement déçus, partiellement indignés. Devant eux se dressait un jeune homme au visage tourmenté, blême, dans une pose apprise d'acteur... Cet homme semblait vouloir faire peur à quelqu'un et produire sur tous une impression de force et de pouvoir dans l'ancien style. En réalité, il n'éveillait que de la pitié. »

Les déclarations des autres membres du gouvernement ne manifestèrent pas tellement leur incapacité personnelle que la faillite du système de la conciliation. La grande idée que le ministre de l'Intérieur Avksentiev proposa au jugement du pays fut celle d'une institution de commissaires-inspecteurs en tournée. Le ministre de l'Industrie exhortait les entrepreneurs à se contenter de modestes bénéfices. Le ministre des Finances promettait d'abaisser les impôts directs des classes possédantes en relevant les contributions indirectes. L'aile droite eut l'imprudence de couvrir ces paroles d'une tempête d'applaudissements dans laquelle Tsérételli, non sans quelque gêne, discerna trop peu d'empressement à faire des sacrifices. Le ministre de l'Agriculture, Tchernov, avait l'ordre de se taire tout à fait pour ne pas taquiner les alliés de droite en agitant devant eux la menace d'une expropriation des terres. Dans l'intérêt de l'union nationale il avait été décidé de feindre que la question agraire

n'existait pas. Les conciliateurs n'étaient pas des gêneurs. La véritable voix du moujik ne retentit pas à la tribune. Or, justement en ces semaines d'août, le mouvement agraire se déclenchait dans tout le pays pour se transformer, en automne, en une irrésistible guerre paysanne.

Après une suspension d'un jour employé à effectuer des reconnaissances et à mobiliser des forces des deux côtés, la séance du 14 s'ouvrit dans une atmosphère d'extrême tension. A l'apparition de Kornilov dans une loge, la droite de la Conférence lui fait un tumultueux accueil. La moitié de l'assemblée, la gauche, reste presque tout entière assise. Les cris : « Debout ! » s'accompagnent de grossières injures venues d'une loge occupée par des officiers. Lorsque se présente le gouvernement, la gauche fait à Kérénsky une longue ovation à laquelle, comme en témoigne Milioukov, « cette fois-ci, tout aussi démonstrativement, ne participa point la droite qui resta assise. » Dans ces flots contraires d'applaudissements s'entendaient les prochaines collisions de la guerre civile. Cependant, sur l'estrade, sous le nom de gouvernement, continuaient à siéger les représentants des deux moitiés d'une salle scindée, et le président, qui prenait en catimini des mesures militaires contre le généralissime, n'oubliait pas une minute d'incarner en son personnage « l'unité du peuple russe ». Dans ce rôle stylisé, Kérénsky s'écria : « Je propose à tous de saluer en la personne du généralissime ici présent l'armée qui périt vaillamment pour la liberté et la patrie. » A l'adresse de cette même armée, il avait été dit pendant la première séance : « Nos espoirs ont été foulés aux pieds et l'on a craché sur notre foi. » Mais qu'importe ! La phrase salutaire est trouvée : l'auditoire se lève et applaudit tumultueusement Kornilov et Kérénsky. L'unité de la nation est encore une fois sauvée !

Prises à la gorge par l'irrémissible fatalité de l'histoire, les classes dirigeantes avaient résolu de recourir aux moyens d'une mascarade historique. Il leur semblait évidemment que si elles se présentaient encore une fois au peuple dans toutes leurs métamorphoses, elles en deviendraient plus considérables et plus fortes. En qualité d'experts de la conscience nationale, on amena en scène des représentants de toutes les quatre Doumas d'Empire. Les dissensions intérieures, si graves naguère, disparurent, tous les partis de la bourgeoisie s'unirent sans peine sur « le programme en marge des partis et des classes » d'hommes publics qui avaient, quelques jours auparavant, expédié un télégramme de félicitations à Kornilov. Au nom de la I<sup>e</sup> Douma, — celle de 1906! — le cadet Nabokov repoussait « l'hypothèse même de la possibilité d'une paix séparée ». Cela n'empêcha point le politicien libéral de raconter dans ses mémoires que lui et, avec lui, de nombreux leaders cadets avaient vu dans une paix séparée l'unique voie de salut. Exactement de même, les représentants des autres Doumas tsaristes réclamaient aussi, avant tout, de la Révolution, le tribut du sang.

« La parole est à vous, général ! » La séance approche du moment critique. Que dira le généralissime que Kérénsky a instamment, mais vainement exhorté à se contenter de faire un exposé de la situation militaire ? Milioukov écrit en témoin oculaire : « Un personnage de basse taille, courtaud, mais solide, aux traits de Kalmouk, au regard incisif, pénétrant, dont les petits yeux noirs s'allumaient parfois de méchantes étincelles, parut sur l'estrade. La salle trépide d'applaudissements. Tout le monde est debout, à l'exception... des soldats. » A l'adresse des délégués qui ne se sont pas levés, la droite pousse des cris d'indignation, mêlés d'invectives. « Gou-

jats !... Debout ! » Des bancs d'où l'on ne se lève pas, part une clameur : « Larbins ! » Le vacarme devient une tempête. Kérensky propose d'écouter calmement « le premier soldat du Gouvernement provisoire ». Roidement, par saccades, autoritairement, comme il convient à un général qui se dispose à sauver le pays, Kornilov lut une note écrite pour lui par l'aventurier Zavoïko sous la dictée de l'aventurier Filonenko. Par le programme exposé, la note était cependant beaucoup plus modérée que le dessein dont elle était le préambule. Kornilov ne se gêna pas pour dépeindre l'état de l'armée et la situation du front sous les couleurs les plus sombres, dans l'évidente intention d'inspirer la peur. Le passage essentiel du discours fut un pronostic d'ordre militaire : « ...L'ennemi frappe déjà aux portes de Riga, et, si seulement l'instabilité de notre armée ne nous donne pas la possibilité de nous maintenir sur le rivage du golfe de Riga, la route de Pétrograd sera ouverte. » Kornilov assène ici un coup dur au gouvernement ; « Par toute une série de mesures législatives appliquées après l'insurrection par des gens étrangers à l'esprit et à la compréhension de l'armée, celle-ci a été transformée en une horde démente qui n'a de cher exclusivement que sa vie. » C'est clair : pour Riga, il n'est point de salut, et le généralissime le déclare ouvertement, d'un ton provocant, à la face du monde entier, comme s'il invitait les Allemands à occuper la ville non défendue. Mais Pétrograd ? Voici la pensée de Kornilov : si j'obtiens la possibilité de remplir mon programme, Pétrograd sera peut-être encore sauvé ; mais dépêchez-vous ! Le journal moscovite des bolchéviks écrivait : « Qu'est-ce là — un avertissement ou une menace ? La défaite de Tarnopol a fait de Kornilov un généralissime. La reddition de Riga peut le faire dictateur. » Cette idée correspondait

beaucoup plus complètement aux visées des conspirateurs que ne le pouvait imaginer le plus soupçonneux des bolchéviks.

Le Concile ecclésiastique, qui avait participé à la pompeuse réception de Kornilov, dépêcha alors pour appuyer le généralissime un de ses membres les plus réactionnaires, l'archevêque Platon. « Vous venez de voir à l'instant le navrant tableau de l'armée, — dit ce représentant des « forces vives ». — Et je suis monté ici pour dire, de cette place, à la Russie : ne te trouble point, bien chère, ne crains point, notre affectionnée... S'il faut un miracle pour le salut de la Russie. Dieu, grâce aux prières de l'Église, accomplira ce miracle... » Pour la protection des domaines du clergé, les hauts dignitaires orthodoxes préféraient des contingents de Cosaques. Le point fort de la harangue n'était pourtant pas là. L'archevêque se plaignait de n'avoir pas entendu, dans les rapports des membres du Gouvernement, « nommer une seule fois *Dieu*, même incidemment ». De même que Kornilov imputait au gouvernement de la Révolution la décomposition de l'armée, Platon accusait « ceux qui sont présentement à la tête de notre peuple fervemment religieux » d'être de criminels incroyables. Des cléricaux qui s'étaient roulés dans la poussière devant Raspoutine s'enhardissaient à présent jusqu'à confesser publiquement le gouvernement de la Révolution.

Au nom de 21 contingents de Cosaques, une déclaration fut lue par le général Kalédine, dont le nom était répété avec insistance, en cette période, comme celui d'un des plus fermes dans le parti militaire. « Ne désirant pas, ne sachant pas flatter la foule, Kalédine, — d'après les termes d'un de ses panégyristes, — se sépara, sur ce terrain, du général Broussilov et, comme incompatible avec l'esprit de l'époque, fut destitué de son commande-

ment d'armée. » Rentré au commencement du mai dans la province du Don, le général cosaque fut bientôt élu *ataman* des troupes de la région. C'est lui, placé à la tête de la plus ancienne et de la plus forte des troupes cosaques, qui fut chargé de présenter le programme des hautes sphères privilégiées de la Cosaquerie. Repoussant tous soupçons d'esprit contre-révolutionnaire, sa déclaration rappelait impertinemment aux ministres socialistes comment, au moment du danger, ils avaient sollicité l'aide des Cosaques contre les bolchéviks. Le morose général conquit soudainement les cœurs des démocrates en proférant fortement un mot que Kérénsky n'osait pas dire tout haut : *la république*. La majorité de l'auditoire, et le ministre Tchernov avec un empressement particulier, applaudit le général cosaque qui réclamait tout à fait sérieusement de la république ce que l'autocratie n'avait plus été en mesure de donner. Napoléon avait autrefois prédit que l'Europe deviendrait cosaque ou républicaine. Kalédine consentait à voir la Russie républicaine, à condition qu'elle ne cessât point d'être cosaque. Ayant lu ces mots : « Les défaitistes ne doivent point avoir place dans le gouvernement », l'ingrat général se tourna insolemment vers l'infortuné Tchernov. Un compte rendu d'un journal libéral note ceci : « Tous les regards se tournent vers Tchernov qui baisse bien bas la tête sur la table. » N'étant pas lié par une situation officielle, Kalédine développa jusqu'au bout le programme de la réaction : supprimer les comités, rétablir l'autorité des chefs, ramener au même niveau l'arrière et le front, reviser les droits des soldats, autrement dit les réduire à néant. Les applaudissements de droite se mêlent aux protestations et même aux sifflets de gauche. L'Assemblée constituante, « dans l'intérêt d'un travail calme et méthodique », doit être convoquée à Moscou !

Ce discours élaboré avant la Conférence fut lu par Kalédine au lendemain de la grève générale, et la phrase sur « un travail calme » à Moscou avait un accent de dérision. La harangue du républicain cosaque poussa finalement la température de la salle jusqu'à l'ébullition et amena Kérénsky à faire montre d'autorité : « Il ne convient à qui que ce soit, dans la présente assemblée, d'intimer des ordres au gouvernement. » Mais, dans ce cas, pourquoi avait-on convoqué la Conférence ? Pourichkévitich, réactionnaire en vogue, criait de sa place : « Nous jouons le rôle de figurants du gouvernement ! » Deux mois auparavant ce fauteur de pogromes n'osait pas encore s'exhiber.

La déclaration officielle de la démocratie, document interminable où l'on tentait de donner des réponses à toutes les questions sans en résoudre une seule, fut lue par le président du Comité exécutif central, Tchkhéidzé, accueilli par les chaleureuses félicitations des gauches. Des acclamations comme « Vive le chef de la Révolution russe ! » durent troubler ce modeste caucasien qui se sentait moins que tout un chef. Sur un ton de plaidoyer, la démocratie déclarait qu'elle « ne tendait pas au pouvoir, ne désirait pas un monopole à elle. » Elle est prête à soutenir tout pouvoir capable de sauvegarder les intérêts du pays et de la Révolution. Mais on ne peut abolir les soviets : seuls ils ont sauvé le pays de l'anarchie. On ne peut supprimer les comités d'armée : seuls ils sont capables d'assurer la continuation de la guerre. Les classes privilégiées doivent faire quelques concessions dans l'intérêt de l'ensemble. Cependant, les intérêts des propriétaires de terres doivent être protégés contre les expropriations. La solution des questions nationales doit être différée jusqu'à l'Assemblée constituante. Il faut pourtant procéder aux réformes les plus urgentes. Au

sujet d'une active politique de paix, la déclaration ne disait mot. En somme, ce document était comme spécialement étudié pour ne pas donner satisfaction à la bourgeoisie tout en provoquant l'indignation des masses.

Dans un discours évasif et incolore, le représentant du Comité exécutif paysan rappela le mot d'ordre « La Terre et la Liberté », sous lequel « ont péri nos meilleurs militants ». Un compte rendu d'un journal de Moscou note un épisode élagué du sténogramme officiel : « Tout l'auditoire se lève et fait une tumultueuse ovation aux anciens prisonniers de la forteresse de Schlüsselbourg, qui sont assis dans une loge. » Étonnante grimace de la Révolution ! « Tout l'auditoire » fête les anciens bagnards politiques que la monarchie d'Alexéiev, de Kornilov, de Kalédine, de l'évêque Platon, de Rodzianko, de Goutchkov, et au fond, aussi de Milioukov, n'a pas eu le temps d'étouffer complètement dans ses prisons. Les bourreaux ou leurs complices veulent se parer de l'auréole du martyr de leurs propres victimes.

Quinze ans auparavant, les leaders de la moitié droite de la salle célébraient le deuxième centenaire de la prise de la forteresse de Schlüsselbourg par Pierre I<sup>er</sup>. *L'Iskra* (*L'Étincelle*), journal de l'aile révolutionnaire de la social-démocratie, écrivait en ces jours-là : « Comme on est soulevé d'indignation devant cette cérémonie patriotique sur l'île maudite qui fut le lieu d'exécution de Minakov, de Mychkine, de Rogatchev, de Stromberg, d'Oulianov, de Guénéralov, d'Ossipanov, d'Andriouchkine et de Chévyrev ; devant ces sacs de pierre, où Klimenko s'étrangla avec une corde, où Gratchevsky s'arrosa de pétrole et s'incendia, où Sophie Ginsbourg se perça à coups de ciseaux ; sous des murailles dans lesquelles Chtchédrine, Iouvatchev, Konachévitch, Pokhitonov, Ignatii Ivanov, Arontchik et Tikhonovitch ont



sombré sans retour dans les ténèbres de la démence, tandis que des dizaines d'autres ont péri d'épuisement, de scorbut et de phtisie. Livrez-vous donc à vos bacchanales patriotiques, car aujourd'hui, vous êtes encore les maîtres à Schlüsselbourg ! » En épigraphe, *l'Iskra* portait ces mots extraits d'une lettre adressée par les déembristes-bagnards à Pouchkine : *De l'étincelle jaillira la flamme*. Elle a jailli. Elle a réduit en cendres la monarchie et son bague de Schlüsselbourg. Et voici qu'aujourd'hui, dans la salle de la Conférence d'État, les geôliers de la veille ovationnaient les victimes arrachées à leurs griffes par la Révolution. Mais le plus paradoxal fut pourtant que les anciens geôliers et les anciens détenus fusionnèrent effectivement dans une commune haine à l'égard des bolchéviks, de Lénine qui avait été l'inspirateur de *l'Iskra*, de Trotsky, auteur des lignes citées ci-dessus, des ouvriers révoltés, des soldats insubordonnés qui remplissaient les prisons de la république.

Le nationalo-libéral Goutchkov, président de la III<sup>e</sup> Douma, qui n'avait pas admis, en son temps, des députés de gauche dans la commission de la défense nationale et qui, pour ce mérite, avait été nommé par les conciliateurs le premier des ministres de la Guerre de la Révolution, prononça le plus intéressant discours, où cependant l'ironie combattait vainement le désespoir : « Mais pourquoi donc... pourquoi, — disait-il, faisant allusion aux paroles de Kérénsky, — les représentants du pouvoir sont-ils venus à nous « dans une angoisse mortelle », « dans une mortelle épouvante », poussant des cris maladifs, je dirais même hystériques, de désespoir, et pourquoi cette angoisse, cette épouvante, ces cris, trouvent-ils dans nos âmes la douleur poignante des affres de l'agonie ? » Au nom de ceux qui, précédemment, avaient été les souverains maîtres, avaient commandé, grâcié

et puni, le solide marchand moscovite confessait publiquement ses sensations « d'affres d'agonie ». « Ce pouvoir, — disait-il, — est une ombre de pouvoir. » Goutchkov avait raison. Mais lui aussi, ancien partenaire de Stolypine, n'était plus que l'ombre de lui-même.

Juste le jour de l'ouverture de la Conférence parut dans le journal de Gorki une information montrant comment Rodzianko réalisait des bénéfices en fournissant des leviers de culasses de fusils inutilisables. Cette révélation inopportune, faite par Karakhan, futur diplomate des soviets, alors encore inconnu de tous, n'empêcha pas le chambellan de parler avec dignité à la Conférence au profit du programme patriotique des fournisseurs de l'armée. Tous les malheurs venaient de ceci que le Gouvernement provisoire n'avait pas marché la main dans la main avec la Douma d'État, « la seule représentation intégralement légale de tout le peuple de Russie ». Cela sembla déjà trop. Sur les bancs de la gauche l'on se mit à rire. Des cris retentirent : « Le 3 juin ! ». Jadis, cette date — le 3 juin 1907 — jour où la constitution octroyée avait été foulée aux pieds — avait été comme marquée au fer sur le front de la monarchie et des partis qui la soutenaient. Maintenant, ce n'était plus qu'un pâle souvenir. Mais Rodzianko lui-même, qui tonitruait d'une voix de basse, énorme et imposant, semblait être à la tribune plutôt un vivant vestige du passé qu'une figure politique.

Aux attaques de l'intérieur, le gouvernement oppose les encouragements qui lui sont venus si à propos de l'extérieur. Kérénsky donne lecture d'un télégramme de félicitations du président Wilson, promettant « tout appui matériel et moral au gouvernement russe pour le succès de la cause commune aux deux peuples, et dans laquelle ils ne poursuivent aucun but égoïste. » De nouveaux applaudissements devant la loge diplomatique ne peu-

vent étouffer l'anxiété provoquée dans la moitié de droite par la dépêche de Washington : l'éloge du désintéressement signifiait trop nettement pour les impérialistes russes l'ordonnance de se mettre à la diète.

Au nom de la démocratie conciliatrice, son leader reconnu, Tsérételli, défendait les soviets et les comités d'armée comme on défend pour l'honneur une cause perdue d'avance. « On ne peut encore enlever ces échafaudages, l'édifice de la libre Russie révolutionnaire n'étant pas entièrement construit. » Après l'insurrection, « les masses populaires, à proprement parler, n'avaient foi en personne qu'en elles-mêmes » : seuls les efforts des soviets conciliateurs donnèrent aux classes possédantes la possibilité de se maintenir au sommet, du moins dans les premiers temps, sans le confort habituel. Tsérételli faisait un particulier mérite aux soviets « d'avoir remis au gouvernement de coalition toutes les fonctions d'État » : ce sacrifice « avait-il été arraché à la démocratie par la force ? » L'orateur ressemblait à un commandant de forteresse qui se vante publiquement d'avoir rendu sans combat la place à lui confiée... Et, pendant les journées de Juillet — « qui donc avait dressé la poitrine pour défendre le pays contre l'anarchie ? » De la droite retentit une voix : « Les Cosaques et les *junkers* ! » Comme un coup de cravache, ces deux mots cinglèrent le flot des lieux communs démocratiques. L'aile bourgeoise de la Conférence comprenait parfaitement l'effet salutaire des services rendus par les conciliateurs. Mais la gratitude n'est point un sentiment politique. La bourgeoisie se hâta de tirer ses conclusions des bons offices qu'elle devait à la démocratie : le chapitre des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks était en voie d'achèvement ; à l'ordre du jour se plaçait le chapitre des Cosaques et des *junkers*.

C'est avec une particulière prudence que Tsérételli aborda le problème du pouvoir. Dans les derniers mois avaient eu lieu des élections aux doumas municipales et, partiellement, aux zemstvos, sur la base du droit de suffrage universel. Et qu'en résultait-il ? Les délégations des municipalités démocratiques se trouvèrent, à la Conférence d'État, dans le groupe de gauche, avec les soviets, sous la direction des mêmes partis, socialistes-révolutionnaires et menchéviks. Si les cadets ont l'intention d'insister sur leur revendication : en finir avec toute dépendance du gouvernement vis-à-vis de la démocratie, à quoi bon alors une Assemblée constituante ? Tsérételli indiqua seulement les contours de cette argumentation ; car, poussée jusqu'au bout, elle eût condamné la politique de la coalition avec les cadets comme contraire même à la démocratie formelle. On accuse la Révolution d'abuser de discours sur la paix ? Mais les classes possédantes ne comprennent-elles pas que le mot d'ordre de la paix est actuellement le seul moyen de continuer la guerre ? La bourgeoisie le comprenait : elle voulait seulement, avec le pouvoir, prendre aussi ce moyen en ses *propres mains*. Tsérételli termina par un hymne en l'honneur de la coalition. Dans l'assemblée scindée qui n'apercevait pas d'issue, les lieux communs des conciliateurs tintèrent pour la dernière fois avec une nuance d'espoir. Mais Tsérételli aussi n'était déjà plus en somme que le spectre de lui-même.

Au nom de la moitié droite de la salle, Milioukov, représentant irrémédiablement rassis des classes auxquelles l'histoire a coupé les voies d'une politique rassise, répliqua à la démocratie. Dans son *Histoire*, le leader du libéralisme rapporte d'une façon suffisamment expressive son propre discours à la Conférence d'État. « Milioukov fit... un relevé succinct, basé sur des faits, des erreurs

commises par « la démocratie révolutionnaire » et en tira les conclusions : capitulation dans la question de « la démocratisation de l'armée », accompagnée du départ de Goutchkov ; capitulation sur la question de la politique extérieure « zimmerwaldienne », accompagnée du départ du ministre des Affaires étrangères (Milioukov) ; capitulation devant les revendications utopiques de la classe ouvrière, accompagnée du départ de Konovalov (ministre du Commerce et de l'Industrie) ; capitulation devant les excessives exigences des nationalités, accompagnée du départ des cadets restants. La cinquième capitulation devant les tendances spoliatrices des masses, dans la question agraire, ...provoqua le départ du prince Lvov, premier président du Gouvernement provisoire. » L'histoire de la maladie n'était pas mal écrite. Quant au traitement, Milioukov n'alla pas au delà des mesures policières : il faut étouffer les bolchéviks. « En présence de faits évidents, — reprochait-il aux conciliateurs, — ces groupes plus modérés ont été forcés d'admettre que, parmi les bolchéviks, il y a des criminels et des traîtres. Mais ils n'admettent pas jusqu'à présent que l'idée même, l'idée fondamentale qui unit ces partisans des actes combatifs de l'anarcho-syndicalisme, est criminelle. » (*Applaudissements.*)

Le très humble Tchernov semblait être encore l'anneau de jonction entre la coalition et la Révolution. Presque tous les orateurs de l'aile droite : Kalédine, les cadets Maklakov et Astrov, portaient des coups à Tchernov qui avait reçu l'ordre de se taire et que nul ne prenait sous sa défense. Milioukov, de son côté, rappela que le ministre de l'Agriculture « avait été en personne à Zimmerwald et à Kienthal et y avait présenté les motions les plus violentes ». C'était un coup direct, dans l'œil : avant de devenir ministre de la guerre impérialiste,

Tchernov avait effectivement signé certains documents de la gauche de Zimmerwald, c'est-à-dire de la fraction de Lénine.

Milioukov ne cacha pas à la Conférence que, dès le début, il avait été adversaire de la coalition, estimant qu'elle « serait non plus forte, mais plus faible que le gouvernement issu de la révolution », savoir : le gouvernement de Goutchkov-Milioukov. Et, présentement, il « craint fort que la composition actuelle du pouvoir exécutif... ne garantisse pas la sécurité des personnes et de la propriété. » Quoi qu'il en soit, Milioukov promet au gouvernement son appui « de bon cœur et sans contestations ». La félonie incluse dans cette promesse magnanime éclatera quinze jours plus tard. Le discours, au moment où il fut prononcé, n'éveilla aucun enthousiasme, mais ne donna pas non plus motif à de véhémentes protestations. L'orateur fut accueilli et reconduit par de maigres applaudissements.

Le second discours de Tsérételli consistait en assurances, en serments, en lamentations : tout cela est bien pourtant pour vous ; les soviets, les comités, les programmes démocratiques, les mots d'ordre du pacifisme, — tout cela vous protège : « A qui sera-t-il plus facile de faire marcher les troupes de l'État russe révolutionnaire — au ministre de la Guerre Goutchkov ou au ministre de la Guerre Kérensky ? » Tsérételli répétait presque mot pour mot Lénine, mais seulement le leader des conciliateurs voyait un mérite là où le leader de la Révolution stigmatisait la trahison. L'orateur se justifie plus loin d'avoir trop ménagé les bolchéviks : « Je vous le dis, la Révolution était inexpérimentée dans la lutte contre l'anarchie venue de gauche. » (*Tempête d'applaudissements à droite.*) Mais, depuis que « les premières leçons ont été données », la Révolution a corrigé son erreur : « On a

déjà mis en application une loi d'exception. » En ces mêmes heures, Moscou était clandestinement gouvernée par un comité comptant six membres, — deux menchéviks, deux socialistes-révolutionnaires, deux bolchéviks — protégeant la ville contre le danger d'un coup d'État de la part de ceux devant lesquels les conciliateurs s'engageaient à écraser les bolchéviks.

Le clou de la dernière journée fut la harangue du général Alexéiev dont l'autorité incarnait le manque de talent des vieux bureaucrates militaires. Sous les vivats effrénés de la droite, l'ancien chef d'état-major de Nicolas II. organisateur aussi des débâcles de l'armée russe, parla de ces destructeurs « dans les poches desquels tintaient mélodiquement les marks allemands ». Pour reconstituer l'armée, il faut une discipline ; pour la discipline, il faut que les chefs aient de l'autorité ; ce pour quoi, il faut encore de la discipline. « Parlez d'une discipline de fer, ou appelez-la consciencieuse, ou dites-la véritable... les bases de ces disciplines sont les mêmes. » L'histoire se délimitait pour Alexéiev dans les statuts du service intérieur. « Est-il donc, messieurs, si difficile de sacrifier une prérogative illusoire — l'existence des organisations (*rires à gauche*) pour un certain temps (*lapage et cris à gauche*) ? » Le général suggérait qu'on lui remit en tutelle la Révolution désarmée, non pour toujours, non, Dieu préserve ! mais seulement « pour un certain temps » : la guerre finie, il promettait de restituer l'objet en bonne conservation. Mais il termina par un aphorisme assez bien venu : « Il faut des mesures, et non des demi-mesures. » Ces mots atteignaient et la déclaration de Tchkhéidzé, et le Gouvernement provisoire, et la coalition, et tout le régime de Février. Des mesures et non des demi-mesures ! Là-dessus, les bolchéviks étaient aussi d'accord.

Au général Alexéiev furent aussitôt opposés des officiers de gauche, délégués de Pétrograd et de Moscou, qui soutenaient « notre chef suprême, le ministre de la Guerre ». Après eux le lieutenant Koutchine, vieux menchévik, orateur du « groupe du front à la Conférence d'État », parla au nom de millions de soldats qui, cependant, ne devaient guère se reconnaître dans le miroir de la conciliation. « Nous avons tous lu l'interview du général Loukomsky, dans tous les journaux, où il est dit : si les alliés ne nous aident pas, Riga sera livrée... » Pourquoi donc le haut commandement, qui dissimulait toujours les insuccès et les revers, avait-il senti le besoin de pousser au noir les couleurs ? Les cris « C'est une honte », partant de gauche, s'adressaient à Kornilov qui, la veille, avait développé la même pensée en pleine Conférence. Koutchine touchait au point le plus sensible des classes possédantes : les sommets de la bourgeoisie, le commandement, toute la moitié droite de l'auditoire étaient profondément imprégnés de tendances défaitistes dans les domaines économique, politique et militaire. La devise de ces patriotes solides et équilibrés était dès lors : « Plus ça va mal, mieux ça va ! » Mais l'orateur conciliateur se hâta d'esquiver un thème qui était pour lui-même un terrain glissant. « Sauverons-nous l'armée ? Nous ne savons, — disait Koutchine, — mais si nous ne la sauvons pas, ce n'est point le commandement qui la sauvera... » « Il la sauvera ! » s'écria-t-on sur les bancs des officiers. Koutchine : « Non, il ne la sauvera pas ! » Des applaudissements éclatent à gauche. Ainsi s'interpellaient hostilement les commandants et les comités sur la solidarité imaginaire desquels était édifié le programme d'un assainissement de l'armée. Ainsi s'interpellaient les deux moitiés de la Conférence qui constituaient la base d'une « honnête coalition ». Ces conflits



n'étaient que le faible écho, étouffé, parlementarisé, des antagonismes qui secouaient le pays.

Conformément à la mise en scène bonapartiste, les orateurs de droite et de gauche alternaient, s'équilibrant entre eux autant que possible. Si les primats du Concile orthodoxe soutenaient Kornilov, les moniteurs des chrétiens évangéliques se rangeaient du côté du Gouvernement provisoire. Les délégués des zemstvos et des municipalités sortaient deux par deux : l'un, pour la majorité, se joignait à la déclaration de Tchkhéidzé ; l'autre pour la minorité, à la déclaration de la Douma d'État.

Les représentants des nationalités opprimées, l'un après l'autre, assuraient le gouvernement de leur patriotisme, mais le suppliaient de ne pas les duper davantage : dans leurs régions, mêmes fonctionnaires, mêmes lois, même oppression. « On ne peut différer. Aucun peuple ne peut vivre seulement de promesses. » La Russie révolutionnaire doit montrer qu'elle est « la mère et non point la marâtre de tous les peuples ». Les timides reproches et des adjurations résignées ne trouvaient presque aucun écho de sympathie même dans la moitié gauche de l'auditoire. L'esprit de la guerre impérialiste est moins que tout compatible avec une honnête politique dans la question nationale.

« Jusqu'à présent, les nationalités de la Transcaucasie n'ont fait aucune manifestation séparatiste, — déclara, au nom des Géorgiens, le menchévik Tchkenkéli, — et elles n'en feront pas ultérieurement. » Cet engagement, couvert d'applaudissements, se trouvera bientôt caduc : à partir de l'insurrection d'Octobre, Tchkenkéli sera un des leaders du séparatisme. Il n'y a pourtant point là de contradiction : le patriotisme de la démocratie ne dépasse point les cadres du régime bourgeois.

Entre temps, de nouveaux spectres du passé, les plus tragiques, surgissent sur la scène. Les mutilés de guerre font entendre leur voix. Eux non plus ne sont pas unanimes. Les manchots, les amputés de la jambe, les aveugles ont leur aristocratie et leur plèbe. Au nom « de l'immense et puissante association des chevaliers de Saint-Georges, de ses 128 sections disséminées dans toute la Russie », un officier, offensé dans son patriotisme, soutient Kornilov (*approbation de la droite*). L'Union panrusse des mutilés de guerre se joint, par l'intermédiaire de son délégué, à la déclaration de Tchkhéidzé (*approbation de la gauche*).

Le Comité exécutif de l'Union des cheminots qui venait juste de s'organiser et qui devait, sous la dénomination abrégée de *Vikjel*, jouer dans les prochains mois un rôle considérable, joignit sa voix, à la déclaration des conciliateurs. Le président du *Vikjel*, démocrate modéré et extrême patriote, traça un vif tableau des manigances contre-révolutionnaires sur le réseau : perfides offensives contre les ouvriers, licenciements en masse, dérogations arbitraires à la journée de huit heures, inculpations devant les tribunaux. Des forces clandestines, dirigées par des centres cachés mais influents, tentent évidemment de provoquer à la bataille les cheminots affamés. L'ennemi est insaisissable. « Le contre-espionnage s'est assoupi, la surveillance du ministère public est endormie. » Et ce modéré entre tous les modérés termina par une menace : « Si l'hydre de la contre-révolution lève la tête, nous marcherons pour l'étouffer de nos propres mains. »

Immédiatement se présente, apportant des accusations contraires, un des as des cheminots : « La pure source de la Révolution s'est trouvée empoisonnée. » Pourquoi ? « Parce que les buts idéalistes de la Révolu-

tion ont été remplacés par des buts matériels (*applaudissements de droite*). » Dans le même esprit, Roditchev, cadet et propriétaire de domaines, accuse les ouvriers de s'être assimilé l'ignominieux mot d'ordre reçu de France « : Enrichissez-vous ! » Les bolchéviks assureront bientôt à la formule de Roditchev un succès exceptionnel, quoique non celui sur lequel comptait l'orateur. Le professeur Ozérov, homme de science pure et délégué des banques agraires, s'écrie : « Le soldat dans la tranchée doit penser à la guerre et non au partage de la terre. » Ce n'est pas étonnant : la confiscation des propriétés terriennes individuelles signifierait la confiscation des capitaux bancaires : au 1<sup>er</sup> janvier 1915, l'endettement de la propriété privée sur les terres se chiffrait à plus de trois milliards 500 millions de roubles !

De droite l'on parlait au nom de hauts états-majors, d'Unions industrielles, de Chambres de Commerce et de banques, de la Société des Haras et d'autres organisations qui groupaient des centaines de personnages réputés. De gauche, l'on parlait au nom des soviets, des comités d'armée, des syndicats, des municipalités démocratiques, des coopératives, derrière lesquels s'entrevoient, sur un fond lointain, des millions et des dizaines de millions d'anonymes. En temps normal, la prépondérance portait invariablement sur le segment court du levier. « On ne peut nier, — moralisait Tsérételli, — surtout en un pareil moment, la densité et l'importance de ceux qui sont forts de leur poids de possédants. » Mais toute l'affaire est en ceci que cette pesanteur devenait de plus en plus... impondérable. De même que le poids n'est pas une qualité interne à tels ou tels objets, mais seulement un rapport réciproque entre eux, la densité sociale n'est point une qualité innée d'un individu, mais seulement la valeur de classe que sont forcée de

lui reconnaître les autres classes. La Révolution, cependant, arrivait tout près de la limite même où l'on commence à ne plus reconnaître les « qualités » les plus essentielles des classes dominantes. De là devint si incommode la situation de la minorité renommée sur le segment court du levier. Les conciliateurs faisaient tous leurs efforts pour maintenir l'équilibre. Mais ils n'étaient plus en force : les masses pressaient trop irrésistiblement sur l'autre bras, le plus long. Combien prudemment les gros agrariens, les banquiers, les industriels, défendaient leurs intérêts. Et puis les défendaient-ils en général ? Presque pas. Ils défendaient les droits de l'idéalisme, les intérêts de la culture, les prérogatives de la future Assemblée constituante. Un maître de l'industrie lourde, von Ditmar, termina même par un hymne en l'honneur de « liberté, égalité, fraternité ». Où s'étaient fourrés les barytons métalliques du profit, les basses rauques de la rente foncière ? De la scène se déversaient seulement les plus doucereux ténors du désintéressement. Mais une minute d'attention : combien de bile et de vinaigre sur la mélasse ! De quelle façon inattendue, les roulades lyriques se brisent en un fausset coléreux. Le représentant de la Chambre de l'Agriculture panrusse, Kapatsinsky, qui tient de toute son âme pour la prochaine réforme agraire, n'oublie pas de remercier « notre pur Tsérételli » pour sa circulaire défendant le droit contre l'anarchie. Mais les comités agraires ? Car enfin ils remettent directement le pouvoir au moujik ! Lui, « être obscur, presque illettré, fou de bonheur à l'idée qu'enfin... on lui donne la terre, cet homme est chargé d'instituer le droit dans le pays. » Si, dans la lutte contre l'obscur moujik, les propriétaires de domaines défendent la propriété, ce n'est pas pour eux, non, mais seulement pour la sacrifier ensuite sur l'autel de la liberté.

La symbolique sociale semblerait presque épuisée. Mais ici Kérénsky est illuminé d'une heureuse inspiration. Il propose de donner la parole à un groupe encore, — « un groupe historique en Russie, celui de Brechkovskaïa, de Krapotkine et de Plékhanov. » Le populisme russe, l'anarchisme russe et la social-démocratie russe apparaissent personnifiés par la génération aînée ; l'anarchisme et le marxisme par leurs plus éminents fondateurs.

Krapotkine demande qu'on joigne sa voix « à celles qui ont invité tout le peuple russe à rompre une fois pour toutes avec le zimmerwaldisme. » L'apôtre négateur de l'autorité se rattache du coup à l'aile droite de la Conférence. La défaite menace de comporter non seulement la perte de grands territoires et des contributions : « Sachez, camarades, qu'il y a quelque chose de pire que tout cela : c'est la psychologie d'un pays vaincu. » Le vieil internationaliste préfère la psychologie d'un pays vaincu... située de l'autre côté de la frontière. Se rappelant comment la France vaincue s'était humiliée devant les tsars de Russie, — il n'avait pas prévu comment la France victorieuse s'humilierait devant les banquiers américains — Krapotkine s'écrie : « Se peut-il que nous en passions par là ? Pour rien au monde ! » Des applaudissements de toute la salle lui répondent. En revanche, quelles radieuses perspectives ouvre la guerre ! « Tous commencent à comprendre qu'il faut édifier une vie nouvelle sur de nouveaux principes socialistes... Lloyd George prononce des discours pénétrés d'esprit socialiste... En Angleterre, en France et en Italie, se forme une nouvelle intelligence de la vie, pénétrée de socialisme, malheureusement étatiste. » Si Lloyd George et Poincaré n'avaient pas encore renoncé, « malheureusement », au principe étatiste, Krapotkine s'en rapprochait

assez ouvertement. « Je pense, — dit-il, que nous n'empiéterons en rien sur les droits de l'Assemblée constituante, — reconnaissant parfaitement qu'elle doit avoir une décision souveraine en pareille question, — si nous, Assemblée de la terre russe, exprimons hautement notre désir que la Russie soit proclamée république. » Krapotkine insiste sur une république fédérative : « Nous avons besoin d'une fédération telle que nous en voyons une aux États-Unis. » Voilà à quoi aboutissait la « fédération des communes libres » de Bakounine ! « Promettons-nous donc enfin entre nous, — termine Krapotkine, adjurant l'assemblée, — que nous ne nous diviserons plus en parties droite et gauche de ce théâtre... Car enfin nous avons tous une seule et même patrie, et, pour elle, nous devons tenir ou tomber au besoin, nous tous, ceux de droite et ceux de gauche. » Propriétaires de terres, industriels, généraux, chevaliers de Saint-Georges, — qui tous se refusaient à reconnaître Zimmerwald, — firent à l'apôtre de l'anarchie une ovation méritée.

Les principes du libéralisme vivent en réalité non autrement qu'en combinaison avec l'activité policière. L'anarchisme est une tentative pour épurer le libéralisme de l'influence policière. Mais, de même que l'oxygène à l'état pur est irrespirable, les principes du libéralisme, débarrassés de l'élément policier, signifient la mort de la société. Comme ombre caricaturale du libéralisme, l'anarchisme, dans l'ensemble, partage le sort de ce dernier. Ayant tué le libéralisme, le développement des antagonismes de classes tue aussi l'anarchie. Comme toute secte qui fonde sa doctrine non sur le développement réel de la société humaine mais sur l'exagération jusqu'à l'absurde d'un des traits de cette société, l'anarchisme éclate comme une bulle de savon au moment où les antagonismes sociaux aboutissent à une guerre

ou à une révolution. L'anarchie représentée par Krapotkine se trouva peut-être le plus fantomatique de tous les spectres de la Conférence d'État.

En Espagne, pays classique du bakouninisme, les anarcho-syndicalistes et ceux qu'on appelle anarchistes « spécifiques » ou purs, se refusant à la politique, renouvellent en réalité la politique des menchéviks russes. Les emphatiques négateurs de l'État s'inclinent respectueusement devant lui dès qu'il mue un peu. Mettant en garde le prolétariat contre les séductions du pouvoir, ils soutiennent avec abnégation le pouvoir de la bourgeoisie de « gauche ». Maudissant la gangrène du parlementarisme, ils passent, sous le manteau, à leurs partisans, le bulletin de vote de vulgaires républicains. Quelle que soit la solution de la Révolution espagnole, elle en finira en tout cas pour toujours avec l'anarchisme.

Par la bouche de Plékhanov, accueilli de tumultueux applaudissements de tout l'auditoire, — les gauches fêtaient le vieux maître, les droites le nouvel allié, — parla le marxisme russe du premier cru, dont la perspective s'était arrêtée pendant des dizaines d'années à la liberté politique. Là où la Révolution commençait seulement pour les bolchéviks, elle était achevée pour Plékhanov. Conseillant aux industriels de « chercher un rapprochement avec la classe ouvrière », Plékhanov chapitrait ainsi les démocrates : « Il vous est sans conteste indispensable de vous entendre avec les représentants de la classe des commerçants et industriels. » A titre d'exemple comminatoire, Plékhanov cita le « Lénine de triste mémoire » qui était tombé au point d'appeler le prolétariat « à se saisir immédiatement du pouvoir politique. » Précisément en vue de prévenir la lutte pour la conquête du pouvoir, la Conférence avait besoin de

Plékhanov qui déposa les restes de son armure de révolutionnaire sur le seuil de la Révolution.

Le soir du jour même où se prononçaient les délégués de « l'histoire de Russie », Kérénsky donna la parole au représentant de la Chambre de l'Agriculture et de l'Union des propriétaires de haras, autre Krapotkine, également membre de l'antique famille princière qui, si l'on en croit les généalogies, avait plus droit au trône de Russie que les Romanov. « Je ne suis pas socialiste — déclara l'aristocrate-féodal — mais je respecte le vrai socialisme. Pourtant quand je vois les spoliations, les pillages, les violences, je dois dire que... le Gouvernement a le devoir de contraindre les hommes qui se sont immiscés dans le socialisme à abandonner l'œuvre d'édification du pays. » Ce deuxième Krapotkine, qui tirait évidemment sa flèche contre Tchernov, n'objectait rien à des socialistes genre Lloyd George ou Poincaré. Concurrément avec son familial antipode, l'anarchiste, le Krapotkine monarchiste condamnait Zimmerwald, la lutte de classes, les expropriations de terres, — hélas ! il était habitué à appeler cela de « l'anarchie », — et il exigeait également l'unité et la victoire. Les procès-verbaux ne constatent malheureusement pas si les deux Krapotkine se sont applaudis réciproquement.

En cette Conférence rongée de haine, l'on parlait tellement d'unité que celle-ci ne pouvait, du moins pour un instant, que se matérialiser dans un inévitable serrement de mains symbolique. Cet événement fut raconté en termes inspirés par le journal des menchéviks : « Au moment où Boublikov prend la parole, il se produit un incident dont l'effet est profond sur tous les membres de la Conférence... « Si, hier, — déclarait Boublikov, — le noble leader de la Révolution, Tsérételli, a tendu la main au monde industriel, qu'il sache que cette main ne



restera pas suspendue ! » Quand Boublikov termine, Tsérételli s'approche de lui et lui serre la main. Tempête d'ovations. »

Que d'ovations ! Trop d'ovations ! Huit jours avant la scène ici décrite, le même Boublikov, considérable personnage dans les chemins de fer, hurlait, au congrès des industriels, à l'adresse des leaders des soviets : « Loin de nous les malhonnêtes, les ignorants, tous ceux qui... ont poussé à la perdition ! » — et ses paroles n'avaient pas encore d'écho dans l'ambiance de Moscou. Le vieux marxiste Riazanov qui assistait à la Conférence, faisant partie de la délégation des syndicats, rappela fort à propos les baisers Lamourette, les baisers de l'évêque de Lyon : « le baiser qu'échangèrent deux parties de l'Assemblée législative, — non les ouvriers et la bourgeoisie, mais deux parties de la bourgeoisie, et vous savez que jamais la lutte ne fut plus ardente et furieuse qu'après ce baiser. » Avec une franchise inhabituelle, Milioukov lui aussi reconnaît que l'union, de la part des industriels, était « insincère, — mais pratiquement indispensable pour la classe qui avait trop à perdre. C'est justement par cette résignation sur d'arrière-pensées que devint fameuse la poignée de mains de Boublikov ».

La majorité des participants croyait-elle à la force des poignées de mains et des embrassades politiques ? Ces gens croyaient-ils en eux-mêmes ? Leurs sentiments étaient contraires comme leurs plans. Vraiment, dans certains discours, surtout venus de la périphérie, on saisissait encore le frémissement des premiers enthousiasmes, espoirs, illusions. Mais dans une assemblée où la moitié de gauche était déçue et démoralisée, la droite irritée, les échos des journées de Mars avaient le ton d'une correspondance de fiancés lue à une instance de divorce. Se retirant dans le royaume des fantômes, les politiciens

cherchaient par des moyens fantomatiques, à sauver un régime spectral. Le petit froid mortel du désespoir soufflait sur l'assemblée des « forces vives », sur la revue des condamnés.

Peu avant la fin de la Conférence se produisit un incident qui manifesta une profonde scission même dans le groupe considéré comme un modèle d'unité et d'esprit étatiste : celui des Cosaques. Nagaïev, jeune officier de ce corps, adhérent d'une délégation soviétique, déclara que les travailleurs cosaques ne suivaient pas Kalédine : les hommes du front n'avaient point confiance en leur commandement supérieur. C'était vrai et le coup portait sur le point le plus douloureux. Un compte rendu de presse décrit ensuite la plus tumultueuse de toutes les scènes de la Conférence. La gauche applaudit Nagaïev avec transports. Des cris éclatent : « Gloire à la Cosaquerie révolutionnaire ! » Protestations indignées de la droite : « Vous en répondrez ! » Une voix de la loge des officiers : « Les marks allemands ! » Bien qu'inévitables comme dernier argument patriotique, ces mots produisent l'effet d'une bombe. C'est dans la salle un vacarme infernal. Les délégués des soviets bondissent de leurs places, menacent du poing la loge des officiers. On crie : « Provocateurs ! »... La sonnette présidentielle tinte sans arrêt. « On dirait que, faute de peu, une bagarre va commencer. »

Après tout ce qui s'était produit, Kérensky, dans son discours de clôture, donnait cette assurance : « Je crois et je sais même... que nous sommes arrivés à nous comprendre parfaitement entre nous, que nous en sommes venus à une grande estime réciproque... » Jamais encore la duplicité du régime de Février ne s'était élevée à ce degré de fausseté abominable et vaine. Ne réussissant pas à se maintenir sur le même ton, l'orateur, dans ses dernières périodes, éclate brusquement en un cri de déses-

poir et de menace. « D'une voix saccadée qui tombait de la criailerie hystérique au chuchotement tragique, Kérénsky menaçait, — selon la description de Milioukov, — un adversaire imaginaire, le cherchant insidieusement dans l'auditoire, d'un regard enflammé... » En réalité, Milioukov savait mieux que personne que l'adversaire n'était pas du tout imaginaire. « Aujourd'hui, citoyens de la terre russe, je ne me livrerai plus à des rêveries... Que le cœur se pétrifie... — s'exclamait dans ses divagations Kérénsky, — que se dessèchent toutes ces fleurs et songeries sur la nature humaine (voix féminine d'en-haut : « Il ne faut pas ! ») qu'aujourd'hui, du haut de cette tribune, l'on a foulées aux pieds. Eh bien, je les écraserai moi-même ! Il n'y en aura plus ! (Voix féminine d'en haut ! « Vous ne pouvez pas faire ça, votre cœur ne vous le permettra pas. ») Je jetterai loin de moi les clefs d'un cœur qui aime l'humanité, je penserai seulement à l'État. »

Dans la salle, les gens étaient interloqués, et, cette fois, ceux de droite comme ceux de gauche. La symbolique sociale de la Conférence d'État s'achevait sur un intolérable monologue de mélodrame. La voix féminine qui s'était élevée pour la défense des fleurs du cœur retentit comme un appel au secours, comme un S. O. S. de la pacifique, solaire, non sanglante Révolution de Février. Et enfin sur le théâtre de la Conférence d'État le rideau tomba.

## LE COMLOT DE KÉRENSKY

**L**A CONFÉRENCE DE MOSCOU avait seulement aggravé la situation du gouvernement, ayant dévoilé, selon la juste estimation de Milioukov, que « le pays était partagé en deux camps entre lesquels il ne pouvait y avoir ni réconciliation, ni accord sur le fond. » La Conférence rehaussa l'état d'âme de la bourgeoisie et aiguillonna son impatience. D'autre part, elle donna une nouvelle impulsion au mouvement des masses. La grève moscovite ouvre une période de regroupement accéléré des ouvriers et des soldats vers la gauche. Les bolchéviks grandissent dès lors irrésistiblement. Parmi les masses ne se maintiennent que les socialistes-révolutionnaires de gauche, et, partiellement, les menchéviks de gauche. L'organisation menchévique de Pétrograd signala son évolution politique en excluant Tsérételli de la liste des candidats à la Douma municipale. Le 16 août la conférence des socialistes-révolutionnaires de Pétrograd par 22 voix contre une, exigea la dissolution de l'Union des officiers attachés au Grand Quartier Général et réclama d'autres mesures décisives pour obvier à la contre-révolution. Le 18 août, le Soviet de Pétrograd, malgré les objections de son président Tchkhéidzé, mit à l'ordre du jour la question de la suppression de la peine de mort. Avant le vote de la résolution, Tsérételli demande d'un ton provocant : « Si, après votre décision, la peine de mort n'est pas abrogée, eh bien, appellerez-vous la foule

dans la rue pour exiger le renversement du gouvernement ? » — « Oui ! » lui crient en réponse les bolchéviks, « oui, nous appellerons la foule et chercherons à obtenir le renversement du gouvernement ». « Vous avez, maintenant, levé bien haut la tête », dit Tsérételli. Les bolchéviks levaient la tête avec les masses. Les conciliateurs baissaient la tête quand la masse la levait. La revendication de l'abolition de la peine de mort est adoptée à la presque unanimité des voix, environ 900 contre 4. Ces quatre : Tsérételli, Tchkhéidzé, Dan, Liber ! Quatre jours après, au congrès d'unification des menchéviks et des groupes afférents, où, sur les questions essentielles, l'on adoptait les résolutions de Tsérételli contre l'opposition de Martov, on admit sans débats l'exigence d'une abolition immédiate de la peine de mort : Tsérételli se taisait, n'étant plus en état de résister à la pression.

Dans l'atmosphère politique qui se chargeait de plus en plus intervinrent les événements du front. Le 19 août, les Allemands rompirent la ligne des troupes russes près d'Ikskul, et le 21, occupèrent Riga. L'accomplissement de la prophétie de Kornilov fut, comme il en avait été convenu d'avance, le signal de l'offensive politique de la bourgeoisie. La presse décupla sa campagne contre les « ouvriers qui ne travaillaient pas » et les « soldats qui ne combattaient point ». La Révolution se trouvait responsable en tout : elle avait livré Riga, elle se dispose à rendre Péetrograd. La campagne contre l'armée, aussi enragée que six semaines ou deux mois auparavant, n'avait cette fois pas ombre de justification. En juin, les soldats avaient effectivement refusé de prendre l'offensive : ils ne voulaient pas bouleverser le front, tirer les Allemands de leur passivité, recommencer les batailles. Mais, sous Riga, l'initiative de l'offensive

appartenait à l'ennemi et l'état d'esprit des soldats devenait différent. Ce furent justement les effectifs de la 12<sup>e</sup> armée, les plus touchés par la propagande, qui s'avérèrent les moins susceptibles de panique.

Un commandant d'armée, le général Parsky, se flattait, et non tout à fait sans raison, de voir la retraite s'exécuter « exemplairement », d'une façon non comparable aux retraits de Galicie et de la Prusse orientale. Le commissaire Voïtinsky disait dans un rapport : « Nos troupes, dans le secteur de la rupture du front, accomplissent sans réplique et valeureusement les tâches qui leur incombent, mais elles ne sont pas en état de résister longtemps à la pression de l'ennemi, et elles reculent lentement, pas à pas, subissant de formidables pertes. J'estime indispensable de noter la haute valeur des chasseurs lettons dont les survivants, quoique complètement épuisés, furent ramenés au combat... » Plus élevé était encore le ton du rapport du président du comité de l'armée, le menchévik Koutchine : « L'état d'esprit des soldats est surprenant. D'après le témoignage des membres du comité et des officiers, la capacité de résistance est telle qu'on n'en avait jamais vu de pareille. » Un autre représentant de la même armée apportait, quelques jours plus tard, ce rapport en séance du Bureau du Comité exécutif : « A l'arrière-garde du front rompu se trouvait seulement une brigade lettonne, composée presque exclusivement de bolchéviks. Ayant reçu l'ordre de marcher (la brigade), avec des drapeaux rouges et ses fanfares, avança et se battit très courageusement. » Dans le même esprit, bien qu'en termes plus réservés, Stankévitch écrivait plus tard : « Même à l'état-major de l'armée où se trouvaient des personnages qui, au su de tous, cherchaient la possibilité de rejeter la faute sur les soldats, je ne pus avoir communication

d'un seul fait concret, montrant inexécuté non seulement un ordre de combat mais, en général, un ordre quelconque. » Les équipages de la flotte dans l'opération de descente à Mondsund, montrèrent, comme il résulte des documents officiels, une considérable fermeté.

■ Pour élever le moral des troupes, particulièrement des chasseurs lettons et des marins de la Baltique, il n'était pas indifférent, — loin de là, — qu'il s'agit cette fois immédiatement de la défense des deux centres de la Révolution : Riga et Pétrograd. Les contingents les plus avancés en étaient déjà venus à se pénétrer de cette idée bolchéviste que « ficher la baïonnette en terre », ce n'est pas résoudre la question de la guerre ; que la lutte pour la paix est inséparable de la lutte pour la conquête du pouvoir, c'est-à-dire d'une nouvelle révolution.

Si même certains commissaires, intimidés par la pression des généraux, exagéraient la résistance de l'armée, il n'en reste pas moins ce fait que soldats et matelots exécutaient les ordres et se faisaient tuer. Ils ne pouvaient faire davantage. Mais la défense, en somme, n'existait tout de même plus. Si invraisemblable que ce soit, la 12<sup>e</sup> armée fut entièrement prise au dépourvu. Tout faisait défaut : hommes, canons, munitions, masques à gaz. Le service de liaison se révéla désastreusement organisé. Les attaques devaient être différées par ce fait que, pour des fusils russes, l'on recevait des cartouches du modèle japonais. Or, il ne s'agissait point accidentellement d'un seul secteur du front. La signification de la perte de Riga n'était pas un secret pour le haut commandement. Comment donc expliquer la situation exceptionnellement pitoyable des forces et ressources de défense de la 12<sup>e</sup> armée ? « ...Les bolchéviks, — écrit Stankévitch, — s'étaient déjà mis à répandre le bruit que la ville aurait été livrée aux Allemands à dessein,

parce que le commandement voulait se débarrasser de ce nid, de cette pépinière du bolchévisme. Ces bruits ne pouvaient que rencontrer créance dans l'armée où l'on savait qu'en somme il n'y avait eu ni défense ni résistance. » Effectivement, dès décembre 1916, les généraux Rouzsky et Broussilov s'étaient plaints de ce que Riga était « la plaie du front Nord », « un nid gagné par la propagande », contre lequel on ne pouvait lutter autrement que par des exécutions. Abandonner les ouvriers et les soldats de Riga à la sévère école de l'occupation militaire allemande devait être le rêve secret de nombreux généraux du front Nord. Personne ne pensait, bien entendu, que le généralissime eût donné l'ordre de livrer Riga. Mais tous les hauts commandants avaient lu le discours de Kornilov et l'interview de son chef d'état-major, Loukowsky. Cela tenait entièrement lieu d'un ordre. Le général en chef des troupes du front Nord, Klembovsky, appartenait à l'étroite clique des conspirateurs et, par conséquent, attendait la reddition de Riga comme le signal des actes de sauvetage. Et, dans des conditions plus normales, les généraux russes préféraient ouvrir les places et battre en retraite. Maintenant qu'ils étaient relevés d'avance de leurs responsabilités par le Grand Quartier Général, et comme l'intérêt politique les poussait dans la voie du défaitisme, ils ne firent même pas une tentative de défense. Que tel ou tel général ait ajouté au sabotage passif de la défense une activité nocive, c'est une question subsidiaire, difficilement soluble par son essence même. Il serait néanmoins naïf d'admettre que les généraux se soient abstenus de donner le coup de pouce au destin dans toutes les occasions où leurs actes de félonie pouvaient passer impunément.

Le journaliste américain John Reed, qui savait voir et écouter, et qui a laissé un livre immortel de chroniques



sur les journées de la Révolution d'Octobre, déclare sans ambages qu'une considérable partie des classes possédantes de Russie préférerait la victoire des Allemands au triomphe de la Révolution et ne se gênait pas pour en parler ouvertement. « Au cours d'une soirée que je passai chez un marchand de Moscou, — raconte John Reed, entre autres exemples, — on demanda pendant le thé aux onze personnes présentes qui elles préféreraient de Guillaume ou des bolchéviks. Dix voix contre une se prononcèrent pour Guillaume. » (*Dix jours qui ébranlèrent le Monde*, édition française, page 33.) Le même écrivain américain s'entretint sur le front Nord avec des officiers « qui préféreraient franchement le désastre militaire à la coopération avec les comités de soldats » (p. 33).

Pour l'accusation politique formulée par les bolchéviks, et non par eux seuls, il suffisait parfaitement que la reddition de Riga, entrât dans le plan des conspirateurs et eût sa date précisément fixée sur leur calendrier. Cela se lisait tout à fait nettement entre les lignes du discours de Kornilov à Moscou. Les événements qui suivirent élucidèrent complètement ce côté de l'affaire. Mais nous avons aussi un témoignage direct auquel l'auteur, par sa personnalité, communique, dans le cas présent, une authenticité irrécusable. Milioukov raconte dans son *Histoire* : « A Moscou même, Kornilov avait indiqué dans son discours le moment au delà duquel il ne voulait plus différer des démarches résolues « pour sauver le pays de la perdition et l'armée de la débâcle ». Ce moment fut la chute de Riga prédite par lui. Ce fait, à son avis, devait provoquer un sursaut patriotique... D'après ce que Kornilov me déclara personnellement, dans notre entrevue du 13 août à Moscou, il ne voulait pas manquer cette occasion, et l'instant du conflit ouvert avec le gouvernement de Kérensky se présentait dans son esprit

comme tout à fait déterminé, jusques et y compris une date fixée d'avance, le 27 août. » Peut-on s'exprimer plus clairement ? Pour réaliser sa marche sur Pétrograd, Kornilov avait besoin de la reddition de Riga quelques jours avant l'échéance prévue. Renforcer les positions de Riga, prendre de sérieuses mesures de défense, c'eût été annuler le plan d'une autre campagne, infiniment plus importante pour Kornilov. Si Paris vaut une messe, le pouvoir vaut bien Riga.

Pendant la semaine qui s'écoula entre la reddition de Riga et le soulèvement de Kornilov, le Grand Quartier Général devint le réservoir central des calomnies contre l'armée. Les informations de l'état-major russe et de la presse russe trouvaient un écho immédiat dans la presse de l'Entente. Les journaux patriotes russe, à leur tour, reproduisaient avec ravissement les railleries et les outrages du *Times*, du *Temps* ou du *Matin*, à l'adresse de l'armée russe. Le front des soldats frémit de vexation, d'indignation et d'aversion. Les commissaires et les comités, presque tous conciliateurs et patriotes, se sentirent atteints au plus vif. De tous côtés vinrent des protestations. Parmi les plus frappantes fut la lettre du Comité exécutif du front de Roumanie, de l'arrondissement militaire d'Odessa et de la flotte de la mer Noire, groupement désigné par abréviation sous le nom de *Roumlchérod*, qui exigeait du Comité exécutif central « qu'il établît devant toute la Russie la dignité et la bravoure sans exemple des soldats du front roumain ; qu'on arrêtât dans la presse la campagne contre les soldats qui tombaient quotidiennement par milliers, en des combats acharnés, défendant la Russie révolutionnaire... » Sous l'influence des protestations d'en-bas, les sommets conciliateurs sortirent de leur passivité. « Il semble qu'il n'y ait point de boue que les journaux bourgeois n'aient

déversée sur l'armée révolutionnaire », écrivaient les *Izvestia* au sujet de leurs alliés dans le bloc. Mais rien n'agissait. Traquer l'armée, c'était une indispensable partie du complot au centre duquel se tenait le Grand Quartier Général.

Immédiatement après la cession de Riga, Kornilov donna par télégraphe l'ordre de fusiller pour l'exemple plusieurs soldats sur la route, sous les yeux des autres. Le commissaires Voïtinsky et le général Parsky répondirent qu'à leur avis de telles mesures n'étaient nullement justifiées par la conduite des soldats. Kornilov, hors de lui, déclara, dans une réunion des représentants de comités qui se trouvaient au Grand Quartier Général, qu'il traduisait en jugement Voïtinsky et Parsky pour avoir donné des comptes rendus inexacts sur la situation dans l'armée, c'est-à-dire, comme l'explique Stankévitch, pour « n'avoir pas rejeté la faute sur les soldats ». Pour compléter le tableau, il faut ajouter que, le même jour, Kornilov ordonna aux états-majors d'armées de communiquer des listes d'officiers bolchéviks au Comité principal de l'Union des officiers, savoir à l'organisation contre-révolutionnaire à la tête de laquelle se trouvait le cadet Novosiltsev et qui était le plus important levier du complot. Tel était ce généralissime, le « premier soldat de la Révolution ! »

Se décidant à soulever un pan du rideau, les *Izvestia* écrivaient : « Une certaine sombre clique, extraordinairement proche des hautes sphères du commandement, accomplit une œuvre monstrueuse de provocation... » Sous le nom de « sombre clique », l'on entendait Kornilov et son état-major. Les fulgurations de la guerre civile imminente éclairaient d'une nouvelle lumière non seulement l'aujourd'hui, mais l'hier. Pour leur propre défense, les conciliateurs se mirent à dénoncer la conduite sus-

pecte du commandement pendant l'offensive de juin. Dans la presse pénétraient des informations de détail de plus en plus nombreuses sur les divisions et les régiments calomniés perfidement par les états-majors. « La Russie est en droit d'exiger, — écrivaient les *Izvestia*, — qu'on lui dévoile toute la vérité sur notre retraite de juillet. » Ces lignes étaient avidement lues par les soldats, les matelots, les ouvriers, particulièrement par ceux qui, prétendus coupables de la catastrophe sur le front, continuaient à remplir les prisons. Deux jours plus tard, les *Izvestia* se virent forcés de déclarer, déjà plus ouvertement, que « le Grand Quartier Général par ses communiqués, jouait une partie déterminée contre le Gouvernement provisoire et la démocratie révolutionnaire ». Le gouvernement était figuré dans ces lignes comme l'innocente victime des desseins du Grand Quartier Général. Mais, pourrait-on penser, le gouvernement avait toutes possibilités de remettre à la raison les généraux. S'il ne le fit pas, c'est qu'il ne le voulait pas.

Dans la protestation mentionnée ci-dessus contre la persécution qui frappait traîtreusement les soldats, le « Roumtchérod » indiquait avec une particulière indignation que « les informations de l'état-major..., soulignant la noble conduite du corps des officiers, semblaient diminuer consciemment le dévouement des soldats à la cause de la Révolution. » La protestation du « Roumtchérod » parut dans la presse du 22 août, et, le jour suivant, fut publiée une ordonnance de Kérénsky, consacrée à la glorification du corps des officiers qui « depuis les premiers jours de la Révolution avait dû subir une diminution de ses droits », et des outrages immérités de la part de la masse des soldats « qui dissimulait sa poltronnerie sous des mots d'ordre idéologiques ». Tandis que ses plus proches adjoints, Stankévitch, Voïtinsky et

autres, protestaient contre la campagne de dénigrement vis-à-vis des soldats, Kérensky se joignait démonstrativement à cette campagne, la couronnant de son ordonnance provocatrice de ministre de la Guerre et de chef du gouvernement. Par la suite, Kérensky a reconnu que, dès la fin de juillet, il avait eu en mains « des renseignements précis » sur la conspiration d'officiers groupés autour du Grand Quartier Général. « Le Comité principal de l'Union des officiers, — d'après Kérensky, — détachait de son milieu des conspirateurs actifs, ses propres membres étaient les agents de la conspiration dans les localités ; c'étaient eux également qui donnaient aux manifestations légales de l'Union le ton qu'il fallait. » Ceci est absolument juste. Il convient seulement d'ajouter que « le ton qu'il fallait » était celui de la calomnie à l'égard de l'armée, des comités et de la Révolution, le ton même dont est pénétrée l'ordonnance de Kérensky, en date du 23 août.

Comment expliquer cette énigme ? Que Kérensky n'ait pas mené une politique réfléchie et conséquente, c'est absolument indiscutable. Mais il eût fallu qu'il fût un dément pour que, connaissant le complot des officiers, il allât exposer sa tête sous le sabre des conspirateurs et les aider, en même temps, à se masquer. L'explication de la conduite si inconcevable à première vue de Kérensky est en réalité très simple : lui-même était à ce moment complice de la conspiration contre le régime sans issue de la Révolution de Février.

Lorsque vint le moment des aveux, Kérensky déclara lui-même que, des cercles de la Cosaquerie, du corps des officiers et du milieu des politiciens bourgeois, on lui avait proposé plus d'une fois une dictature personnelle. « Mais cela tombait sur un sol stérile... » La position de Kérensky était en tout cas telle que les leaders de la

contre-révolution avaient la possibilité, sans rien risquer, d'échanger avec lui des vues sur un coup d'État. « Les premières conversations sur la dictature, sous forme d'un léger sondage », commencèrent, d'après Dénikine, au début de juin, c'est-à-dire au moment où se préparait l'offensive du front. A ces pourparlers assistait fréquemment aussi Kérénsky, et dans ces cas-là, il y était bien entendu, avant tout, pour Kérénsky lui-même, que c'était précisément lui qui se placerait au centre de la dictature. Soukhanov dit fort justement de lui : « Il était kornilovien sous condition d'être à la tête du kornilovisme. » Pendant les journées du krach de l'offensive, Kérénsky avait promis à Kornilov et à d'autres généraux beaucoup plus qu'il ne pouvait tenir. « Dans ses randonnées vers le front, — raconte le général Loukomsky, — Kérénsky se gargarisait de vaillance et, avec ses compagnons de route, discuta plus d'une fois de la création d'un pouvoir ferme, de la formation d'un directoire ou de la transmission du pouvoir à un dictateur. » Conformément à son caractère, Kérénsky apportait dans ces entretiens un élément informe de négligence et de dilettantisme. Les généraux, par contre, étaient portés vers des idées achevées d'état-major.

La participation non forcée de Kérénsky aux entretiens de généraux légalisait pour ainsi dire l'idée d'une dictature militaire à laquelle, par prudence devant la Révolution non encore étouffée, l'on donnait le plus souvent le nom de Directoire. En quelle mesure jouaient ici un rôle des réminiscences historiques sur le Gouvernement de la France après Thermidor, il est difficile de le dire. Mais, indépendamment d'un camouflage purement verbal, le Directoire présentait pour le début cette incontestable commodité d'admettre la co-subordination des ambitions personnelles. Dans le Directoire, il

devait se trouver une place non seulement pour Kérensky et Kornilov, mais aussi pour Savinkov, même pour Filonenko : en général, pour des hommes « à la volonté de fer », comme s'exprimaient eux-mêmes les candidats au Directoire. Chacun d'eux se berçait de l'idée de passer ensuite d'une dictature collective à une dictature personnelle.

Pour traiter en conspirateur avec le Grand Quartier Général, Kérensky n'avait pas besoin, par conséquent, d'opérer quelque revirement brusque : il suffisait de développer et de continuer ce qui était déjà commencé. Il estimait en outre qu'il pourrait donner à la conspiration des généraux la direction convenable, la faisant tomber non seulement sur les bolchéviks, mais, en de certaines limites, sur les têtes de ses alliés et tuteurs fastidieux, du milieu des conciliateurs. Kérensky manœuvrait ainsi afin, tout en évitant de dénoncer à fond les conspirateurs, de leur faire une bonne peur et de les introduire dans sa combinaison. Il atteignit même, en ceci, la limite au delà de laquelle le chef du gouvernement se serait déjà transformé en un conspirateur illégal. « Kérensky avait besoin d'une énergique pression sur lui de la droite, des cliques capitalistes, des ambassades alliées et, particulièrement, du Grand Quartier Général, — écrivait Trotsky au début de septembre, — pour l'aider à prendre définitivement ses franches coudées. Kérensky voulait utiliser la mutinerie des généraux pour consolider sa dictature. »

Le moment du tournant fut celui de la Conférence d'État. Emportant de Moscou, avec l'illusion de possibilités illimitées, le sentiment humiliant d'un échec personnel, Kérensky se résolut enfin à rejeter les doutes, et à se montrer à *eux* de toute sa taille. A *eux* ? A qui donc ? A tous. Avant tout aux bolchéviks qui, sous la

pompeuse mise en scène nationale, avaient glissé la mine d'une grève générale. Par là-même, mettre à la raison une fois pour toutes, les droites, tous ces Goutchkov et Milioukov, qui ne le prennent pas au sérieux, raillent ses gestes, considèrent son pouvoir comme une ombre de pouvoir. Enfin donner une solide leçon à « ces autres » précepteurs de la conciliation, dans le genre du détesté Tsérételli, qui avait osé le corriger et l'admonester, lui, l'élu de la nation, même à la Conférence d'État. Kérénsky résolut fermement et définitivement de prouver au monde entier qu'il n'était pas du tout « l'hystérique », le « cabotin », la « ballerine » que désignaient en sa personne, de plus en plus ouvertement, les officiers de la Garde et des Cosaques, mais qu'il était un homme de fer, ayant fermé son cœur à double tour et jeté la clef dans la mer, en dépit des supplications d'une belle inconnue dans une loge de théâtre.

Stankévitch note en Kérénsky, ces jours-là, « un effort pour prononcer quelque parole nouvelle compatible avec l'anxiété et la perturbation du pays. « Kérénsky... décida d'établir dans l'armée des sanctions disciplinaires. Probablement se disposait-il à proposer au gouvernement d'autres mesures résolues. » Stankévitch connaissait seulement des intentions du chef ce que celui-ci jugeait opportun de lui communiquer. En réalité, les desseins de Kérénsky allaient à cette époque déjà beaucoup plus loin. Il avait décidé de ruiner d'un seul coup le terrain sous les pieds de Kornilov, en réalisant le programme de ce dernier et en s'attachant ainsi la bourgeoisie. Goutchkov n'avait pu déclencher l'offensive des troupes ; lui, Kérénsky, l'avait pu. Kornilov, ne peut réaliser le programme de Kornilov. Lui, Kérénsky, le pourra. La grève de Moscou a rappelé, il est vrai, que, dans cette voie, des obstacles surgiront.



Mais les journées de Juillet ont montré que, sur ce point, l'on peut aussi prendre le dessus. Il faut seulement, cette fois-ci, pousser le travail jusqu'au bout, sans se laisser prendre au coude par les amis de gauche. Avant tout, il est indispensable de remanier totalement la garnison de Pétrograd : de remplacer les régiments révolutionnaires par des contingents « sains » qui ne se retourneraient pas vers les soviets. Sur ce plan, il n'y a pas possibilité de traiter avec le Comité exécutif, et c'est d'ailleurs inutile : le Gouvernement est reconnu indépendant et, sous cette enseigne, a été couronné à Moscou. A vrai dire, les conciliateurs entendent l'indépendance comme une formalité, comme moyen d'apaiser les libéraux. Mais lui, Kérensky transformera le formel en réalité : ce n'est pas en vain qu'à Moscou il a déclaré n'être ni avec les droites, ni avec les gauches, et que là est sa force. Maintenant, il va le prouver en fait !

Les lignes de conduite du Comité exécutif et de Kérensky, dans les journées qui suivirent la Conférence, continuèrent à diverger : les conciliateurs s'étaient effrayés devant les masses, et Kérensky devant les classes possédantes. Les masses populaires exigeaient l'abolition de la peine de mort sur le front. Kornilov, les cadets, les ambassades de l'Entente réclamaient l'institution de cette peine à l'arrière.

Le 19 août, Kornilov télégraphiait au ministre-président : « J'insiste sur la nécessité urgente de soumettre à mes ordres l'arrondissement de Pétrograd. » Le Grand Quartier Général allongeait ouvertement la main vers la capitale. Le 24 août, le Comité exécutif prit son courage à deux mains, exigeant publiquement du Gouvernement qu'il mît fin « aux procédés contre-révolutionnaires » et entreprit « sans retards et de toute son énergie » la réalisation des réformes démocratiques.

C'était un langage nouveau. Kérénsky était forcé de choisir entre une adaptation à la plate-forme démocratique qui, malgré toute sa débilité, pouvait amener une rupture avec les libéraux et les généraux, et le programme de Kornilov qui devait mener inévitablement à un conflit avec les soviets. Kérénsky décida de tendre la main à Kornilov, aux cadets, à l'Entente. Il voulait à tout prix éviter une lutte ouverte du côté de la droite.

Il est vrai que, le 21 août, furent consignés en état d'arrestation chez eux les grands-ducs Michel Alexandrovitch et Paul Alexandrovitch. Plusieurs autres personnages furent par la même occasion gardés à vue. Mais tout cela était trop peu sérieux et il fallut aussitôt élargir les prisonniers : « ...Il se trouva, — disait bien plus tard Kérénsky, dans ses témoignages sur l'affaire Kornilov, — que l'on nous avait consciemment dirigés sur une fausse route. » Il faudrait ajouter : avec le concours de Kérénsky lui-même. Car enfin il était absolument évident que pour les conspirateurs sérieux, c'est-à-dire pour toute la moitié droite de la Conférence de Moscou, il ne s'agissait nullement du rétablissement de la monarchie, mais de l'établissement de la dictature de la bourgeoisie sur le peuple. Dans ce sens, Kornilov et tous ses partisans rejetaient non sans rire les incriminations concernant des desseins « contre-révolutionnaires », c'est-à-dire monarchistes. Il est vrai que quelque part, dans des arrière-cours, chuchotaient entre eux d'anciens dignitaires, aides de camp, demoiselles d'honneur, Cent-Noirs attachés à la Cour, sorciers, moines, ballerines. Mais c'était une grandeur absolument insignifiante. La victoire de la bourgeoisie ne pouvait venir que sous la forme d'une dictature militaire. La question de la monarchie n'aurait pu se poser qu'à une des étapes ultérieures, mais, toutefois, sur la base de la contre-révolution bour-

geoise et non avec l'aide des demoiselles d'honneur raspoutiniennes. Pour la période envisagée, la réalité, c'était la lutte de la bourgeoisie contre le peuple, sous le drapeau de Kornilov. Cherchant une alliance avec ce camp-là, Kérensky était d'autant plus volontiers disposé à se camoufler devant les gauches suspectes en arrêtant fictivement les grands-ducs. Le mécanisme était si clair que le journal moscovite des bolchéviks écrivit dès alors : « Arrêter une paire de poupées sans cervelle de la clique Romanov, et laisser en liberté... la clique militaire des commandants, Kornilov en tête, c'est tromper le peuple. » Ainsi se rendaient odieux les bolchéviks, parce qu'ils voyaient tout et parlaient de tout hautement.

L'animateur et guide de Kérensky en ces journées critiques, c'est Savinkov qui le devient, aventurier de grande envergure, révolutionnaire du genre sportif qui, de l'école du terrorisme individuel, a retenu le mépris de la masse ; homme doué et volontaire, ce qui ne l'empêcha pas, d'ailleurs, d'être pendant plusieurs années un instrument entre les mains du fameux agent-provocat Azef : sceptique et cynique, se considérant, et non sans raison, comme en droit de regarder Kérensky de haut en bas et, tout en portant la main droite à la visière, de le mener respectueusement de la main gauche par le bout du nez. Savinkov en imposait à Kérensky en tant qu'homme d'action, et à Kornilov, en tant qu'authentique révolutionnaire dont le nom était historique. Milioukov rapporte un curieux récit de la première rencontre du commissaire et du général, d'après Savinkov lui-même : « Général, — disait Savinkov — je sais que si les circonstances en viennent là que vous deviez me faire fusiller, vous le ferez. » Puis, après une pause, il ajouta : « Mais si les circonstances se présentent ainsi que je doive vous faire fusiller, je le ferai également. »

Savinkov avait des accointances avec la littérature, connaissait Corneille et Hugo, était enclin à prendre le grand genre. Kornilov se disposait à en finir de la Révolution sans se soucier des formules du pseudo-classicisme et du romantisme. Mais le général, lui non plus, n'était nullement étranger aux charmes d'un « puissant style artistique » : les paroles de l'ancien terroriste devaient agréablement chatouiller ce qui subsistait d'un fonds héroïque dans l'ancien Cent-Noirs.

Dans un article de journal écrit beaucoup plus tard, évidemment inspiré et peut-être rédigé par Savinkov, ses propres plans étaient expliqués d'une façon assez transparente. « Du temps encore qu'il était commissaire, — disait l'article — Savinkov en vint à cette conviction que le Gouvernement provisoire ne serait pas en mesure de tirer le pays d'une pénible situation. Ici devaient agir d'autres forces. Cependant, tout le travail dans ce sens ne pouvait s'effectuer que sous l'enseigne du Gouvernement provisoire, en particulier de Kérénsky. C'eût été une dictature révolutionnaire réalisée par une main de fer. Cette main, Savinkov la vit..., celle du général Kornilov. » Kérénsky comme camouflage « révolutionnaire », Kornilov comme main de fer. Sur le rôle du troisième, l'article fait silence. Mais il n'est pas douteux que Savinkov cherchait à réconcilier le général en chef et le premier ministre, non sans l'intention de les éliminer tous les deux. Pendant un certain temps, cette arrière-pensée levint tellement manifeste que Kérénsky, sur les protestations de Kornilov, juste à la veille de la Conférence d'État, força Savinkov à donner sa démission. Cependant, comme tout ce qui se passait généralement dans cette sphère, la démission n'était point d'un caractère définitif. « Le 17 août, il se vérifia, — déposait Filonenko, — que Savinkov et moi conservions nos postes et que le

ministre-président acceptait en principe le programme développé dans le rapport présenté par le général Kornilov, Savinkov et moi-même. » Savinkov à qui Kérénsky, le 17 août, avait « ordonné de préparer un projet de loi sur les mesures à prendre à l'arrière », créa dans ce but une commission sous la présidence du général Apouchkine. Sérieusement apeuré par Savinkov, Kérénsky, cependant, finit par se résoudre à l'utiliser pour son grand plan, et non seulement lui conserva le ministère de la Guerre mais lui donna en rabiote celui de la Marine. Cela signifiait, d'après Milioukov, que pour le Gouvernement « le temps était venu d'agir, même avec le risque de *faire descendre dans la rue* les bolchéviks. » Savinkov, en cette circonstance, « disait ouvertement qu'avec deux régiments il serait facile d'écraser la rébellion des bolchéviks et de dissoudre leurs organisations ».

Kérénsky comme Savinkov comprenait parfaitement, surtout après la Conférence de Moscou, que le programme de Kornilov ne serait, en aucun cas, accepté par les soviets conciliateurs. Le Soviet de Pétrograd, qui la veille encore, a exigé l'abolition de la peine de mort au front, se dressera avec deux fois plus d'énergie, demain, contre l'établissement de la peine de mort à l'arrière ! Le danger était, par conséquent, en ceci que le mouvement contre le coup d'État médité par Kérénsky aurait à sa tête non les bolchéviks, mais les soviets. Pourtant, l'on ne pouvait s'arrêter devant cela : car enfin il s'agissait du salut du pays !

« Le 22 août, — écrit Kérénsky, — Savinkov se rendit au Grand Quartier Général, entre autres choses (!) pour exiger, mandaté par moi, du général Kornilov qu'il mît à la disposition du Gouvernement un corps de cavalerie. » Savinkov lui-même définissait de la façon suivante cette mission comme s'il était obligé de se justifier devant

l'opinion publique : « solliciter du général Kornilov un corps de cavalerie pour la vraie réalisation de l'état de siège à Pétrograd et pour la protection du Gouvernement provisoire contre toutes menées attentatoires, particulièrement (!) contre celles des bolchéviks, de qui la marche... d'après les données du contre-espionnage à l'étranger, se préparait de nouveau en liaison avec une descente allemande et un soulèvement en Finlande... » Les données fantaisistes du contre-espionnage devaient tout simplement dissimuler ce fait que le Gouvernement lui-même, selon les termes de Milioukov, marchait au « risque d'appeler les bolchéviks dans la rue », c'est-à-dire était prêt à provoquer un soulèvement. Et comme la promulgation des décrets sur la dictature militaire était fixée aux dernières journées d'août, c'est vers les mêmes délais que Savinkov fixait l'émeute attendue.

Le 25 août fut interdit, sans aucun motif apparent, l'organe des bolchéviks, *Prolétarii* (*Le Prolétaire*). Publié pour le remplacer, le *Rabotchii* (*L'Ouvrier*) écrivait que son prédécesseur « avait été interdit le lendemain du jour où, à l'occasion de la rupture du front de Riga, il avait appelé les ouvriers et les soldats à tenir bon et à rester calmes. Quelle est la main qui se préoccupe ainsi d'empêcher les ouvriers de savoir que le Parti les met en garde contre la provocation ? » Cette question visait en plein dans le mille. Le sort de la presse bolchévique se trouvait entre les mains de Savinkov. L'interdiction du journal offrait deux avantages : elle irritait les masses et empêchait le Parti de les protéger contre une provocation qui venait, cette fois, directement, des hauteurs gouvernementales.

D'après les procès-verbaux du Grand Quartier Général, peut-être légèrement stylisés, mais, dans l'ensemble, correspondant parfaitement au caractère de la situation

et des personnages en scène, Savinkov déclara à Kornilov : « Il sera donné satisfaction à vos exigences, Lavr Guéorguievitch, sous peu de jours. Mais, en ce cas, le Gouvernement craint qu'à Pétrograd il n'en résulte de sérieuses complications. ...La publication de vos exigences... poussera à agir les bolchéviks... On ignore comment se comporteront les soviets à l'égard de la nouvelle loi. Ces derniers peuvent également se dresser contre le Gouvernement... C'est pourquoi je vous prie de donner des ordres pour que le 3<sup>e</sup> corps de cavalerie soit, vers la fin d'août, cantonné sous Pétrograd et mis à la disposition du Gouvernement provisoire. Dans le cas où, avec les bolchéviks, agiraient aussi des membres des soviets, nous serons obligés de sévir contre eux. » L'émissaire de Kérénsky ajouta que les mesures devaient être les plus résolues et les plus impitoyables — à quoi Kornilov répondit qu'il « ne comprenait pas d'autres mesures ». Plus tard, quand il dut se justifier, Savinkov ajoutait : « Si, au moment de l'insurrection des bolchéviks, les soviets avaient été bolchéviks... » Mais ce n'était là qu'une grossière attrape : les décrets annonçant le coup d'État de Kérénsky devaient suivre dans trois ou quatre jours. Il s'agissait, par conséquent, non des soviets de l'avenir, mais de ceux qui existaient à la fin d'août.

Pour parer aux malentendus et ne pas provoquer l'action des bolchéviks « avant le temps venu », on s'entendit sur le dispositif suivant : préalablement concentrer à Pétrograd un corps de cavalerie, ensuite déclarer la ville en état de siège et, seulement après, promulguer les nouvelles lois qui devaient provoquer le soulèvement des bolchéviks. Dans le procès-verbal du Grand Quartier Général ce plan est écrit noir sur blanc : « afin que le Gouvernement provisoire sache exactement quand il faudra déclarer la circonscription militaire de Pétrograd en état de

siège, et quand promulguer la nouvelle loi, il faut que le général Kornilov télégraphie, à lui, Savinkov, la date précise où le corps de cavalerie approchera de Pétrograd ».

Les généraux-conspirateurs avaient compris, d'après les termes de Stankévitch, « que Savinkov et Kérénsky... voulaient accomplir un certain coup d'État avec l'aide du Grand Quartier Général. Il ne fallait pas autre chose. Ils se hâtent de consentir à toutes les exigences et conditions... ». Dévoué à Kérénsky, Stankévitch fait cette réserve qu'au Grand Quartier Général « l'on associait erronément » Kérénsky et Savinkov. Mais comment pouvait-on les dissocier, du moment que Savinkov était venu avec un mandat de Kérénsky nettement formulé ? Kérénsky lui-même écrit : « Le 25 août, Savinkov revient du Grand Quartier Général et me rapporte que des troupes seront envoyées à la disposition du Gouvernement provisoire, conformément à la convention. » Pour le 26 au soir est fixée l'adoption par le Gouvernement du projet de loi sur les mesures à l'arrière qui devait devenir le prologue des actes décisifs du corps de cavalerie. Tout est prêt. Il ne reste qu'à appuyer sur un bouton.

Les événements, les documents, les témoignages des participants, enfin les aveux de Kérénsky lui-même, démontrent de concert que le ministre-président, à l'insu d'une partie de son propre Gouvernement, derrière le dos des soviets qui lui avaient passé le pouvoir en se cachant du parti auquel il se disait adhérent, se mit en accord avec les sommités du généralat pour modifier radicalement le régime d'État avec l'aide de la force armée. Dans le langage de la législation criminelle, cette façon d'agir a une dénomination parfaitement fixée du moins pour les cas où l'entreprise ne conduit pas à la victoire. La contradiction entre le caractère « démocratique » de la politique de Kérénsky et le plan de sau-



vetage du pays au moyen du sabre ne peut sembler insoluble que d'un point de vue superficiel. En réalité, le plan d'une action de la cavalerie découlait entièrement de la politique conciliatrice. En découvrant cette causalité, l'on peut, dans une notable mesure, faire abstraction non seulement de la personnalité de Kérensky mais aussi des particularités du milieu national : il s'agit de la logique objective du mouvement conciliateur dans les conditions de la Révolution.

Friedrich Ebert, mandataire du peuple en Allemagne, conciliateur et démocrate, non seulement agissait sous la direction des généraux du Hohenzollern, derrière le dos de son propre parti, mais se trouva, dès le début de décembre 1918, complice direct d'une conspiration militaire ayant pour but l'arrestation de l'organe suprême des conseils et la proclamation d'Ebert lui-même président de la république. Ce n'est pas par hasard que Kérensky présentait plus tard Ebert comme l'idéal d'un homme d'État.

Lorsque tous les desseins, ceux de Kérensky, ceux de Savinkov, ceux de Kornilov, se furent écroulés, Kérensky qui avait la tâche difficile d'effacer les traces, certifiait ceci : « Après la Conférence de Moscou, il fut clair pour moi que la plus prochaine tentative de coup d'État viendrait de droite, et non de gauche. » Il est absolument incontestable que Kérensky avait peur du Grand Quartier Général et de la sympathie dont la bourgeoisie entourait les conspirateurs militaires. Mais il n'en résultait pas moins qu'avec le Grand Quartier Général, Kérensky jugeait nécessaire de lutter, non au moyen d'un corps de cavalerie, mais en appliquant de sa propre part le programme de Kornilov. L'équivoque complice du premier ministre n'accomplit pas simplement une mission d'affaires pour laquelle aurait suffi un télégramme chiffré

du Palais d'Hiver à Mohilev, — non, il se présentait en entremetteur pour réconcilier Kornilov avec Kérensky, c'est-à-dire accorder leurs plans et, par là, assurer au coup d'État, dans la mesure du possible, un cours de légalité. Kérensky semblait dire, par l'intermédiaire de Savinkov : « Agissez, mais dans les limites de *mon* dessein. Vous éviterez ainsi le risque et obtiendrez presque tout ce que vous voulez. » Savinkov donnait pour sa part cette indication : « Ne dépassez pas *prématurément* les limites des plans de Kérensky. » Telle était l'originale équation à trois inconnues. C'est seulement sous ce rapport que l'appel de Kérensky demandant au Grand Quartier Général, par l'intermédiaire de Savinkov, un corps de cavalerie, est compréhensible. Les conspirateurs étaient sollicités par un complice hautement placé, qui se maintenait dans sa propre légalité et s'efforçait de s'assujettir le complot même.

Parmi les commissions données à Savinkov, une seule semblait être une mesure effectivement dirigée contre le complot de la droite : elle concernait le Comité principal des officiers dont la suppression était exigée par la conférence pétersbourgeoise du Parti de Kérensky. Mais la formule même de la commission est remarquable : « *dans la mesure du possible*, liquider l'Union des officiers ». Il est encore plus remarquable que Savinkov, loin de trouver cette possibilité, ne la rechercha même pas. La question fut tout simplement enterrée, comme inopportune. La commission même n'était donnée que pour avoir, sur le papier, une trace, une justification devant les gauches : les mots « dans la mesure du possible » signifièrent que l'exécution n'était pas exigée. Comme pour souligner plus crûment le caractère décoratif de la commission, elle était libellée en première ligne.

Essayant d'atténuer de quelque façon le sens acca-

blant du fait que, s'attendant à un coup de droite, il avait débarrassé la capitale des régiments révolutionnaires et s'était, en même temps, adressé à Kornilov pour obtenir des troupes « sûres », Kérensky alléguait plus tard les trois conditions sacramentelles posées par lui pour l'appel d'un corps de cavalerie. C'est ainsi que, consentant à soumettre à Kornilov l'arrondissement militaire de Pétrograd, Kérensky y mettait cette condition que l'on détacherait de l'arrondissement la capitale et la banlieue, pour que le Gouvernement ne se trouvât pas tout à fait dans les mains du Grand Quartier Général, car, comme s'exprimait Kérensky dans son milieu, « là, nous serions mangés ». Cette condition prouve seulement que, rêvant de subordonner les généraux à son propre dessein, Kérensky n'avait à sa disposition rien d'autre que d'impuissantes arguties. Que Kérensky n'ait pas voulu se laisser dévorer, on peut le croire sans preuves. Les deux autres conditions étaient sur un même niveau : Kornilov ne devait ni inclure dans le corps expéditionnaire la division dite « sauvage », composée de montagnards du Caucase, ni placer le général Krymov à la tête du corps. Du point de vue de la protection des intérêts de la démocratie, c'était véritablement avaler le chameau et passer au tamis les moustiques. Mais, par contre, du point de vue du camouflage du coup porté à la Révolution, les conditions de Kérensky avaient un sens incomparablement plus profond. Diriger contre les ouvriers de Pétrograd des montagnards caucasiens qui ne parlaient pas le russe eût été trop imprudent : le tsar lui-même ne l'avait point osé en son temps ! L'incommodité de la désignation du général Krymov, sur lequel le Comité exécutif possédait des renseignements suffisamment précis, était persuasivement motivée par Savinkov alléguant au Grand Quartier Général les intérêts de la cause

commune : « Il serait fâcheux, — disait-il, — dans le cas d'un soulèvement à Pétrograd, que ce mouvement fût écrasé justement par le général Krymov. A son nom, l'opinion publique rattachera peut-être des aspirations sur lesquelles il ne se guide pas... » Enfin, le fait même que le chef du Gouvernement, appelant un détachement de troupes dans la capitale, prend les devants avec une étrange prière : ne pas envoyer la division « sauvage » et ne pas désigner Krymov, — dénonce aussi clairement qu'il se puisse Kérénsky comme ayant connu préalablement non seulement le schéma général du complot, mais aussi la composition projetée de l'expédition punitive et les candidatures des principaux exécuteurs.

Quoi qu'il en soit, cependant, de ces circonstances secondaires, il est absolument évident que le corps de cavalerie de Kornilov ne pouvait nullement être utilisable pour la défense de la « démocratie ». En revanche, Kérénsky pouvait ne pas douter que, de toutes les parties de l'armée, ce corps serait le plus sûr instrument contre la Révolution. A vrai dire, il eût été plus avantageux d'avoir à Pétrograd un détachement dévoué personnellement à Kérénsky dressé au-dessus des droites et des gauches. Cependant, comme le montrera toute la marche ultérieure des événements, ces troupes-là n'existaient pas dans la réalité. Pour combattre la Révolution, il n'y avait personne d'autre que les korniloviens : c'est à eux que recourut Kérénsky.

Les mesures militaires complétèrent seulement la politique. Le cours général du Gouvernement provisoire, pendant une quinzaine à peu près, séparant la Conférence de Moscou du soulèvement de Kornilov, aurait été en somme suffisant par lui-même pour prouver que Kérénsky se disposait non à lutter contre les droites, mais à faire front unique avec elles contre le peuple.

Négligeant les protestations du Comité exécutif à l'égard de sa politique contre-révolutionnaire, le Gouvernement fait, le 26 août une démarche audacieuse en faveur des propriétaires de terres en décidant à l'improviste un relèvement des prix du pain au double. Le caractère odieux de cette mesure, prise d'ailleurs sur les exigences ouvertes de Rodzianko, la rapprochait d'une provocation consciente vis-à-vis des masses affamées. Kérensky essayait évidemment d'acheter l'extrême flanc droit de la Conférence de Moscou pour une grosse ristourne. « Je suis vôtre ! » disait-il à l'Union des officiers, dans son ordonnance flatteuse signée le jour même où Savinkov partait engager des pourparlers au Grand Quartier Général. « Je suis vôtre ! » se hâtait de crier Kérensky aux propriétaires nobles à la veille des représailles d'une cavalerie sur tout ce qui restait encore de la Révolution de Février.

Les dépositions de Kérensky devant la commission d'enquête nommée par lui-même furent indignes. Comparaisant en témoin, le chef du Gouvernement se sentait en somme le principal accusé, et, de plus, pris en flagrant délit. De très expérimentés fonctionnaires, qui comprenaient parfaitement le mécanisme des événements, firent montre de croire sérieusement aux explications du chef du Gouvernement. Mais les autres mortels, dont des membres du parti de Kérensky, se demandaient avec une franche stupéfaction comment un seul et même corps pouvait être utile à la réalisation du coup d'État et à sa répression. Il y avait déjà trop d'inadvertance, du côté d'un « socialiste-révolutionnaire », à introduire dans la capitale une troupe destinée à l'étouffement. Il est vrai que les Troyens avaient jadis introduit dans les murs de leur propre ville un détachement ennemi ; mais ils ne savaient pas, du moins, ce que contenait la carcasse

du cheval de bois. Et, encore, un historien de l'antiquité conteste la version du poète : d'après Pausanias, on n'aurait pu croire Homère que si l'on avait estimé que les Troyens étaient « des imbéciles, privés même d'une ombre de raison ». Que dirait l'ancien des témoignages de Kérénsky ?

## LE SOULÈVEMENT DE KORNILOV

DÈS le début du mois d'août, Kornilov ordonna de transférer la division « sauvage » et le III<sup>e</sup> corps de cavalerie du front Sud-Ouest au rayon compris dans le triangle ferroviaire : Nevel — Novosokolniki — Vélikié Louki — présentant une base commode pour une marche sur Pétrograd, sous l'aspect d'une réserve pour la défense de Riga. Alors même, le généralissime disposait qu'une division de Cosaques serait concentrée dans le rayon situé entre Vyborg et Biéloostrov : au point dressé sur la tête même de la capitale — de Biéloostrov à Pétrograd, il n'y a que trente kilomètres ! — l'on donnait l'apparence d'une réserve pour d'éventuelles opérations en Finlande. Ainsi, même avant la Conférence de Moscou, l'on avait mis en branle pour frapper un coup sur Pétrograd les quatre divisions de cavalerie considérées comme les plus utilisables contre les bolchéviks. Pour ce qui est de la division caucasienne, on en parlait, dans l'entourage de Kornilov, très simplement : « Les montagnards, peu leur importe qui massacrer. » Le plan stratégique était simple. Trois divisions venant du sud devaient être transportées par chemin de fer jusqu'à Tsarskoïé-Sélo, Gatchina et Krasnoïé-Sélo, d'où « *sitôt informées* de désordres commencés à Pétrograd et *pas plus tard* que le matin du 1<sup>er</sup> septembre », elles seraient avancées en ordre de bataille pour l'occupation de la partie sud de la capitale, sur la rive gauche de

la Néva. La division cantonnée en Finlande devait, en même temps, occuper la partie nord de Pétrograd.

Par l'intermédiaire de l'Union des officiers, Kornilov entra en liaison avec les sociétés patriotiques de la capitale qui disposaient, d'après leurs propres termes, de deux mille hommes parfaitement armés, mais ayant besoin d'officiers expérimentés pour l'instruction. Kornilov promit de donner des chefs prélevés sur le front sous prétexte de congés. Pour contrôler l'état d'esprit des ouvriers et des soldats de Pétrograd et l'activité des révolutionnaires, un contre-espionnage secret fut institué, à la tête duquel fut placé le colonel de la division « sauvage », Heimann. L'affaire était menée dans les cadres des règlements militaires, le complot disposait de l'appareil du Grand Quartier Général.

La Conférence de Moscou avait seulement fortifié Kornilov dans ses plans. A vrai dire, Milioukov, d'après son propre récit, recommandait de différer, car Kérensky, disait-il, avait encore en province une popularité. Mais un conseil de ce genre ne pouvait avoir d'influence sur le général déchaîné : il s'agissait en fin de compte non de Kérensky, mais des soviets ; au surplus, Milioukov n'était pas un homme d'action : un civil, et, pis encore, un professeur. Les banquiers, les industriels, les généraux cosaques se faisaient pressants, les métropolitains bénissaient. L'officier d'ordonnance Zavoïko se portait garant du succès. De toutes parts venaient des télégrammes de félicitations. La diplomatie alliée participait activement à la mobilisation des forces contre-révolutionnaires. Sir Buchanan tenait entre ses mains de nombreux fils du complot. Les attachés militaires des alliés près le Grand Quartier Général donnaient l'assurance de leurs meilleurs sentiments. « En particulier, — témoigne Dénikine, — le représentant de la Grande-Bretagne le fai-



sait en termes touchants. » Derrière les ambassades se tenaient leurs gouvernements. Par une dépêche du 23 août, le commissaire du Gouvernement provisoire à l'étranger, Svatikov, communiquait de Paris qu'au cours des audiences d'adieux, le ministre des Affaires étrangères Ribot « s'intéressait avec une extrême curiosité à savoir quel était dans l'entourage de Kérénsky l'homme ferme et énergique, et le président Poincaré posait de nombreuses questions sur ...Kornilov ». Tout cela était connu du Grand Quartier Général. Kornilov ne voyait aucun motif de différer et d'attendre. Vers le 20, deux divisions de cavalerie furent avancées dans la direction de Pétrograd. Le jour de la chute de Riga, l'on convoqua au Grand Quartier Général quatre officiers de chaque régiment, au total environ 4.000 gradés, pour « l'étude des mortiers anglais ». On expliqua tout de suite aux officiers les plus sûrs qu'il s'agissait d'écraser pour toujours « le Pétrograd bolchéviste ». Ce même jour, le Grand Quartier Général ordonna de remettre d'urgence aux divisions de cavalerie plusieurs caisses de grenades : ces projectiles étaient ce qu'il y avait de mieux pour les combats de rues. « Il fut convenu, — écrit le chef d'état-major Loukomsky — que tout devait être prêt pour le 26 août. »

Dès que les troupes de Kornilov approcheront de Pétrograd, l'organisation intérieure « doit agir dans la capitale, occuper l'Institut Smolny et s'efforcer d'arrêter les leaders bolchéviks ». Il est vrai que ces leaders ne se montraient à l'Institut Smolny que pendant les séances ; en revanche, s'y tenait en permanence le Comité exécutif qui fournissait des ministres et continuait à considérer Kérénsky comme son vice-président. Mais, dans une grande affaire, il n'y a ni possibilité, ni besoin de sauver les nuances. Kornilov, en tout cas, ne s'en

occupait point. « Il est temps, — disait-il à Loukomsky, — de pendre les agents et espions de l'Allemagne, Lénine le premier, et de chasser le Soviet des députés ouvriers et soldats, mais de le chasser de telle façon qu'il ne puisse plus se réunir nulle part. »

Kornilov avait fermement décidé de confier la direction de l'opération à Krymov, qui, dans ces milieux, jouissait de la réputation d'un général hardi et résolu. « Krymov était alors gai, jovial, — écrit de lui Dénikine, — et envisageait avec foi l'avenir. » Au Grand Quartier Général l'on avait foi en Krymov. « Je suis persuadé, — écrivait de lui Kornilov, — qu'il n'hésitera pas, en cas de nécessité, à faire pendre tous les membres du Soviet des députés ouvriers et soldats. » Le choix d'un général « gai, jovial », était donc des plus réussis.

En plein dans le cours de ces travaux qui distrayaient un peu du front allemand, Savinkov arriva au Grand Quartier Général pour préciser le vieil accord en y apportant des amendements d'importance secondaire. Pour frapper sur l'ennemi commun, Savinkov rappela la date même que Kornilov avait depuis longtemps choisie pour agir contre Kérensky : six mois écoulés depuis la Révolution. Bien que le plan du coup d'État se fût scindé en deux courants, les parties, l'une et l'autre, essayaient d'opérer sur les éléments communs du plan : Kornilov pour un camouflage, Kérensky pour entretenir ses propres illusions. La proposition de Savinkov convenait au mieux au Grand Quartier Général : le Gouvernement lui-même tendait le cou, Savinkov se préparait à serrer le nœud coulant. Les généraux du Grand Quartier Général se frottaient les mains. « Ça mord ! » disaient-ils comme des pêcheurs en veine.

Kornilov accepta d'autant plus volontiers des concessions qu'elles ne lui coûtaient rien. Quelle importance y

a-t-il à soustraire la garnison de Pétrograd aux ordres du Grand Quartier Général du moment que les troupes de Kornilov entrent dans la capitale ? Ayant accepté les deux autres conditions, Kornilov les viola immédiatement : la division « sauvage » fut désignée comme avant-garde et Krymov fut mis à la tête de toute l'opération. Kornilov ne jugeait pas nécessaire de tamiser les moustiques.

Les bolchéviks discutaient ouvertement les conditions essentielles de leur tactique : un parti de masses ne saurait en effet agir autrement. Le Gouvernement et le Grand Quartier Général pouvaient ignorer que les bolchéviks s'opposaient aux manifestations, loin de les provoquer. Mais, de même que le désir est parfois le père de la pensée, la nécessité politique devient aussi la mère des pronostics. Toutes les classes dirigeantes parlaient de l'insurrection imminente parce qu'elles en avaient besoin à tout prix. Tantôt on donnait comme prochaine, tantôt comme retardée de quelques jours la date de l'insurrection. Au ministère de la Guerre, c'est-à-dire chez Savinkov, — communiquait la presse, — on envisageait la prochaine manifestation « très sérieusement ». La *Rietch* déclarait que l'initiative du mouvement était prise par la fraction bolchévique du Soviet de Pétrograd. En qualité de politicien, Milioukov était à tel point engagé dans la question de l'imaginaire soulèvement des bolchéviks qu'il jugea de son honneur de maintenir cette version en qualité d'historien. « Dans les documents du contre-espionnage publiés plus tard, — écrit-il, — c'est précisément à ce moment que se rapportent de nouvelles assignations d'argent allemand pour les « entreprises de Trotsky ». Avec le contre-espionnage russe, le savant historien oublie que Trotsky, que l'état-major allemand désignait par son nom pour la commodité des patriotes russes, « précisément à ce moment » —

du 23 juillet au 4 septembre, — se trouvait en prison. Si l'axe de la terre n'est qu'une ligne imaginaire, cela n'empêche pas, comme on sait, la terre de tourner. C'est également ainsi que le plan de l'opération kornilovienne tournait autour d'un imaginaire mouvement des bolchéviks, pris comme axe. Cela pouvait parfaitement suffire pour la période préparatoire. Mais, pour le dénouement, il fallait tout de même quelque chose de plus matériel.

L'un des dirigeants de la conspiration militaire, l'officier Winberg, dans des notes intéressantes qui révèlent le côté coulissier de l'affaire, confirmait complètement les indications des bolchéviks sur le large travail de la provocation militaire. Milioukov se trouva forcé, sous la pression des faits et des documents, de reconnaître que « les soupçons des milieux d'extrême-gauche tombaient juste ; l'agitation dans les usines faisait indubitablement partie des tâches qu'avaient à accomplir les organisations d'officiers ». Mais cela n'était pas de grand secours : les bolchéviks, comme s'en plaint le même historien, décidèrent de « ne pas se laisser faire » ; les masses ne se décidaient pas à marcher sans les bolchéviks. Cependant, l'on tint compte aussi, dans le plan, de cet obstacle qui fut, pour ainsi dire, paralysé d'avance. Le « Centre républicain », comme se dénommait l'organe dirigeant des conspirateurs à Pétrograd, décida tout simplement de se substituer aux bolchéviks : le truquage du soulèvement révolutionnaire fut confié au colonel de Cosaques Dourov. En janvier 1918, Dourov, comme ses amis politiques lui demandaient « ce qui avait dû se passer, le 28 août 1917 », répondit littéralement ceci : « Entre le 28 août et le 2 septembre, sous apparences de bolchéviks, c'était moi qui devais agir. » Tout avait été prévu. Ce n'est pas en vain que le plan

avait été travaillé par les officiers de l'état-major général.

Kérensky, à son tour, lorsque Savinkov fut rentré de Mohilev, était enclin à penser que les malentendus étaient éliminés et que le Grand Quartier Général était totalement entré dans son plan. « Il y eut des moments, — écrit Stankévitch, — où tous les personnages non seulement crurent agir dans une seule direction, mais se représentèrent pareillement la méthode d'action. » Ces heureux moments ne durèrent pas longtemps. A l'affaire se mêla le hasard qui, comme tous les hasards historiques, ouvrit le clapet de la nécessité. Kérensky reçut la visite de Lvov, octobriste, membre du premier Gouvernement provisoire, celui-là même qui, en qualité d'expansif haut-procureur du très-saint synode, avait rapporté qu'en cet endroit siégeaient « des idiots et des coquins ». Le sort de Lvov était de révéler que, sous l'apparence d'un plan unique, il y avait deux plans dont l'un était dirigé contre l'autre.

En qualité de politicien chômeur mais verbeux, Lvov prenait part aux interminables palabres sur la transformation du pouvoir et le sauvetage du pays, tantôt au Grand Quartier Général, tantôt au Palais d'Hiver. Cette fois il vint offrir son entremise pour un remaniement du Cabinet sur des bases nationales, intimidant bienveillamment Kérensky en le menaçant des foudres du Grand Quartier Général mécontent. Inquiet, le ministre-président décida d'utiliser Lvov pour contrôler le Grand Quartier Général et, du même coup, apparemment, son complice Savinkov. Kérensky se déclara favorable à un courant dans le sens d'une dictature, ce qui n'était pas hypocrite, et encouragea Lvov à continuer ses démarches, mais c'était là une ruse de guerre.

Quand Lvov s'en fut revenu au Grand Quartier Général, déjà accablé des pleins pouvoirs de Kérensky, les géné-

raux considérèrent la mission comme une preuve que le gouvernement était mûr pour la capitulation. La veille encore, Kérensky, par l'intermédiaire de Savinkov, s'était vu obligé d'appliquer le programme de Kornilov sous la protection d'un corps de Cosaques ; aujourd'hui, Kérensky proposait déjà au Grand Quartier Général, de reconstituer conjointement le pouvoir. Il faut pousser à la roue, — décidèrent fort justement les généraux. Kornilov expliqua à Lvov que le soulèvement prévu des bolchéviks ayant pour but « le renversement de l'autorité du Gouvernement provisoire, la conclusion de la paix avec l'Allemagne, à laquelle les bolchéviks livreraient la flotte de la mer Baltique, » il ne restait d'autre issue que « l'immédiate transmission du pouvoir par le Gouvernement aux mains du généralissime ». Kornilov ajoutait : « Quel que soit ce généralissime. » Mais il ne se disposait pas du tout à céder sa place à quelqu'un. Son inamovibilité était d'avance garantie par le serment des chevaliers de Saint-Georges, de l'Union des officiers et du Soviet des troupes cosaques. Pour assurer la « sécurité » de Kérensky et de Savinkov vis-à-vis des bolchéviks, Kornilov pria instamment ces deux hommes de venir au Grand Quartier Général se mettre sous sa protection personnelle. L'officier d'ordonnance Zavoïko indiquait à Lvov, sans équivoque en quoi consisterait précisément cette protection.

Rentré à Moscou, Lvov, en « ami », persuada ardemment Kérensky d'accepter la proposition de Kornilov « pour sauver la vie des membres du Gouvernement provisoire et, principalement, la sienne propre ». Kérensky ne pouvait pas ne pas comprendre, enfin, que le jeu politique avec la dictature prenait une sérieuse tournure et pouvait se terminer tout à fait regrettablement. Ayant décidé d'agir, il appela avant tout Kornilov

au téléphone pour vérification : Lvov avait-il bien fait la commission ? Kérenky posait les questions non seulement de sa propre part, mais au nom de Lvov, bien que ce dernier fût absent de la conversation. « Pareil procédé, — note Martynov, — convenable à un détective, était, bien entendu, inconvenant de la part du chef du Gouvernement. » Kérensky parlait, le lendemain, de son départ, pour le Grand Quartier Général, en compagnie de Savinkov, comme d'une chose décidée. Tout le dialogue par fil paraît en somme invraisemblable : le chef démocrate du Gouvernement et le général « républicain » discutent de se céder l'un à l'autre le pouvoir comme s'il s'agissait d'une place dans un wagon-lit !

Milioukov a parfaitement raison quand, dans l'exigence de Kornilov demandant qu'on lui passe le pouvoir, il voit seulement « la continuation de tous ces pourparlers engagés depuis longtemps sur la dictature, la réorganisation du pouvoir, etc. ». Mais Milioukov va trop loin, quand sur cette base, il essaie de présenter l'affaire en tel sens qu'il n'y aurait pas eu, en somme, de complot du Grand Quartier Général. Kornilov, indubitablement n'aurait pu formuler ses exigences, par l'intermédiaire de Lvov, s'il n'avait été d'abord complice de Kérensky. Ce qui n'empêche pas que, sous un complot commun, Kornilov en dissimulait un autre, le sien. Au moment où Kérensky et Savinkov se disposaient à secouer les bolchéviks, — et, partiellement, les soviets, — Kornilov avait l'intention de secouer aussi le Gouvernement provisoire. C'est précisément ce que ne voulait pas Kérensky.

Dans la soirée du 26, le Grand Quartier Général put effectivement penser, pendant quelques heures, que le Gouvernement capitulait sans combat. Cela signifiait non point qu'il n'y avait pas eu de conspiration, mais que

le complot semblait devoir bientôt triompher. Une conspiration victorieuse trouve toujours les moyens de se légaliser. « Je vis le général Kornilov après cette conversation, » témoigne le prince Troubetskoï, diplomate, qui représentait auprès du Grand Quartier Général le ministère des Affaires étrangères. « Un soupir de soulagement lui échappa et, comme je lui demandais si le Gouvernement se montrait bien disposé en tout, il répondit oui. » Kornilov se trompait. Juste à partir de ce moment, le Gouvernement, en la personne de Kérénsky, cessait de se montrer bien disposé pour lui.

Ainsi, le Grand Quartier Général a ses plans ? Ainsi, il est question non d'une dictature, en général, mais de la dictature de Kornilov ? A Kérénsky, comme par moquerie, l'on propose le poste de ministre de la Justice ? Kornilov, effectivement avait été assez imprudent pour en faire allusion à Lvov. S'identifiant à la Révolution, Kérénsky criait au ministre des Finances Nékrasov : « Je ne leur livrerai pas la Révolution ! » L'ami désintéressé, Lvov, fut aussitôt arrêté et passa une nuit d'insomnie au Palais d'Hiver, avec deux sentinelles à ses pieds, écoutant, en grinçant des dents, « Kérénsky, triomphant, qui, de l'autre côté du mur, dans une chambre contiguë, celle d'Alexandre II, étant satisfait de la bonne marche de son affaire, vocalisait sans fin des roulades d'opéras ». En ces heures-là, Kérénsky se sentait un extraordinaire afflux d'énergie.

Pétrograd, en ces mêmes journées, vivait d'une double anxiété. La tension politique, exagérée à dessein par la presse, comportait une explosion. La chute de Riga rapprocha le front. La question de l'évacuation de la capitale, posée par les circonstances de la guerre longtemps avant la chute de la monarchie, prit une nouvelle acuité. Les personnes fortunées quittaient la ville.



La fuite de la bourgeoisie provenait de ses appréhensions devant une nouvelle insurrection, beaucoup plus que devant une invasion de l'ennemi. Le 26 août, le Comité central du Parti bolchévik revenait à la charge : « De louches personnalités... mènent une agitation provocatrice, soi-disant au nom de notre Parti. » Les organes dirigeants du Soviet de Pétrograd, des syndicats, des comités de fabriques et d'usines, déclaraient le même jour : pas une organisation ouvrière, pas un parti politique n'appellent à une manifestation quelconque. Néanmoins, les bruits qui couraient sur le renversement pour le jour suivant, du Gouvernement, n'arrêtaient pas une heure. « Dans les cercles gouvernementaux, — disait la presse, — on indique la décision prise unanimement d'écraser toute tentative de manifestation. » Les mesures étaient prises même pour provoquer la manifestation avant de l'écraser.

Le matin du 27, non seulement les journaux ne communiquaient encore rien des intentions de mutinerie du Grand Quartier Général, mais, au contraire, une interview de Savinkov assurait que « le général Kornilov jouissait de la confiance absolue du Gouvernement provisoire ». Le jour du semestriel anniversaire s'écoulait dans un calme rare. Les ouvriers et les soldats évitaient tout ce qui aurait pu ressembler à une manifestation. La bourgeoisie, craignant des désordres, restait enfermée chez elle. Les rues étaient désertes. Les tombes des victimes de Février sur le Champ de Mars semblaient oubliées.

Au matin de la journée longuement attendue qui devait apporter le salut du pays, le généralissime reçut du ministre-président un ordre télégraphique : résigner ses fonctions entre les mains du chef de l'état-major et se rendre immédiatement à Pétrograd. L'affaire pre-

nait du coup une tournure absolument imprévue. Le général comprit, d'après ses propres termes, « qu'il y avait double jeu ». A plus juste titre, il eût pu dire que son double jeu à lui avait été découvert. Kornilov décida de ne pas céder. Les exhortations de Savinkov par fil direct ne servirent de rien. « Contraint d'agir ouvertement, — disait le généralissime dans son manifeste au peuple, — moi, général Kornilov, je déclare que le Gouvernement provisoire, sous la pression de la majorité bolchévique des soviets, agit en complet accord avec les plans de l'état-major général allemand, au moment même où va se produire une descente de l'ennemi sur les rivages de Riga, détruit l'armée et bouleverse à l'intérieur le pays. » Ne désirant pas céder le pouvoir aux traîtres, lui, Kornilov, « préfère mourir au champ d'honneur ». Sur l'auteur de ce manifeste, Milioukov écrivait plus tard, avec une nuance d'admiration : « homme résolu, ne reconnaissant nulles subtilités juridiques et allant droit au but dès l'instant qu'il l'avait reconnu juste ». Un généralissime qui prélève des troupes sur le front dans le dessein de renverser son propre Gouvernement ne peut, effectivement, être taxé de prédilection pour « les subtilités juridiques ».

Kérensky destitua Kornilov par acte d'autorité personnelle. Le Gouvernement provisoire, en ce temps, n'existait déjà plus : le soir du 26, messieurs les ministres donnèrent une démission, qui par un heureux concours de circonstances, répondait aux désirs de tous les partis. Déjà, quelques jours avant la rupture du Grand Quartier Général avec le Gouvernement, le général Loukomsky avait averti Lvov par l'intermédiaire d'Aladyine : « Il ne serait pas mauvais de prévenir les cadets qu'ils aient, pour le 27 août, à quitter tous le Gouvernement provisoire pour placer celui-ci dans une

situation difficile et, par là-même, s'épargner des désagréments. » Les cadets ne manquèrent pas de prendre bonne note de cette recommandation. D'autre part, Kérensky lui-même déclara au Gouvernement qu'il jugeait possible de combattre la mutinerie de Kornilov « seulement sous condition que le pouvoir lui fût remis à lui-même intégralement ». Les autres ministres ne semblaient attendre que cet heureux motif pour démissionner à leur tour. C'est ainsi que la coalition fut soumise à une vérification de plus. « Les ministres du parti cadet, — écrit Milioukov, — déclarèrent que, pour l'instant, ils démissionnaient sans préjuger de leur participation future au Gouvernement provisoire. » Fidèles à leur tradition, les cadets voulaient attendre à l'écart les résultats des journées de lutte pour prendre une décision selon l'issue. Ils ne doutaient pas que les conciliateurs leur garderaient indemnes leurs places. En se déchargeant de la responsabilité, les cadets, avec tous les autres ministres démissionnaires, prirent part ensuite à plusieurs conférences gouvernementales « de caractère privé ». Les deux camps, se préparant à la guerre civile, se groupaient, dans l'ordre « privé », autour du chef du Gouvernement, muni de tous les pleins pouvoirs imaginables, mais non d'une réelle autorité.

Sur le télégramme de Kérensky reçu au Grand Quartier Général : « Tous échelons dirigés sur Pétrograd et la banlieue doivent être arrêtés et ramenés à leurs postes antérieurs, » Kornilov nota : « Ne pas exécuter cet ordre, diriger les troupes sur Pétrograd. » L'affaire du soulèvement armé était ainsi solidement mise sur la voie. Ceci doit être compris littéralement : trois divisions de cavalerie, par convois de chemin de fer, s'avançaient vers la capitale.

L'ordonnance de Kérensky aux troupes de Pétro-

grad disait : « Le général Kornilov, après avoir déclaré son patriotisme et sa fidélité au peuple... a levé des régiments du front et... les a expédiés contre Pétrograd. » Kérensky passait sous silence, prudemment, que les régiments du front n'avaient pas seulement été prélevés de son su, mais sur son injonction directe, pour exercer la répression sur la garnison même devant laquelle il dénonçait maintenant la félonie de Kornilov. Le généralissime mutin n'avait pas la langue dans sa poche : « ...Les traîtres ne sont pas parmi nous, — disait-il dans son télégramme, — mais là-bas, à Pétrograd, où, pour de l'argent allemand, avec la complaisance criminelle du gouvernement, la Russie a été vendue et se vend. » C'est ainsi que la calomnie lancée contre les bolchéviks se frayait sans cesse de nouvelles et nouvelles voies.

L'esprit d'excitation nocturne dans lequel le président du Conseil des ministres en démission chantait des airs d'opéra passa bientôt. La lutte contre Kornilov, quelque tour qu'elle prît, menaçait des plus pénibles conséquences. « Dans la première nuit du soulèvement du Grand Quartier Général, — écrit Kérensky, — parmi les milieux soviétiques de soldats et d'ouvriers à Pétersbourg, la rumeur commença à se répandre obstinément d'une connivence de Savinkov avec le mouvement du général Kornilov. » La rumeur désignait Kérensky immédiatement après Savinkov, et la rumeur ne se trompait pas. Il y avait à redouter pour bientôt les plus terribles révélations.

« Tard dans la nuit du 25 au 26 août, — raconte Kérensky, — entra dans son cabinet, très ému, le directeur du ministère de la Guerre. — « Monsieur le ministre, — me déclara Savinkov, en rectifiant la position, — je vous prie de m'arrêter immédiatement comme complice du général Kornilov. Mais si vous avez confiance en

moi, je vous prie de me donner la possibilité de prouver effectivement au peuple que je n'ai rien de commun avec les révoltés... » — En réponse à cette déclaration, — poursuit Kérénsky, — je nommai sur-le-champ Savinkov général-gouverneur provisoire de Pétersbourg, lui attribuant les plus larges pouvoirs pour la défense de Pétersbourg contre les troupes du général Kornilov. » Bien plus : sur la demande de Savinkov, Kérénsky lui adjoignit comme suppléant Filonenko. L'affaire de la mutinerie, de même que celle de la répression, était ainsi circonscrite dans le milieu du « directoire ».

Une si hâtive nomination de Savinkov au poste de général-gouverneur était dictée à Kérénsky par sa lutte pour la sauvegarde de sa situation politique : si Kérénsky avait dénoncé Savinkov aux soviets, Savinkov eût immédiatement dénoncé Kérénsky. Par contre, ayant obtenu de Kérénsky, non sans chantage, la possibilité de se légaliser par une ostensible participation aux manœuvres contre Kornilov, Savinkov devait faire tout le possible pour blanchir Kérénsky. « Le général-gouverneur » était nécessaire non point tant pour combattre la contre-révolution que pour effacer les traces du complot. Le travail bien concerté des complices commença immédiatement en ce sens.

« A quatre heures du matin, le 28 août — témoigne Savinkov — je rentrai, sur l'appel de Kérénsky, au Palais d'Hiver, et trouvai là le général Alexéiev et Téréchtchenko. Nous fûmes tous quatre d'accord sur ce point que l'ultimatum de Lvov n'était rien de plus qu'un malentendu. » Le rôle d'intermédiaire dans ce conciliabule d'avant l'aube appartient au nouveau général-gouverneur. Le dirigeant dans la coulisse était Milioukov : au cours de la journée, il se montra ouvertement sur la scène. Alexéiev, bien qu'il dénommât Kornilov « tête

de mouton », était avec lui du même camp. Les conspirateurs et leurs assistants firent une dernière tentative pour présenter comme « un malentendu » tout ce qui s'était passé, c'est-à-dire pour tromper ensemble l'opinion publique afin de sauver ce que l'on pouvait du plan commun. La division sauvage, le général Krymov, les échelons de Cosaques, Kornilov refusant de se démettre, la marche sur la capitale — tout cela n'est rien de plus que les détails d'un « malentendu » ! Effaré par le sinistre enchevêtrement des circonstances, Kérénsky ne criait déjà plus : « Je ne leur livrerai pas la Révolution ! » Aussitôt après s'être entendu avec Alexéiev, il entra dans la salle de réception des journalistes au Palais d'Hiver et leur demanda d'élaguer de tous les journaux son manifeste déclarant traître Kornilov. Lorsque, d'après les réponses des journalistes, il se révéla que cette tâche était techniquement inexécutable, Kérénsky s'écria : « Je le regrette beaucoup ! » Ce mince épisode, consigné dans les journaux du lendemain, éclaire avec une vivacité inégalable le personnage du super-arbitre de la nation, définitivement emberlificoté. Kérénsky incarnait si parfaitement et la démocratie et la bourgeoisie qu'il se trouvait maintenant, en même temps, le plus haut représentant de l'autorité de l'État et un conspirateur criminel devant elle.

Au matin du 28, la rupture entre le Gouvernement et le généralissime devint un fait accompli aux yeux de tout le pays. A l'affaire se mêla immédiatement la Bourse. Si le discours prononcé à Moscou par Kornilov, menaçant de la chute de Riga, avait été marqué chez les boursiers par une baisse des valeurs russes, la nouvelle de la révolte ouverte des généraux eut pour réaction une hausse générale. Par sa cote désastreuse du Régime de Février, la Bourse donna l'expression irréprochable des états d'opi-

nion et des espoirs des classes possédantes, qui ne doutaient pas de la victoire de Kornilov.

Le chef d'état-major Loukomsky à qui Kérénsky avait ordonné la veille de prendre sur lui, provisoirement, le commandement, répondit : « Je n'estime pas possible d'assumer la fonction du général Kornilov, car il s'ensuivrait dans l'armée une explosion qui perdrait la Russie. » Décompte fait du commandant en chef du Caucase qui attesta non sans retard, sa fidélité au Gouvernement provisoire, les autres grands chefs, sur des tons variés, soutenaient les exigences de Kornilov. Inspiré par les cadets, le Comité principal de l'Union des officiers expédia à tous les états-majors de l'armée et de la flotte ce télégramme : « Le Gouvernement provisoire, nous ayant déjà démontré plus d'une fois son impuissance d'État, a maintenant déshonoré son nom par la provocation et ne peut rester plus longtemps à la tête de la Russie... » Le président d'honneur de l'Union des officiers était le même Loukomsky ! Au général Krasnov, nommé chef du III<sup>e</sup> corps de cavalerie, l'on déclara au Grand Quartier Général : « Personne ne prendra la défense de Kérénsky. C'est seulement une promenade. Tout est préparé. »

Sur les calculs optimistes des dirigeants et des inspireurs du complot, l'on a une assez bonne aperception d'après un télégramme chiffré du prince Troubetskoï, que nous connaissons déjà, au ministre des Affaires étrangères : « Jugeant mûrement de la situation, — écrit-il, — on doit avouer que tout le commandement, l'écrasante majorité du corps des officiers et les meilleurs effectifs combattants suivront Kornilov. De son côté se rangeront à l'arrière toute la Cosaquerie, la majorité des Écoles militaires, et également les meilleures troupes. A la force physique il convient d'ajouter... l'assentiment moral

de toutes les couches de la population non socialiste et, dans les basses classes... une indifférence qui se soumettra au premier coup de cravache. Il n'est pas douteux qu'une immense quantité de socialistes de Mars ne tardera pas à se ranger du côté » de Kornilov, au cas où il vaincrait. Troubetskoï représentait non seulement les espérances du Grand Quartier Général, mais aussi les dispositions des missions alliées. Dans le détachement de Kornilov qui marchait à la conquête de Pétrograd, se trouvaient des autos-blindées anglaises avec un personnel anglais : et c'était là, doit-on penser, l'effectif le plus sûr. Le chef de la mission militaire anglaise en Russie, le général Knox, reprochait au colonel américain Robins de ne pas soutenir Kornilov. « Je ne m'intéresse pas au Gouvernement de Kérensky — disait le général britannique — il est trop faible ; il faut une dictature militaire, il faut des Cosaques, ce peuple a besoin du knout ! La dictature est exactement ce qu'il faut. »

Toutes ces voix, de diverses parts, atteignaient le Palais d'Hiver et agissaient d'une façon bouleversante sur ses habitants. Le succès de Kornilov semblait inéluctable. Le ministre Nékrassov apprit à ses amis que la partie était définitivement perdue et qu'il ne restait plus qu'à mourir honnêtement. « Certains dirigeants en vue du Soviet, — affirme Milioukov, — pressentant le sort qui les attendait dans le cas où Kornilov serait vainqueur, se hâtaient déjà de se faire établir des passeports pour l'étranger. »

D'heure en heure arrivaient des informations, l'une plus que l'autre menaçante, sur l'approche des troupes de Kornilov. La presse bourgeoise les recueillait avidement, les exagérait, les amplifiait, créant une atmosphère de panique.

A midi et demi, le 18 août : « Un détachement envoyé



par le général Kornilov s'est concentré aux approches de Louga. » A deux heures et demie : « Par la gare d'Orédej ont passé neuf nouveaux trains avec des troupes de Kornilov. Dans le train de tête se trouve un bataillon de cheminots. » A trois heures de l'après-midi : « La garnison de Louga s'est rendue aux troupes du général Kornilov et a livré toutes ses armes. La gare et tous les édifices gouvernementaux de Louga sont occupés par les troupes de Kornilov. » A six heures du soir : « Deux échelons de troupes de Kornilov ont fait une percée, venant de Narva et se trouvent à une demi-verste de Gatchina. Deux autres échelons sont en route, marchant sur Gatchina. » A deux heures du matin, le 29 août : « A la station d'Antropchino (à 33 kilomètres de Pétrograd) un combat a commencé entre les troupes du Gouvernement et celles de Kornilov. Des deux côtés il y a des tués et des blessés. » Dans la même nuit, l'on apprit que Kalédine menaçait de couper Pétrograd et Moscou de leurs communications avec le Midi, grenier de la Russie.

Le Grand Quartier Général, les commandants en chef des fronts, la mission britannique, le corps des officiers, les échelons, les bataillons de la voie ferrée, la Cosaquerie, Kalédine — tout cela est perçu dans la salle de malachite du Palais d'Hiver comme les sons des trompettes du Jugement dernier.

Avec d'inévitables atténuations, Kérénsky lui-même en fait l'aveu : « La journée du 28 août fut précisément celle des plus grandes incertitudes, — écrit-il, — des plus grands doutes sur la force des adversaires de Kornilov, de la plus grande nervosité dans les milieux de la démocratie même. » Il n'est pas difficile de se représenter ce qui se cache sous ces mots. Le chef du Gouvernement se rongait à se demander non seulement quel était des

deux camps le plus fort, mais aussi quel était le plus redoutable pour lui personnellement. « Nous ne sommes pas avec vous, la droite, ni avec vous, la gauche, » — de telles paroles semblaient d'un bel effet sur la scène du théâtre de Moscou. Traduites dans le langage de la guerre civile prête à éclater, elles signifiaient que le petit cercle de Kérénsky pouvait s'avérer inutile tant aux droites qu'aux gauches. « Tous, — écrit Stankévitch, — nous étions comme abasourdis de désespoir devant l'accomplissement d'un drame qui ruinait tout. Du degré de l'abasourdissement l'on peut juger par ce fait que, même après la rupture publique entre le Grand Quartier Général et le Gouvernement, des tentatives étaient faites pour arriver à une réconciliation quelconque... »

« L'idée d'une médiation... en ces circonstances, naissait d'elle-même, » déclare Milioukov qui préférait agir en qualité de tierce personne. Le soir du 28, il se présenta au Palais d'Hiver pour « conseiller à Kérénsky de renoncer au point de vue rigoureusement formel d'une violation de la loi ». Le leader libéral, comprenant que l'on doit savoir distinguer dans une noix le fruit de la coquille, était en même temps l'homme le mieux apte à l'emploi de médiateur loyal. Le 13 août, Milioukov avait appris directement de Kornilov que celui-ci fixait son soulèvement au 27. Le lendemain, le 14, Milioukov réclama, dans son discours à la Conférence, que « la prise immédiate des mesures indiquées par le généralissime ne fit pas l'objet de soupçons, de paroles comminatoires ou même de révocations. » Jusqu'au 27, Kornilov devait rester en dehors des soupçons ! En même temps, Milioukov promettait à Kérénsky son appui « de bon gré et sans contestations ». Voilà quand il est à propos de se rappeler la corde de la potence qui soutient, elle aussi, « sans contestations ».

De son côté, Kérénsky avoue que Milioukov, se présentant à lui avec une offre de médiation, « avait choisi un moment bien commode pour lui démontrer que la force réelle était du côté de Kornilov ». L'entretien se termina si heureusement qu'en sortant de là, Milioukov indiqua à ses amis politiques le général Alexéiev comme un successeur de Kérénsky contre lequel Kornilov ne ferait pas d'objection. Alexéiev magnanime donna son consentement.

Derrière Milioukov venait celui qui était plus grand que lui. Tard dans la soirée, l'ambassadeur britannique Buchanan remit au ministre des Affaires étrangères une note par laquelle les représentants des puissances alliées proposaient unanimement leurs bons services, « dans des intérêts d'humanité et dans le désir de prévenir une catastrophe irréparable ». La médiation officielle entre le Gouvernement et le général mutiné n'était pas autre chose qu'un soutien et une prime d'assurance à la révolte. En réponse, Téréchtchenko exprimait, au nom du Gouvernement provisoire, « un extrême étonnement » au sujet du soulèvement de Kornilov dont le programme avait été en grande partie adopté par le Gouvernement.

Dans un état de délaissement et de prostration, Kérénsky, ne trouva rien de mieux que d'organiser encore une interminable conférence avec ses ministres démissionnaires. Juste au moment où il se livrait à cette occupation désintéressée, l'on reçut des informations particulièrement alarmantes sur l'avance des échelons ennemis. Nékrassov estimait que « dans quelques heures, les troupes de Kornilov seraient probablement déjà à Pétrograd... » Les anciens ministres se mirent à conjecturer : « comment conviendrait-il d'édifier, en pareilles circonstances, le pouvoir gouvernemental ? » L'idée d'un directoire revint à la surface. La droite et

la gauche envisagèrent avec sympathie la pensée d'inclure dans la composition du « directoire » le général Alexéiev. Le cadet Kokochkine estimait qu'Alexéiev devait être placé à la tête du Gouvernement. D'après certains témoignages, l'offre de céder le pouvoir à quelqu'un d'autre fut faite par Kérénsky lui-même, qui mentionna nettement son entretien avec Milioukov. Personne ne fit d'objection. La candidature d'Alexéiev réconciliait tout le monde. Le plan de Milioukov semblait tout fin proche de sa réalisation. Mais là, comme il convient au moment de la plus haute tension, un toc-toc dramatique fut frappé à la porte : dans la salle voisine attendait une députation du Comité pour combattre la contre-révolution. Elle arrivait à temps : l'un des nids les plus dangereux de la contre-révolution était la conférence pitoyable, poltronne et déloyale des korniloviens, des médiateurs et des capitulars dans une salle du Palais d'Hiver.

Un nouvel organe soviétique fut constitué en séance unifiée des deux Comités exécutifs, celui des ouvriers et soldats, celui des paysans, le soir du 27, et se composa de représentants spécialement délégués par les trois partis soviétiques, par les deux Comités exécutifs, par le centre des syndicats et le Soviet de Pétrograd. Par la création d'un Comité de combat *ad hoc* l'on reconnaissait en somme que les institutions soviétiques dirigeantes se sentaient elles-mêmes caduques, et pour les tâches révolutionnaires, avaient besoin d'une transfusion de sang frais.

Contraints de chercher l'appui des masses contre le général, les conciliateurs se hâtaient de mettre l'épaule gauche en avant. Du coup se trouvèrent oubliés les discours affirmant que toutes les questions de principe devaient être réservées jusqu'à l'Assemblée constituan-

te. Les menchéviks déclarèrent qu'ils exigeraient du Gouvernement la proclamation immédiate de la république démocratique, la dissolution de la Douma d'État et l'application des réformes agraires : c'est par cette raison que le nom de république apparut pour la première fois dans la déclaration du Gouvernement concernant la trahison du généralissime.

Sur la question du pouvoir, les Comités exécutifs reconnurent indispensable de laisser pour l'instant le Gouvernement tel qu'il était, en remplaçant les cadets sortis par des éléments démocratiques ; et, pour la solution définitive de la question, de convoquer très prochainement un Congrès de toutes les organisations qui s'étaient unies à Moscou sur la plate-forme de Tchkhéidzé. Après les pourparlers nocturnes il se trouva, cependant, que Kérénsky repoussait résolument un contrôle démocratique sur le Gouvernement. Sentant le sol se dérober sous lui de droite et de gauche, il s'accroche de toutes ses forces à la forme d'un « directoire », dans laquelle se sont déposés pour lui les rêves non encore refroidis d'un pouvoir fort. Après de nouveaux débats, lassants et stériles, à l'Institut Smolny, il est décidé de s'adresser encore une fois à l'unique et irremplaçable Kérénsky, en le priant de consentir au projet initial des Comités exécutifs. A sept heures et demie du matin, Tsérételli revient annoncer que Kérénsky ne marche pas pour les concessions, exige « un soutien sans réserves », mais consent à combattre avec « toutes les forces de l'État » la contre-révolution. Exténués par une nuit blanche, les Comités exécutifs se rendent enfin à l'idée inconsistante d'un « directoire ».

L'engagement solennel pris par Kérénsky de lancer les « forces de l'État » dans la lutte contre Kornilov ne l'empêcha pas, comme on sait, de mener avec Milioukov,

Alexéiev et les ministres démissionnaires, des pourparlers au sujet d'une capitulation pacifique devant le Grand Quartier Général qui furent interrompus, la nuit, par un toc-toc à la porte. Quelques jours plus tard, le menchévik Bogdanov, un des membres actifs du Comité de défense, exposait, en termes circonspects, mais non équivoques, au Soviet de Pétrograd, la forfaiture de Kérensky. « Lorsque le Gouvernement provisoire tergiversa et qu'on ne sut trop comment se terminerait l'aventure de Kornilov, des médiateurs se présentèrent tels que Milioukov et le général Alexéiev... » Le Comité de défense intervint et « de toute son énergie » exigea la lutte ouverte. « Sous notre influence, — continuait Bodganov, — le Gouvernement a cessé tous les pourparlers et a repoussé toutes propositions de Kornilov... »

Dès lors que le chef du Gouvernement, hier encore conspirateur contre le camp de gauche, s'en trouva le prisonnier politique, les ministres cadets qui avaient démissionné le 26 seulement pour se donner le temps de réfléchir, déclarèrent qu'ils quittaient définitivement le Gouvernement, ne désirant pas endosser la responsabilité des actes de Kérensky dans la répression d'une révolte si patriotique, si loyale, si salutaire. Les ministres démissionnaires, les conseillers, les amis, quittaient l'un après l'autre le Palais d'Hiver. Ce fut, d'après les termes de Kérensky lui-même, « un exode en masse d'un lieu manifestement condamné à sa perte ». Il y eut une nuit, celle du 28 au 29, où Kérensky « se promenait presque tout seul dans le Palais d'Hiver ». Les airs de bravoure ne venaient plus à l'esprit. « La responsabilité qui pesait sur moi en ces journées atrocement longues était véritablement inhumaine. » C'était principalement une responsabilité pour le sort de Kérensky lui-même : tout le reste s'accomplissait déjà indépendamment de lui.

## LA BOURGEOISIE SE MESURE AVEC LA DÉMOCRATIE

**L**E 28 août, tandis que le Palais d'Hiver était secoué d'une fièvre de peur, le prince Bagration, commandant la division « sauvage », rapportait par télégraphe à Kornilov que « les allogènes rempliraient leur devoir envers la patrie et, sur un ordre de leur suprême héros... verseraient leur dernière goutte de sang ». Quelques heures après, le mouvement de la division s'interrompit, et, le 31 août, une députation spéciale, à la tête de laquelle était le même Bagration, assurait à Kérénsky que la division se soumettait entièrement au Gouvernement provisoire. Tout cela se produisit non seulement sans combat, mais même sans un coup de feu. L'affaire n'alla pas jusqu'à la dernière goutte de sang, pas même jusqu'à la première. Les soldats de Kornilov ne tentèrent même pas d'employer les armes pour s'ouvrir la route de Pétrograd. Les chefs n'osèrent pas le leur commander. Nulle part, les troupes du Gouvernement n'eurent à recourir à la force pour arrêter l'élan des détachements de Kornilov. Le complot se décomposa, se pulvérisa, se volatilisa.

Pour expliquer cela, il suffit d'examiner de plus près les forces qui entrèrent dans la lutte. Avant tout, nous serons forcés d'établir, — et cette découverte ne sera pas pour nous inattendue, — que l'état-major des conspirateurs était toujours l'ancien état-major tsariste, une

chancellerie de gens sans cervelle, incapables de méditer d'avance, dans le grand jeu qu'ils engageaient, deux ou trois coups de suite. Bien que Kornilov eût fixé quelques semaines auparavant la date du coup d'État, rien n'avait été prévu et calculé comme il convient. La préparation purement militaire du soulèvement avait été effectuée maladroitement, négligemment, à l'étourdie. Des modifications compliquées dans l'organisation et le commandement furent entreprises à la veille même de la mise en branle, et déjà en cours de route. La division « sauvage » qui devait porter à la Révolution le premier coup comptait en tout 1.350 combattants auxquels manquaient 600 fusils, 1.000 lances et 500 sabres. Cinq jours avant l'ouverture des hostilités, Kornilov donna l'ordre de transformer la division en corps d'armée. Pareille mesure, déjà condamnée par les manuels d'instruction, était évidemment considérée comme indispensable pour entraîner les officiers en relevant leurs traitements. « Le télégramme annonçant que les armes manquantes seraient fournies à Pskov, — écrit Martynov, — ne fut reçu par Bagration que le 31 août, après l'échec définitif de toute l'entreprise. »

Quant à mandater des instructeurs du front à Pétersbourg, le Grand Quartier Général ne s'en occupa aussi qu'à la toute dernière minute. Les officiers qui acceptaient la mission étaient largement munis d'argent et voyageaient en wagons spéciaux. Mais les héros du patriotisme ne se hâtaient pas tellement, doit-on croire, de sauver le pays. Deux jours plus tard, la communication ferroviaire entre le Grand Quartier Général et la capitale se trouva coupée et la plupart des mandataires ne parvinrent pas, en somme, sur les lieux de leurs exploits projetés.

Dans la capitale, il existait cependant une organisation affidée aux korniloviens, comptant jusqu'à deux



mille membres. Les conspirateurs étaient divisés en groupes chargés de tâches spéciales : saisie des autos blindées, arrestation et assassinat des membres les plus en vue du Soviet, arrestation du Gouvernement provisoire, prise des établissements les plus importants. D'après Winberg, que nous connaissons déjà, président de l'Union du Devoir militaire, « à l'arrivée des troupes de Krymov, les principales forces de la Révolution devaient déjà être brisées, anéanties ou mises hors d'état de nuire, de sorte que Krymov n'aurait plus eu qu'à rétablir l'ordre en ville ». A vrai dire, à Mohilev, on estimait exagéré ce programme d'action et l'on mettait la tâche principale à la charge de Krymov. Mais aussi le Grand Quartier Général attendait des détachements du Centre républicain une aide très sérieuse. Or, les conspirateurs de Pétrograd ne se manifestèrent absolument en rien, n'élevèrent pas la voix, ne firent pas œuvre du petit doigt, comme s'ils n'avaient même pas existé. Winberg explique cette énigme assez simplement. Il se trouve que le colonel Heimann, qui dirigeait le contre-espionnage, avait passé les heures les plus décisives dans un restaurant de banlieue et que le colonel Sidorine, directement chargé par Kornilov d'unifier l'activité de toutes les sociétés patriotiques de la capitale, ainsi que le colonel Ducimetière, préposé à la section militaire, « avaient disparu sans laisser de traces, et l'on ne put les trouver nulle part ». Le colonel de Cosaques Doutov qui devait marcher « sous les apparences du bolchévisme » se lamenta plus tard : « Je courais... les appeler à descendre dans la rue, mais personne ne me suivit. » Les fonds destinés à l'organisation furent, d'après Winberg, raflés et dilapidés par les principaux participants. Le colonel Sidorine, affirme Dénikine, « s'enfuit en Finlande, emportant les dernières ressources de l'organisation, quelque

chose comme cent cinquante mille roubles ». Lvov dont nous avons dit l'arrestation au Palais d'Hiver, raconta plus tard qu'un des donateurs de la coulisse, devant remettre aux officiers une somme considérable, se rendit à l'endroit convenu, mais trouva les conspirateurs dans un tel état d'ivresse qu'il ne se décida pas à leur remettre l'argent. Winberg lui-même estime que, n'eussent été ces « imprévus » véritablement fâcheux, le plan pouvait être entièrement couronné de succès. Mais il reste une question : pourquoi, autour de l'entreprise patriotique, se trouvèrent groupés principalement des ivrognes, des dilapidateurs et des traîtres ? N'est-ce pas parce que toute tâche historique mobilise ses cadres adéquats ?

La composition même des effectifs du complot n'était pas fameuse, à commencer par les hauts dirigeants. « Le général Kornilov, — déclare le cadet de droite Izgoïev, — était des plus populaire... parmi la population pacifique, mais non parmi les troupes, du moins celles de l'arrière que j'ai observées. » Sous le terme de population pacifique, Izgoïev entend le public de la Perspective Nevsky. Quant aux masses populaires du front et de l'arrière, Kornilov leur était étranger, odieux, détesté.

Nommé commandant du III<sup>e</sup> corps de cavalerie, le général Krasnov, monarchiste, qui tenta bientôt de se mettre dans la vassalité de Guillaume II, s'étonna de voir que « Kornilov, ayant conçu un grand dessein, était resté lui-même à Mohilev, dans un palais, entouré de Turkmènes et de brigades de choc, comme s'il ne croyait pas lui-même au succès ». Comme le journaliste français Claude Anet demandait à Kornilov pourquoi, à la minute décisive, lui-même n'avait pas marché sur Pétrograd, le chef de la conspiration répondit : « J'étais malade, j'avais un fort accès de malaria et mon énergie habituelle fit défaut. »

Beaucoup trop d'accidents malheureux : il en est toujours ainsi quand une affaire est d'avance condamnée à sa perte. Dans leurs états d'esprit, les conspirateurs hésitaient entre une ivresse de forfanterie qui ne connaît pas d'obstacles et une complète prostration devant le premier obstacle réel. L'affaire consistait non point en la malaria de Kornilov, mais en une maladie beaucoup plus intime, fatale, incurable, qui paralysait la volonté des classes possédantes.

Les cadets niaient sérieusement que Kornilov eût des intentions contre-révolutionnaires, entendant par là la restauration de la monarchie des Romanov. Comme s'il s'agissait de cela ! Le « républicanisme » de Kornilov n'empêchait nullement le monarchiste Loukomsky de marcher avec lui de pair à compagnon, ni le président de l'Union du Peuple russe, Rimsky-Korsakov, de télégraphier à Kornilov, le jour du soulèvement : « Je prie ardemment Dieu de vous aider à sauver la Russie, je me mets entièrement à votre disposition. » Les partisans Cent-Noirs du tsarisme n'étaient pas rebutés par le fanion républicain bon marché. Ils comprenaient que le programme de Kornilov consistait en lui-même, en son passé, en ses soutaches de Cosaque, en ses liaisons et ressources financières, et surtout en sa disposition sincère à pratiquer l'égorgement de la Révolution.

Se dénommant dans ses manifestes « fils de paysan », Kornilov fondait le plan du coup d'État entièrement sur la Cosaquerie et les montagnards. Dans les troupes lancées contre Pétrograd, il ne se trouvait pas un seul effectif d'infanterie. Le général n'avait point accès auprès du moujik, et il ne tentait même point de s'en ouvrir un. Il se trouva, il est vrai, au Grand Quartier Général, dans la personne d'un certain « professeur », un réformateur agraire, disposé à promettre à tout sol-

dat une quantité fantastique de déciatines de terre. Mais le manifeste préparé à ce sujet ne fut même pas publié : ce qui retint les généraux de faire de la démagogie agraire ce fut la crainte tout à fait fondée d'effrayer et d'écarter les propriétaires nobles.

Un paysan de Mohilev, Tadeusz, qui avait observé de près l'entourage du Grand Quartier Général pendant ces journées, raconte que, parmi les soldats et dans les campagnes, personne n'ajoutait foi aux manifestes du général : « Il veut le pouvoir mais, au sujet de la terre, pas un mot, et, au sujet de la fin de la guerre, pas davantage. » Sur les questions les plus vitales, les masses avaient appris d'une façon ou d'une autre à se débrouiller en six mois de révolution. Kornilov apportait au peuple la guerre, la défense des privilèges des généraux et de la propriété des nobles. Il ne pouvait rien lui donner de plus, et le peuple n'attendait de lui rien d'autre. Dans cette impossibilité d'avance évidente pour les conspirateurs eux-mêmes de s'appuyer sur le troupiier paysan, sans parler des ouvriers, s'exprimait la condamnation sociale de la clique kornilovienne.

Le tableau des forces politiques qu'avait dessiné le diplomate du Grand Quartier Général, le prince Troubet-skoï, était juste en bien des choses, mais erroné en un point : dans le peuple, il n'existait point trace de cette indifférence qui dispose « à encaisser n'importe quel coup de cravache » : au contraire, les masses semblaient attendre seulement la menace de la cravache pour montrer quelles sources d'énergie et d'abnégation se dissimulaient dans leurs profondeurs. L'erreur commise dans l'appréciation de l'état d'esprit des masses réduisait en poussière tous les autres calculs.

Le complot était mené par des cercles qui sont habitués à ne rien faire, qui ne savent rien faire sans les élé-

ments de la base, sans la force ouvrière, sans la chair à canon, sans ordonnances, domesticité, greffiers, chauffeurs, porteurs, cuisinières, blanchisseuses, aiguilleurs, télégraphistes, palefreniers, cochers. Or, tous ces petits rouages humains, imperceptibles, innombrables, indispensables, tenaient pour les soviets et contre Kornilov. La Révolution était omniprésente. Elle pénétrait partout, enveloppant le complot. Partout elle avait l'œil, et l'oreille, et la main.

L'idéal de l'éducation militaire, c'est que le soldat agisse en dehors de la surveillance de ses chefs comme s'il était sous leurs yeux. Or, les soldats et les matelots russes de 1917, qui n'exécutaient pas les ordres officiels même sous les yeux des commandants, saisissaient au vol, avidement, les ordres de la Révolution, et, plus souvent encore, les exécutaient, de leur propre initiative, avant même de les avoir reçus. Les innombrables serviteurs de la Révolution, ses agents, éclaireurs et militants n'avaient besoin ni d'exhortations, ni de surveillance.

Formellement, la liquidation du complot se trouvait entre les mains du Gouvernement. Le Comité exécutif y concourait. Mais en réalité, la lutte se développait par des voies toutes différentes. Tandis que Kérensky voûté sous le fardeau de la « responsabilité surhumaine », arpentait tout seul les parquets du Palais d'Hiver, le Comité de défense, qui s'appelait également Comité militaire révolutionnaire, déployait une large activité. Dès le matin, des instructions télégraphiques sont expédiées aux employés des chemins de fer, des postes et télégraphes, et aux soldats. « Tous les mouvements de troupe, — rapportait Dan ce jour-là même, — s'accomplissent sur les ordres du Gouvernement provisoire et sont contre-signés par le Comité de la défense publique. » Si l'on rejet-

te les termes conventionnels, cela signifiait que le Comité de défense disposait des troupes sous la firme du Gouvernement provisoire. En même temps, l'on entreprend de détruire les nids korniloviens dans Pétrograd même, l'on procède à des perquisitions et à des arrestations dans les écoles militaires et dans les organisations d'officiers. La main du Comité se sentait partout. On ne s'inquiétait guère du général-gouverneur.

Les organisations soviétiques d'en bas, à leur tour, n'attendaient pas les appels d'en haut. Le travail principal était concentré dans les rayons. Aux heures des plus grandes hésitations du Gouvernement et des fastidieux pourparlers du Comité exécutif avec Kérensky, les soviets de rayon se resserrèrent entre eux et décidèrent de déclarer la conférence interrayonnale ouverte en permanence ; d'introduire leurs représentants dans l'état-major formé par le Comité exécutif ; de créer une milice ouvrière ; d'établir le contrôle des soviets de rayon sur les commissaires du Gouvernement ; d'organiser des équipes volantes pour l'arrestation des agitateurs contre-révolutionnaires. Dans leur ensemble, ces mesures signifiaient qu'on s'attribuait non seulement de considérables fonctions gouvernementales, mais aussi les fonctions du Soviet de Pétrograd. Par la logique même de la situation, les plus hauts organes soviétiques durent se restreindre fortement pour céder la place à ceux de la base. L'entrée des rayons de Pétrograd dans l'arène de la lutte modifia du coup la direction et l'ampleur de celle-ci. De nouveau se découvrit, par l'expérience, l'inépuisable vitalité de l'organisation soviétique : paralysée d'en haut par la direction des conciliateurs, elle se ranimait, au moment critique, en bas, sous l'impulsion des masses.

Pour les bolchéviks qui inspiraient les rayons, le soulèvement de Kornilov n'était pas le moins du monde

inattendu. Ils avaient prévu, prévenu, et s'étaient trouvés les premiers à leur poste. Dès la séance unifiée des Comités exécutifs du 27 août, Sololnikov avait communiqué que le Parti bolchévik avait pris toutes les mesures qui dépendaient de lui pour avertir le peuple du danger et pour préparer la défense ; les bolchéviks se déclaraient disposés à combiner leur action combative avec celle des organes du Comité exécutif. Dans une séance de nuit de l'organisation militaire des bolchéviks, à laquelle participèrent des délégués de nombreux contingents de troupes, il fut décidé d'exiger l'arrestation de tous les conspirateurs, d'armer les ouvriers, de leur donner des moniteurs choisis parmi les soldats, d'assurer la défense de la capitale avec les éléments de la base et, en même temps, de se préparer à la création d'un pouvoir révolutionnaire d'ouvriers et de soldats. L'Organisation militaire ouvrit des meetings dans toute la garnison. Les soldats étaient invités à se tenir en garde, fusil à la main, en état de sortir au premier signal d'alarme.

« Bien que les bolchéviks fussent en minorité, — écrit Soukhanov, — il est absolument clair que dans le Comité militaire révolutionnaire l'hégémonie leur appartenait. » Il en donne la raison : « Si le Comité voulait agir sérieusement, il devait agir révolutionnairement », et, pour des actes révolutionnaires, « seuls les bolchéviks avaient des moyens réels », car les masses les suivaient. La tension de la lutte en tous lieux et partout poussait en avant les éléments les plus actifs et les plus hardis. Cette sélection automatique haussait inévitablement les bolchéviks, consolidait leur influence, concentrait entre leurs mains l'initiative, leur transmettait en fait la direction même dans celles des organisations où ils se trouvaient en minorité. Plus on se rapproche du rayon, de l'usine, de la

caserne, plus incontestable et complète est la domination des bolchéviks. Toutes les cellules du Parti sont mises sur pied. Dans les groupes corporatifs des grandes usines, des permanences ininterrompues de bolchéviks sont organisées. Au Comité du rayon du Parti se tiennent aussi des représentants des petites entreprises. La liaison s'allonge, venant d'en bas, de l'atelier, par les rayons, jusqu'au Comité central du Parti.

Sous la pression immédiate des bolchéviks et des organisations qu'ils dirigeaient, le Comité de défense reconnut souhaitable d'armer des groupes d'ouvriers pour la protection de leurs quartiers, des fabriques, des usines. Les masses n'attendaient que cette sanction. Dans les rayons, d'après la presse ouvrière, se formèrent aussitôt « des alignements d'instruction d'hommes désireux de faire partie de la Garde rouge ». Des cours s'ouvrirent pour le maniement du fusil et le tir. En qualité de moniteurs, on fit venir des soldats expérimentés. Dès le 29, des compagnies (*droujiny*) se formèrent dans presque tous les rayons. La Garde rouge se déclara prête à faire avancer immédiatement un effectif comptant 40.000 fusils. Ceux des ouvriers qui n'avaient pas d'armes formèrent des *droujiny* pour creuser des tranchées, bâtir des blindages, tendre des fils de fer barbelés. Le nouveau général-gouverneur, Paltchinsky, qui avait remplacé Savinkov, — Kérénsky n'avait pas réussi à garder son complice plus de trois jours, — ne put se dispenser de reconnaître, dans un communiqué spécial, que, dès qu'il fut besoin de procéder à des travaux de sape pour la défense de la capitale, « des milliers d'ouvriers... donnant de leur personne sans réclamer de rétribution, exécutèrent en quelques heures un immense travail qui, sans leur aide, aurait exigé plusieurs journées ». Cela n'empêcha pas Paltchinsky, à l'exemple de Savin-



kov, d'interdire le journal bolchévik, le seul que les ouvriers estimassent le leur.

L'entreprise géante de Poutilov devient le centre de la résistance dans le rayon de Peterhof. On crée en hâte des *droujiny* de combat. Le travail dans l'usine marche jour et nuit : on s'occupe du montage de nouveaux canons pour former des divisions prolétariennes d'artillerie. L'ouvrier Minitchev raconte : « On travailla, ces jours-là, à raison de 16 heures par jour... On monta environ 100 canons. »

Le *Vikjel* (Comité exécutif panrusse des cheminots), récemment créé, dut immédiatement recevoir le baptême du feu. Les cheminots avaient des motifs particuliers de redouter la victoire de Kornilov qui avait inscrit dans son programme l'état de siège sur les voies ferrées. La base, encore ici, devançait de loin ses dirigeants. Les cheminots démontaient et obstruaient les voies pour arrêter les troupes de Kornilov : l'expérience de la guerre servait à quelque chose. Ils prirent aussi des mesures pour isoler le foyer du complot, Mohilev, en arrêtant la circulation tant dans le sens du Grand Quartier Général que dans l'autre sens. Les employés des postes et télégraphes se mirent à intercepter et à expédier au Comité les télégrammes et les ordres du Grand Quartier Général, ou bien des copies. Les généraux s'étaient accoutumés pendant les années de guerre à croire que les transports et les services de liaison étaient des questions de technique. Ils devaient maintenant constater que c'étaient des questions de politique.

Les syndicats, moins que tous enclins à la neutralité politique, n'attendaient pas des invitations spéciales pour occuper des positions de combat. Le syndicat des ouvriers de la voie ferrée armait ses membres, les expédiait sur la ligne pour la surveillance et la destruction de la voie,

pour la garde des ponts, etc. ; par leur ardeur et leur résolution, les ouvriers poussaient en avant le *Vikjel* plus bureaucratique et modéré. Le syndicat des métallurgistes mit à la disposition du Comité de défense de très nombreux employés et versa une forte somme pour couvrir ses dépenses. Le syndicat des chauffeurs mit à la disposition du Comité ses moyens de transport, ses ressources techniques. Le syndicat des typos, en quelques heures, organisa la parution des journaux pour le lundi, afin de tenir la population au courant des événements et réalisa, en même temps, le plus efficace de tous les contrôles possibles sur la presse. Le général rebelle avait frappé du pied sur le sol — des légions étaient sorties de terre ; seulement c'étaient des légions ennemies.

Autour de Pétrograd, dans les garnisons voisines, dans les grandes gares, dans la flotte, le travail se poursuivait jour et nuit : on vérifiait les contingents que l'on formait, les ouvriers s'armaient, des détachements étaient envoyés pour monter la garde le long de la voie ferrée, la liaison s'établissait aussi bien avec les points environnants qu'avec Smolny. Le Comité de défense n'eut pas tant à exhorter et à lancer des appels qu'à enregistrer et à diriger. Ses plans se trouvaient toujours dépassés. La résistance à la mutinerie du général se transformait en un coup de filet populaire contre les conspirateurs.

A Helsingfors, l'assemblée générale de toutes les organisations soviétiques créa un Comité révolutionnaire qui délégua à la maison du général-gouverneur, à la Kommandantur, au contre-espionnage, et à d'autres très importantes institutions ses commissaires. Dès lors, sans la signature de ces derniers, pas un ordre n'est valable. Les télégraphes et les téléphones sont pris sous contrôle. Les représentants officiels du régiment de

Cosaques garnisonné à Helsingfors, principalement les officiers, tentent de proclamer la neutralité : ce sont des korniloviens camouflés. Le lendemain, au Comité, se présentent des Cosaques du rang, ils déclarent que tout le régiment est contre Kornilov. Des représentants des Cosaques sont pour la première fois introduits dans le Soviet. Dans ce cas comme dans bien d'autres, un aigu conflit de classes rejette les officiers à droite et les hommes du rang à gauche.

Le Soviet de Cronstadt, ayant eu le temps de se remettre des blessures de Juillet, fit savoir par dépêche que « la garnison de Cronstadt était prête, comme un seul homme, à prendre la défense de la Révolution au premier appel du Comité exécutif ». Les hommes de Cronstadt ne savaient pas encore, en ces jours-là, à quel point la défense de la Révolution les protégeait eux-mêmes contre les mesures d'extermination : ils ne pouvaient que le deviner.

En effet, bientôt après les journées de Juillet, au sein du Gouvernement provisoire, il avait été décidé de démanteler la forteresse de Cronstadt, en tant que nid de bolchéviks. Cette mesure, d'après un accord avec Kornilov, était expliquée officiellement par des « motifs stratégiques ». Sentant que les choses tournaient mal, les matelots opposèrent une résistance. « La légende d'une trahison au Grand Quartier Général, — écrivait Kérénsky après avoir lui-même accusé Kornilov de trahison, — s'était tellement enracinée à Cronstadt que toute tentative pour enlever les pièces d'artillerie provoquait là-bas une véritable fureur de la foule. » C'était le Gouvernement qui avait chargé Kornilov de rechercher les moyens de liquider Cronstadt. Le général avait trouvé ce moyen : aussitôt après l'écrasement de la capitale, Krymov devait faire marcher une brigade avec de l'artil-

lerie sur Oranienbaum, et, sous la menace des batteries côtières, exiger de la garnison de Cronstadt le désarmement de la forteresse et la rentrée des équipages sur le continent, où les matelots auraient subi en masse la répression. Mais, au moment même où Krymov entreprenait d'exécuter le projet du Gouvernement, celui-ci se trouva forcé de demander aux hommes de Cronstadt protection contre Krymov.

Le Comité exécutif, par téléphonogramme à Cronstadt et à Vyborg, demanda l'envoi à Pétrograd d'importants effectifs de troupes. Dès le matin du 29, les contingents commencèrent à arriver. C'étaient, principalement, des détachements bolchéviks : pour que l'appel du Comité exécutif eût de l'efficacité, il avait fallu confirmation du Comité central des bolchéviks. Un peu auparavant, vers le milieu de la journée du 28, sur un ordre de Kérénsky qui ressemblait beaucoup à une obséquieuse prière, la garde du Palais d'Hiver avait été prise par les matelots du croiseur *Aurore* dont une partie de l'équipage était pourtant encore incarcérée à la prison de *Kresty* pour avoir participé à la manifestation de Juillet. Pendant leurs heures de liberté, les matelots venaient à la prison visiter les hommes de Cronstadt détenus, ainsi que Trotsky, Raskolnikov et autres. « N'est-il pas temps d'arrêter le Gouvernement ? » demandaient les visiteurs. « Non, pas encore, » — entendent-ils en réponse : « Mettez le fusil à l'épaule de Kérénsky, tirez sur Kornilov. Ensuite, on réglera les comptes avec Kérénsky. » En juin et juillet, ces matelots n'étaient guère disposés à prêter attention aux arguments de la stratégie révolutionnaire. En ces deux mois non tout à fait révolus, ils avaient beaucoup appris. S'ils posent la question de l'arrestation du Gouvernement, c'est plutôt par auto-critique et pour en avoir la conscience nette. Eux-mêmes

saisissent l'inéluctable continuité des événements. Dans la première quinzaine de juillet — battus, condamnés, calomniés, — à la fin d'août — la garde la plus sûre du Palais d'Hiver contre les korniloviens, ils ouvriront à la fin d'Octobre, sur le Palais d'Hiver, le feu des canons de l'*Aurore*.

Mais si les matelots consentent encore à différer jusqu'à un certain point le règlement général des comptes avec le régime de Février, ils ne veulent pas subir un jour de plus l'autorité des officiers korniloviens. Le commandement qui leur avait été imposé par le gouvernement après les journées de Juillet s'était avéré presque partout et en tous lieux partisan des conspirateurs. Le soviet de Cronstadt révoqua immédiatement le commandant désigné par le gouvernement et en nomma un autre de son choix. Les conciliateurs ne criaient déjà plus à la sécession de la république de Cronstadt. Cependant, l'affaire ne se borna point partout à de simples destitutions : en plusieurs endroits, cela fut poussé jusqu'à des représailles sanglantes.

« Cela commença à Vyborg, — dit Soukhanov, — par des sévices sur les généraux et les officiers, exercés par des attroupements de matelots et de soldats devenus féroces et pris de panique. » Non, ces foules n'étaient point devenues féroces et l'on ne saurait guère parler dans le cas présent d'une panique. Le matin du 29, le *Tsentro flot* (Comité central de la flotte) avait expédié au général Oranovsky, commandant à Vyborg, pour communication à la garnison, un télégramme sur la révolte du Grand Quartier Général. Le commandant garda par devers lui le télégramme pendant toute une journée et, quand on lui demanda ce qui se passait, répondit qu'il n'avait reçu aucune information. Quand les matelots perquisitionnèrent, ils trouvèrent chez lui la dépêche. Pris en fla-

grant délit, le général se déclara partisan de Kornilov. Les matelots le fusillèrent, ainsi que deux autres officiers qui avaient déclaré partager ses idées. Aux officiers de la flotte de la Baltique, les matelots réclamaient la signature de déclarations de fidélité à la Révolution, et comme quatre officiers du vaisseau de ligne le *Pétropavlovsk* avaient refusé de donner leur signature, se déclarant korniloviens, ils furent, par décision de l'équipage, fusillés sur place.

Les soldats et les matelots étaient en danger de mort. L'épuration sanglante était prévue non seulement pour Pétrograd et Cronstadt, mais pour toutes les garnisons du pays. D'après la conduite de leurs officiers qui avaient repris courage, d'après leur ton, d'après leurs regards obliques, les soldats et les matelots pouvaient deviner à coup sûr le sort qui les attendait dans le cas de la victoire du Grand Quartier Général. Là où l'atmosphère était particulièrement échauffée, ils se hâtaient de couper la route aux ennemis en opposant à l'épuration prévue par le corps des officiers leur épuration à eux, matelots et soldats. La guerre civile a, comme on le sait, ses lois, et celles-ci n'ont jamais été considérées comme des lois humanitaires.

Tchkhéidzé expédiait immédiatement à Vyborg et à Helsingfors un télégramme condamnant les lynchages, considérés comme « un coup mortel pour la Révolution ». Kérensky, de son côté, télégraphiait à Helsingfors : « J'exige que l'on mette fin immédiatement aux violences abominables. » Si l'on recherche la responsabilité politique de certains lynchages — sans oublier que la Révolution est dans l'ensemble un genre de lynchage — la responsabilité dans le cas donné retombait totalement sur le gouvernement et les conciliateurs qui, au moment du danger, recouraient aux masses révolutionnaires

pour les livrer ensuite au corps des officiers contre-révolutionnaires.

De même que pendant la Conférence de Moscou, quand on s'attendait d'heure en heure à un coup d'État, maintenant encore, ayant rompu avec le Grand Quartier Général, Kérénsky s'adressa aux bolchéviks, les priant « d'exercer leur influence sur les soldats, pour prendre la défense de la Révolution ». Tout en ayant appelé les matelots bolchéviks à la protection du Palais d'Hiver, Kérénsky ne relaxait pas, cependant, ses prisonniers de Juillet. Soukhanov écrit à ce sujet : « La situation au moment où Alexéiev minaudoit avec Kérénsky, tandis que Trotsky restait en prison, était absolument intolérable. » Il n'est pas difficile d'imaginer l'émotion qui régnait dans les prisons surpeuplées. « Nous étions bouillants d'indignation — raconte l'enseigne de vaisseau Raskolnikov — contre le Gouvernement provisoire qui, en des journées si angoissantes... continuait à laisser pourrir à *Kresty* des révolutionnaires comme Trotsky... — Qu'ils sont lâches, ah ! qu'ils sont lâches, disait Trotsky à la promenade, tournant en rond avec nous — ils devraient déclarer immédiatement Kornilov hors la loi pour que n'importe quel soldat dévoué à la Révolution se sente en droit d'en finir avec lui. »

L'entrée des troupes de Kornilov à Pétrograd aurait signifié avant tout l'extermination des bolchéviks arrêtés. Dans un ordre au général Bagration qui devait avec l'avant-garde entrer dans la capitale, Krymov n'avait pas oublié d'indiquer ceci spécialement : « Mettre sous bonne garde les prisons et maisons d'arrêt, mais, en aucun cas, ne relaxer les personnes qui y sont détenues. » C'était tout un programme dont l'inspirateur avait été Milioukov dès les journées d'Avril : « ne relaxer en aucun cas ». Il n'y eut pas, en ces jours-là, à Pétrograd,

un seul meeting où l'on ne formulât l'exigence de la libération des emprisonnés de Juillet. Des délégations, l'une après l'autre, se rendaient au Comité exécutif, lequel, à son tour, envoyait ses leaders en pourparlers au Palais d'Hiver. Bien en vain ! L'entêtement de Kérensky dans cette question est d'autant plus remarquable que, pendant une journée ou deux il avait considéré la situation du Gouvernement comme désespérée et que, par conséquent, il se condamnait au rôle de geôlier principal, gardant les bolchéviks réservés à la potence du général.

Il n'est pas étonnant que les masses dirigées par les bolchéviks, luttant contre Kornilov, n'aient pas fait confiance à Kérensky d'un iota. Il s'agissait pour elles non de protéger le gouvernement mais de défendre la Révolution. D'autant plus résolue et intrépide était leur lutte. La résistance à la mutinerie sortait des rails, des pierres, de l'air même. Les cheminots de la gare de Louga à laquelle était parvenu Krymov, refusaient obstinément à mettre en marche les trains transportant des troupes, et alléguaient le manque de locomotives. Les échelons de Cosaques se trouvèrent aussitôt encerclés par des soldats armés, faisant partie de la garnison de Louga qui comptait vingt mille hommes. Il n'y eut point de collisions ; ce qui se passa fut bien plus dangereux : il y eut contact, intelligences, compréhension mutuelle. Le soviet de Louga avait eu le temps d'imprimer la déclaration du gouvernement destituant Kornilov, et ce document fut largement répandu dès lors parmi les échelons. Les officiers dissuadaient les Cosaques de prêter foi aux agitateurs. Mais la nécessité même de dissuader était d'un sinistre augure.

Sitôt reçu l'ordre de Kornilov : aller de l'avant, Krymov, sous la menace des baïonnettes, exigea que les locomotives fussent prêtes dans une demi-heure. La



menace sembla efficace. Les locomotives, quoique avec de nouvelles anicroches, furent avancées ; mais l'on ne pouvait marcher néanmoins, car la voie avait été démolie et bloquée pour plus d'une journée entière. Cherchant à échapper à la propagande corruptrice, Krymov retira, le soir du 28, ses troupes à quelques verstes de Louga. Mais les agitateurs pénétrèrent immédiatement dans les villages : c'étaient des soldats, des ouvriers, des cheminots, — on ne pouvait leur échapper, ils se répandaient partout. Les Cosaques commencèrent même à se réunir en meetings. Sous l'assaut de la propagande et maudissant son impuissance, Krymov attendait vainement Bagration : les cheminots avaient arrêté les échelons de la division « sauvage », lesquels devaient aussi subir, dans les plus prochaines heures, une attaque morale.

Si veule, si lâche même que fût la démocratie des conciliateurs en soi, les forces de masses sur lesquelles, de nouveau, elle s'appuya à moitié contre Kornilov, ouvraient devant elle des ressources inépuisables d'action. Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks considéraient que leur tâche n'était pas de vaincre les troupes de Kornilov en bataille rangée, mais de les attirer à eux. C'était voir juste. Contre la « conciliation » sur cette ligne, les bolchéviks, eux aussi, n'objectaient rien, bien entendu : au contraire, c'était là leur méthode essentielle ; les bolchéviks demandaient seulement que, derrière les agitateurs et les parlementaires, se tinssent prêts, sous les armes, les ouvriers et les soldats. Pour influencer moralement les effectifs de Kornilov, on trouva du coup un choix illimité de moyens et de voies. C'est ainsi qu'à la rencontre de la division sauvage fut envoyée une délégation musulmane à laquelle on intégra des autorités indigènes qui s'étaient aussitôt manifestées,

en commençant par le petit-fils de l'illustre Chamil qui avait héroïquement défendu le Caucase contre le tsarisme. Les montagnards ne permirent pas à leurs officiers d'arrêter la délégation : c'eût été en contradiction avec les coutumes séculaires de l'hospitalité. Les pourparlers s'ouvrirent et devinrent, du coup, le commencement de la fin. Les commandants envoyés par Kornilov, pour expliquer toute cette campagne, alléguèrent des émeutes d'agents de l'Allemagne qui auraient éclaté à Pétrograd. Or, les délégués qui étaient arrivés directement de la capitale, non seulement niaient le fait d'une émeute, mais, documents en main, prouvaient que Krymov était un rebelle et conduisait ses troupes contre le gouvernement. Que pouvaient répliquer à cela les officiers de Krymov ?

Sur le wagon de l'état-major de la division « sauvage », les soldats plantèrent le drapeau rouge avec cette inscription : « La Terre et la Liberté ». Le commandant de l'état-major ordonna de rouler le drapeau sur la hampe : « simplement pour éviter une confusion avec un signal de la voie ferrée », expliqua monsieur le colonel. L'équipe de l'état-major ne fut pas satisfaite de cette lâche explication et mit le colonel en état d'arrestation. Ne se trompait-on point au Grand Quartier Général quand on disait qu'il serait indifférent aux montagnards du Caucase d'égorger n'importe qui ?

Le lendemain matin, un colonel apporta, de la part de Kornilov, cet ordre à Krymov : concentrer le corps d'armée, marcher rapidement sur Pétrograd et l'occuper « à l'improviste ». Au Grand Quartier Général, évidemment, l'on essayait encore de fermer les yeux sur la réalité. Krymov répondit que les contingents du corps étaient dispersés sur différentes voies ferrées et qu'en certains endroits des effectifs descendaient des trains ;

qu'il n'avait pour l'instant à sa disposition que huit sotnias de Cosaques ; que les voies ferrées avaient été détériorées, bloquées, barricadées, et que l'on ne pouvait avancer que par une marche en campagne ; enfin, qu'il ne pouvait être même question d'une occupation imprévue de Pétrograd maintenant que les ouvriers et les soldats s'étaient rangés sous le fusil dans la capitale et la banlieue. L'affaire se compliquait encore étant donné que la possibilité était définitivement perdue d'effectuer l'opération « d'une façon inopinée » pour les troupes de Krymov lui-même : sentant que les choses allaient tourner mal, les troupes réclamaient des explications. On dut leur révéler le conflit existant entre Kornilov et Kérénsky, c'est-à-dire mettre officiellement à l'ordre du jour la pratique des meetings.

L'ordre à l'armée publié par Krymov à ce moment disait : « Cette nuit, j'ai reçu du Grand Quartier Général et de Pétrograd une information disant que, dans la capitale, des émeutes ont commencé... » Cette imposture devait justifier une campagne dès lors tout à fait ouverte contre le gouvernement. Un ordre de Kornilov lui-même, en date du 29 août, disait : « Le service de contre-espionnage de Hollande nous rapporte que : *a)* ces jours-ci l'on prévoit une attaque simultanée sur tout le front dans le but de déloger et de contraindre à fuir notre armée décomposée ; *b)* un soulèvement est préparé en Finlande ; *c)* on se propose de faire sauter les ponts sur le Dnieper et sur la Volga ; *d)* une insurrection de bolchéviks s'organise à Pétrograd. » C'est ce « rapport » même que Savinkov alléguait encore le 23 : la Hollande n'était mentionnée que pour jeter de la poudre aux yeux, le document, d'après toutes les données, avait été fabriqué à la mission militaire française ou bien avec sa collaboration.

Kérensky télégraphiait le même jour à Krymov : « A Pétrograd, calme complet. On n'attend aucune manifestation. N'avons aucunement besoin de votre corps d'armée. » La manifestation devait être provoquée par les décrets d'état de siège de Kérensky lui-même. Comme le gouvernement avait dû différer sa provocation, Kérensky avait toutes raisons d'estimer qu'« on ne s'attendait à aucune manifestation ».

Ne voyant point d'issue, Krymov fit la tentative absurde de marcher sur Pétrograd avec ses huit sotnias. C'était plutôt un geste par acquit de conscience et, bien entendu, il n'en résulta rien. Ayant rencontré à quelques verstes de Louga des avant-postes, Krymov revint sur ses pas, sans même essayer de livrer bataille. Au sujet de cette « opération » unique, absolument fictive, Krasnov, chef du III<sup>e</sup> corps de cavalerie, écrivait plus tard : « Il fallait frapper sur Pétrograd avec une force de 86 escadrons et sotnias, et l'on frappa avec une seule brigade comptant 8 faibles sotnias, pour moitié manquant de chefs. Au lieu de frapper avec le poing, on tapa avec le petit doigt : ceci fit mal au petit doigt et ceux que l'on frappait ne sentirent rien. » Au fond, il n'y eut même pas un coup du petit doigt. Personne ne s'en ressentit.

Les cheminots, pendant ce temps, faisaient ce qu'ils avaient à faire. De mystérieuse façon, les échelons étaient dirigés sur d'autres voies que celles de leur destination. Les régiments tombaient sur des divisions qui n'étaient pas les leurs, les effectifs d'artillerie étaient coincés dans des impasses, les états-majors perdaient leur liaison avec leurs contingents. Toutes les grandes stations avaient leurs soviets, leurs comités de cheminots et de soldats. Les télégraphistes les tenaient au courant de tous les événements, de tous les déplacements, de toutes les

modifications. Les mêmes télégraphistes interceptaient les ordres de Kornilov. Les informations défavorables pour les korniloviens étaient immédiatement transcrites en nombreux exemplaires, transmises, affichées, communiquées de bouche en bouche. Le mécanicien, l'aiguilleur, le graisseur devenaient des agitateurs. C'est dans cette ambiance qu'avançaient, ou bien, pis encore, restaient sur place les échelons de Kornilov. Le commandement, ayant bientôt senti que la situation était désespérée, ne se hâtait évidemment pas d'avancer et, par son attitude passive, facilitait le travail des contre-conspirateurs du transport. Les éléments de l'armée de Krymov furent ainsi disséminés dans les stations, les bifurcations et les impasses de huit voies ferrées. Quand on étudie d'après la carte quel fut le sort des échelons de Kornilov, on peut garder cette impression que les conspirateurs auraient joué, sur le réseau ferroviaire, à colin-maillard.

« Presque partout, — dit le général Krasnov, notant ses observations de la nuit du 29 au 30 août, — nous avons vu un seul et même tableau. Ici sur la voie, là dans un wagon, ou bien assis sur des selles, près de chevaux moreaux et bai-bruns qui penchaient vers eux la tête, se tenaient accroupis ou debout des dragons et, parmi eux, quelque figure gesticulante, portant la capote du soldat. » Le nom de cette « figure gesticulante » devint bientôt légion. De Pétrograd continuaient à arriver d'innombrables délégations de régiments, envoyées à la rencontre des korniloviens : avant de se battre, tous voulaient s'expliquer. Les troupes révolutionnaires avaient le ferme espoir que l'affaire s'arrangerait sans bataille. Cela se confirma : les Cosaques accédaient volontiers. L'équipe de liaison du corps d'armée, s'étant emparée d'une locomotive, expédia des délégués sur toute la

ligne. On expliqua à chaque échelon la situation qui s'était créée. Il y eut d'incessants meetings au cours desquels montait un cri : on nous a trompés !

« Non seulement les chefs de division, — déclare le même Krasnov, — mais même les chefs de régiment ne savaient pas où se trouvaient leurs escadrons et leurs sotnias... Le manque de nourriture et de fourrage, naturellement, irritait encore plus les hommes. Les hommes... voyaient toute l'incohérence de ce qui se passait autour d'eux et se mirent à arrêter les officiers et les supérieurs. » La délégation du Soviet, ayant organisé son état-major, communiquait : « Constamment, il y a fraternisation... Nous sommes absolument sûrs que l'on peut considérer le conflit comme liquidé. De tous côtés arrivent des délégations... » La direction des contingents était prise par des comités qui se substituaient aux chefs. Très rapidement fut créé un soviet de députés du corps d'armée, et l'on en détacha une délégation d'une quarantaine d'hommes pour l'envoyer au Gouvernement provisoire. Les Cosaques commencèrent à déclarer hautement qu'ils n'attendaient qu'un ordre de Pétrograd pour arrêter Krymov et les autres officiers.

Stankévitch retrace le tableau qu'il trouva sur sa route, étant parti le 30 avec Voïtinsky dans la direction de Pskov. A Pétrograd, l'on croyait que Tsarskoïé-Sélo avait été occupé par les korniloviens, mais l'on n'y avait trouvé personne. « A Gatchina, personne... Sur la route, jusqu'à Louga, personne. A Louga, calme et tranquillité... Nous arrivâmes jusqu'à un village où devait se trouver l'état-major du corps d'armée. Désert... Il se trouva que, de bonne heure dans la matinée, les Cosaques avaient quitté la place, se rendant dans la direction opposée à celle de Pétrograd. » La révolte reflue, se fractionnait, était absorbée par le sol.

Mais, au Palais d'Hiver, on appréhendait encore un peu l'adversaire. Kérénsky fit une tentative pour entrer en pourparlers avec le commandement des rebelles : cette voie lui semblait plus sûre que l'initiative « anarchique » de la base. Il expédia à Krymov des délégués et, « pour le salut de la Russie » le pria de venir à Pétrograd, lui garantissant, sur l'honneur, toute sécurité. Pressé de tous côtés et ayant complètement perdu la tête, le général se hâta, bien entendu, d'accepter l'invitation. Sur les traces de Krymov partit pour Pétrograd une députation de Cosaques.

Les fronts ne soutinrent pas le Grand Quartier Général. Une tentative plus sérieuse fut faite seulement par le front du Sud-Ouest. L'état-major de Dénikine avait entrepris en temps voulu des mesures préliminaires. Les effectifs attachés à la garde de l'état-major sur lesquels on ne pouvait compter avaient été remplacés par des Cosaques. Dans la nuit du 26 au 27, l'imprimerie avait été occupée. L'état-major essayait de jouer le rôle d'un maître de la situation sûr de lui et avait même interdit au Comité du front de se servir du télégraphe. Mais les illusions ne subsistèrent même pas quelques heures. Les délégués de différents contingents se présentèrent au Comité avec des offres de soutien. Survinrent des autos blindées, des mitrailleuses, des canons. Le Comité subordonna immédiatement à son contrôle l'activité de l'état-major auquel l'initiative ne fut laissée que dans le domaine des opérations de guerre. Vers trois heures, le 28, l'autorité sur le front Sud-Ouest fut entièrement concentrée entre les mains du Comité. « Jamais encore, — se lamentait Dénikine, — l'avenir du pays n'avait paru si sombre, notre impuissance si vexante et si accablante. »

Sur les autres fronts, l'affaire tourna d'une façon

encore moins dramatique : il suffisait aux chefs d'armée de regarder autour d'eux pour éprouver l'afflux de sentiments amicaux à l'égard des commissaires du Gouvernement provisoire. Vers le matin du 29, au Palais d'Hiver, l'on avait déjà des télégrammes portant des assurances de fidélité du général Chtcherbatchev, du front roumain, du général Valouïev, du front Ouest, et de Prjewalski, du front du Caucase. Sur le front Nord, où le commandant en chef était un kornilovien déclaré, Klembovsky, Stankévitch avait nommé comme son suppléant un certain Savitsky. « Savitsky, qui n'était guère connu jusqu'alors, nommé par télégramme au moment du conflit, — écrit Stankévitch lui-même, — pouvait en toute assurance s'adresser à n'importe quel attroupement de soldats, — infanterie, Cosaques, ordonnances et même *junkers*, — avec n'importe quel ordre, quand bien même il se serait agi d'arrêter le commandant en chef, — et l'ordre était exécuté sans discussion... » Ce fut sans les moindres complications que Klembovsky fut remplacé par le général Bontch-Brouïévitch qui, par l'intermédiaire de son frère, bolchévik connu, fut un des premiers appelé dans la suite au service du Gouvernement bolchévik.

Les affaires n'allaient guère mieux pour le pilier du parti militaire dans le midi, l'ataman des troupes du Don, Kalédine. A Pétrograd l'on disait que Kalédine mobilisait les contingents cosaques et que des échelons du front venaient le rejoindre sur le Don. Or « l'ataman, — d'après un de ses biographes, — parcourait les bourgs cosaques à bonne distance du chemin de fer... s'entretenant paisiblement avec les habitants ». Kalédine, effectivement, manœuvrait avec plus de circonspection qu'on ne croyait dans les cercles révolutionnaires. Il avait choisi le moment du soulèvement déclaré, dont l'heure lui était connue d'avance, pour parcourir « pacifiquement » les vil-



lages cosaques, afin de se trouver, durant les journées critiques, à l'écart du télégraphe et de tout autre contrôle et de tâter en même temps l'opinion de la population cosaque. Le 27, il avait télégraphié en cours de route à son suppléant Bogaïevsky : « Il faut soutenir Kornilov par tous moyens. » Cependant, ses rapports directs avec la population cosaque prouvèrent justement que les ressources et les forces n'existaient, en somme, point : les Cosaques cultivateurs de blé ne songeaient nullement à se lever pour la défense de Kornilov. Lorsque l'échec du soulèvement devint évident, ce que l'on appelait « le gouvernement militaire » du Don décida de différer l'expression de son opinion « jusqu'à élucidation du réel rapport de forces ». Grâce à cette manœuvre, les sommets de la cosaquerie du Don réussirent à se jeter à l'écart en temps opportun.

A Pétrograd, à Moscou, sur le Don, sur le front, sur les voies que suivaient les échelons, partout et en tous lieux Kornilov avait des sympathisants, des partisans, des amis. Leur nombre semblait énorme si l'on en juge par les télégrammes, les adresses de félicitations et les articles de journaux. Mais, chose étrange : maintenant que l'heure était venue pour eux de se montrer, ils avaient disparu. En bien des cas, la cause n'en résidait nullement dans des lâchetés individuelles. Parmi les officiers korniloviens, il y avait un bon nombre de braves. Mais leur bravoure ne trouvait pas de point d'appui. A partir du moment où les masses commencèrent à s'agiter, les individus isolés n'eurent plus accès aux événements. Non seulement les pesants industriels, banquiers, professeurs, ingénieurs, mais aussi les étudiants, même les officiers trempés se trouvèrent écartés, effacés, rejetés. Ils observaient les événements qui se déroulaient devant eux comme du haut d'un balcon. Avec le général Déni-

kine il ne leur restait rien d'autre qu'à maudire leur impuissance vexante et accablante.

Le 30 août, le Comité exécutif expédia à tous les soviets une joyeuse nouvelle : « dans les troupes de Kornilov, c'est une complète décomposition ». Pendant un temps l'on oublia que Kornilov avait choisi pour son entreprise les contingents les plus patriotes, les plus aptes au combat, les mieux préservés de l'influence des bolchéviks. Le processus de la décomposition consistait en ceci que les soldats cessaient définitivement de faire confiance aux officiers, découvrant en eux des ennemis. La lutte pour la Révolution contre Kornilov marquait un approfondissement de la décomposition de l'armée, c'est-à-dire, précisément, ce que l'on reprochait aux bolchéviks.

Messieurs les généraux eurent enfin la possibilité de vérifier la force de résistance de la Révolution qui leur semblait si friable, si débile, si accidentellement victorieuse de l'ancien régime. Depuis les journées de Février, on répétait à tout propos la formule fanfaronne de la soldatesque : donnez-moi un régiment solide et je leur montrerai de quoi il retourne. L'expérience du général Khabalov et du général Ivanov, à la fin de Février, n'avait rien appris aux grands capitaines de la race de ceux qui montrent le poing après la bataille. C'était fréquemment d'après leurs voix que les stratèges civils réglaient aussi leur chant. L'octobriste Chidlovsky affirmait que si, en Février, s'étaient montrés dans la capitale « des contingents non particulièrement considérables, solidement unis par la discipline et l'esprit militaire, la Révolution de Février eût été écrasée en quelques jours ». Le fameux Boublikov, agitateur parmi les cheminots, écrivait : « Il eût suffi d'une seule division disciplinée venue du front pour que l'insurrection fût radicalement

écrasée. » Plusieurs officiers qui participèrent aux événements affirmaient à Dénikine qu'« un seul bataillon solide ayant à sa tête un chef qui comprendrait ce qu'il voulait, pouvait mettre sens dessus dessous toute la situation ». Du temps où Goutchkov était ministre de la Guerre, le général Krymov vint du front le trouver et lui offrit « de nettoyer Pétrograd avec une seule division — bien entendu non point sans effusion de sang ». L'affaire n'eut pas lieu uniquement parce que « Goutchkov ne consentit pas ». Enfin, Savinkov, préparant pour le futur Directoire son propre « 27 Août », affirmait que deux régiments suffiraient parfaitement pour réduire les bolchéviks en cendres et en poussière. Maintenant, le destin donnait à tous ces messieurs, en la personne d'un général « gai et allègre », l'entière possibilité de vérifier à quel point leurs calculs héroïques étaient fondés. Sans coup férir, tête basse, mortifié et piteux, Krymov arriva au Palais d'Hiver. Kérénsky ne laissa pas échapper l'occasion de jouer avec lui une scène pathétique dans laquelle les effets à bon marché étaient garantis d'avance. Revenu de chez le premier ministre au ministère de la Guerre, Krymov se logea une balle dans la tête. C'est ainsi que tourna la tentative faite pour réprimer la Révolution « non point sans effusion de sang ».

Au Palais d'Hiver, on eut un soupir de soulagement, en songeant qu'une affaire si lourde de complications se terminait à souhait, et l'on se hâta d'en revenir à l'ordre du jour, c'est-à-dire à la reprise des affaires interrompues. Comme généralissime, Kérénsky se nomma lui-même : pour garder son alliance politique avec le corps des vieux généraux, il lui était excessivement difficile de trouver un personnage plus congru. Comme chef d'état-major du Grand Quartier Général, il choisit Alexéiev qui avait failli, deux jours auparavant, devenir premier

ministre. Après des tergiversations et des consultations, le général, non sans une grimace de dédain, accepta la nomination dans le but, expliqua-t-il aux siens, de liquider pacifiquement le conflit. L'ancien chef d'état-major du généralissime Nicolas Romanov se retrouvait dans les mêmes fonctions sous Kérénsky. Il y avait de quoi s'étonner ! « Seul, Alexéiev, grâce à ses accointances avec le Grand Quartier Général, et à son énorme influence dans les sphères supérieures des militaires, — c'est ainsi que plus tard Kérénsky essaya d'expliquer l'extravagante nomination, — pouvait s'acquitter avec succès de la transmission sans douleur du commandement des mains de Kornilov en de nouvelles mains. » Juste au contraire ! La désignation d'Alexéiev, c'est-à-dire d'un affidé, pouvait seulement inspirer aux conspirateurs l'idée de prolonger la résistance s'il leur en restait la moindre possibilité. En réalité, Alexéiev se trouva mis en avant par Kérénsky, après la liquidation du soulèvement, pour la raison même qui avait fait appeler Savinkov au début de la rébellion : il fallait à tout prix garder les ponts du côté de droite. Le nouveau généralissime estimait maintenant particulièrement indispensable de refaire amitié avec les généraux : après la forte secousse, il devrait en effet rétablir solidement l'ordre et, par conséquent, aurait besoin d'un pouvoir doublement ferme.

Au Grand Quartier Général, il ne restait déjà rien de l'optimisme qui y avait régné deux jours auparavant. Les conspirateurs cherchaient des voies de retraite. Un télégramme expédié à Kérénsky disait que Kornilov « considérant la situation stratégique », était disposé à se démettre en paix du commandement s'il était déclaré que « l'on créait un gouvernement fort ». Après ce gros ultimatum de celui qui capitulait, en venait un autre plus petit : lui, Kornilov, estimait « en somme inadmis-

sibles les arrestations de généraux et d'autres personnes avant tout indispensables à l'armée ». Kérénsky, tout heureux, fit aussitôt un pas vers son adversaire en annonçant par radio que les ordres du général Kornilov concernant les opérations de guerre étaient obligatoires pour tous. Kornilov lui-même écrivait à ce sujet à Krymov le même jour : « Voici un épisode unique dans l'histoire mondiale : un généralissime accusé de forfaiture et de trahison envers la patrie, et traduit pour cela devant un tribunal, a reçu l'ordre de continuer à commander les armées... » La nouvelle manifestation de la nature de chiffre de Kérénsky rendit immédiatement courage aux conspirateurs qui craignaient encore de faire un mauvais marché. Malgré le télégramme envoyé quelques heures auparavant, déclarant inadmissible une lutte intérieure « en ce moment épouvantable », Kornilov, à demi rétabli dans ses droits, expédia deux hommes à Kalédine pour le prier « de faire pression » et, en même temps, fit cette proposition à Krymov : « Si la situation le permet, agissez indépendamment dans l'esprit de l'instruction que je vous ai donnée. » L'esprit de l'instruction était ceci : renverser le gouvernement et pendre tous les membres du Soviet.

Le général Alexéiev, nouveau chef d'état-major, partit occuper le Grand Quartier Général. Au Palais d'Hiver, on considérait encore cette opération comme sérieuse. En réalité, Kornilov avait directement à sa disposition : un bataillon de chevaliers de Saint-Georges, un régiment d'infanterie « kornilovien » et un régiment de cavalerie du Tek. Le bataillon des chevaliers de Saint-Georges, dès le début, s'était rangé du côté du gouvernement. Le régiment « kornilovien » et celui du Tek étaient considérés comme fidèles ; mais une partie d'entre eux avait aussi fait défection. Le Grand Quartier Général

n'avait pas du tout d'artillerie à sa disposition. En de telles conditions l'on ne pouvait parler de résistance. Alexéiev débuta dans sa mission en faisant à Kornilov et à Loukomsky des visites cérémonieuses au cours desquelles, doit-on penser, de côté et d'autre, l'on usa unanimement du vocabulaire de la soldatesque à l'adresse de Kérensky, nouveau généralissime. Pour Kornilov comme pour Alexéiev il était clair que l'on devrait, en tout cas, remettre à une autre échéance le salut du pays.

Mais tandis qu'au Grand Quartier Général l'on arrangeait si heureusement la paix sans vainqueurs ni vaincus; l'atmosphère à Péetrograd s'échauffait extrêmement et l'on attendait impatiemment au Palais d'Hiver des nouvelles rassurantes de Mohilev pour les transmettre au peuple. Alexéiev était tarabusté de questions incessantes. Le colonel Baranovsky, homme de confiance de Kérensky, se plaignait par fil direct : « Les soviets sont en effervescence, on ne peut décharger l'atmosphère qu'en manifestant de l'autorité et en arrêtant Kornilov et autres... » Cela ne répondit nullement aux intentions d'Alexéiev. « Je vois avec un profond regret, — réplique le général, — que mes appréhensions de nous voir définitivement tombés pour l'instant dans les griffes tenaces des soviets correspondent à un fait incontestable. » Sous le pronom familièrement employé de « nous », est sous-entendu le groupe de Kérensky dans lequel Alexéiev, pour atténuer sa pointe, se comprend conventionnellement aussi. Le colonel Baranovsky lui répond du même ton : « Dieu aidant, nous échapperons aux griffes tenaces du Soviet dans lesquelles nous sommes pris. » A peine les masses avaient-elles sauvé Kérensky des griffes de Kornilov, le leader de la démocratie se hâte déjà de se mettre en accord avec Alexéiev contre les masses : « Nous échapperons aux griffes tenaces du Soviet. » Alexéiev dut néan-

moins se soumettre à la nécessité et procéder à l'arrestation rituelle des principaux conspirateurs. Kornilov, sans opposer de résistance, fut mis aux arrêts de rigueur à domicile quatre jours après avoir déclaré au peuple : « Je préfère la mort plutôt que d'être destitué de mes fonctions de généralissime. » La Commission extraordinaire d'enquête qui arriva à Mohilev arrêta de son côté le ministre-adjoint des Voies de Communication, plusieurs officiers de l'état-major général, le malencontreux diplomate Aladyine, ainsi que tous les membres présents du Comité principal de l'Union des officiers.

Dans les premières heures qui suivirent la victoire, les conciliateurs gesticulaient vivement. Avksentiev lui-même lançait des foudres. Pendant trois jours, les rebelles avaient laissé les fronts démunis d'instructions ! « Mort aux traîtres ! » criaient les membres du Comité exécutif. Avksentiev faisait écho à ces voix : oui, la peine de mort avait été rétablie sur la demande de Kornilov et de ses affidés, « elle serait d'autant plus résolument appliquée à ces derniers ». Tempête prolongée d'applaudissements.

Le Concile ecclésiastique de Moscou, qui s'était incliné une quinzaine auparavant devant Kornilov, en tant que restaurateur de la peine de mort, suppliait maintenant par télégramme le gouvernement, « au nom de dieu et de l'amour du Christ pour le prochain », de sauvegarder la vie du général en déveine. D'autres leviers furent mis en branle. Mais le gouvernement ne songeait aucunement à une répression sanglante. Lorsque la délégation de la division sauvage se présenta à Kérénsky au Palais d'Hiver, comme un des soldats, en réponse aux phrases vagues du nouveau généralissime, disait que « les commandants traîtres devaient être impitoyablement frappés, » Kérénsky l'interrompit par ces mots :

« Votre affaire est maintenant d'obéir à vos chefs, et, quant à nous, nous ferons tout le nécessaire. » Positivement, cet homme estimait que les masses devaient monter sur la scène quand il frapperait du pied gauche et disparaître quand il frapperait du pied droit !

« Nous ferons nous-mêmes tout le nécessaire ». Mais tout ce qu'ils firent semblait aux masses inutile, sinon suspect et périlleux. Les masses ne se trompaient point : au sommet, l'on se préoccupait plutôt de rétablir la situation d'où était sortie la campagne de Kornilov. « Dès les premiers interrogatoires auxquels procédèrent les membres de la commission d'enquête, — raconte Loukomsky, — il s'avéra que tous nous traitaient avec la plus extrême bienveillance. » C'étaient, en somme, des complices et des camoufleurs. Le procureur militaire, Chablovsky, donnait aux accusés une consultation pour leur apprendre à tromper la justice. Les organisations du front envoyaient des protestations. « Les généraux et leurs complices sont traités autrement qu'en criminels devant l'État et le peuple... Les rebelles ont une entière liberté de communications avec le monde extérieur ». Loukomsky confirme : « L'état-major du généralissime nous informait de toutes les questions qui nous intéressaient. » Les soldats indignés tentèrent plus d'une fois de traduire les généraux devant leur propre justice, et les détenus n'échappèrent aux représailles que grâce à une division polonaise contre-révolutionnaire installée à Bykhov, lieu où ils étaient incarcérés.

Le 12 septembre, le général Alexéiev écrivit à Milioukov, du Grand Quartier Général, une lettre traduisant l'indignation légitime des conspirateurs devant la conduite de la grosse bourgeoisie qui, d'abord, les avait poussés en avant, et, après la défaite, les avait abandonnés à leur propre sort. « Vous savez jusqu'à un certain point, —



écrivait, non sans causticité, le général, — que certains cercles de notre société non seulement étaient au courant de tout, non seulement sympathisaient idéologiquement, mais aidaient comme ils pouvaient Kornilov... » Au nom de l'Union des officiers, Alexéiev exigeait de Vychnégradsky, Poutilov et d'autres capitalistes considérables qui avaient tourné le dos aux vaincus, une souscription immédiate de 300.000 roubles au profit « des familles affamées de ceux avec lesquels ils étaient liés par une communauté d'idées et de préparation ! » La lettre s'achevait par une véritable menace : « Si la presse honnête n'entreprend pas immédiatement d'expliquer énergiquement l'affaire... le général Kornilov sera contraint de dévoiler largement devant le tribunal toute la préparation, tous les pourparlers avec des personnalités et des cercles, leur participation », etc. Au sujet des résultats pratiques de ce lamentable ultimatum, Dénikine communique : « C'est seulement à la fin d'octobre que Kornilov reçut de Moscou environ 40.000 roubles. » Milioukov, pendant ce temps, s'était en somme absenté de l'arène politique : d'après la version officielle des cadets, il était parti « se reposer en Crimée ». Après tant de tracas, le leader libéral avait effectivement besoin de repos.

La comédie de l'enquête traîna jusqu'à l'insurrection bolchévique, après quoi Kornilov et ses complices furent non seulement mis en liberté mais munis par le Grand Quartier Général de Kérensky de tous les documents indispensables. Ce furent les généraux fugitifs qui déclenchèrent la guerre civile. En raison des visées sacrées qui liaient Kornilov avec le libéral Milioukov et le Cent-Noir Rimsky-Korsakov, des centaines de milliers d'hommes tombèrent, le Midi et l'Est de la Russie furent pillés et dévastés, l'économie du pays fut définitivement ébran-

lée, la Révolution fut contrainte à la terreur rouge. Kornilov, ayant échappé sans encombre à la justice de Kérensky, tomba bientôt sur le front de la guerre civile, frappé par un obus bolchévik. Le sort de Kalédine ne fut guère différent. Le « gouvernement militaire » du Don exigea non seulement que l'ordre d'arrêter Kalédine fut rapporté, mais que celui-ci fût rétabli dans ses fonctions d'ataman. Kérensky, là encore, ne perdit pas une occasion de reculade. Skobélev arriva à Novotcherkassk, apportant des excuses au « cercle militaire cosaque ». Le ministre démocrate fut l'objet de sarcasmes raffinés et là, Kalédine lui-même fut le premier à railler. Le triomphe du général cosaque ne fut pourtant point durable. Coincé de tous côtés par la Révolution bolchévique chez lui, sur le Don, Kalédine se suicida quelques mois plus tard. Le drapeau de Kornilov passa ensuite aux mains du général Dénikine et de l'amiral Koltchak, dont les noms se rattachent à la principale période de la guerre civile. Mais tout cela concerne déjà 1918 et les années suivantes.

## LES MASSES EXPOSÉES AUX COUPS

**L**ES causes immédiates des événements d'une révolution sont les modifications dans la conscience des classes en lutte. Les rapports matériels d'une société déterminent seulement le courant suivi par ces processus. Par leur nature, les modifications de la conscience collective ont un caractère à demi occulte ; à peine parvenus à une tension déterminée, les nouveaux états d'esprit et les idées percent au dehors sous la forme d'actions de masses qui établissent un nouvel équilibre social, d'ailleurs très instable. La marche de la Révolution à chaque nouvelle étape, met à nu le problème du pouvoir pour le recouvrir encore, immédiatement après, d'un masque — en attendant de le dépouiller de nouveau. Tel est aussi le mécanisme d'une contre-révolution avec cette différence que le film se déroule ici à rebours.

Ce qui se passe aux cimes gouvernementales et soviétiques n'est nullement indifférent pour la marche des événements. Mais on ne peut comprendre le sens réel de la politique d'un parti et déchiffrer les manœuvres des leaders qu'à condition de découvrir les profonds processus moléculaires dans la conscience des masses. En Juillet, les ouvriers et les soldats avaient essuyé une défaite, mais, en Octobre, par un assaut irrésistible, ils s'emparèrent du pouvoir. Que s'était-il passé dans leurs esprits pendant ces quatre mois ? Comment avaient-ils

réagi sous les coups qui pleuvaient d'en haut ? Avec quelles idées, quels sentiments, avaient-ils considéré la tentative faite par la bourgeoisie pour s'emparer du pouvoir ? Le lecteur devra revenir en arrière, vers la défaite de Juillet. Fréquemment, l'on est obligé de reculer pour mieux sauter. Or, devant nous s'annonce le saut d'Octobre.

Dans l'historiographie soviétique officielle, une opinion s'est établie, et est devenue une sorte de lieu commun, d'après laquelle l'assaut livré au Parti en Juillet — répressions combinées avec la calomnie — aurait passé sans laisser presque aucune trace sur les organisations ouvrières. C'est absolument inexact. A vrai dire, la défaillance dans les rangs du Parti et le reflux à son égard des ouvriers et des soldats durèrent peu de temps, quelques semaines. Le renouveau survint si vite et, surtout, si tempétueux qu'il effaça à moitié le souvenir même des journées d'accablement et de prostration : les victoires projettent en général une autre lumière sur les défaites qui les ont préparées. Mais, à mesure que l'on publie les procès-verbaux des organisations locales du Parti, l'on voit apparaître avec une netteté de plus en plus grande l'abaissement de la Révolution en Juillet, qui se ressentait, en ces jours-là, d'autant plus douloureusement que la montée précédente avait eu un caractère plus incessant.

Toute défaite, procédant d'un rapport de forces déterminé, modifie à son tour ce rapport au désavantage de la partie vaincue, car le vainqueur prend de l'assurance, tandis que le vaincu perd confiance en lui-même. Or, telle ou telle appréciation de la force que l'on a constituée un élément extrêmement important du rapport objectif des forces. Une défaite directe fut essuyée par les ouvriers et les soldats de Pétrograd qui, dans leur élan en

avant, s'étaient heurtés, d'un côté, au manque de clarté et aux contradictions de leurs propres desseins, d'autre part, à l'état arriéré de la province et du front. C'est pourquoi, dans la capitale, les conséquences de la défaite se manifestèrent avant tout, et avec la plus grande violence. Cependant, absolument inexacts sont les affirmations si fréquentes dans la même littérature officielle, d'après lesquelles la défaite de Juillet aurait passé presque inaperçue pour la province. C'est théoriquement invraisemblable et c'est démenti par le témoignage des faits et des documents. Lorsque de grandes questions se posaient, tout le pays, spontanément, tournait chaque fois la tête vers Pétrograd. La défaite des ouvriers et des soldats de la capitale devait justement produire une énorme impression sur les couches les plus avancées de la province. L'épouvante, la désillusion, l'apathie se produisaient en diverses parties du pays sous des aspects différents, mais s'observaient partout.

L'affaissement de la Révolution se traduisit avant tout dans un extrême affaiblissement de la résistance des masses aux adversaires. Tandis que les troupes introduites à Pétrograd procédaient officiellement à des actes punitifs, en désarmant les soldats et les ouvriers, des bandes à demi volontaires, sous leur couverture, commettaient impunément des attentats sur les organisations ouvrières. Après la destruction de la rédaction de la *Pravda* et de l'imprimerie des bolchéviks, on saccage les locaux du syndicat des métallurgistes. Par la suite, les coups sont dirigés sur les soviets de rayon. Les conciliateurs ne sont pas épargnés : le 10, une attaque eut lieu contre un des sièges du parti à la tête duquel se trouvait le ministre de l'Intérieur Tséretelli. Dan eut besoin d'une bonne dose d'abnégation pour écrire au sujet des troupes survenues : « Au lieu de voir périr la

Révolution, nous sommes maintenant témoins de son nouveau triomphe. » Ce triomphe allait si loin que, d'après le menchévik Prouchitsky, les passants dans les rues, s'ils avaient l'air d'ouvriers et étaient soupçonnés de bolchévisme, se trouvaient en danger de subir de cruels sévices. Quel irrécusable symptôme d'un brusque changement de toute la situation !

Lazis, membre du comité bolchévik de Pétrograd, par la suite agent connu de la *Tchéka*, notait dans son journal : « 9 juillet. Dans la ville, on a saccagé toutes nos imprimeries. Personne n'ose imprimer nos journaux et nos tracts. Nous recourons au montage d'une typographie clandestine. Le rayon de Vyborg est devenu un refuge pour tous. Ici se sont transportés le Comité de Pétrograd et les membres du Comité central qui sont poursuivis. Dans le local de garde de l'usine Renault le Comité est en conférence avec Lénine. On a posé la question d'une grève générale. Chez nous, au Comité, les voix se sont partagées. J'ai voté pour l'appel à la grève. Lénine, après avoir expliqué la situation, a proposé de renoncer à cette solution... 12 juillet. La contre-révolution est victorieuse. Les soviets impuissants. Les *junkers* déchaînés tombent déjà même sur les menchéviks. Certains éléments du Parti sont hésitants. L'afflux des membres s'est interrompu... Mais, dans nos rangs, il n'y a pas encore de fuites. » Après les journées de Juillet, « l'influence des socialistes-révolutionnaires sur les usines de Pétrograd fut forte », écrit l'ouvrier Sisko. L'isolation des bolchéviks relevait automatiquement le poids spécifique et le sentiment intime des conciliateurs. Le 16 juillet, un délégué de Vassili-Ostrov rapporte à la Conférence bolchévique de la ville que l'état d'esprit dans le rayon est « dans l'ensemble » plein d'entrain, à l'exception de quelques usines. « A l'usine Bal-

tique, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks nous écrasent. » En cet endroit, l'affaire fut poussée très loin : le comité d'usine décida que les bolchéviks suivraient les obsèques des Cosaques tués, et l'ordre fut exécuté... Les défections officielles de membres du Parti sont, à vrai dire, insignifiantes : dans tout le rayon, sur 4.000 membres, il n'y en eut pas plus de 100 à se retirer ouvertement. Mais un bien plus grand nombre, dans les premiers jours, se mit à l'écart sans dire mot. « Les journées de Juillet, — disait par la suite l'ouvrier Minitchev dans ses souvenirs, — nous montrèrent qu'il y avait aussi dans nos rangs des individus qui, craignant pour leur peau, « avalaient » leurs cartes du Parti et reniaient celui-ci. Mais ils ne furent pas nombreux... », ajoute-t-il d'un ton rassurant. « Les événements de Juillet, — écrit Chliapnikov —, et toute la campagne de violences et de calomnies qui s'y rattache contre nos organisations interrompirent cette montée de notre influence qui, au début de juillet, avait atteint une vigueur formidable... Notre Parti lui-même était dans une demi-légalité et menait une lutte défensive, s'appuyant principalement sur les syndicats et les comités de fabriques ou d'usines. »

L'accusation lancée contre les bolchéviks d'être au service de l'Allemagne ne pouvait point ne pas produire une impression même sur les ouvriers de Pétrograd, du moins sur une partie considérable d'entre eux. Celui qui hésitait se retira. Celui qui était prêt à adhérer fut pris d'hésitation. Même parmi ceux qui avaient déjà adhéré, un bon nombre reculèrent. A la manifestation de Juillet, outre les bolchéviks, participèrent largement des ouvriers appartenant aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks. Sous le coup reçu, ils furent les premiers à sauter en arrière sous le couvert des drapeaux

de leurs partis : il leur semblait maintenant qu'ayant enfreint la discipline, ils avaient véritablement commis une faute. Une large couche d'ouvriers sans-parti, suiveurs du Parti, s'éloigna également de lui sous l'influence de la calomnie officiellement répandue et juridiquement présentée.

Dans cette atmosphère politique modifiée, les coups de la répression étaient d'un effet beaucoup plus fort. Olga Ravitch, une des anciennes et actives militantes du Parti, membre du Comité de Pétrograd, disait plus tard dans son rapport : « Les journées de Juillet causèrent dans l'organisation un tel désarroi que, durant les trois premières semaines, il ne pouvait même être question d'une activité quelconque. » Ravitch a ici en vue principalement l'activité ouverte du Parti. Pendant longtemps, il fut impossible de ménager la parution du journal du Parti : on ne trouvait point d'imprimerie qui consentît à servir les bolchéviks. Et la résistance ne venait pas toujours des propriétaires : il y eut une imprimerie où les ouvriers menacèrent d'arrêter le travail dans le cas où l'on imprimerait un journal bolchévik, et le patron résilia l'affaire déjà conclue. Pendant un certain temps, Pétrograd fut pourvu par le journal de Cronstadt.

Le flanc d'extrême-gauche sur l'arène ouverte se trouvait être, en ces semaines, le groupe des menchéviks-internationalistes. Les ouvriers allaient volontiers entendre les conférences de Martov chez qui l'instinct du militant s'était réveillé dans la période de recul, quand on était contraint non de frayer à la Révolution de nouvelles voies, mais de lutter pour conserver les restes de ses conquêtes. Le courage de Martov était celui du pessimisme. « Sur la Révolution, — disait-il en séance du Comité exécutif, — l'on a, apparemment, mis le point



final... Si l'on est arrivé à ceci que... la voix de la paysannerie et des ouvriers n'a point de place dans la Révolution russe, nous descendrons de la scène honnêtement, nous relèverons ce défi non point par un renoncement silencieux, mais par une franche bataille. » Martov proposait de descendre de la scène en combattant franchement à des camarades de son parti qui, comme Dan et Tsérételli, appréciaient la victoire remportée par les généraux et les Cosaques sur les ouvriers et les soldats comme une victoire de la Révolution sur l'anarchie. Sur le fond de la campagne effrénée menée contre les bolchéviks et de l'attitude vilement rampante des conciliateurs devant les Cosaques galonnés, la conduite de Martov le rehaussait beaucoup, en ces pénibles semaines, aux yeux des ouvriers.

Plus particulièrement accablante fut la crise de Juillet pour la garnison de Pétrograd. Les soldats, au sens politique, étaient de loin en retard sur les ouvriers. La section des soldats, au Soviet, demeurait l'appui des conciliateurs alors que, déjà, la section ouvrière suivait les bolchéviks. A cela ne contredisait nullement le fait que les soldats se montraient particulièrement disposés à brandir leurs armes. Dans la manifestation, ils jouèrent un rôle plus agressif que les ouvriers, mais, sous les coups, refluèrent bien loin en arrière. Le flot d'hostilité contre les bolchéviks jaillit très haut dans la garnison de Pétrograd. « Après la défaite, — raconte l'ancien soldat Mitrévitch, — je ne me montre pas dans ma compagnie, autrement on pourrait s'y faire tuer, tant que la bourrasque n'est pas passée. » C'est justement dans les régiments les plus révolutionnaires, qui avaient marché aux premiers rangs pendant les journées de Juillet et qui avaient par conséquent essuyé les coups les plus durs, que l'influence du Parti tomba à tel point qu'il fut impossible d'y

reconstituer l'organisation même trois mois plus tard : sous la trop violente secousse, ces effectifs furent comme moralement réduits en miettes. L'Organisation militaire dut fortement se replier sur elle-même. « Après la défaite de Juillet, — écrit l'ancien soldat Minitchev, — on considérait l'Organisation pas très amicalement, non seulement chez les camarades du sommet de notre Parti, mais même dans certains comités de rayon. »

A Cronstadt, le Parti perdait deux cent cinquante membres. L'état d'esprit de la garnison dans la forteresse bolchévique s'était considérablement affaîssi. La réaction avait déferlé même jusqu'à Helsingfors. Avksentiev, Bounakov, l'avocat Sokolov étaient arrivés pour amener les vaisseaux bolchéviks à résipiscence. Ils réussirent à quelque chose. En arrêtant des bolchéviks dirigeants, en utilisant la calomnie officielle, en menaçant, on réussit à obtenir des déclarations de loyalisme même du cuirassé bolchévik *Pétropavlovsk*. En tous cas, sur l'exigence formulée de livrer « les instigateurs », tous les vaisseaux opposèrent un refus.

Il n'en allait guère autrement à Moscou. « La campagne haineuse de la presse bourgeoise, — dit Piatnitsky, — produisit une panique même parmi certains membres du Comité de Moscou. » L'Organisation, après les journées de Juillet, fut affaîblie en nombre. « Jamais on n'oubliera, — écrit l'ouvrier moscovite Ratékhine — un moment terriblement pénible. Le plenum s'assemble, (celui du soviet de rayon de Zamoskvorétchié)... Nos camarades bolchéviks, comme je vois, ne sont pas trop nombreux... Tout droit vient sur moi Stéklov, un des camarades énergiques, et, proférant à peine les mots, me demande s'il est vrai que Lénine a été amené avec Zinoviev dans un wagon plombé ; s'il est vrai qu'ils touchent de l'argent allemand ?... Mon cœur se serrait

douloureusement à entendre de pareilles questions. Un autre camarade s'approche, Konstantinov : Où est Lénine ? Il s'est envolé, dit-on... Qu'est-ce qui va se passer maintenant ? Et ainsi de suite. « Cette scène prise sur le vif nous introduit sans erreur dans les états d'âme par lesquels passèrent alors les ouvriers avancés. « La parution des documents publiés par Alexinsky, — écrit Davydovsky, artilleur à Moscou, — provoqua un terrible bouleversement dans la brigade. Notre batterie, la plus bolchévique, fut elle-même ébranlée sous le coup de ce mensonge infâme... Il semblait que nous eussions perdu toute confiance. »

« Après les journées de Juillet, — écrit V. Iakovléva, qui était alors membre du Comité central et dirigeait le travail dans la vaste province de Moscou, — tous les rapports des localités étaient unanimes à signaler non seulement une brusque démoralisation dans les masses, mais même une hostilité certaine à l'égard de notre Parti. En des cas assez nombreux, l'on assomma nos orateurs. Le nombre des membres diminua fortement et certaines des organisations cessèrent même tout à fait d'exister, surtout dans le Midi. » Vers le milieu d'août, aucune modification sensible ne s'était encore produite. Le travail se fait dans les masses pour la conservation de l'influence, on n'observe point d'accroissement des organisations. Dans les gouvernements de Riazan et de Tambov, il ne se crée point de nouvelles liaisons, il ne surgit point de cellules bolchéviques ; dans l'ensemble, ce sont les patrimoines des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks.

Évréinov, qui militait dans la prolétarienne Kinechma, se rappelle combien pénible devint la situation après les événements de Juillet, quand, dans la grande conférence de toutes les organisations publiques, fut

posée la question d'exclure les bolchéviks du Soviet. Les défections dans le Parti prenaient des proportions si considérables parfois que c'est seulement après une nouvelle revision des listes de membres que l'organisation commença à vivre d'une vie normale. A Toula, grâce à une sérieuse sélection préliminaire des ouvriers, l'organisation ne subit pas l'épreuve des lâchages, mais sa soudure avec les masses faiblit. A Nijni-Novgorod, après la campagne de répression conduite sous la direction du colonel Verkhovsky et du menchévik Khintchouk, une dépression marquée survint : aux élections à la douma municipale, le Parti ne réussit à faire passer que quatre députés. A Kalouga, la fraction bolchévique tenait compte de la possibilité pour elle d'être éliminée du Soviet. En certains points de la région moscovite, les bolchéviks se trouvaient forcés de sortir non seulement des soviets, mais même des syndicats.

A Saratov, où les bolchéviks gardaient des rapports très pacifiques avec les conciliateurs et se disposaient encore, à la fin de juin, à présenter aux élections pour la douma municipale, une liste commune avec eux, les soldats, après l'orage de Juillet, furent à tel point montés contre les bolchéviks qu'ils envahissaient les assemblées électorales, arrachaient aux bolchéviks leurs bulletins et malmenaient les agitateurs. « Il nous devint difficile, — écrit Lébédév, — de nous montrer dans les assemblées électorales. Fréquemment l'on nous criait : espions de l'Allemagne, provocateurs !... » Dans les rangs des bolchéviks de Saratov, il se trouva un bon nombre de pusillanimes : « Beaucoup d'entre eux déclaraient qu'ils quittaient le Parti, d'autres se cachèrent. »

A Kiev, qui jouissait depuis longtemps de la réputation d'un centre de Cent-Noirs, la campagne de persécution contre les bolchéviks se déchaîna avec une

violence particulière et s'en prit bientôt aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires. La dépression du mouvement révolutionnaire se ressentait surtout ici fortement : aux élections à la douma municipale, les bolchéviks n'obtinrent au total que 6 % des suffrages. A la conférence générale de la ville, les rapporteurs se plaignaient « de remarquer partout de l'apathie et de l'inaction ». Le journal du Parti se trouva forcé de devenir hebdomadaire au lieu d'être quotidien.

La dissolution et le déplacement des régiments les plus révolutionnaires devaient déjà, par soi, non seulement abaisser le niveau politique des garnisons, mais agir aussi d'une façon accablante sur les ouvriers des localités qui se sentaient plus fermes lorsqu'ils sentaient derrière leur dos des troupes amies. C'est ainsi que le transfert du 57<sup>e</sup> régiment de Tver modifia brusquement la situation politique, aussi bien parmi les soldats que parmi les ouvriers : même dans les syndicats, l'influence des bolchéviks devint insignifiante. Cela se manifesta dans une mesure encore plus forte à Tiflis, où les menchéviks, la main dans la main avec l'état-major, remplacèrent les contingents bolchéviks par des régiments tout à fait arriérés.

En certains endroits, selon la composition de la garnison, le niveau des ouvriers de la localité et des causes accidentelles, la réaction politique prenait une expression paradoxale. A Iaroslavl, par exemple, les bolchéviks, en juillet, se trouvèrent presque totalement exclus du soviet ouvrier, mais conservèrent une influence prépondérante dans le soviet des députés soldats. En quelques localités, les événements de Juillet semblèrent passer effectivement sans laisser de traces, sans avoir arrêté la croissance du Parti. Pour autant que l'on en puisse juger, ce fut observé dans des cas où la

retraite générale coïncidait avec l'entrée dans l'arène révolutionnaire de couches nouvelles arriérées. C'est ainsi que, en Juillet, dans certains rayons textiles, on commença à observer un afflux sensible d'ouvrières vers les organisations. Mais le tableau d'ensemble du reflux n'en est pas modifié.

L'acuité indéniable, même exagérée, de la réaction devant la défaite partielle était, en son genre, la rançon payée par les ouvriers et surtout par les soldats pour avoir trop facilement, trop rapidement, trop incessamment, adhéré aux bolchéviks dans les mois précédents. Le brusque revirement de l'état d'esprit des masses produisait une sélection automatique et, de plus, sans erreur dans les cadres du Parti. Sur ceux qui, en ces jours-là, ne tremblèrent point, l'on pouvait compter pour la suite. Ils constituèrent un noyau dans l'atelier, dans l'usine, dans le rayon. A la veille d'Octobre les organisateurs jetèrent plus d'une fois autour d'eux des regards scrutateurs lorsqu'il s'agissait de nominations ou d'envois en mission, se rappelant comment tel ou tel s'était conduit pendant les journées de Juillet.

Au front, où tous les rapports se présentent plus dépouillés, la réaction de Juillet prit un caractère particulièrement violent. Le Grand Quartier Général utilisa les événements avant tout pour créer des effectifs spéciaux, ceux « du devoir devant la patrie libre ». Dans les régiments, des brigades de choc étaient organisées. « J'ai vu bien des fois des *oudarniki* (membres des brigades de choc), — raconte Dénikine, — et je les ai toujours vus concentrés en eux-mêmes et moroses. Dans les régiments, on les considérait avec réserve ou bien même avec hostilité. » Les soldats voyaient, non sans raison, dans ces « contingents du devoir », les noyaux d'une garde prétorienne. « La réaction ne lambinait pas, — raconte, au

sujet du front roumain qui retardait sur les autres, le socialiste-révolutionnaire Degliarev, qui adhéra par la suite aux bolchéviks. — Nombre de soldats furent arrêtés comme déserteurs. Les officiers relevèrent la tête et affichèrent du dédain pour les comités d'armée ; çà et là, les chefs essayèrent d'imposer de nouveau le salut militaire. » Les commissaires procédaient à l'épuration de l'armée. « Dans presque chaque division, — écrit Stan-kévitch, — on avait son bolchévik dont le nom était plus connu dans la troupe que celui du chef de division... Nous éliminions progressivement une notoriété après l'autre. » En même temps, sur tout le front, on s'occupait de désarmer les contingents insubordonnés. Commandants et commissaires prenaient appui pour cela sur les Cosaques et sur les brigades spéciales qui étaient odieuses aux soldats.

Le jour de la chute de Riga, la conférence des commissaires du front Nord et des représentants des organisations d'armées reconnut indispensable d'appliquer plus systématiquement des mesures de répression rigoureuses. Des hommes furent fusillés pour avoir fraternisé avec les Allemands. Bien des commissaires, s'échauffant à l'évocation de vagues images de la Révolution française, tentèrent de faire preuve d'une poigne de fer. Ils ne comprenaient pas que les commissaires jacobins s'étaient appuyés sur la base, n'avaient pas épargné les aristocrates et les bourgeois et que, seule, l'autorité plébéienne les armait implacablement pour implanter dans les troupes une rigoureuse discipline. Les commissaires de Kérensky n'avaient aucune base populaire sous les pieds, aucune auréole morale sur la tête. Ils étaient, aux yeux des soldats, des agents de la bourgeoisie, des fourriers de l'Entente, tout simplement. Ils pouvaient, pendant un temps, intimider l'armée, — ils y parvinrent

effectivement, jusqu'à un certain point, — mais ils étaient impuissants à lui donner une nouvelle vie.

Au Bureau du Comité exécutif, à Péetrograd, un rapport, au début du mois d'août, disait que, dans l'état d'esprit de l'armée, s'était produit un revirement favorable, que l'on s'était remis à faire l'exercice ; mais que, d'autre part, l'on observait une aggravation des dénis de justice, de l'arbitraire, de l'oppression. C'est avec une acuité particulière que vint à se poser la question du corps des officiers : celui-ci « est complètement isolé, il forme des organisations à lui, très fermées ». Et d'autres données prouvent qu'en apparence, sur le front, il y eut plus d'ordre, que les soldats cessèrent de se mutiner pour des motifs insignifiants et accidentels. Mais d'autant plus concentré devenait leur mécontentement devant la situation dans l'ensemble. Dans le discours prudent et diplomatique du menchévik Koutchine à la Conférence d'État, sous des notes apaisantes, passait en sourdine un avertissement inquiétant. « Il y a une indubitable volte-face, incontestablement le calme existe, mais, citoyens, il y a aussi autre chose, il y a un certain sentiment de désillusion, et nous appréhendons à l'extrême ce sentiment-là... » La victoire temporairement remportée sur les bolchéviks était avant tout une victoire sur les nouvelles espérances des soldats, sur leur foi en un avenir meilleur. Les masses étaient devenues plus circonspectes, la discipline semblait avoir augmenté. Mais, entre les dirigeants et les soldats, l'abîme s'était creusé plus profond. Quoi et qui engloutirait-il demain ?

La réaction de Juillet trace en quelque sorte une ligne définitive de partage des eaux entre la Révolution de Février et celle d'Octobre. Les ouvriers, les garnisons de l'arrière, le front, partiellement même, comme on le verra plus loin, les paysans reculèrent, firent un bond en



arrière, comme s'ils avaient reçu un coup en pleine poitrine. Le coup avait en réalité un caractère beaucoup plus psychique que physique, mais il n'en était pas moins effectif. Durant les quatre premiers mois, tous les processus de masses avaient une seule direction : à gauche. Le bolchévisme croissait, s'affermissait, s'enhardissait. Mais voici que le mouvement s'est heurté à un barrage. En fait, il se découvrit que, dans les voies de la Révolution de Février, l'on ne pouvait avancer davantage. Bien des gens crurent que la Révolution était en somme arrivée à son point mort. En réalité, c'était la Révolution de Février qui avait tout donné d'elle jusqu'au fond. Cette crise intérieure de la conscience des masses, combinée avec la répression et la calomnie, mena à la perturbation et à des reculades, à des paniques en certains cas. Les adversaires s'enhardirent. Dans la masse elle-même monta à la surface tout ce qu'il y avait d'arrière, d'inerte, de mécontent, à cause des commotions et des privations. Ces coups de ressac, dans le torrent de la Révolution, sont d'une violence irrésistible : on dirait qu'ils se conforment aux lois d'une hydrodynamique sociale. Il est impossible de remonter un pareil flux de retour, — il ne reste qu'à ne pas s'y abandonner, à ne pas se laisser submerger, à se maintenir, en attendant que le flot de la réaction se soit épuisé, et à préparer, pendant ce temps, des points d'appui pour une nouvelle offensive.

En observant certains régiments qui, le 3 juillet, avaient marché sous les enseignes bolchéviques, et qui, une semaine après, réclamèrent des châtiments rigoureux contre les agents du Kaiser, les sceptiques éclairés pouvaient, semblait-il, chanter victoire : les voilà bien, vos masses, voilà comme elles tiennent et sont capables de comprendre ! Mais c'est du scepticisme à bon marché.

Si les masses, effectivement, modifiaient leurs sentiments et pensées sous l'influence de circonstances accidentelles, l'on ne saurait expliquer la puissante causalité qui caractérise le développement des grandes révolutions. Plus profonde est l'emprise sur des millions de gens dans le peuple, plus le développement de la révolution est régulier, et c'est avec une plus grande certitude que l'on peut prédire l'enchaînement des étapes suivantes. Il faut seulement ne pas oublier que le développement politique des masses a lieu non pas en ligne droite mais suivant une courbe complexe : telle est, en somme, l'orbite de tout processus matériel. Les conditions objectives poussaient impérieusement les ouvriers, les soldats et les paysans à se ranger sous le drapeau des bolchéviks. Mais les masses, s'engageant dans cette voie, entraient en lutte avec leur propre passé, avec leurs croyances d'hier, et partiellement d'aujourd'hui. A un tournant difficile, au moment de l'échec et de la désillusion, les vieux préjugés, qui n'ont pas encore été cuvés, remontent à la surface, et les adversaires s'y accrochent naturellement comme à une planche de salut. Tout ce qu'il y avait chez les bolchéviks, de peu clair, d'inhabituel, d'énigmatique, — nouveauté des idées, crânerie, dédain de toutes les autorités anciennes et nouvelles, — tout cela avait maintenant trouvé d'un coup une explication simple, persuasive dans son absurdité : espions de l'Allemagne ! L'accusation lancée contre les bolchéviks misait en somme sur le passé d'esclavage du peuple, sur un héritage de ténèbres, de barbarie, de superstition, — et cette mise n'était pas mal placée. La grande imposture patriotique dans le courant de juillet et d'août, restait un facteur politique de toute première importance, formant accompagnement à toutes les questions d'actualité. Les orbes

de la calomnie s'élargissaient sur le pays avec la presse des cadets, gagnant la province, les territoires limitrophes de l'étranger, pénétrant dans les coins perdus. A la fin de juillet, l'Organisation bolchévique d'Ivanovo-Voznéssensk exigeait encore l'ouverture d'une campagne plus énergique contre la persécution ! La question du poids spécifique de la calomnie dans la lutte politique d'une société civilisée attend encore son sociologue.

Et, néanmoins, la réaction, parmi les ouvriers et les soldats, nerveuse et bouillonnante, n'était ni profonde, ni solide. Les usines d'avant-garde, à Pétrograd, se redressèrent peu de jours après la défaite, protestèrent contre les arrestations et la calomnie, frappèrent aux portes du Comité exécutif, rétablirent les liaisons. A la fabrique d'armes de Sestroretsk, les ouvriers reprirent bientôt le gouvernail entre leurs mains : l'assemblée générale du 20 juillet décidait de verser leur paye aux ouvriers pour les journées de manifestation, à condition que le montant des salaires fût totalement employé à des publications pour le front. Le travail d'agitation ouverte des bolchéviks à Pétrograd reprend, d'après le témoignage d'Olga Ravitch, vers le 20 juillet. Dans des meetings qui ne réunissent pas plus de deux cents à trois cents personnes, en différentes parties de la ville, prennent la parole trois hommes : Sloutsky, qui fut tué plus tard par les Blancs en Crimée, Volodarsky, qui fut tué par les socialistes-révolutionnaires à Pétrograd, et Evdokimov, métallurgiste de Pétrograd, l'un des orateurs les plus distingués de la Révolution. En août, l'agitation faite par le Parti acquiert plus d'ampleur. D'après une note de Raskolnikov, Trotsky, arrêté le 23 juillet, donna en prison le tableau suivant de la situation en ville : « Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires... continuent à persécuter avec achar-

nement les bolchéviks. On ne cesse d'arrêter nos camarades. Mais, dans les cercles du Parti il n'y a point d'accablement. Au contraire, tous regardent l'avenir avec espoir, estimant que les mesures de répression consolideront seulement la popularité du Parti... Dans les quartiers ouvriers, l'on ne remarque pas non plus de démoralisation. » Effectivement, bientôt, une assemblée des ouvriers de 27 entreprises du rayon de Peterhof vota une résolution protestant contre le Gouvernement irresponsable et sa politique contre-révolutionnaire. Les rayons prolétariens se ranimaient.

Tandis qu'au sommet, au Palais d'Hiver et au Palais de Tauride, l'on édifiait une nouvelle coalition, l'on s'abouchait, brisait et raccommodait, — en ces jours mêmes et aux mêmes heures, les 21-22 juillet, se produisit à Pétrograd un événement de la plus haute importance, sans doute à peine remarqué dans le monde officiel, mais qui signalait l'affermissement d'une autre coalition plus solide : celle des ouvriers de Pétrograd et des soldats de l'armée au front. Dans la capitale survinrent des délégués des armées en campagne, qui protestaient, au nom de leurs contingents, contre l'étouffement de la Révolution sur le front. Pendant quelques jours, ils frappèrent vainement aux portes du Comité exécutif. On ne les recevait pas, on les évinçait, on cherchait à se débarrasser d'eux. Pendant ce temps arrivaient de nouveaux délégués qui devaient passer par la même filière. Éconduits, ils retombaient les uns sur les autres dans les couloirs et les salles de réception, se lamentaient, déblatéraient, cherchaient ensemble une issue. Ils y étaient aidés par les bolchéviks. Les délégués décidèrent d'avoir des échanges de vues avec les ouvriers, les soldats, les matelots de la capitale, qui les accueillirent à bras ouverts, les logèrent, les hébergèrent. Dans

une conférence que personne d'en haut n'avait convoquée, qui avait surgi d'en bas, il y eut, comme participants, des délégués de 29 régiments du front, de 90 usines de Péetrograd, de matelots de Cronstadt et des garnisons de la banlieue. Au centre de la conférence se trouvaient des délégués venus des tranchées ; parmi eux, il y avait aussi quelques jeunes officiers. Les ouvriers de Péetrograd écoutaient les hommes du front avec avidité, tâchant de ne pas perdre un mot de ce qu'ils disaient. Ceux-ci racontaient comment l'offensive et ses conséquences dévoraient la Révolution. D'obscurs soldats, qui n'étaient pas du tout des agitateurs, décrivaient dans des causeries simplistes le train-train journalier de la vie du front. Ces détails étaient bouleversants, car ils montraient clairement la remontée de tout ce qui était le plus détesté dans le vieux régime. Le contraste entre les espérances de naguère et la réalité d'aujourd'hui frappa droit aux cœurs et mit les pensées à l'unisson. Bien que, parmi les délégués du front, les socialistes-révolutionnaires fussent vraisemblablement en majorité, une violente résolution bolchévique fut adoptée presque à l'unanimité : il n'y eut que quatre abstentions. La résolution adoptée ne restera pas lettre morte : une fois séparés, les délégués raconteront la vérité, diront comment ils ont été repoussés par les leaders conciliateurs et comment ils ont été reçus par les ouvriers. Les tranchées accorderont foi à leurs rapporteurs, ceux-ci ne tromperont point.

Dans la garnison même de Péetrograd, le début du revirement se dessina vers la fin du mois, surtout après les meetings auxquels avaient participé des représentants du front. Il est vrai que les régiments qui avaient le plus souffert ne pouvaient pas encore se relever de leur apathie. En revanche, dans les contingents qui étaient

restés le plus longtemps sur une position patriotique et qui avaient gardé la discipline pendant les premiers mois de la Révolution, l'influence du Parti s'accroissait sensiblement. L'Organisation militaire, qui avait particulièrement souffert de l'écrasement commença à se reprendre. Comme toujours après des défaites, dans les cercles du Parti, l'on considérait avec malveillance les dirigeants du travail dans l'armée, leur faisant grief de fautes effectives ou imaginaires et d'entraînements. Le Comité central s'associa de plus près l'Organisation militaire, établit sur elle, par l'intermédiaire de Sverdlov et de Dzerjinski, un contrôle plus direct, et le travail reprit, plus lentement qu'auparavant, mais plus sûrement.

Vers la fin de juillet, la situation des bolchéviks dans les usines de Péetrograd était déjà rétablie ; les ouvriers s'étaient resserrés sous le même drapeau ; pourtant c'étaient déjà d'autres hommes, plus mûrs, c'est-à-dire plus prudents, mais aussi plus résolus. « Dans les usines, nous jouissons d'une influence formidable, illimitée, » rapportait Volodarsky, le 27 juillet, au Congrès des bolchéviks. Le travail du Parti est rempli principalement par les ouvriers eux-mêmes... L'organisation a monté d'en bas et c'est pourquoi nous avons toute raison de penser qu'elle ne se disloquera pas. » L'Union de la Jeunesse comptait à cette époque jusqu'à 50.000 membres et subissait de plus en plus l'influence des bolchéviks. Le 7 août, la section ouvrière du Soviet adopte une résolution pour l'abolition de la peine de mort. En signe de protestation contre la Conférence d'État, les travailleurs de Poutilov prélèvent le salaire d'une journée comme souscription à la presse ouvrière. A la Conférence des Comités de fabriques et d'usines, une résolution est unanimement adoptée, déclarant que la Conférence de Moscou est

« une tentative d'organisation des forces contre-révolutionnaires »...

Cronstadt cicatrisait aussi ses blessures. Le 20 juillet, un meeting sur la place de l'Ancre exige la remise du pouvoir aux soviets, l'envoi au front des Cosaques ainsi que des gendarmes et des sergents de ville, l'abolition de la peine de mort, l'admission à Tsarskoïé-Sélo de délégués de Cronstadt pour vérifier si Nicolas II, dans sa détention, est suffisamment et rigoureusement surveillé, la dislocation des « bataillons de la Mort », la confiscation des journaux bourgeois, etc. En même temps, un nouvel amiral, Tyrkov, ayant pris le commandement de la forteresse ordonna d'amener sur les vaisseaux de guerre le drapeau rouge, et de hisser le drapeau portant la croix de Saint-André. Les officiers et une partie des soldats revêtirent leurs galons et épaulettes. Les matelots de Cronstadt protestèrent. La commission gouvernementale d'enquête sur les événements des 3-5 juillet fut contrainte de quitter Cronstadt sans résultat pour rentrer à Pétrograd : elle fut accueillie par des sifflets, des protestations et même des menaces.

Le mouvement d'opinion se produisait dans toute la flotte. « A la fin de juillet et au commencement d'août, — écrit un des dirigeants en Finlande, Zalejksy, — on sentait nettement que non seulement la réaction extérieure n'avait pas réussi à briser les forces révolutionnaires d'Helsingfors, mais, qu'au contraire, ici, l'on notait un mouvement très net vers la gauche et un large accroissement de sympathies pour les bolchéviks. » Les matelots avaient été, dans une mesure considérable, les instigateurs de la manifestation de Juillet, indépendamment et partiellement contre le gré du Parti qu'ils soupçonnaient de modération et presque d'esprit conciliateur. L'expérience de la manifestation armée leur montra

que la question du pouvoir ne se résolvait pas si simplement. Un état d'opinion anarchiste cédait la place à de la confiance à l'égard du Parti. Très intéressant, sur ce point, est un rapport du délégué d'Helsingfors à la fin de juillet : « Sur les petites unités navales, c'est l'influence des socialistes-révolutionnaires qui prédomine ; mais sur les grands vaisseaux de guerre, croiseurs et cuirassés, tous les matelots sont ou bien des bolchéviks ou bien des sympathisants. Tel était (et précédemment aussi) l'état d'esprit des matelots sur le *Pétropavlovsk* et sur le *République*, et après les 3-5 juillet, sont venus à nous le *Gangout*, le *Sébasopol*, le *Rurik*, l'*Andreï Pervozvanny*, le *Diana*, le *Gromoboï*, l'*India*. Ainsi nous avons dans les mains une formidable force de combat... Les événements du 3 au 5 juillet ont beaucoup appris aux matelots, leur montrant qu'il ne suffisait pas d'être dans un certain état d'esprit pour atteindre le but. »

En retard sur Pétrograd, Moscou suit le même chemin. « Peu à peu, l'atmosphère asphyxiante a commencé à se dissiper, — raconte l'artilleur Davydovsky, — la masse des soldats commence à revenir à elle et nous reprenons l'offensive sur tout le front. Cette imposture qui a arrêté un moment le mouvement de la masse vers la gauche a seulement renforcé ensuite son afflux vers nous. » Sous les coups, l'amitié des usines et des casernes se resserrait plus étroitement. Un ouvrier de Moscou, Strelkov, raconte comment des rapports étroits s'établirent progressivement entre l'usine Michelsohn et le régiment voisin. Les comités d'ouvriers et de soldats décidaient fréquemment, en séances unifiées, des questions pratiques de la vie de l'usine et du régiment. Les ouvriers organisaient pour les soldats des soirées d'éducation et d'instruction, leur achetaient des journaux bolchéviks et s'employaient par tous les moyens à leur



venir en aide. « Si quelqu'un est placé sous les armes, — raconte Strelkov, — on accourt aussitôt nous porter plainte... Pendant les meetings de rues, si quelqu'un brutalise un ouvrier de Michelsohn, il suffit qu'un soldat ait connaissance du fait, et aussitôt l'on accourt par groupes entiers pour le délivrer. Or, les vexations étaient alors nombreuses, On nous empoisonnait avec les légendes de l'or allemand, de la trahison et tous les lâches mensonges des conciliateurs. »

La Conférence moscovite des Comités de fabriques et d'usines, à la fin de juillet, prit d'abord des tons modérés, mais évolua fortement vers la gauche en une semaine de travaux, et, vers la fin, adopta une résolution nettement colorée de bolchévisme. En ces mêmes journées, un délégué de Moscou, Podbielsky, rapportait ceci au Congrès du Parti : « Six soviets de rayons sur dix se trouvent entre nos mains... Devant la persécution actuellement organisée, nous n'avons de salut que dans la classe ouvrière qui soutient fermement le bolchévisme. » Au début du mois d'août, lors des élections dans les usines de Moscou, ce sont, au lieu des menchéviks, et des socialistes-révolutionnaires, les bolchéviks qui passent déjà. L'accroissement de l'influence du Parti se manifesta avec fougue dans la grève générale à la veille de la Conférence. Les *Izvestia* officielles de Moscou écrivaient : « Il est enfin temps de comprendre que les bolchéviks ne constituent pas des groupes irresponsables, qu'ils sont un des détachements de la démocratie révolutionnaire organisée, derrière lequel se tiennent de larges masses, non peut-être toujours disciplinées, mais en revanche totalement dévouées à la Révolution. »

L'affaiblissement, en juillet, des positions du prolétariat rendit courage aux industriels. Un Congrès des treize plus importantes organisations d'entreprises, et

dans ce nombre des établissements bancaires, créa un Comité de défense de l'industrie qui se chargea de la direction des lock-out et en général de toute la politique d'offensive contre la Révolution. Les ouvriers répliquèrent par de la résistance. Dans tous le pays déferla une vague de grandes grèves et d'autres collisions. Si les détachements les plus expérimentés du prolétariat montrèrent de la prudence, les nouvelles couches, fraîchement formées, s'engagèrent d'autant plus résolument dans la lutte. Si les métallurgistes restaient dans l'expectative et se préparaient, les ouvriers du textile faisaient irruption sur le terrain, ainsi que ceux des industries du caoutchouc, du papier, du cuir. Il y avait un sursaut des couches les plus arriérées et soumises de travailleurs. Kiev fut troublée par une violente grève de garçons de cour et de portiers : parcourant les immeubles, les grévistes éteignaient les lampes, enlevaient les clefs des ascenseurs, ouvraient les portes sur la rue, etc. Chaque conflit, quel qu'en fut le motif, avait tendance à s'étendre sur toute une branche de l'industrie et à acquérir un caractère de principe. Avec le soutien des ouvriers de tout le pays, les peaussiers de Moscou ouvrirent, en août, une longue et opiniâtre lutte pour conquérir aux comités de fabriques le droit de décider de l'embauche et du congédiement des travailleurs. En bien des cas, surtout en province, les grèves prirent un caractère dramatique, allant jusqu'à l'arrestation par les grévistes des entrepreneurs et des administrateurs. Le gouvernement prêchait aux ouvriers l'abnégation, entraînait en coalition avec les industriels, envoyait des Cosaques dans le bassin du Donetz et relevait du double les tarifs sur le blé et sur les commandes de fournitures de guerre. Tout en portant à l'incandescence l'indignation des ouvriers, cette politique n'arrangeait pas non plus les

entrepreneurs. « Avec la clairvoyance de Skobélev, — déclare plaintivement Auerbach, un des capitaines de l'industrie lourde, — les commissaires du Travail dans les localités n'étaient pas encore arrivés à y voir clair... Dans le ministère même... l'on n'accordait point confiance aux agents que l'on avait en province... Les représentants des ouvriers étaient convoqués à Pétrograd et, dans le Palais de Marbre, on les exhortait, on les invectivait, on les réconciliait avec les industriels, les ingénieurs. » Mais tout cela ne conduisait à rien : « les masses ouvrières, vers ce temps-là, tombaient déjà de plus en plus sous l'influence de meneurs plus résolus et outrecuidants dans leur démagogie ».

Le défaitisme économique constituait le principal instrument des entrepreneurs contre la dualité de pouvoirs dans les usines. A la conférence des comités de fabriques et d'usines, dans la première quinzaine d'août, l'on dénonça en détail la politique nocive des industriels, tendant à désorganiser et à arrêter la production. Outre des manigances financières, on appliquait largement le recel des matériaux, la fermeture des ateliers de fabrication d'instruments ou de réparations, etc. Sur le sabotage mené par les entrepreneurs, d'éclatants témoignages sont donnés par John Reed qui, en qualité de correspondant américain, avait accès dans les cercles les plus divers, obtenait des informations confidentielles des agents diplomatiques de l'Entente et pouvait écouter les francs aveux des politiciens russes bourgeois. « Le secrétaire de la section pétersbourgeoise du parti cadet, — écrit Reed, — me disait que la décomposition de l'économie faisait partie de la campagne menée pour discréditer la Révolution. Un diplomate allié dont j'ai promis sur parole de ne pas révéler le nom, confirmait le fait sur la base de ses informations personnelles.

Je connais des charbonnages près de Kharkov qui furent incendiés ou noyés par les propriétaires. Je connais des manufactures textiles de la région moscovite où les ingénieurs, en abandonnant le travail, mettaient les machines hors d'état. Je connais des employés de la voie ferrée que les ouvriers surprirent à détériorer des locomotives. » Telle était l'atroce réalité économique. Elle répondait non point aux illusions des conciliateurs, non point à la politique de coalition, mais à la préparation du soulèvement kornilovien.

Sur le front, l'union sacrée se greffait aussi mal qu'à l'arrière. L'arrestation de certains bolchéviks, — déclare Stankévitch en se lamentant, — ne résolvait pas du tout la question. « La criminalité était dans l'atmosphère, ses contours n'étaient pas nets parce qu'elle avait contaminé toute la masse. » Si les soldats devinrent plus modérés, c'est uniquement parce qu'ils avaient appris, dans une certaine mesure, à discipliner leur haine. Mais quand ils étaient excédés, leurs véritables sentiments se manifestaient d'autant plus clairement. Une des compagnies du régiment de Doubno que l'on avait ordonné de dissoudre pour refus d'accepter le capitaine récemment nommé, souleva quelques autres compagnies, ensuite tout le régiment, et lorsque le colonel tenta de rétablir l'ordre par les armes, il fut tué à coups de crosse. Cela se passa le 31 juillet. Si, dans d'autres régiments, l'affaire n'alla pas jusque-là, elle pouvait toujours, d'après le sentiment intime du corps des officiers, en arriver à ce point.

Au milieu d'août, le général Chtcherbatchev communiquait au Grand Quartier Général : « L'état d'esprit des contingents d'infanterie, à l'exception des bataillons de la Mort, est extrêmement instable ; — parfois, pendant plusieurs journées, les dispositions de certains

éléments de l'infanterie se sont brusquement modifiées dans un sens diamétralement opposé. » Bien des commissaires commencèrent à comprendre que les méthodes de Juillet ne donnaient pas d'issue. « La pratique des tribunaux militaires révolutionnaires sur le front ouest, — communique le 22 août le commissaire Jamandt, — introduit de terribles dissensions entre le commandement et la masse de la population, discréditant l'idée même de ces tribunaux... » Le programme de salut de Kornilov, dès avant la rébellion du Grand Quartier Général avait été suffisamment éprouvé et avait conduit dans la même impasse.

Ce qui effrayait plus que tout les classes possédantes c'étaient les symptômes de décomposition de la cosaquerie : là, il y avait menace d'un écroulement du dernier rempart. Les régiments de Cosaques à Pétrograd, en Février, avaient abandonné la monarchie sans résistance. Il est vrai que, chez elles, à Novotcherkassk, les autorités cosaques avaient essayé de dissimuler le télégramme annonçant l'insurrection et avaient célébré avec la solennité habituelle, le 1<sup>er</sup> mars, un service funèbre en l'honneur d'Alexandre II. Mais, en fin de compte, la cosaquerie était prête à se dispenser du tsar et avait même découvert, dans son passé, des traditions républicaines. Mais elle ne voulait pas aller au delà. Les Cosaques, dès le début, refusèrent d'envoyer leurs députés au Soviet de Pétrograd, pour ne pas se mettre au niveau des ouvriers et des soldats, et constituèrent un Soviet des troupes cosaques, groupant les douze formations de leur caste, en la personne de leurs dirigeants de l'arrière. La bourgeoisie s'efforçait, et non sans succès, de s'appuyer sur les Cosaques contre les ouvriers et les paysans.

Le rôle politique de la cosaquerie était déterminé par

sa situation particulière dans l'État. Elle représentait depuis des siècles une originale caste inférieure privilégiée. Le Cosaque ne payait aucun impôt et disposait d'un lot de terre beaucoup plus considérable que celui du paysan. Dans trois régions voisines, celles du Don, du Kouban et du Terk, trois millions d'habitants cosaques possédaient 23 millions de déciatines de terres alors que, pour 4 millions 300.000 âmes de la population paysanne, il ne revenait dans les mêmes régions que 6 millions de déciatines : chaque Cosaque possédait en moyenne cinq fois plus qu'un paysan. Parmi les Cosaques eux-mêmes, la terre était distribuée bien entendu très inégalement. Il y avait là de gros propriétaires, et des *koulaks*, plus puissants que dans le Nord ; il y avait aussi des pauvres. Tout Cosaque était tenu de répondre au premier appel de l'État, avec son cheval et son équipement. Les Cosaques riches couvraient largement cette dépense, grâce à l'exemption de l'impôt. Ceux de la base pliaient sous le fardeau des obligations de la caste. Ces données essentielles expliquent suffisamment la situation contradictoire dans la cosaquerie. Par ses couches inférieures, elle touchait de près à la paysannerie, par ses sommets — aux propriétaires nobles. En même temps, les hautes et les basses couches étaient unies par la conscience de leur particularisme, de leur état d'élection, et étaient accoutumées à considérer de leur haut non seulement l'ouvrier, mais même le paysan. C'est ce qui rendait le Cosaque moyen si apte à exercer la répression.

Pendant les années de guerre, lorsque les jeunes générations se trouvaient sur les fronts, les bourgs cosaques étaient régentés par les vieux, porteurs des traditions conservatrices, étroitement liés avec leur corps d'officiers. Sous apparence de ressusciter la démocratie

cosaque, les gros propriétaires, chez eux, pendant les premiers mois de la Révolution, convoquèrent ce que l'on appela les cercles militaires, lesquels élurent des atamans, des présidents en leur genre, et, auprès d'eux — « des gouvernements militaires ». Les commissaires officiels et les soviets de la population non-cosaque n'avaient pas de pouvoir dans ces régions, car les Cosaques étaient plus solides, plus riches et mieux armés. Les socialistes-révolutionnaires essayèrent de créer des soviets communs de députés paysans et cosaques, mais ces derniers ne donnaient pas leur assentiment, craignant, non sans raison, que la Révolution agraire ne leur enlevât une partie des terres. Ce n'est pas en vain que Tchernov, en qualité de ministre de l'Agriculture, laissa tomber cette phrase : « Les Cosaques devront se serrer un peu sur leurs terres. » Plus important encore était le fait que les paysans de la région et les soldats des régiments d'infanterie disaient, de plus en plus fréquemment, à l'adresse des Cosaques : « Nous en viendrons à mettre la main sur vos terres, vous avez assez régné. » C'est ainsi que se présentait l'affaire à l'arrière, dans le bourg cosaque, partiellement aussi dans la garnison de Pétrograd, au centre même de la vie politique. Ainsi s'explique aussi la conduite des régiments cosaques dans la manifestation de Juillet.

Sur le front, la situation était essentiellement différente. Au total, pendant l'été de 1917, les troupes cosaques engagées dans l'action se composaient de 162 régiments et de 171 sotnias. Éloignés de leurs bourgs, les Cosaques du front partageaient avec toute l'armée les épreuves de la guerre, et, quoique avec un retard considérable, passaient par l'évolution de l'infanterie, perdaient foi en la victoire, s'exaspéraient devant le gâchis, murmuraient contre les chefs, vivaient dans l'angoisse

de la paix et de la rentrée au foyer. Pour la police du front et de l'arrière, l'on détacha peu à peu 45 régiments et jusqu'à 65 sotnias ! Les Cosaques étaient de nouveau transformés en gendarmes. Les soldats, les ouvriers, les paysans grognaient contre eux, leur rappelant l'œuvre de bourreaux qu'ils avaient accomplie en 1905. Bien des Cosaques qui, d'abord, avaient été fiers de leur conduite en Février, avaient maintenant le cœur déchiré. Le Cosaque commençait à maudire sa nagaïka et refusa plus d'une fois de la prendre en service commandé. Les déserteurs, parmi les hommes du Don et du Kouban étaient peu nombreux : ils avaient peur de leurs vieux au village. Dans l'ensemble, les contingents cosaques restèrent beaucoup plus longtemps entre les mains du commandement que l'infanterie.

Du Don, du Kouban, l'on apprenait au front que les sommets de la cosaquerie, assistés par les anciens, avaient établi un pouvoir à eux, sans demander l'avis du Cosaque du front. Cela réveillait les antagonismes sociaux assoupis : « Nous rentrerons à la maison, nous leur ferons voir », dirent plus d'une fois les hommes du front. Krasnov, général cosaque, un des chefs de la contre-révolution sur le Don, décrivit pittoresquement comment les solides contingents cosaques se désagrégeaient sur le front : « On commença à tenir des meetings où l'on adopta les résolutions les plus extravagantes. Les Cosaques cessèrent de panser et de nourrir régulièrement leurs chevaux. Il était inutile de songer à leur faire faire l'exercice. Ils se décorèrent de nœuds cramoisés, se parèrent de rubans rouges et, quant à respecter les officiers, ne voulurent plus en entendre parler. » Pourtant, avant d'en arriver définitivement à cet état d'esprit, le Cosaque hésita longtemps, se grattant la nuque, cherchant de quel côté il se tournerait.



Dans une minute critique, il n'était par conséquent point facile de deviner d'avance comment se conduirait tel ou tel contingent cosaque.

Le 8 août, le Cercle militaire du Don fit bloc avec les cadets pour les élections à l'Assemblée constituante. Le bruit s'en répandit immédiatement dans l'armée. « Parmi les Cosaques, — écrit l'un des leurs, l'officiers Ianov, — le bloc fut vivement désavoué. Le parti cadet n'avait pas de racines dans l'armée. » En effet, l'armée détestait les cadets, les identifiant à tous ceux qui étouffaient les masses populaires. « Les vieux vous ont vendus aux cadets ! » — disaient les soldats taquins. « On leur montrera ! » — répliquaient les Cosaques. Sur le front sud-ouest, les contingents de Cosaques, dans une résolution spéciale, déclarèrent les cadets « ennemis jurés et oppresseurs du peuple laborieux » et exigèrent que fussent exclus du Cercle militaire tous ceux qui avaient osé conclure un accord avec les cadets.

Kornilov, cosaque lui-même, comptait fermement sur l'aide de la cosaquerie, surtout de celle du Don, et avait complété avec des effectifs cosaques le détachement destiné à opérer le coup d'État. Mais les Cosaques ne bougèrent point pour soutenir « le fils d'un paysan ». Dans leurs bourgs, ils étaient prêts à défendre avec acharnement, sur place, leurs terres, mais n'avaient aucune propension à s'engager dans une rixe entre des tiers. Le III<sup>e</sup> corps de cavalerie ne justifia point non plus les espérances. Si les Cosaques regardaient d'un mauvais œil la fraternisation avec les Allemands, sur le front de Pétrograd, ils allèrent volontiers au devant des désirs des soldats et des matelots : par cette fraternisation, le plan de Kornilov échoua sans effusion de sang. Ainsi, sous les espèces de la cosaquerie, s'affaiblissait et s'écroulait le dernier support de la vieille Russie.

Pendant ce temps, bien loin au delà des frontières du pays, sur le territoire français, l'on procéda, à l'échelle d'un laboratoire, à une tentative de « résurrection » des troupes russes, en dehors de la portée des bolchéviks, et, par conséquent, d'autant plus probante. Pendant l'été et l'automne, dans la presse russe, pénétrèrent, mais restèrent, dans le tourbillon des événements, presque inaperçues, des informations sur la révolte armée qui avait éclaté dans les troupes russes en France. Les soldats des deux brigades russes qui se trouvaient en ce pays étaient, d'après l'officier Lissovsky, dès janvier 1917, par conséquent avant la Révolution, « fermement persuadés d'avoir été tous vendus aux Français, en échange de munitions ». Les soldats ne se trompaient pas tellement. A l'égard des patrons alliés, ils ne nourrissaient « pas la moindre sympathie », et à l'égard de leurs officiers — pas la moindre confiance. La nouvelle de la Révolution trouva les brigades d'exportation pour ainsi dire politiquement préparées — et néanmoins les prit à l'improviste. Il n'y avait pas lieu d'attendre des officiers des explications sur l'insurrection : l'ahurissement s'avérait d'autant plus grand que l'officier était plus élevé en grade. Dans les camps apparurent des patriotes démocrates venus des milieux de l'émigration. « On put observer plus d'une fois, — écrit Lissovsky, — comment certains diplomates et officiers des régiments de la Garde... avançaient aimablement des sièges à d'anciens émigrés. » Dans les régiments surgirent des institutions électives, et, à la tête du Comité, fut placé un soldat letton qui se distingua bientôt. Là encore, par conséquent, l'on avait trouvé son « allogène ». Le 1<sup>er</sup> régiment, qui avait été formé à Moscou et se composait presque entièrement d'ouvriers, de commis et employés de magasin, en général d'éléments prolétariens et à

demi prolétariens, était arrivé le premier sur la terre de France, un an auparavant et, pendant l'hiver, avait combattu sur le front champenois. Mais « la maladie de la décomposition atteignit avant tout ce régiment même ». Le II<sup>e</sup> régiment, qui avait dans ses rangs un fort pourcentage de paysans, garda son calme plus longtemps. La II<sup>e</sup> brigade, presque entièrement composée de paysans sibériens, semblait tout à fait sûre. Fort peu de temps après l'insurrection de Février, la I<sup>re</sup> brigade était sortie de la subordination. Elle ne voulait combattre ni pour l'Alsace ni pour la Lorraine. Elle ne voulait pas mourir pour la belle France. Elle voulait essayer de vivre dans la Russie neuve. La brigade fut ramenée à l'arrière et cantonnée au centre de la France, dans le camp de la Courtine. « Au milieu de bourgades bourgeoises, — raconte Lissovsky, — dans un immense camp, commencèrent à vivre en des conditions tout à fait particulières, insolites, environ dix mille soldats russes mutinés et armés, n'ayant pas auprès d'eux d'officiers et n'acceptant pas, résolument, de se soumettre à quiconque. » Kornilov trouva une occasion exceptionnelle d'appliquer ses méthodes d'assainissement avec le concours de Poincaré et de Ribot qui avaient tant de sympathie pour lui. Le généralissime russe ordonna, par télégramme, de réduire « les hommes de La Courtine à l'obéissance » et de les expédier à Salonique. Mais les mutins ne cédaient pas. Vers le 1<sup>er</sup> septembre, on fit avancer de l'artillerie lourde et, à l'intérieur du camp, l'on colla des affiches portant le télégramme comminatoire de Kornilov. Mais, justement alors, dans la marche des événements, s'inséra une nouvelle complication : les journaux français publièrent la nouvelle que Kornilov lui-même était déclaré traître et contre-révolutionnaire. Les soldats mutinés décidèrent définitivement qu'il

n'y avait aucune raison pour eux d'aller mourir à Salonique, et qui plus est sur l'ordre d'un général traître. Vendus en échange de munitions, les ouvriers et les paysans résolurent de tenir tête. Ils refusèrent d'avoir des pourparlers avec aucune personne du dehors. Pas un soldat ne sortait plus du camp.

La II<sup>e</sup> brigade russe fut avancée contre la I<sup>re</sup>. L'artillerie occupa des positions sur les pentes des collines voisines ; l'infanterie, selon toutes les règles de l'art du génie, creusa des tranchées et des avancées vers la Courtine. Les environs furent solidement encerclés par des chasseurs alpins, afin que pas un seul Français ne pénétrât sur le théâtre de la guerre entre deux brigades russes. C'est ainsi que les autorités militaires de la France mettaient en scène sur leur territoire une guerre civile entre Russes, après l'avoir précautionneusement entourée d'une barrière de baïonnettes. C'était une répétition générale. Par la suite, la France gouvernante organisa la guerre civile sur le territoire de la Russie elle-même en l'encerclant avec les fils barbelés du blocus.

« Une canonnade en règle, méthodique, sur le camp, fut ouverte. » Du camp sortirent quelques centaines de soldats disposés à se rendre. On les reçut et l'artillerie rouvrit aussitôt le feu. Cela dura quatre fois vingt-quatre heures. Les hommes de la Courtine se rendaient par petits détachements. Le 6 septembre, il ne restait en tout qu'environ deux centaines d'hommes qui avaient décidé de ne pas se rendre vivants. A leur tête était un ukrainien nommé Globa, un baptiste, un fanatique : en Russie, on l'eût appelé un bolchévik. Sous le tir de barrage des canons, des mitrailleuses et des fusils, qui se confondit en un seul grondement, un véritable assaut fut donné. A la fin des fins, les mutins furent écrasés. Le nombre des victimes est resté inconnu. L'or-

dre, en tout cas, fut rétabli. Mais, quelques semaines après, déjà, la II<sup>e</sup> brigade qui avait tiré sur la I<sup>re</sup>, se trouva prise de la même maladie...

Les soldats russes avaient apporté une terrible contagion à travers les mers, dans leurs musettes de toile, dans les plis de leurs capotes, et dans le secret de leurs âmes. Par là est remarquable ce dramatique épisode de la Courtine qui représente en quelque sorte une expérience idéale, consciemment réalisée, presque sous la cloche d'une pompe à air, pour l'étude des processus intérieurs préparés dans l'armée russe par tout le passé du pays.

## MARÉE MONTANTE

L'ÉNERGIQUE moyen de la calomnie s'avéra une armé à deux tranchants. Si les bolchéviks sont des espions de l'Allemagne, pourquoi donc la nouvelle en vient-elle principalement d'hommes qui sont le plus odieux au peuple ? Pourquoi la presse cadette qui, à tout propos, attribue aux ouvriers et aux soldats les mobiles les plus bas, accuse-t-elle plus bruyamment et résolument que tous les bolchéviks ? Pourquoi tel ingénieur ou chef d'atelier réactionnaire, qui s'était caché depuis l'insurrection, a-t-il repris maintenant courage et maudit-il ouvertement les bolchéviks ? Pourquoi, dans les régiments les officiers les plus réactionnaires se sont-ils enhardis et pourquoi, accusant Lénine et Cie, dressaient-ils le poing jusque sous le nez des soldats, comme si les traîtres étaient précisément les soldats ?

Chaque usine avait ses bolchéviks. « Est-ce que je ressemble à un espion allemand, hein, les gars ? » demandait le serrurier ou le tourneur dont toute la vie intime était connue des ouvriers. Fréquemment, les conciliateurs eux-mêmes, en combattant l'assaut de la contre-révolution, allaient plus loin qu'ils ne voulaient, et, malgré eux, frayaient la route aux bolchéviks. Le soldat Pireïko raconte comment le médecin-major Markovitch, partisan de Plékhanov, réfuta, dans un meeting de soldats, l'accusation lancée contre Lénine, d'être un espion, pour démolir d'autant plus décisivement les idées poli-

tiques de Lénine, comme inconsistantes et périlleuses. En vain ! « Du moment que Lénine est intelligent et n'est pas un espion, pas un traître et qu'il veut conclure la paix, nous le suivrons, » — disaient les soldats après l'assemblée.

Temporairement arrêté dans sa croissance, le bolchévisme recommençait avec assurance à déployer ses ailes. « Le châtement ne tarde pas, — écrivait Trotsky au milieu d'août. — Traqué, persécuté, calomnié, notre Parti ne s'est jamais accru aussi rapidement que dans ces derniers temps. Et ce processus ne tardera point à passer des capitales à la province, des villes aux villages et à l'armée... Toutes les masses laborieuses du pays apprendront, dans de nouvelles épreuves, à lier leur sort à celui de notre Parti. »

Pétrograd continuait à marcher en tête. Il semblait qu'un balai tout-puissant travaillait dans les usines, expulsant de tous les coins et recoins l'influence des conciliateurs. « Les dernières forteresses de la défense nationale s'écroulent... — communiquait le journal bolchévik. — Y a-t-il bien longtemps que ces messieurs de la défense nationale régnaient sans partage dans l'immense usine Oboukhovsky ?... Maintenant, ils ne peuvent même pas se montrer. » Aux élections de la douma municipale de Pétrograd, le 20 août, le nombre des suffrages exprimés fut d'environ 550.000, beaucoup moins qu'aux élections de juillet pour les doumas de rayon. Ayant perdu plus de 375.000 voix, les socialistes-révolutionnaires avaient néanmoins recueilli encore plus de 200.000 voix, soit 37 % du total. Les cadets n'obtinrent qu'un cinquième. « Notre liste menchévique, — écrit Soukhanov, — n'obtint que 23.000 pauvres voix. » D'une façon inattendue pour tous, les bolchéviks eurent presque 200.000 suffrages, environ le tiers du total.

A la conférence régionale des syndicats de l'Oural qui eut lieu au milieu d'août et qui groupa 150.000 ouvriers, sur toutes les questions, les décisions adoptées étaient de caractère bolchévik. A Kiev, à la conférence des comités de fabriques et d'usines, le 20 août, la résolution des bolchéviks fut adoptée par une majorité de 161 voix contre 35, avec 13 abstentions. Aux élections démocratiques pour la douma municipale d'Ivanovo-Voznessensk, juste au moment du soulèvement de Kornilov, les bolchéviks, sur 102 sièges, en obtinrent 58, les socialistes-révolutionnaires — 24, les menchéviks — 4. A Cronstadt fut élu président du Soviet le bolchévik Brekman, et le bolchévik Pokrovsky devint maire. Si la progression est loin d'être partout aussi marquée, s'il y a çà et là du retard, le bolchévisme monte, dans le courant du mois d'août, sur presque toute l'étendue du pays.

Le soulèvement de Kornilov donne à la radicalisation des masses une puissante impulsion. Sloutsky rappela à ce sujet les paroles de Marx : la révolution a besoin, par moments, d'être aiguillonnée par la contre-révolution. Le danger suscitait non seulement l'énergie mais aussi la perspicacité. La pensée collective se mit à travailler sous une haute tension. Les matériaux utiles aux déductions ne manquaient point. On avait déclaré que la coalition était indispensable pour la défense de la Révolution ; or, l'allié dans la coalition se trouvait être partisan de la contre-révolution. La conférence de Moscou avait été annoncée comme une démonstration de l'unité nationale. Seul, le Comité central des bolchéviks avait donné cet avertissement : « La conférence... se transforma inévitablement en un organe de complot de la contre-révolution. » Les événements avaient apporté la vérification. Maintenant, Kérénsky



lui-même déclarait : « La Conférence de Moscou... c'est le prologue du 27 août... Ici, l'on compte ses forces... Ici, pour la première fois, fut présenté à la Russie son futur dictateur, Kornilov... » Comme si ce n'était pas Kérénsky lui-même qui avait été l'initiateur, l'organisateur et le président de cette Conférence, et comme si ce n'était pas lui qui avait présenté Kornilov en tant que « premier soldat » de la Révolution ! Comme si ce n'était pas le Gouvernement provisoire qui avait armé Kornilov, lui donnant la ressource de la peine de mort contre les soldats, et comme si les avertissements des bolchéviks n'avaient pas été proclamés démagogiques !

La garnison de Pétrograd se rappelait, en outre, que, deux jours avant le soulèvement de Kornilov, les bolchéviks avaient exprimé, dans une séance de la section des soldats, un soupçon, demandant si les régiments d'avant-garde n'étaient pas évacués de la capitale dans des intentions contre-révolutionnaires. A cela, les représentants des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires répondaient par une exigence comminatoire : ne pas mettre en discussion les ordres de combat du général Kornilov. Dans ce sens, une résolution avait été adoptée. « On voit que les bolchéviks ne sèment pas à tout vent ! » — voilà ce que devait maintenant se dire l'ouvrier ou le soldat sans-parti.

Si les généraux conspirateurs, d'après l'accusation tardive des conciliateurs eux-mêmes, étaient coupables non seulement de la reddition de Riga, mais de la percée de Juillet, pourquoi donc traquait-on les bolchéviks et fusillait-on les soldats ? Si les provocateurs militaires avaient tenté de faire descendre dans la rue les ouvriers et les soldats, le 27 août, n'avaient-ils pas joué aussi leur rôle dans les conflits sanglants du 4 juillet ? Quelle est, par suite, la place de Kérénsky dans toute cette histoire ?

Contre qui appelait-il le III<sup>e</sup> corps de cavalerie ? Pourquoi nomma-t-il Savinkov général-gouverneur, et Filonenko vice-gouverneur ? Et qui est ce Filonenko, candidat au directoire ? D'une façon inattendue retentit la réponse de la division des autos blindées : Filonenko qui y avait servi comme lieutenant infligeait aux soldats les pires humiliations et vexations. D'où était sorti le louche homme d'affaires Zavoïko ? Que signifie en général cette sélection d'aventuriers à l'extrême sommet ?

Les faits étaient simples, clairs, mémorables pour beaucoup, accessibles à tous, irréfragables et accablants. Les échelons de la division sauvage, les rails qu'on avait fait sauter, les accusations réciproques du Palais d'Hiver et du Grand Quartier Général, les dépositions de Savinkov et de Kérénsky, tout cela parlait de soi-même. Quel acte d'accusation irréfutable contre les conciliateurs et leur régime ! Le sens de la persécution dirigée contre les bolchéviks devint définitivement clair : il y avait là un élément indispensable dans la préparation du coup d'État.

Les ouvriers et les soldats, dont les yeux s'étaient dessillés, étaient pris d'un vif sentiment de honte pour eux-mêmes. Ainsi, Lénine se cachait uniquement parce qu'il avait été lâchement calomnié ? Ainsi, d'autres étaient incarcérés pour faire plaisir aux cadets, aux généraux, aux banquiers, aux diplomates de l'Entente ? Ainsi, les bolchéviks ne courent pas après les bonnes petites places, et ils sont détestés en-haut précisément parce qu'ils ne veulent pas adhérer à la société par actions qui s'appelle la coalition ! Voilà ce qu'avaient compris les travailleurs, les simples gens, les opprimés. Et, de ces dispositions d'esprit, avec le sentiment d'une faute commise à l'égard des bolchéviks, procédèrent un in-

coercible dévouement au Parti et la foi en ses leaders.

Jusqu'aux dernières journées, les vieux soldats, les éléments du cadre de l'armée, les artilleurs, le corps des sous-officiers tâchaient de tenir tant qu'ils pouvaient. Ils ne voulaient pas mettre une croix sur leurs travaux, leurs exploits, leurs sacrifices de combattants : était-il possible que tout cela eût été dépensé en pure perte ? Mais lorsque le dernier appui eut été détruit sous leurs pieds, ils se retournèrent brusquement — à gauche, gauche ! — face aux bolchéviks. Maintenant ils étaient complètement entrés dans la Révolution, avec leurs galons de sous-officiers, avec leur trempe de vieux soldats et en serrant les mâchoires : ils avaient perdu la partie à la guerre, mais cette fois-ci ils allaient pousser le travail jusqu'au bout.

Dans les rapports des autorités locales, militaires et civiles, le bolchévisme devient, entre temps, le synonyme de toute action de masses en général, de revendications audacieuses, de résistance à l'exploitation, de mouvement en avant, en un mot c'est l'autre nom de la Révolution. Ainsi, c'est donc ça, le bolchévisme ? se disent les grévistes, les matelots protestataires, les femmes de soldats mécontentes, les moujiks révoltés. Les masses étaient comme contraintes d'en-haut à identifier leurs pensées intimes et leurs revendications avec les mots d'ordre du bolchévisme. C'est ainsi que la Révolution prenait à son service l'arme dirigée contre elle. Dans l'histoire, non seulement le rationnel devient absurde, mais, quand cela est nécessaire pour la marche de l'évolution, l'absurde devient aussi rationnel.

La modification de l'atmosphère politique se manifesta très clairement à la séance unifiée des Comités exécutifs, le 30 août, lorsque les délégués de Cronstadt exigèrent qu'on leur fit place dans cette haute institu-

tion. Est-ce concevable ? Ici, où les hommes forcenés de Cronstadt n'avaient connu que des blâmes et des excommunications, siégeront désormais leurs représentants ? Mais, comment refuser ? Hier encore étaient venus à la défense de Pétrograd les matelots et les soldats de Cronstadt. Les matelots de l'*Aurore* montent la garde au Palais d'Hiver. Après s'être concertés entre eux, les leaders proposèrent aux hommes de Cronstadt quatre sièges avec voix consultatives. La concession fut adoptée sèchement, sans effusions de gratitude.

« Après le soulèvement de Kornilov, — raconte Tchinénov, soldat de la garnison de Moscou, — tous les effectifs avaient déjà pris la couleur du bolchévisme... Tous étaient frappés de voir comment s'étaient réalisées les prévisions (des bolchéviks)... annonçant que le général Kornilov serait bientôt sous les murs de Pétrograd. » Mitrévitch, soldat de la division des autos blindées, remémore les héroïques légendes qui passaient de bouche en bouche après la victoire remportée sur les généraux rebelles : « Il n'était mot que de bravoure et de prouesses et l'on disait que, si telle était la vaillance, l'on pourrait se battre avec le monde entier. Là, les bolchéviks reprirent vie. »

Relaxé de prison pendant les journées de la campagne de Kornilov, Antonov-Ovsénko partit immédiatement pour Helsingfors. « Un formidable revirement s'est accompli dans les masses. » Au Congrès régional des soviets en Finlande, les socialistes-révolutionnaires de droite se trouvèrent en quantité insignifiante, la direction venait des bolchéviks coalisés avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Comme président du Comité régional des soviets, l'on élut Smilga, qui, malgré son extrême jeunesse, était membre du Comité central des bolchéviks, tirait fortement vers la gauche et avait

manifesté, dès les journées d'Avril, son inclination à secouer le Gouvernement provisoire. Comme président du Soviet de Helsingfors, s'appuyant sur la garnison et les ouvriers russes, fut élu le bolchévik Scheinmann, futur directeur de la Banque d'État des Soviets, homme circonspect et de nature bureaucratique, mais qui marchait, en ce temps-là, sur le même pied que les autres dirigeants. Le Gouvernement provisoire interdit aux Finlandais de convoquer le Séim (la Diète) dissous par lui. Le Comité régional invita le Séim à se réunir, se chargeant d'assurer sa protection. Quant aux ordres du Gouvernement provisoire rappelant de Finlande divers contingents militaires, le Comité refusa de les exécuter. En réalité, les bolchéviks avaient établi la dictature des soviets en Finlande.

Au début de septembre, un journal bolchévik écrit : « D'un grand nombre de villes russes, nous apprenons que les organisations de notre Parti, dans cette dernière période, se sont fortement accrues. Mais, ce qui est encore plus important, c'est la montée de notre influence dans les plus larges masses démocratiques d'ouvriers et de soldats. » « Même dans les entreprises où l'on ne voulait pas, au début, nous écouter, — écrit Avérine, bolchévik d'Ékatérinoslav, — pendant les journées Korniloviennes, les ouvriers étaient de notre côté. » « Lorsque se répandit le bruit que Kalédine mobilisait les Cosaques contre Tsaritsyne et Saratov, — écrit Antonov, un des dirigeants bolchéviks de Saratov, — lorsque ces bruits furent confirmés et renforcés par le soulèvement du général Kornilov, la masse, en quelques jours, élimina ses précédents préjugés. »

Le journal bolchévik de Kiev communique, le 19 septembre : « Aux nouvelles élections des représentants de l'arsenal au Soviet, douze camarades ont été élus,

— tous bolchéviks. Tous les candidats menchéviks ont été rejetés ; la même chose se passe dans un grand nombre d'autres usines. « Des informations du même genre se rencontrent dès lors quotidiennement dans les pages de la presse ouvrière ; les journaux hostiles s'efforcent vainement de passer sous silence ou de déprécier la croissance du bolchévisme. Les masses réveillées semblent s'efforcer de regagner le temps perdu par suite d'hésitations, d'achoppements et de reculs temporaires. Un flux général monte, obstiné, irrésistible.

Membre du Comité central des bolchéviks, Varvara Iakovléva, qui nous a dit, en juillet-août, l'extrême affaiblissement des bolchéviks dans toute la région de Moscou, témoigne maintenant d'un brusque revirement. « Dans la seconde quinzaine de septembre, — rapporte-t-elle devant la conférence, — les militants du bureau régional ont parcouru la région... Leurs impressions ont été absolument identiques : partout, dans tous les départements avait lieu le processus d'une bolchévisation intégrale des masses. Et tous notaient également que le village réclamait le bolchévisme... » Dans les endroits où, après les journées de Juillet, les organisations du Parti se sont effondrées, elles sont revenues à la vie et s'accroissent rapidement. Dans les rayons où l'on n'admettait pas les bolchéviks, surgissent spontanément des cellules bolchéviques. Même dans les provinces arriérées de Tambov et de Riazan, dans ces citadelles des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, où les bolchéviks, au cours de leurs précédentes tournées, se montraient rarement, n'espérant rien, s'accomplit maintenant un véritable revirement : l'influence des bolchéviks s'affermi de jour en jour, les organisations des conciliateurs s'écroulent.

Les rapports des délégués à la conférence bolchévi-

que de la région moscovite, un mois après le soulèvement de Kornilov, un mois avant l'insurrection des bolchéviks, respirent l'assurance et l'élan. A Nijni-Novgorod, après deux mois de défaillance, le Parti se remit à vivre de sa pleine vie. Les ouvriers socialistes-révolutionnaires passent par centaines dans les rangs des bolchéviks. A Tver, une large agitation du Parti ne se déclencha qu'après les journées korniloviennes. Les conciliateurs sont blackboulés, on ne les écoute plus, on les chasse. Dans le gouvernement de Vladimir, les bolchéviks se sont tellement fortifiés qu'au congrès régional des soviets l'on n'a trouvé au total que cinq menchéviks et trois socialistes-révolutionnaires. A Ivanovo-Voznessensk, le Manchester russe, les bolchéviks, en tant que maîtres pourvus de pleins pouvoirs, ont assumé tout le travail dans les soviets, la douma, et le zemstvo.

Les organisations du Parti s'accroissent, mais la montée de sa force d'attraction est infiniment plus rapide. Le manque de corrélation entre les ressources techniques des bolchéviks et leur poids de densité politique trouve son expression dans le nombre relativement petit des membres du Parti devant la montée grandiose de son influence. Les événements entraînent si rapidement et impérieusement les masses dans leur tourbillon que les ouvriers et les soldats n'ont pas le temps de s'organiser en parti. Ils n'ont même pas le temps de comprendre la nécessité d'une organisation spéciale de parti. Ils s'imprègnent des mots d'ordre du bolchévisme aussi naturellement qu'ils respirent. Que le Parti soit un laboratoire compliqué où ces mots d'ordre sont élaborés, par une expérience collective, cela ne leur est pas clair. Derrière les soviets tiennent plus de 20 millions d'âmes. Le Parti, qui même à la veille de l'insur-

rection d'Octobre ne comptait dans ses rangs, au plus, que 240.000 membres, entraîne, par l'intermédiaire des syndicats, des comités d'usines, des soviets, avec toujours plus d'assurance, des millions d'hommes.

Dans l'incommensurable pays bouleversé jusqu'au fond, avec son inépuisable diversité de conditions locales et de niveaux politiques, ont lieu, quotidiennement, des élections : aux doumas, aux zemstvos, aux soviets, aux comités d'usines, aux syndicats, aux comités militaires ou agraires. Et, par toutes ces élections, s'affirme constamment un même fait invariable : la montée des bolchéviks. Les élections aux doumas de rayons de Moscou frappèrent particulièrement le pays par le brusque revirement de l'état d'esprit des masses. Le « grand » parti des socialistes-révolutionnaires, sur 375.000 suffrages qu'il avait recueillis en juin, n'en gardait à la fin de septembre que 54.000. Les menchéviks, qui avaient eu 76.000 voix, étaient tombés jusqu'à 16.000. Les cadets avaient conservé 101.000 voix, n'en ayant perdu qu'environ 8.000. En revanche, les bolchéviks, partant de 75.000 suffrages s'étaient élevés jusqu'à 198.000. Si, en juin, les socialistes-révolutionnaires avaient rassemblé environ 58 % des voix, en septembre les bolchéviks en groupèrent environ 52 %. La garnison vota, à 90 %, pour les bolchéviks, dans certains effectifs à plus de 95 % : dans les ateliers de l'artillerie lourde, sur 2.347 voix, les bolchéviks en obtinrent 2.286. Le remarquable chiffre d'abstentions des électeurs portait principalement sur les petites gens des villes qui, dans l'ivresse des premières illusions, avaient adhéré aux conciliateurs pour rentrer bientôt dans leur néant. Les menchéviks avaient absolument fondu. Les socialistes-révolutionnaires avaient réuni deux fois moins de suffrages que les cadets. Les cadets — deux fois moins



que les bolchéviks. Les suffrages obtenus en septembre par les bolchéviks avaient été conquis, de haute lutte avec tous les autres partis. C'étaient de solides voix. On pouvait compter sur elles. L'érosion des groupes intermédiaires, la stabilité considérable du camp bourgeois et la croissance gigantesque du Parti prolétarien le plus détesté et persécuté — tout cela présentait les symptômes infaillibles de la crise révolutionnaire. « Oui, les bolchéviks travaillaient avec zèle et infatigablement, — écrit Soukhanov, qui appartient lui-même au Parti battu des menchéviks, — ils étaient dans les masses, devant les métiers, quotidiennement, constamment... Ils étaient devenus leurs, parce qu'ils étaient toujours là, dirigeant, dans les petits détails comme dans les choses importantes, toute la vie de l'usine et de la caserne... La masse vivait et respirait avec les bolchéviks. Elle était entre les mains du Parti de Lénine et de Trotsky. »

La carte politique du front se distinguait par d'extrêmes bigarrures. Il y avait des régiments et des divisions qui n'avaient encore jamais entendu ni vu un bolchévik ; nombre de ceux-ci étaient sincèrement étonnés quand on les accusait de bolchévisme. D'autre part, il se trouvait des contingents qui prenaient leurs propres dispositions anarchiques, avec une vague nuance d'esprit Cent-Noir, pour le plus pur bolchévisme. L'état d'opinion du front se réglait dans une même direction. Mais, dans le grandiose torrent politique qui avait pour lit des tranchées, intervenaient fréquemment des courants contraires, des remous et pas mal de troubles.

En septembre, les bolchéviks brisèrent le cordon et obtinrent accès au front d'où ils avaient été relégués, et sans plaisanterie, pendant deux mois. Officiellement, l'interdiction n'était pas encore levée. Les comités conciliateurs faisaient tout leur possible pour empêcher les

bolchéviks de pénétrer dans leurs détachements ; mais tous leurs efforts restaient inutiles. Les soldats avaient tellement entendu parler de leur propre bolchévisme que tous, sans exception, étaient avides de voir et d'écouter un bolchévik en chair et en os. Les obstacles de pure forme, retardements et anicroches, suscités par les membres des comités étaient balayés par la pression des soldats dès qu'ils avaient vent de l'arrivée d'un bolchévik. Une vieille révolutionnaire, Evguénia Boch, qui avait fait un gros travail en Ukraine, a laissé de vifs souvenirs sur ses audacieuses excursions dans le bled primitif des soldats. Les avertissements alarmants des amis, faux ou sincères, étaient chaque fois rejetés. Dans une division que l'on caractérisait comme furieusement hostile aux bolchéviks, l'orateur, abordant avec beaucoup de prudence son sujet, constatait bientôt que les auditeurs étaient avec elle. « Pas un grailonnement, pas un toussotement, personne ne se mouchait, — en quoi sont les premiers signes de fatigue d'un auditoire de soldats, — silence complet, et de l'ordre. » L'assemblée se termina par une bruyante ovation en l'honneur de l'audacieuse agitatrice. En général, toute la tournée d'Evguénia Boch à l'arrière du front fut en son genre une marche triomphale. Moins héroïquement, avec moins d'effet, mais pour le fond identiquement, l'affaire fut menée par les agitateurs d'un moindre calibre.

Idées, mots d'ordre, généralisations, nouveaux ou bien convaincants d'une façon nouvelle, faisaient irruption dans la vie stagnante des tranchées. Des millions de têtes de soldats ressassaient les événements, établissant le bilan de leur expérience politique. « ...Chers camarades ouvriers et soldats — écrit un homme du front à la rédaction du journal — ne laissez pas faire cette

méchante lettre K, qui a livré le monde entier à un carnage sanglant. Il y a le premier massacreur, Kolka (Nicolas II), Kérénsky, Kornilov, Kalédine, *les kadets*, et ils ont tous la lettre K. Les *Kosaques* aussi, c'est des gens dangereux pour nous... (signé) : Sidor Nikolaïev. » Il ne faut point chercher ici de superstition : il n'y a seulement qu'un procédé de mnémonique politique.

Le soulèvement parti du Grand Quartier Général ne pouvait ne pas faire vibrer chaque fibre chez les soldats. La discipline extérieure, pour le rétablissement de laquelle l'on avait dépensé tant d'efforts et tant fait de victimes, se relâchait de nouveau sur toutes les coutures. Le commissaire militaire du front Ouest, Jdanov, communique : « L'état d'esprit est en général celui de la nervosité... de la suspicion à l'égard des officiers, de l'expectative ; le refus d'obéir aux ordres est expliqué par ce fait qu'on transmet aux soldats les ordres de Kornilov qui ne doivent pas être exécutés. » Dans le même esprit, Stankévitch, qui remplaça Filonenko au poste de Haut-commissaire, écrit : « La masse des soldats... se sentit entourée de tous côtés par la trahison... Celui qui cherchait à l'en dissuader lui paraissait également traître. »

Pour les officiers du cadre, l'effondrement de l'aventure kornilovienne signifiait l'écroulement des derniers espoirs. En son for intérieur, le commandement, même avant cela, ne se sentait guère brillant. Nous observâmes, à la fin du mois, les militaires conspirateurs à Pétrograd, ivres, fanfarons, veules. Maintenant, le corps des officiers se sentait définitivement honni et condamné. « Cette haine, cette persécution, — écrit l'un d'eux, — l'absolu désœuvrement et la perpétuelle attente d'une arrestation ou d'une mort ignominieuse chassaient les officiers vers les restaurants, les cabinets

particuliers, les hôtels de passage... C'est dans cette ambiance d'ivresse asphyxiante que sombrèrent les officiers. » Par contre, les soldats et les matelots vivaient dans une sobriété plus grande qu'elle n'avait jamais été : ils avaient été pris d'un nouvel espoir.

Les bolchéviks, d'après Stankévitch, « relevèrent la tête et se sentirent absolument maîtres dans l'armée... Les comités de la base commencèrent à se transformer en cellules bolchéviques. Toutes les élections dans l'armée donnaient un stupéfiant accroissement de suffrages bolchéviks. En outre, l'on ne peut se dispenser de noter que la meilleure armée, la plus disciplinée, non seulement sur le front Nord, mais, peut-être, sur tout le front russe, la V<sup>e</sup>, donna la première un comité bolchévik d'armée ».

D'une façon encore plus éclatante, plus nette, plus colorée, la flotte se bolchévisait. Les marins de la Baltique hissèrent, le 8 septembre, sur tous les vaisseaux, les pavillons de combat, pour montrer qu'ils étaient prêts à lutter pour la transmission du pouvoir aux mains du prolétariat et de la paysannerie. La flotte réclamait une trêve immédiate sur tous les fronts, la remise des terres à la discrétion des comités paysans et l'établissement d'un contrôle ouvrier sur la production. Trois jours après, le Comité central de la flotte de la mer Noire, plus arriéré et modéré, soutint les hommes de la Baltique, en formulant le mot d'ordre de la remise du pouvoir aux soviets. Pour le même mot d'ordre, au milieu de septembre, élèvent la voix 23 régiments d'infanterie sibériens et lettons de la XII<sup>e</sup> armée. Derrière eux se rangent constamment de nouveaux effectifs. La revendication du pouvoir pour les soviets ne disparaît plus des ordres du jour de l'armée et de la flotte.

« Les assemblées de matelots, — raconte Stankévitch, — se composaient pour les neuf dixièmes uniquement

de bolchéviks. » Le nouveau commissaire auprès du Grand Quartier Général eut à défendre, à Reval, devant les matelots, le Gouvernement provisoire. Dès les premiers mots, il sentit toute la vanité de ses tentatives. Au seul mot de « gouvernement », l'auditoire se renfermait coléreusement en lui-même : « Des vagues d'indignation, de haine et de défiance déferlaient aussitôt sur toute la foule. C'était éclatant, c'était fort, passionné, irrésistible et cela se fondait dans un hurlement unanime : « *A bas !* » On ne peut que rendre justice au conteur qui n'oublie pas de noter la beauté de la pression de masses qui lui étaient mortellement hostiles.

La question de la paix, enterrée pour deux mois, revient maintenant à la surface avec une force décuplée. Dans une séance du Soviet de Péetrograd, un officier arrivé du front, Doubassov, déclara : « Quoi que vous disiez ici, les soldats ne combattront plus. » Il y eut des exclamations : « Les bolchéviks eux-mêmes ne disent pas cela !... » Mais l'officier, qui n'était pas bolchévik, para le coup : « Je vous transmets ce que je sais et ce que les soldats m'ont chargé de vous transmettre. » Un autre homme du front, un soldat morose, portant une capote grise imprégnée de la saleté et de la puanteur des tranchées, déclara, en ces mêmes journées de septembre, au Soviet de Péetrograd que les soldats avaient besoin de la paix, de n'importe laquelle, « même si que ce serait une paix dégueulasse ». Ces âpres mots d'un soldat jetèrent le trouble dans le Soviet. On en était donc arrivé si loin ! Les soldats, sur le front, n'étaient pas des gamins. Ils comprenaient parfaitement que, avec « la carte de guerre » que l'on avait devant soi, la paix ne pouvait être qu'un acte de violence. Et, pour traduire cette opinion-là, le délégué des tranchées avait expressément choisi le mot le plus grossier, qui expri-

mait toute la violence de son aversion à l'égard de la paix du Hohenzollern. Mais c'est précisément en dépouillant ainsi son jugement que le soldat contraignit ses auditeurs à comprendre qu'il n'y avait point d'autre voie, que la guerre avait étiolé l'armée, que la paix était immédiatement indispensable, et à quelque prix que ce fût. Les paroles de l'orateur venu des tranchées furent reproduites avec des sarcasmes par la presse bourgeoise qui les attribua aux bolchéviks. La phrase sur la paix « dégueulasse » ne sortait plus désormais de l'ordre du jour, comme étant l'expression la plus extrême de la barbarie et de la dissolution du peuple !



En règle générale, les conciliateurs n'étaient nullement disposés de même que le dilettante politique Stankévitch, à admirer la magnificence du flot montant, qui menaçait de les balayer de l'arène révolutionnaire. Avec stupéfaction et épouvante, ils constataient, chaque jour, qu'ils ne disposaient d'aucune force de résistance. En somme, sous la confiance des masses à l'égard des conciliateurs, depuis les premières heures de la Révolution, se cachait un malentendu, historiquement inévitable, mais non durable : pour le déceler, il ne fallut tout au plus que quelques mois. Les conciliateurs furent forcés de causer avec les ouvriers et les soldats sur un tout autre ton que celui qu'ils avaient tenu au Comité exécutif et particulièrement au Palais d'Hiver. Les leaders responsables des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, de semaine en semaine, osaient moins se montrer en place publique. Les agitateurs de deuxième et de troisième ligne s'adaptaient au radicalisme social du peuple à l'aide de formules équivoques, ou bien, sin-

cèrement, se laissaient gagner par les états d'esprit des usines, des puits de mines et des casernes, parlaient leur langage et se détachaient de leurs propres partis.

Le matelot Khovrine montre, dans ses mémoires, comment les marins qui déclaraient se rattacher aux socialistes-révolutionnaires, luttèrent en réalité pour la plate-forme bolchévique. Même chose était observée partout et en tous lieux. Le peuple savait ce qu'il voulait, mais ne savait pas quel nom donner à cela. Le « malentendu » inhérent à la Révolution de Février affectait la masse, tout le peuple, surtout à la campagne où il persistera plus longtemps qu'à la ville. On ne pouvait introduire de l'ordre dans le chaos que par l'expérience. Les événements, grands et petits, secouaient inlassablement les partis de masses, les amenant à se mettre en accord avec leur politique, non avec leur enseigne.

On a un remarquable exemple du quiproquo entre les conciliateurs et les masses dans le serment qui fut prêté, au début de juillet, par 2.000 mineurs du Donetz, agenouillés, tête découverte, en présence d'une foule d'environ cinq mille personnes qui participaient. « Nous jurons sur les têtes de nos enfants, devant dieu, le ciel, et la terre, avec tout ce qu'il y a de sacré pour nous sur la terre, que jamais nous ne lâcherons la liberté obtenue par nous le 28 février 1917 ; croyant aux socialistes-révolutionnaires, aux menchéviks, nous jurons de ne jamais écouter les léninistes, parce que ceux-ci, bolchéviks-léninistes, conduisent par leur agitation la Russie à sa perte, alors que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, ensemble, comme un seul, disent : la terre au peuple, la terre sans rachat, le régime capitaliste doit s'écrouler après la guerre, et, au lieu du capitalisme, il doit y avoir un régime socialiste... Nous jurons de suivre ces partis, en marchant de l'avant,

sans reculer devant la mort. » Le serment des mineurs, dirigé contre les bolchéviks, menait en réalité directement vers l'insurrection bolchévique. L'écale de Février et le noyau d'Octobre apparaissent dans cette charte naïve et enflammée avec une telle évidence qu'ils épuisent à leur manière le problème de la révolution permanente.

En septembre, les mineurs du Donetz, sans manquer ni à eux-mêmes, ni à leur serment, avaient déjà tourné le dos aux conciliateurs. Il en advint de même dans les contingents les plus arriérés des mineurs de l'Oural. Un membre du Comité exécutif, le socialiste-révolutionnaire Ojégov, représentant de l'Oural, visita, au début du mois d'août, son usine d'Ijevsky. « Je fus stupéfait, — écrit-il dans son rapport empreint d'affliction, — des brusques modifications qui s'étaient produites en mon absence : l'organisation du parti des socialistes-révolutionnaires qui, par le nombre (8.000 personnes) et par son activité, était connue dans toute la région de l'Oural... était décomposée, affaiblie et réduite à 500 personnes, par suite de l'intervention d'agitateurs irresponsables. »

Le rapport d'Ojégov ne présenta rien d'imprévu pour le Comité exécutif : le même tableau s'observait à Pétrograd. Si, après l'écrasement de Juillet, les socialistes-révolutionnaires dans les usines, furent pour un temps remontés et même par ci, par là, élargirent leur influence, leur déclin n'en fut que plus irrésistible ensuite. « Il est vrai, le Gouvernement de Kérénsky fut alors vainqueur, — écrivait plus tard le socialiste-révolutionnaire V. Zenzinov, — les manifestants bolchéviks avaient été dispersés et leurs leaders arrêtés, mais c'était une victoire à la Pyrrhus. » C'est absolument juste : de même que le roi d'Epire, les conciliateurs



avaient remporté la victoire en la payant de leur armée. « Si, auparavant, jusqu'aux 3-5 juillet, — écrit un ouvrier de Pétrograd nommé Skorinko, — les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires pouvaient se montrer en certains endroits chez les ouvriers sans risquer d'être sifflés, ils n'avaient plus maintenant cette garantie... » Des garanties, en général, il ne leur en restait déjà plus.

Le parti des socialistes-révolutionnaires non seulement perdait son influence mais changeait aussi de composition sociale. Les ouvriers révolutionnaires ou bien avaient déjà trouvé le temps de passer aux bolchéviks, ou bien, s'écartant, passaient par une crise intime. Par contre, embusqués dans les usines pendant la guerre, les fils des boutiquiers, les *koulaks* et de petits fonctionnaires en étaient venus à se persuader que leur place était exactement dans le parti socialiste-révolutionnaire. Mais, en septembre, eux aussi n'osaient plus se dénommer socialistes-révolutionnaires, du moins à Pétrograd. Le parti était abandonné par les ouvriers, les soldats, dans certaines provinces déjà même par les paysans ; il lui restait les fonctionnaires conservateurs et les couches de la petite bourgeoisie.

Tant que les masses éveillées par l'insurrection donnèrent leur confiance aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks, les deux partis ne se lassèrent pas de célébrer la haute conscience du peuple. Mais lorsque les masses, passant par l'école des événements, commencèrent à se tourner brusquement vers les bolchéviks, les conciliateurs attribuèrent la responsabilité de leur propre effondrement à l'ignorance du peuple. Cependant, les masses ne consentaient point à croire qu'elles étaient devenues plus ignorantes ; au contraire, il leur semblait qu'elles comprenaient maintenant ce qu'elles n'avaient pas compris auparavant.

Faisant sa mue et s'affaiblissant, le parti socialiste-révolutionnaire se déchirait d'ailleurs sur ses coutures sociales, et ses membres étaient rejetés dans des camps hostiles entre eux. Dans les régiments, dans les campagnes, subsistaient les socialistes-révolutionnaires qui, d'accord avec les bolchéviks et, ordinairement, sous leur direction, se défendaient des coups portés par les socialistes-révolutionnaires gouvernementaux. L'aggravation de la lutte des flancs opposés appela à l'existence un petit groupe intermédiaire. Sous la direction de Tchernov, ce groupe essayait de sauver l'unité entre les persécuteurs et les persécutés, s'embrouillait, tombait dans des contradictions inextricables, fréquemment ridicules, et compromettait encore plus le parti. Pour s'ouvrir la possibilité de parler devant un auditoire de masses, les orateurs socialistes-révolutionnaires devaient, avec insistance, se présenter comme des « gauches », comme des internationalistes, n'ayant rien de commun avec la clique des « socialistes-révolutionnaires de Mars ». Après les journées de Juillet, les socialistes-révolutionnaires de gauche passèrent à une opposition déclarée, sans rompre encore formellement avec le parti, mais en empruntant tardivement les arguments et les mots d'ordre des bolchéviks. Le 21 septembre, Trotsky, non sans une idée pédagogique de derrière la tête, déclara à la séance du Soviet de Pétrograd que, pour les bolchéviks, il devenait « de plus en plus facile de s'entendre avec les socialistes-révolutionnaires de gauche ». A la fin des fins, ces derniers se détachèrent en un parti indépendant pour inscrire dans le livre de la Révolution une de ses pages les plus extravagantes. Ce fut la dernière déflagration du radicalisme intellectuel indépendant, et il n'en resta, quelques mois après Octobre, qu'un petit tas de cendres.

La différenciation atteignit tout aussi profondément les menchéviks. Leur organisation de Péetrograd se trouvait en vive opposition vis-à-vis du Comité central. Le noyau principal, dirigé par Tsérételli, n'ayant pas comme les socialistes-révolutionnaires des réserves paysannes, se désagrégeait encore plus rapidement que ces derniers. Les groupes social-démocrates intermédiaires qui n'avaient pas adhéré aux deux camps principaux tentaient encore d'obtenir l'unification des bolchéviks avec les menchéviks : ils gardaient encore quelque chose des illusions de Mars, quand Staline lui-même estimait souhaitable l'union avec Tsérételli et espérait qu'« à l'intérieur du Parti, nous nous débarrasserions des petits dissentiments ». Vers le 20 août eut lieu la fusion des menchéviks avec les unificateurs eux-mêmes. La prépondérance notable, au Congrès d'unification, fut le lot de l'aile droite, et la résolution de Tsérételli pour la guerre et pour la coalition avec la bourgeoisie fut votée par 117 voix contre 79. La victoire de Tsérételli dans le parti hâtait la défaite de ce même parti dans la classe ouvrière. L'organisation des ouvriers menchéviks de Péetrograd, extrêmement peu nombreuse, suivait Martov, le poussant en avant, s'irritant de son indécision et se préparant à passer aux bolchéviks. Vers le milieu de septembre, l'organisation de Vassili-Ostrov passa presque tout entière au Parti bolchévik. Cela accéléra la fermentation dans les autres rayons et en province. Les leaders de différents courants du menchévisme, en des séances communes, s'accusaient rageusement l'un l'autre de l'effondrement du parti. Le journal de Gorki, rattaché au flanc gauche des menchéviks, communiquait à la fin de septembre que l'organisation du parti à Péetrograd, qui comptait récemment encore environ 10.000 membres, « avait cessé d'exister en

fait... La dernière conférence de la capitale n'avait pu se réunir faute du quorum ».

Plékhanov attaquait de droite les menchéviks : « Tsérételli, et ses amis, sans le désirer et le concevoir eux-mêmes, frayent la route à Lénine. » Les dispositions politiques de Tsérételli lui-même pendant les journées de la marée montante de septembre sont vivement marquées dans les souvenirs du cadet Nabokov : « Le trait le plus caractéristique de son état d'esprit d'alors, c'était la peur devant la puissance grandissante du bolchévisme. Je me rappelle comment, dans un entretien avec moi en tête-à-tête, il me disait que les bolchéviks pourraient bien s'emparer du pouvoir. « Bien sûr, — disait-il, — ils ne tiendront pas plus de deux ou trois semaines, mais imaginez seulement quels seront les dégâts... C'est ce qu'il faut éviter à tout prix. » Sa voix avait un ton d'anxiété panique indubitable... » Devant Octobre, Tsérételli passait par les mêmes états d'âme que Nabokov connaissait bien depuis les journées de Février.



Le terrain où les bolchéviks agissaient coude à coude avec les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, bien que constamment en lutte avec eux, c'étaient les soviets. Les modifications dans les forces relatives des partis soviétiques, à vrai dire non du premier coup, avec des retards inévitables et des attermoiements artificiels, trouvaient leur expression dans la composition des soviets et dans leur fonction publique.

Bien des soviets de province étaient déjà avant les journées de Juillet des organes du pouvoir, — à Ivanovo — Voznessensk, à Lougansk, à Tsaritsyne, à Khersonne,

à Tomsk, à Vladivostok, — sinon formellement, du moins en fait, sinon constamment, du moins épisodiquement. Le soviet de Krasnoïarsk imposa tout à fait de son propre chef le régime des cartes de distribution pour les objets de consommation individuelle. Le soviet conciliateur de Saratov fut obligé d'intervenir dans les conflits économiques, d'opérer l'arrestation de certains entrepreneurs, de confisquer le tramway appartenant à une compagnie belge, d'établir le contrôle ouvrier et d'organiser la production dans les usines abandonnées. Dans l'Oural où, depuis 1905, prédominait l'influence politique du bolchévisme, les soviets exerçaient fréquemment la justice et la répression vis-à-vis des citoyens, créèrent dans quelques usines leur milice, prélevant pour la payer des fonds sur la caisse de l'usine, organisèrent le contrôle ouvrier qui approvisionnait les entreprises en matières premières et en combustible, veillait à l'écoulement des articles fabriqués et établissait les tarifs. Dans certaines régions de l'Oural, les soviets confisquèrent les terres des propriétaires nobles pour les remettre aux collectivités de cultivateurs. Dans les entreprises minières de Simsk, les soviets organisèrent une direction usinière régionale qui se subordonna toute l'administration, la caisse, la comptabilité et la réception des commandes. Par cet acte, la nationalisation de la région minière de Simsk était ébauchée. « Dès le mois de juillet, — écrit B. Eltsin à qui nous empruntons ces données, — dans les usines de l'Oural, non seulement tout était dans les mains des bolchéviks, mais ceux-ci donnaient déjà des leçons pratiques pour la solution des problèmes politiques, agraires et économiques. » Ces leçons étaient primitives, non ramenées à un système, non éclairées par une théorie, mais, en bien des points, elles prédéterminaient les voies futures.

Le tournant de Juillet atteignit beaucoup plus immédiatement les soviets que le Parti ou les syndicats, car, dans la lutte de ces jours-là, il s'agissait avant tout de la vie ou de la mort des soviets. Le Parti et les syndicats conservent leur importance pendant les périodes « paisibles » comme pendant une dure réaction : les tâches et les méthodes changent, mais non point les fonctions essentielles. Mais les soviets ne peuvent tenir que sur la base d'une situation révolutionnaire et disparaissent avec elle. Unifiant la majorité de la classe ouvrière, ils la placent face à face devant une tâche qui se dresse au-dessus de tous les besoins des particuliers, des groupes et des corporations, au-dessus d'un programme de rafistolages, d'amendements et de réformes en général, car c'est le problème de la conquête du pouvoir. Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » semblait cependant anéanti avec la manifestation des ouvriers et des soldats en Juillet. La défaite, ayant affaibli les bolchéviks dans les soviets, avait infiniment plus affaibli les soviets dans l'État. Le « gouvernement de salut » signifiait un renouveau de l'indépendance de la bureaucratie. Les soviets refusant de prendre le pouvoir, c'eût été pour eux un abaissement devant les commissaires, une atrophie, une fanaison.

Le déclin de l'importance du Comité exécutif central trouva sa vive expression extérieure : le Gouvernement invita les conciliateurs à évacuer le Palais de Tauride qui exigeait des réparations, paraît-il, pour l'Assemblée constituante. On réserva aux soviets, dans la seconde quinzaine de juillet, l'édifice de l'Institut Smolny où jusque-là avaient reçu leur éducation des jeunes filles de la haute noblesse. La presse bourgeoise écrivait dès lors, au sujet de la transmission aux soviets de la maison des « petites oies blanches », presque du

même ton qu'auparavant elle avait parlé de la saisie du Palais de Kszesinska par les bolchéviks. Diverses organisations révolutionnaires, et dans ce nombre les syndicats, qui s'étaient installés par réquisition dans des édifices, subirent en même temps une attaque au sujet de l'occupation des immeubles. Il ne s'agissait pas d'autre chose que d'expulser la Révolution ouvrière des logements trop vastes dont elle s'était emparée aux dépens de la société bourgeoise. La presse des cadets ne connaissait point de limites à son indignation, à vrai dire tardive, devant les intrusions d'un peuple de Vandales dans les droits de la propriété particulière et étatique. Mais, à la fin de juillet, un fait inattendu fut découvert, par l'intermédiaire des typos : les partis qui se groupent autour du fameux Comité de la Douma d'État se sont depuis longtemps, paraît-il, emparés pour leurs besoins de la très riche imprimerie d'Empire, de ses services d'expédition et de ses droits à la diffusion des imprimés. Les brochures d'agitation du parti cadet étaient non seulement imprimées gratuitement, mais gratuitement expédiées, par tonnes entières, et en grande vitesse, dans tout le pays. Le Comité exécutif, se trouvant obligé de vérifier l'accusation, se trouva aussi forcé de la confirmer. Le parti cadet découvrit, il est vrai, un nouveau motif de s'indigner : peut-on, en effet, même un instant, mettre sur le même plan la saisie des établissements de l'État dans des buts de destruction et l'utilisation du matériel de l'État pour la défense des valeurs supérieures ? En un mot, si ces messieurs volaient un peu l'État, c'était dans son propre intérêt. Mais, cet argument ne semblait pas à tous convaincant. Les ouvriers du bâtiment s'obstinaient à croire qu'ils avaient plus de droits à un local pour leur syndicat que n'en avaient les cadets sur l'Imprimerie nationale. Le différend ne se produisait pas

par hasard : il menait, en effet, à la seconde Révolution. Les cadets durent, en tous cas, se mordre un peu la langue.

Un des instructeurs du Comité exécutif, ayant parcouru dans la seconde quinzaine d'août les soviets du Midi de la Russie, où les bolchéviks étaient considérablement plus faibles que dans le Nord, consignait ainsi ses observations peu réconfortantes : « L'état d'esprit politique se modifie notablement... Aux sommets des masses s'accroissent des dispositions révolutionnaires provoquées par la conversion de la politique du Gouvernement provisoire... Dans la masse, l'on ressent de la fatigue et de l'indifférence à l'égard de la Révolution. On observe un sensible refroidissement vis-à-vis des soviets... Les fonctions des soviets sont peu à peu réduites. » Que les masses fussent fatiguées de voir les oscillations des intermédiaires démocrates, c'est absolument indiscutable. Cependant, elles se refroidissaient non point à l'égard de la Révolution, mais vis-à-vis des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. La situation devenait particulièrement intolérable dans les endroits où le pouvoir, malgré tous les programmes, se concentrait entre les mains des soviets conciliateurs : liés par la capitulation définitive du Comité exécutif devant la bureaucratie, ils n'osaient plus faire usage de leur pouvoir et compromettaient seulement les soviets aux yeux des masses. Une considérable partie du travail quotidien, routinier, était d'ailleurs détournée des soviets vers les municipalités démocratiques. Une partie plus grande encore allait aux syndicats et aux comités de fabriques et d'usines. Il devenait de moins en moins clair de savoir si les soviets survivraient et ce qui les attendait pour le lendemain.

Pendant les premiers mois de leur existence, les



soviets, ayant devancé de loin toutes les organisations, s'étaient chargés de l'édification des syndicats, des comités d'usines, des clubs et de la direction de leur travail. Mais les organisations ouvrières, ayant trouvé le temps de se mettre sur pied, passaient de plus en plus sous la direction des bolchéviks. « Les comités de fabriques et d'usines... — écrivait Trotsky en août, — ne se créent point dans des meetings improvisés. La masse les compose de ceux qui, sur place, dans la vie quotidienne de l'entreprise, ont prouvé leur fermeté, leur diligence et leur dévouement aux intérêts des ouvriers. Et voici que ces comités d'usines... sont, pour l'écrasante majorité, composés de bolchéviks. » Il ne pouvait plus être question d'une tutelle sur les comités d'usines et les syndicats exercée par les soviets conciliateurs, — au contraire, ici s'ouvrait le champ d'une lutte acharnée. Sur les questions qui touchaient les masses au vif, les soviets se trouvaient de moins en moins capables de faire opposition aux syndicats et aux comités d'usines. C'est ainsi que les syndicats de Moscou réalisèrent la grève générale malgré la décision du Soviet. Sous une forme moins éclatante, des conflits identiques se produisaient en tous lieux, et ce n'étaient pas les soviets qui en sortaient d'ordinaire vainqueurs.

Poussés par leur propre conduite dans une impasse, les conciliateurs se trouvèrent forcés « d'imaginer » pour les soviets des occupations accessoires, de les aiguiller sur la voie des entreprises culturelles, en somme, de les distraire. En vain : les soviets étaient créés pour lutter à la conquête du pouvoir ; pour les autres problèmes, il existait d'autres organisations, mieux adaptées. « Tout le travail qui roulait dans le canal menchévik et socialiste-révolutionnaire, — écrit un bolchévik de Saratov, Antonov, — perdit son sens... Dans une séance du Comité

exécutif, nous en étions à bâiller jusqu'à l'inconvenance, par ennui : elle était mesquine et vide, cette parlote de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks. »

Les soviets anémiés pouvaient de moins en moins servir d'appui à leur centre de Pétrograd. La correspondance entre Smolny et les localités était en décroissance : rien à écrire, rien à proposer ; il ne restait point de perspectives, ni de tâches. L'isolement vis-à-vis des masses prit une forme extrêmement sensible de crise financière. Les soviets de conciliateurs dans les localités restaient eux-mêmes sans ressources et ne pouvaient subventionner leur état-major de Smolny ; les soviets de gauche refusaient d'une façon démonstrative leur aide financière au Comité exécutif, taré par sa participation au travail de la contre-révolution.

Le processus du dépérissement des soviets se croisait cependant avec des processus d'un ordre différent, partiellement contraire. De lointaines régions limitrophes, des districts arriérés, des coins perdus s'éveillaient et formaient des soviets qui, dans les premiers temps, montraient de la fraîcheur révolutionnaire, tant qu'ils n'étaient pas tombés sous l'influence corruptrice du centre ou bien sous la répression du Gouvernement. Le chiffre total des soviets augmentait rapidement. Vers la fin du mois d'août, le service d'enregistrement du Comité exécutif comptait jusqu'à 600 soviets, derrière lesquels se groupaient 23 millions d'électeurs. Le système soviétique officiel s'élevait au-dessus de l'océan humain qui ondulait puissamment et poussait ses vagues vers la gauche.

Le renouveau politique des soviets, coïncidant avec leur bolchévisation, commençait par en-bas. A Pétrograd, les rayons furent les premiers à élever la voix. Le 21 juillet, la délégation de la conférence interrayeron-

nale des soviets présenta au Comité exécutif une liste de revendications : dissoudre la Douma d'Empire, confirmer l'immunité des organisations d'armée par un décret du Gouvernement, restituer la presse de gauche, suspendre le désarmement des ouvriers, mettre fin aux arrestations massives, juguler la presse de droite, en finir avec les dislocations de régiments et la peine de mort sur le front. L'atténuation des exigences politiques, comparativement à celles de la manifestation de Juillet, est absolument évidente ; mais ce n'était que le premier pas d'un convalescent. En restreignant les mots d'ordre, les rayons s'efforçaient d'élargir la base. Les dirigeants du Comité exécutif félicitèrent diplomatiquement les soviets de rayons de « leur tact », mais ramenèrent le discours à ceci que tous les maux provenaient de l'insurrection de Juillet. Les parties se séparèrent courtoisement, mais froidement.

Au programme des soviets de rayons s'ouvre une campagne imposante. Les *Izvestia*, de jour en jour, impriment des résolutions des soviets, des syndicats, des usines, des vaisseaux de guerre, des troupes, exigeant la dissolution de la Douma d'Empire, la suspension des mesures prises contre les bolchéviks et l'élimination de ceux qui favorisent la contre-révolution. Sur ce fond essentiel s'élèvent des voix plus radicales. Le 22 juillet, le Soviet de la province de Moscou, dépassant sensiblement le Soviet de Moscou même, vota une résolution réclamant la remise du pouvoir aux soviets. Le 26 juillet, le soviet d'Ivanovo-Voznessensk « stigmatise de son mépris » le moyen de lutte employé contre le parti des bolchéviks et envoie ses salutations à Lénine, « glorieux leader du prolétariat révolutionnaire ».

Les nouvelles élections qui eurent lieu, à la fin de juillet, et dans la première quinzaine d'août, en de

nombreux endroits du pays, amenèrent, en règle générale, un renforcement des fractions bolchéviques dans les soviets. Dans Cronstadt écrasée et vilipendée devant toute la Russie, le nouveau soviet comptait 100 bolchéviks, 75 socialistes-révolutionnaires de gauche, 12 menchéviks-internationalistes, 7 anarchistes, plus de 90 sans-parti, dont pas un ne se décida à avouer des sympathies pour les conciliateurs. Au congrès régional des soviets de l'Oural qui s'ouvrit le 18 août, il y eut 86 bolchéviks, 40 socialistes-révolutionnaires, 23 menchéviks. L'objet de la haine particulière de la presse bourgeoise devient Tsaritsyne, où non seulement le soviet est devenu bolchévik, mais où l'on a élu comme maire le leader des bolchéviks de l'endroit, Minine. Contre Tsaritsyne qui était une taie sur l'œil pour l'ataman du Don Kalédine, Kérénsky envoya sans aucun prétexte sérieux, une expédition punitive avec ce seul but ; détruire le nid révolutionnaire. A Pétrograd, à Moscou, dans tous les rayons industriels, les mains se lèvent de plus en plus nombreuses pour les motions bolchéviques.

La fin du mois d'août amena les soviets à une vérification. Sous le coup du danger, le regroupement intérieur se produisit très rapidement, généralement, et avec des frottements relativement peu importants. En province comme à Pétrograd, au premier plan se mirent les bolchéviks, héritiers présomptifs du système soviétique officiel. Mais, dans la composition même des partis conciliateurs, les socialistes de « Mars », les politiciens des antichambres de ministères et de bureaux, étaient temporairement refoulés par des éléments plus combattifs, trempés dans la lutte clandestine. Pour un nouveau groupement de forces, il fallut une nouvelle forme d'organisation. Nulle part, la direction de la défense révolutionnaire ne se concentra entre les mains des comités

exécutifs : tels que les trouva l'insurrection, ils étaient peu aptes à combattre. Partout se créaient des comités spéciaux de défense, des comités révolutionnaires, des états-majors. Ils s'appuyaient sur les soviets, leur rendaient des comptes, mais présentaient une nouvelle sélection d'éléments et de nouvelles méthodes d'action en corrélation avec le caractère révolutionnaire des tâches.

Le Soviet de Moscou, comme pendant les journées de la Conférence d'État, constitua un groupe de combat de six hommes qui seuls avaient le droit de disposer des forces armées et de procéder à des arrestations. S'étant ouvert à la fin d'août, le Comité régional de Kiev proposa aux soviets locaux de ne pas hésiter à destituer les représentants peu sûrs du pouvoir, aussi bien les militaires que les civils, et à prendre des mesures pour l'arrestation immédiate des contre-révolutionnaires comme pour l'armement des ouvriers. A Viatka, le comité du soviet s'attribua de pleins pouvoirs exceptionnels, y compris la disposition de la force armée. A Tsaritsyne, tout le pouvoir passa à l'état-major du soviet. A Nijni-Novgorod, le comité révolutionnaire mit ses hommes de garde à la poste et au télégraphe. Le soviet de Krasnoïarsk concentra dans ses mains le pouvoir civil et militaire.

Avec telles ou telles déviations, parfois essentielles, ce tableau se reproduisait presque partout. Et ce n'était nullement une simple imitation de Pétrograd : le caractère des soviets, représentants de masses, fixait le déterminisme extrême de leur évolution intérieure, provoquant une réaction homogène de leur part devant les grands événements. Alors que, entre les deux éléments de la coalition, passait le front de la guerre civile, les soviets réunirent effectivement autour d'eux toutes

les forces vives de la nation. Se brisant contre cette muraille, l'offensive des généraux tomba en poussière. On ne pouvait demander une leçon plus démonstrative. « Malgré tous les efforts faits par le pouvoir pour écarter et priver de force les soviets, — disait à ce sujet une déclaration des bolchéviks, — les soviets manifestèrent toute l'invincibilité... de la puissance et de l'initiative des masses populaires dans la période de la répression exercée contre la mutinerie kornilovienne... Après cette nouvelle épreuve que rien n'effacera plus de la conscience des ouvriers, des soldats et des paysans, le cri de ralliement poussé dès le début de la Révolution par notre Parti, — « tout le pouvoir aux soviets », — devint la voix de tout le pays révolutionnaire. »

Les doumas municipales, qui avaient tenté de rivaliser avec les soviets, s'éclipsèrent pendant les jours de danger et s'effacèrent. La douma de Pétrograd envoyait obséquieusement une délégation au Soviet « pour élucider la situation générale et établir un contact ». Il eût semblé que les soviets, élus par une partie de la population de la ville, devaient avoir moins d'influence et de puissance que les doumas élues par la population tout entière. Mais la dialectique du processus révolutionnaire montre que, dans certaines conditions historiques, la partie est infiniment plus grande que le tout. De même que dans le Gouvernement, les conciliateurs à la Douma faisaient bloc avec les cadets contre les bolchéviks, et ce bloc paralysait la Douma, ainsi que le Gouvernement. Par contre, le Soviet s'avéra la forme naturelle d'une collaboration défensive des conciliateurs avec les bolchéviks contre l'offensive de la bourgeoisie.

Après les journées korniloviennes s'ouvrit, pour les soviets, un nouveau chapitre. Bien qu'il restât encore aux conciliateurs un bon nombre de « bourgs pourris »,

surtout dans la garnison, le Soviet de Pétrograd donna de la bande si fortement dans le sens bolchévik qu'il étonna les deux camps : celui de droite et celui de gauche. Dans la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre, toujours sous la présidence du même Tchkhéidzé, le Soviet vota pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. Les membres de la base des fractions conciliatrices soutinrent presque tous la résolution des bolchéviks. La motion concurrente de Tsérételli recueillit une quinzaine de voix. Le présidium conciliateur n'en croyait pas ses yeux. De droite, l'on exigea un vote nominal qui dura jusqu'à trois heures du matin. Pour ne point voter ouvertement contre leurs partis, bien des délégués sortirent. Et pourtant, malgré tous les moyens de pression, la résolution des bolchéviks obtint, après pointage, 279 voix contre 115. C'était un fait de grande importance. C'était le commencement de la fin. Le présidium, abasourdi, déclara qu'il déposait ses pouvoirs.

Le 2 septembre, à la session unifiée des organes soviétiques russes en Finlande, fut adoptée par 700 voix contre 13, avec 36 abstentions, une résolution pour le pouvoir des soviets. Le 5, le Soviet de Moscou marcha dans la voie de Pétrograd : par 355 suffrages contre 254, non seulement il exprima sa défiance à l'égard du Gouvernement provisoire, considéré comme instrument de contre-révolution, mais il condamna la politique de coalition du Comité exécutif. Le présidium à la tête duquel se trouvait Khintchouk déclara qu'il donnait sa démission. Le congrès des soviets de la Sibérie centrale qui s'ouvrit le 5 septembre à Krasnoïarsk se déroula tout entier sous le drapeau du bolchévisme. Le 8, la résolution des bolchéviks est adoptée au soviet des députés ouvriers de Kiev par une majorité de 130 voix contre 66, bien que la fraction bolchévique officielle

ne comptât que 95 membres. Au Congrès des soviets de Finlande qui s'ouvrit le 10, 150.000 matelots, soldats et ouvriers russes étaient représentés par 69 bolchéviks, 48 socialistes-révolutionnaires de gauche et quelques sans-parti. Le Soviet des députés paysans de la province de Pétrograd élit comme délégué à la Conférence démocratique le bolchévik Serguéiev. Il fut manifeste, encore une fois, que dans les cas où le Parti réussit, par l'intermédiaire des ouvriers ou des soldats, à se lier directement avec le village, la classe paysanne se place volontiers sous son drapeau.

La prépondérance du Parti bolchévik dans le Soviet de Pétrograd se confirma dramatiquement dans la séance historique du 9 septembre. Toutes les fractions avaient convoqué le ban et l'arrière-ban de leurs membres : « il s'agit du sort du Soviet ». La réunion fut d'environ un millier de députés ouvriers et soldats. Le vote du 1<sup>er</sup> septembre avait-il été un simple épisode, engendré par la composition accidentelle de l'assemblée, ou bien signifiait-il un complet changement de la politique du Soviet ? — C'est ainsi qu'était posée la question. Craignant de ne pas réunir la majorité des voix contre le présidium dans lequel entraient tous les leaders conciliateurs : Tchkhéidzé, Tsérételli, Tchernov, Gotz, Dan, Skobélev, la fraction bolchévique proposa d'élire un présidium sur les bases proportionnelles : cette proposition, qui, jusqu'à un certain point, estompait l'acuité du conflit de principe, et qui provoqua, par conséquent, un véhément blâme de Lénine, eut cet avantage tactique, qu'elle garantit un appui aux éléments hésitants. Mais Tsérételli repoussa le compromis. Le présidium veut savoir si le Soviet a effectivement changé de direction : « Nous ne pouvons appliquer la tactique des bolchéviks. » Le projet de résolution apporté par la droite



disait que le vote du 1<sup>er</sup> septembre ne correspondait point à la ligne politique du Soviet qui continuait à faire confiance à son présidium. Il ne restait plus aux bolchéviks qu'à relever le défi, et ils y procédèrent en hommes tout prêts. Trotsky, qui parut au Soviet pour la première fois après sa mise en liberté, et qui fut accueilli avec ferveur par une partie considérable de l'assemblée (les deux parties pesaient, dans leur for intérieur, les applaudissements : majorité ou non-majorité ?) demanda avant le vote une explication : Kérensky faisait-il toujours partie du présidium ? Après une minute d'hésitation, le présidium, ayant répondu affirmativement, lui qui était déjà bien chargé de péchés, s'attacha lui-même au pied un lourd boulet. L'adversaire n'avait besoin que de cela. « Nous étions profondément persuadés, — déclara Trotzky — ...que Kérensky ne pouvait faire partie du présidium. Nous nous étions trompés. Actuellement, entre Dan et Tchkhéidzé, se dresse le fantôme de Kérensky... Quand on vous invite à approuver la ligne politique du présidium, n'oubliez pas que, par là-même, l'on vous propose d'agréer la politique de Kérensky. » La séance eut lieu dans une tension qui atteignait la limite. L'ordre se maintint grâce à l'effort de tous et de chacun pour ne pas en arriver à une explosion. Tous voulaient faire au plus vite le compte des amis et des adversaires. Tous comprenaient que l'on décidait la question du pouvoir, de la guerre, du sort de la Révolution. On décide que l'on votera en sortant par une porte. On invita à sortir ceux qui acceptaient la démission du présidium : il était plus facile de sortir à la minorité qu'à la majorité. A tous les bouts de la salle, une agitation passionnée, mais à mi-voix. Le vieux présidium ou bien un nouveau ? La coalition ou bien le pouvoir soviétique ? Devant les

portes, beaucoup de peuple s'était amassé, beaucoup trop à l'estimation du présidium. Les leaders des bolchéviks comptaient, de leur côté, qu'il leur manquerait environ une centaine de voix pour avoir la majorité : « Et ce sera encore beau ! » se disaient-ils, se consolant d'avance. Les ouvriers et les soldats, en longues files, s'alignent devant les portes. Une rumeur contenue de voix, de brefs éclats de discussion. D'un côté, un cri perce : « Korniloviens ! » Et d'autre part : « Héros de Juillet ! » La procédure se prolonge environ une heure. Les plateaux de l'invisible balance oscillent. Le présidium, dans une émotion à peine contenue, reste tout le temps sur l'estrade. Enfin, le scrutin a été contrôlé et est annoncé : pour le présidium et la coalition, 414 voix contre 519, et 67 abstentions ! La nouvelle majorité applaudit tempétueusement, avec exaltation et fureur. Elle en a le droit : la victoire a coûté cher. Une bonne partie de la route a été parcourue.

Sans avoir pu encore se remettre du coup porté, les leaders dépossédés descendent de l'estrade, la face longue. Tsérételli ne peut se retenir de formuler une prophétie menaçante. « Nous descendons de cette tribune, — crie-t-il, se retournant à demi dans sa marche — conscients d'avoir porté pendant six mois hautement et dignement le drapeau de la Révolution. Maintenant, ce drapeau est passé en vos mains. Nous pouvons seulement exprimer le souhait que vous le teniez au moins pour la moitié de ce délai ! » Tsérételli s'était cruellement trompé au sujet des délais comme au sujet de tout le reste.

Le Soviet de Pétrograd, ancêtre de tous les autres soviets, se trouva désormais sous la direction des bolchéviks qui étaient encore hier « une insignifiante poignée de démagogues ». Trotsky rappela, du haut de la tribune du présidium, que les bolchéviks n'avaient pas

encore été lavés de l'accusation d'être au service de l'état-major allemand. « Que les Milioukov et les Goutchkov racontent jour par jour leur existence. Ils ne le feront pas, mais nous, nous sommes, pour chaque jour, prêts à rendre compte de nos actes, nous n'avons rien à cacher au peuple russe... » Le Soviet de Pétrograd adopta une résolution spéciale, « stigmatisant de son mépris les auteurs, les propagateurs et les auxiliaires de la calomnie ».

Les bolchéviks entraient dans leurs droits de succession. Leur héritage se trouva et grandiose et extrêmement mince. Le Comité exécutif central supprima à temps voulu au Soviet de Pétrograd les deux journaux qu'il avait créés, tous les services de direction, toutes les ressources financières et techniques, y compris les machines à écrire et les encriers. De nombreuses automobiles qui, depuis les journées de Février, avaient été mises à la disposition du Soviet, se trouvèrent sans exception livrées à l'Olympe conciliateur. Les nouveaux dirigeants n'avaient ni caisse, ni journal, ni appareils de bureaux, ni moyens de transport, ni porte-plumes, ni crayons. Rien que des murs dépouillés et — l'ardente confiance des ouvriers et des soldats. Cela se trouva parfaitement suffisant.

Après le revirement radical de la politique du Soviet, les rangs des conciliateurs commencèrent à fondre encore plus rapidement. Le 11 septembre, quand Dan défendait devant le Soviet de Pétrograd la coalition, alors que Trotsky se prononçait pour le pouvoir des soviets, la coalition fut repoussée par toutes les voix contre 10, avec 7 abstentions ! Le même jour, le Soviet de Moscou condamna à l'unanimité les mesures de répression contre les bolchéviks. Les conciliateurs se virent bientôt rejetés dans un fort étroit secteur de droite, pareil à

celui que les bolchéviks avaient occupé, au début de la Révolution, sur la gauche. Mais quelle différence ! Les bolchéviks avaient toujours été plus forts dans les masses que dans les soviets. Les conciliateurs, par contre, conservaient encore dans les soviets plus de place que dans les masses. Les bolchéviks, dans la période de leur faiblesse, avaient pour eux l'avenir. Aux conciliateurs il ne restait qu'un passé dont ils n'avaient pas lieu d'être fiers.

En modifiant son courant, le Soviet de Pétrograd changea aussi d'aspect. Les leaders conciliateurs disparurent tout à fait de l'horizon, se retranchant dans le Comité exécutif ; ils furent remplacés au Soviet par des étoiles de deuxième et de troisième grandeur. Avec Tsérételli, Tchernov, Avxentiev, Skobélev, cessèrent de se montrer des amis et des admirateurs des ministres démocrates, les officiers radicaux et les dames, les écrivains à demi socialistes, les personnes instruites et réputées. Le Soviet devint plus homogène, plus gris, plus morose, plus sérieux.

## LES BOLCHÉVIKS ET LES SOVIETS

**L**ES ressources et les moyens de l'agitation bolchévique se présentent, si on les examine de près, non seulement comme ne correspondant aucunement à l'influence politique du bolchévisme, mais, tout bonnement, frappants par leur insignifiance. Jusqu'aux journées de Juillet, le Parti avait 41 organes de presse, en comptant les hebdomadaires et les mensuels, avec un tirage total de 330.000 exemplaires ; après l'écrasement de Juillet, le tirage fut réduit de moitié. A la fin d'août, l'organe central du Parti était imprimé à 50.000 exemplaires. Durant les jours où le Parti s'emparait des Soviets de Pétrograd et de Moscou, les fonds dans la caisse du Comité central s'élevaient à environ 30.000 roubles-papier.

Les intellectuels n'affluaient pas du tout au Parti. Une large couche des soi-disant « vieux bolchéviks », du nombre des étudiants qui avaient adhéré à la Révolution en 1905, se transforma en ingénieurs qui remportaient des succès de carrière, en médecins, en fonctionnaires, et qui montraient sans cérémonie au Parti d'hostiles échines dorsales. Même à Pétrograd, à chaque pas, l'on manquait de journalistes, d'orateurs, d'agitateurs. La province se trouvait tout à fait dépourvue. Il n'y a point de dirigeants, point d'hommes possédant une éducation politique qui pourraient expliquer au peuple ce que veulent les bolchéviks ! Telle est la lamen-

tation, qui retentit de centaines de coins perdus et surtout du front. Dans les campagnes, les cellules bolchéviques n'existent presque pas. Les communications postales sont en complet désarroi : abandonnées à elles-mêmes, les organisations locales, souvent, reprochaient, non sans raison, au Comité central de ne diriger que Pétrograd.

Comment donc, avec un si faible appareil et un tirage de presse si insignifiant, les idées et les mots d'ordre du bolchévisme purent-ils s'emparer du peuple ? Le secret de l'énigme est très simple : les mots d'ordre qui répondent au besoin aigu d'une classe et d'une époque se créent des milliers de canaux. Le milieu révolutionnaire, porté à l'incandescence, se distingue par une haute conductibilité des idées. Les journaux bolchéviks étaient lus à haute voix, relus jusqu'à être en lambeaux, les articles les plus importants s'apprenaient par cœur, étaient racontés, copiés, et là où c'était possible, réimprimés. « L'imprimerie de l'état-major, — raconte Pireïko, — rendit un grand service à la cause de la Révolution : combien, dans notre imprimerie, reproduisit-on de divers articles de la *Pravda* et de petites brochures, très proches et accessibles aux soldats ! Et tout cela était rapidement acheminé vers le front, par la poste aérienne, par les chauffeurs d'autos et par motocyclettes... » En même temps, la presse bourgeoise, expédiée gratuitement au front en millions d'exemplaires, ne trouvait pas un lecteur. Les lourds paquets n'étaient pas défaits. Le boycottage de la presse « patriotique » prenait fréquemment des formes démonstratives. Les représentants de la XVIII<sup>e</sup> division sibérienne décidèrent d'inviter les partis bourgeois à supprimer l'expédition de leur littérature, étant donné qu'elle servait « bien inutilement à faire bouillir de l'eau pour le thé ». La

presse bolchévique était d'un tout autre usage. C'est pourquoi le coefficient de son utilité, ou bien, si l'on veut, de sa nocivité, était infiniment plus élevé.

L'explication habituelle des succès du bolchévisme se ramène à évoquer la « simplicité » de ses mots d'ordre qui allaient au devant des désirs des masses. Il y a là une part de vérité. La consistance de la politique des bolchéviks était déterminée par ce fait que, contrairement aux partis « démocratiques », ils ne relevaient pas de commandements tacites ou à demi formulés, se rattachant en fin de compte à la protection de la propriété privée. Cependant, cette différence n'épuise pas à elle seule la question. Si, à la droite des bolchéviks, se tenait la « démocratie », du côté gauche tentaient de les refouler soit les anarchistes, soit les maximalistes, soit les socialistes-révolutionnaires de gauche. Pourtant encore, tous ces groupes n'étaient pas sortis de l'état d'impuissance. Le bolchévisme se distinguait en ceci qu'il avait subordonné son but subjectif, — la défense des intérêts des masses populaires, — aux lois de la Révolution considérée comme un processus objectivement conditionné. La déduction scientifique de ces lois, avant tout de celles qui gouvernent le mouvement des masses populaires, constituait la base de la stratégie bolchévique. Dans leur lutte, les travailleurs se guident non seulement sur leurs besoins, mais sur leur expérience de la vie. Le bolchévisme était absolument étranger au mépris aristocratique de l'expérience spontanée des masses. Au contraire, les bolchéviks partaient de cette expérience et bâtissaient sur elle. En cela, était un de leurs grands avantages.

Les Révolutions sont toujours prolifiques, et les bolchéviks n'échappèrent point à cette loi. Mais, tandis que l'agitation des menchéviks et des socialistes-révolution-

naires avait un caractère dispersé, contradictoire, le plus souvent évasif, l'agitation des bolchéviks se distinguait par sa nature réfléchie et concentrée. Les conciliateurs jacassaient pour écarter les difficultés, les bolchéviks marchaient au-devant d'elles. L'analyse constante de la situation, la vérification des mots d'ordre d'après les faits, une attitude sérieuse à l'égard de l'adversaire même peu sérieux, donnaient une force particulière, une vigueur persuasive à l'agitation bolchévique.

La presse du Parti n'exagérait point les succès, n'adultérait point les rapports de forces, ne tentait point de l'emporter par les hauts cris. L'école de Lénine était celle du réalisme révolutionnaire. Les données fournies par la presse bolchévique en 1917 se trouvent être, à la lumière des documents de l'époque et de la critique historique, infiniment plus véridiques que les informations de tous les autres journaux. La véracité provenait de la force révolutionnaire des bolchéviks, mais, en même temps, consolidait leur puissance. L'abandon de cette tradition devint, par la suite, un des traits les plus pernicioeux de la conduite des épigones.

« Nous ne sommes pas des charlatans, — disait Lénine, immédiatement après son arrivée, — nous devons nous baser uniquement sur la conscience des masses. Si même nous devons rester en minorité, — eh bien, oui... il ne faut pas avoir peur d'être en minorité... Nous faisons un travail de critique pour délivrer les masses de la duperie... Notre ligne s'avérera la vraie. Vers nous viendra tout opprimé... Il n'y a pas d'autre issue pour lui. » Comprise à fond, la politique bolchévique se présente à nous comme le contraire même de la démagogie et de l'esprit aventurier !

Lénine mène une vie clandestine. Il suit avec une



extrême attention les journaux, lit comme toujours entre les lignes et, dans des entrevues personnelles peu nombreuses surprend les échos des pensées non achevées et des intentions non exprimées. Dans les masses, reflux. Martov, tout en défendant les bolchéviks contre les calomnies, fait en même temps, avec affliction, de l'ironie à l'adresse du Parti qui « a trouvé le joint » pour s'infliger à lui-même une défaite. Lénine devine, — bientôt il reçoit là-dessus des informations nettes, — que, pour tel et tel bolchévik, les accents du repentir ne sont pas étrangers et que l'impressionnable Lounatcharsky n'est pas le seul dans ce cas. Lénine écrit au sujet des jérémiades des petits bourgeois et de la conduite de « renégats » de certains bolchéviks qui se montrent bienveillants aux jérémiades. Les bolchéviks, dans les rayons et en province, souscrivent à ces paroles sévères. Leur persuasion devient encore plus grande : « le vieux » ne perdra pas la tête, ne perdra pas courage, ne succombera pas à des mouvements d'humeur occasionnels.

Un membre du Comité central des bolchéviks, — n'est-ce pas Sverdlov ? — écrit, s'adressant à la province : « Pour un temps, nous n'avons pas de journaux à nous... L'organisation n'est pas détruite... le Congrès n'est pas différé. » Lénine suit attentivement, autant que le lui permet son isolement forcé, la préparation du Congrès du Parti et en esquisse les résolutions essentielles : il s'agit du plan de l'offensive ultérieure. Le Congrès est d'avance dénommé unificateur, car on prévoit que l'on y inclura dans le Parti certains groupes révolutionnaires autonomes, avant tout ceux de l'organisation interrayonnale de Pétrograd à laquelle appartiennent : Trotsky, Ioffé, Ouritsky, Riazanov, Lounatcharsky, Pokrovsky, Manouilsky, Karakhane, Iouréniev et plusieurs autres révolutionnaires connus par leur passé ou

qui en étaient encore seulement à acquérir une réputation.

Le 2 juillet, juste à la veille de la manifestation, avait lieu une conférence interrayonnale, représentant environ 4.000 ouvriers. « En majorité. — écrit Soukhanov qui y assistait dans le public, — c'étaient pour moi des inconnus, ouvriers et soldats... Le travail fut mené fébrilement et tous sentirent qu'il était fructueux. Une seule chose était gênante : en quoi différez-vous des bolchéviks et pourquoi n'êtes-vous pas avec eux ? » Pour hâter l'unification que s'efforçaient d'ajourner certains dirigeants de l'organisation, Trotsky publia dans la *Pravda* cette déclaration : « Il n'existe point actuellement, à mon avis, de différends de principe ou de tactique entre l'organisation interrayonnale et celle des bolchéviks. Par conséquent, il n'y a point de motifs qui justifieraient l'existence distincte de ces organisations. »

Le 26 juillet s'ouvrit le Congrès d'unification, en réalité le VI<sup>e</sup> Congrès du Parti bolchévik qui se déroula à demi légalement, se dissimulant alternativement dans deux rayons ouvriers. 175 délégués, dans ce nombre 157 avec voix délibérative, représentaient 112 organisations groupant 176.750 membres. A Pétrograd, l'on comptait 41.000 membres : 36.000 dans l'organisation bolchévique, 4.000 chez les interrayonnaux, environ 1.000 dans l'Organisation militaire. Dans la région industrielle de Moscou, le Parti comptait 42.000 membres, dans l'Oural 25.000, dans le bassin du Donetz environ 15.000. Au Caucase, il existait de grandes organisations bolchéviques. à Bakou, à Grosny et à Tiflis : les deux premières se composaient presque exclusivement d'ouvriers ; à Tiflis prédominaient les soldats.

La composition du congrès représentait le passé

prérévolutionnaire du Parti. Sur 171 délégués qui remplirent les feuilles d'enquête, 110 avaient fait de la prison, au total pour deux cent quarante-cinq ans, 10 avaient fait un total de quarante et une années de bague, 24 totalisaient soixante-treize années de déportation, en tout il y avait eu 55 bannis pour une durée de cent vingt sept ans dans l'ensemble ; 27 hommes avaient passé dans l'émigration une durée totale de quatre-vingt-neuf ans ; 150 avaient subi des arrestations s'élevant au chiffre de 549.

« A ce congrès. — disait plus tard, dans ses souvenirs, Piatnitsky, un des secrétaires actuels de l'Internationale communiste, — n'assistèrent ni Lénine, ni Trotsky, ni Zinoviev, ni Kaménev... Bien que la question du programme du Parti eût été retirée de l'ordre du jour, le congrès se déroula sans les leaders avec activité et fort bien... » A la base des travaux se placèrent les thèses de Lénine. Il y eut comme rapporteurs Boukharine et Staline. Le rapport de Staline ne mesure pas trop mal la distance parcourue par le rapporteur lui-même, avec tous les cadres du Parti, en quatre mois, depuis l'arrivée de Lénine. Théoriquement peu sûr de lui, mais résolu politiquement, Staline tente d'énumérer les traits marquants qui déterminent « le caractère profond de la révolution socialiste, ouvrière ». L'unanimité du congrès, comparativement à la conférence d'avril, saute aux yeux.

Au sujet des élections du Comité central, le procès-verbal du congrès communique : « On lit les noms des quatre membres du Comité central qui ont obtenu le plus grand nombre de voix : Lénine — 133 voix sur 134 ; Zinoviev — 132 ; Kaménev, — 131 ; Trotsky — 131 ; en outre sont élus au Comité central : Noguine, Kollontaï, Staline, Sverdlov, Rykov, Boukharine, Artem,

Ioffé, Ouritsky, Milioutine, Lomov. » Il faut remarquer cette composition du Comité central : sous sa direction s'accomplira l'insurrection d'Octobre.

Martov saluait le congrès par une lettre dans laquelle il exprimait de nouveau « sa profonde indignation devant la campagne de calomnies », mais, sur les questions essentielles, s'arrêtait au seuil de l'action. « Il ne doit pas être admis, — écrivait-il, — que l'on substitue au problème de la conquête du pouvoir par la majorité de la démocratie révolutionnaire le problème de la conquête du pouvoir dans une lutte avec cette majorité et contre elle... » Par majorité de la démocratie révolutionnaire, Martov continuait à entendre la représentation soviétique officielle qui perdait pied. « Martov est lié aux social-patriotes non point par une vaine tradition fractionnelle, — écrivait alors même Trotsky, — mais par une attitude profondément opportuniste à l'égard de la révolution sociale envisagée comme un but lointain qui ne peut déterminer la façon de poser les tâches d'aujourd'hui. Et c'est cela même qui le sépare de nous. »

Il n'y eut qu'un petit nombre de menchéviks de gauche, Larine en tête, pour se rapprocher définitivement en cette période des bolchéviks, Iouréniev, futur diplomate soviétique, en qualité de rapporteur au congrès sur la question de l'unification des internationalistes, arriva à cette conclusion qu'il faudrait s'unifier avec « la minorité de la minorité des menchéviks »... Le gros afflux des anciens menchéviks dans le Parti ne commença qu'après l'insurrection d'Octobre : se joignant non point au soulèvement prolétarien, mais au pouvoir qui en était sorti, les menchéviks manifestaient le trait essentiel de l'opportunisme : l'obséquiosité devant le pouvoir du jour. Lénine qui se tenait extrême-

ment en garde au sujet de la composition du Parti réclama bientôt l'exclusion de 99 % des menchéviks qui y étaient entrés après l'insurrection d'Octobre. Il fut loin de parvenir à ce résultat. Par la suite, les portes furent largement ouvertes aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires, et les anciens conciliateurs devinrent un des soutiens du régime staliniste dans le Parti. Mais tout cela se rapporte déjà à une époque ultérieure.

Sverdlov qui, pratiquement, avait organisé le congrès disait dans son rapport : « Trotsky, dès avant le congrès, est entré dans la rédaction de notre organe, mais son incarcération l'a empêché d'y participer effectivement. » C'est seulement au congrès de juillet que Trotsky entra formellement dans le Parti bolchévik. Le bilan des années de dissentiments et de lutte fractionnelle fut clos. Trotsky vint à Lénine, comme à un maître dont il avait compris la force et l'importance plus tard que bien d'autres, mais peut-être plus complètement. Ras-kolnikov qui avait fréquenté de près Trotsky depuis son arrivée du Canada et qui avait ensuite passé avec lui, coude à coude, quelques semaines en prison, écrivait dans ses souvenirs : « Trotsky avait un immense respect pour Vladimir Iliitch (Lénine). Il le plaçait au-dessus de tous les contemporains qu'il avait eu l'occasion de rencontrer en Russie et à l'étranger. Dans le ton de Trotsky parlant de Lénine, l'on sentait le dévouement d'un disciple : vers ce temps-là, Lénine comptait un stage de trente années au service du prolétariat, et Trotsky en était à la vingtième année. Les échos des anciens dissentiments de la période d'avant-guerre s'étaient complètement effacés. Entre la ligne de tactique de Lénine et celle de Trotsky, il n'existait point de différence. Ce rapprochement, déjà esquissé pendant la

guerre, fut tout à fait nettement déterminé au moment du retour de Léon Davidovitch (Trotsky) en Russie ; après ses premières manifestations d'activité nous sentîmes tous, vieux léninistes, qu'il était nôtre. » Déjà, le seul nombre des voix données à Trotsky quand il fut élu au Comité central montra que personne dans le milieu bolchévik ne le considérait, au moment même de son entrée dans le Parti, comme un intrus.

Invisiblement présent au congrès, Lénine insufflait dans les travaux de l'assemblée l'esprit de responsabilité et d'audace. Le créateur et l'éducateur du Parti ne tolérait pas plus la négligence dans la théorie que dans la politique. Il savait qu'une formule économique inexacte, de même qu'une observation politique inattentive prennent de cruelles revanches à l'heure de l'action. Défendant son procédé d'attention chicanière à l'égard de chaque texte du Parti, même d'un texte d'importance secondaire, Lénine répéta plus d'une fois : « Ce ne sont pas des vétilles, il faut de la précision : notre agitateur apprendra cela par cœur et ne sera pas dérouté... » « Notre Parti est bon », — ajoutait-il, ayant en vue précisément cette attitude sérieuse, exigeante, de l'agitateur du rang, au sujet de ce qu'il fallait dire et de la façon de le dire.

La hardiesse des mots d'ordre bolchéviks donna plus d'une fois l'impression d'être fantaisiste : c'est ainsi que furent accueillies les thèses d'avril de Lénine. En réalité, dans une époque révolutionnaire, ce qu'il y a de plus fantaisiste, ce sont les luttes mesquines ; par contre, le réalisme est inconcevable en dehors d'une politique à lointaines visées. Il ne suffit pas de dire que la fantaisie était étrangère au bolchévisme : le Parti de Lénine était l'unique Parti de réalisme politique dans la Révolution.

En juin, et au début de juillet, les bolchéviks ouvriers déclarèrent plus d'une fois qu'ils étaient assez souvent obligés de jouer le rôle de la lance des pompiers vis-à-vis des masses, et que cela ne leur réussissait pas toujours. Juillet, avec la défaite, avait apporté une expérience chèrement payée. Les masses devinrent beaucoup plus attentives aux avertissements du Parti, saisissant ses calculs de tactique. Le congrès du Parti en juillet confirma ceci : « Le prolétariat ne doit pas se laisser aller aux provocations de la bourgeoisie qui désirerait fort, en ce moment, l'appeler à une bataille prématurée. » Tout le mois d'août, surtout la seconde quinzaine, est marqué vivement par de constants avertissements du Parti à l'adresse des ouvriers et des soldats : ne pas descendre dans la rue. Les leaders bolchéviks eux-mêmes plaisantaient fréquemment à mi-voix au sujet de la ressemblance de leurs avertissements avec le leitmotiv politique de la vieille social-démocratie allemande qui retenait les masses de toute lutte sérieuse, alléguant invariablement le danger de la provocation et la nécessité d'accumuler des forces. En réalité, la ressemblance n'était qu'apparente. Les bolchéviks comprenaient parfaitement que les forces s'accumulent dans la lutte et non point dans une abstention passive. L'étude de la réalité était pour Lénine simplement une exploration théorique dans l'intérêt de l'action. Quand il évaluait la situation, il voyait toujours en son centre même le Parti comme force active. Il considérait avec une hostilité particulière, plus exactement avec dégoût, l'austro-marxisme (Otto Bauer, Hilferding, et autres) pour lequel l'analyse théorique est seulement un commentaire scientifique de la passivité. La prudence est un frein, mais non pas un moteur. Personne encore n'a fait un voyage sur un frein, de même que personne encore n'a

jamais rien construit de grand sur la prudence. Mais les bolchéviks savaient en même temps fort bien que la lutte réclame un calcul des forces ; qu'il faut être prudent pour avoir le droit d'être téméraire.

La résolution du VI<sup>e</sup> congrès, tout en prévenant des conflits prématurés, indiquait en même temps qu'il faudrait accepter le combat « lorsque la crise commune à toute la nation et une profonde poussée des masses créeraient des conditions favorables pour le passage des éléments pauvres de la ville et des campagnes au côté des ouvriers ». Au rythme de la révolution, il ne s'agissait point de dizaines d'années, ni même d'années, mais de quelques mois.

Ayant mis à l'ordre du jour l'explication pour les masses de la nécessité de se préparer à une insurrection armée, le congrès décidait en même temps de supprimer le mot d'ordre central de la période précédente : la remise du pouvoir aux soviets. Ceci allait avec cela. Lénine avait préparé la modification des mots d'ordre par ses articles, ses lettres et ses entretiens particuliers.

Le passage du pouvoir aux soviets aurait marqué directement le passage du pouvoir aux conciliateurs. Cela pouvait s'accomplir pacifiquement, tout simplement en mettant à la retraite le gouvernement bourgeois qui reposait sur la bonne volonté des conciliateurs et sur des restes de confiance dans les masses. La dictature des ouvriers et des soldats était un fait, à dater du 27 février. Mais les ouvriers et les soldats ne se rendaient pas compte du fait comme il convenait. Ils avaient confié le pouvoir aux conciliateurs qui, à leur tour, l'avaient transmis à la bourgeoisie. Le calcul des bolchéviks visant à un développement pacifique de la révolution reposait non sur ce point que la bourgeoisie remettait de bon gré le pouvoir aux ouvriers et aux sol-



dats, mais sur ce point que les ouvriers et les soldats empêcheraient en temps voulu les conciliateurs de céder le pouvoir à la bourgeoisie.

La concentration du pouvoir dans les soviets, sous un régime de démocratie soviétique, eût ouvert aux bolchéviks l'entière possibilité de devenir une majorité dans les soviets et, par conséquent, de créer un gouvernement sur les bases de leur programme. Pour atteindre ce but, il n'était nullement besoin d'une insurrection armée. La substitution des partis au pouvoir aurait pu s'accomplir pacifiquement. Tous les efforts du Parti, depuis avril jusqu'en juillet, avaient pour but d'assurer le développement pacifique de la révolution par l'intermédiaire des soviets. « Expliquer patiemment », — telle était la clé de la politique bolchévique.

Les journées de Juillet modifièrent radicalement la situation. Des soviets, le pouvoir passa entre les mains des cliques militaires qui étaient liées aux cadets et aux ambassades et qui n'avaient supporté que pour un certain temps Kérénsky, en qualité de firme démocratique. Si le Comité exécutif avait songé maintenant à décider que le pouvoir passerait entre ses mains, le résultat eût été tout différent de ce qu'il pouvait être trois jours auparavant : au Palais de Tauride serait entré, probablement, un régiment de Cosaques avec les écoles de *junkers*, et il aurait tenté tout simplement d'arrêter les « usurpateurs ». Le mot d'ordre « le pouvoir aux soviets » supposait désormais une insurrection armée contre le Gouvernement et les cliques militaires qui se tenaient derrière son dos. Mais soulever une insurrection au nom du pouvoir de soviets qui ne voulaient pas de ce pouvoir eût été une évidente absurdité.

D'autre part, il devenait dès lors douteux, — certains même pensaient invraisemblable, — que les bol-

chéviks pussent conquérir la majorité dans ces soviets sans autorité, au moyen de nouvelles élections pacifiques : liés par l'écrasement en juillet des ouvriers et des paysans, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires couvriront bien entendu dans la suite les violences exercées sur les bolchéviks. Restant conciliateurs, les soviets se transformeront en une veule opposition sous un pouvoir contre-révolutionnaire pour cesser bientôt d'exister.

Dans ces conditions, il ne pouvait être question d'un passage pacifique du pouvoir entre les mains du prolétariat. Pour le parti bolchévik, cela signifiait : il faut se préparer à l'insurrection armée. Sous quel mot d'ordre ? Sous le mot d'ordre déclaré de la conquête du pouvoir par le prolétariat et les paysans pauvres. Il faut poser le problème révolutionnaire dans sa forme dénudée. Sous la forme équivoque des soviets, il faut dégager le contenu de classe. Ce n'était point renoncer aux soviets comme tels. S'étant emparé du pouvoir, le prolétariat devra organiser l'État sur le type soviétique. Mais ce seront d'autres soviets remplissant une tâche historique absolument contraire à la fonction préservatrice des soviets conciliateurs.

« Le mot d'ordre du passage du pouvoir aux soviets, — écrivait Lénine dans les premiers grondements de la persécution et de la calomnie. — aurait maintenant un air de don-quichottisme ou de moquerie. Ce mot d'ordre, objectivement, serait une tromperie pour le peuple, lui suggérerait des illusions comme s'il suffisait maintenant aux soviets de désirer prendre le pouvoir ou bien d'en décider ainsi pour l'avoir. — comme s'il se trouvait encore dans le Soviet des partis qui ne se seraient pas encore entachés d'avoir apporté leur aide à des bourreaux, — comme si l'on pouvait faire du passé ce qui n'a pas été. »

Renoncer à exiger le passage du pouvoir aux soviets ? Au premier moment, cette idée abasourdit le Parti, plus exactement ses cadres d'agitateurs qui, pendant les trois mois précédents, avaient tellement pris le courant du mot d'ordre populaire qu'ils y identifiaient presque tout le contenu de la Révolution. Dans les cercles du Parti s'ouvrit une discussion. Bien des militants en vue du Parti, tels que Manouilsky, Iouréniev et d'autres démontraient qu'en retirant le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets », l'on créait un danger d'isolement du prolétariat vis-à-vis de la paysannerie. Cette objection substituait aux classes les institutions. Le fétichisme de la forme d'organisation représente, si étrange que ce soit au premier regard, une maladie très fréquente précisément dans les milieux révolutionnaires. « Dans la mesure où nous restons parties composantes de ces soviets, — écrivait Trotsky, — nous nous efforcerons d'obtenir que les soviets qui reflètent la journée d'hier de la Révolution parviennent à s'élever à la hauteur des tâches de demain. Mais, si importante que soit la question du rôle et du sort des soviets, elle est subordonnée pour nous totalement à la question de la lutte du prolétariat et des masses à demi prolétariennes de la ville, de l'armée et du village pour le pouvoir politique, pour la dictature révolutionnaire. »

La question de savoir quelle organisation de masse devrait servir au Parti pour la direction de l'insurrection n'admettait pas de solution *a priori*, et d'autant moins de solution catégorique. Les organes devant servir pour l'insurrection pouvaient être les comités d'usines et les syndicats qui se trouvaient déjà sous la direction des bolchéviks, de même que les soviets, dans certains cas, dans la mesure où ils échappaient au joug des conciliateurs. Lénine disait par exemple à Ordjonikidzé : « Il

est indispensable pour nous de transférer le centre de gravité sur les comités de fabriques et d'usines. Les organes de l'insurrection doivent être les comités de fabriques et d'usines. »

Après que les masses se furent heurtées, en juillet, aux soviets, d'abord comme à un adversaire passif, ensuite comme à un ennemi actif, le changement de mots d'ordre trouva dans leur conscience un terrain tout à fait préparé. Là était le souci constant de Lénine : exprimer avec la dernière simplicité ce qui, d'une part, découle des conditions objectives et, d'autre part, forme l'expérience subjective des masses. Il n'appartient plus maintenant d'offrir le pouvoir aux soviets de Tsérételli, — ainsi sentaient les ouvriers et les soldats avancés, — il faut seulement que nous le prenions nous-mêmes en main !

La manifestation de grévistes à Moscou contre la Conférence d'État non seulement se déroula contre la volonté du Soviet mais ne formula point la revendication du pouvoir des soviets. Les masses avaient déjà compris la leçon donnée par les événements et commentée par Lénine. En même temps, les bolchéviks de Moscou n'hésitèrent pas une minute à occuper les positions de combat, dès que le danger se manifesta d'une contre-révolution essayant d'écraser les soviets de conciliateurs. La politique bolchévique combinait toujours l'intransigeance révolutionnaire avec la plus extrême souplesse et trouvait précisément dans cette combinaison sa force.

Les événements sur le théâtre de la guerre soumièrent bientôt à une épreuve très grave la politique du Parti du point de vue de son internationalisme. Après la chute de Riga, la question du sort de Pétrograd saisit au vif les ouvriers et les soldats. A la réunion des comités

de fabriques et d'usines à Smolny, le menchévik Mazourenko, officier qui avait récemment dirigé le désarmement des ouvriers de Pétrograd, fit un rapport sur le danger qui menaçait la capitale et posa des questions pratiques de défense. « A quel propos pouvez-vous causer avec nous, — s'écria un des orateurs bolchéviks... — Nos leaders sont emprisonnés et vous nous appelez à discuter des questions qui concernent la défense de la capitale. » En tant qu'ouvriers de l'industrie et que citoyens de la république bourgeoise, les prolétaires du rayon de Vyborg ne se disposaient pas du tout à saboter la défense de la capitale révolutionnaire. Mais, en tant que bolchéviks, que membres du Parti, ils ne voulurent pas une seconde partager avec les dirigeants la responsabilité de la guerre devant le peuple russe et devant les peuples des autres pays. Craignant que l'esprit de défensive ne se transformât en une politique de défense nationale, Lénine écrivait : « Nous ne deviendrons partisans de la défense nationale qu'après le passage du pouvoir au prolétariat... Ni la prise de Riga, ni la prise de Piter (Pétrograd) ne feront de nous des partisans de la défense nationale : jusqu'à ce moment-là, nous tenons pour la Révolution prolétarienne, nous sommes contre la guerre, nous ne sommes pas des partisans de la défense nationale. » « La chute de Riga, — écrivait Trotsky de sa prison, — est un coup dur. La chute de Pétrograd serait une calamité. Mais la chute de la politique internationale du prolétariat russe serait une catastrophe. » Doctrinarisme de fanatiques ? Mais en ces mêmes journées où les chasseurs bolchéviks et les matelots tombaient sous les murs de Riga, le Gouvernement prélevait des troupes pour écraser les bolchéviks et le généralissime se préparait à faire la guerre au Gouvernement. Pour cette politique sur le front comme à l'arrière, pour la

défensive comme pour l'offensive, les bolchéviks n'osaient et ne voulaient prendre sur eux une ombre de responsabilité. S'ils s'étaient conduits autrement, ils n'eussent pas été des bolchéviks.

Kérénsky et Kornilov constituait deux variantes d'un seul et même danger ; mais ces variantes, l'insinuante et l'aiguë, se trouvèrent à la fin d'août en opposition irréductible entre elles. Il fallait avant tout repousser le danger aigu pour en finir ensuite avec le danger insinuant. Non seulement les bolchéviks entrèrent dans le Comité de défense, bien qu'ils fussent condamnés à n'y occuper que la situation d'une petite minorité, mais ils déclarèrent que, dans la lutte contre Kornilov, ils étaient prêts à conclure « une alliance militairement technique » même avec un Directoire. A ce sujet, Soukhanov écrit : « Les bolchéviks montrèrent un tact extrême et de la sagesse politique... Il est vrai que, marchant vers un compromis peu spécifique à eux, ils poursuivaient certains buts particuliers imprévisibles pour leurs alliés. Mais leur sagesse n'en était que plus grande dans cette affaire. » Il n'y avait rien de non-spécifique « pour le bolchévisme dans cette politique : au contraire, elle répondait le mieux du monde à tout le caractère du Parti. Les bolchéviks étaient des révolutionnaires d'action et non de gestes, d'essence et non de forme. Leur politique était déterminée par le groupement réel des forces et non point par les sympathies et les antipathies. Traqué par les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, Lénine écrivait : « Ce serait une très profonde erreur que de croire que le prolétariat révolutionnaire, cherchant pour ainsi dire à se « venger » des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks qui ont appuyé l'écrasement des bolchéviks, les exécutions sur le front et le désarmement des ouvriers, serait capa-

ble de refuser « de les soutenir » face à la contre-révolution. »

Accorder un soutien technique, mais non politique. Contre l'appui politique, Lénine mettait résolument en garde dans une de ses lettres au Comité central : « Nous ne devons pas soutenir, même à présent, le Gouvernement de Kérensky. Ce serait manquer de principes. On demandera : ne faut-il pas se battre contre Kornilov ? Mais oui, bien sûr ! Mais ce n'est pas la même chose, il y a ici une limite ; elle est dépassée par certains bolchéviks qui tombent dans « l'esprit conciliateur », se laissant entraîner par le torrent des événements. »

Lénine savait saisir de loin les nuances dans les mouvements d'opinion politique. Le 29 août, à la séance de la Douma municipale de Kiev, un des dirigeants bolchéviks de l'endroit, G. Piatakov, déclare : « En cette heure de péril, nous devons oublier tous les vieux comptes, ... nous unir avec tous les partis révolutionnaires qui tiennent pour livrer résolument une bataille à la contre-révolution. J'appelle à l'unité », etc. C'était justement le ton politique faux contre lequel Lénine mettait en garde. « Oublier les vieux comptes », c'était ouvrir de nouveaux crédits aux candidats à la banqueroute. « Nous ferons, nous faisons la guerre à Kornilov, — écrivait Lénine, — mais nous ne soutenons pas Kérensky, nous dénonçons sa faiblesse. Il y a une différence... Les phrases... sur l'appui à donner au Gouvernement provisoire, etc, etc., doivent être combattues impitoyablement, précisément comme des phrases. »

Les ouvriers ne se faisaient aucune illusion sur le caractère de leur « bloc » avec le Palais d'Hiver. « En luttant contre Kornilov, le prolétariat combattra non pour la dictature de Kérensky, mais pour toutes les conquêtes de la Révolution », — ainsi s'exprimaient les

usines, l'une après l'autre, à Pétrograd, à Moscou, en province. N'accordant point les moindres concessions politiques aux conciliateurs, ne confondant ni les organisations, ni les drapeaux, les bolchéviks étaient, comme toujours, prêts à concerter leurs actes avec un adversaire et ennemi si cela donnait la possibilité de porter un coup à un autre ennemi plus dangereux dans le moment présent.

Dans la lutte contre Kornilov, les bolchéviks poursuivaient « des buts particuliers ». Soukhanov indique par là qu'ils se donnaient déjà à ce moment pour tâche de transformer le Comité de défense en un instrument pour l'insurrection prolétarienne. Que les comités révolutionnaires des journées korniloviennes soient devenus jusqu'à un certain degré la préfigure des organes qui dirigèrent par la suite le soulèvement du prolétariat, c'est indiscutable, mais Soukhanov attribue tout de même aux bolchéviks une excessive perspicacité quand il pense qu'ils avaient prévu ce point dans l'organisation. Les « buts particuliers » consistaient à écraser la contre-révolution, à détacher si l'on y réussissait des cadets les conciliateurs, à grouper le plus possible les masses sous la direction bolchévique, à armer le plus grand nombre possible d'ouvriers révolutionnaires. De ces desseins, les bolchéviks ne faisaient aucun mystère. Le Parti persécuté venait au secours d'un gouvernement de répression et de calomnie ; mais il le sauvait d'une débâcle militaire pour le tuer d'autant plus sûrement en politique.

Les dernières journées du mois d'août produisirent de nouveau un brusque déplacement dans les rapports des forces, cette fois-ci de la droite vers la gauche. Les masses appelées à la lutte rétablirent sans effort la situation que les soviets avaient eue avant la crise de



Juillet. Désormais, le sort des soviets est de nouveau en leurs propres mains. Le pouvoir peut être pris par les soviets sans combat. Pour cela, les conciliateurs n'ont besoin que de consolider ce qui s'est déjà formé dans la réalité. Toute la question est de savoir s'ils le voudront... Dans un moment d'entraînement, les conciliateurs déclarent que la coalition avec les cadets ne se peut plus concevoir. S'il en est ainsi, elle est inconcevable en général. Le désaveu de la coalition ne peut, cependant, signifier rien d'autre que le passage du pouvoir aux conciliateurs.

Lénine saisit immédiatement l'essentiel de la nouvelle situation pour en tirer les déductions indispensables. Le 3 septembre, il rédige son remarquable article *Sur les compromis*. Le rôle des soviets s'est de nouveau modifié, constate-t-il : au début de juillet, ils étaient des organes de lutte contre le prolétariat ; à la fin d'août, ils sont devenus des organes de lutte contre la bourgeoisie. Les soviets ont retrouvé les troupes à leur disposition. L'histoire entr'ouvre de nouveau la possibilité d'un développement pacifique de la Révolution. C'est une possibilité exceptionnellement rare et précieuse : il faut faire une tentative pour la réaliser. Lénine raille en passant les phraseurs qui jugent inadmissibles les compromis quels qu'ils soient : le problème consiste « à travers tous les compromis dans la mesure où ils sont inévitables », à réaliser les propres buts et tâches. « Le compromis, de notre côté, — dit-il, — c'est notre retour à la revendication d'avant juillet : tout le pouvoir aux soviets, un gouvernement de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks responsables devant les soviets. Maintenant, et seulement maintenant, peut-être au total pendant quelques jours, ou bien une ou deux semaines, un pareil gouvernement pourrait se

constituer et se consolider tout à fait pacifiquement. » La brièveté du délai fixé devait caractériser toute la gravité de la situation : les conciliateurs ont leurs jours comptés pour choisir entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Les conciliateurs se hâtèrent de repousser la proposition léniniste comme un piège perfide. En réalité, la proposition ne comportait pas ombre de malice : persuadé de ceci que son Parti était appelé à prendre la tête de la nation, Lénine fit une tentative franche pour atténuer la lutte, en affaiblissant la résistance des adversaires qu'il plaçait devant l'inévitable.

Les audacieuses évolutions de Lénine qui proviennent toujours d'une modification de la situation même et conservent invariablement en elles l'unité de la conception stratégique, constituent une école inappréciable de stratégie révolutionnaire. La proposition du compromis avait le sens d'une leçon de choses, avant tout pour le Parti bolchévik lui-même. Elle montrait que, malgré l'expérience faite avec Kornilov, il ne restait plus aux conciliateurs de tournant dans la voie de la Révolution. Le Parti des bolchéviks se sentit définitivement après cela l'unique Parti de la Révolution.

Les conciliateurs refusèrent de jouer un rôle de transmission, passant le pouvoir des mains de la bourgeoisie à celles du prolétariat, comme, en mars, ils avaient joué un rôle de transmission, reportant le pouvoir des mains du prolétariat à celles de la bourgeoisie. Mais, par là-même, le mot d'ordre du « pouvoir aux soviets » restait de nouveau en suspens, non pour longtemps cependant : à peu de jours près, les bolchéviks obtinrent la majorité dans le Soviet de Pétrograd, ensuite dans un bon nombre d'autres. Le mot d'ordre du « pouvoir aux soviets » ne fut, par conséquent, pas retiré une

seconde fois de l'ordre du jour, mais prit un nouveau sens : tout le pouvoir aux soviets *bolchéviks*. Sous cet aspect, le mot d'ordre cessait définitivement d'être celui d'une évolution pacifique. Le Parti s'engage dans la voie de l'insurrection armée, à travers les soviets et au nom des soviets.

Pour comprendre le développement ultérieur, il est indispensable de poser une question : de quelle façon les soviets conciliateurs avaient-ils récupéré au début de septembre le pouvoir qu'ils avaient perdu en juillet ? A travers les résolutions du VI<sup>e</sup> Congrès s'affirme nettement cette constante idée qu'en résultat des événements de Juillet, la dualité de pouvoirs se trouva liquidée, ayant été remplacée par la dictature de la bourgeoisie. Les tout derniers historiens soviétiques reproduisent d'un livre à l'autre la même pensée, n'essayant même pas d'en faire une nouvelle appréciation à la lumière des événements qui suivirent. En outre, ils ne se posent pas du tout cette question : si, en juillet, le pouvoir avait entièrement passé aux mains de la clique militaire, pourquoi donc cette même clique dut-elle en août recourir à l'insurrection ? S'engage dans la voie risquée d'une conspiration non pas celui qui possède le pouvoir, mais celui qui veut s'en emparer.

La formule du VI<sup>e</sup> Congrès était, pour le moins, inexacte. Si nous avons dénommé dualité de pouvoirs le régime sous lequel il y avait en somme entre les mains du gouvernement officiel une fiction de pouvoir, tandis que la force réelle était entre les mains du Soviet, il n'y a aucun motif d'affirmer que la dualité de pouvoirs est liquidée à partir du moment où une portion du pouvoir réel a passé du Soviet à la bourgeoisie. Du point de vue des tâches de combat du moment, l'on pouvait et l'on devait surestimer la concentration du pouvoir dans les

mains de la contre-révolution. La politique n'est pas une mathématique. Pratiquement, il était infiniment plus dangereux de sous-estimer la signification du changement intervenu que de l'exagérer. Mais l'analyse historique n'a pas besoin des exagérations de l'agitation.

Simplifiant la pensée de Lénine, Staline disait au congrès : « La situation est claire. Maintenant, personne ne parle de la dualité de pouvoirs. Si, auparavant, les soviets représentaient une force réelle, maintenant ce sont seulement des organes de groupement des masses, ne possédant aucun pouvoir. » Certains délégués répliquaient en ce sens qu'en juillet c'était la réaction qui avait triomphé, mais non point la contre-révolution qui avait vaincu. Staline répondait à cela par un aphorisme inattendu : « En temps de Révolution, il n'y a pas de réaction. » En réalité, la Révolution n'emporte la victoire qu'à travers une série de réactions alternées : elle fait toujours un pas en arrière après deux pas en avant. Le rapport de la réaction à l'égard de la contre-révolution est celui d'une réforme à l'égard d'une insurrection. On peut appeler victoires de la réaction des modifications dans le régime qui rapprochent celui-ci des besoins de la classe contre-révolutionnaire, sans changer pourtant le détenteur du pouvoir. Mais la victoire de la contre-révolution est inconcevable sans le passage du pouvoir aux mains d'une autre classe. Ce passage décisif ne s'était pas produit en juillet.

« Si le soulèvement de Juillet était une demi-insurrection, — écrivait fort justement, quelques mois après, Boukharine, qui ne sut pourtant pas tirer de ses propres paroles les déductions nécessaires, — la victoire de la contre-révolution fut à un certain degré une demi-victoire. » Mais une demi-victoire ne pouvait donner à la bourgeoisie le pouvoir. La dualité de pouvoirs se re-

construisit sur d'autres bases, se transforma, mais ne disparut point. Dans l'usine, comme auparavant, il n'y avait rien à faire contre la volonté des ouvriers. Les paysans conservaient le pouvoir au point de refuser aux propriétaires nobles l'usage de leurs droits de propriété. Les chefs d'armée se sentaient mal assurés devant les soldats. Mais qu'est-ce que le pouvoir, si ce n'est la possibilité matérielle de disposer de la force militaire et de la propriété ? Le 13 août, Trotsky écrivait, au sujet des mouvements qui s'étaient produits : « L'affaire n'est point seulement en ceci qu'à côté du Gouvernement se tenait le Soviet qui a rempli un bon nombre de fonctions gouvernementales... L'essentiel est là que, derrière le Soviet et derrière le Gouvernement, se dressaient deux régimes différents qui s'appuyaient sur des classes différentes... Implanté d'en haut, le régime de la République capitaliste et, formé d'en bas, le régime de la démocratie ouvrière se paralysaient entre eux. »

Il est absolument indiscutable que le Comité exécutif central avait perdu de son importance la part du lion. Mais il serait erroné de croire que la bourgeoisie avait obtenu tout ce que les sommets conciliateurs avaient perdu. Ces derniers perdaient non seulement à droite, mais à gauche, non seulement au profit des cliques militaires, mais au profit des comités d'usines et de régiments. Le pouvoir se décentralisait, s'émiettait, partiellement disparaissait sous terre comme les armes que les ouvriers avaient cachées après la défaite de Juillet. La dualité de pouvoirs cessa d'être « pacifique », de garder son contact et sa règle. Elle devint plus clandestine, décentralisée, plus polarisée et explosive. A la fin du mois d'août, la dualité de pouvoirs dissimulée se transforma de nouveau en une dualité active. Nous verrons quelle importance ce fait acquit en Octobre.

## LA DERNIÈRE COALITION

**F**IDÈLE à sa tradition : ne résister à aucun choc sérieux, le Gouvernement provisoire s'effondra, comme on se rappelle, dans la nuit du 26 août. Les cadets sortirent pour faciliter le travail de Kornilov. Les socialistes sortirent pour faciliter le travail de Kérensky. Une nouvelle crise gouvernementale s'ouvrit. Avant tout se posa la question de Kérensky lui-même : le chef du Gouvernement se trouvait complice de la conspiration. L'indignation contre lui était si grande qu'à entendre seulement mentionner son nom, les leaders conciliateurs recouraient tant et tant au vocabulaire bolchévik. Tchernov, qui venait de sauter du train ministériel en pleine marche, écrivait dans l'organe central de son Parti au sujet du « cafouillis dans lequel on n'arrivait pas à comprendre où finissait Kornilov et où commençait Filonenko avec Savinkov, où finissait Savinkov et où commençait le Gouvernement provisoire, en tant que tel ». L'allusion était suffisamment claire : « Le Gouvernement provisoire en tant que tel », — c'était bien Kérensky qui appartenait au même Parti que Tchernov.

Mais, en se soulageant l'âme avec des gros mots, les conciliateurs décidèrent qu'ils ne pourraient se passer de Kérensky. S'ils empêchèrent Kérensky d'amnistier Kornilov, ils s'empressèrent eux-mêmes d'amnistier Kérensky. En guise de compensation, ce dernier

accepta de faire une concession au sujet du mode de gouvernement de la Russie. La veille encore, l'on estimait que cette question ne pouvait être décidée que par l'Assemblée constituante. Maintenant, les obstacles juridiques étaient d'un seul coup écartés. La destitution de Kornilov dans la déclaration du Gouvernement s'expliquait par la nécessité « de sauver la patrie, la liberté et le régime républicain ». Cette aumône purement verbale et d'ailleurs tardive à la gauche ne consolidait nullement, bien entendu, l'autorité du Gouvernement, d'autant plus que Kornilov lui aussi se déclarait républicain.

Le 30 août, Kérénsky dut congédier Savinkov qui, quelques jours après, fut exclu même du parti socialiste-révolutionnaire, si accueillant à tous. Mais l'on nomma aussitôt au poste de général-gouverneur quelqu'un qui valait politiquement autant que Savinkov, Paltchinsky, lequel commença par interdire le journal des bolchéviks. Les Comités exécutifs protestèrent. Les *Izvestia* dénommèrent cet acte « une grossière provocation ». Paltchinsky dut être balayé dans les trois jours. Combien peu Kérénsky se disposait en général à changer le cours de sa politique, on le voit par ce fait que, dès le 31, il formait un nouveau gouvernement avec la participation des cadets. Même les socialistes-révolutionnaires ne purent accepter cela : ils menacèrent de rappeler leurs représentants. La nouvelle recette gouvernementale fut trouvée par Tsérételli : « Conserver l'idée de la coalition et se débarrasser de tous les éléments qui pèsent d'un poids trop lourd sur le Gouvernement. » « L'idée de la coalition se fortifia, — chantait en accompagnement Skobélev, — mais, dans la composition du Gouvernement, il ne peut y avoir de place pour le parti qui est lié avec la conspiration de Kornilov. » Kérénsky

n'était pas d'accord avec cette limitation et, dans son genre, il avait raison.

La coalition avec la bourgeoisie, mais à l'exclusion du parti bourgeois dirigeant, était d'une évidente absurdité. C'est ce qu'indiqua Kaménev qui, dans une séance unifiée des Comités exécutifs, avec le ton qui lui est propre de sermonneur, tirait des conclusions des événements récents : « Vous voulez nous jeter sur la voie encore plus dangereuse d'une coalition avec des groupes irresponsables. Mais vous avez oublié la coalition formée et consolidée par les périlleux événements de ces jours derniers, — la coalition entre le prolétariat révolutionnaire, la paysannerie et l'armée révolutionnaire. » L'orateur bolchévik rappela les paroles prononcées par Trotsky, le 26 mai, défendant les marins de Cronstadt contre les accusations de Tsérételli : « Lorsqu'un général contre-révolutionnaire tentera de passer le nœud coulant au cou de la Révolution, les cadets savonneront la corde, mais les matelots de Cronstadt surgiront pour lutter et mourir avec nous. » Ce rappel tombait en plein dans le mille. Devant les palabres sur « l'unité de la démocratie » et sur « la coalition honnête », Kaménev répondait : « L'unité de la démocratie dépend de savoir si vous irez ou non dans une coalition avec le rayon de Vyborg... Toute autre coalition est malhonnête. » Le discours de Kaménev produisit indubitablement une impression que Soukhanov enregistre en ces termes : « Kaménev parla avec beaucoup d'intelligence et de tact. » Mais l'affaire n'alla pas au delà d'une impression. Les voies des deux parties étaient déterminées d'avance.

La rupture des conciliateurs avec les cadets avait en somme, dès le début, un caractère tout à fait démonstratif. Les libéraux korniloviens comprenaient eux-mêmes que, sous peu, ils feraient mieux de rester dans



l'ombre. Dans la coulisse, l'on avait décidé, d'après un accord évident avec les cadets, de créer un gouvernement à tel point élevé au-dessus de toutes les forces réelles de la nation que son caractère provisoire ne ferait doute pour personne. Outre Kérénsky, le Directoire composé de cinq membres, comprenait le ministre des Affaires étrangères Téréchtchenko qui était déjà devenu inamovible grâce à sa liaison avec la diplomatie de l'Entente ; le commandant du corps d'armée de Moscou, Verkhovsky, promu d'urgence pour cette fin de colonel qu'il était au grade de général ; l'amiral Verdérevsky, relaxé d'urgence, pour ce but, de la prison ; enfin, le douteux menchévik Nikitine que son propre parti reconnut bientôt suffisamment mûr pour être exclu.

Après avoir vaincu Kornilov par les mains d'autrui, Kérénsky, semblait-il, se souciait seulement d'appliquer le programme kornilovien. Kornilov voulait unir le pouvoir du généralissime à celui du chef de gouvernement. Kérénsky réalisa cela. Kornilov avait l'intention de dissimuler une dictature personnelle sous les apparences d'un Directoire de cinq membres. Kérénsky réalisa cela. Tchernov dont la démission était exigée par la bourgeoisie fut expulsé par Kérénsky du Palais d'Hiver. Le général Alexéiev, héros du Parti cadet et candidat de ce dernier au poste de ministre-président, fut nommé par Kérénsky chef de l'état-major du Grand Quartier Général, c'est-à-dire, en fait, chef de l'armée. Dans un ordre du jour à l'armée et à la flotte, Kérénsky enjoignait de cesser la lutte politique dans les troupes, c'est-à-dire d'en revenir au point de départ. Du fond de son refuge, Lénine caractérisait la situation au sommet avec l'extrême simplicité qui lui était propre : « Kérénsky est un kornilovien qui s'est brouillé avec Kornilov par hasard et qui continue à être en liaison des

plus intime avec les autres korniloviens. » Un seul malheur : la victoire remportée sur la contre-révolution est beaucoup plus profonde qu'il ne le fallait pour les plans personnels de Kérensky.

Le Directoire se hâta de faire sortir de prison l'ancien ministre de la Guerre Goutchkov, considéré comme un des instigateurs du complot. Sur les instigateurs cadets, la Justice, en général, ne leva point le bras. Dans ces conditions, il devenait de plus en plus difficile de retenir plus longtemps les bolchéviks sous les verrous. Le Gouvernement trouva une issue : sans relever les bolchéviks du chef d'accusation, les mettre en liberté sous caution. Le Soviet syndical de Pétrograd prit à sa charge « l'honneur de verser la caution pour le digne leader du prolétariat révolutionnaire » : le 4 septembre, Trotsky fut relaxé sous une caution modeste, fictive en somme, de 3.000 roubles. Dans son *Histoire des troubles en Russie*, le général Dénikine écrit pathétiquement : « Le 1<sup>er</sup> septembre, le général Kornilov fut mis en état d'arrestation, mais, le 4 septembre, le même Gouvernement provisoire remit en liberté Bronstein-Trotsky. La Russie doit se souvenir de ces deux dates. » La libération des bolchéviks sous garantie se continua pendant plusieurs jours. Les libérés des prisons ne perdaient pas de temps : les masses attendaient et appelaient, le Parti avait besoin d'hommes.

Le jour de la mise en liberté de Trotsky, Kérensky publia un ordre du jour dans lequel, reconnaissant que « les Comités avaient assuré un appui essentiel au pouvoir gouvernemental », il leur ordonnait de cesser d'agir. Même les *Izvestia* reconnurent que l'auteur de cette ordonnance avait montré « une assez faible compréhension » des circonstances. La conférence interrégionale des soviets à Pétrograd décida : « ne point dissoudre

les organisations révolutionnaires pour la lutte vis-à-vis de la contre-révolution ». La pression d'en bas était si forte que le Comité militaire révolutionnaire, conciliateur, résolut de ne pas admettre les ordres de Kérensky et appela ses organes locaux « en raison de la situation alarmante qui subsistait, à travailler avec l'énergie et l'endurance de naguère ». Kérensky se tut : il ne lui restait rien d'autre chose à faire.

Le tout-puissant chef du Directoire devait, à chaque pas, constater que la situation avait changé, que la résistance s'était accrue et qu'il fallait modifier quelque chose, du moins en paroles. Le 7 septembre, Verkhovsky déclara à la presse que le programme de régénération de l'armée, élaboré avant le soulèvement de Kornilov, devait être, pour le moment, rejeté car, « dans l'état psychologique actuel de l'armée », il n'amènerait qu'une plus complète décomposition de celle-ci. Pour marquer la nouvelle ère, le ministre de la Guerre parut devant le Comité exécutif. Que l'on ne s'inquiète pas : le général Alexéiev partira et, en même temps, partiront tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont eu des accointances avec le soulèvement kornilovien. Il faut inculquer à l'armée de sains principes « non point par des mitrailleuses et des *nagaïkas*, mais en propageant les idées du droit, de la justice et d'une sévère discipline ». Cela sentait tout à fait les journées printanières de la Révolution. Mais, au dehors, c'était septembre, l'automne venait. Alexéiev fut effectivement destitué quelques jours après, et il fut remplacé par le général Doukhonine : l'avantage de ce général était en ceci qu'on ne le connaissait pas.

A titre de revanche pour les concessions, les ministres de la Guerre et de la Marine exigeaient du Comité exécutif une aide immédiate : les officiers se trouvent placés sous

l'épée de Damoclès, cela va surtout mal dans la flotte de la Baltique, il faut obtenir l'apaisement des matelots. Après de longs débats, il fut décidé, comme toujours, d'envoyer à la flotte une délégation, et les conciliateurs insistèrent pour que l'on y comprît des bolchéviks, et, avant tout, Trotsky : c'est seulement dans ce cas que la délégation peut compter réussir. « Nous repoussons résolument, — répliqua Trotsky, — la forme de collaboration avec le Gouvernement qu'a défendue Tséré-telli... Le Gouvernement mène une politique radicalement fautive, anti-populaire et incontrôlée ; et, lorsque cette politique tombe dans une impasse ou aboutit à une catastrophe, les organisations révolutionnaires ont l'ingrat devoir de remédier aux conséquences inévitables... Une des tâches de cette délégation, comme vous la formulez, est de mener une enquête dans les garnisons sur « les forces obscures », c'est-à-dire sur les provocateurs et les espions... Avez-vous donc oublié que moi-même je suis cité en justice d'après l'article 108 du code ?... Dans la lutte contre les lynchages, nous marchons par nos propres voies... non point la main dans la main avec le procureur et le contre-espionnage, mais comme parti révolutionnaire qui persuade, organise et éduque. »

La convocation de la Conférence démocratique avait été décidée pendant les journées du soulèvement kornilovien. Elle devait, encore une fois, montrer la force de la démocratie, inspirer du respect pour elle aux adversaires de droite et de gauche, et, — ce n'était pas le moindre des problèmes — refréner Kérénsky qui avait pris le mors aux dents. Les conciliateurs comptaient sérieusement soumettre le Gouvernement à n'importe quelle représentation improvisée jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante. La bourgeoisie, d'avance,

fut hostile à la Conférence, voyant en elle une tentative pour consolider les positions que la démocratie avait reconquises après la victoire sur Kornilov. « La manigance de Tsérételli, — écrit Milioukov dans son *Histoire*, — était en somme une complète capitulation devant les plans de Lénine et de Trotsky. » Juste au contraire : la manigance de Tsérételli visait à paralyser la lutte des bolchéviks pour le pouvoir des soviets. La Conférence démocratique s'opposait au congrès des soviets. Les conciliateurs voulaient créer pour eux une nouvelle base, essayant d'écraser les soviets par une combinaison artificielle de toutes sortes d'organisations. Les démocrates répartissaient les voix selon leur gré, se guidant sur une seule préoccupation : s'assurer une majorité incontestable. Les organisations du sommet se trouvèrent représentées d'une façon incomparablement plus complète que celles de la base. Les organes d'administration autonome, dans ce nombre les *zemstvos* non démocratisés, obtinrent une prépondérance formidable sur les soviets. Les coopérateurs se trouvèrent dans le rôle de dispensateurs des destins.

Les coopérateurs qui, auparavant, n'avaient occupé aucune place dans la politique, s'engagèrent pour la première fois sur ce terrain pendant les journées de la Conférence de Moscou et, dès lors, commencèrent à figurer non autrement que comme représentants de 20 millions de leurs membres, ou bien, encore plus simplement, au nom de « la moitié de la population de la Russie ». Par ses racines, la coopération s'implantait dans la campagne au moyen de ses couches supérieures qui approuvaient la « juste » expropriation des propriétaires nobles sous condition que leurs propres lots, à eux coopérateurs, fréquemment très importants, feraient l'objet non seulement d'une protection, mais d'une aug-

mentation. Les leaders de la coopération étaient recrutés parmi les intellectuels libéralo-populistes, partiellement libéralo-marxistes, qui établissaient un pont naturel entre les cadets et les conciliateurs. A l'égard des bolchéviks, les coopérateurs manifestaient une haine analogue à celle *koulak* pour le journalier insoumis. Pour se fortifier contre les bolchéviks, les conciliateurs s'agrippèrent avidement aux coopérateurs qui avaient jeté le masque de la neutralité. Lénine stigmatisait cruellement les cuisiniers de l'office démocratique. « Dix soldats ou ouvriers convaincus d'une fabrique arriérée, — écrivait-il, — valent mille fois mieux que des centaines de délégués... frelatés. » Trotsky démontrait au Soviet de Pétrograd que les fonctionnaires de la coopération exprimaient aussi peu la volonté politique des paysans qu'un médecin n'exprime les intentions politiques de ses clients ou qu'un commis des postes n'exprime les opinions des expéditeurs et des destinataires de lettres. « Les coopérateurs doivent être de bons organisateurs, marchands, comptables, mais, quant à la défense des droits de classe, les paysans comme les ouvriers la remettent à leurs soviets. » Cela n'empêcha pas les coopérateurs d'obtenir 150 sièges et, avec les *zemstvos* réformés et toutes autres organisations que l'on tirait par les cheveux, d'altérer complètement le caractère de la représentation des masses.

Le Soviet de Pétrograd mit dans la liste de ses délégués à la Conférence Lénine et Zinoviev. Le Gouvernement donna l'ordre de les arrêter tous deux à leur entrée dans l'édifice du théâtre, mais non point dans la salle même des séances : tel était, évidemment, le compromis entre les conciliateurs et Kérénsky. Mais l'affaire se borna à une manifestation politique du Soviet : ni Lénine, ni Zinoviev ne se disposaient à se montrer à la

Conférence. Lénine estimait que les bolchéviks n'avaient en somme rien à y faire.

La Conférence s'ouvrit le 14 septembre, exactement un mois après la Conférence d'État, dans la salle de spectacle du théâtre Alexandrine. Le chiffre des représentants validés s'éleva à 1.775. Environ 1.200 assistèrent à l'ouverture. Les bolchéviks, bien entendu, étaient en minorité. Mais, malgré tous les subterfuges du système électoral, ils représentaient un groupe très imposant qui, sur certaines questions, rassemblait autour de lui plus du tiers de l'assistance.

Est-il de la dignité d'un Gouvernement fort de paraître devant on ne sait quelle conférence « particulière » ? Cette question fut l'objet de grandes tergiversations au Palais d'Hiver et, par répercussion, d'émotions profondes au théâtre Alexandrine. A la fin des fins, le chef du Gouvernement décida de se produire devant la démocratie. « Accueilli par des applaudissements, — dit Chliapnikov, racontant l'apparition de Kérénsky, — il se dirigea vers le présidium pour serrer la main à ceux qui siégeaient au bureau. Le tour vint à nous (bolchéviks) qui étions assis à peu de distance l'un de l'autre. Nous échangeâmes un coup d'œil et convinmes rapidement de ne point lui serrer la main. Un geste théâtral par-dessus la table, — je me détournai de la main qui m'était tendue, et Kérénsky, le bras en avant, ne trouvant point nos mains, alla plus loin. » Le chef du Gouvernement trouva le même accueil sur le flanc opposé, chez les korniloviens. Or, exception faite des bolchéviks et des korniloviens, il ne restait déjà plus de forces réelles.

Contraint par toutes les circonstances de présenter des explications au sujet de son rôle dans le complot, Kérénsky, cette fois encore, compta trop sur ses facultés

d'improvisation. « Je sais ce qu'ils voulaient, — ces mots lui échappèrent, — parce qu'avant de chercher Kornilov ils venaient me trouver et me proposaient cette route. » De la gauche, l'on crie : « Qui est-ce qui venait ?... Qui est-ce qui offrait ? » Épouvanté par la résonance de ses propres paroles, Kérénsky s'était déjà renfermé en lui-même. Mais les dessous politiques du complot se découvrirent même pour les moins avertis. Un conciliateur ukrainien, Porch, déclarait, étant de retour, à la Rada de Kiev : « Kérénsky n'a pas réussi à démontrer qu'il était étranger à l'insurrection kornilovienne. » Mais le chef du Gouvernement s'asséna lui-même dans son discours, un autre coup non moins dur. Quand en réponse à des phrases dont tout le monde était las, — « Au moment du danger, tous viendront et s'expliqueront », etc., on lui criait : « Eh bien, et la peine de mort ? » — l'orateur, ayant perdu son équilibre, d'une façon tout à fait inattendue pour tous comme probablement pour lui-même, s'écria : « Attendez d'abord qu'au moins une sentence de mort ait été signée par moi, généralissime, et alors je vous permettrai de me maudire. » Un soldat s'avance vers l'estrade et lui crie à bout portant : « Vous êtes le malheur du pays ! » Tiens, tiens ! Lui, Kérénsky, était prêt à oublier le haut poste qu'il occupait pour s'expliquer avec la Conférence simplement en homme. « Mais tous ne comprennent pas ici l'homme. » Par suite, il emploiera le langage du pouvoir : « Quiconque osera... » Hélas, on avait déjà entendu ça à Moscou, et Kornilov avait pourtant osé.

« Si la peine de mort était indispensable, — demandait Trotsky dans son discours, — comment donc lui, Kérénsky, se décide-t-il à dire qu'il n'en fera pas usage ? Et si, d'autre part, il croit possible de s'engager devant la démocratie à ne pas appliquer la peine de mort... il



transforme le rétablissement de cette peine en un acte d'étourderie qui dépasse les bornes de la criminalité. » Toute la salle était d'accord là-dessus, les uns en silence, les autres bruyamment. « Kérénsky, par son aveu, discrédita fortement et lui-même et le Gouvernement provisoire à ce moment-là », déclare son collègue et admirateur, Démianov, adjoint au ministre de la Justice.

Pas un des ministres n'a pu raconter ce que le Gouvernement avait fait à proprement parler, sinon de résoudre les problèmes de sa propre existence. Des mesures économiques ? On ne peut en indiquer une seule. Une politique de paix ? « Je ne sais, — disait l'ancien ministre de la Justice, Zaroudny, le plus franc de tous, — si le Gouvernement provisoire a fait quelque chose à cet égard, je n'en ai rien vu. » Zaroudny se plaignait d'un ton stupéfait de constater que « tout le pouvoir s'était trouvé entre les mains d'un seul homme » qui, d'un signe, convoquait ou renvoyait des ministres. Tsérételli, imprudemment, reprit ce thème : « Que la démocratie s'en prenne à elle-même si, en haut, son représentant a le vertige. » Mais justement Tsérételli incarnait plus que tous autres en lui-même ces traits de la démocratie qui engendrait les tendances bonapartistes du pouvoir. « Pourquoi Kérénsky a-t-il occupé la place qu'il détient aujourd'hui ? — répliquait Trotsky ; — la vacation de Kérénsky s'est ouverte par suite de la faiblesse et de l'irrésolution de la démocratie... Je n'ai pas entendu ici un seul orateur qui aurait pris sur lui l'honneur peu enviable de défendre le Directoire ou son président... » Après une explosion de protestations, l'orateur continue : « Je regrette beaucoup que ce point de vue, qui trouve dans la salle une si véhémence expression, n'ait pas été traduit d'une façon nette à cette tribune. Pas un orateur n'est monté ici pour nous dire : « à quoi

bon discutez-vous avec l'ancienne coalition, pourquoi réfléchissez-vous à la coalition future ? Nous avons Kérensky et cela nous suffit... » Mais la façon bolchévique de poser la question joint presque automatiquement Tsérételli à Zaroudny, et eux deux à Kérensky. Milioukov écrivait là-dessus fort justement : Zaroudny pouvait se plaindre de l'autoritarisme de Kérensky. Tsérételli pouvait indiquer que le chef du Gouvernement avait le vertige, — « c'étaient des mots » ; mais lorsque Trotsky constatait qu'à la Conférence personne ne s'était chargé de défendre ouvertement Kérensky, « l'assemblée sentit tout de suite que celui qui parlait était l'ennemi commun ».

Au sujet du pouvoir, ceux qui le représentaient n'en parlaient point autrement que comme d'un fardeau et d'une calamité. La lutte pour le pouvoir ? Le ministre Péchékhonov prêchait : « Le pouvoir se présente maintenant tel que tous s'en détournent en se signant. » Ainsi vraiment ? Kornilov ne se détournait pas avec des signes de croix. Mais la leçon toute récente était déjà à demi oubliée. Tsérételli s'indignait contre les bolchéviks qui ne prenaient pas eux-mêmes le pouvoir et qui poussaient au pouvoir les soviets. La pensée de Tsérételli fut reprise par d'autres. Oui, les bolchéviks doivent prendre le pouvoir ! disait-on à mi-voix au bureau du présidium. Avksentiev se tourna vers Chliapnikov qui était assis non loin de lui : « Prenez le pouvoir, les masses vous suivent. » Répondant à son voisin sur le même ton, Chliapnikov proposa que le pouvoir fût d'abord déposé sur le bureau du présidium. Les défis à demi ironiques qui s'adressaient aux bolchéviks, soit dans les discours à la tribune, soit dans les entretiens de couloirs, étaient partiellement des railleries, partiellement des investigations. Que pensent faire par la suite ces

hommes qui sont arrivés à la tête des soviets de Péetrograd, de Moscou et de nombreux soviets provinciaux ? Est-il possible qu'ils osent réellement s'emparer du pouvoir ? On n'y croyait pas. Deux jours avant le discours provocant de Tsérételli, la *Rietch* écrivait que le meilleur moyen de se débarrasser du bolchévisme pour de longues années serait de confier à ses leaders les destinées du pays ; mais « ces tristes héros du jour ne s'empressent nullement de saisir le pouvoir dans son intégralité, ...pratiquement leur position ne peut être prise en considération d'aucun point de vue ». Cette arrogante conclusion était, pour le moins, hâtive.

L'immense avantage des bolchéviks, jusqu'à présent peut-être non encore apprécié comme il conviendrait, consistait en ceci qu'ils comprenaient parfaitement leurs adversaires, on pourrait dire qu'ils voyaient en eux par transparence. Ils y étaient aidés par la méthode matérialiste, et par l'école léniniste de la clarté et de la simplicité, et par la vive circonspection d'hommes qui ont résolu de marcher jusqu'au bout. Par contre, les libéraux et les conciliateurs se figuraient les bolchéviks suivant les besoins du moment. Il ne pouvait en être autrement : les partis auxquels leur développement n'a pas laissé d'issue n'ont jamais montré la capacité de regarder la réalité en face, de même qu'un malade incurable n'est pas capable de regarder en face sa maladie.

Mais, sans croire au soulèvement des bolchéviks, les conciliateurs le redoutaient. C'est ce que Kérénsky exprima mieux que tous. « Ne vous y trompez pas, — s'écria-t-il tout à coup dans son discours, — ne croyez pas que, si je suis traqué par les bolchéviks, il n'y ait pas derrière moi les forces de la démocratie. Ne croyez pas que je manque de point d'appui. Sachez bien que si vous entreprenez quelque chose, les chemins de fer s'arrête-

ront, les dépêches ne seront pas transmises... » Une partie de la salle applaudit, une partie, troublée, se tait, le groupe bolchévik rit aux éclats. Mauvaise, la dictature qui est obligée de démontrer qu'elle ne manque pas de point d'appui !

Aux défis ironiques, aux accusations de lâcheté et aux menaces absurdes, les bolchéviks répondirent dans leur déclaration : « Luttant pour la conquête du pouvoir en vue de la réalisation de son programme, notre Parti n'a jamais tendu et ne tend point à s'emparer du pouvoir contre la volonté organisée de la majorité des masses laborieuses du pays. » Cela signifiait : nous prendrons le pouvoir en tant que parti de la majorité soviétique. Les termes concernant « la volonté organisée des travailleurs » se rapportaient au prochain congrès des soviets. « Parmi les décisions et propositions de la Conférence présente... — disait la déclaration, — peuvent trouver leur voie de réalisation seulement celles qui seront admises par le Congrès panrusse des soviets... »

Au moment où Trotsky lisait la déclaration des bolchéviks, mentionnant la nécessité d'armer immédiatement les ouvriers, des exclamations persistantes éclatèrent sur les bancs de la majorité : « Pour quoi, pour quoi ? » C'était toujours la même note d'alarme et de provocation. Pour quoi ? « Pour constituer effectivement une citadelle opposée à la contre-révolution, » répond l'orateur. Mais non seulement pour cela. « Je vous dis, au nom de notre Parti et des masses prolétariennes qui le suivent, que les ouvriers armés... défendront le pays de la Révolution contre les troupes impérialistes avec un héroïsme tel que l'histoire de Russie n'en a jamais connu de pareil... » Tsérételli caractérisa cette promesse qui divisait nettement la salle, comme une phrase vide

de sens. L'histoire de l'Armée rouge a, dans la suite, réfuté ce qu'il disait.

Les heures ardentes où les leaders conciliateurs repoussaient la coalition avec les cadets étaient restées loin en arrière : sans les cadets, la coalition se trouva impossible. On n'allait pas, vraiment, prendre le pouvoir soi-même ! « Nous aurions pu nous saisir du pouvoir dès le 27 février, — ratiocinait Skobélev, — mais... nous employâmes toute la vertu de notre influence à aider les éléments bourgeois à se remettre de leur trouble... pour qu'ils vinssent au pouvoir. » Pourquoi donc ces messieurs avaient-ils empêché les korniloviens, remis de leur trouble, de s'emparer du pouvoir ? Un pouvoir purement bourgeois, expliquait Tsérételli, est encore impossible : cela provoquerait une guerre civile. Il fallait battre Kornilov pour que, par son entreprise d'aventurier, il n'empêchât point la bourgeoisie de venir au pouvoir en quelques étapes. « Maintenant que la démocratie révolutionnaire est sortie victorieuse, le moment est particulièrement favorable pour une coalition. »

La philosophie politique de la coalition fut exprimée par son leader Berkenheim : « Que nous le voulions, oui ou non, la bourgeoisie est la classe à laquelle appartiendra le pouvoir. » Le vieux révolutionnaire populiste Minor suppliait la Conférence de se prononcer unanimement pour la coalition. Autrement, « inutile de se faire des illusions : nous égorgerons ». — Qui ? criait-on des sièges de gauche. « Nous nous égorgerons entre nous, » termina Minor dans un silence sinistre. Mais pourtant, d'après l'idée des cadets, le bloc gouvernemental était nécessaire pour la lutte contre « la voyouterie anarchique » des bolchéviks : « en cela résidait proprement, l'idée de la coalition », expliqua Milioukov avec

une entière franchise. Alors que Minor espérait que la coalition permettrait de ne pas s'entr'égorger, Milioukov, par contre, espérait fermement que la coalition donnerait la possibilité, à forces jointes, d'égorger les bolchéviks.

Pendant les débats sur la coalition, Riazanov lut un éditorial de la *Rielch* du 29 août que Milioukov avait retiré au dernier moment, laissant dans le journal une colonne blanche : « Oui, nous n'avons pas peur de dire que le général Kornilov poursuivait les mêmes desseins que ceux que nous estimons indispensables pour le salut de la patrie. » La citation fut impressionnante. « Oh ! oui, des sauveteurs ! » — ces mots partent de la gauche de l'assemblée. Mais les cadets ont des défenseurs : car enfin l'éditorial n'a pas été imprimé ! En outre, les cadets n'ont pas été tous pour Kornilov, il faut faire une différence entre les pécheurs et les justes.

« On dit que l'on ne peut accuser le parti cadet d'avoir participé tout entier au soulèvement kornilovien, — répliquait Trotsky. — Ici, Znamensky nous a dit, non point pour la première fois, à nous autres bolchéviks : vous avez protesté parce que nous rendions responsables tout votre Parti pour le mouvement des 3-5 juillet ; ne revenez pas aux mêmes erreurs, ne rendez pas responsables tous les cadets pour le soulèvement de Kornilov. Mais, dans cette comparaison, il y a, selon moi, un petit lapsus : quand on accusait les bolchéviks d'avoir provoqué le mouvement des 3-5 juillet, il s'agissait de les inviter à prendre place non au ministère, mais bien plutôt dans la prison de Kresty. Cette distinction, je l'espère, ne sera pas contestée par (le ministre de la Justice) Zaroudny. Nous aussi disons : si vous désirez traîner les cadets en prison pour le mouvement kornilovien, ne faites pas la chose en gros, mais examinez sépa-

rément chaque cadet sous toutes ses faces. (*Rires ; des voix : Bravo !*) Mais s'il s'agit de faire entrer le parti cadet dans le ministère, le point décisif n'est pas de savoir si tel ou tel cadet s'est trouvé dans la coulisse en accord avec Kornilov ; de savoir que Maklakov se tenait à la table d'écoute quand Savinkov menait des pourparlers télégraphiques avec Kornilov ; de savoir que Roditchev s'était rendu dans la province du Don et avait eu des pourparlers politiques avec Kalédine ; non, l'affaire n'est point là ; elle consiste en ceci que toute la presse bourgeoise ou bien a salué ouvertement l'action de Kornilov, ou bien a gardé un silence prudent, en attendant la victoire de celui-ci... Voilà pourquoi je dis que vous n'avez point de contre-agents pour la coalition ! »

Le lendemain, un représentant d'Helsingfors et de Svéaborg, le matelot Chichkine, disait, sur le même thème, plus brièvement et persuasivement : « Le ministère de coalition ne jouira chez les matelots de la flotte baltique et de la garnison de Finlande ni de la confiance, ni d'un appui... Contre la création d'un ministère de coalition, les matelots ont hissé les pavillons de combat. » Les arguments de la raison n'agissaient point. Le matelot Chichkine employait l'argument des pièces d'artillerie navale. Il fut entièrement approuvé par d'autres matelots qui montaient la garde aux issues de la salle des séances. Boukharine raconta plus tard comment « les matelots placés en sentinelles par Kérénsky pour protéger la Conférence démocratique contre nous autres bolchéviks, s'adressaient à Trotsky, et lui demandaient en faisant cliqueter leurs baïonnettes : « Est-ce qu'on va pouvoir bientôt travailler avec ce truc-là ? » Il n'y avait là qu'une répétition de la question que les matelots de l'*Aurore* avaient posée dans leur entrevue avec

les prisonniers de Kresty. Mais maintenant les temps approchaient.

Si l'on néglige les nuances, il est facile d'établir dans la Conférence, trois groupes : un centre vaste mais extrêmement instable, qui n'ose pas prendre le pouvoir, accepte la coalition mais ne veut point des cadets ; une aile droite, faible, qui tient pour Kérensky et la coalition avec la bourgeoisie sans aucune limitation ; une aile gauche, deux fois plus forte, qui tient pour le pouvoir des soviets, ou bien pour un gouvernement socialiste. A la réunion des délégués soviétiques de la Conférence démocratique, Trotsky se prononça pour la transmission du pouvoir aux soviets, Martov pour un ministère socialiste homogène. La première formule réunit 86 suffrages, la deuxième — 97. Formellement il n'y avait guère que la moitié des soviets ouvriers et soldats qui eussent à ce moment des bolchéviks à leur tête, l'autre moitié hésitait entre les bolchéviks et les conciliateurs. Mais les bolchéviks parlaient au nom des puissants soviets des centres les plus industriels et les plus cultivés du pays ; dans les soviets, ils étaient infiniment plus forts que dans la Conférence, et, dans le prolétariat et l'armée, — infiniment plus forts que dans les soviets. Les soviets attardés n'arrêtaient pas de chercher à rejoindre les plus avancés.

Pour la coalition votèrent à la Conférence 766 députés contre 688, avec 38 abstentions. Les deux camps étaient presque en équilibre ! Un amendement excluant les cadets de la coalition réunit une majorité : 595 voix contre 493 avec 72 abstentions. Mais l'élimination des cadets rendait la coalition inopérante. Par suite, la résolution dans l'ensemble fut rejetée par une majorité de 813 voix, c'est-à-dire par un bloc des flancs extrêmes, partisans résolus et adversaires irréconciliables de la



coalition, contre le centre qui avait fondu jusqu'à 183 voix, avec 80 abstentions, Ce fut le mieux groupé de tous les votes ; mais il fut aussi stérile que l'idée même de la coalition avec les cadets qu'il repoussait. « Sur la question radicalement essentielle, — écrit justement Milioukov, — la Conférence resta ainsi sans opinion et sans formule. »

Que restait-il à faire aux leaders ? Fouler aux pieds la volonté de la « démocratie », qui avait rejeté leur propre volonté. On convoque un présidium de représentants des partis et des groupes pour reviser la question déjà résolue par le plénum. Résultat : 50 voix pour la coalition, 60 — contre. Maintenant, semble-t-il, c'est clair ? La question de la responsabilité du Gouvernement devant l'organe permanent de la Conférence démocratique est entérinée également, à l'unanimité, par le même présidium élargi. Pour l'adjonction à cet organe de représentants de la bourgeoisie, 56 mains se lèvent contre 48 avec 10 abstentions. Survient Kérénsky pour déclarer qu'à un gouvernement purement socialiste il refuse de participer. Après cela, le problème se ramène à renvoyer dans leurs foyers les membres de cette malheureuse Conférence, en la remplaçant par une institution dans laquelle les partisans d'une coalition inconditionnée seraient en majorité. Pour arriver au résultat désiré, il suffit de connaître les règles élémentaires de l'arithmétique. Au nom du présidium, Tsérételli soumet à la Conférence une motion disant en substance que l'organe représentatif est appelé « à collaborer à la création du pouvoir » et que le Gouvernement doit « sanctionner cet organe » : les rêves de remontrances à Kérénsky sont ainsi renvoyés aux archives. Complété dans la proportion convenable avec des représentants de la bourgeoisie, le futur Soviet de la République, ou Préparlement, aura

pour tâche de sanctionner un Gouvernement de coalition comptant des cadets. La résolution de Tsérételli signifie exactement le contraire de ce que voulait la Conférence et de ce que venait de décider le présidium. Mais la décomposition, l'effondrement, la démoralisation sont tels que l'assemblée adopte la capitulation qu'on lui propose sous une forme légèrement déguisée par 829 voix contre 106, avec 69 abstentions. « Eh bien, vous avez remporté la victoire pour le moment, messieurs les conciliateurs et messieurs les cadets, — écrit le journal des bolchéviks. — Faites vos jeux. Faites une nouvelle expérience. Ce sera la dernière, nous vous le garantissons. »

« La Conférence démocratique, — dit Stankévitch, — frappa même ceux qui en avaient pris l'initiative par une extraordinaire dispersion de la pensée. » Dans les partis conciliateurs, « complète discorde » ; de droite, dans le milieu bourgeois, « grognements sourds, calomnies colportées à mi-voix, lent grignotement des derniers restes de l'autorité gouvernementale... Et seulement à gauche, consolidation des forces et de l'état d'esprit. » Voilà ce que dit un adversaire, voilà comment témoigne un ennemi qui, en Octobre encore, tirera sur les bolchéviks. La parade de la démocratie à Pétrograd fut pour les conciliateurs ce que pour Kérénsky avait été, à Moscou, la parade de l'unité nationale : une confession publique d'incapacité, une revue du marasme politique. Si la Conférence d'État avait donné une impulsion au soulèvement de Kornilov, la Conférence démocratique déblaya définitivement la route pour l'insurrection des bolchéviks.

Avant de se séparer, la Conférence constitua un organe permanent, en y déléguant 15 % de l'effectif de chaque groupe, au total environ 350 délégués. Les institutions des classes possédantes devaient obtenir en

outre 120 sièges. Le Gouvernement ajouta de son côté 20 sièges pour les Cosaques. Le tout devait constituer le Soviet de la République, ou Préparlement, qui devait représenter la nation jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante.

L'attitude à prendre à l'égard du Soviet de la République posa immédiatement pour les bolchéviks un grave problème de tactique : irait-on ou n'irait-on pas ? Le boycottage des institutions parlementaires du côté des anarchistes et des demi-anarchistes est dicté par le désir de ne pas soumettre leur impuissance à la vérification des masses et de conserver ainsi leur droit à une attitude passivement altière qui ne donne pas froid aux ennemis ni chaud aux amis. Un parti révolutionnaire n'a le droit de tourner le dos au parlement que s'il se donne pour but immédiat de renverser le régime existant. Pendant les années qui se sont écoulées entre les deux révolutions, Lénine a étudié d'une façon très pénétrante les problèmes du parlementarisme révolutionnaire.

Même un parlement censitaire peut s'avérer, et s'est avéré plus d'une fois dans l'histoire, comme l'expression d'un rapport effectif des classes : telles furent, par exemple, les Doumas d'Empire après la défaite de la révolution de 1905-1907. Boycoter de tels parlements, c'est boycotter le rapport effectif des forces au lieu de le modifier dans le sens de la révolution. Mais le Préparlement de Tsérételli-Kérensky ne répondait en aucune mesure au rapport des forces. Il était engendré par l'impuissance et la ruse des sommets, par la croyance en une mystique des institutions, par le fétichisme de la forme, par l'espoir de soumettre à ce fétichisme un ennemi incommensurablement plus fort et de le discipliner ainsi.

Pour forcer la révolution à passer, pliant le dos et

tête basse, sous le joug du Préparlement, il fallait préalablement sinon écraser la révolution, du moins lui infliger une défaite sérieuse. En réalité, la défaite avait été essuyée trois semaines auparavant par l'avant-garde de la bourgeoisie. La révolution, par contre, trouvait un afflux de forces. Elle se donnait pour but non point une république bourgeoise, mais une république d'ouvriers et de paysans, et elle n'avait aucun motif de passer en rampant sous le joug du Préparlement, alors qu'elle se développait de plus en plus largement dans les soviets.

Le 20 septembre, le Comité central des bolchéviks convoqua une conférence du Parti, composée des délégués bolchéviks de la Conférence démocratique, des membres du Comité central et du Comité de Pétrograd. En qualité de rapporteur au nom du Comité central, Trotsky proposa le mot d'ordre du boycottage à l'égard du Préparlement. Cette proposition rencontra l'opposition résolue des uns (Kaménev, Rykov, Riazanov) et l'assentiment des autres (Sverdlov, Ioffé, Staline). Le Comité central, s'étant divisé à parties égales sur la question litigieuse, se vit forcé, en dépit des statuts et de la tradition du Parti, de soumettre la question à la décision de la conférence. Deux rapporteurs : Trotsky et Rykov se présentèrent pour exprimer des points de vue opposés. Il pouvait sembler, et cela semblait à la majorité, que les ardents débats avaient un caractère de pure tactique. En réalité, la discussion renouvelait les dissensions d'Avril et préparait celles d'Octobre. La question était de savoir si le Parti adaptait ses tâches au développement de la république bourgeoise ou bien si, vraiment, il se donnait pour but de conquérir le pouvoir. Par une majorité de 77 voix contre 50, la conférence du Parti repoussa le mot d'ordre du boycottage. Le 22 septembre, Riazanov trouva la possibilité de

déclarer à la Conférence démocratique, au nom du Parti, que les bolchéviks envoyaient leurs délégués au Préparlement pour « dénoncer, dans cette nouvelle forteresse des conciliateurs, toutes tentatives d'une nouvelle coalition avec la bourgeoisie ». Cela avait un ton radical. Mais, au fond, cela signifiait que l'on remplacerait la politique de l'action révolutionnaire par la politique d'une opposition accusatrice.

Les thèses d'Avril de Lénine avaient été formellement assimilées par tout le Parti ; mais, dans chaque grande question, en dessous d'elles, émergeaient les états d'esprit de Mars, encore très forts dans la couche supérieure du Parti qui, en bien des points du pays, commençait seulement à se séparer des menchéviks. Lénine ne put se mêler à la discussion qu'avec du retard. Le 23 septembre, il écrivait : « Il faut boycotter le Préparlement. Il faut se retirer dans les soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans, se retirer dans les syndicats, se retirer en général dans les masses. Il faut les appeler à la lutte. Il faut leur donner un mot d'ordre juste et clair : chasser la bande bonapartiste de Kérénsky avec son fallacieux Préparlement... Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires n'ont pas accepté, même après l'aventure kornilovienne, notre compromis... Lutte implacable avec eux. Implacable leur exclusion de toutes les organisations révolutionnaires... Trotsky était pour le boycottage. Bravo, camarade Trotsky ! Le mot d'ordre du boycottage est battu dans la fraction des bolchéviks qui se sont réunis à la Conférence démocratique. Mais vive le boycottage ! »

Plus la question pénétrait profondément dans le Parti, plus définitivement se modifiait le rapport des forces en faveur du boycottage. Dans presque toutes les organisations locales se constituaient une majorité et une

minorité. Dans le Comité de Kiev, par exemple, les partisans du boycottage, ayant à leur tête Eugène Boch, constituaient une faible minorité, mais déjà, quelques jours après, à la conférence de la ville, une majorité écrasante votait une résolution de boycottage du Préparlement : « On ne doit pas perdre du temps à bavarder et à semer des illusions. » Le Parti se hâtait de corriger ses sommets.

Pendant ce temps, se débattant contre les molles prétentions de la démocratie, Kérénsky faisait tout ce qu'il pouvait pour montrer aux cadets qu'il avait le poing solide. Le 18 septembre, il édicta l'ordonnance inattendue de dissoudre le Comité central de la flotte de guerre. Les matelots répondirent : « Considérer l'ordonnance de dissolution du *Tsentroflot* comme illégale, donc non applicable et exiger qu'elle soit immédiatement rapportée. » A l'affaire se mêla le Comité exécutif et il procura à Kérénsky un prétexte de forme pour retirer, trois jours après, son ordonnance. A Tachkent, le Soviet, composé en majorité de socialistes-révolutionnaires, avait pris entre ses mains le pouvoir, destituant les vieux fonctionnaires. Kérénsky envoya au général désigné pour réprimer le soulèvement de Tachkent un télégramme : « N'entrer dans aucuns pourparlers avec les mutins... Les mesures les plus décisives sont nécessaires. » Les troupes arrivèrent, occupèrent la ville et mirent en état d'arrestation les représentants du pouvoir soviétique. Immédiatement éclata une grève générale, avec la participation de 40 syndicats ; pendant huit jours les journaux ne sortirent point, la garnison se mit en effervescence. C'est ainsi que, poursuivant le fantôme de l'ordre, le Gouvernement semait l'anarchie bureaucratique.

Le jour même où la Conférence avait voté une réso-

lution contre la coalition avec les cadets, le Comité central du Parti cadet invita Konovalov et Kichkine à accepter l'offre faite par Kérensky d'entrer dans le cabinet ministériel. La baguette du chef d'orchestre était disait-on, celle de Buchanan. Il ne faut pas, probablement, prendre cela trop à la lettre. Sinon Buchanan lui-même, c'était son ombre qui menait le concert : il fallait créer un Gouvernement acceptable pour les alliés. Les industriels et les boursiers de Moscou s'entêtaient, cherchaient à se mettre en valeur, posaient des ultimatums. La Conférence démocratique s'épuisait dans des votes successifs, s'imaginant qu'ils avaient une signification réelle. En réalité, la question se décidait au Palais d'Hiver, dans les séances plénières des débris du Gouvernement avec les représentants des partis de coalition. Les cadets y envoyaient leurs korniloviens les plus ouvertement déclarés. Tous essayaient de se persuader mutuellement de la nécessité de l'unité. Tsérételli, intarissable puits de lieux communs, découvrit que l'obstacle principal à un accord « se trouvait jusqu'à présent dans une méfiance réciproque... Cette méfiance doit être éliminée. » Le ministre des Affaires étrangères Téréchtchenko calcula que, sur 197 jours d'existence du Gouvernement révolutionnaire, 56 avaient été occupés par des crises. Et il n'expliqua pas à quoi avaient été employés les autres jours.

Avant même que la Conférence démocratique n'eût avalé la résolution de Tsérételli, contraire à ses desseins, les correspondants des journaux anglais et américains communiquaient par télégraphe que la coalition avec les cadets était garantie et donnaient avec assurance les noms des nouveaux ministres. De son côté, le Conseil moscovite des personnalités en vue, sous la présidence du toujours lui-même Rodzianko, félicitait un de ses

membres, Trétiakov, d'avoir été invité à participer au Gouvernement. Le 9 août, ces messieurs avaient envoyé un télégramme à Kornilov : « A l'heure dangereuse d'une pénible épreuve, toute la Russie pensante tourne ses regards vers vous avec espoir et avec foi. »

Kérensky accepta avec condescendance l'existence d'un Préparlement, sous condition que « l'on reconnaît que l'organisation du pouvoir et le recrutement des membres du Gouvernement appartiendraient uniquement au Gouvernement provisoire ». Cette condition humiliante fut dictée par les cadets. La bourgeoisie ne pouvait, bien entendu, ne point comprendre que la composition de l'Assemblée constituante serait pour elle beaucoup moins favorable que celle du Préparlement : « Les élections à l'Assemblée constituante doivent, — d'après Milioukov, — donner un résultat tout à fait accidentel et, peut-être, désastreux. » Si, néanmoins, le Parti cadet, qui avait récemment encore essayé de subordonner le Gouvernement à la Douma tsariste, refusait catégoriquement de reconnaître au Préparlement des droits législatifs, c'était seulement et exclusivement parce qu'il ne perdait pas l'espoir d'annihiler l'Assemblée constituante.

« Ou bien Kornilov, ou bien Lénine », — c'est ainsi que Milioukov posait l'alternative. Lénine, de son côté, écrivait : « Ou bien le pouvoir des soviets, ou bien le kornilovisme. Il n'y a pas de milieu. » C'est à ce point que Milioukov et Lénine coïncidaient dans leur jugement sur la situation, et non point par hasard : en contrepoids aux héros de la phrase conciliatrice, c'étaient deux représentants sérieux des classes fondamentales de la société. Déjà la Conférence d'État de Moscou avait clairement montré, d'après les termes même de Milioukov, que « le pays se partageait en deux camps entre



lesquels il ne pouvait y avoir de conciliation ni d'accord sur le fond. » Mais là où, entre deux camps de la société, il ne peut y avoir d'accord, l'affaire se résout par la guerre civile.

Ni les cadets, ni les bolchéviks ne retiraient, cependant, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante. Pour les cadets elle était nécessaire comme la plus haute instance en appel contre les réformes sociales immédiates, contre les soviets, contre la révolution. L'ombre que la démocratie projetait devant elle, sous l'apparence de l'Assemblée constituante, — la bourgeoisie s'en servait pour s'opposer à la vivante démocratie. La bourgeoisie n'aurait pu ouvertement rejeter l'Assemblée constituante qu'après avoir écrasé les bolchéviks. Elle en était encore loin. A l'étape indiquée, les cadets s'efforçaient de garantir l'indépendance du Gouvernement contre les organisations liées avec les masses, afin de se le soumettre d'autant plus sûrement et intégralement ensuite.

Mais les bolchéviks aussi, qui ne voyaient point d'issue dans les voies de la démocratie formelle, ne renonçaient pas encore à l'idée d'une Assemblée constituante. Et ils ne pouvaient faire autrement sans briser avec le réalisme révolutionnaire. La marche ultérieure des événements créerait-elle des conditions pour la victoire complète du prolétariat, cela ne pouvait être prévu avec une absolue certitude. Mais, en dehors de la dictature des soviets et jusqu'à cette dictature, l'Assemblée constituante devait se montrer comme la plus haute conquête de la Révolution. Exactement comme les bolchéviks défendaient les soviets de conciliateurs et les municipalités démocratiques contre Kornilov, ils étaient prêts à défendre l'Assemblée constituante contre les attentats de la bourgeoisie.

La crise de trente jours se termina enfin par la création d'un nouveau gouvernement. Le principal rôle après Kérensky revenait là à un des plus riches industriels de Moscou, Konovalov, qui, au début de la Révolution, finançait le journal de Gorki, qui avait été ensuite membre du premier gouvernement de coalition, qui avait démissionné en protestant après le premier Congrès des soviets, était entré dans le parti cadet quand celui-ci était mûr pour l'affaire kornilovienne, et rentrait maintenant dans le gouvernement, en qualité de vice-président et de ministre du Commerce et de l'Industrie. Outre Konovalov, les postes ministériels furent occupés par : Trétiakov, président du Comité de la Bourse de Moscou et Smirnov, président du Comité des Industries de guerre de Moscou. Le sucrier de Kiev Téréchtchenko restait ministre des Affaires étrangères. Les autres ministres, dans ce nombre les socialistes, ne se distinguaient point par des signes particuliers, mais étaient tout disposés à ne point rompre l'harmonie. L'Entente pouvait être d'autant plus satisfaite du Gouvernement qu'à Londres on laissait comme ambassadeur le vieux diplomate Nabokov, qu'on envoyait à Paris le cadet Maklakov, allié de Kornilov et de Savinkov, à Berne le « progressiste » Efrémov : la lutte pour la paix démocratique était remise entre des mains sûres.

La déclaration du nouveau Gouvernement donnait une parodie perfide de la déclaration de la démocratie à Moscou. Le sens de la coalition n'était cependant pas inclus dans le programme des transformations ; il était d'essayer de parachever l'œuvre des journées de Juillet : décapiter la Révolution en écrasant les bolchéviks. Mais là, le *Rabotchi Pout* (la Voie ouvrière), une des métamorphoses de la *Pravda*, rappelait insolemment aux alliés ceci : « Vous avez oublié que les bolchéviks sont

maintenant les soviets des députés ouvriers et soldats ! » Ce rappel tombait juste sur le point douloureux. « De soi-même, — reconnaît Milioukov, — se posait la question fatale : n'est-il pas trop tard ? N'est-il pas trop tard pour déclarer la guerre aux bolchéviks ?... »

Oui, probablement, vraiment trop tard. Le jour où se formait le nouveau gouvernement, avec 6 ministres bourgeois et 10 à demi socialistes, s'achevait la formation du nouveau Comité exécutif du Soviet de Pétrograd, comprenant 13 bolchéviks, 6 socialistes-révolutionnaires et 3 menchéviks. La coalition gouvernementale fut accueillie par le Soviet dans une résolution proposée par Trotsky son nouveau président. « Le nouveau gouvernement... entrera dans l'histoire de la Révolution comme un gouvernement de guerre civile... La nouvelle de la formation d'un nouveau pouvoir rencontrera du côté de toute la démocratie révolutionnaire une seule réponse : *Démission* !... S'appuyant sur cette voix unanime de la véritable démocratie, le congrès panrusse des soviets créera un pouvoir véritablement révolutionnaire. » Les adversaires avaient envie de ne voir dans cette résolution qu'un vote ordinaire de défiance. En réalité, c'était un programme d'insurrection. Pour que le programme fût rempli, il faudrait juste un mois.

La courbe économique continuait à décliner brutalement. Le Gouvernement, le Comité exécutif central, le Préparlement bientôt reconstitué enregistraient les faits et les symptômes de déclin comme des motifs contre l'anarchie, les bolchéviks, la Révolution. Mais ils n'avaient même pas l'ombre d'un plan économique. Le service qui existait auprès du Gouvernement pour la réglementation de l'économie générale ne fit pas une seule démarche sérieuse. Les industriels fermaient les entreprises. Le mouvement ferroviaire était restreint par

suite du manque de charbon. Dans les villes s'éteignaient les centrales d'électricité. La presse hurlait à la catastrophe. Les prix montaient. Les ouvriers faisaient grève, une couche après l'autre, malgré les avertissements du Parti, des soviets, des syndicats. N'évitaient les conflits que les couches de la classe ouvrière qui marchaient déjà entièrement vers l'insurrection. Et, semble-t-il, c'était Pétrograd qui restait le plus calme.

Par son inattention devant les masses, par son indifférence étourdie devant leurs besoins, par des phrases provocatrices en réponse aux protestations et aux cris de désespoir, le Gouvernement soulevait tout le monde contre lui. On eût cru qu'il faisait exprès de rechercher des conflits. Les ouvriers et les employés des chemins de fer presque depuis l'insurrection de Février, réclamaient un relèvement des salaires. Les commissions se succédaient, personne ne donnait de réponse, les cheminots se sentaient de plus en plus bouleversés. Les conciliateurs les calmaient. Le *Vikjel* (Comité exécutif panrusse des cheminots) imposait la modération. Mais, le 24 septembre, il y eut une explosion. C'est seulement alors que le Gouvernement se ressaisit, certaines concessions furent faites aux cheminots et la grève, qui était déjà arrivée à s'étendre à une grande partie du réseau, cessa le 27 septembre.

Août et septembre deviennent les mois d'une rapide aggravation de la situation économique. Déjà, pendant les journées korniloviennes, la ration de pain avait été réduite, à Moscou comme à Pétrograd, à une demi-livre par jour. Dans le district de Moscou on commença à ne plus délivrer que deux livres par semaine. Les contrées de la Volga, le Midi, le front et l'arrière tout proche, toutes les régions du pays passent par une terrible crise d'approvisionnement. Dans la région textile à proximité

de Moscou, certaines fabriques commencèrent à crever la faim au sens littéral du mot. Les ouvriers et les ouvrières de la fabrique Smirnov, — le propriétaire avait justement été enrôlé en ces jours-là comme contrôleur d'État dans la nouvelle coalition ministérielle, — manifestaient dans la localité voisine d'Orékhovo-Zouévo avec des pancartes : « Nous avons faim, » « Nos enfants ont faim. » « Quiconque n'est pas avec nous est contre nous. » Les ouvriers d'Orékhovo-Zouévo et les soldats de l'hôpital militaire de l'endroit partageaient avec les manifestants leurs misérables rations : c'était une autre coalition qui s'élevait contre celle du Gouvernement.

Les journaux, chaque jour, enregistraient de nouveaux et de nouveaux foyers de conflits et de révoltes. Les protestations venaient des ouvriers, des soldats, du petit peuple des villes. Les femmes de soldats exigeaient un relèvement des allocations, le logement, et le bois d'hiver. L'agitation des cent-noirs tâchait de se trouver un aliment dans la faim des masses. Le journal cadet de Moscou, les *Rouskié Viédomosti* (*Informations russes*) qui, autrefois, combinait le libéralisme avec le populisme, considérait maintenant avec haine et dégoût le véritable peuple. « Dans toute la Russie a déferlé une grande vague de désordres... — écrivaient les professeurs libéraux. — La violence des éléments déchaînés et de stupides pogromes... gênent plus que tout la lutte contre le flot... Recourir aux mesures de répression, à la collaboration de la force armée... — mais, c'est précisément cette force armée, dans la personne des soldats des garnisons locales, qui joue le rôle principal dans les pogromes... La foule... descend dans la rue et commence à se sentir maîtresse de la situation. »

Le procureur de Saratov faisait savoir au ministre de la Justice Maliantovitch, qui, à l'époque de la pre-

mière Révolution, s'était compté parmi les bolchéviks : « Le principal malheur, contre lequel il n'y a point possibilité de lutter, ce sont les soldats... Les lynchages, les arrestations et perquisitions arbitraires, toutes les réquisitions possibles, — tout cela, dans la majorité des cas, est effectué ou bien exclusivement par des soldats, ou bien avec leur participation directe. » A Saratov même, dans les chefs-lieux de districts, dans les bourgs, « complète déficience d'une aide quelconque aux services judiciaires ». Le parquet n'arrive pas à enregistrer les crimes qui sont accomplis par tout le peuple.

Les bolchéviks ne se faisaient pas d'illusions au sujet des difficultés qui devaient les assaillir avec le pouvoir. « En proclamant le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » — disait le nouveau président du Soviet de Pétrograd, — nous savons que ce mot d'ordre ne cautérise pas instantanément tous les ulcères. Nous avons besoin d'un pouvoir constitué sur le modèle de la direction d'un syndicat qui donne aux grévistes tout ce qu'il peut, ne cache rien, et, quand il ne peut donner, en convient franchement... »

Une des premières séances du Gouvernement fut consacrée à « l'anarchie » dans les provinces, surtout dans les campagnes. Il fut de nouveau reconnu indispensable « de ne point s'arrêter devant les mesures les plus résolues ». Entre temps, le Gouvernement découvrait que la cause des succès de la lutte contre les désordres résidait dans « l'insuffisante popularité » des commissaires gouvernementaux parmi les masses de la population paysanne. Pour remédier à la situation, il fut décidé d'organiser d'urgence dans toutes les provinces qu'avaient gagnées les désordres « des comités extraordinaires du Gouvernement provisoire ». Dès lors, la paysannerie

devra accueillir les expéditions punitives par des acclamations.

D'irrésistibles forces historiques entraînaient les dirigeants vers la chute. Personne ne croyait sérieusement au succès du nouveau Gouvernement. L'isolement de Kérénsky était irréparable. Les classes possédantes ne pouvaient oublier qu'il avait trahi Kornilov. « Quiconque était prêt à se battre contre les bolchéviks, — écrit l'officier cosaque Kakliouguine, — ne voulait pas le faire au nom et pour la défense du Gouvernement provisoire. » Tout en s'accrochant au pouvoir, Kérénsky lui-même n'osait en faire un emploi quelconque. La force croissante de la résistance paralysait à fond sa volonté. Il éludait toutes décisions et évitait le Palais d'Hiver où la situation l'obligeait à agir. Presque immédiatement après la formation du nouveau Gouvernement, il glissa subrepticement la présidence à Konovalov, et partit lui-même pour le Grand Quartier Général où l'on n'avait pas le moins du monde besoin de lui. Il ne revint à Pétrograd que pour ouvrir le Préparlement. Retenu par les ministres, il n'en repartit pas moins, le 14, pour le front. Kérénsky fuyait un sort qui le talonnait.

Konovalov, le plus proche collaborateur de Kérénsky et son remplaçant, tombait. d'après Nabokov, dans le désespoir en voyant l'inconstance de Kérénsky et l'absolue impossibilité de compter sur sa parole. Mais les états d'âme des autres membres du Cabinet différaient peu de ceux de leur chef. Les ministres scrutaient anxieusement, prêtaient l'oreille, attendaient, se tiraient d'affaire par des paperasses et s'occupaient de vétilles. Le ministre de la Justice Maliantovitch fut, raconte Nabokov, extrêmement préoccupé quand il apprit que les sénateurs n'avaient pas voulu recevoir leur nouveau collègue Sokolov en redingote noire. « Qu'en pensez-vous ?

que faut-il faire ? » demandait Maliantovitch angoissé. D'après un rite établi par Kérénsky et qui était rigoureusement observé, les ministres s'interpellaient entre eux non point, selon l'usage russe, par le prénom et le patronymique, comme de simples mortels, mais d'après la fonction. — « Monsieur le ministre de ceci ou de cela », — comme il convient aux représentants d'un pouvoir fort. Les souvenirs de ceux qui furent du Gouvernement ont un air satirique. Au sujet de son ministre de la Guerre, Kérénsky lui-même écrivait par la suite : « Ce fut la plus malencontreuse de toutes les nominations : Verkhovsky apporta dans son activité quelque chose d'imperceptiblement comique. » Mais le malheur est en ceci qu'une nuance de comique involontaire s'étendait sur toute l'activité du Gouvernement provisoire : ces gens ne savaient ce qu'ils avaient à faire, ni comment se tourner. Ils ne gouvernaient pas, mais ils jouaient aux gouvernants comme des écoliers jouent au soldat — seulement c'était bien moins amusant.

Parlant en témoin, Milioukov caractérise en traits fort nets l'état d'esprit du chef du Gouvernement en cette période : « Ayant perdu le terrain sous lui, plus cela durait, plus Kérénsky manifestait tous les symptômes d'un état pathologique qui pourrait s'appeler, dans le langage de la médecine « une neurasthénie psychique ». Le cercle des proches amis savait depuis longtemps qu'après des moments d'extrême déchéance de l'énergie, dans la matinée, Kérénsky passait, dans la seconde moitié de la journée, à une extrême excitation sous l'influence des produits pharmaceutiques qu'il absorbait. » Milioukov explique l'influence particulière du ministre cadet Kichkine, psychiatre de sa profession, par son habile façon de traiter le patient. Nous laissons entièrement ces renseignements sous la responsabilité



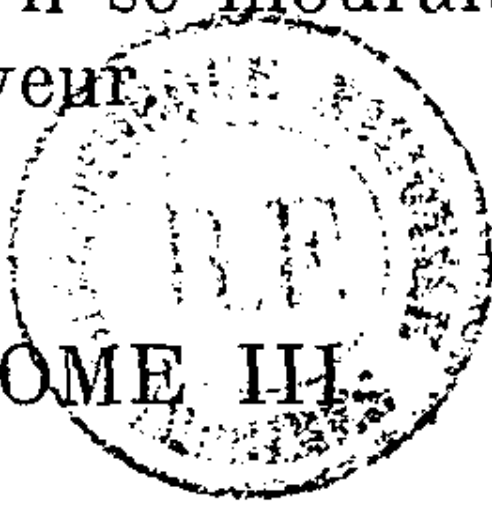
de l'historien libéral qui avait, à vrai dire, toutes les possibilités de savoir la vérité, mais qui était loin de choisir toujours la vérité comme son plus haut critère.

Les témoignages d'un Stankévitch, si proche à Kérensky, confirment la caractéristique sinon psychiâtrique, du moins psychologique, donnée par Milioukov. « Kérensky produisit sur moi, — écrit Stankévitch. — l'impression de quelque chose de désertique dans toute la situation et d'un calme étrange, inouï. Auprès de lui se trouvaient seulement ses inévitables petits « aides de camp ». Mais il n'y avait plus la foule qui l'avait auparavant entouré, ni les délégations, ni les projecteurs... Il y eut d'étranges loisirs et j'eus la rare possibilité de causer avec lui pendant des heures entières au cours desquelles il montrait une bizarre nonchalance. »

Toute nouvelle transformation du Gouvernement s'accomplissait au nom d'un pouvoir fort, et chaque nouveau cabinet ministériel débutait sur le ton majeur, pour tomber peu de jours après dans la prostration. Il attendait ensuite une impulsion extérieure pour s'écrouler. L'impulsion était chaque fois donnée par le mouvement des masses. La transformation du Gouvernement, si l'on rejette les apparences trompeuses, se produisait chaque fois, dans une direction opposée au mouvement des masses. Le passage d'un Gouvernement à un autre était rempli par une crise qui, chaque fois, prenait un caractère de plus en plus persistant et maladif. Chaque nouvelle crise gaspillait une partie du pouvoir de l'État, affaiblissait la Révolution, démoralisait les dirigeants. Le Comité exécutif des deux premiers mois avait pu faire tout, même appeler nominalelement au pouvoir la bourgeoisie. Dans les deux mois qui suivirent, le Gouvernement provisoire, joint au Comité exécutif, pou-

vait encore beaucoup, même ouvrir une offensive sur le front. Le troisième Gouvernement, avec un Comité exécutif affaibli, était capable d'entreprendre l'écrasement des bolchéviks, mais n'était pas capable de le mener jusqu'au bout. Le quatrième Gouvernement, qui surgit après la plus longue crise, n'était déjà plus capable de rien. A peine né, il se mourait et, les yeux ouverts, attendait son fossoyeur.

FIN DU TOME III.



## TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
PRÉFACE .....	7
Les « Journées de Juillet ». La préparation et le début .....	19
Les « Journées de Juillet ». Le point culminant et l'écrasement .....	56
Les Bolchéviks pouvaient-ils prendre le pouvoir en juillet ?.....	97
Le mois de la grande calomnie.....	128
La contre-révolution relève la tête.....	166
Kérensky et Kornilov	
Les éléments de bonapartisme dans la révolution russe.....	196
La conférence d'état à Moscou.....	227
Le complot de Kérensky.....	258
Le soulèvement de Kornilov.....	285
La bourgeoisie se mesure avec la démocratie .....	309
Les masses exposées aux coups.....	345
Marée montante .....	380
Les bolchéviks et les soviets.....	419
La dernière coalition.....	444



---

Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Paris-Vendôme

---

## LES ÉDITIONS RIEDER

7, place Saint-Sulpice PARIS (6°)

---

### LÉON TROTSKY

<b>Histoire de la Révolution Russe, La Révolution de Février</b> , 2 volumes, chaque	20 »
<b>Ma vie</b> , essai autobiographique, 3 vol., chaque	16 50
<b>La Révolution défigurée</b>	15 »
<b>L'Internationale communiste après Lénine</b>	20 »
<b>La Révolution permanente</b>	20 »
<b>Et maintenant? La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne</b>	7 50

MICHAEL FARBMAN : <b>Piatiletka, Le Plan Russe</b>	15 »
BORIS PILNIAK : <b>La Septième République</b> , Le Tadjikistan	16 50
MICHEL BAKOUNINE : <b>Confession</b> (1857)	16 50
A. TOLSTOI : <b>Le Chemin des Tourments</b> , 2 vol.	36 »
A. REMIZOV : <b>Sœurs en Croix</b>	18 »
SERGUEEV-TSENSKY : <b>Transfiguration</b>	18 »
I. BABEL : <b>Cavalerie Rouge</b>	15 »
F. DOSTOÏEVSKI : <b>La Logeuse</b>	12 »
L. LÉONOV : <b>Les Blaireaux</b> , un fort volume	30 »
VICTOR-SERGE : <b>Ville Conquise</b>	15 »
M. GORKI : <b>Klim l'enfant</b>	15 »
G. SIMON : <b>Les Juifs règnent en Russie</b>	15 »
IRÈNE KACHOWSKAJA : <b>Souvenirs d'une Révolutionnaire</b> , traduit du russe par Marcel Livane et J. Newman	12 »
MAURICE-PARIJANINE : <b>Un drame polaire : Le Krassine au secours de l'Italia</b>	15 »
R. MARCHAND et P. WINSTEIN : <b>Le Cinéma dans la Russie nouvelle</b>	20 »
G. K. LOUKOMSKI : <b>Les Russes</b>	20 »
A. SCHAEFFNER : <b>Strawinsky</b>	20 »
O. KAUSS : <b>Dostoïewski et son Destin</b>	15 »

Prix : 25 francs